La Belgique sous la domination française (1792-1815). Dumouriez dans les ci-devant Pays-Bas autrichiens . Par le major [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Cruyplants, Eugène. La Belgique sous la domination française (1792-1815). Dumouriez dans les ci-devant Pays-Bas autrichiens . Par le major Eugène Cruyplants... Ouvrage écrit en collaboration avec M. Winand Aerts.... 1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

R.CHASSING 1980

11271

LA BELGIQUE SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE (1792-1815)

DUMOURIEZ

DANS LES

Ci-Devant Pays-Bas Autrichiens

PAR

Le Major Eugène CRUYPLANTS

Ancien Président du Comité Belge du monument français à Waterloo
Lauréat de l'Académie française
Chevalier des ordres de Léopold et de la Légion d'honneur
Officier de l'Instruction publique.

Ouvrage écrit en collaboration
avec M. Winand AERTS d'après les Mémoires du Général DUMOURIEZ
les études de M. Arthur CHUQUET, de l'Institut
les Documents inédits tirés des Archives
du Ministère de la Guerre de la République Française, etc., etc.

JEMAPPES

NEERWINDEN

LA DÉFECTION

PARIS
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DES
SCIENCES, ARTS ET LETTRES
5, rue Dante, 5

1912

DUMOURIEZ

DANS LES

Ci-Devant Pays-Bas Autrichiens

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R F

67

L Lh4
2662



Le Roi Louis Philippe

Dessin de Sandoz, gravé par Prudhomme
d'après le tableau de Winterhalter
au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque Royale

JEMAPPES

NEERWINDEN

LA DÉFECTION

LA BELGIQUE SOUS LA DOMINATION FRANÇAISE (1792-1815)

DUMOURIEZ

DANS LES

Ci-Devant Pays-Bas Autrichiens

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R F IMPRIMÉS
ACQUISITION N° 018542

PAR

Le Major Eugène CRUYPLANTS
Ancien Président du Comité Belge du monument français à Waterloo
Lauréat de l'Académie française
Chevalier des ordres de Léopold et de la Légion d'honneur
Officier de l'Instruction publique.

Ouvrage écrit en collaboration
avec M. Winand AERTS d'après les Mémoires du Général DUMOURIEZ
les études de M. Arthur CHUQUET, de l'Institut
les Documents inédits tirés des Archives
du Ministère de la Guerre de la République Française, etc., etc.

TOME II

PARIS
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DES
SCIENCES, ARTS ET LETTRES
5, rue Dante, 5

1912

CHAPITRE VII.

La Réunion

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

1re *partie*. — Premières intentions de la France. L'agence française. — Le Club des Jacobins. — Les administrations provisoires. — La majorité des Belges hostile aux idées républicaines. — Les Français traitent la Belgique en pays conquis. — Le décret du 15 décembre. — Tentatives pour franciser la Belgique. — Dumouriez hostile au décret. — Son départ pour Paris. — Dumouriez à Paris. — L'exécution du roi. — Le décret du 15 décembre. — Le Comité des achats. — Le plan de campagne. — L'expédition de Hollande. — Les négociations. — Echec des négociations. — Plan de campagne. — Préparatifs d'invasion. — Beurnonville ministre de la guerre. — L'armée expéditionnaire. — L'expédition. — Prise de Breda. — Prise de Klundert. — Prise de Geertruidenberg. — Préparatifs de passage du Moerdyk. — Départ de Dumouriez à la nouvelle de l'échec du 1er mars.

2e *partie*. — Projet d'une Convention belgique. — Le Club de Bruxelles. — La Légion des Sans-Culottes. — Les clubs votent l'annexion à la France qui se contente de faire appliquer le décret. — La fin de l'assemblée. — Les généraux. — Les représentants et les commissaires nationaux. — L'application du décret. — La réunion. — Exaspération des Belges. — Pillage des églises. — Soulèvements partiels. — Retour de Dumouriez. — Ses mesures envers les commissaires nationaux. — Proclamations. — Apaisement des Belges. — Entrevue de Louvain. — La lettre du 12 mars.

PREMIÈRE PARTIE

La Constituante avait déclaré solennellement qu'elle renonçait aux conquêtes, la Législative ne faisait la guerre à l'Autriche que pour se défendre, la Convention ne songeait pas d'abord à l'incorporation des Pays-Bas. Le Conseil exécutif avait proclamé hautement que la Belgique ne devait ni craindre pour son indépendance, ni douter du désintéressement de la République.

Le manifeste de Dumouriez et ses instructions spéciales aux généraux contenaient les mêmes assurances. Le ministre des affaires étrangères *Lebrun* (1) affirmait qu'il voulait « assurer parfaitement et sans retour la liberté des Belges et Liégeois. » Il avait, dès le début de l'invasion, organisé, sur le Conseil de Dumouriez, une agence française de trois membres : *Joseph-Marie Bourdois*, colonel et chef de l'agence, *Charles Metman* et *Pierre Chépy*. Un quatrième personnage se joignit à ses agents de son propre mouvement, malgré Lebrun et avec l'autorisation de Dumouriez : le secrétaire d'ambassade *Deshacquets*, qui ne fit d'ailleurs que signer les certificats, légaliser les pièces et fouiller les archives. Bourdois, Metman, Chépy devaient s'entendre avec le Comité des Belges et Liégeois-Unis, et surtout avec Dumouriez. Lebrun leur recommandait quatre points essentiels : 1° suspendre toutes les autorités et remplacer les tribunaux par des arbitres et des juges de paix, et les Etats par des municipalités provisoires que le peuple choisirait librement; 2° convoquer les électeurs pour connaître la forme du gouvernement qu'ils désiraient; 3° organiser une force militaire soldée et non soldée; 4° déporter ou séquestrer les moines et améliorer le sort des curés. Sauf en ce qui concernait les moines, Dumouriez était d'accord avec le ministre.

Pour mieux gagner les esprits aux principes français, Dumouriez installa partout des sociétés populaires qui s'affilièrent à la grande société de Paris (2). Il était loin de se douter alors qu'il forgeait des armes pour ses ennemis.

Résolu de garder la neutralité en face des parties qui divisaient la Belgique, condamnant les prétentions exclusives des privilégiés, dit Thiers, il ne voulait cependant pas transporter à Bruxelles les jacobins de Paris, et y faire naître des Chabot et des Marat. Son but était donc, en ménageant l'ancienne organisation du pays, de réformer ce qu'elle avait de trop féodal. La partie éclairée de la population se pré-

---

(1) *Lebrun, dit Lebrun-Tondu*, d'abord abbé, puis soldat, puis ouvrier-imprimeur, enfin rédacteur du journal général de l'Europe qui se publiait à Liége, était l'homme des Girondins et partagea leur fortune comme leur disgrâce. Il vint à Paris en 1791, à la tête d'une députation de patriotes liégeois. Brissot se l'attacha ; Dumouriez le nomma premier commis du ministère des relations extérieures. Il rédigeait facilement une lettre ou un rapport mais il n'avait pas l'adresse, l'activité, l'expérience des grandes affaires. D'ailleurs tous les ambassadeurs quittèrent Paris le 10 août. Dumouriez mena les négociations en même temps que la guerre, Lebrun ne fit donc rien de très utile durant l'invasion prussienne. Il devint ministre des affaires étrangères après le 10 août et fut guillotiné à la suite des Girondins. (*A Chuquet op. cit*).

(2) *A. Chuquet.* Jemappes.

tait à ces vues, mais il était difficile d'en faire un ensemble, à cause du peu d'union des villes et des provinces, et de plus, en la formant en assemblée, on l'exposait à être vaincue par le parti violent. Dans le cas où il pourrait réussir, Dumouriez songeait, soit par une alliance, soit par une réunion à rattacher les Belges à l'empire français. Il aurait désiré surtout empêcher les dilapidations, s'assurer les immenses ressources de la contrée pour la guerre, et n'indisposer aucune classe, pour ne pas faire dévorer son armée par une insurrection.

Il songeait principalement à ménager le clergé, qui avait encore une grande influence. Il voulait enfin des choses que l'expérience des révolutions démontre impossibles...

Le Club des Jacobins

Il sera tant de fois question des Jacobins au cours de ce récit que nous croyons être agréables au lecteur en fixant une fois pour toute la signification de cette expression révolutionnaire. Nous nous servirons pour cela des remarquables études historiques de M. G. Lenôtre (1).

On se ferait une idée très fausse de l'existence d'un provincial député aux Etats-Généraux de 1789 en l'assimilant à la vie d'un homme politique d'aujourd'hui. Levé dès l'aube, il courait à l'Assemblée pour la séance du matin, écoutait les discours — de vrais discours en plusieurs points, imités des harangues de Tite-Live, mais plus longs — passait aux bureaux de la Commission dont il était membre, écrivait à ses commettants de belles lettres où il rendait compte de ses travaux et peignait en termes nobles l'état de l'esprit public; retournait à la séance de midi, allait aux réunions de son ordre, adressait quelque article à un journal, mettait par écrit le discours qu'il n'avait pu ou su prononcer devant l'Assemblée et qui lui pesait. Enfin, le soir venu, le malheureux se réunissait à quelques collègues, et l'on recommençait à s'entretenir des affaires publiques. Comme on ne peut pas toujours parler sans boire un peu, ces colloques se tenaient dans quelque café de Versailles. Les députés bretons avaient fait choix, eux, du café d'Amaury, situé dans un quartier assez central de Versailles; ils se réunissaient là chaque soir, et l'on avait baptisé cette parlotte intime d'un mot nouveau alors — et anglais, ce qui lui donnait une sonorité très parlementaire : on l'appelait *le Club breton*. Bien des députés de

---

(1) *Paris Révolutionnaire. Ouvrage couronné par l'Académie française Paris, Perrin et Cie, 1909. Le Club des Jacobins.*

l'Est et du Nord s'y joignaient d'ailleurs, à leurs collègues de l'Ouest.

Quand, en octobre 1789, l'assemblée transféra à Paris le lieu de ses séances, les députés des provinces éloignées, et qui, pour la plupart, n'étaient jamais venus dans la capitale, éprouvaient, bien plus qu'à Versailles, une espèce de terreur à l'idée d'être isolés et pour ainsi dire perdus au milieu de cette immense cité. Aussi cherchèrent-ils presque tous à se loger le plus près possible de l'Assemblée pour s'y retrouver en cas d'événements; mais ils désiraient aussi qu'on établît un point de réunion pour se concerter sur la direction des affaires publiques. On fit des recherches dans les environs de l'Assemblée, et on loua pour 400 francs par an le réfectoire du couvent des Jacobins, rue Saint-Honoré, et son mobilier (1).

Le Club breton s'était, lui, dès l'arrivée de l'Assemblée à Paris, établi place des Victoires n° 7; se fondit-il avec celui qui s'installait aux Jacobins? L'absorba-t-il au contraire, en allant se joindre à lui? La chose est de peu d'importance. Ce qui est certain, c'est que, pour 400 francs, venait d'être créé le plus terrible et le plus puissant des instruments de Révolution.

La première séance eut lieu un dimanche matin; quinze ou vingt députés à peine y assistaient... Comme la salle était vaste, et que les membres du club étaient peu nombreux, pendant les premières semaines, les moines du couvent prirent peu à peu en manière de distraction, l'habitude de venir assister aux réunions : on les voyait, en robes blanches et en capuchons noirs, massés en groupe au fond de la salle.

Mais le nom du club, qui s'appelait encore le *Club breton* n'était plus en harmonie avec sa composition; il imprimait à la réunion un caractère provincial particulier qui contrastait avec la nature générale des questions qui y étaient traitées. On proposa celui de « *Société des Amis de la Constitution* », qui fut adopté; mais le peuple disait les *Jacobins*, et c'est l'appellation qui a survécu.

Dès les premiers jours de 1790, la Société régularisa son existence, adopta des mesures d'ordre, établit des règles pour l'admission et la réception de ses membres. C'était une puissance qui se sentait grandir d'heure en heure et qui se préparait au rôle nouveau que les circons-

---

(1) Sept «Frères Prêcheurs» vinrent, en 1217, se loger à Paris et fondèrent une chapelle dédiée à saint Jacques. C'est d'elle que la rue Saint-Jacques, primitivement appelée Grand'Rue ou rue Saint-Benoît, prit son nom actuel. A l'époque de la Révolution, les Frères Prêcheurs possédaient trois maisons à Paris : le couvent de la rue Saint-Jacques auquel ils devaient leur surnom de Jacobins, celui de la rue Saint-Honoré et le noviciat de la rue Saint-Dominique, devenu l'église Saint-Thomas d'Aquin.

tances allaient lui assigner. Pour être admis au Club, il n'était plus nécessaire de faire partie de l'Assemblée constituante. Tout candidat proposé à l'admission devait avoir deux parrains qui répondaient de sa moralité et de son civisme; puis, sa réception était soumise aux chances du scrutin. Un bureau fut alors composé : on créa des officiers, des censeurs chargés de l'ordre et de la police des réunions. Ces derniers, entre autres, étaient préposés à la vérification de la carte d'entrée dont chaque membre était porteur, et ce fut peut-être une des premières réalisations des théories égalitaires de l'époque, que de voir un jour le chanteur Laïs et le duc d'Orléans exerçant ensemble, le même jour, ces modestes fonctions.

Les journalistes, les avocats, les gens de lettres, toute cette génération enthousiaste, impatiente de mettre la main aux affaires publiques et qui se croyait appelée à gouverner la France, tous ces esprits inquiets, tous ces caractères hasardeux, toutes ces âmes irritées qui se rencontrent au début des révolutions, envahirent bientôt le club des Jacobins et modifièrent son allure et sa physionomie. On y parlait avec une véhémence et une exagération qui remuaient et faisaient vibrer toutes les fibres populaires; les discussions législatives y étaient paraphrasées, expliquées avec violence; enfin, de là commençait à partir cette initiative puissante qui était destinée à modifier toutes les institutions et à renverser le trône lui-même.

La Société des Amis de la Constitution existait depuis trois mois à peine que déjà le local où elle s'abritait était devenu trop étroit pour le nombre des membres qui s'augmentait sans cesse. Elle se transporta dans les combles de l'église où se trouvait la Bibliothèque des Pères.

On se représente ordinairement le Club des Jacobins comme un lieu sinistre, tenant le milieu entre la tabagie et le tapis franc. L'imagination évoque le souvenir de séances orageuses, de discussions bruyantes, d'orateurs en bonnet rouge, de tricoteuses hurlant dans les tribunes... quelque chose comme une de ces réunions anarchistes d'aujourd'hui où l'on chante des refrains révolutionnaires et où l'on imite des cris d'animaux. Rien n'est moins exact qu'un tel tableau. Les Jacobins apportaient à leur réunion plus de calme et de décence peut-être que l'Assemblée du Manège elle-même; si l'on n'avait, pour s'en convaincre, le journal de leurs séances et le compte rendu de leurs travaux, un léger détail, fort insignifiant en apparence, suffirait à l'indiquer : en offrant aux membres de la Société la Salle de la Bibliothèque, les Pères Jacobins n'avaient point songé à enlever les 21,000 volumes, rares et précieux pour la plupart, qui en occupaient

le pourtour. Ils restèrent là, sur leurs rayons, simplement protégés par des treillages de bois, tant que dura la fameuse Société (1).

Les séances avaient lieu le soir, tous les deux jours, à peu près régulièrement. Elles commençaient à huit heures, et se terminaient vers dix heures et demie. Qu'y faisait-on? On y parlait, et, il faut bien l'avouer, on y parlait souvent pour ne rien dire. La Société des Jacobins était une force incontestable, mais une force d'influence plutôt que d'action. Ceux de ses membres qui étaient députés y venaient prendre le vent de l'opinion publique; les autres y recevaient un mot d'ordre; mais à part ce résultat, très appréciable du reste, on n'y faisait rien et l'on n'y pouvait rien faire.

M. Aulard a publié un compte rendu détaillé de chacune des séances : l'ouvrage, quand il sera terminé, formera cinq gros volumes de 700 pages : recueil précieux de documents inédits, très utile à consulter, mais impossible à lire. L'esprit est vite las de ces continuelles harangues très pompeuses, très gonflées et très vides.

En 1791, la Société des Jacobins était à son apogée : le nombre des membres avait augmenté dans une telle proportion que la bibliothèque devenait, à son tour, trop étroite pour contenir la foule qui s'y pressait à l'heure des séances. Le monastère tout entier était tombé aux mains de la nation : il n'y avait plus à se gêner avec les moines qui, peu à peu, avaient quitté le couvent; on résolut de se mettre à l'aise et de choisir l'église elle-même comme lieu des réunions. On descendit s'y installer le 29 mai 1791.

Au réfectoire, les Amis de la Constitution avaient été remplacés par une sorte de Club annexe qui ne devait pas manquer de pittoresque. Un nommé Dansart y faisait, sur des sujets politiques, des conférences aux ouvriers du quartier. Ceci peut passer pour un signe du temps : tandis que, dans l'église des Jacobins, les bourgeois jouaient à l'Assemblée, tout à leur porte, les ouvriers jouaient aux Jacobins; du haut en bas de l'échelle sociale le peuple de France était alors transformé en petits Parlements intimes : il y en avait pour tous les goûts et pour toutes les bourses. En somme, le Club des Jacobins se recrutait principalement dans la bourgeoisie; ses membres avaient, pour la plupart, reçu une certaine instruction : les discours qu'ils prononçaient dénotent un niveau intellectuel assez élevé, quoique bon nombre de

---

(1) Beaucoup de riches venaient aux Jacobins en équipage... Quelques membres avaient fait de vains efforts pour y parler le chapeau sur la tête et on les avait obligés à se découvrir. (*Thiers. Histoire de la Révolution française.*)

motions fussent tout simplement ridicules. On ferait un recueil des propositions saugrenues qui furent portées à cette tribune, et en quel pompeux langage!

Les séances de la Société étaient suivies par de très nombreuses personnes qui devaient être munies d'une carte assez difficile à obtenir.

A quelque parti qu'on appartienne, conclut M. Lenôtre, il faut reconnaître que, de cette église des Jacobins est sortie toute la Révolution. La Convention, avec son pouvoir absolu, avec ses Comités tout puissants, était peu de chose à côté de ce club fameux qui dirigeait les événements, qui communiquait sa « température » à toute la France. La preuve en est que, sitôt que les Jacobins furent vaincus, l'Assemblée entra aussitôt dans une ère de faiblesse, d'égoïsme et d'inertie.... préférable peut-être, néanmoins, à l'ère de sang à laquelle elle succédait.

Après le 9 Thermidor, la Société fut dissoute, mais reconstituée peu de temps après, elle subsista jusqu'au 11 novembre 1794. La Convention décréta que le couvent de la rue Saint-Honoré serait détruit et remplacé par une halle qui prendrait le nom de « Marché du Neuf-Thermidor ». .

Thiers caractérise ainsi le Club des Jacobins : « C'est là, dit-il, que l'opinion en fermentation formait tous ses projets, et rendait tous ses arrêts. S'agissait-il d'une loi importante, d'une haute question politique, d'une grande mesure révolutionnaire, les Jacobins, toujours plus prompts, se hâtaient d'ouvrir la discussion et de donner leur avis. Immédiatement après, ils se répandaient dans la commune, dans les sections, ils écrivaient à tous les clubs affiliés (1); et l'opinion qu'ils avaient émise, le vœu qu'ils avaient formé, revenaient sous forme d'adresse de tous les points de la France, et sous forme de pétition armée, de tous les quartiers de Paris. Lorsque, dans les Conseils municipaux, dans les sections, et dans toutes les assemblées revêtues d'une autorité quelconque, on hésitait encore sur une question, par un dernier respect de légalité, les Jacobins, qui s'estimaient aussi libres que la pensée, la tranchaient hardiment, et toute insurrection était proposée chez eux longtemps à l'avance. Ils avaient pendant tout un mois délibéré sur celle du 10 août. Outre cette initiative dans chaque question, ils s'arrogeaient encore, dans tous les détails du gouvernement, une inquisition inexorable.

Au milieu de l'anarchie qui régnait alors, dit M. Corréard, eux-

---

(1) Presque toutes les villes de la France avaient une société de Jacobins, dont l'organisation avait été calquée sur la Société de Paris.

seuls étaient organisés. C'est ce qui fit leur force (1). Ils prirent la direction de la Révolution et s'emparèrent peu à peu des pouvoirs constitutionnels avant de renverser la Constitution. Aux élections de l'été et de l'automne de 1791, profitant de nombreuses abstentions, usant de violence et d'intimidation, ils accaparèrent le tiers des places : 250 membres de l'assemblée, le maire de Paris, Pétion, le procureur-syndic , Manuel, le substitut du procureur, Danton, l'accusateur criminel, Robespierre, étaient des leurs. Citons encore Marat, Chabot, Collot d'Herbois, Fabre d'Eglantine, Camille Desmoulins... et Dumouriez. Voici à ce propos un extrait des Mémoires du général (2) : Dumouriez avait été de la société des Jacobins dans son principe; alors elle n'avait encore admis dans son sein, ni les Marat, ni les Camille Desmoulins; alors on ne connaissait ni les Bazire, ni les Merlin, ni les Chabot, ni les Bourdon, ni tous les scélérats que les assemblées primaires ont choisis à l'envi de toutes les parties du royaume pour former la plus effroyable assemblée de l'univers. Il n'avait jamais été fort assidu à leurs séances, qu'il avait toujours trouvées trop tumultueuses il n'avait jamais approché de leur secrétariat ; à la vérité l'aventure du bonnet rouge dont il avait été obligé de se coiffer, lorsqu'il avait été aux Jacobins, à son entrée au ministère, avait pu faire croire qu'il était zélé pour cette secte. Voici le fait tel qu'il s'est passé. Dumouriez avait annoncé au roi qu'il croyait nécessaire, même pour l'utilité de sa personne, mais surtout pour celle des affaires publiques, que les nouveaux ministres nommés par lui sur la désignation du peuple, qui avaient fréquenté précédemment la Société des Jacobins, s'y présentassent au moins une fois, pour qu'on ne les taxât pas d'aristocratie, et il avait, le matin même, dit au roi qu'il irait à la séance du soir; le roi avait senti l'importance de cette démarche et l'avait approuvée. Depuis quelques jours, les factieux avaient arboré le bonnet rouge. Dumouriez et les Girondistes, qui alors paraissaient vouloir ramener la règle, et combattre l'anarchie, et que, dans le fait, on ne peut pas accuser d'avoir flatté les Jacobins, firent sentir à Pétion, alors maire de Paris, alors aimé des Jacobins, alors tout-puissant, que cette marque extérieure allait avoir les plus grands inconvénients, et rappellerait la rose blanche et la rose rouge des guerres civiles de l'Angleterre, et les chaperons du temps du roi Jean à Paris. A cette époque, Pétion gouvernait absolument Robespierre et les Jacobins; il promit

---

(1) *F. Corréard. Histoire Contemporaine de l'Europe et la France. Paris, Masson et C^ie^, 1901.*

(2) *Mémoires du général Dumouriez, écrits par lui-même. A Londres et se trouve à Paris chez les marchands de nouveauté. 1794. T. I. pp. 64-66.*

qu'il leur écrirait une lettre, et que sur le champ le bonnet rouge serait supprimé. Le jour convenu était celui que Dumouriez avait choisi pour aller aux Jacobins.

La lettre fut effectivement écrite, mais elle n'était pas encore arrivée lorsqu'il entra dans la séance. Tous les Jacobins étaient en bonnets rouges; on lui en offrit un lorsqu'il entra, et on le fit monter à la tribune; il fut obligé de s'en coiffer, sans quoi il aurait couru, très mal à propos, les plus grands risques. Il dit peu de mots, il annonça que, dès que la guerre serait déclarée, il briserait sa plume pour reprendre une épée, et il sortit sur le champ. A peine était-il parti à sept heures et demie, que la lettre de Pétion arriva, et fit l'effet désiré, les bonnets disparurent; ainsi, il ne s'en fallut que d'une demi-heure que le ministre fût exempt de s'en affubler, et d'après les clabauderies de faux royalistes, c'est-à-dire du parti anti-constitutionnel, le public a mal jugé ce fait, qui n'est qu'un pur accident.

Depuis lors les Jacobins étaient devenus les ennemis les plus cruels de Dumouriez, lors de sa sortie du ministère. Les succès de la Champagne les avaient racommodés avec lui, malgré les imprécations de Marat, il avait paru au Club un quart d'heure à son passage à Paris, dans le mois d'octobre 1792 (1), mais il n'avait jamais entretenu aucune correspondance, ni avec eux collectivement, ni particulièrement avec aucun d'eux.

Rappelons en passant que les autres clubs importants étaient, *les Feuillants*, formés par une scission des Jacobins en juillet 1791, établis rue Saint-Honoré, et qui travaillèrent à fortifier le pouvoir royal; *les Cordeliers*, établis d'abord au Couvent des Cordeliers, puis rue Dauphine, qui furent le foyer du mouvement républicain et démocratique (2). Camille Desmoulins était l'écrivain des Cordeliers, comme Danton en était le chef, mais presque tous les Cordeliers appartenaient aussi au Club des Jacobins.

Le Club des Cordeliers, si souvent cité, dit M. Lenôtre, est une de ces choses dont on parle beaucoup sans en rien connaître. Tenait-il un registre de ses délibérations? On l'ignore : en tous cas il n'a pas été conservé. Les documents imprimés à son sujet sont très rares. On n'a

---

(1) Le dimanche 14 octobre. C'est dans cette séance que Collot d'Herbois lui fit le discours que l'on sait.

(2) *Cf. Corréard. Histoire Contemporaine.* Op. cit. *La grande encyclopédie* indique la Société des Amis des Droits de l'Homme et du Citoyen comme ayant été fondée en juillet 1790 par les membres du district des Cordeliers, d'où son nom de Club des Cordeliers.

point oublié cependant que le Club eut sur la marche de la Révolution une influence néfaste et désastreuse.

C'était un volcan, toujours en éruption, répandant sur la ville un torrent ininterrompu de motions sanguinaires et de déclamations insurrectionnelles. C'est tout dire que rappeler, qu'en regard des Cordeliers, les Jacobins passaient pour réactionnaires, quoique plusieurs hommes politiques fissent simultanément partie des deux clubs.

Quant au club des Feuillants, il réunissait tous les essais de clubs modérés, tous les royalistes constitutionnels aussi le nom de Feuillant devint-il un titre de proscription.

En Belgique, aussitôt après l'entrée des Français, les sociétés Vonckistes se reconstituèrent et furent envahies par une foule de proscrits qui avaient fui les vengeances du parti des Etats ou les réactions du gouvernement autrichien. Elles furent bientôt absorbées par le Club bruxellois qui se forma le 15 chez un certain Bonnard, et prit le nom de « *Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité.* » Celle-ci élut pour président *d'Espagnac* et pour secrétaires *Balsa* et *Verlooy*. Quelques jours après, elle adopta le règlement des Jacobins de Valenciennes. Dumouriez se rendit à ce club qui était établi à l'ancien couvent des Jésuites (1), et y prononça un discours sur les avantages de la liberté et de l'égalité.

D'autres clubs s'ouvrirent également à Mons, à Louvain, à Anvers, à Tournai et à Ypres.

Les Administrations provisoires

En même temps avaient lieu dans le pays de Liége et sur tout le territoire de la Belgique les élections des administrations provisoires. Les villes devaient procéder à leur convenance.

Henne et Wauters donnent sur les élections de Bruxelles les détails suivants :

En attendant que le sort de la Belgique fût décidé, on songea à pourvoir à l'administration des villes conquises, déclarées villes libres. La Convention ayant laissé aux Belges le choix de la forme de gouvernement qu'ils voudraient adopter, la Société les Amis de la Liberté

---

(1) Le couvent des Jésuites occupait la place de l'ancien Palais de Justice et l'angle des rues d'Or et de Ruysbroeck ou du Parloir, disparu depuis le percement de la rue Joseph Lebeau. Il avait été transformé en « Collège Thérésien » après l'expulsion des Pères, puis Joseph II y avait installé les Facultés de droit, de médecine et de philosophie de l'Université de Louvain.

et de l'Egalité prit l'initiative; le 17 septembre, elle résolut d'appeler le peuple de Bruxelles à s'assembler le lendemain pour procéder à l'élection de ses représentants en lui laissant à décider et le mode d'élection et le nombre de députés à nommer. Pour donner la plus grande publicité possible à cette mesure, le jour suivant, à 8 heures du matin, vingt membres de la Société, accompagnés de tambours, parcoururent tous les quartiers de la ville, lisant, à chaque carrefour, la proclamation suivante, qui fut également affichée partout. « *La liberté ou la mort. Les amis de la liberté, de l'égalité et de la souveraineté du peuple sont invités à se rendre aujourd'hui en l'église de Sainte-Gudule, à deux heures de l'après-midi, pour y rentrer dans l'exercice de leurs droits et procéder à la nomination de leurs représentants provisoires* ».

Pris à l'improviste, les partisans des Etats demandèrent que l'assemblée fût prorogée jusqu'au lendemain, et que les convocations eussent lieu dans les paroisses; mais leurs adversaires ne voulurent pas leur donner le temps de se reconnaître ni de s'entendre, et cette demande fut écartée. En agissant ainsi, les démocrates entachèrent ces élections d'impopularité, et ils poussèrent dans le parti opposé cette foule de gens qui se révoltent contre toute mesure arbitraire. Craignant que ces élections ne fussent une occasion de troubles, l'autorité militaire avait pris de grandes précautions, des compagnies d'infanterie et de cavalerie, avec quelques pièces de canon, entouraient l'église que des patrouilles traversaient incessamment sous prétexte d'en faire sortir les femmes et les enfants. Ces précautions, qui empêchèrent le désordre, firent dire que les élections s'étaient faites sous l'influence de la terreur.

Les membres du Club et les Vonckistes se rendirent seuls à la convocation contre laquelle circulèrent immédiatement de virulentes protestations. Après avoir choisi l'avocat Balsa comme président et Verlooy pour secrétaire, l'assemblée procéda au choix des représentants provisoires. Ce choix, concerté d'avance, fut promptement terminé, et à six heures, 80 représentants avaient été élus, presque tous à l'unanimité (1). Ceux d'entre eux qui se trouvaient présents se transportèrent en corps à l'hôtel de ville, devenu « maison commune », où ils furent

---

(1) Parmi ces 80 représentants, on lit les noms de Walckiers, Balsa, Torfs, Daubremez, Sandelin, des curés de Sainte-Catherine, Saint-Nicolas et du Finistère, de Verlooy, du duc d'Arenberg et du duc d'Ursel, de Weemaels, du comte Cornet de Grez, de l'ingénieur Fisco et du général Rosières, mêlés à ceux d'épiciers, de plafonneurs, de bateliers, etc., etc.

reçus par Dumouriez entouré de son état-major. L'assemblée s'installa à l'hôtel de Galles et commença ses travaux le 19 (1).

Le même jour l'arbre de la liberté fut replanté sur la Grand'Place. Chaque parti, quel qu'il soit d'ailleurs, a ses énergumènes; aussi vit-on des hommes du peuple forcer les pères Récollets à danser avec eux autour de l'arbre de la liberté en chantant la Carmagnole.

Un des premiers soins des représentants provisoires, après avoir voté la déchéance de la maison d'Autriche et de tous les pouvoirs qui n'émanaient pas de la nation, fut de réorganiser les différentes administrations supprimées par leur proclamation du 20.

Le 21 novembre, ils décrétèrent l'établissement d'un tribunal provisoire de la Commune destiné à remplacer l'ancien magistrat. Composé de sept juges, d'un « Amman » et d'un « pensionnaire », ce tribunal devait « rendre la justice indistinctement à tous les citoyens, dans le ressort de l'ancien magistrat et selon les lois, usages et coutumes en vigueur. »

L'assemblée chargea aussi différents comités de l'administration générale. Elle vota la suppression des dîmes, des exemptions en matière d'impositions.

Le 25, elle chargea le comité militaire de former trois compagnies volontaires de garde nationale, de cent hommes chacune, et une de cavalerie, de même force. Nul citoyen ne pouvait être admis dans ces compagnies que sur des témoignages de civisme de la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité. Ces gardes devaient s'armer et s'équiper à leurs frais. Cette mesure produisit un mauvais effet, et les ennemis de l'assemblée insinuèrent aussitôt que c'était une garde dont elle avait voulu s'entourer, d'autant plus que la garde municipale de la ville montrait peu de sympathie pour l'assemblée. Le 2 décembre, cette garde municipale fut licenciée et remplacée par une troupe de 500 gardes du *Drossart* (2) ou gendarmes. Quant à la garde de l'assemblée, son recrutement fut très difficile.

---

(1) L'hôtel de Galles était situé rue de la Loi.

(2) Les premières mentions d'un *Drossart* ou *Drossard* de Brabant remontent aux années 1260 et 1262; il est investi à cette époque des fonctions judiciaires exercées par le sénéchal héréditaire. Il a pour mission de faire réprimer les crimes commis dans le duché. Dès le XV^e^ siècle, son rôle de justicier s'accuse plus nettement et embrasse une triple compétence : recherche des coupables que les officiers territoriaux négligent d'arrêter, poursuite des vagabonds et des gens sans aveu, et enfin connaissance de certains cas dont « la coignoissance et judicature n'appartient point aux loys du pays, mais doivent être juguez et corrigiez seignoreusement ». En 1766, Charles de Lorraine retira au Drossart le droit de juger les délinquants et lui laissa l'initiative

L'assemblée de plus en plus impopulaire, cherchait tous les moyens de rallier l'opinion publique.

Le 20 décembre elle fit décréter la revision du procès d'Annessens.

Liége avait une situation à part. La société des Amis de la Liberté, rentrée dans le pays avec Dumouriez, résolut de confier l'administration de la ville au Conseil municipal de 1790 et celle du pays entier à une Convention nationale liégeoise. La principauté constitutionnelle fut abolie et la république démocratique établie sans obstacle; au tyran mitré succédait le peuple souverain. Le 7 décembre, la Convention liégeoise, composée de 120 membres, fut élue par les assemblées primaires. Mais elle ne se réunit que le 17 février suivant. Elle nomma Fabry président et Bassenge vice-président, puis elle décréta que le pays était irrévocablement séparé de l'Empire germanique et, pour rompre à jamais avec l'évêque despote, décida que les églises de Liége seraient transformées en magasins ou en casernes et la cathédrale de Saint-Lambert, démolie de fond en comble (1).

La majorité des Belges hostile aux idées républicaines

Mais malgré Dumouriez et les clubs, les statistes l'emportaient en Belgique. Trois grandes villes, Charleroi, Mons, Bruxelles leur échappèrent. Encore fallut-il recourir à la ruse et convoquer les électeurs brusquement, sans délai, et dans la journée même.

Partout les élections étaient hostiles au système français. Bruxelles surtout s'agitait et fermentait. Dès le premier jour, des pamphlets de toute sorte attaquèrent l'administration provisoire et le Club des Jacobins. On reprochait aux administrateurs d'avoir été nommés par la force des baïonnettes. On les dénonçait comme des royalistes déguisés et des hommes sans mœurs ni probité. On célébrait et préconisait les Etats et la Joyeuse Entrée.

---

de la poursuite. Le personnel de la Drossarderie comprenait, outre le Drossart lui-même, un lieutenant, quatre assesseurs, un greffier et une compagnie militaire de fantassins et de cavaliers ayant mission de réprimer les délits. Le dernier Drossart du Brabant fut le comte van der Stegen, chambellan de l'Empereur en 1789.

(*Archives générales du Royaume. Inv. de la Drossarderie et Calendrier de la Cour pour 1789.*)

(1) Cette superbe cathédrale déjà reconstruite en 1185, à la suite d'un violent incendie, fut, en effet, démolie de fond en comble en 1794 et ses ruines furent rasées en 1808. (*Histoire de l'architecture en Belgique, par A. G. B. Schayes.*)

Fallait-il, pour être heureux, se gouverner à la française? Ne pouvait-on garder ses lois, ses usages, ses habitudes? Une aristocratie sagement tempérée était-elle le régime d'un peuple esclave? Ne valait-elle pas mieux que l'anarchie ou qu'une révolution aux terribles secousses? Lequel est le plus libre, de celui qui ne reconnaît d'autre loi que la licence et la volonté de la multitude, ou de celui que régissent des principes confirmés par l'expérience de plusieurs siècles? Le seul mot d'innovation n'avait-il pas causé dans les esprits une agitation incroyable? Enfin ne devait-on pas songer aux chances de la guerre, sauvegarder l'avenir, se prémunir contre les revenants? Si les Autrichiens rentraient vainqueurs en Belgique, n'auraient-ils pas le droit de garder le pays comme ils le trouveraient, sans Etats, sans Conseil, sans Constitution (1) ?

Les anciens Vandernootistes ne pouvaient voir cet état de choses qu'avec crainte et colère, aussi ne négligeaient-ils rien pour éloigner la multitude des démocrates. Soutenus par le clergé, par une grande partie de la noblesse, par tous les privilégiés qui avaient perdu leurs franchises, et enfin par les métiers dont les droits étaient menacés, ils obtinrent une grande influence sur le peuple qui désirait plutôt l'indépendance que la liberté dont il ne savait pas encore apprécier les bienfaits. De nombreuses protestations avaient été suivies bientôt de rassemblements et d'émeutes, qui auraient eu les suites les plus désastreuses sans la sagesse des autorités. Beaucoup de citoyens même avaient refusé, sous différents prétextes, de faire partie d'une assemblée qu'ils regardaient comme inconstitutionnelle. Le peuple voulut se rassembler dans les églises paroissiales pour procéder à de nouvelles élections, mais, bien qu'on lui eût assuré « la plénitude de ses droits de souveraineté », on prit des mesures sévères pour l'en empêcher. Prévenu qu'un rassemblement devait se former dans la journée du 27 novembre, le général Berneron, commandant de Bruxelles, avait renforcé la garnison. Une partie des troupes avait été consignée, tandis que l'autre faisait des patrouilles. Mais cet appareil militaire ne put empêcher quelques centaines de personnes de se réunir au Meyboom, pour réclamer le rétablissement de l'ancienne Constitution brabançonne, ainsi que de nouvelles élections qui pussent démontrer réellement la souveraineté accordée au peuple. Le général Berneron se rendit au lieu de rassemblement et harangua la foule. Ses paroles, à la fois douces et fermes, firent impression sur la multitude qui se dispersa sans que l'ordre public fut troublé. Le

---

(1) *A. Chuquet. Op. cit.*

lendemain, cependant, les troubles recommencèrent et Berneron dut déployer un assez grand appareil militaire. Il reçut les plaintes des mécontents et promit de les adresser au général Dumouriez.

Ces réclamations se résument dans la teneur du pamphlet qu'on a lu plus haut. De plus, bien qu'ils en fussent exempts par leurs privilèges, les habitants étaient accablés de logements militaires. Pour subvenir au défaut d'objets nécessaires au logement des troupes dans les casernes, ils furent invités à fournir chacun un matelas et une paillasse, avec promesse d'être exemptés de cette charge, mais cette promesse, jetée pour calmer l'effervescence, ne fut pas effectuée, et, quelques jours après, les Français se logèrent militairement chez les bourgeois (1).

Enfin les Belges refusaient les assignats qui perdaient à Paris même plus de cinquante pour cent de leur valeur. Dumouriez dut ordonner aux soldats de payer en numéraire.

Les Français traitent la Belgique en pays conquis

Mais déjà, malgré Dumouriez, les Français agissaient en conquérants. La Bourdonnaye désobéissait ouvertement, faisait des emprunts forcés. Dumouriez pria la Convention de décider entre lui et ce général, et l'on a vu que Miranda fut désigné pour remplacer La Bourdonnaye. Mais la Convention allait bientôt prescrire à ses généraux les mêmes procédés. Le vent avait tourné à Paris et l'on songeait sérieusement à l'annexion des Pays-Bas : « Une opinion se répand ici, mandait Brissot à Dumouriez, c'est que la République française ne doit avoir pour bornes que le Rhin. Il faut préparer les esprits à cette réunion ».

---

(1) *Cf. Henne et Wauters. Op. cit.*

Des perruquiers vinrent se plaindre à l'Assemblée de ce que les militaires français les forçaient à être les exécuteurs des sentences flétrissantes par lesquelles ils condamnaient des individus à avoir la tête et les sourcils rasés! (*Ibid.*)

Voici, à titre documentaire, la situation de l'effectif de la garnison française de Bruxelles à la date du 15 décembre :

1er bataillon de la Vendée	352 hommes.
1er bataillon des Deux-Sèvres . . .	395 hommes.
2e bataillon de l'Eure	387 hommes.
9e bataillon des Fédérés	402 hommes.
1er bataillon de la Marne	332 hommes
Total	1,868 hommes.

Lebrun, énumérant les avantages de la conquête, ne disait-il pas que la France augmenterait sa population de 3 millions d'habitants, son armée de 40,000 soldats, ses revenus annuels de 40 millions de livres, et l'hypothèque de ses assignats de plus d'un milliard? Les commissaires de la Convention, Gossuin, Camus, surtout Delacroix et Danton, se firent les apôtres de l'annexion : « Le salut de la République, écrivaient-ils, est dans la Belgique, et ce n'est que par l'union de ce riche pays à notre territoire que nous pouvons rétablir nos finances et continuer la guerre ». Cambon et Clavière étaient du même avis. Le peuple belge pressentait le danger. Le 4 décembre, deux députés des représentants provisoires de Bruxelles, Balsa et Torfs, accompagnés d'Espagnac, de Walckiers et des délégués de Mons, de Tournai et du Tournaisis, prièrent la Convention de reconnaître formellement l'indépendance absolue de la Belgique et du pays de Liége. Pétion, qui présidait ce jour-là, assura que la France n'altérerait pas l'indépendance de la Belgique. « Cependant, ajouta-t-il, je ne puis vous dissimuler que les Belges ne soient encore asservis à des préjugés qui peuvent être dangereux pour la liberté (1) ».

Le décret du 15 décembre

Cambon fut plus franc. Il faut, dit-il au milieu des plus vifs applaudissements, nous déclarer « pouvoir révolutionnaire » dans les pays où nous entrons. Il est inutile de nous cacher, les despotes savent ce que nous voulons... Point de demi-révolution. Tout peuple qui ne voudra point ce que nous proposons ici sera notre ennemi et méritera d'être traité comme tel. Guerre aux châteaux, paix aux chaumières (2)!

Cette profession de foi se traduisit par le Décret du 15 décembre qui provoqua dans toute la Belgique un sentiment unanime d'indignation et de colère. En voici la teneur :

1°) Les généraux proclameront sur le champ la souveraineté du peuple, l'abolition des impôts et des privilèges, la suppression de toutes les autorités établies.

2°) Ils convoqueront le peuple en assemblées primaires ou communales pour organiser une administration et une justice provisoires.

3°) Nul ne pourra voter dans les assemblées primaires ou être nommé administrateur ou juge provisoire sans avoir prêté serment à

---

(1) *Cf. Hennet et Wauters, A. Chuquet (op. cit.).*
(2) *A. Thiers. Histoire de la République française.*

la liberté et à l'égalité, et renoncé par écrit aux privilèges dont le décret prononce l'abolition.

4°) Les généraux mettront sous la sauvegarde et la protection de la République française tous les biens, meubles et immeubles, appartenant au fisc, au prince, à ses fauteurs, adhérents et satellites volontaires, aux établissements publics, aux corps et aux communautés laïques et ecclésiastiques.

5°) L'administration provisoire nommée par le peuple sera chargée de la surveillance et régie des objets mis sous la sauvegarde de la République française; elle fera exécuter les lois relatives à la sûreté publique; elle pourra établir des contributions « pourvu qu'elles ne soient pas supportées par la partie indigente et laborieuse du peuple ».

6°) Dès que les administrations nouvelles seront organisées, des commissaires de la Convention iront fraterniser avec elles.

7°) Des Commissaires nationaux, nommés par le Conseil exécutif, se rendront aussitôt en Belgique et se concerteront avec les généraux et administrations provisoires sur les mesures à prendre pour la défense commune et sur les moyens à employer pour se procurer les habillements et subsistances nécessaires aux armées.

8°) Tous les quinze jours les Commissaires nationaux rendront compte de leurs opérations au Conseil exécutif.

9°) L'administration provisoire cessera dès que les habitants auront organisé une forme de gouvernement libre et populaire.

Le but du décret se devine aisément, dit M. Chuquet, la Convention voulait s'attacher le menu peuple. Elle voulait, en supprimant pour quelque temps les impôts et les revenus publics, réduire à l'impuissance les administrations provisoires qui finiraient bon gré mal gré par ordonner la circulation des assignats. Elle voulait établir durant la période électorale une sorte d'anarchie, disposer à sa guise des biens séquestrés, tirer du pays tout le numéraire avant la réunion. La réunion était, en effet, inévitable. Vous l'avez préjugée, avouait Danton six semaines plus tard, quand vous avez décrété une organisation provisoire pour la Belgique, vous avez tout consommé par cela seul que vous avez dit aux amis de la liberté : Organisez-vous comme nous ». C'était leur dire : Nous accepterons votre réunion, si vous la proposez.

Le décret ne fut guère approuvé que par la province de Liége et par les administrations de Mons et de Charleroi. Partout ailleurs s'élevèrent des protestations. Les Français se virent insultés dans

les rues de Bruxelles. Leurs sentinelles furent attaquées ou égorgées pendant la nuit. Les cafés de la ville, les estaminets, les gargotes retentirent de malédictions contre la France.

Walckiers, d'Outrepont et Balsa furent envoyés à Paris pour plaider auprès de la Convention la cause de leurs compatriotes. Ils furent admis aux honneurs de la séance et c'est tout ce qu'ils obtinrent.

Voici comment s'exprime au sujet du Décret fameux l'auteur des *Epoques et Faits mémorables de l'Histoire des Pays-Bas* (1) : Cependant les Belges crurent voir dans le décret du 15 décembre, le renversement de tous les grands principes. Ce décret, en effet, déclarait le pouvoir de la République française « révolutionnaire, coactif et coercitif ». Les députés du Hainaut, envoyés à la Conveniton pour témoigner leur reconnaissance à la nation française, qui avait permis aux Belges de reprendre l'exercice de leurs droits, demandèrent que ce décret ne s'étendît pas à leur pays, parce qu'ils en regardaient l'exécution littérale comme contraire à leur indépendance. Le président leur donna l'accolade fraternelle et renvoya leur réclamation aux Comités. Mais la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité de Mons, voulant détruire l'impression qu'auraient pu faire sur l'esprit de la Convention, les remontrances des représentants, prit le parti d'y envoyer une députation, qui, après avoir félicité l'assemblée sur le fameux décret, l'assura que la réclamation des représentants du Hainaut contre ce décret, n'était que l'ouvrage de quelques intrigants.

Cambon, parlant au nom des comités diplomatiques, de la guerre et des finances, proposa de passer à l'ordre du jour sur la réclamation de ces représentants. Cette proposition fut décrétée, et la Convention, pour donner plus de rapidité à l'exécution de ses ordres, adjoignit deux nouveaux commissaires aux quatre qui étaient déjà dans la Belgique.

Les représentants provisoires du peuple de Bruxelles présentèrent à la Convention une adresse, dans laquelle ils opposaient plus énergiquement encore leurs plaintes contre ce décret. C'était, disaient-ils, un attentat à la souveraineté de la Belgique, une contradiction de conduite et de maximes, de faits et de promesses; c'était, en supprimant le nom de la chose, conquérir les Belges par le fait: c'était donc détruire la base sacrée de l'égalité politique et naturelle; car, ajou-

---

(1) *Bruxelles, chez J.-B. Dupon, près du Poids de la Ville. 1828. T. 2.*

taient-ils, quoique les nations puissent être, comme les individus, inégales en moyens, elles sont nécessairement égales en droit.

Ces représentants envoyèrent à la Convention une députation, qui représenta que le décret du 15 décembre était destructif de la souveraineté belgique; que la nation française, qui avait renoncé aux conquêtes, avait promis protection, assistance et fraternité aux peuples qui voudraient recouvrer la liberté; qu'il n'était pas vrai, comme Cambon l'avait avancé, que la liberté était dans la Belgique sans culte et sans autels; mais que la liberté des Belges était enchaînée par les Français; qu'il n'était pas vrai, comme Cambon l'avait rapporté qu'il y eût six partis dans la Belgique mais que deux seulement s'y manifestaient, celui des amis et celui des ennemis de la liberté; enfin qu'il était juste, qu'il était politique de rapporter le décret du 15 décembre. Les députés furent admis aux honneurs de la séance, et leur adresse fut renvoyée aux Comités mais l'exécution du décret n'en fut pas moins ordonnée et opérée, le 17 janvier 1793 à Louvain, et le 19, à Bruxelles.

Les représentants du peuple de Namur adressèrent également une lettre à la Convention, pour lui exposer leurs plaintes contre ce fameux décret, et la Convention passa à l'ordre du jour. Les représentants d'Anvers envoyèrent aussi à la Convention une députation composée de trois de leurs membres, pour y porter leurs réclamations contre ce même décret, et la Convention leur promit d'examiner leurs pièces. Mais la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité d'Anvers envoya, comme avait fait celle de Mons, une députation à la Convention, pour y porter son adhésion au décret, et la mention honorable en fut ordonnée.

Tentatives pour franciser la Belgique

En vain le Conseil exécutif donnait à la citoyenne Montansier qui faisait alors une tournée en Belgique, 20,000 livres d'encouragement pour inculquer au peuple l'esprit de la Révolution. En vain il envoyait à Liége des chanteurs de l'Opéra : Lays, Regnault, Adrien, qui devaient « conquérir les cœurs à la liberté ». En vain Dufresse, aide de camp de Moreton et ancien acteur, prenait la direction du théâtre de Bruxelles et montait plusieurs pièces patriotiques, entre autres Charles IX. Le bas-peuple ne comprenait que le flamand. Les salles de spectacles restèrent désertes ou ne se remplirent que de militaires français (1).

(1) *A. Chuquet. Op. cit.*

On a fait, dit M. G. Lenôtre, de cette escapade des pensionnaires de la Montaisier à l'armée de Dumouriez, des récits éminemment pittoresques, mais très fantaisistes : cette bande d'artistes volant au secours de la patrie en danger, dressant ses tréteaux en plein camp et jouant le vaudeville entre deux batailles!... Le sujet était trop tentant pour n'être pas amplifié par les chroniqueurs. A ne s'en rapporter qu'aux rares documents authentiques, la chose se réduit à des proportions moindres, mais très honorables pour les comédiens, en ce sens qu'on n'entendit plus parler d'eux; sans doute ils firent leur devoir, comme les camarades; on sait seulement que Dufresse, à Jemappes, mérita d'être nommé officier d'ordonnance du général Moreton de Chabrillant et que la troupe comique, ainsi qu'elle l'avait juré, ne quitta pas l'armée avant que l'ennemi fût repoussé hors des frontières. En apprenant l'entrée de Dumouriez à Bruxelles, la Montansier courut rejoindre ses pensionnaires, suivie d'un train de fourgons chargés de costumes et d'accessoires. Le 8 janvier 1793, elle inaugurait en Belgique ce qu'elle appelait sa propagande, car elle était parvenue à persuader aux comités du gouvernement que les représentations du *Tableau parlant* et du *Désespoir de Jocrisse* allaient électriser les populations flamandes fanatisées par dix siècles de servitude; cette plaisanterie coûta 100,000 francs à la République et la note eût été bien plus élevée si la « propagande » n'avait été subitement interrompue par le retour offensif des Autrichiens, auquel succéda la seconde invasion. Il fallut en hâte regagner le Palais-Royal (1).

---

(1) Le 10 août avait porté aux théâtres un coup funeste; ils luttaient pourtant; mais le dimanche 2 septembre, il fallut bien fermer leurs portes; le massacre des prisonniers à l'Abbaye avait commencé vers trois heures de l'après-midi. Le lendemain, Paris était dans la stupeur; on tuait dans tous les quartiers. Comme la recette pour bien des soirs s'annonçait nulle, la Montansier sentant qu'il fallait, à tout prix, trouver du nouveau, réunit ses pensionnaires, acteurs, danseurs, musiciens, décorateurs, ouvriers et machinistes, mit Neuville à leur tête et les expédia vers l'Assemblée qui siégeait en permanence depuis le matin. Au Manège, on parlementa avec les huissiers, la barre s'ouvrit devant les comédiens et Neuville, très digne, donna lecture d'un petit discours par lequel il annonçait aux représentants de la nation que tous les employés de la demoiselle Montansier, au nombre de 85, dont 15 seulement étaient armés, sollicitaient « l'honneur de former entre eux une compagnie désireuse de se joindre aux volontaires de la section des Moulins pour marcher à la rencontre des ennemis qui menacent la patrie et la liberté ». Hérant de Séchelles, qui présidait, répondit à l'orateur, l'Assemblée vota, par acclamations, la mention honorable et admit la troupe aux honneurs de la séance. (*G. Lenôtre, Vieux Papiers, Vieilles Maisons, La Montansier.*)

Dumouriez hostile au décret. — Son départ pour Paris

Seul des généraux, il faut le dire bien haut, Dumouriez protesta de toutes ses forces contre le décret du 15 décembre. La plupart de ses contemporains croyaient qu'il ménageait les Belges parce qu'il aspirait au stathoudérat de Brabant. Quelques-uns prétendent qu'il voyait les Pays-Bas comme une rançon pour la paix future avec l'Autriche. En réalité, répétons-le, Dumouriez voulait faire de la Belgique une république fédérative. Il avait dit de longue date qu'il désirait émanciper ce beau pays et non le conquérir, et la liberté des Pays-Bas était pour lui « une barrière beaucoup plus solide que celle des places fortes, et beaucoup moins dispendieuse ».

Il raisonnait avec sang-froid et bon sens: « Les Belges, disait-il, n'ont pas l'avantage, comme nous, d'être éclairés depuis plusieurs années par de nombreux écrits. N'exigeons point d'esprits flegmatiques d'arriver en un mois au but que nous cherchons à atteindre depuis quatre ans, et que souvent notre vivacité nous a fait dépasser.

« Je ne serai pas, s'écriait-il avec fierté, l'Attila, le fléau de la Belgique, et je ne jouerai pas dans ce malheureux pays deux rôles contraires: celui de libérateur par mes proclamations, et celui d'oppresseur par l'exécution du décret. Je ne veux pas être regardé comme un traître par une nation que je n'ai entretenue que de la loyauté française. »

Renfermé dans le Palais de Liége, il écrivait lettres sur lettres au pouvoir exécutif pour demander la révocation du décret, disant que cette fatale mesure démoralisait ses soldats, mécontentait les Belges et menaçait l'armée d'être dévorée par une insurrection.

Mais on lui força la main. Delacroix lui dit : « Si vous n'ordonnez pas l'exécution du décret, vous serez demain matin suspendu, arrêté et traduit à la barre de la Convention. Personne n'est au-dessus de la loi, et nous ne souffrirons pas qu'un général entre en lutte avec la représentation nationale.

C'est alors qu'indigné, révolté contre le ministre qui désorganisait son armée, contre la Convention qui lui gâtait sa victoire, il demanda un congé et courut à Paris (1).

---

(1) D'après ses Mémoires, le général, pour empêcher les odieuses manœuvres des commissaires, cherchait au moins à ne pas en être témoin, pour que les Belges sussent bien qu'il n'y trempait point. Il avait expliqué ses intentions d'une manière si claire aux commissaires de la Convention, le général Valence avait appuyé ses arguments avec tant de force que, dans

Dumouriez à Paris

Le procès du Roi. — Arrivé à Paris le 1er janvier, Dumouriez s'enferma pour rédiger quatre rapports sur le décret du 15 décembre, sur le Comité des achats et sur le plan de campagne à adopter. C'était du sort de ses mémoires, dit-il, qu'il attendait le salut ou la ruine de sa patrie. S'ils étaient adoptés, il comptait se présenter à la Convention, paraître en public, et solliciter hautement pour le monarque infortuné dont on venait d'entamer le procès. Il comptait sur son influence personnelle et sur l'appui de quantité d'officiers et de soldats de son armée, venus en congé passer l'hiver à Paris, pour balancer le parti des Jacobins, et des Fédérés qui les soutenaient.

Mais précisément, tous les esprits n'étaient occupés que du procès de Louis XVI et Dumouriez ne rencontra autour de lui que la haine ou l'indifférence.

Au Comité de sûreté générale les rapports du général, de même que ceux de Biron (1), furent traités à la légère. On se contenta de gourmander le ministre de la guerre Pache sur l'incurie de son administration, et ce fut tout.

---

un comité tenu à Liége entre ces commissaires, les généraux et les administrateurs des approvisionnements de l'armée... il avait été décidé que Camus, le président de la Commission, se rendrait à Paris et que le général Thouvenot, chef de l'état-major, l'accompagnerait, le premier pour faire son rapport à la Convention... le second pour détailler au comité militaire les besoins de l'armée et pour obtenir tant les récompenses demandées que des marchés solides... et surtout la révocation du décret du 15 décembre, qui nous donnait pour surcroît d'ennemis toute la nation belge... Ce voyage fut infructueux malgré l'habileté de Thouvenot, parce que Camus, toujours pédant et faux, quoique grossier, voulut avoir tout l'honneur de l'ambassade, se chargea de la parole, soutint le décret, se laissa vaincre sur l'article du comité des achats et revint, ainsi que Thouvenot, n'ayant rien fait et ayant au contraire gâté les affaires.

(1) Le samedi 19 janvier 1793, raconte miss Elliott, dans ses souvenirs intitulés « *Sous la Terreur* », je reçus un billet de Biron, me demandant de venir passer la soirée avec lui, avec Mme Laurent et *Dumouriez, à l'hôtel Saint-Marc, rue Saint-Marc*, près de la rue de Richelieu; il me disait que, là, j'apprendrais les nouvelles et qu'il y avait grand espoir que les choses pourraient s'arranger. (Vote de la Convention sur le sort de Louis XVI.)

Le duc de Biron, à ce moment, n'avait ni maison ni appartement à lui. Il avait été dénoncé, pendant son séjour à l'armée, par l'un des généraux révolutionnaires, un certain Rossignol, qui avait pris part aux assassinats du 2 septembre. Biron, que l'on appelait alors le général Biron, n'était venu à Paris que pour se disculper devant le ministre de la guerre; et, pour ce court séjour, il s'était logé dans un « *hôtel garni* ».

En but aux attaques de La Bourdonnaye, de Dubois de Crancé, de Marat (1), Dumouriez voyait sa popularité décroître de jour en jour, et les efforts qu'il faisait pour sauver le roi n'étaient pas pour la lui rendre.

Il avait offert à la Convention de marcher sur Paris avec un détachement de troupes de ligne, à la condition qu'elle lui en donnât l'ordre, il avait fait part de ses craintes aux Girondins par l'entremise de Gensonné, il avait fait parler à Robespierre et aux Jacobins, il prétendait que la Convention n'avait point le droit de s'ériger en tribunal; il allait de porte en porte « acquérant la certitude désespérante du malheur du Roi et de l'impossibilité de le sauver. »

Tant et si bien que sa santé « quoique très robuste, fut vaincue par le chagrin; que la fièvre le prit et qu'il fut contraint de rester à la campagne d'où il ne sortit que le 22 » (2), c'est-à-dire le lendemain de l'exécution du roi.

Le décret du 15 décembre. — Un des motifs principaux de son voyage étant de faire supprimer le décret du 15 décembre, il eut à ce propos une entrevue avec Cambon, qui en était l'instigateur.

Cambon se vantait d'avoir fait promulguer et de soutenir le décret. Il donnait pour motif que le trésor national était vide, qu'il payait pour les frais de la guerre 200 millions d'extraordinaire par mois, que la France entretenait 600 mille hommes armés. Dumouriez lui ayant fait observer qu'il n'y avait pas 300 mille soldats en tout, Cambon lui expliqua que toutes les gardes nationales de toutes les villes frontières étaient payées comme l'armée, ainsi qu'une partie de celle de Paris. Il ajouta, avec le plus grand cynisme, qu'il ne voyait plus de ressources pour finir la guerre et qu'il ne lui restait qu'un moyen, c'était de s'emparer de tout le numéraire de la Belgique, de toute l'argenterie des églises et de toutes les caisses; que quand on aurait ruiné les Belges, quand on les aurait mis au même point de détresse que les Français, ils s'associeraient nécessairement à leur sort, comme faisaient les Liégeois misérables et endettés; qu'alors on les admettrait comme membres de la République; que le décret du 15 était excellent pour arriver à ce but, parce qu'il tendait à tout désor-

---

(1) Le colonel Westermann avait donné sur le Pont-Neuf des coups de bâton à Marat, pour se venger de ce que dans ses feuilles il l'avait accusé d'être l'âme damnée du général et le principal agent de ses vols. Marat voulait faire retomber sa vengeance sur le général, qui prit la précaution, pour la première fois de sa vie, dit-il, de ne jamais marcher sans pistolets.

(2) Dumouriez habitait Clichy et venait tous les matins à Paris.

ganiser, et que c'était ce qui pouvait arriver de plus heureux à la France, que de désorganiser tous ses voisins, pour les mettre au même point d'anarchie!

Le général eut beau objecter que ce projet était barbare, impraticable, qu'il éloignait les Belges de la République. Son expérience, ses relations avec la Belgique, son désintéressement, l'autorisaient à combattre de toutes ses forces une politique absurde, mais il se trouva en présence d'une décision arrêtée, inébranlable, d'un plan conçu depuis longtemps et que le gouvernement républicain avait décidé de mettre à exécution sans plus tarder.

Cambon alla dire à la Convention que rien n'était plus indécent que d'entendre un général offrir sa démission à chaque décret qu'on rendait contre son opinion, que la république ne pouvait pas dépendre d'un homme, et qu'il fallait imposer silence au général, et le punir.

Le Comité des achats. — Quant aux plaintes des armées et à la fourniture de tout ce qui leur manquait, les querelles les plus vives entre le ministre de la guerre et les généraux ne purent jamais déterminer le conseil d'état (où les six ministres exerçaient le pouvoir exécutif) (1) à prendre un parti collectivement, et à donner aucun ordre. Ils s'étaient réservés chacun l'autorité exclusive dans leur département; Pache produisait au conseil, comme au comité de la guerre, ses états de situation, qui étaient tous faux, et qui étaient continuellement contredits par de nouvelles plaintes, et par des procès-verbaux des commissaires de la Convention auprès des armées.

On écoutait la lecture de ces pièces, on soutenait le comité des achats... Il ne fut pourvu, ni à l'habillement, ni à la subsistance, ni à l'armement, ni aux hôpitaux, ni au ravitaillement des places frontières, ni aux travaux de fortification nécessaires pour les mettre en état de défense. Pache, à qui les Jacobins avaient promis la mairie de Paris se souciait fort peu de l'avenir de son département.

Le plan de campagne

Il restait à traiter le plan de campagne. Dumouriez croyait qu'on pourrait avec 370,000 hommes, indépendamment des garnisons et

---

(1) C'étaient Roland à l'intérieur, Lebrun aux affaires étrangères, Garat à la justice, Pache à la guerre, Monge à la marine et Clavière aux finances. (Clavière, né à Genève, se suicida, sous la Terreur, pour échapper à l'échafaud. 1735-1793.)

de la flotte, garder toutes les frontières en se tenant partout sur la défensive, sauf depuis Dunkerque jusqu'à la Moselle.

Custine, qui avait déjà évacué Francfort, se replierait sur Landau et ne laisserait à Mayence qu'une garnison suffisante pour infliger un retard aux Prussiens et pouvoir préparer la défense de l'Alsace, de la Lorraine et des Ardennes.

L'armée de Belgique (80,000 hommes), appuyée par l'armée des Ardennes (40,000), prendrait l'offensive en Belgique « parce que c'est un pays de plaines, sans places fortes, et même sans aucune de ces positions topographiques qui en tiennent lieu. » Le sort de la guerre dans ces provinces devait se décider par des batailles; si on les gagnait, la plus forte partie de l'armée pouvait passer le Rhin; si on les perdait, on avait la ressource de se retirer derrière les places de la Flandre et de l'Artois, et cependant toute la campagne pouvait se passer sans que la France fût entamée de ce côté.

Le plan du général fut adopté; les 370,000 hommes furent décrétés, mais ce fut tout (1). Cependant, peu de jours avant son départ, le général obtint, qu'en attendant l'exécution du décret on ferait avancer dans la Flandre maritime, et vers Mons et Gand, environ 15,000 hommes de nouveaux bataillons placés inutilement dans la Picardie, la Flandre et l'Artois.

Les anciens projets d'offensive contre l'Espagne, la Suisse et l'Italie furent abandonnés, et c'est ce que Dumouriez obtint encore de plus tangible.

Expédition de Hollande

Les négociations. — La France n'avait alors d'ennemis déclarés que l'Autriche, la Prusse et le roi de Sardaigne; elle avait eu sur eux une supériorité décidée pendant toute la campagne précédente, qui eût été entièrement décisive, si d'après le plan de Dumouriez, Custine, au lieu de passer le Rhin et de menacer Francfort, s'était emparé de Coblentz, et si on avait pourvu aux besoins des armées. Malgré cela, la situation n'était pas critique, si l'on avait soin de ne pas se créer de nouveaux ennemis.

---

(1) Le plan de Dumouriez fut adopté dans ses principales lignes et Dubois-Crancé, chargé du rapport sur l'organisation des armées, le proposa à la Convention déjà saisie d'un projet d'amalgame, c'est-à-dire de réunion de bataillons nationaux et de bataillons de ligne pour former des demi brigades. Mais ces projets, à peine décrétés, furent ajournés.

(*Cf. A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez.*)

Depuis longtemps la cour de Londres et celle de La Haye montraient une grande aversion pour la révolution française, et la mort de Louis XVI ne pouvait qu'augmenter cette aversion; mais en Angleterre, le roi seul désirait la guerre, en Hollande, tout le monde la craignait. Il était donc possible à la France d'éviter d'avoir ces deux ennemis de plus. On avait jusqu'alors ménagé la Hollande, d'où nous tirions du numéraire et des denrées, dit Dumouriez; il n'y avait qu'à continuer.

On se rappelle que le général avait proposé vers la fin du mois de novembre, de prendre Maestricht, mais que le pouvoir exécutif avait décidé de respecter la neutralité de la Hollande.

Comme on avait laissé échapper l'occasion de s'emparer de cette ville, qu'on pouvait regarder comme la clé des Pays-Bas du côté de la Meuse, Dumouriez n'était plus d'avis de donner l'occasion aux Hollandais de se déclarer contre la République, sachant bien que cette déclaration entraînerait celle de l'Angleterre. Son avis était qu'il fallait profiter de tous les moyens qui se présenteraient pour s'assurer la neutralité des deux nations. Celle de la Hollande surtout était indispensable, si on prétendait conserver les Pays-Bas. Si les Hollandais se déclaraient, et livraient aux Autrichiens le passage par Maestricht et Venlo, la Meuse n'était plus tenable, il fallait abandonner le pays de Liége, la Gueldre, le Limbourg, le Brabant et le Comté de Namur, et se retirer derrière l'Escaut, en rétrécissant sa ligne de défense entre la citadelle d'Anvers et Valenciennes. Si les Anglais et les Hollandais assemblaient une armée dans la Flandre hollandaise, il fallait encore abandonner l'Escaut et se retirer derrière la Lys et sous les places de Flandre et d'Artois.

Il se trouvait alors à Paris des réfugiés hollandais, victimes de leur révolution et de la fausse et puérile politique du ministre Brienne (1). Plusieurs d'entre eux étaient des hommes considérables, et ils assuraient que leur parti était beaucoup plus puissant que celui du Stathouder, ce qui était vrai. On les avait rebutés jusqu'au mois de janvier : Alors le ministre Lebrun, après les avoir entendus, les avait adressés au général Dumouriez, pour avoir son avis sur leurs moyens, et surtout un projet d'expédition contre la Zélande, qu'il

---

(1) C'étaient *Daendels*, le futur général, *Conrad de Kock, le grand-père du romancier Paul de Kock*, homme plein d'audace et d'éloquence, dit Dumouriez, *de Nyss*, plein de sagesse et de courage. Dumouriez donna à ces deux derniers le grade de colonel.

Mais le projet ne parlait pas de Conrad de Kock, comme on l'a dit, mais bien *de Block*, resté à Calais avec ses amis. (*Cf. A. Chuquet.*)

présentait comme immanquable. Après un mûr examen, ce projet parut impraticable au général, mais il dit au ministre qu'il différait de donner définitivement son avis, jusqu'à ce qu'il se fut rendu à Anvers et qu'il eût pris des connaissances plus positives sur les détails de ce projet, qui lui paraissait d'une exécution très difficile au premier aspect; il fut donc décidé que les réfugiés hollandais se transporteraient à Anvers avec leur comité révolutionnaire; et la légion batave, d'à peu près dix mille hommes, eut ordre d'y aller en garnison, pour faire l'avant-garde du corps d'armée française, en cas qu'on fût obligé d'entrer en guerre avec la Hollande. On plaça un agent auprès de ce comité batave pour rendre compte au ministre Lebrun de la partie politique. On ne prit au reste aucun engagement positif avec les Hollandais, et tout fut subordonné au succès d'une négociation, qui paraissait prête à s'entamer d'après les circonstances suivantes.

Pendant que Dumouriez gérait les affaires étrangères, il avait envoyé comme ministre plénipotentiaire à La Haye, *Emmanuel de Maulde*, maréchal de camp, qui s'y était conduit avec beaucoup d'adresse et de prudence, qui avait procuré des armes et des chevaux, et qui avait concilié les intérêts des réfugiés avec ce qu'il devait d'égards au gouvernement, de manière à conserver l'estime et la confiance des deux factions qui divisaient la Hollande. Mais de Maulde fut rappelé et remplacé par *Noël*, ex-premier commis aux affaires étrangères.

De Maulde avait dit à son retour à Dumouriez que si on voulait garder la neutralité avec la Hollande et l'Angleterre, rien n'était plus aisé : si les cabinets de Saint-James et de La Haye refusaient de traiter avec la Convention et le ministre Lebrun, ils acceptaient volontiers de négocier avec le général Dumouriez. Telle était du moins l'assurance donnée par le grand pensionnaire Van Spiegel et lord Aukland, ambassadeur d'Angleterre. D'autre part, cette assurance était confirmée par le ministre Pitt qui avait parlé de Dumouriez à plusieurs émigrés. Le roi n'était pas mort à cette époque, et rien ne paraissait plus aisé que de négocier la neutralité de ces deux puissances.

Lebrun et Garat voulaient bien envoyer le général à Londres, encore qu'ils craignissent d'en faire un otage pour le gouvernement anglais, mais Clavière, Pache et Monge s'y opposèrent. Les négociations continuèrent en secret.

Il fut convenu que Maulde serait renvoyé à La Haye tandis qu'on rappellerait Noël sous un prétexte quelconque et que Marat, qui avait déjà fait plusieurs voyages en Angleterre, serait envoyé auprès de

Pitt pour s'assurer de ses intentions. Dumouriez chargea de Maulde d'une lettre pour lord Aukland, dans laquelle il lui disait « qu'il » devait se trouver le 1er février à Anvers, pour visiter les quartiers » d'hiver de son armée; qu'ayant appris par de Maulde, son ami, que » mylord avait parlé de lui avec estime et confiance, il serait en- » chanté, si l'occasion se présentait, de le voir sur la frontière, et que » peut-être cette entrevue pourrait être utile aux deux nations et à » l'humanité. »

Echec des négociations

Mais il était écrit que rien ne réussirait plus à Dumouriez: il n'avait pu faire révoquer le décret du 15 décembre, il n'avait rien obtenu pour son armée, il échoua dans sa tentative pour soulever des sympathies en faveur de Louis XVI, et l'exécution du roi amena la rupture des négociations avec l'Angleterre. En arrivant à Douvres, Marat trouva l'ordre de se rembarquer sur le champ.

Dumouriez avait quitté Paris le 26 janvier « le désespoir dans l'âme ». A la vérité il comptait encore sur une entrevue avec lord Aukland et celui-ci avait même convenu qu'elle aurait lieu au Moerdyk sur le yacht du prince d'Orange, quand on apprit que dans sa séance du 1er février, la Convention avait déclaré la guerre à l'Angleterre et à la Hollande !

Les motifs ne manquaient pas pour agir de la sorte, et malgré tout, il paraît certain que Dumouriez n'avait entrepris des négociations que parce qu'il savait fort bien que l'armée française n'était pas en état de tenir longtemps. Frappé du désordre qu'il voyait partout, dit-il dans ses Mémoires, en sentant à tout moment augmenter ses embarras, qui devenaient insurmontables, il s'était réjoui du premier succès de la négociation de Maulde (1).

Quant à la Convention elle reprochait au gouvernement anglais le renvoi de son ministre, l'adresse « outrageante pour la nation française » de lord Aukland aux Etats-Généraux, le rapt de deux vaisseaux chargés de grains; et au gouvernement hollandais l'emprisonnement du colonel français Micoud, le renvoi du ministre Noël et la protection ouverte donnée aux émigrés qui se promenaient en uniforme et en armes dans les rues de La Haye.

---

(1) Quand il vint reprendre son commandement en Belgique, ses troupes étaient dans un état de délabrement effrayant. Les maladies et la désertion avaient décimé les corps. Leur dissolution paraissait plus vraisemblable que

Le plan de campagne

Voici comment s'exprime Dumouriez au sujet du plan de campagne :

Le général Dumouriez venait d'acquérir la certitude que les forces de l'Angleterre et de la Hollande allaient se joindre à celles des autres ennemis de la France. Si elle eût été gouvernée par des hommes raisonnables, il aurait proposé d'abandonner les Pays-Bas, qu'on ne pouvait plus défendre, et de retirer l'armée derrière les places du département du Nord, en gardant quelque temps les bords de l'Escaut et la Citadelle de Namur; mais une proposition de ce genre eût été regardée comme une lâcheté ou une trahison, et elle eût coûté la tête au général. Si d'ailleurs elle eût été acceptée, elle l'eût mis sous la puissance des tyrans féroces, *qu'il avait le projet d'opprimer un jour pour sauver la France*. S'il y rentrait avec son armee, suivi par l'ennemi, et ayant l'air de fuir, il perdait auprès d'elle toute sa considération, qu'il ne pouvait conserver que par de grands succès; elle eût été bien vite influencée par les Jacobins de Paris, que cette retraite eût renforcé de 70,000 hommes. Il ne pouvait donc se tirer de la position désespérée dans laquelle il se trouvait, que par les projets les plus audacieux. Sa réputation et la célérité de son attaque pouvaient seules suppléer à tout ce qui manquait à son armée. Armes, habillements, chevaux, vivres, argent, tout était en Hollande. Voici son plan et ses moyens. Les réfugiés hollandais avaient assemblé un petit comité révolutionnaire à Anvers, où était aussi la Légion batave. Ils avaient plus de zèle que de lumières, et quoiqu'ils dépensassent beaucoup d'argent pour entretenir des correspondances avec les diverses provinces de leur république, les renseignements que le général recevait par eux étaient très médiocres, surtout pour la partie militaire.

Il jugea seulement, d'après tout ce qu'il put tirer d'eux, que leur parti était très considérable, surtout à Amsterdam, à Haarlem, à Dordrecht et en Zélande. Il reprit la proposition qu'ils lui avaient faite à Paris, de faire une irruption en Zélande, il l'examina avec eux, et il eut l'air de s'y attacher, pour mieux couvrir un dessein plus hardi, et qui était plus aisé, parce qu'il paraissait plus impraticable; il ne

---

la réussite d'aucune mesure tendant à les compléter : pas une pièce de canon de siège, pas un obusier, point de magasin, point d'argent, point de commissaire des guerres ni de commis d'aucune espèce. Les bataillons de volontaires étaient sans fusils, sans gibernes, sans souliers.

(*Cf. Dumouriez, Mémoires; Victoires et Conquêtes, etc.*)

confia ce projet qu'à MM. de Kock et de Nyss, qu'il jugea dignes de toute sa confiance, et qui par leur zèle, leur probité, leur grandeur d'âme et leur civisme, auraient mérité d'être les libérateurs de leur patrie.

Le projet de Dumouriez était de s'avancer avec le corps d'armée qu'il rassemblait sur le Moerdyk, en masquant Breda et Geertruidenberg sur sa droite, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Klundert et Willemstad sur sa gauche, et de tenter le passage de ce bras de mer pour arriver à Dordrecht où il se trouverait au cœur de la Hollande, et ne pourrait plus rencontrer d'obstacles, en marchant par Rotterdam, Delft, La Haye, Leyde et Haarlem jusqu'à Amsterdam. Il prenait alors à revers toutes les défenses de la Hollande, pendant que le général Miranda, avec une partie de la grande armée aurait masqué et bombardé Maestricht et Venlo, et dès qu'il aurait su Dumouriez à Dordrecht, il aurait laissé Valence à Maestricht, et aurait fait sa jonction avec le général, à la tête de 25,000 hommes, vers Utrecht. Ce plan de campagne, exécuté avec rapidité, devait rencontrer très peu d'obstacles, parce que le stathouder n'avait ni une armée rassemblée, ni un plan de défense arrêté et parce que de tous les projets auxquels il pouvait avoir à s'opposer, celui-ci était « le moins présumable, car c'était, pour ainsi dire, faire passer une armée par le trou d'une aiguille. »

En cas de réussite, Dumouriez avait le projet, dès qu'il serait maître de la Hollande, de renvoyer dans les Pays-Bas tous les bataillons de volontaires nationaux; de s'environner de troupes de ligne et de ses généraux « les plus affidés »; de faire donner par les Etats-Généraux les ordres pour faire rendre toutes les places; de ne laisser faire dans le gouvernement que les changements les plus indispensables; de dissoudre le comité révolutionnaire hollandais, à qui il annonça d'avance, qu'en cas de réussite, chacun d'eux en supposant qu'il eût la confiance de ses concitoyens, entrerait dans les places d'administration de la province dont il était; *de préserver la République batave des commissaires de la Convention et du jacobinisme;* d'armer sur le champ à Rotterdam, en Zélande et dans le Texel une flotte, pour s'assurer des possessions de l'Inde et en renforcer les garnisons; d'annoncer aux Anglais une neutralité parfaite; de placer dans les pays de Zutphen et dans la Gueldre hollandaise une armée d'observation de 30,000 hommes; de donner de l'argent et des armes pour mettre sur pied 30,000 hommes du pays d'Anvers, des deux Flandres et de la Campine, sur lesquelles il pouvait compter; de restreindre l'armée française dans le pays de Liége; d'annuler dans

toute la Belgique le décret du 15 décembre; d'offrir au peuple de s'assembler comme il voudrait à Alost, à Anvers ou à Gand, pour se donner une forme solide de gouvernement, telle qu'elle leur conviendrait; de rassembler 40,000 hommes de troupes belges; de proposer aux Impériaux une suspension d'armes; s'ils la refusaient, il comptait avec plus de 150,000 hommes les chasser au delà du Rhin; s'ils l'acceptaient, il avait plus de temps et de moyens pour exécuter le reste de son projet, qui était, ou de former une république de dix-sept provinces, si cela convenait aux deux peuples, ou d'établir une alliance offensive et défensive entre les deux Républiques belge et batave, si la réunion ne leur convenait pas; de former entre elles deux, une armée de 80,000 hommes jusqu'à la fin de la guerre; de proposer à la France de s'allier avec elles, mais à condition qu'elle reprendrait la constitution de 1789, pour faire cesser son anarchie, et en cas de refus, de marcher sur Paris avec les troupes de ligne françaises et 40,000 Belges et Bataves, pour dissoudre la Convention et anéantir le jacobisme.

Ce projet, conclut Dumouriez, s'il eût réussi, eût terminé la guerre et sauvé la France.

D'après Thiers (Histoire de la Révolution française), tous les projets de lutte ouverte de Dumouriez contre la Convention sont postérieurs à la défaite de Neerwinden.

« Il a voulu dire en effet que son projet de résistance contre les Jacobins était plus ancien; mais ce fait est faux. Ce n'est que lorsque la carrière des succès lui fut fermée, qu'il songea à s'en ouvrir une autre. Dans ce projet, il entrait du ressentiment personnel, du chagrin de ses revers, enfin une indignation sincère, mais tardive, contre les désordres sans issue qu'il prévoyait maintenant sans aucune illusion. »

Cependant, les protestations de Dumouriez contre les agissements des commissaires français en Belgique sont antérieurs à l'expédition de Hollande, comme les conseils qu'il donnait aux Belges; ses mesures contre Moreton, Chaussard, etc., sont antérieures à la bataille de Neerwinden qu'il livra avec confiance dans le succès, et il semble bien que la pensée d'une action vigoureuse contre la Convention ait germé dans son cerveau avant la défaite. Seulement il voulait d'abord marcher sur Paris avec les forces françaises et belges combinées après avoir vaincu ou arrêté les coalisés. Les arguments de Thiers ne sont du moins pas assez probants pour renverser cette façon de voir.

Préparatifs d'invasion. — Beurnonville, ministre de la guerre

Dumouriez ordonna au général Miranda de se présenter devant Maestricht avec une partie de son armée, sans dégarnir la Basse-Meuse, de se renforcer jusqu'à 25 ou 30,000 hommes aux dépens des deux autres armées, de communiquer ses ordres aux autres généraux, pour qu'ils resserrassent leurs quartiers, et tinssent les troupes alertes et toujours prêtes, afin de pouvoir les rassembler sur un seul point, si les Impériaux, qui se renforçaient sur l'Erft, et les Prussiens, qui en faisaient autant sur Wesel, paraissaient vouloir faire une jonction pour secourir Maestricht. Miranda ne devait pas s'attarder devant Maestricht. Si la place résistait il la ferait bombarder, y laisserait Valence et rejoindrait Dumouriez par Nimègue, en passant par la frontière du duché de Clèves, pour couper les Prussiens, s'ils voulaient arriver en Hollande avant lui.

En même temps Dumouriez masquait son plan en annonçant sa visite à Moreton, commandant de Bruxelles et à d'Harville qui occupait Namur.

Quelques jours après son départ de Paris, Pache avait été remplacé au ministère de la guerre par Beurnonville, que le général appelait son fils et son Ajax.

Beurnonville était plein de vanterie; il ne parlait qu'avec emphase et en prenant des airs de matamore. N'assurait-il pas avoir vu depuis le mois de mai précédent cent soixante-douze combats? Mais il tenta vaillamment de réparer les maux qu'avaient causés son prédécesseur et de pourvoir à tous les besoins de sa « famille armée ». Le tutoiement fut défendu dans les bureaux. Quelqu'un tutoyait le ministre : « Je ne te tutoie pas, dit Beurnonville, et ne veux pas qu'on me tutoie. » — Mais le tutoiement est le langage du républicain. — Je ne veux pas le souffrir et je chasserai à coups de pied au c... ceux qui me tutoieront !

Ajax faisait bien son nouveau métier, et malgré les clameurs de Marat, il allait son train, suivant sa propre expression, et restait l'homme d'avant-garde dans son cabinet, dans ses audiences et à la Convention, comme devant l'ennemi.

Dumouriez déclarait que, depuis l'entrée de Beurnonville au ministère, on s'occupait enfin du recrutement et des besoins de l'armée. Il nous fallait, disait Miranda au nouveau ministre, « un homme de la profession, de votre probité et de votre patriotisme pour nous tirer

des embarras où l'ineptie des autres nous avait plongés misérablement » (1).

Dumouriez conseilla au nouveau ministre de faire fortifier et de mettre en état de défense Mons et Tournai dont Pache venait d'ordonner le démantèlement, Huy, Malines, Ostende, Nieuport, Dunkerque, le Mont-Cassel et d'établir des ouvrages entre les places du Nord.

Il demanda aussi à Beurnonville de lui faire passer des renforts, de lui envoyer le général d'Arçon (2) qui passait pour l'un des premiers ingénieurs militaires de France, de donner au maréchal de camp de Flers le commandement d'un corps de troupes qu'on réunirait à Bruges.

Le général n'avait pas encore un seul officier d'état-major; il les avait tous laissés à Liége, ainsi que les aides de camp, et n'était accompagné que de son fidèle Baptiste.

Il laissa ses équipages et ses aides de camp à la grande armée, pour faire croire qu'il y retournait; il choisit pour chef d'état-major le colonel *Thouvenot*, frère cadet du général de ce nom, qu'il était nécessaire de laisser à la grande armée et en qui Dumouriez avait toute confiance; pour adjudant général *Philippe de Vaux* et pour aides de camp, le colonel *de Tilly* (3) et les lieutenants-colonels *Morgan* et *de la Rue*.

Le commissaire ordonnateur *Petitjean* était seul à l'armée, pour pourvoir à tous les détails du siège de Maestricht, des cantonnements entre la Meuse et la Rœr, des quartiers d'hiver de toute la Belgique, des magasins de toute espèce à former. Dumouriez le fit venir à Anvers avec le *général Thouvenot*, et en deux jours il arrangea avec eux un corps d'armée et tous les ordres nécessaires pour son rassemblement, son armement et son équipement.

---

(1) *Cf. A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez.*

(2) *Arçon (Jean-Claude-Eléonor le Michaud d')*, né à Pontarlier (Doubs), en 1733, mort en 1800, rendit de grands services pendant les guerres de la Révolution et fut souvent consulté par le Comité de Salut public et par le Directoire. On a de lui plusieurs ouvrages estimés sur diverses parties du génie militaire. D'après Dumouriez, d'Arçon était un des meilleurs ingénieurs et un des plus honnêtes hommes de France; il avait été accusé d'aristocratie par le fameux jacobin Hesse (S. A. S. Charles-Constant prince héréditaire de Hesse-Rheinfels-Rothenburg) et il avait été destitué, mais Dumouriez l'avait fait réintégrer dans les cadres de l'armée.

(3) *Le comte de Tilly*, né en Normandie, mort à Paris en 1822, était, en 1792, colonel de cavalerie. Il devint général en chef de l'armée des Côtes de Cherbourg, passa ensuite à l'armée de Sambre-et-Meuse et fut gouverneur de Bruxelles en 1797.

Le général *de la Bayette de Galles* et le colonel *la Martillère* (1) reçurent le commandement du parc d'artillerie. L'argent manquant, Dumouriez rassembla les magistrats et les notables d'Anvers et ouvrit un emprunt de 1,200,000 florins. Un négociant nommé *Verbrouck* fut chargé de la recette.

Dans l'entretemps, Dumouriez se préoccupait de lever une armée belge et donnait des instructions dans ce sens à Thouvenot, qu'il nomma inspecteur-général et à Petitjean, le tout en vertu d'un décret rendu par la Convention, qui mettait les troupes belges à la solde de la France.

Enfin, après avoir lancé un manifeste au peuple hollandais, il donna des ordres pour que les premières colonnes 1ussent prêtes à passer la frontière le 17.

L'armée expéditionnaire

Son corps, partagé en quatre petites divisions, montait à peu près à 16,000 hommes, commandés par les généraux *Berneron*, *d'Arçon*, et les colonels *Leclaire* (du 90e d'infanterie) (2) et *Tilly*. Cette armée était composée de 21 bataillons, dont deux seulement de troupes de ligne, le 90e régiment (ex-Conti) qui n'avait pas fait la guerre, et la gendarmerie nationale. Ces 21 bataillons formaient une masse d'environ 10,000 hommes. Trois bataillons de volontaires avaient fait la campagne précédente en Flandre; tous les autres étaient de nouvelles levées, la plupart des enfants de treize à seize ans. Il n'y avait

---

(1) *La Martillière* (*Jean-Favre de*), né à Nîmes en 1732, mort en 1819. Entré au service à quinze ans comme lieutenant d'artillerie, il fit les campagnes de la guerre de Sept Ans, passa ensuite à la Guadeloupe et, à son retour, devint inspecteur de la fonderie de Douai. Bien qu'il eût la réputation d'être un des meilleurs officiers de l'artillerie française, il n'était encore que colonel au 5e régiment, lors de la Révolution. Il adhéra aux idées nouvelles, devint en 1792 général de brigade et commanda l'année suivante, en cette qualité, l'artillerie à l'armée des Pyrénées Orientales. Il y dirigea la défense de Bellegarde et le siège du fort de la Trinité, fut blessé à Sierra-Negra par le même obus qui tua le général Dugommier, s'empara bientôt après des forts de Figuières et de Roses et promu général de division en 1795, il fut envoyé à l'armée du Rhin pour organiser l'artillerie, à la tête de laquelle il se distingua aux affaires de Stokach et Zurich. Employé ensuite à l'armée d'Italie, sous les ordres de Masséna, il dirigea, avec une activité toute juvénile, les travaux de défense de Gênes. En 1802, il fut nommé sénateur et, quelques années plus tard, comte de l'Empire.

(2) *Théodore-François-Joseph Leclaire*, né à Termonde, et dont nous donnerons plus loin la biographie.

que huit bataillons qui eussent du canon. La cavalerie consistait en cent hommes excellents du 20e régiment (ex-Champagne), cinquante dragons du 6e régiment (ex-La Reine), le 8e régiment de hussards (créés par de Lamothe le 23 novembre 1792), formant à peu près 300 hommes, mal armés, mal montés et de nouvelle levée, 100 hussards belges assez bons, 80 dragons bataves et 300 cavaliers de la Légion du Nord, commandée par le colonel Westermann, de nouvelle levée et très indisciplinée. Cela formait environ 1,000 chevaux. Les troupes légères consistaient en trois bataillons bataves, qui ont fort bien servi, faisant à peu près 1,500 hommes, environ 1,000 Belges levés à Bruges et à Gand, dont 200 dragons à pied, et l'infanterie de la Légion du Nord, d'à peu près 1,200 hommes, très paillards et médiocres soldats. Enfin, cette armée qui, au complet aurait pu monter à 18,000 hommes, formait en totalité un corps de 13,700 combattants. Son artillerie consistait en quatre pièces de 12, huit de 8, quatre mortiers de 10 pouces, vingt petits mortiers pour des grenades et quatre obusiers.

La gendarmerie, forte de deux faibles bataillons d'environ 350 hommes chacun, formait la troupe la plus indisciplinée, la plus détestable pour la guerre, la plus dangereuse pour les généraux et pour les citoyens paisibles, qui ait jamais existé. Cette gendarmerie provenait des anciennes gardes-françaises.

Faute de chevaux et d'armes, le 8e hussards était demeuré en arrière. Il ne rejoignit qu'à Breda, en fort mauvais ordre et Dumouriez fut obligé de casser le colonel, nommé Dumont, qui était un tailleur de Lille, imbécile, ivrogne et fripon, mais grand jacobin. Il donna ce régiment au lieutenant-colonel Morgan, un de ses aides de camp (1).

A ces détails donnés par Dumouriez lui-même, nous en ajouterons un qui concerne les troupes belges; à l'issue de la Révolution brabançonne, Joseph-Léonard de Serret s'était réfugié à Lille avec une partie des troupes qu'il avait levées pour le service de cette révolution. A l'entrée de Dumouriez en Belgique, les représentants du peuple lui demandèrent de lever deux bataillons d'infanterie et deux escadrons de dragons belges. Il reçut l'ordre de rejoindre l'armée à Anvers, alors qu'il n'avait encore que 857 fantassins et 70 dragons qui firent leur service à pied. Ces troupes furent placées à l'avant-garde, sous Berneron, et assistèrent entre autres au siège de Willemstad (2). Quant

---

(1) *Cf. Dumoriez. Mémoires, Victoires et Conquêtes, etc.*

(2) *Relation de L. J. de Serret. Archives administratives du Ministère de la Guerre.* Parmi les officiers de ce détachement, il faut citer nos braves compartiotes *Osten*, de Menin, et *Steenhaudt*, de Bruges.

aux hussards belges dont parle le général, il s'agit sans doute d'un détachement des chevau-légers de West-Flandre (1).

En résumé, voici l'ordre de bataille du corps expéditionnaire :

Avant-garde sous *Berneron :*

4 compagnies franches (dont celle de Vandamme) (2); 2 bat. de volontaires; 2 bat. de la Légion batave; les 1er et 2e bat. belges; le 1er bat. de la Légion du Nord; 50 drag. du 6e; 80 drag. bataves et la cav. de la Légion du Nord.

Division de droite sous *Darçon* et *Westermann :*

8 bat. de volontaires; 2 bat. de gendarmes; 150 hussards du 8e.

Division de gauche sous *Leclaire :*

7 bat. de volont.; 1 bat. du 90e; 1 bat. de la Légion du Nord; 150 hussards du 8e.

Arrière-garde sous *Tilly :*

6 bat. de volont.; 1 bat. de la Légion batave; 200 dragons à pied belges; 100 cavaliers du 20e et 100 hussards belges.

Dumouriez n'eut ni le temps, par la rapidité de ses mouvements, ni le moyen, faute d'officiers à la tête des corps, d'organiser cette armée et de lui donner de la discipline et de l'ensemble. Mais elle était pleine d'ardeur et de confiance, l'expédition à laquelle il la menait était un coup de main très convenable au génie de la nation. Le général prévint ses troupes de la rigueur du climat, de la quantité de places fortes à prendre, entourées d'inondations, de canaux, de bras de mer à traverser; mais en leur peignant tous ces obstacles, il leur annonçait qu'une fois arrivés en Hollande, ils trouveraient en abondance des amis, des vivres, des armes, des habits et de l'argent.

Le soldat français est très spirituel, dit Dumouriez, il faut raisonner avec lui; et dès que son général a le bon esprit de le prévenir sur les obstacles qu'il rencontrera, il ne pense plus qu'à les vaincre, et il s'en fait un jeu. Si au contraire on lui cache ses dangers, il

---

(1) Ce régiment, dont nous nous occuperons en parlant de l'armée belge, avait été créé en 1792, vers la fin de l'année. Il était commandé par *J.-B. Rens*, de Grammont. (*Arch. Guerre. R. F.*)

(2) On trouvera au chapitre intitulé « L'Armée Belge » une notice sur le futur général comte d'Unebourg.

s'étonne en les apercevant, et une fois que le découragement le presse, ou plutôt le dégoût de ce qu'on veut lui faire faire, la méfiance s'en mêle, il devient presque impossible de le rallier et d'en tirer aucun parti.

L'expédition

Toute l'expédition de Dumouriez en Hollande peut se résumer dans ces mots : Tentative de passage du Moerdyk, arrêtée par la nouvelle de l'offensive autrichienne à Aïx-la-Chapelle.

Le Moerdyk est le nom d'un village qu'on donne parfois au Hollandsch diep, bras de mer large de plus de 2,500 mètres, qui s'est formé en novembre 1421, en engloutissant plus de soixante-douze villages et cent mille habitants, et en formant un marécage de plus de cent kilomètres carrés, qui porte le nom caractéristique de « Forêt des Joncs » (Biesbosch), véritable archipel coupé d'un nombre infini de canaux.

Willemstad, Moerdyk, Zwaluw et Geertruidenberg sont situés près de la rive gauche du Hollandschdiep (1). La rive droite est formée par deux îles dont il est question dans les récits de l'expédition: Beijerland ou Land van Strijen et Dordt, où est construite la ville de Dordrecht.

L'armée entra le 17 février sur le territoire hollandais, et prit des cantonnements très serrés, depuis Bergen-op-Zoom jusqu'à une lieue de Bréda. Dumouriez la joignit le 22, avec l'artillerie et les derniers corps. Son dessein était, nous l'avons dit, de s'approcher du Moerdyk, de se rendre ensuite maître des places fortes qui entourent ce bras de mer, de le traverser avec les bateaux dont il se serait emparé, et de pénétrer ensuite au cœur de la Hollande, en prenant Dordrecht et marchant par Rotterdam, La Haye, Leyde et Haarlem sur Amsterdam.

D'après le premier projet du général, Berneron, de Kock et Daendels devaient, dès le 17, se trouver au Moerdyk avec 900 hommes, soutenus par l'avant-garde placée sur la Mark. Ils devaient y ramasser tous les bateaux qu'ils auraient trouvés sur la côte. Dès le 21 ou le 22 au plus tard, ils devaient, en s'entassant dans ces bateaux pour un

---

(1) C'est à quelque distance de l'est du Moerdyk que la voie ferrée franchit le Hollandsch diep sur un pont gigantesque qui est formé de quatorze arches de cent mètres d'ouverture chacune et qui a coûté douze millions. Cet admirable travail, entrepris en 1868, fut achevé en moins de trois ans.

passage d'à peu près deux lieues, aborder à l'île de Dordt, s'emparer de Dordrecht et amener au Moerdyk plus de cent bâtiments pontés qui s'y trouvaient tout gréés. L'armée devait alors arriver à Zevenbergen, Oudenbosch, Moerdyk et Zwaluwe, et opérer le passage sous la protection de l'arrière-garde qui couperait le pont de la Mark.

Dans le détail des instructions écrites données à Berneron, on lit que Daendels était chargé de s'emparer des bateaux du Moerdyk, tandis que Berneron s'établirait avec le gros de l'avant-garde sur la Mark, depuis Oudenbosch et Zevenbergen jusqu'à Bréda, et se relierait avec le détachement de Daendels par un pont sur cette rivière. Il y avait dans Bergen-op-Zoom, Geertruidenberg et Bréda trois régiments de dragons qui étaient plus forts que toute la cavalerie française, assez d'infanterie pour les soutenir, mais pas un général pour les diriger. Dumouriez le savait. Il savait aussi que chaque commandant de place ne pensait qu'à soi-même tant il y avait à faire pour mettre les places en état de défense et tant la surprise avait été grande. En arrivant le 22 à son premier cantonnement, Dumouriez trouva que ses ordres n'avaient pas été exécutés. L'avant-garde n'avait pas encore passé la Mark, ce qui avait donné le temps aux Hollandais de retirer tous leurs bateaux du Moerdyk vers l'autre bord, du côté de Dordrecht, sous la protection de trois gardes-côtes. Cette première faute lui rendait le passage très difficile et presque impossible s'il ne trouvait pas d'autres bateaux pour remplacer ceux sur lesquels il avait compté.

Fort heureusement on trouva dans les canaux, entre Oudenbosch et Zevenbergen, vingt-trois bateaux pontés de vingt à septante tonneaux, et Dumouriez chargea le commissaire des guerres Boursier, homme zélé et intelligent, de les faire arranger pour porter 1,200 hommes. On leva des charpentiers et des matelots auxquels on assigna une forte paye, on arma de canons quatre de ces bateaux qui formaient l'avant-garde et protégeraient le passage de la flotille contre les gardes-côtes.

De plus, comme l'appareillage demandait du temps, au lieu de masquer les places fortes comme il en avait d'abord eu l'intention, Dumouriez résolut d'en enlever au moins une, sans toutefois faire un siège en règle.

Il porta le général Berneron en avant pour assiéger Klundert et Willemstad, tandis que le colonel Daendels, se portant au Nordschantz, couperait les communications entre ces deux places.

La division de droite (Darçon) devait attaquer Bréda; celle de gauche (Leclaire) bloquerait Bergen-op-Zoom et Steenbergen. Du-

mouriez, gardant en réserve quelques bataillons et 200 chevaux se tenait prêt à soutenir ces deux divisions.

Les commandants de Bergen-op-Zoom et de Steenbergen abandonnèrent tous les dehors. Celui de Bergen-op-Zoom hasarda deux ou trois petites sorties, qui ne produisirent d'autre effet que de renforcer les rangs de la Légion batave.

En examinant ces dispositions et le petit nombre de troupes qui devaient opérer, on doit supposer que Dumouriez comptait beaucoup sur l'insurrection des Bataves pour faciliter le succès de son entreprise sur la Hollande. En quittant Anvers, il avait rencontré le baron de Staël, ci-devant ambassadeur de Suède en France, qui allait à Paris, et qui lui apprit que toute la partie de l'Allemagne et de la Hollande qu'il venait de traverser, lui souhaitait les plus grands succès, et qu'on l'attendait à Utrecht, où son logement était préparé.

Prise de Bréda

Bréda était à cette époque renommée pour sa force; elle était, dit Dumouriez, garnie de 200 pièces de canon, bien palissadée, et couverte par une inondation. Deux mille hommes d'infanterie et le régiment wallon des Dragons de Bylandt (1) défendaient la place, mais le gouverneur, le comte de Bylandt (2), était homme de cour, et n'avait pas fait la guerre. Les troupes prenaient leur pain chez le boulanger, leur viande chez le boucher, et n'avaient point de maga-

---

(1) Depuis le milieu du XVIII[e] siècle, les Belges avaient formé plusieurs corps au service des Provinces-Unies. On voit figurer pour la première fois un régiment de dragons wallons sur les contrôles de l'armée hollandaise en 1752. Ce régiment porta le nom de ses propriétaires : Trips et le comte van Bylandt. Il se composait de 4 escadrons formant un total de 374 hommes. Lors de la proclamation de la République batave, en 1795, le régiment des dragons wallons forma avec un autre corps de cavalerie au service des Provinces-Unies (les dragons de Hesse-Cassel), un nouveau régiment dit de « Dragons bataves » fort de 630 cavaliers.

En 1793, les dragons de Bylandt portaient l'habit bleu à la française avec les distinctifs rouges et les boutons blancs, la veste et la culotte blanches, les bottes à l'écuyère, le chapeau à cocarde orange et plumet noir, la housse et les chaperons rouges galonnés de blanc. Les officiers avaient l'écharpe orange et les épaulettes d'argent.

(2) C'était le père de *Guillaume van Bylandt*, né à La Haye en 1771 et qui commanda une brigade d'infanterie de l'armée hollando-belge à Waterloo. Il était, en 1793, lieutenant dans les gardes à pied du Stathouder et ses états de services portent qu'il fit la campagne.

sins. Les places hollandaises, pour la plupart, sont couvertes d'inondations, hérissées d'ouvrages extérieurs, mais beaucoup manquent de casemates. Les habitants, quoique sujets particuliers du prince, étaient fort attachés à la faction contraire.

Le général Darçon, sans ouvrir de tranchée, dressa deux batteries de 4 mortiers et 4 obusiers, très près de la place, du côté du village de Hooge. Les Hollandais répondirent par un feu très vif pendant trois jours. Le quatrième, il ne restait plus que soixante bombes au général Darçon; il allait être forcé de lever le siège, après les avoir tirées, lorsque le Colonel Philippe de Vaux, aide de camp de Dumouriez, qui entrait pour la seconde fois dans la place, pour réitérer la sommation, ayant annoncé au comte de Bylandt, que le général Dumouriez allait arriver avec son armée, et qu'alors il n'y aurait aucun quartier à espérer, détermina le gouverneur, de l'aveu de tous les officiers de la garnison, à capituler. On lui accorda les honneurs de la guerre et tout ce qu'il voulut. Les Français entrèrent dans la place, qui n'était point du tout endommagée, n'ayant eu que quelques maisons offensées par les bombes. On prit une nombreuse artillerie, de la poudre en quantité, et plusieurs milliers de fusils, qui furent très utiles (1). Ce siège n'avait pas coûté vingt hommes des deux côtés. Les Français poussaient la témérité jusqu'à aller danser la Carmagnole sur les glacis. Trente dragons de Bylandt firent une sortie sur les danseurs, en sabrèrent quelques-uns et rentrèrent dans la place avec six prisonniers, ayant perdu quelques hommes et quelques chevaux. L'armée assiégeante était forte de 5,000 hommes, dont 1,200, détachés, s'emparèrent de plusieurs forts qui commandaient les écluses vers Heusden.

Prise de Klundert

Klundert fut pris deux jours après. C'était un petit fort très régulier construit au milieu d'un terrain inondé. Il fut défendu très vigoureusement, mais sans beaucoup d'intelligence, dit Dumouriez, par un brave capitaine westphalien, nommé von Kropf, qui n'avait que 150 hommes de garnison.

Berneron avait établi une batterie de 4 canons et quantité de petits mortiers derrière la digue même d'inondation, à 150 toises de la place. Le commandant, n'ayant plus aucun abri, après avoir répondu pendant plusieurs jours à ce feu par un feu aussi violent, mais

---

(1) *Cf. Dumouriez. Mémoires. Op. cit.*

sans effet, prit le parti d'enclouer ses canons, et de tâcher de se sauver dans Willemstad avec sa garnison. Il fut coupé en chemin par un détachement batave, commandé par le lieutenant-colonel Haarman auquel il brûla la cervelle, mais il eut aussitôt le même sort. On le rapporta à Klundert; il avait dans sa poche les clefs de la place. La garnison demeura prisonnière. On trouva dans Klundert 54 pièces de canon, quelques mortiers, beaucoup de bombes et de boulets et 18 milliers de poudre. (1)

Parmi les corps qui se distinguèrent à Klundert, il faut citer le détachement belge de chasseurs à pied commandé par les lieutenants-colonels Osten et de Serret.

Dumouriez, sans perdre de temps, donna l'ordre à Berneron d'aller mettre le siège devant Willemstad. Dix pièces de canon et les munitions trouvées à Klundert devaient servir à cette nouvelle expédition.

Quant à Darçon il eut ordre de se porter sur Geertruidenberg et de s'en emparer.

Prise de Geertruidenberg

Cette ville importante, dont Dumouriez désirait surtout s'emparer pour en faire une place d'armes qui protégeât son passage du Moerdyk, bien qu'assez faible du côté de Ramsdonck, était dans le meilleur état de défense possible sur la rive gauche de la Donge. Elle avait comme garnison 8 à 900 hommes de régiment d'infanterie suisse de Hirtzel et le superbe régiment des Gardes à cheval du Stathouder. Le gouverneur était un général-major octogénaire, nommé Bedault, qui répondit fièrement à la première sommation de l'adjudant général de Vaux. Et de fait, hérissée de forts comme elle l'était, entourée d'inondations qui ne laissaient pour arriver au corps de la place, que des lignes enfilées par des batteries, Geertruidenberg aurait pu tenir plusieurs semaines.

Darçon l'attaqua avec tant de vigueur que dès le lendemain de l'investissement il se rendait maître du fort de Steelhoven, qui, accessible par une seule digue, et défendu par les inondations, lui offrait les plus grandes difficultés à surmonter. Jusqu'au 2 mars, il fut occupé de l'attaque du fort de Douk, dans lequel on organisait une vigoureuse défense; mais un feu violent d'artillerie força les Hollandais de se retirer pendant la nuit.

---

(1) *Cf. Dumouriez, Mémoires, et A. Chuquet. op. cit.*

Les Français s'établissent aussitôt au Douk; avec de l'artillerie pour battre en brêche le fort de Spuy, situé sur la gauche, et que les assiégés promettaient de défendre avec opiniâtreté. Mais le colonel de la Martillière, qui dirigeait les batteries du Douk, en fit un si bon usage, que Darçon, ayant envoyé l'adjudant général de Vaux sommer le commandant de la place de se rendre, celui-ci se hâta d'entrer en capitulation.

Le général Dumouriez, (1) arrivé sur ces entrefaites, alla dîner avec le vieux général Bedault qui lui avoua s'être rendu parce qu'il avait vainement attendu qu'on lui envoyât de Dordrecht ou de Gorcum des bâtiments pour évacuer la place par eau. Il était tombé quelques bombes dans la ville, dont une sur sa maison.

Pendant le dîner on vint avertir le gouverneur que la capitulation était violée par l'insolence d'un lieutenant-colonel des gardes nationales, ivre, qui voulait entrer dans la ville malgré les gardes et qui avait menacé de son pistolet le commandant du régiment d'Hirtzel. Dumouriez se fit amener cet ivrogne, lui arracha son épaulette et le fit rentrer dans les rangs comme simple soldat, au grand étonnement de tous les officiers de la garnison qui intercédaient pour qu'on lui fît grâce.

Le général causa beaucoup avec ces officiers, et il eut plus tard l'occasion de se rappeler le mot du lieutenant-colonel des Suisses, qui, bon prophète, lui dit en le quittant : « *Hodie mihi, cras tibi* » (2).

Cette nouvelle conquête donna aux Français plus de 150 bouches à feu, 200 milliers de poudre, beaucoup de bombes et de boulets et 2,500 fusils neufs.

Outre des munitions considérables, Dumouriez trouva dans Geertruidenberg une marine suffisante pour l'aider dans son passage du Moerdyk. Il en ordonna les préparatifs, pendant qu'une partie de ses

---

(1) Pendant ces sièges, le général se tenait d'habitude au Moerdyk, pour être au centre de ses opérations.

Depuis son entrée en Hollande, dit Dumouriez, l'armée ne coûtait plus que sa solde. Le pays fournissait gratuitement les vivres et les fourrages, les habitants offraient et donnaient de l'argent pour favoriser le succès de l'expédition. Jamais armée ne fut reçue plus cordialement et jamais soldats n'ont moins mérité une réception aussi amicale, car les gendarmes et les troupes légères se permettaient toutes les licences. Il n'en était pas de même des troupes de ligne et des gardes nationales qui se sont toujours conduites avec honneur et humanité. De son côté, le Comité des Bataves raflait consciencieusement tous les biens appartenant en propre au prince d'Orange et à ses partisans.

(2) *Dumouriez. Mémoires.*

troupes, sous Berneron assiégeait Willemstad. (1) Le général de Flers qui venait d'amener une division de 6,000 hommes prise dans les garnisons de Belgique, releva la division de gauche, qui s'établit à Oudenbosch et Zevenbergen, et alla bloquer Bergen-op-Zoom et Steenbergen (2).

Préparatifs de passage du Moerdyk

Le quartier du général en chef était à Roodevaert, petite anse située à un quart de lieu à l'ouest du Moerdyk. Dumouriez avait fait pratiquer sur les dunes des cabanes en paille pour les soldats, qui, toujours fidèles au caractère national, appelaient plaisamment ce cantonnement aquatique « le Camp des Castors ».

Le jour que le général avait établi son quartier dans le village de Roodevaert avec 100 chasseurs bataves et 50 dragons, il avait été canonné toute la journée par les trois bâtiments garde-côtes dont nous avons parlé. Ayant placé des chasseurs le long de la digue, il avait tué à un de ces bâtiments un gabier dans les hunes et un patron de chaloupe, ce qui les avait forcés de s'éloigner. Peu de jours après il avait fait venir de Bréda douze pièces de 24, et il avait établi plusieurs batteries pour protéger l'embarquement. Il y avait parmi les bataillons de volontaires des Gascons, des Bretons, des Normands, des Dunkerquois qui avaient navigué. Il se procura ainsi 4 à 500 matelots, en leur donnant 20 sols par jour au-dessus de la paye. Un marin anglais et un lieutenant de marine hollandaise, avec des pilotes-côtiers, devaient diriger les manœuvres. Les bâtiments de Roodevaert serviraient à l'avant-garde, ceux de Geertruidenberg à la division de droite, l'arrière-garde monterait quelques barques trouvées à Zwaluwe.

Le passage de Geertruidenberg à l'île de Dordt est un peu plus long que celui de Moerdyk. A la droite et même en avant de ce port, le Biesbosch est rempli de bas-fonds et d'un archipel couvert d'arbres

---

(1) L'ingénieur Dubois de Crancé, frère du conventionnel de ce nom, et le capitaine Marescot, du même corps, furent tués lors d'une sortie de la garnison de Willemstad.

C'est dans une circonstance analogue que fut grièvement blessé d'un coup de baïonnette à la cuisse droite et d'un coup de sabre à la main droite le brave Brugeois Steenhaudt. Etant officier supérieur de service à la tranchée, il eut l'avantage de repousser l'ennemi. *(Arch. minist. de la guerre. R. F.)*

(2) La division de Flers comprenait 11 bataillons, 4 escadrons et de l'artillerie.

et de taillis. La flotte hollandaise ne pouvait pas en approcher n'y ayant pas assez d'eau; elle s'était contentée de faire observer le passage de ce côté par trois chaloupes canonnières.

En dehors de ces îles dont plusieurs sont submergées à marée haute, il y en avait une plus élevée sur laquelle était une petite ferme avec une canardière, appartenant à un habitant de Geertruidenberg. Cette petite île, que les gros bâtiments hollandais ne pouvaient approcher que de 7 à 800 toises, n'était séparée de l'île de Dordt que par un canal d'environ 600 toises. Sur le rivage opposé de l'île de Dordt était une batterie de 6 pièces, dans un terrain bas et fangeux; sous cette batterie mouillait une frégate de 14 canons.

Le général fit le projet de faire passer dans cette île six pièces de 24 et deux bataillons; d'y établir une batterie pour déloger la frégate; de faire suivre les bâtiments les plus légers de Geertruidenberg, remplis de troupes, et de passer par là avec sa division de droite. Comme on pouvait être forcé de combattre pour arriver dans l'île, une des chaloupes canonnières, on destina plusieurs barques remplies de soldats choisis pour l'abordage, et on fit placer deux canons sur le pont des deux bâtiments qui devaient faire l'avant-garde de la flottille, et qui devaient être commandés, l'un par un officier de marine anglais nommé Whire, et l'autre par le lieutenant-colonel de la Rue, aide de camp de Dumouriez, qui avait servi sur mer. Malgré toute la célérité que les Français avaient mise à s'apprêter, ils n'avaient pu empêcher la flotte hollandaise de s'augmenter considérablement dans le Biesbosch. Elle comptait déjà douze bâtiments armés, dont un de 20 canons. Ces bâtiments étaient très bien disposés pour se correspondre et se secourir. Mais Dumouriez, soit qu'il passât avec le flot, ou avec le jusant, ayant un vent fait, avait calculé qu'il n'aurait à combattre que la moitié au plus de cette flottille qui serait au vent, et que celle sous le vent ne pourrait rien faire.

Les Hollandais avaient aussi établi quelques batteries au Strijen le long de l'île de Dordt, où le bruit courait qu'on avait fait passer douze cents gardes anglaises (1). Mais les projets des Français étaient encore mal connus, car le gros des forces hollandaises, sous les ordres du prince d'Orange, se rassemblait aux environs de Gorcum et de Heusden (2).

---

(1) Le bruit était exact; un bataillon de chacun des trois régiments de gardes à pied avait été désigné pour former une brigade sous les ordres de lord Lake et ces troupes venaient de débarquer à Helvoetsluis. Elles combattirent à Valenciennes quelques semaines plus tard.

(2) L'armée hollandaise se trouvait en position de soutenir Grave, Bois-

Boursier était parvenu à équiper la flotte, tout était prêt, et Dumouriez était sur le point d'effectuer le passage, lorsque tout à coup on apprit la déroute d'Aix-la-Chapelle et l'abandon du siège de Maestricht.

Après le premier moment d'émoi causé par cette nouvelle, Dumouriez, rassuré par l'optimisme de Miranda, résolut de ne pas quitter la Hollande. Valence et Miranda couvriraient Liége à Herve et à Tongres et lui donneraient le temps d'achever la conquête de la Hollande.

Mais Valence lui écrivait qu'il ne répondait plus des événements si Dumouriez n'arrivait pas sur le champ; les commissaires joignaient les plus pressants appels aux dépêches réitérées de Valence; Tort de la Sonde arrivait à Moerdyk et annonçait au général que la Belgique était en feu, que les Jacobins pillaient les églises.

Il fallut un ordre formel du Conseil exécutif pour l'arracher de la Hollande. Il partit le 9 mars, laissant au général de Flers le commandement du corps qu'il quittait, avec l'ordre de passer le Moerdijk, tandis que Berneron s'emparerait de Willemstad (1).

Le départ de Dumouriez glaça tous les cœurs. Ceux qui avaient montré le plus d'audace et d'impatience trouvèrent l'entreprise impossible. Elle le devint effectivement quelques jours après : la marine hollandaise se renforça, les Prussiens s'avancèrent par Bois-le-Duc. Berneron de son côté, devant l'énergie et la résolution du général van Bœtzelaar, fut contraint de lever le siège de Willemstad.

De Flers se jeta dans Bréda avec trois bataillons et 50 chevaux; Thouvenot et de Vaux évacuèrent avec ordre les batteries du Moerdijk, firent sauter les remparts de Klundert et se replièrent sur Anvers.

Ainsi, conclut Dumouriez, se termina l'entreprise de la Hollande,

---

le-Duc, de couvrir la Hollande et de se lier au besoin avec le corps prussien de Brunswick, qui était aux environs de Venlo, où il avait jeté 3,000 hommes, devançant ainsi le général Champmorin, arrêté après avoir enlevé les forts de Stevensveert et de Saint-Michel sur la Meuse. (*Dumouriez. Mémoires. — Victoires et Conquêtes.*)

(1) Dumouriez savait de Flers incapable, dit-il dans ses Mémoires, mais il n'avait pas un autre officier général à mettre à sa place. Le général Darçon était perclus de rhumatismes et refusait même le grade de lieutenant général que Dumouriez venait d'obtenir pour lui en récompense de la prise de Breda. Marassé, à cause de son grand âge, ne pouvait être chargé d'un commandement actif. Il demeurait à Anvers. Dumouriez projetait, aussitôt son arrivée à l'armée, d'envoyer en Hollande Miranda. En attendant, il y avait laissé son chef d'état-major Thouvenot.

conçue et préparée en dix jours, et qui eût probablement réussi sans la retraite d'Aix-la-Chapelle. Elle ne coûtait pas un sol à la France. Il lui restait deux bonnes places qui devaient arrêter l'ennemi, et qui pouvaient servir de places d'armes, en cas qu'on reprît le projet de la Hollande. Il n'y avait de ce côté que des avantages et point de honte. Mais toutes les espérances du général étaient perdues et il fallait, tant pour le dehors que pour le dedans de la France, qu'il fît de nouveaux plans.

DEUXIÈME PARTIE

Forcé d'abandonner un instant la Belgique pour suivre Dumouriez dans son expédition de Hollande, nous prions le lecteur de nous excuser, et nous reprenons le récit des événements qui se déroulaient dans notre malheureux pays, promis à la liberté et livré, pour la quantième fois hélas! dans son histoire, à la cupidité des oppresseurs.

Jusqu'au moment où nous sommes arrivés, les commissaires de la Convention n'avaient guère essayé que la « francisation » de nos provinces. Ils agissaient encore par la persuasion. Ils allaient bientôt employer la force et se servir avec habileté de cette arme redoutable qu'on appelle la populace, non le peuple, non la nation, mais la tourbe, la lie, la masse effrayante jaillie de son ghetto les jours d'émeute, celle qui acclame avec la même fureur Vander Noot et Moreton-Chabrillan, quitte à les pendre en effigie le lendemain, celle qui envahit, pille, incendie, et qui, il faut bien le dire, forme l'avant-garde de toutes les Révolutions, ce qui enlève un peu à la grandeur des mouvements populaires.

Projet de Convention Belgique

A défaut du Comité des Belges et Liégeois unis, qui était devenu impopulaire à la suite des élections du 18 novembre (qu'on lui reprochait, non sans raison d'avoir « escamotées ») et qui avait dû se dissoudre, une réunion des représentants des provinces en une Convention belgique aurait pu avoir de bons effets. Dumouriez l'avait préconisée. « Faites vous-mêmes vos lois, disait-il aux Belges le 8 novembre, nommez une convention, fondez un gouvernement populaire, formez une République. »

Après l'apparition du décret, le général envoya de Liége une proclamation pour engager les Belges à tenir bien vite leurs assemblées primaires, et à former sur le champ une assemblée constituante

(qui devait se réunir à Alost), parce que, dans un article du décret du 15, il était dit que le séquestre cesserait dès que la nation aurait une représentation.

Cette proclamation causa une véritable frayeur aux commissaires : ils sentirent que cette nomination des assemblées primaires, en réintégrant les Belges dans leur liberté, ferait lever tous les séquestres et les priverait du maniement des deniers, et surtout de la spoliation des églises. Aussi prirent-ils une détermination énergique et décisive; ils retardèrent d'abord l'impression de la proclamation du général, puis ils s'opposèrent à son exécution et empêchèrent ainsi la tenue des assemblées primaires et de la Convention nationale de Belgique.

D'ailleurs les élections du 29 décembre donnèrent aux statistes une écrasante majorité et hâtèrent ainsi la réunion, les républicains français ne pouvant souffrir sur leurs frontières une constitution aristocratique.

Le Club de Bruxelles. — Le citoyen Moreton

Le système départementaire, ou la réunion, les clubs le demandèrent et l'imposèrent ; mais ils ne représentaient nullement l'opinion du pays. Les démocrates qui les fréquentaient d'abord, avaient fini par les abandonner. Au mois de février 1793, la Société populaire de Bruxelles comptait douze Belges à peine. Celle de Louvain ne se composait que des soldats de la garnison, celle de Malines comptait quatre-vingt douze Français et dix Malinois. Aussi les décisions des clubs révèlent l'ignorance des choses de la Belgique : la société de Tournai somma les administrateurs de brûler la « Joyeuse Entrée » qui n'existait que dans le Brabant et dans le Limbourg !

Le club de Bruxelles, ce « noyau de liberté » comme disait Chaussard, donnait le ton aux autres clubs du pays. Son patron et protecteur était le général Moreton, Moreton comte de Chabrillant (1) ! De

---

(1) Nous avons déjà parlé de ce *Moreton*, chef de l'état-major à Jemappes. Cet homme, mort très à propos à Douai, dit Dumouriez, a joué un rôle dans la Révolution sur le pavé de Paris. C'était un aristocrate encroûté, à prendre cette dénomination dans l'acception la plus odieuse. Il avait été cassé sous l'ancien régime, étant colonel du régiment de la Fère, pour des actes du despotisme le plus atroce. Le dépit l'avait jeté dans la Révolution et il en avait été un des premiers acteurs, par son crédit dans les tripots du Palais royal. Il avait voulu faire reviser son procès, étant secrétaire des Jacobins, mais, faute de juges, le procès était resté là. Il avait été nommé maréchal de

même que La Bourdonnaye, Moreton faisait sa cour aux Jacobins; il approuvait bruyamment le décret du 15 décembre, il reléguait à Malines son lieutenant Berneron, dont les Bruxellois goûtaient l'esprit sage et modéré; il ne cessait de déblatérer contre les administrateurs provisoires, de les tracasser, de leur témoigner en toute occasion sa malveillance. Sur les plaintes réitérées de Dumouriez, le Conseil exécutif décida que Moreton serait remplacé dans le commandement de Bruxelles (20 février).

S'il faut en croire les deux lettres plutôt étranges qu'on va lire, Moreton jouait un double rôle, tantôt citoyen Moreton et bénisseur de Dumouriez, tantôt comte de Chabrillant et suspect aux Jacobins.

Le 23 novembre 1792, il écrivait à Pache :

« J'ai l'honneur de vous envoyer, citoyen ministre, la copie de la » lettre que j'ai reçue hier, du général Dumouriez, vous y verrez le » nouvel avantage qu'il vient de remporter sur les Autrichiens (le com- » bat d'Anderlecht) et vous jugerez de la rapidité de sa marche, et de » la facilité avec laquelle il sait surmonter tous les obstacles. J'ai » obéi à ses ordres en acceptant le commandement du Brabant et du » Hainaut, qu'il m'a conféré, et si quelque chose a pu me déterminer » à quitter la place de chef de l'état-major, qui me mettait à portée de » servir plus immédiatement près d'un général auquel je suis tendre- » ment attaché (sic), c'est l'espoir d'être utile à la chose publique dans » mon nouveau poste sous le double rapport politique et militaire. »

Le lieutenant général,

(signé) J. H. MORETON.

Or, voici ce qu'écrivaient au même ministre Pache, les membres de la *Société des Amis de la Correspondance*, quelques semaines plus tard (31 janvier).

« Citoyen Ministre, Le général Moreton commandant à Bruxelles, »a été souvent dénoncé dans notre société. Parmi les faits qu'on lui » reproche, nous en avons saisi quelques-uns qui nous ont été certifiés » par plusieurs membres, qui arrivent de Belgique. On lui reproche :

---

camp, employé à l'armée du Nord. Comme il avait la connaissance des détails de l'infanterie et de l'esprit, le général Dumouriez l'avait fait chef d'état-major. Mais, après le départ de ce général pour la Champagne, Moreton, qui n'y voyait goutte, quoique très brave, s'était mal conduit à la levée du camp de Maulde et avait pensé être lapidé par le peuple de Valenciennes.

» 1) d'empêcher la circulation des assignats dans ce pays; 2) de fré-
» quenter habituellement les aristocrates brabançons, avec qui il tient
» tous les jours table ouverte; 3) de vivre publiquement avec une
» anglaise, femme d'un lord, désignée comme espionne de Pitt; 4) de
» s'être emparé et de consommer toutes les provisions qu'il a trouvées
» dans le palais de l'archiduchesse, tandis qu'elles devaient être
» vendues au profit de la nation.

» La déclaration ci-jointe du citoyen Roussillon viendra à l'appui
» de ces faits. (1)

D'ailleurs il est constaté que son physique ne peut convenir à un
» chef d'armée, puisqu'il est presque aveugle.

» L'interest public (sic) exige, citoyen Ministre, que nous vous
» instruisions de ces faits, persuadé que vous ferez tous vos efforts,
» tant pour les approfondir, que pour éloigner de nos armées un
» homme qui pourrait compromettre les intérêts de la République.

» Nous vous rappelons aussi la conduite infâme qu'il a tenu à
» l'égard des deux Bataillons dits de la République et de Beaucon-
» seil (sic) ainsy que la levée du camp de Maulde. Westermann nous
» a communiqué entr'autres faits que Dumouriez l'avait nommé à
» Bruxelles pour se débarasser de lui. Plusieurs volontaires se plai-
» gnent aussi de l'arbitraire qu'il exerce envers les soldats.

» Votre Civisme nous est un sûr garant que vous prendrez ces
» notes en considération. » (2)

Les chefs du club étaient les membres de l'agence, *Bourdois*, *Metman*, *Chépy*, un autre émissaire de Le Brun. Chépy, dont son collègue Cochelet trace le portrait suivant : « ancien procureur au Parlement, borgne, boiteux, avec main fort dure et l'âme d'un procureur »; *Alexandre Courtois*, et quatre militaires français : *Estienne*, *Goguet*, *Lavalette*, *Nivet*.

Alexandre Courtois avait, un des premiers, demandé la conquête de la Belgique, parce que la France, disait-il, devait, pour se maintenir, s'agrandir sans cesse. Le Brun le chargea d'établir de nouveaux

---

(1) Cette déclaration, qui doit être curieuse, manque au dossier.

(2) La dénonciation porte la signature des membres du Comité de Correspondance : F. Dessieux, président; A. Fouquier, secrétaire; Auvrest, de Nancy; Jambat et Rafaye.

Elle porte en marge, de la main de Pache, ces quelques mots :

« Prendre des informations de Bruxelles et de Valenciennes, en parler
» à Ronsin. »

Arch. Guerre. R. F. Documents inédits.

clubs, de parler dans les sociétés populaires, de rédiger des bulletins pour l'instruction du peuple, et Courtois se flattait « de détruire les préjugés des habitants par la hache de la raison ». Ardent jacobin, il nommait les représentants provisoires de Bruxelles les Feuillants de la Révolution belge et les culs-de-jatte du patriotisme.

Estienne, successivement abbé, journaliste et officier d'ordonnance de Lafayette, avait été nommé sous-lieutenant par Lajard et adjudant de place à Bruxelles par Dumouriez. Il vivait avec luxe et affichait cinq mille florins de dettes. Les clubistes finirent par le traiter d'intrigant et de serviteur de l'Autriche. Estienne leur donna raison; il devint courtisan de Cobourg, et cet homme qui avait traité les Brabançons de « bêtes de somme » et proposé l'achat d'une guillotine, se vanta d'avoir préparé le retour des Autrichiens par ses excès.

Louis Antoine Goguet, lieutenant-colonel du 9e bataillon des fédérées et plus tard du 3e bataillon liégeois, était un grand ami de Cambon et professait, dit Espagnac, le républicanisme le plus exalté. L'ex-abbé l'avait fait nommer par Dumouriez commandant temporaire de Bruxelles. Goguet prit souvent la parole dans les cérémonies officielles. Ce fut lui qui prononça, le 21 décembre, à Sainte-Gudule, l'éloge funèbre des défenseurs de Francfort. (1)

Lavalette, marquis avant la Révolution, élu lieutenant-colonel du bataillon des Lombards en septembre 1792, devint aide de camp de Hanriot et mourut sur l'échafaud avec Robespierre. Il tonnait au club contre les « bigots encapuchonnés, mitrés, crossés, sandalés, qui embêtaient les peuples pour les remettre sous leur sainte tyrannie et boire leur sang à longs traits. »

Nivet était capitaine dans le bataillon des Lombards que commandait Lavalette; lui aussi s'élevait contre les représentants provi-

---

(1) D'après M. A. Chuquet, *Goguet*, élu colonel du 3e bataillon liégeois qui se forma le 10 mars 1793, devint général et fut tué en 1795. Il doit s'être établi ici une confusion entre deux personnages du même nom. D'après les documents inédits que nous avons en notre possession, Louis-Antoine-Vast-Vite Goguet, né le 6 février 1764, à Epinancourt (Somme), n'a jamais eu le commandement du 9e fédérés, mais il fut bien lieutenant-colonel du 3e bataillon liégeois (le 31 décembre 1792). Il devint général de brigade en 1811 et mourut à Paris le 9 août 1821. Nous le retrouverons au cours de ce récit. Lors d'un service funèbre célébré à Sainte-Gudule le 21 décembre 1792, pour les âmes de quelques Français tués à Francfort, on avait vu les sans-culottes afficher la plus scandaleuse impiété. Pendant la messe, ils entonnèrent des chansons obscènes ou impies et, lorsque le service fut achevé, un d'eux monta impudemment dans la chaire de vérité. Il y fit l'apothéose des victimes de Francfort et appela la vengeance de leurs frères sur les assassins.

voires de Bruxelles et soutenait avec chaleur que la France devait « déployer le pouvoir révolutionnaire, exercer la tutelle utile d'un précepteur. »

Après ces Français de marque venaient les Belges, l'avocat louvaniste *Balsa*, l'homme de lettres *Baret*, *Feigneaux*, *Lorenzo*, le perruquier *Lafaye*, *Mesemaecker*, *Cameel*, *de Beer*, *Melsnijder*, *Charles de Mons*. Le compagnon charpentier *Melsnijder* condamnait tous les impôts sous prétexte que Dieu ne les avait pas créés et affirmait que le bon patriote Jésus viendrait aux Jacobins s'il reparaissait sur la terre. *Charles de Mons* ne trouvait pas le nom de sans-culotte assez expressif et s'intitulait « *Charles sans chemise* ». Il demandait la destruction impitoyable de tous les objets qui rappelaient l'ancien gouvernement et par exemple des « petits polissons de rois qui étaient juchés sur les pilastres du parc. »

Le 18 décembre, le club de Bruxelles ordonna, sur la proposition de Balsa, la formation d'une *légion de sans-culottes belges et liégeois*.

Ne voyant plus de moyen de conciliation possible, les représentants provisoires, interrompus par la multitude dans leurs séances, insultés dans les rues, avaient été poussés, par la conduite de leurs adversaires, à se jeter dans les bras de la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité. Ils adoptèrent le projet de création de cette légion qui devait être le « balai des crimes et de leurs fauteurs ». Le 21, ils votèrent un règlement pour l'organisation de ce corps. (1)

Estienne fut proclamé général de la légion : il eut sous ses ordres des capitaines, *De Beer*, *Hendrickx*, *Milcamps;* un commissaire-ordonnateur, *Baret*, un quartier-maître, *Feigneaux;* un porte-drapeau *Melsnijder*. Le drapeau, de couleur rouge, portait sur un côté les mots: *Tremblez*, *tyrans*, *et vous*, *esclaves*, et sur l'autre : *Qu'un sang impur abreuve nos sillons*, en caractères noirs sur listel blanc. Au bout de la hampe, qui était noire, on avait planté un bonnet de la liberté orné d'une cocarde tricolore. Il fut béni solennellement à Sainte-Gudule et, au sortir de la cérémonie, les sans-culottes, désireux de marquer ce jour par un acte mémorable, renversèrent de son piédestal la statue de Charles de Lorraine, sur la place Royale.

Charles Alexandre de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas, était né à Lunéville le 12 décembre 1712, de *Léopold-Joseph*, *duc de Lorraine* et d'*Elisabeth Charlotte d'Orléans*. Il se faisait aimer et admirer

---

(1) *Moreton* approuva la création de cette légion et envoya un louis d'or pour contribuer aux frais du drapeau. On mit à la disposition des Sans-Culottes 200 piques dont la fabrication fut décrétée et le drap rouge des coussins de la salle des nations. (*Histoire de Bruxelles. Op. cit.*)

autant par sa générosité, sa douceur, son affabilité que par son esprit et l'étendue de ses connaissances. Les Etats de Brabant lui élevèrent une statue en bronze; on en voit une équestre, toute dorée, à la maison des Brasseurs, sur la grand'place à Bruxelles.

Il mourut le 4 juillet 1780, au château de Tervueren. Le « prince Charles », ainsi qu'on l'appelait dans l'intimité de son entourage, avait épousé le 7 janvier 1744, Marie-Anne d'Autriche, seconde fille de Charles VI, qu'il perdit la même année; cette princesse était sœur de l'impératrice Marie-Thérèse.

« Le dimanche, 23 janvier 1793, rapporte Alphonse Wauters, dans son *Histoire de Bruxelles*, t. 2 p. 429, les sans-culottes, après avoir promené dans les rues le buste de Van der Mersch, avoir brûlé sur la grand'place les portraits de Vandernoot et de Van Eupen, remontèrent par l'église de Sainte-Gudule, qui eut à subir leurs abominations, vers le parc où ils renversèrent et brisèrent les statues de marbre, ainsi que quelques petites statues de bronze provenant des bailles de l'ancien palais. Arrivés à la place Royale, ils attachèrent une corde à la statue du duc Charles, et y attelèrent des chevaux qui l'arrachèrent de sa base aux acclamations de ces frénétiques; elle s'enfonça profondément dans le sol et ce ne fut que quelques jours après qu'on la transporta dans la cour de la Chancellerie. Ce méfait excita une douleur universelle; un journal des plus fougueux de l'époque avouait que les larmes étaient dans tous les yeux, même de ceux qui haïssaient le plus les despotes; hommage sublime rendu aux vertus d'un prince populaire. » (1)

La légion des sans-culottes se composait non seulement de Jacobins bruxellois, mais de soldats français et belges. Le premier article

---

(1) *La Société des Amis de la Liberté*, dont l'exaltation révolutionnaire ne connaissait plus de bornes, avait invité le 19 janvier les représentants à faire disparaître la statue et à en convertir le métal en monnaie. D'après l'aveu de quelques-uns de ses membres, la société ne vit plus venir à ses réunions qu'une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles douze seulement étaient Belges; la société comptait primitivement plus de 500 membres, dont 150 étaient du pays. (*Courrier de l'égalité, par l'auteur des Lettres du père Duchêne, n° 162, p. 38. Alph. Wauters.*)

Après l'échec de Neerwinden et la retraite des Français, l'ancien ordre de choses fut rétabli; les églises se rouvrirent et la statue de Charles de Lorraine fut replacée sur son piédestal; un an après la victoire de Fleurus et la conquête de la Belgique par le général Jourdan (26 juin 1795), le général Montagu ordonna au commandant de la place de faire enlever la statue de Charles de Lorraine et de charger un maréchal-des-logis de la transporter à Maubeuge; cet ordre fut exécuté le lendemain. Et, d'après Alphonse Wauters, elle fut enfin envoyée à Douai pour être fondue.

du règlement portait que « toutes les troupes de ligne ou gardes nationaux, tant français que belges et liégeois, étaient de droit et de fait unis à la légion ». Lorsqu'elle vint haranguer Dumouriez, il lui répondit sèchement que ses membres, étant pour la plupart militaires français, ne devaient pas tutoyer leur général. Elle régna dans Bruxelles par la terreur, dit A. Chuquet. Elle envahissait l'hôtel de ville et imposait aux administrateurs provisoires sa volonté. Elle arrêtait les citoyens sans ordre, sans autre motif que son propre caprice. Durant deux jours, elle allait de porte en porte, vociférant, proférant d'affreuses menaces, arrachant aux bourgeois effrayés de quoi payer son équipement.

« On se servait d'elle, écrit un agent français, pour commettre mille excès despotiques » (1).

Les habitants étaient dans la consternation. Trop faibles pour arrêter des excès que la majorité d'entre eux déploraient, les représentants provisoires se bornèrent à réprimander les coupables; mais, forts de l'impunité, les sans-culottes ne connurent plus de frein : on les vit plus d'une fois violer le domicile des citoyens pour en enlever leurs personnes ou leurs papiers, et se précipiter dans les rues, insultant et maltraitant tous ceux qui n'approuvaient pas leurs brigandages. Dans la journée du 12 février, les excès recommencèrent : enivrés de la bière qu'ils avaient enlevée à un charretier sur la place de Louvain, où elle devait être jaugée, les sans-culottes se ruèrent sur nos édifices publics et particuliers. Ils voulaient en effacer tout vestige qui rappelât l'ancien gouvernement ou l'antique religion de nos pères. Leur fureur se manifesta principalement sur la grand'-place, dont les décorations faisaient l'admiration de l'étranger et l'orgueil des habitants, et qui presque toutes étaient des monuments de la reconnaissance publique, perpétuant aux yeux des Bruxellois les traits de leurs anciens souverains. Le soir, ils forcèrent les habitants à illuminer leurs maisons, pour célébrer la réunion du Hainaut à la France. Plus tard, quelques-uns de ces mêmes hommes eurent l'impudence et la lâcheté de rappeler ce fait comme une preuve de courage et d'attachement à la maison d'Autriche : ils avaient voulu, disaient-ils, célébrer l'anniversaire de l'empereur François II, né le 12 février 1768! (2)

La légion des sans-culottes finit par exciter un tel mépris, que les garçons poissonniers lui renvoyèrent, rempli d'ordures, le bonnet

---

(1) *Cf. A. Chuquet. Op. cit.*
(2) *Histoire de Bruxelles, id.*

rouge qu'elle leur avait offert. Elle essaya de donner des fêtes; ni la bière coulant à flots, ni les pains farcis n'attirèrent le peuple bruxellois.

Liége avait aussi sa légion de sans-culottes, créée le 6 février 1793 et dont le chef fut Henri Vignette. Cette légion servit à former le 1er bataillon liégeois (1).

Les Clubs votent l'annexion à la France qui se contente de faire appliquer le décret

Appuyé par la Légion des sans-culottes, le club de Bruxelles résolut d'intimider les représentants provisoires et de leur faire rétracter leur protestation contre le décret du 15 décembre. Il y parvint. D'ailleurs, de tous côtés, les clubs avaient acclamé le décret en question et demandé la réunion. Liége même votait son annexion à la France dans les derniers jours de janvier 1793. « On n'avait de salut, affirmaient Bassenge et Fabry, que dans les bras de la France; elle est le seul port qui nous présente un abri sûr contre les tempêtes. Il est vrai que 80,000 citoyens de l'ancienne principauté s'abstinrent de voter!

Mons demandait à la Convention, le jour même de la mort de Louis XVI, de former un 85e département français.

Mais Lacroix représenta que la Convention ne pouvait pas encore statuer sur ce vœu : elle ne voulait pas avoir l'air de conquérir les peuples, elle craignait l'intervention de l'Angleterre. Elle décida seulement que le décret du 15 décembre serait immédiatement exécuté, que les généraux prendraient toutes les mesures nécessaires pour la tenue des assemblées primaires, que les commissaires trancheraient provisoirement toutes les questions qui s'élèveraient sur la forme et les opérations de ces assemblées; que les populations émettraient leur vœu sur la forme de gouvernement qu'elles voulaient adopter (31 janvier). Jusque-là, comme disait Cambon, on avait envoyé le décret seul, sans commissaires. Ce qui revient à dire qu'il n'était pas appliqué.

Ce fut le 31 janvier, dit Dumouriez, que la Convention adjoignit une nouvelle portion du territoire conquis au territoire français; effectivement ces conquêtes se faisaient d'une manière toute nouvelle. On ne disait point aux peuples étrangers : nous sommes entrés chez

---

(1) *Archives adm. du Ministère de la Guerre. R. F. Docum. inédits.*

vous par la force des armes, et vous êtes nos sujets, mais on les faisait assembler, on s'assurait d'hommes adroits à qui l'on faisait dire tout ce qui importait à l'intérêt du peuple conquérant, on exaltait sa magnanimité, sa générosité, on représentait sous le plus séduisantes couleurs l'heureuse liberté dont il apportait les bienfaits; on avait soin de traiter d'aristocrates, d'ennemis de leur pays, ceux qui osaient avancer une opinion contraire, et toutes les voies ainsi préparées, on faisait délibérer la masse du peuple, toujours amie de la nouveauté, toujours disposée à donner raison à celui qui parle le premier, et dans toutes ses délibérations, il n'y avait jamais qu'un parti qui se fît entendre; c'est en conséquence d'une décision de cette nature que la ville et le pays de Liége émirent un vœu de réunion à la République française; ce vœu fut accepté par la Convention, et les Liégeois formèrent depuis un département particulier à la France, sous le nom de département de l'Ourthe.

La fin de l'assemblée

L'anarchie régnait en Belgique depuis l'entrée des Français. Plus d'institutions politiques, plus d'Etats, plus de tribunaux, plus de magistrats des villes; tout, suivant l'expression d'un contemporain, avait été balayé en un instant, renversé en un clin d'œil comme par un torrent dévastateur. Les autorités françaises, vivant en mésintelligence profonde, ajoutaient encore au désordre (1).

Et l'assemblée? Ecoutons Dumouriez : Cependant, dit-il, il s'était formé à Bruxelles un corps administratif qui d'abord, étant pris dans tous les Etats, fut fort bien composé; mais comme il se forma en même temps un club, auquel Dumouriez fut obligé d'assister une fois, dès qu'il eût quitté Bruxelles, il se fit de grands changements dans ce corps administratif et Moreton, jacobin enragé, devint l'ennemi de l'administration qui s'est cependant soutenue avec courage jusqu'au dernier moment et a résisté avec beaucoup d'énergie et de force à une légion de sans-culottes qui la vexaient et aux injustices tyranniques des commissaires de la Convention et du pouvoir exécutif. La prudence et le courage de ce corps, soutenu au travers de tous les dangers, en 1793, par plusieurs coups d'autorité du général Dumouriez contre tous ces tyrans a sauvé la capitale et le Brabant d'une entière subversion (2).

---

(1) *A. Chuquet. Jemappes.*
(2) *Dumouriez. Mémoires.*

Cette administration, dit aussi Wauters, constituée illégalement, contraire aux idées du peuple belge qui ne voyait pas de liberté hors de ses constitutions, et qui considérait comme impies des hommes que ses prêtres lui désignaient comme tels, débordée par les démagogues qui trouvaient en elle un obstacle à leurs projets, cette assemblée, au milieu de circonstances difficiles et dangereuses, sut cacher les vices de son institution par le désintéressement et le courage de ses membres, ainsi que par la sagesse de ses vues, qu'il ne dépendait pas d'elle de réaliser dans l'intérêt du pays. L'abolition des exemptions d'impôt, le projet de réhabilitation d'Anneessens, son décret supprimant toute autre peine de mort que la décapitation et défendant d'exposer les cadavres des suppliciés, suffiraient seuls pour lui faire honneur.

Elle décida le 23 janvier, qu'elle n'avait plus de raison d'exister et se sépara, après avoir requis Dumouriez de convoquer le peuple pour qu'il se choisît une administration provisoire, s'engageant toutefois à continuer sa gestion, pour empêcher que la chose publique ne périclitât, pendant le temps nécessaire pour la convocation de nouvelles assemblées primaires.

Quant aux juges de la commune, contraints de déroger aux lois et aux coutumes établies qu'ils avaient juré de maintenir et d'observer, ils donnèrent leur démission, mais elle fut refusée, et les commissaires de la Convention les menacèrent de les traiter comme « fauteurs et satellites volontaires de la tyrannie » (1).

Pour combattre cette anarchie, il fallait, au dire de Noël, une seule tête qui menât tout, il fallait un ministre plénipotentiaire, et ce ministre était tout trouvé, ce serait Maret. Maret refusa : comme Dumouriez, il voulait la liberté, non la conquête de la Belgique.

Les généraux, les représentants et les commissaires nationaux

Et, après les décrets du 15 décembre et du 31 janvier, quelle autorité aurait eue Maret dans un pays que les généraux, les représentants, les commissaires nationaux accablaient de leur triple pouvoir?

Si Berneron et Duval désapprouvaient le décret, Miranda taxait Anvers de 300,000 livres, d'Harville faisait la leçon aux représentants de Namur, d'Averton crachait son mépris à la face des Malinois, Go-

---

(1) *A. Henne et A. Wauters. Histoire de Belgique.*

guet faisait faire l'exercice dans les églises de Bruxelles, tant pour préserver le soldat des intempéries de l'air que pour « détruire peu à peu le fanatisme. » Rosières, selon ses propres expressions « faisait décider la réunion de Bruxelles à la France, et en portait le vœu à la Convention » (1).

Au-dessus des généraux étaient les commissaires de la Convention « espèce de dictateurs ambulants, disait Chaussard, investis d'une puissance illimitée, faisant marcher devant eux une terreur religieuse, forts d'une réputation de talent et d'éloquence. Ils devaient, d'après le décret, fraterniser avec le peuple et, selon l'expression du jour « activer le pouvoir révolutionnaire ». Ce furent Camus, Danton, Delacroix, Gossuin, Treilhard, Merlin de Douai et Robert. Ils se partagèrent le pays : à Danton et à Delacroix, Namur, Liège et Aix-la-Chapelle; à Camus et à Treilhard, le Hainaut et la Flandre, à Gossuin et à Merlin, le Brabant.

Danton et Delacroix acquirent dans cette mission un renom sinistre. Delacroix, entrant chez le vieil évêque de Namur, lui disait brutalement par deux fois : Monsieur, nous sommes venus pour vous donner la permission de vous marier. Il conseillait le pillage à Miaczynski : « Vous êtes sur pays ennemi; housardez et dédommagez-vous de vos pertes. » Quoique député, et bien qu'il n'eût servi que plusieurs années dans la gendarmerie, il ne rougissait pas d'accepter un brevet de maréchal de camp. C'est Danton et Delacroix que désigne un contemporain lorsqu'il parle de ces commissaires qu'on voyait « toujours à table ou avec des filles. »

Merlin de Douai n'avouait-il pas que les deux représentants ne s'étaient « presque occupés que de leurs plaisirs? Ils reprochèrent aux Liégeois de ne pas couper quelques têtes. « On ne fait pas, disaient-ils, des révolutions avec du thé; les principes de justice et d'humanité sont bons en théorie et dans les livres des philosophes, mais dans la pratique il faut d'autres moyens pour opérer, il faut avoir des coupe-jarrets à gage. » Ils poussèrent à tous les excès cette populace de Liège que Dumouriez regarde comme la plus dangereuse de l'Europe, après celle de Paris et de Londres. Sous leurs auspices, et à la voix des émissaires jacobins, se fonda dans le couvent des Cordeliers un club de sans-culottes qui tint tête à la société des Amis de la Liberté et de l'Egalité, à la municipalité, à l'administration provisoire. Quiconque refusait d'appartenir à ce club était traité d'aristocrate. Les Fabry, les Chestret, perdirent confiance et crédit.

---

(1) *Archives adm. du Ministère de la Guerre. Républ. française.*

Liège vit les mêmes désordres que Bruxelles. Les sans-culottes faisaient des visites domiciliaires et emprisonnaient les suspects. Les vengeances privées se donnaient carrière. Liége était le tombeau des Français, dit Dumouriez, et la guerre intestine achevait de ruiner le peu de discipline et de subordination qui régnait encore dans l'armée.

Quoique moins fréquents qu'ailleurs, les actes arbitraires et les ruineuses réquisitions ne manquèrent cependant pas à Liége, dit Borgnet. On lit dans la réponse de Bassenge à Chaussard, de Bassenge qui ne peut être suspect de partialité pour les ennemis de la France : « Tout ce qu'il fut possible d'avoir fut envahi par les fournisseurs. En arrivant, ce qui demeurait dans la caisse du pays fut saisi par le commissaire en chef, ce Ronsin! (1) Il fit un emprunt sur toutes les corporations ecclésiastiques, et il s'empara de toute l'argenterie des églises. Joignez à tout cela les frais énormes que la municipalité dut faire pour tous les besoins de l'armée... » Dans ce passage, le patriote liégeois laisse entrevoir son mépris pour le montagnard ignoble que le gouvernement du 10 août lâcha sur nos provinces avec le titre de commissaire-ordonnateur en chef de l'armée de Belgique, et qui se distingua à Liége par son insolence et sa brutalité (2).

Les commissaires du Conseil exécutif ou commissaires nationaux étaient au nombre de trente. Ils avaient 1000 livres de frais de voyage et un traitement mensuel de 800 livres.

Ils reçurent des instructions spéciales. Ils avaient la « direction principale » et la « surveillance tutélaire » des administrations provisoires, et comme délégués de la République, « tout le pouvoir nécessaire pour garantir la sûreté des armées et rendre leur assistance efficace », ils devaient opérer la circulation des assignats et leur

---

(1) *Ronsin (Charles-Philippe-Henri)*, écrivain et général français, né à Soissons en 1752, guillotiné à Paris en 1794. Il se rendit jeune à Paris et s'occupa de littérature. Dès le début de la Révolution, il se fit remarquer dans le clubs par son attitude exaltée et fit jouer deux tragédies : « La Ligue des Fanatiques et des Tyrans » et « Louis XII, le père du peuple ». En 1793, le ministre de la guerre, Bouchotte, réclama les services de Ronsin. Elevé bientôt au grade de général de brigade, il partit pour la Vendée. Ses violences et ses pillages ne tardèrent pas à le faire rappeler. Décrété d'accusation, il fut chaudement défendu par Collot d'Herbois, Carrier, Danton et échappa cette fois à une condamnation; mais, quelque temps après, il fut arrêté de nouveau comme hébertiste. Une édition de son théâtre avait été publiée en 1786.

(2) *A. Borgnet. Histoire de la Révolution liégeoise en 1789.*

échange au pair contre espèces; ils rechercheraient tous les biens que les décrets mettaient sous la sauvegarde de la République et qui étaient « sa conquête ou au moins le gage des indemnités qu'elle avait droit de réclamer »; ils feraient toutes les réquisitions nécessaires aux généraux et chefs militaires « occupés de tant d'autres soins ».

Qu'étaient-ce que ces hommes? S'ils n'étaient pas les scélérats venus en Belgique pour piller et pour massacrer — comme le dit Dumouriez, M. Chuquet reconnaît du moins que c'étaient « des têtes exaltées » et qu'ils ne commirent que des sottises. « Ils n'avaient pas la connaissance requise du génie et des mœurs de la Belgique, ont dit des contemporains qui les virent à l'œuvre. Leur conduite était altière et impolitique. »

Les plus mauvais furent *Publicola Chaussard* (1) (Bruxelles) et *Chépy* (Liége). Ils se faisaient de nos belles provinces l'idée d'une « vaste ménagerie » sur laquelle il faillait « faire planer la terreur ». Chartrey, commissaire des guerres, s'était adjoint, ceci est la note gaie, un certain Saghman, ébéniste bruxellois. Ce Saghman était notoirement atteint de démence; il se croyait ministre; il voulait porter un habit d'écarlate doublé d'hermine; il achetait cinq chevaux et trois cabriolets; il projetait de divorcer pour épouser une Gantoise qu'il n'avait jamais vue, de transformer son atelier en salon de danse, et, dans le dessein de donner une fête aux sans-culottes, il commandait trois mille pots d'étain et un tonneau en bois d'acajou. Mais il assistait

---

(1) *Chaussard* (*Pierre-Jean-Baptiste*), *dit* « *Publicola* », né à Paris en 1766, mort en 1823. Avocat, au moment de la Révolution, dont il adopta les principes avec enthousiasme, il fut envoyé comme commissaire du pouvoir exécutif en Belgique; son biographe avance « qu'il contribua à la réunion de ce pays à la France », mais nous nous permettons d'en douter; rentré en France, après une vive algarade qu'il avait eue avec Dumouriez, il devint successivement secrétaire du Comité de Salut Public, puis secrétaire général de l'Instruction publique. Sous le Directoire, il fut un des sectateurs de la théophilantropie et en prêcha les dogmes et la morale dans la chaire de Saint-Germain l'Auxerrois. Professeur de belles lettres au lycée de Rouen en 1803, il passa ensuite à Orléans et à Nîmes. La Restauration l'écarta du corps enseignant; il ne s'occupa dès lors que de littérature.

Pour l'instruction de la postérité, Chaussard-Publicola prit soin de recueillir les faits et gestes des commissaires jacobins envoyés en Belgique. Ces documents, d'une incontestable valeur, car ils révèlent toute l'ignominie du régime qui fut imposé à nos pères en 1793, parurent sous le titre de « Mémoires historiques et politiques sur la Révolution de Belgique et du pays de Liége en 1793, etc. », par Publicola-Chaussard. (*Paris, chez Buisson, 1793, l'an II de la République, 1 vol. in-8° de 452 pages.*) Bassenge, le patriote liégeois, se chargea de répondre à ce phraseur insipide, dit M. Borgnez; nous regrettons de ne pouvoir donner ici ce réquisitoire.

aux ventes des meubles des émigrés et faisait constamment hausser les prix.

Pires que Chartrey, pires que Chaussard et Chépy furent, comme toujours, les subalternes, commis, clubistes, soldats, que les commissaires nationaux s'associaient en grand nombre à titre d'adjoints ou de simples auxiliaires. C'étaient non seulement des Français, mais des Belges, et, comme dit Beaulieu, les prolétaires, les intrigants, les têtes ardentes du pays, tous ceux qui, selon le mot de Chaussard, avaient le prurit du pillage.

Les agents de bas étage, étrangers et nationaux, commirent les brutalités et les abus de pouvoirs qui révoltèrent les populations, les malversations que réprouvaient les conventionels, les extorsions et les brigandages que rappelle Louvet, les vexations injustes et les persécutions criantes, les rapines inouïes dont parlent les journaux du temps et que Dumouriez caractérise et résume dans les lignes qu'on va lire (1).

Les Belges, dit-il, subirent paisiblement l'invasion du territoire par les armées françaises, mais ils furent bientôt victimes des fripons que le gouvernement y envoya. Tout ce qui pouvait irriter les esprits fut mis en usage.

Le culte catholique y était observé avec la plus grande fidélité; les Belges y attachaient tout le prix que la superstition inspire aux hommes simples et crédules.

On heurte ouvertement leurs opinions religieuses par la profanation des objets qu'elles avaient consacrées.

Une horde de jacobins parcourent les différentes communes de ces provinces, pénètrent dans les temples, outragent, chassent les ministres du culte, s'affublent de leurs chasubles, montent sur les autels, y prêchent ouvertement l'athéisme dans le style le plus ordurier. Ces scènes indécentes tendaient à la dévastation des églises. Toute l'argenterie est pillée par ces brigands; les calices, les patènes, les ciboires sont en leur puissance, ils les font sauter en l'air avec dérision, ils se permettent de satisfaire leurs besoins et de cracher dans les ciboires et les calices.

Ils se transportent chez les particuliers les plus riches, ils en exigent des contributions arbitraires, ils s'approprient les meubles, les bijoux qui flattent le plus leurs goûts rapaces.

Les contributions en argent se multiplient à l'infini. Sous la foi

---

(1) D'après *Th. Juste* (*Histoire de Belgique*), les Mémoires du général Dumouriez renferment les renseignements *les plus véridiques* sur la première occupation de la Belgique par les Français.

des traités les plus sacrés, ces peuples ont reçu les assignats français au taux de l'argent ; dans ces contributions frappées au sceau du brigandage le plus effréné, ils veulent offrir l'assignat : c'est de l'or qu'on leur demande et on les force à recevoir l'assignat au pair.

Tout est mis en réquisition par cette foule de commissaires savants dans l'art de dérober leurs escroqueries. Ils ne tiennent aucune note des objets saisis ; ceux qui étaient chargés de fournir des toiles pour l'armée s'emparent des mousselines et des dentelles, d'autres prennent indistinctement les souliers d'hommes et de femmes.

Danton et *Delacroix* pressuraient à la hâte les fortunes des habitants de la Belgique lors de la déroute de Dumouriez, tandis que d'autre part, leurs mains avides ramassaient la solde des défenseurs moissonnés par le fer ennemi.

Huguenin, président de la Commune en septembre, exerça ses rapines avec l'audace la plus caractérisée. Ce sans-culotte éhonté s'était réservé le lit de la Gouvernante des Pays-Bas pour son appartement de Paris. C'était là qu'il recevait les sans-culottes du faubourg Antoine, s'enivrant sans cesse avec de l'eau-de-vie dont il avait toujours une provision sur sa cheminée. L'un de ses francs sans-culottes lui témoigna la surprise de le voir logé avec une magnificence vraiment royale. Huguenin lui observa que tout ce qu'il voyait était destiné à être vendu au profit des sans-culottes. Huguenin avait fait conduire à Paris douze charriots chargés de meubles et de tableaux précieux dont une partie servit à décorer ses appartements. Le nommé Bezon se distinguait parmi ces voleurs ; on y voyait aussi plusieurs Belges dont beaucoup avaient eté flétris. Ils se confondirent parmi les patriotes opprimés.

Tous ces faux patriotes belges ont été par la suite chargés des fournitures les plus considérables de l'armée. L'agiotage et les dilapidations de tous genres ont acquis d'immenses richesses à plusieurs d'entre eux qui, par la suite, sont en partie devenus les ennemis les plus déclarés de la révolution.

C'est au milieu des ravages de ce ramas de scélérats de tous les pays que s'effectua la réunion de la Belgique à la France.

Les Belges portaient par goût des armes d'un travail précieux ; épées, fusils, tout est requis. On estime que les épées seules se montent à une somme de plus de 80,000 louis ; quant aux fusils, dits « de chasse », on en porte le nombre à cinquante mille, qui, l'un dans l'autre, étaient d'une valeur de quatre louis.

La plus infâme concussion s'exerça pour la levée des chevaux ; les plus beaux étaient requis chez les cultivateurs, qui ne les rachetaient qu'avec des sommes exhorbitantes.

Les perfides fournisseurs achetaient ensuite des haridelles pour le service de l'armée, qu'ils se procuraient à un prix modique de trois louis. Plus de soixante mille chevaux ont été l'objet d'un monopole affreux.

Les bœufs et les vaches étaient laissés aux habitants aisés, moyennant un prix assez haut. Mais cette nuée de commissaires qui se suivaient à la file, rentraient chez les particuliers qui avaient déjà contribué par la conservation de leurs bestiaux, et le propriétaire dépouillé peu à peu de son or, était à la fin obligé de les livrer.

Les blés, les fourrages destinés à l'armée, sont transportés au delà du Rhin et la plus effrayante famine attaque le citoyen et le soldat; les chevaux périssent d'inanition; l'armée de Sambre-et-Meuse manque tellement de pain, que plusieurs bataillons n'en eurent pendant un mois que douze livres pour chaque individu.

Quatre cents maisons des plus riches de Bruxelles, décorées de tableaux précieux et des plus riches meubles, ont été pillées. Plus de 20,000 maisons, dans la Belgique, ont été la proie de ces vampires. Les commissaires, à leur arrivée, s'emparaient de tout ce qui leur convenait; ils se distribuaient dans les appartements les plus somptueux.

L'hôtel et le lit du duc d'Arenberg furent occupés par eux; à leur sortie, tout avait disparu; ils s'étaient surtout attachés à la cave; elle renfermait 40,000 bouteilles de vin d'un grand prix. *Lefebvre*, de Nantes, était logé dans ce palais; ce proconsul fastueux n'admettait que des grenadiers pour sa garde. Tout en affectant l'insultante hauteur des princes, il avait épousé leurs mœurs. Des persécutions si multipliées et si révoltantes, étaient bien propres sans doute à terrifier les Belges; ils eurent à éprouver, outre les décrets révolutionnaires, une foule d'arrêtés, d'ordonnances, émanés des proconsuls et de différentes autorités contituées, qui remplissent douze énormes volumes (1).

Cependant, dit un contemporain, l'administration de l'armée de la Belgique était livrée aux plus affreuses dilapidations; la cupidité sordide des commissaires dévastateurs, aussi avides d'argent que dominateurs insolents dévora tout : on les vit fouler les Belges par des réquisitions sans mesure, qu'ils payaient en papier sans valeur; vexer par des arrestations arbitraires et sans nombre un peuple géné-

---

(1) *Cf. Dumouriez. Mémoires.*

Il faut ajouter à ce désolant tableau les otages : pères de famille, vieillards, femmes, enfants, envoyés à Lille et à Valenciennes par les proconsuls (*Th. Juste. Histoire de Belgique.*)

reux, que l'on voulait, disait-on, rendre libre. L'armée française, se trouvant dans le plus grand dénuement et sans subsistances, fut réduite à la dure nécessité de piller les paysans pour leur arracher un morceau de pain, tandis que l'avidité des commissaires, étalant le faste d'une opulence dûe à leurs vols, avait transporté dans la France tous les grains de la Flandre.

Le républicain Camus, dans son rapport à la Convention, disait *qu'on avait perdu dans la Belgique cent cinquante millions en fausses mesures et spoliations!* (1)

L'application du décret

Les commissaires nationaux se montrèrent en Belgique vers la fin de janvier et l'exécution du décret commença sur le champ. Partout les impositions furent abolies, les assignats eurent cours forcé, les propriétés du fisc, des établissements publics, des communautés ecclésiastiques et laïques furent mises sous séquestre, les caisses furent saisies, les biens publics de tous les Français émigrés et de tous les Belges expatriés furent vendus. Les administrations locales furent cassées en grand nombre.

Puis les commissaires de la Convention adressèrent au peuple belge une proclamation remplie de citations d'Isaïe et de réminiscences bibliques. Ils assuraient que tout rappelait en France les premiers siècles du catholicisme, et qu'on ne pouvait méconnaître la main du Tout Puissant dans les succès prodigieux de la République. Les Belges restèrent froids. Ce qu'ils avaient sous les yeux leur épargnait le souci d'essayer d'un gouvernement « tracassier, imbécile et scandaleux » (2).

La Réunion

Il fallut donc emporter les votes par la violence. Le 3 février, neuf commissaires nationaux s'assemblèrent à Bruxelles. Chacun devait déclarer par oui ou par non s'il croyait que la Belgique devait être réunie à la France. Thiébault fils réserva son vote (3). Tous les

---

(1) *Epoques et Faits mémorables de l'Histoire des Pays-Bas. Bruxelles J.-B. Dupon, 1828.*

(2) Expressions de Proli dans une lettre à Lebrun (5 janv. 1793), citée par M. A. Chuquet.

(3) Paul Thiébault avait été délégué par son père, commissaire à Tournai.

autres demandèrent la réunion : « *même par la force* » opina Chaussard (1). Et l'on employa la force. Partout les élections se firent en présence d'une petite armée qui alla de ville en ville.

Le 27 février 1793 la Convention reçut une lettre de ses commissaires dans la Belgique, annonçant que les habitants de Bruxelles avaient unanimement émis leur vœu de réunion à la République française; ce vœu, disaient-ils, a été accompagné de toutes les démonstrations de la satisfaction la plus vive (sic). Le peuple nous a envoyé une députation pour nous informer de cet heureux événement; nous les avons embrassés comme nos frères, et nous avons crié tous ensemble : vive la République française! vive les quatre-vingt-six départements! Le canon tire, les cloches se font entendre, toute la journée va se passer en fête, en réjouissances, en plaisirs, de toute espèce, pour célébrer cette union fraternelle. La « Réunion » s'opéra partie par partie. Le 1^er^ mars 1793, sur la proposition de Carnot, au nom du Comité diplomatique il fut décrété que Bruxelles et sa banlieue feraient partie intégrante de la République française. Le même jour, des députés de Gand sollicitèrent une faveur semblable. Le 2 mars, le Hainaut fut réuni sous le nom de département de Jemappes, ainsi que les communes de pays de Franchimont, Stavelot et Logue, la principauté de Salm et la ville de Gand. *(Dumouriez. Mémoires.)*

C'est ainsi qu'à la fin du mois de février 1793, conclut M. Chuquet, les Pays-Bas, maltraités, poussés à bout, annexés en dépit d'eux-mêmes, devenaient un foyer de haine contre la France. Le sol se minait sous les pas de cette armée que le peuple avait saluée avec transport et nommée la libératrice des nations. Les *Carmagnoles*, naguère accueillis comme des frères, ne semblaient plus aux Belges que des étrangers et des oppresseurs. « Les Français, a dit un contemporain, étaient attendus et désirés avec une sorte d'impatience, ils n'étaient pas sitôt arrivés dans un endroit qu'on en était las; la joie était convertie en tristesse et les acclamations en un morne silence. Sauveur Chénier regardait les Belges comme « nos plus ardents ennemis » et n'attendait d'eux que des trahisons. Déjà les figues ou partisans de l'Autriche se préparaient à prendre la cocarde noire. Une proclamation de la Cour de Vienne, sollicitée par des membres des Etats promettait aux habitants des dix provinces une amnistie complète, le rétablissement de leur constitution dans toute sa pureté telle

---

(1) Chaussard avait ajouté : « On m'oppose (contre la réunion) le vœu du peuple; le vœu d'un peuple enfant ou imbécile serait nul, parce qu'il stipulerait contre lui-même. » (*Mémoires historiques, etc., par Publicola-Chaussard. Op. cit.*)

qu'elle était sous l'empereur Charles VI, et comme gouverneur-général, l'archiduc Charles qui saurait gagner leur amour. « Le lion belgique insulté, criait un pamphlétaire aux Français, ne dormira pas toujours; une fuite honteuse, une déroute sanglante seront le prix de votre impolitique inouïe ! » (1)

Impolitique inouïe! En vérité, conclut Dumouriez, Cambon avait espéré retrouver la dépense de cette guerre dans cette spoliation d'un pays ami, qui s'était donné et qu'on n'avait pas conquis. Cette criminelle et sordide avarice n'a produit à la France aucun bénéfice. l'a privée au contraire de 40,000 hommes et de 50 millions que les Belges voulaient nous donner, pour les aider à défendre leur liberté, et a fini par nous faire perdre ces belles provinces, où la Convention nationale et ses commissaires seront toujours en exécration (2).

Exaspération des Belges. — Pillage des Églises

La réunion n'avait pas adouci le sort de la Belgique ni calmé ses ressentiments. La population suivait d'un regard attentif les progrès de Dumouriez en Hollande, mais, comme disait Chaussard, elle restait de glace et l'esprit public était nul. De son côté Dumouriez gémissait autant que les Belges eux-mêmes de l'odieuse tyrannie qu'exerçait contre eux la Convention nationale et surtout les commissaires du pouvoir exécutif. La plupart se faisaient rendre les honneurs militaires et ne marchaient qu'accompagnés de gardes et d'ordonnances; ne se trouvant pas encore assez nombreux pour étendre leurs extorsions, ils se multiplaient eux-mêmes en donnant à d'autres misérables des commissions.

Voici trois petits faits relevés dans les Mémoires du général : En passant à Bruges, on avait donné un bal, auquel assista Dumouriez : un petit monsieur, qui dansait, vint l'aborder, en lui annonçant qu'il était commissaire du pouvoir exécutif, et qu'il se rendait à Ostende et Nieuport, pour faire monter des batteries et mettre ces deux places en état de défense. Le général lui dit très sévèrement de se renfermer dans ses fonctions civiles, de les exécuter très modérément et de ne pas du tout se mêler de la partie militaire.

Un autre, nommé Lieutaud, qui résidait à Ruremonde auprès du général La Marlière, écrivait une longue lettre à Dumouriez, dans laquelle il le tutoyait, et lui ordonnait d'abandonner toute autre entre-

---

(1) *A. Chuquet. Jemappes.*
(2) *Dumouriez. Mémoires*

prise pour marcher au secours de Ruremonde. Le général avait envoyé cette lettre au ministre Le Brun, se contentant seulement d'ajouter de sa main cette apostille : « Cette lettre devrait être datée de Charenton. »

Un troisième nommé Cochelet, qui résidait à Liége, ayant reçu la déclaration de guerre, décrétée le 1er février, avait pris un détachement s'était transporté sur le territoire hollandais, devant Maestricht, y avait proclamé la guerre, avait fait arracher les poteaux sur lesquels étaient les armes des Etats-Généraux, et avait pris possession de la Hollande au nom de la République française. Cette absurde parade avait donné le temps au gouverneur de Maestricht de faire rentrer ses fourrages et sa cavalerie, cantonnée dans le territoire hors de la ville, et que Miaczynski était sur le point d'enlever. Miranda, que cette démarche contrariait, ayant voulu le trouver mauvais, parce qu'il n'était pas prêt à opérer, Cochelet lui avait écrit une lettre insolente, dans laquelle il lui « ordonnait de prendre Maestricht avant le 20 février sans quoi il le dénoncerait comme traître », et il avait envoyé copie de cette lettre à la Convention, qui avait applaudi à cette « fermeté romaine ».

Revenons aux Belges. Dès que les commissaires apprirent l'échec d'Aix-la-Chapelle, ils demandèrent des renforts. N'avaient-ils pas annoncé que si les Français faisaient un seul pas en arrière, les Vêpres Siciliennes sonneraient dans toute la Belgique. Goguet, qui commandait en Belgique, prit le ton de la menace et déclara rudement aux administrateurs provisoires que beaucoup de leurs concitoyens étaient gangrenés, mais que « s'il se trouvait des assassins à Bruxelles, il s'y trouverait aussi des incendiaires. »

Un dernier acte acheva d'exaspérer les Belges. Les commissaires de la Convention chargèrent les agents du pouvoir exécutif de faire transporter à Lille, « pour la mettre à l'abri des événements » l'argenterie des communautés soumises au séquestre. La mesure ne s'appliquait ni aux églises paroissiales, ni aux objets nécessaires à la décence du culte divin; mais ces distinctions ne furent pas observées. On s'introduisit à force ouverte dans les temples, on crocheta les serrures, on emporta tout ce que l'on trouva et l'on détruisit ce qu'on ne put emporter. Les commissaires ne parlaient que de l'argenterie; on enleva les missels, les linges, les dentelles, le galon, les vêtements sacerdotaux. L'argenterie devait être transportée à la Monnaie; on la mit au pilon. Pas un administrateur n'assistait à l'opération, personne ne vérifiait les matières et les poids, ne dressait d'inventaire. Le pillage s'organisa, on vola, on vendit des pièces d'or-

fèvrerie du travail le plus précieux. Plusieurs militaires, mêmes des officiers, écrivait un agent français, sont en arrestation comme coupables ou complices de vols et autres excès; quelques-uns ont jusqu'à 40 ou 50 louis, produit de leur brigandage.

Pendant trois jours, le 6, le 7 et le 8 mars, Sainte-Gudule fut en proie aux sans-culottes du capitaine Hendrickx. Ils enfoncèrent les portes, brisèrent les châsses, dispersèrent les ossements des saints, violèrent les tombes, mirent les troncs à sec, enlevèrent les registres baptismaux. Les officiers se jetaient les hosties ou les foulaient aux pieds. Les soldats affublés de chapes et chantant d'obscènes chansons, formaient à travers la cathédrale une procession bouffonne (1).

L'assemblée des représentants provisoires dénonça ce sacrilège aux commissaires; les uns répondirent que « l'opération émanait d'une autorité supérieure » et qu'elle était « commandée par l'intérêt des deux peuples, formant désormais une seule famille »; les autres qu'ils « n'approuvaient pas les violences » et qu'ils avaient « renvoyé la plainte au commandant de place » (2).

Il était imposible de blesser plus profondément le peuple brabançon. Tout Bruxelles allait considérer avec horreur les dévastations de Sainte-Gudule et ces « profanations que n'oublieraient jamais les Belges dévots. » Déjà couraient par le pays des bruits merveilleux. Un Français qui portait les mains sur le tabernacle était tombé mort; un autre avait été, comme Héliodore, fustigé par des verges invisibles; à Hal, la Vierge avait de son regard terrassé les impies qui voulaient lui ravir ses joyaux.

Soulèvements partiels

Cette odieuse tyrannie finit par exaspérer les Belges, dit Th. Juste; quelques hommes hardis eurent bientôt organisé une vaste conjuration; ils répandirent des proclamations dans les campagnes

---

(1) Déjà les 23 et 25 février, l'église Sainte-Gudule avait été « visitée » par une tourbe hideuse, qu'il avait fallu refouler par la force. Chassés de l'église, les vandales coururent à la Grand'Place; les statues qui ornaient les maisons des métiers furent renversées, leurs tableaux coupés à coups de sabre ou enlevés, leurs riches mobiliers détruits ou volés, leurs papiers déchirés ou vendus au poids. Un officier qui voulut réprimer cette dévastation trop longtemps tolérée faillit être mis en pièces et la bande, ne voyant plus rien à détruire, alla danser la « Carmagnole » sous l'arbre de la liberté. (*Histoire de Bruxelles. Op. cit.*)

(2) *A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 78 et suiv.*

et les soulevèrent. Les patriotes se tinrent les mains depuis Wavre jusqu'à Grammont. Plus de 10,000 paysans s'étaient réunis dans cette dernière ville; ils s'enrégimentèrent sous des chefs habiles et se procurèrent des fusils et des canons (1). Déjà ils avaient emprisonné les commissaires de cette partie de la Belgique et battu des détachements de troupes françaises. Ces soulèvements partiels pouvaient se multiplier et s'étendre enfin dans toutes les provinces conquises. Or, l'armée républicaine, suffisant à peine pour résister aux Impériaux, ne pouvait pas se diviser pour faire une guerre de partisans, aussi cruelle qu'injuste, sur toute la surface du pays. Dumouriez résolut donc de sauver l'armée en se rattachant les Belges. A la dictature civile que s'arrogeaient les délégués du pouvoir exécutif, il opposa la dictature militaire (2).

Voici quelques détails sur cette première « guerre des paysans ». Nous les empruntons à M. A. Chuquet et aux documents inédits que nous avons pu réunir sur cette partie de l'histoire de Belgique (3).

Sur plusieurs points on courut aux armes, et, naïvement, les commissaires de la Convention s'étonnaient de ces « insurrections assez fortes » qui se produisaient mêmes dans des lieux où la réunion avait été votée. A Hal, à Nivelles, on brisa les scellés; à Alost, on arrêta une voiture chargée des objets du culte. A Tournai, on sonna le tocsin, on dépava les rues, on tira par les fenêtres sur les Français. Trois volontaires furent tués. Gonchon se vit arracher sa cocarde et dut se faire jour, le pistolet au poing, à travers la foule. O'Moran défendit de se réunir dans les rues et sur les places, et déclara qu'il ferait traduire les émeutiers devant une commission militaire et raser toute maison d'où partiraient des pierres ou des coups de feu. Jean-Charles Gottmann, lieutenant-colonel du régiment de Tournai est cité à ce propos dans ses états de services : Le 8 mai 1793, ayant carte blanche de M. le général O'Moran à Tournai, il y apaisa une grande révolte et fut proclamé premier citoyen de la ville par ce général.

A Soignies, au sortir de la messe, la foule se jeta sur la garnison française et la désarma. Il fallut envoyer de Mons un détachement pour étouffer l'émeute. Même troubles, même fermentation à Bruges et à Gand.

---

(1) Ce n'était là que le prélude de cette « Guerre des Paysans », qui éclata cinq ans plus tard avec une violence inouïe et ravagea le Brabant et la Campine pendant plusieurs semaines.

(2) *Th. Juste. Histoire de Belgique. T. 2.*

(3) *Archives admin. de la Guerre. Dossier de Gottmann et du 17e chasseurs.*

« Les prêtres et les moines, les antipeuples, écrivaient les commissaires nationaux, se montrent et lèvent la tête; les patriotes, en petit nombre, sont en danger. »

A Renaix « tout allait très mal et le bas peuple était en armes : qui oserait s'y montrer de la part des Français, y serait mis en pièces. »

A Namur, les députés Danton et Lacroix avaient envoyé le colonel Langlois auquel Chapuy, secrétaire d'état-major du comte d'Harville, décernait ce certificat « en deux jours de temps, par son patriotisme, sa célérité et la vigueur d'un vrai républicain, le colonel Langlois, par la disposition de la force armée placée avec intelligence, fit nombre d'arrestation des plus mutins, exportation *(sic)* de plusieurs prêtres français et produisit un si heureux changement que notre division fut entièrement tranquille jusqu'à l'évacuation de la Belgique » (1).

Les commandants priaient le ministre de la guerre d'envoyer 4 ou 5 bataillons à Ostende, à Nieuport, à Furnes; des rixes avaient eu lieu; les paysans tiraient sur les volontaires qui regagnaient leurs corps on prévoyait une insurrection dangereuse dès que le pays serait dégarni de troupes.

Le soulèvement le plus redoutable fut celui de Grammont. Alexandre Courtois quittait à peine la ville après avoir proclamé la « réunion », que les habitants se révolutionnaient au son du tocsin.

« Mange ton dernier morceau, avait dit le prieur de l'abbaye des Bernardins, à l'agent Lefèvre, demain tu verras beau jeu. » Trois mille paysans armés de fusils et de fourches entrèrent dans Grammont, au cri de Vive l'Empereur et au diable les Français! Ils arborèrent l'aigle autrichienne et abattirent l'arbre de la liberté. Les 50 volontaires qui gardaient Grammont résistèrent en vain; sept ou huit périrent, le reste déposa les armes. Lefèvre fut roué de coups; Charles de Mons blessé, traîné dans les rues, dut la vie à des particuliers charitables qui le transportèrent à l'hôpital. Deux détachements partirent de Gand et d'Alost pour réduire les insurgés; ils furent repoussés et perdirent leurs canons.

« Les torches de la haine, s'écriaient Gouget-Deslandres et Robert, sont partout secouées sur les Français, et les Belges font le coup de feu contre nos soldats! »

Bruxelles restait calme; mais un agent « y voyait se former des complots en tout genre. » La population se réjouissait ouvertement

---

(1) *Arch. Guerre. R. F. Documents inédits.*

de la défaite des Français et de leur prochain départ. Les commissaires nationaux, alarmés, prirent des mesures rigoureuses; ils ordonnèrent à tous les Bruxellois de livrer leurs armes sous peine d'être traités comme ennemis de la France. Ils arrêtèrent des otages, le duc d'Arenberg, le marquis de Carondelet, le fils du chancelier Crumpipen. Ils menacèrent la ville d'une exécution militaire. Déjà beaucoup d'habitants craignant le pillage, mettaient les volets aux fenêtres de leurs maisons. La crise, avouent les administrateurs de Bruxelles, était à son comble.

Quelques Français comprirent alors les fautes commises. « On a tout fait, écrivait Milon, pour s'aliéner une nation qu'il fallait s'attacher par des mesures sages et modérées. » Les correspondants du « *Batave* » mandaient à Paris que le peuple belge était « aigri par ses nobles et fanatisé par les prêtres »; mais, ajoutaient-ils, il est peu content des Français », et l'on aurait dû lui laisser provisoirement églises, couvents, abbayes jusqu'à la réunion d'une assemblée nationale.

Un correspondant du *Moniteur*, disait mieux encore :

« Ce n'est point par des menaces qu'on peut faire aimer la Révolution à ce peuple. Si le gouvernement français s'était mis tout simplement à la place du gouvernement autrichien, s'il se fût borné à inviter les Belges à se donner une représentation moins aristocratique ou qu'il les eût laissés libres dans leurs choix, cette liberté eût concilié tous les esprits; de bons écrits et le commerce avec vos troupes auraient à la fin francisé les Belges. »

Une circonstance aggravait encore le danger d'un soulèvement général : « Les commissaires, écrivait Dumouriez en 1794, avaient projeté de faire exprimer à chaque province son vœu pour la réunion à la France.

» Ils assemblaient le peuple dans les églises, sous aucune forme régulière. Le commissaire français, soutenu par le commandant militaire, par des soldats, par des clubistes français et belges, lisait l'acte d'accession, que souvent personne ne comprenait, non plus que sa harangue. Les assistants signaient cet acte, la plupart en tremblant; on imprimait ces pièces, et on les envoyait à la Convention, qui, sur le champ, créait un département de plus. » *(Mém. de Dumouriez, p. 36. t. II).*

Retour de Dumouriez

« Dumouriez rentrait en Belgique, aigri par ses déceptions et ses mécomptes. L'orage qui grondait au fond de son cœur, se déchargea

sur les commissaires nationaux qu'il accusait d'ajouter les embarras d'une révolte belgique au péril de l'invasion autrichienne.

Cette fois il ne garda aucune mesure. Il sait qu'en lui repose l'espérance de l'armée et qu'il est seul capable de sauver la chose publique; il peut donc tout entreprendre, tout braver impunément.

« Un motif, écrivait-il à Miranda, m'engage à partir; c'est de rassurer les Belges et de les ramener à nous par la confiance qu'ils ont en moi et surtout en diminuant la tyrannie et les injustices qu'ils ont éprouvées jusqu'à présent. Mon parti est pris à cet égard, quelque chose qu'en puissent dire Cambon et ses satellites. »

Les mesures envers les Commissaires nationaux

« Il était le 10 mars à Anvers. Il y trouve des commissaires nationaux, Publicola Chaussard, Tronquet-Saint-Michel, Dupré.

Chaussard allait envoyer l'évêque Nelis à la citadelle de Liége et casser l'administration provisoire; il évangélisait sur les places. Aux estaminets, au théatre, surtout au club dont il voulait « ressusciter l'énergie »; il couvrait les murs d'affiches instructives; il chantait dans les endroits publics des chants civiques et des hymnes à la liberté.

Mais Dumouriez avait contre lui d'autres griefs : Chaussard jetait « l'alarme et la haine », proposait d'appeler les sans-culottes bruxellois et de promener *des têtes sur des piques*.

Il ordonna que Chaussard et ses collègues se rendraient aussitôt à Bruxelles, où « le salut de la République l'obligeait à rassembler tous les commissaires du pouvoir exécutif. »

Indigné de cette lettre de cachet, de ce « *fetfa* » (1), Chaussard court chez Dumouriez : « *Citoyen*, dit-il au général, *cet écrit est-il de vous? — Oui, Monsieur, et je vous engage à vous y conformer. — Citoyen, un agent de l'autorité militaire ne doit pas écrire ainsi à un agent de l'autorité civile. — Qui êtes-vous, Monsieur? — J'exerce une magistrature républicaine, je suis tribun du peuple et je ferais arrêter César. — Je sais, en effet, que vous vous nommez Publicola. — Prenez garde qu'un jour je ne mérite ce nom. — Monsieur, vous aurez la bonté de vous conformer à l'ordre que j'ai donné. — Vous ne devez point parler en vizir à un citoyen français. — Je ne suis pas plus vizir que vous n'êtes Publicola; je suis le premier de tous les agents*

---

(1) Chaussard, dit Arth. Chuquet, a pris le mot « fetfa » au Charles XII de Voltaire.

du pouvoir exécutif et, s'il le faut, je prendrai la dictature de la Belgique. — Je doute qu'on vous la donne; en tous les cas, vous assumez une responsabilité terrible. — J'accepte cette responsabilité, je sauverai la République et je rendrai compte de ma conduite. — Eh bien, je pars, mais pour vous dénoncer ! »

Dumouriez ne se contente pas d'expulser Chaussard. Il confie aux administrateurs provisoires d'Anvers les fonctions des commissaires nationaux et défend aux Jacobins de « se mêler en rien dans les affaires d'administration soit civile soit militaire ». N'est-il pas temps d'arrêter les désordres et les rixes qu'occasionnent les motions incendiaires ? »

Il vole à Bruxelles. Moreton, le jacobin Moreton qu'il avait remplacé par Duval, est encore dans la ville; il a prié Duval de le garder et juré de servir fidèlement sous ses ordres; il a reçu des commissaires de la Convention l'autorisation de rester à Bruxelles. Dumouriez ordonne à son ancien chef d'état-major de partir dans deux heures et de prendre le commandement de Douai.

« Ce Moreton, nous apprend Dumouriez, avait commis des excès de toutes espèces; sur les plaintes en tous genres qu'il avait reçues, le général en chef lui avait ôté le commandement; il l'avait remplacé par le général Duval, excellent officier, que sa santé seule empêchait d'être à l'armée; il y avait servi l'année précédente avec beaucoup de gloire et d'utilité. Il était rempli de vertus civiles, citoyen éclairé, et parfaitement choisi pour faire oublier le gouvernement tyrannique de Moreton, qui, après avoir refusé d'obéir, était enfin parti, sur un ordre du ministre, pour aller commander à Douai, où il a fait encore bien du mal, avant de mourir. » *(Mém. t. II, p. 41, Londres, 1794.)*

Chépy, peu de jours avant l'arrivée du général Dumouriez, avait pressé le général Duval de faire couper des têtes; il menaçait de mettre Bruxelles à feu et à sang; il avait fait arrêter plusieurs personnes riches et les avait envoyées dans les citadelles des départements du Nord. Le général fit arrêter Chépy et l'envoya à Paris, conduit par la maréchaussée.

Il casse la légion des sans-culottes créée par le général Moreton, composée de la plus vile canaille », ajoute Dumouriez, « et envoie le soi-disant général Estienne à la prison de la porte de Hal. Puis il se rend à la séance des administrateurs provisoires et leur annonce qu'il vient réparer les fautes et punir les crimes, rétablir dans leurs fonctions les magistrats élus par le peuple, relâcher les citoyens arbitrairement arrêtés ou saisis à titre d'otages. Il leur promet de défendre les Brabançons contre l'injustice, comme il les a défendus contre les baïon-

nettes ennemies; mais il les prie de revenir de leurs préventions, de traiter les Français en amis et se tournant vers des Belges qui pleurent de reconnaissance, vers ses propres soldats : « Reprenons nos vertus, montrons que nous ne sommes ni des brigands ni des profanateurs, et je vous réponds de nouveaux succès. »

(Extrait du procès-verbal de la séance des Représentants provisoires du 11 mars 1793, p. 5-7).

Proclamations

Avant de quitter la ville, il lança trois proclamations.

La première, flétrissait la conduite des commissaires nationaux leur « avarice », leur « indiscrétion sacrilège »; il fallait montrer que la justice et la droiture étaient le caractère essentiel de la nation française, et le général ordonnait à tous les administrateurs et aux commandants militaires de restituer aux églises leur argenterie.

Dans la deuxième proclamation, il invitait tous les corps administratifs à dresser des plaintes appuyées de procès-verbaux, contre les « vexations tyranniques » de plusieurs commissaires nationaux. Mais il comptait que le peuple belge reviendrait aux sentiments de fraternité, et il menaçait de raser ou de brûler toute ville, tout village qui « se permettrait des rassemblements » contre ses troupes. L'armée française était-elle coupable des crimes de quelques particuliers?

La troisième proclamation était dirigée contre les clubistes. Les sociétés patriotiques, disait Dumouriez, ne doivent servir qu'à l'instruction des peuples ou aux actes de bienfaisance et de fraternité. Il leur défendait donc de s'immiscer dans les affaires publiques. Autrement il ferait fermer le lieu de leurs séances et rendrait personnellement responsable leur président et leur secrétaire.

Les Jacobins étaient outrés. Chépy protestait contre son arrestation; il prétendait qu'il s'était contenté de « porter le pain de l'instruction sous le chaume », de découvrir de « son œil indagateur » les besoins de l'armée, « d'éclairer la religion du Conseil exécutif » et qu'il continuerait à « s'envelopper dans sa conscience » (1).

« Dumouriez savait bien que tout ce qu'il faisait exciterait contre lui les Jacobins et la Convention; mais, dit-il, les maux étaient si graves, les injures si cruelles, le danger de vengeances si pressant, qu'il jugea qu'il n'y avait plus de ménagements à garder. »

---

(1) Compte rendu par Chépy à ses concitoyens, 1793, p. 56. Chépy était à Paris le 14 mars 1793 et fut entendu le lendemain par le Conseil exécutif.

Apaisement des Belges

Mais l'agent Milon applaudissait aux actes de Dumouriez. « Il n'y a, mandait-il, qu'un cri contre la conduite des commissaires, et l'on aura beaucoup de peine à réparer les maux qu'ils ont causés. » Deshacquets assurait que les mesures de Dumouriez avaient « produit le meilleur effet » et qu'elles étaient « peut-être indispensables ». Un autre y voyait « une légère teinte de despotisme que l'on reprochait à La Fayette », mais, si le procédé était un peu irrégulier, ne devait-on pas approuver le résultat?

Les commissaires eux-mêmes n'osaient blâmer Dumouriez. Chépy, disaient Gouget-Deslandres et Robert, n'était qu'une « victime sacrifiée à l'intérêt de son pays. » Ne fallait-il pas obtenir la paix dans l'intérieur pour battre l'ennemi ? Dumouriez battra l'ennemi, et s'il déclare, après le triomphe, qu'il a violé les lois, « il sera grand, grand comme la République », et il méritera que la République qu'il aura sauvée, « oublie ses torts et l'illégalité de sa conduite » (1).

Déjà la confiance renaissait. « *Voilà ce que peut un homme*, écrivait-on de Bruxelles, *ce cher Dumouriez a rétabli l'ordre!* » Une proclamation de Duval annonçait à la garnison l'arrivée du général et le retour de la fortune : « *Il se rend à la grande armée, il la commande en personne, il va la conduire à de nouvelles victoires* » et les soldats agitaient leurs chapeaux en signe d'allégresse. Les Belges s'apaisaient (2).

Les insurgés de Grammont se dispersaient et annonçaient au commandant de Gand qu'ils faisaient leur soumission. « *Si Dumouriez*

---

(1) Gouget et Robert à Lebrun, 14 mars 1793. (A. G.). Les commissaires de la Convention reconnaissent dans leur rapport que Dumouriez aurait dû prendre des « voies plus légales », mais qu'il atteignit son but et apaisa les mouvements hostiles. (2e rapport, 140.) *Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez.*

(2) Duval écrivait le 12 mars au ministre de la guerre :

« Je vous rends compte, citoyen ministre, de mes opérations relativement aux ordres que le général en chef Dumouriez a donnés à son passage à Bruxelles. Leur exécution aura lieu dans l'étendue de mon commandement et comme ils ont pour but de calmer la fermentation qui se manifestait de toutes parts, j'espère que je n'aurai plus à vous rendre compte des mêmes désordres. Je joins ici des exemplaires des différents ordres et proclamations que le général Dumouriez a fait imprimer, concernant la restitution des effets appartenant aux églises, les mesures contre les rassemblements séditieux, la police des clubs, la suppression de la légion dite des sans-culottes de Bruxelles... » (*Arch. Guerre. R. F.*)

est forcé de se retirer, observait un correspondant du « Moniteur », *il aura un peu réconcilié les esprits à la nation française* et peut-être *provoqué l'immobilité des habitants.* »

Entrevue de Louvain. — La lettre du 12 mars

Le 11 au soir, Dumouriez arrivait au camp de Louvain. Les commissaires de la Convention lui reprochèrent ses ordonnances (1). Pourquoi se mêlait-il des affaires civiles? Pourquoi rendre les vases des églises? Comment restituer une argenterie déjà brisée et entassée dans des coffres? « Puisqu'on a la matière, répondit Dumouriez, rien n'est si aisé que de refaire les objets; il en coûtera la façon. »

Les commissaires s'exprimaient avec ménagement, et, comme dit Camus, avec la prudence la plus réservée. Ils savaient que Dumouriez était indispensable et reconnaissaient que la « cause de la liberté lui avait de grandes obligations. » Ils avouaient même que ses mesures « ramèneraient le calme ». Mais enfin, n'avait-il pas outrepassé ses pouvoirs et donné, par ses derniers actes « une grande puissance aux ennemis de l'intérieur? » Le général répliqua qu'il venait d'écrire à la Convention tout ce qu'il avait sur le cœur, il lut aux commissaires sa fameuse lettre connue sous le nom de lettre du 12 mars et dont voici le passage principal :

« On a fait éprouver aux Belges tous les genres de vexations; on a violé à leur égard les droits sacrés de la liberté, on a insulté avec impudence leurs opinions religieuses, on a profané, par un brigandage très peu lucratif l'instrument de leur culte, on vous a menti sur leur caractère et sur leurs intentions : on a opéré la réunion du Hainaut à coups de sabre et de fusil; celle de Bruxelles a été faite par une vingtaine d'hommes qui ne pouvaient trouver d'existence que dans le trouble et par quelques hommes de sang qu'on a rassemblés pour intimider les citoyens. Parcourez l'histoire des Pays-Bas, vous trouverez que le peuple de la Belgique est bon, franc, brave et impatient du joug. Le duc d'Albe, le plus cruel des satellites de Philippe III, en a fait périr dix-huit mille par la main des bourreaux. Les Belges se sont vengés par trente ans de guerre civile, et leur attachement à la religion de leurs pères a pu seul les faire rentrer sous le joug espagnol.

---

(1) Il y a eu deux entrevues à Louvain entre les commissaires et le général; l'une, le soir du 11 mars, à laquelle assistaient Camus et Treilhard; l'autre, trois jours après, le 14 mars, où furent présents Camus, Treilhard, Gossuin et Merlin de Douai.

(*A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez.*)

Vos finances étaient épuisées lorsque nous sommes entrés dans la Belgique; votre numéraire avait disparu ou s'achetait au poids de l'or. Cambon n'a plus vu de remède que dans la possession des richesses de cette fertile contrée. Il vous a proposé le fatal décret du 15 décembre, et vous avez chargé vos commissaires de tenir la main à son exécution; le choix en a été très mauvais, et à l'exception de quelques gens honnêtes, la plupart sont ou des insensés, ou des tyrans, ou des hommes sans réflexion, qu'un zèle brutal a conduit toujours au delà de leurs fonctions... Les agents de la tyrannie ont été répandus sur la surface entière de la Belgique; les commandants militaires, par obéissance au décret, ont été obligés d'employer sur les réquisitions, les forces qui leur étaient confiées, ces exacteurs ont achevé d'exaspérer l'âme des Belges; c'est au moment de nos revers que nos agents ont déployé le plus d'injustice et de violence... Vous avez été trompés sur la réunion à la France de plusieurs parties de la Belgique. Vous l'avez crue volontaire, parce qu'on vous a menti. Dès lors, vous avez cru pouvoir enlever le superflu de l'argenterie des églises, pour subvenir, sans doute, aux frais de la guerre. Vous regardiez dès lors les Belges comme Français...

Les prêtres et les moines ont profité de cet acte imprudent et ils nous ont regardé comme des brigands qui fuient et partout les communautés des villages s'arment contre nous. Ce n'est point ici une guerre d'aristocratie, car notre révolution favorise les habitants des campagnes, ceux-ci cependant s'arment contre nous, et le tocsin sonne de toutes parts. C'est pour eux une guerre sacrée; c'est pour nous une guerre criminelle... Représentants de la nation, j'invoque les principes sacrés expliqués dans la déclaration des droits de l'homme et j'attends avec impatience votre décision... »

En entendant ce réquisitoire, les commissaires accusèrent Dumouriez de « jouer au César ». — « C'est une calomnie, répondit le général, mais qu'on m'attaque et je me défendrai. » — « Si vous étiez César, lui dit Camus, je serais Brutus. » — Mon cher Camus, répondit Dumouriez, je ne suis pas César, vous n'êtes pas Brutus, et la menace de mourir de votre main est pour moi un brevet d'immortalité! » Le général savait Camus très dévot. Il ajouta : « Allez voir à Sainte-Gudule les hosties foulées aux pieds, dispersées sur le pavé de l'église, les tabernacles, les confessionnaux brisés, les tableaux en lambeaux; trouvez un moyen de justifier ces profanations, et voyez s'il y a un autre moyen à prendre que de restituer l'argenterie et de punir exemplairement les satellites qui ont aussi criminellement exécuté vos ordres. Si la Convention applaudit à de tels crimes,

si elle ne s'en offense pas, ne les punit pas, tant pis pour elle et pour ma malheureuse patrie. Sachez que s'il fallait commettre un crime pour la sauver, je ne le commettrais pas. Mais dans ce cas-ci, les crimes atroces qu'on s'est permis, tournent contre la France, et je la sers en cherchant à les effacer. »

Dans les premiers Mémoires que Dumouriez publia à Londres en 1794, au lendemain de la défection, il s'exprime dans les termes suivants au sujet de la fameuse lettre qui lui fut si amèrement reprochée plus tard :

« Il écrivit le 12 mars, une lettre à la Convention qui parut si terriblement vraie que le président et le comité auquel elle fut renvoyée, n'osèrent pas la faire lire à la tribune. Une copie de cette lettre se glissa dans le public; elle fut imprimée à Anvers. Dans cette lettre, le général annonçait tout ce qu'il avait été forcé de faire pour sauver la Belgique et l'armée et il renvoyait pour les détails, au compte qu'en rendrait le ministre, à qui il envoya toutes les pièces, en lui prescrivant de les produire hardiment et sans ménagement à la Convention. Les commissaires, après trois ou quatre heures de conférence, partirent la même nuit pour Bruxelles; Camus fut fidèle à sa promesse, il rendit compte avec tout le fiel d'un homme faux et méchant et dès lors, il devint l'ennemi juré du général, qui ne s'occupa plus que des moyens de se tirer du mauvais pas où l'avaient engagé les fautes de ses lieutenants et le désordre d'une armée désorganisée qui n'avait plus le même esprit que pendant la compagne précédente. »

CHAPITRE VIII

L'Armée belge 1792-1794

L'armée belge. — Le comité bruxellois. — Les généraux et les chefs de brigade. — Nomination des officiers. — Recrutement. — Solde. — Equipement. — Les régiments et bataillons d'infanterie. — La cavalerie. — L'artillerie. — Le corps du génie.

L'armée belge qui devait, d'après les plans de Dumouriez, compter au moins 40,000 hommes, dit M. Arthur Chuquet (1), commençait à s'organiser. Un comité militaire existait à Bruxelles. Il avait Rosières pour président et d'Aubremé pour secrétaire; il distribuait les grades : Rosières devenait lieutenant-général, Kermorvan maréchal de camp, Lescuyer major général de la cavalerie. Dumouriez engageait les provinces à créer pareillement des comités militaires qui enverraient des députés au comité central de Bruxelles pour régler un système de recrutement. Déjà Malou-Riga, administrateur d'Ypres qu'il avait nommé commissaire des guerres, promettait de lui mener un bon régiment, celui de West-Flandre, à la prochaine campagne. Déjà se formaient, sous le commandement des colonels de Neck et de Bonne d'Abonval des régiments de cavalerie. Bruges levait un régiment commandé par François de Serret. Le futur général Osten, alors lieutenant-colonel du 1er bataillon des chasseurs de Gand proposait de réunir 12,700 hommes en trois légions, chacune de trois

(1) *Cf. A. Chuquet. Jemappes. Op. cit.*

bataillons à 8 compagnies à pied avec deux escadrons de cavalerie et une compagnie d'artillerie (1).

Mais le comité de Bruxelles manquait de fonds et Rosières et Kermorvan ne purent obtenir de la Convention un décret d'urgence qui mît à leur disposition une somme de 60,000 francs nécessaires à la levée et à l'entretien de l'armée belge. Les provinces refusèrent de reconnaître le comité central. Chacune voulait avoir son comité militaire indépendant, voulait avoir son régiment. Chacune créa des officiers et ne recruta pas. Enfin le 15 décembre, un décret ôta toute ressource aux administrateurs. L'armée des Pays-Bas n'exista donc que sur le papier. Le régiment de Bruges trouvait encore au 11 février « beaucoup d'entraves et de lenteurs ». Le régiment de Namur ne commençait à se former que dans la dernière quinzaine du mois de mars 1793. Sept bataillons belges campaient avec l'avant-garde sur les bords de la Roer. Ils avaient tous leurs officiers et leurs états-majors au complet, mais ils ne montaient pas à plus de 1,300 hommes, et, assure La Noue, ils servaient fort mal.

***

Nous reviendrons bientôt sur cette appréciation à laquelle nous opposerons une foule de témoignages des plus flatteurs pour nos soldats. Qu'il nous soit permis avant tout d'ouvrir une parenthèse bien nécessaire.

L'aperçu donné par le savant auteur des « Guerres de la Révolution », ne manque pas d'exactitude, mais il demande quelques amplifications, indispensables à notre humble avis, pour pouvoir juger avec impartialité.

Cet aperçu nous servira donc seulement d'introduction à l'étude que nous avons entreprise sur les troupes belges de 1792-1794 et pour laquelle nous ne nous sommes servi, à deux pages près, que de documents inédits. Nous ne saurions trop répéter, cependant, qu'il se trouvera bien des lacunes, bien des obscurités encore dans ce chapitre, et comment pourrait-il en être autrement? Est-il nécessaire de faire remarquer que, jusqu'à présent, nous avons vécu, pour ainsi dire, sur les mêmes noms, sur les mêmes faits reproduits fidèlement

---

(1) Le 11 décembre 1792, les citoyens C. Hopsomer et J.-B. Goethals firent rapport à l'assemblée des représentants gantois que Dumouriez les avait engagés à lever en Flandre un corps d'armée de 12,000 hommes, divisé en trois légions. Les officiers de ce corps seraient nommés par la Convention. *(Prosper Claeys. Mémorial de la ville de Gand.)*

par tous les historiens? et que, pour la période qui s'étend de la Révolution brabançonne à l'Empire, on ne s'est guère occupé que des Belges au service de l'Autriche? Il semblerait vraiment que tout ce qui touche à la grande Révolution exhale un relent de jacobinisme et de sans-culottisme à faire frémir, tant on effleure légèrement ce chapitre de notre histoire militaire. Tout semble dit quand on a montré Dumonceau escaladant « *les formidables positions de Carillon (ou de Carignan)* » et Jardon combattant nos paysans révoltés. On se hâte de masquer sous l'énumération des titres et des honneurs la modestie souvent misérable des débuts de ces trois ou quatre généraux qui forment le critérium archi-usé de nos « fastes » guerriers.

On cache avec soin l'extrait de naissance de notre armée, qu'il est évidemment plus flatteur pour notre amour-propre de montrer avec cette date « *1830* » qu'avec cette autre, trop bonnet rouge « *An II* ».

Nous avouons ne pas comprendre ces effarouchements. Les belles traditions militaires que nos généraux et nos officiers supérieurs de 1830 apportèrent dans la nouvelle armée belge, ils les tenaient, non seulement de leur stage dans les armées impériales, récemment dispersées, mais aussi de leur passage dans les cohortes républicaines, et, quoiqu'on ait pu dire ou écrire, ils se montraient fiers d'avoir servi sous les Dumouriez, les Moreau, les Kléber, les Jourdan, les Bonaparte, etc., tout comme le bon roi Louis-Philippe s'émouvait au souvenir de Jemappes et se prenait à fredonner — en sourdine — la Marseillaise!

Le Comité bruxellois, les généraux et les chefs de brigade

Nous savons qu'il existait un Comité militaire à Bruxelles avant le 15 novembre (1), mais son histoire est encore à faire. De quels membres était-il composé avant cette date, quelle était l'étendue de ses pouvoirs, comment se les était-il arrogés, quel était son plan? Autant de questions non encore résolues. Assurément, il travaillait dans l'ombre, mais ce n'était pas sous le couvert de la Société des « Amis du Bien Public » qui avait cessé depuis longtemps de se réunir et dont le président, Walkiers, était même allé s'établir à Paris. Les chefs du parti statiste étaient en Hollande, impopulaires. Vonck

---

(1) Nous avons relevé des nominations faites par ce comité dans le courant du mois d'octobre 1792.

Il s'intitula : *Comité Militaire Belgique et Liégeois Unis.*

restait à Lille, se méfiant des promesses du gouvernement autrichien. Van der Mersch était mort le 14 septembre 1792. Ce n'est donc pas du côté des chefs de la Révolution qu'il faut chercher la solution de cette petite énigme...

Quoi qu'il en soit, le comité militaire de Bruxelles remplaça dès le 15 novembre le comité révolutionnaire de Lille. Ce fut lui qui jeta les bases d'une organisation militaire de la Belgique, mais un mois s'était à peine écoulé que la France prenait chez nous la direction de toutes les affaires, militaires et autres.

Le premier soin du comité bruxellois fut de nommer un lieutenant général commandant en chef les Belges et Liégeois unis. Le *comte de Rosières* était tout indiqué pour remplir ces fonctions. Il y ajouta celle de président du Comité, mais il ne règna pas longtemps. Bien que son grade de général de division eût d'abord été ratifié par le gouvernement français (7 mars 1793) il ne fut pas compris dans l'organisation des états-majors du 15 mai 1793 et cessa ses fonctions le 1er juin suivant. Incarcéré pendant la Terreur, puis retraité le 13 février 1795, il mourut à Paris le 8 juin 1808.

Le membre plus marquant du nouveau Comité était certainement l'ingénieur *Fisco* « général-major du corps du génie des Armées de la République belgique, » officier du plus haut mérite et sur le compte duquel nous aurons à revenir. Le Wurtembergeois *Mylius* était « général-major directeur de l'artillerie. »

Quant aux généraux *Kermorvan* et *Lescuyer* qui devaient occuper le premier, les fonctions de maréchal de camp, le second, celles de major-général de la cavalerie, leur rôle paraît avoir été absolument nul, car dans un dossier de pièces concernant exclusivement les troupes belges en 1792 et 1793, dossier qui forme plusieurs gros in-folios, on ne trouve pas une seule fois leurs noms.

Le Comité de Lille avait déplu en s'arrogeant une autorité qui ne lui venait pas de la nation; le comité bruxellois ne rencontra pas plus de faveur. On lui reprochait de favoriser des officiers qui n'avaient pas émigré à la suite de la Révolution brabançonne, on le taxait de négligence. Dumouriez va plus loin : « Jusqu'alors, dit-il dans ses mémoires, les provinces belges avaient projeté ou exécuté arbitrairement les levées de légions, de régiments, de corps inégaux surchargés d'officiers, qu'on payait sur la bonne foi d'un comité belgique, *très ignorant, très fripon, gouverné par un général Rosières, ancien officier français sans mérite ni talents* » (sic).

Dumouriez espéra qu'un acte de vigueur rétablirait l'ordre. En conséquence d'un décret rendu par la Convention, qui mettait tou-

tes ces troupes à la solde de la France, il remit à Thouvenot, nommé inspecteur général de l'Armée belge, une instruction pour une levée de 25 bataillons belges à 800 hommes chacun. Petitjean fut chargé de leur habillement, de leur armement, de leurs revues et de leur solde.

Dumouriez connaissait parfaitement les Belges. En 1790, il avait inspecté l'armée des patriotes brabançons, il avait soumis aux Etats un plan complet d'organisation. Plus récemment encore, il avait vu combattre sous ses yeux, en Champagne et en Belgique, les bataillons de la Légion des Belges et des Liégeois ; il savait enfin, par Maret, les ressources sur lesquelles il pouvait compter. Nous avons dit autre part à quel usage il réservait cette armée : elle devait être le soutien de la jeune république belge et coopérer au renversement du pouvoir tyrannique des jacobins.

Le destin en décida autrement...

A l'exception de *Rosières*, *Fisco* et *Mylius*, on ne conféra pas d'emplois de général pour les troupes belges. Les différents corps furent bientôt répartis dans les divisions françaises. Dumouriez avait bien donné au colonel *Osten* le grade de commandant en chef des Légions belges et liégeoises (1) (peut-être en haine de Rosières), mais le commandement d'*Osten* se réduisit aux trois bataillons de chasseurs de Gand; de même, le colonel *Richtersleben* fut placé à la tête de la brigade des chasseurs de Jemappes, et *Lahure* commandant la Légion belge le 9 janvier 1793, (2) n'eut sous ses ordres qu'un bataillon.

Nominations des officiers, recrutement, solde, équipement

La loi du 7 mars 1793 ne reconnaissant pas les officiers belges qui n'avaient pas de Commission antérieure au 26 janvier précédent (3), un grand nombre d'entre eux, nommés par le Comité militaire de Bruxelles, se trouvèrent frustrés. Leurs plaintes, leurs protestations, l'exposé de leurs services constituent un énorme dossier qu'il nous a été donné de feuilleter et qui, joint aux états de revues et à quelques listes nominatives, permettent de se faire une idée assez complète sur notre organisation militaire de 1792-1793.

Le nombre de plaintes et de réclamations était « infini », pour

---

(1) En date du 28 février 1793. (*Arch. Guerre. R. F.*)

(2) *Général baron Lahure. Souvenirs militaires. Paris 1895.*

(3) *Le décret du 26 janvier* prescrivait, on s'en souvient, que les Légions belges et liégeoises feraient partie provisoirement des armées de la République et qu'elles seraient soldées de la même manière.

nous servir d'une expression du général Dumonceau, alors chef du 1er bataillon belge. Dumonceau explique comme quoi la bonne foi des Belges fut trompée. Voici ce qu'il écrit à Xavier Audouin (1), adjoint du ministre de la guerre, de concert avec les administrateurs de son bataillon : « ...la France, dans son décret du 26 (janvier 1793), en nous assimilant aux troupes de la République, n'a pas dit que nous ne jouirions pas des mêmes droits que ses troupes... » Il est de fait que les Légions devenant françaises et ayant nommé elles-mêmes leurs officiers, comme c'était la règle dans les corps de volontaires français, rien ne les en différenciait plus, après le 26 janvier — que le mot *provisoirement*, employé dans le décret. Ce mot malencontreux demeurait suspendu comme une épée de Damoclès sur la tête de nos braves officiers.

La Convention invoqua pour expliquer son refus de ratifier les brevets, le nombre trop minime de soldats pour une si grande quantité d'officiers. Elle n'alla pas rechercher l'origine des abus qui devaient immanquablement se glisser dans l'armée comme dans toute autre institution à une époque où le chaos et l'anarchie régnaient partout. Le chef de bataillon Royer, du 1er bataillon des Chasseurs de Jemappes, ne demandait-il pas qu'on l'employât ailleurs, ce bataillon possédant déjà deux officiers supérieurs (le colonel Laruelle et le chef de bataillon Isaac) contre un nombre insuffisant de soldats? (2)

Le Conseil exécutif n'avait-il pas sous les yeux les « revues » passées par les Commissaires? (3)

Le ministre de la guerre ne fut pas toujours responsable de la

---

(1) *François-Xavier Audouin*, né à Limoges en 1765, était vicaire dans cette ville lorsqu'éclata la Révolution. Ayant abandonné la soutane, il devint, en 1792, membre du Conseil de la Commune de Paris, puis commissaire en Vendée et enfin secrétaire-adjoint à 19,000 livres d'appointements du ministre de la guerre Pache, dont il épousa la fille, Marie-Sylvie, âgée de seize ans (15 janvier 1793). Audouin remplit les mêmes fonctions auprès du ministre Bouchotte et fut traduit avec lui devant le tribunal criminel d'Eure-et-Loir, mais l'accusation n'eut pas de suite. Sous le Consulat, Audouin fut nommé secrétaire du département des Forêts. Au retour des Bourbons, on le retrouve royaliste ardent... mais son beau-frère, Jean Pache, frayait bien avec la noblesse et se faisait appeler le baron Jean. Il était chevalier de Saint-Louis! Xavier Audouin mourut en 1837. Il a publié un assez grand nombre d'écrits : Du Commerce maritime — Réflexions sur l'Armement en course — Histoire de l'Administration de la Guerre, etc., etc.

(2) *Le chef de bataillon de Jemappes (Rouyer) au ministre de la guerre. Anvers, 18 juin 1793, l'an II de la République une et indivisible.*

(3) Il est vrai qu'à cette époque les bataillons français étaient souvent réduits eux-mêmes à leurs cadres et nul ne songeait à les supprimer pour la cause.

situation pénible où se débattaient nos officiers. Il ressort des Mémoires de Dumouriez, comme du dossier dont nous parlions tantôt, que le Comité bruxellois mit souvent de la mauvaise volonté à envoyer les brevets aux combattants pour les réserver aux officiers de l'ancienne armée brabançonne dont il semble avoir voulu reconstituer les éléments! Voici qui le prouve : Le 29 mars 1793, Thouvenot écrivait à Beurnonville : « Vous m'avez demandé, citoyen ministre, un état des officiers belges et liégeois dont la nomination était antérieure au décret du 26 janvier dernier, pour pouvoir leur expédier des brevets de leur grade aux termes du décret. Il m'est impossible de vous envoyer cet état; malgré mes demandes réitérées au Comité belgique établi à Bruxelles, je n'ai pu l'obtenir. Pour éviter d'être trompé, le général a pris le parti de viser ces brevets à mesure qu'ils lui seront présentés et de vous les renvoyer ensuite pour en expédier de nouveau. Cette mesure est la seule qu'il soit possible de prendre et j'espère que vous l'approuverez. »

L'explication de ces retards se trouve dans la lettre adressée par P. Lejeune, chef du 2e bataillon de l'ex-Légion belge au Ministre de la Guerre, le 24 avril 1793 : En voici le passage essentiel : « tandis qu'on s'occupait à Bruxelles à rendre des brevets aux officiers de l'ancienne révolution belgique, on prenait à ceux qui, fuyant la tyrannie, s'étaient venus ranger sous les drapeaux de la liberté, les hommes de leurs compagnies avec lesquels ils avaient combattu... »

C'est tout naturel. Le Comité de Lille ne fut pas reconnu par les Belges émancipés après le 15 novembre 1792, et dut se dissoudre. Le nouveau Comité jugea bon, en conséquence, de traiter à la légère les nominations faites par son prédécesseur, et se montra injuste pour les officiers qui avaient payé de leur personne depuis avril 1792. Ce n'est pas à dire, toutefois, que les Légions et l'Armée brabançonne fussent tout-à-fait différentes. Nous avons fait remarquer au contraire que la plupart des officiers qui se distinguèrent en 1792 provenaient de cette armée. Mais l'esprit qui animait les Belges après le décret du 15 décembre n'était plus du tout celui des patriotes de 89 « dont les regards et les espérances se tournaient vers la France. »

* * *

On pourra se rendre compte, en parcourant la liste des différents bataillons belges, des difficultés rencontrées dans leur recrutement. Il ne pouvait en être autrement dans une armée de volontaires. On trouve toujours dans les corps de cette espèce un noyau solide mais

peu nombreux de soldats de métier ou de cœur. Quant au « menu fretin » qui doit former la grosse masse, il n'est jamais atteint que d'un enthousiasme et d'un désintéressement passagers. Aussitôt que la solde, l'habillement, les chances de succès et d'honneur font défaut — et c'était le cas pour nos soldats de l'An II — les bataillons se dégarnissent bien vite. « Les volontaires désertent faute d'être vêtus, faute d'être payés », dit un rapport concernant le régiment de Tournai, qui passait cependant pour un des meilleurs de l'infanterie. On constate les mêmes faits en France lors de la seconde des grandes levées de volontaires, celle de 1792, qui ne fut à proprement parler, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, qu'une horde sauvage, poltronne et indisciplinée, dont aucun général ne voulait.

Le volontaire, pris dans cette acception du mot, n'est jamais un soldat de métier, la vie des camps, les fatigues, les privations le rebutent facilement, il n'est bon que pour un temps; tôt ou tard, il faut le plier à une discipline rigide et en faire un soldat véritable, sous peine de le voir déserter à la première occasion. Le Gouvernement français l'avait si bien compris que dès 1794, il procédait à l'amalgame.

Cette raison n'était pas la seule qui influât sur l'effectif de nos régiments. Avec leur bon sens traditionnel, les Belges en grande majorité avaient très bien compris où les menait la Convention, malgré les promesses de l'honnête Dumouriez. Un mois à peine suffit pour dissiper toutes les espérances. Ce n'est pas en restreignant l'importance du parti français dans nos provinces qu'on pouvait compter renforcer l'armée!

Enfin la Convention mit souvent des obstacles au recrutement. Le 21 avril 1793, le général Rosières, inspecteur-général et commandant des Belges, appuyé par le brave Dampierre, écrivait au colonel Legros du 2e d'infanterie : « Il est ordonné au citoyen Legros, au service de la République française, suivant le décret de la Convention nationale du 26 février dernier, de travailler sans relâche à compléter son régiment; à cet effet, nous réquérons le département de l'Aisne, dans lequel il se trouve, ainsi que le district et les municipalités du dit département, de fournir au dit colonel les hommes nécessaires, soit de leur contingent ou de recrues qui se présenteraient sans destination particulière, comme aussi ordonnons à tous les payeurs et fournisseurs de l'armée, de payer et fournir au dit colonel, sous la responsabilité du Conseil d'Administration du dit régiment, les sommes, habillements, montures et armements qui lui seront nécessaires. »

Ceci n'étant pas du goût des représentants en mission, et malgré

le contre-seing du général en chef Dampierre, ils répondent par l'arrêté suivant : (1)

« Nous, les Représentants de la Nation, députés de la Convention aux armées du Nord et des Ardennes; les citoyens Delair, capitaine et Megret, lieutenant, au 2e régiment des Belges, nous ayant représenté un ordre du général Rosières, approuvé par le général Dampierre, qui les autorise à prendre pour le compléter, des recrues du contingent... etc. Considérant combien cet ordre est contraire à la dernière loi sur la destination des contingents; avons déclaré aux dits citoyens que l'ordre dont ils étaient porteurs ne pouvait avoir aucun effet, et qu'au lieu d'aider à son exécution, nous nous y opposerions en réclamant l'exécution de la loi. (Signé) Lesage-Senault et Gasparin. » (2)

Ce même régiment n'avait pas été plus heureux en Belgique. Son lieutenant-colonel, Fontès, écrivait au Ministre : « Tant que le régiment resta dans la Belgique il fut très malheureux, il ne put rien obtenir pour sa formation, on lui interdit la recrue, on laissa même souvent plusieurs jours les soldats sans prêt. » Un mémoire que nous avons déjà cité à propos des brevets (celui du commandant Lejeune) dit à ce sujet : « Les circonstances qui viennent de mettre au grand jour les trahisons qui se tramaient depuis longtemps, ont jeté aussi du jour sur le recrutement des différents corps, régiments et bataillons belges et liégeois, qu'on aurait pu effectuer et compléter avec beaucoup plus de facilité pendant que nous occupions les provinces belgiques et le pays de Liège, si les généraux et commissaires français, chargés spécialement de veiller à la formation des dites troupes, ne l'avaient entravée dans tous les rapports, et paralysé les bonnes intentions et le zèle qu'avaient les chefs et les officiers des différents corps, de se voir bientôt à même de rendre de nouveaux services à la cause qu'ils avaient déjà défendue pendant la dernière campagne. »

On juge par là de la situation de nos officiers, menacés de perdre leur grade « parce qu'ils n'ont pas de soldats » et de perdre leurs soldats « parce qu'ils n'ont pas de brevets »! Quelques-uns s'en tirent

---

(1) La lettre de Rosières, contresignée par Dampierre, était datée de Valenciennes; l'arrêté des représentants, de Cambrai, 26 avril 1793.

(2) On ne peut trouver étrange que Rosières ait songé à recruter dans un département français. Du moment où nos bataillons n'avaient plus intégralement leur nationalité et n'étaient plus que des bataillons français, il importait peu qu'ils fussent complétés par des levées françaises. Ne recevaient-ils pas d'ailleurs un fort appoint d'étrangers?

Avant le mois d'avril 1793, ce même 2e d'infanterie comptait dans ses rangs 74 déserteurs étrangers auxquels il était dû 6,984 livres, 10 sols et 4 deniers.

par le mensonge (comme les officiers de la Légion liégeoise), mais ils sont rares.

Les officiers du régiment d'Anvers protestent « qu'ayant depuis le mois de mai toujours été aux avant-postes et aux mains avec l'ennemi, ils n'ont pu faire échanger les brevets qui leur ont été expédiés par le Comité militaire de Bruxelles, et que plusieurs d'entre eux ont même perdu, avec leurs effets, ceux dont ils étaient pourvus. Animés du plus pur républicanisme et guidés par la haine qu'ils ont jurée aux tyrans qui les ont chassé de leurs foyers, leurs cœurs ne respirent que vengeance. Ils ont tous juré de vivre libres ou mourir, leur serment est sacré, et ils le scelleront de leur sang dans toutes les occasions. L'intérêt sacré de la République française une et indivisible a été le mobile de toutes leurs actions, et a fait disparaître l'intérêt personnel. Jusqu'à présent, ils ont été tranquilles sur leur sort, satisfaits de répandre leur sang pour conquérir la liberté, ils n'ont pas cherché à s'assurer d'autre existence. (Requête des membres du Conseil d'Administration et officiers composant le 4e bataillon de chasseurs ci-devant belges, connu sous la dénomination de régiment d'Anvers, au citoyen Bouchotte, Ministre de la Guerre, le 20 nivôse an II (9 janvier 1794).) (1)

Une autre lettre dit : « ...des trois bataillons que commande le brave colonel Osten, il ne restera bientôt plus que le souvenir; malgré les fatigues, services, et le feu continuel de l'ennemi qu'ils supportent avec courage, ils manquent de tout... Les officiers ont vainement jusqu'à présent, réclamé des brevets, dont ils ont besoin, surtout en cas qu'ils fussent faits prisonniers de guerre. (sic). (2)

En effet, tous nos officiers étaient considérés par l'Autriche comme des rebelles, et le fait de tomber aux mains des Kaiserlicks équivalait pour eux à un arrêt de mort. Malheureux proscrits errants, ils n'étaient à l'abri que sous l'uniforme et pour ne pas être livrés sans merci au peloton d'exécution ou à la corde, ils devaient prouver, par un brevet, leur qualité d'officier français (3).

---

(1) Cette lettre porte la signature du capitaine Beyer, commandant provisoire. Elle fut transmise au ministre par les administrateurs de la cité d'Anvers, réfugiés à Paris.

(2) Lettre de J.-S. Meyer. Lille, 4 juillet 1793. (Arch. Guerre.)

(3) On se rappelle que les chasseurs de la Légion belge faits prisonniers à Courtrai le 30 juin 1792 furent passés par les armes.

Nous n'insisterons pas sur la question de la solde. Sous ce rapport, les Belges étaient traités sur le même pied que les Français, et si les lettres des chefs de corps et des Conseils d'Administration de nos régiments répètent à l'envi : le soldat n'a plus reçu de solde... il n'y a rien en caisse... etc., du moins savons-nous que dans l'Armée française elle-même les officiers durent souvent se cotiser pour le prêt à la troupe. C'est à ce moyen héroïque et fraternel que Dumouriez eut recours pour payer les vainqueurs de Jemappes, et c'est aussi la disette de numéraire qui l'arrêta après chaque victoire.

Il nous paraît résulter des dossiers que nous avons sous les yeux, que l'uniforme de nos régiments n'était pas différent « en principe », de celui des corps français; mais les documents iconographiques font totalement défaut à ce sujet. (1) D'ailleurs, il n'y a là qu'une question de forme assez oiseuse, car les mêmes documents démontrent clairement la pénurie à peu près complète d'effets militaires.

Il n'est pas défendu de supposer que bien des réfugiés ayant appartenu à l'armée brabançonne vinrent en France avec leur tenue, d'autres avec leurs armes seulement, et tout porte à croire que la légion liégeoise et l'armée de 1793 défient sous ce rapport toute description. (2)

N'en était-il pas de même en France, à la fin de 1792 du moins? Nous pourrions nous étendre longuement sur ce sujet. A Jemappes, par exemple, l'infanterie française ne portait pas moins de trois habits et quatre coiffures, c'étaient l'habit blanc des régiments royaux que certains bataillons portèrent jusqu'en 1796, (3) l'habit

---

(1) Voici les seuls renseignements qu'il nous ait été donné de découvrir au sujet de l'uniforme des Belges en 1793 : au 2e bataillon de chasseurs, les officiers étaient habillés selon le règlement qui comportait un habit-veste et un pantalon de drap vert, un casque et des bottines. Au 2e régiment d'infanterie, vu la disette de drap bleu, l'habit était gris de fer, avec les parements et le collet rouges à passepoils blancs, les revers et la doublure blancs à passepoil rouge, boutons jaunes, veste et culotte blanches. Les officiers et soixante sous-officiers en étaient pourvus. Le drap gris fourni était « très solide » et la couleur propre à la fatigue.

(2) Dans l'armée brabançonne elle-même, la plupart des corps ne furent pas complètement habillés comme cela avait été prescrit. L'armement surtout fut des plus disparates. L'étude du costume militaire en Belgique de 1789 à 1793 reste à faire. Rappelons que, lors de l'arrivée de Van der Mersch à Bréda, sa première impression fut désastreuse et peu s'en fallut que le brave général ne tournât les talons, tant il avait été frappé par l'aspect à la fois misérable et truculent des futurs vainqueurs de Turnhout.

(3) Voir à ce sujet les remarquables études parues dans le Carnet de la Sabretache.

bleu de la garde nationale qui servit de modèle à l'uniforme impérial, et l'habit-veste vert des chasseurs à pied; les grenadiers avaient encore le bonnet à poils, les chasseurs et les fusiliers le chapeau de feutre à cocarde, le casque à crinière analogue à celui des dragons ou sans crinière mais avec une chenille en brosse. Tout cela était déjà taché, déchiré, roussi, bosselé, usé par la campagne très dure de l'Argonne.

Avant la Révolution, on ne se battait guère l'hiver, aussi, aux environs de décembre 1792, pouvons-nous croire Dumouriez quand il parle de l'état misérable de son armée. Nous voilà loin sans doute de la description de Lamartine! Quant à notre armée, le ministre ne s'en occupa jamais sérieusement et ce n'est pas le Comité bruxellois qui pouvait suppléer à ce manque d'organisation. En mai 1793, le régiment de Tournai n'avait encore rien reçu, à part quelques fusils fournis par l'Administration de cette ville. Au 2e bataillon de chasseurs, les recrues étaient « nues et sans souliers », la troupe n'avait « ni uniforme, ni équipement », les chasseurs gantois « manquent de tout, sans habits, sans souliers, sans ou avec de mauvaises armes.. il y a là une négligence outrée, qui fait honte à la France... », « les chasseurs de Jemappes n'ont reçu, depuis leur formation, aucun habillement... ils sont dénués de tout... » Mais arrêtons-nous. C'est à l'infini que nous pourrions multiplier nos citations. Le général Kléber disait : Etre soldat c'est savoir se passer de manger quand on a faim, de repos quand on est fatigué, d'habits quand on est nu...

Si jamais des hommes ont mérité le titre de soldats, ce sont bien nos Belges de l'an II! Que faisait la Convention? Elle envoyait à nos officiers des brevets... pour un grade inférieur à celui que possédaient les pétitionnaires! Elle écrivait : « Il faut prendre des mesures pour mettre fin aux réclamations des citoyens belges... » et elle renvoyait les plaintes au « Comité des Pétitions et Correspondance » qui les renvoyait au Ministre de la guerre!

Mais ne jugeons pas, ne condamnons pas trop vite l'Assemblée; elle avait, en ce printemps de 1793 toutes les armées coalisées sur les bras, et dans son sein le ver rongeur de la Vendée; il lui fallait créer de toutes pièces des armées et des généraux, elle était elle-même déchirée par les factions.

Involontairement nous revient à la mémoire la fulgurante apostrophe que Victor Hugo met dans la bouche de Danton au livre deuxième de « Quatre-vingt-treize » : Robespierre et Danton discutent la situation de la France. Robespierre craint surtout la Vendée : « Mais Danton était tout à sa pensée. — Voilà qui est fort! s'écria-t-il, de

voir la catastrophe à l'ouest quand elle est à l'est. Robespierre, je vous accorde que l'Angleterre se dresse sur l'Océan; mais l'Espagne se dresse aux Pyrénées, mais l'Italie se dresse aux Alpes, mais l'Allemagne se dresse sur le Rhin. Et le grand ours russe est au fond. Robespierre, le danger est un cercle et nous sommes dedans. A l'extérieur la coalition, à l'intérieur la trahison. Au midi Servan entre-bâille la porte de la France au roi d'Espagne. Au nord Dumouriez passe à l'ennemi. Au reste il avait toujours moins menacé la Hollande que Paris. Neerwinden efface Jemappes et Valmy. Le philosophe Rabaut Saint-Etienne, traître comme un protestant qu'il est, correspond avec le courtisan Montesquiou. L'armée est décimée. Pas un bataillon qui ait maintenant plus de quatre cents hommes; le vaillant régiment de Deux-Ponts est réduit à cent cinquante hommes, le camp de Famars est livré; il ne reste plus à Givet que cinq cents sacs de farine; nous rétrogradons sur Landau; Wurmser presse Kléber; Mayence succombe vaillamment, Condé lâchement. Valenciennes aussi. Ce qui n'empêche pas Chancel qui défend Valenciennes et le vieux Ferrand qui défend Condé, d'être deux héros, aussi bien que Meunier qui défendait Mayence. Mais tous les autres trahissent. D'Harville trahit à Aix-la-Chapelle, Moreton trahit à Bruxelles, Valence trahit à Bréda, Neuilly trahit à Limbourg, Miranda trahit à Maestricht; Stengel, traître, Lanoue, traître, Menou, traître, Dillon, traître; monnaie hideuse de Dumouriez (1). Il faut des exemples. Les contre-marches de Custine me sont suspectes; je soupçonne Custine de préférer la prise lucrative de Francfort à la prise utile de Coblentz. Francfort peut payer quatre millions de contributions de guerre, soit. Qu'est-ce que cela à côté du nid des émigrés écrasé? Trahison, dis-je.

Meunier est mort le 13 juin. Voilà Kléber seul. En attendant, Brunswick grossit et avance. Il arbore le drapeau allemand sur toutes les places françaises qu'il prend. Le margrave de Brandebourg est aujourd'hui l'arbitre de l'Europe; il empoche nos provinces; il s'adjugera la Belgique, vous verrez; on dirait que c'est pour Berlin que nous travaillons; si cela continue, et si nous n'y mettons ordre, la révolution française se sera faite au profit de Potsdam; elle aura eu pour unique résultat d'agrandir le petit état de Frédéric II, et nous aurons tué le roi de France pour le roi de Prusse! »

---

(1) Est-il besoin de faire remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'une erreur historique de Victor Hugo? Après la défection de Dumouriez, la Convention voyait des traîtres dans tous les généraux, aussi les paroles de Danton ne sont que l'expression d'une pensée commune à tous ses collègues.

Les régiments et bataillons d'infanterie

Il est très difficile de démêler les intentions du Comité militaire de Bruxelles en ce qui concerne l'armée belge de 1793, et même de trouver trace d'un plan quelconque, à cause de l'anarchie qui régnait alors.

Dumouriez avait chargé Thouvenot de lever 25 bataillons de 800 hommes chacun, mais les instructions du général ne furent pas suivies. D'après les documents conservés à la section administrative des archives de la guerre à Paris, il exista simultanément, croyons-nous, 7 régiments d'infanterie (désignés comme suit 1er, 2e et 3e, Namur, Tournai, Bruges et Anvers), 7 bataillons de chasseurs ou de fusiliers (1er et 2e de Gand, 1er et 2e de Jemappes, 2e, 3e et 4e belges), deux bataillons de Liégeois (1er et 3e), une Légion liégeoise, un bataillon isolé dénommé Légion belge et un 15e d'infanterie commandé par Lahure. Plusieurs d'entre ces unités n'eurent jamais que leurs cadres.

Le 30 juillet 1793, dit M. J. Delhaize, l'état-major de l'Armée du Nord adressa au ministre de la guerre un rapport détaillé sur la situation de cette armée, rapport contenant un recensement complet des troupes qui la composaient. Ce rapport est fort intéressant, car il nous fournit des renseignements importants pour déterminer le nombre de soldats belges employés à l'armée du Nord et en même temps il nous donne des détails sur les différents corps composés de Belges. Un recensement identique fut dressé à la même époque pour l'armée des Ardennes. M. Delhaize croit être en-dessous de la vérité en portant à 10,000 le nombre des Belges servant dans ces deux armées, car beaucoup de nos compatriotes s'étaient engagés, dit-il, dans d'autres régiments que ceux dont il donne la liste.

Emplacements	Corps	Effectif
Camp de César	1er bataillon de Jemappes	420
Forêt de Mormal	Chasseurs de Jemappes	305
Maubeuge	2e régiment belge	228
Maubeuge	2e bataillon belge	58
Maubeuge	4e bataillon belge	88
Jeumont	Chasseurs du Hainaut	461
Camp de la Madeleine	1er bataillon belge	385
Camp de la Madeleine	Corps liégeois	383
Camp de la Madeleine	2e bataillon liégeois	180
Camp de la Madeleine	4e régiment d'Anvers	380
Camp de la Madeleine	1er bataillon belge	184
Camp de Sin	9e régiment belge	138

Emplacements	Corps	Effectif
Camp de Sin	Compagnie belge d'ouvriers	58
Saint Venant	Régiment de Bruges	134
Saint Venant	Détachement de Jemappes	34
Quesnoy	1er bataillon liégeois	160
Quesnoy	2e bataillon liégeois	133
Bouchain	Canonniers belges	7
Landrecies	4e bataillon belge	392
Landrecies	Chasseurs de Jemappes	100
Ardres	2e régiment de cavalerie belge	188
Péronne	17e chasseurs belges	428

Soit 5,000 hommes, tous déchets décomptés.

Et à l'armée des Ardennes :

Carignan	Chasseurs de la Meuse	631
Givet	1er bataillon belge	632
Montmédy	Détach. des chasseurs de la Meuse	50

Cette liste n'est pas absolument exacte. Elle n'est surtout pas explicite. C'est pourquoi nous allons essayer d'éclairicir un peu la situation de nos troupes belges en 1792-1793, au moyen de documents inédits.

1er Régiment d'Infanterie (1).

Ce régiment, dont il n'exista jamais qu'un seul bataillon, n'était autre que le 1er bataillon de la Légion belge. Commandé par le colonel Dumonceau, ce bataillon avait une force moyenne d'environ 400 hommes.

« Vers la fin de février, écrivent les membres du Conseil d'administration du 1er bataillon à Xavier Audouin, adjoint du ministre de la guerre, le général Thouvenot, nommé inspecteur général des Belges, organisa notre Légion à Louvain et en forma un régiment de deux bataillons, dont le nôtre fut porté au nombre de 900. Il semble donc que la Légion Belge (et c'est bien d'elle qu'il s'agit, car l'entête de la lettre porte que ce bataillon fut formé à Lille le 27 avril 1792) fut réorganisée sur le pied de deux bataillons. Mais, nous le répétons il n'existe pas de traces du 2e bataillon, à moins que ce ne soit le *2e bataillon de chasseurs* dont nous nous occuperons plus loin.

---

(1) Toutes nos recherches ont été infructueuses pour retrouver les contrôles de ce corps. Nous le regrettons d'autant plus que le 1er régiment subsista jusqu'à l'amalgame de 1794.

La lettre dont nous avons parlé est datée du cantonnement de Mouveaux (1re division de l'armée du Nord). Elle est signée par le colonel *Dumonceau*, le chef de bataillon *J. Sépulcre* et les capitaines *Keller* (des grenadiers) et *L. Eekhout*, membres du Conseil d'administration. Elle contient ce passage qui résume l'histoire militaire du bataillon : « Nous avons été sans cesse à la barbe de l'ennemi... nous avons été à l'avant-garde de l'armée à Courtrai, à Maulde, en Champagne, dans les bois de la Chalade, au bois de Bossu, le 3 septembre, notre perte a été innombrable, à la bataille de Jemappes les 4, 5 et 6 novembre, à la prise de Bruxelles, à la bataille de Tirlemont, à la prise de Liége, à Verviers, à Bornheim, dans le pays de Juliers où un détachement de nos chasseurs a été taillé en pièces. A l'affaire du 1er et 8 mai (1793) au bois de Vicogne, où la moitié de nos camarades sont morts au champ d'honneur sous les yeux du brave Dampierre.

2me *Régiment d'Infanterie.*

Ce régiment fut formé à Bruxelles, immédiatement après l'entrée de l'armée française en Belgique. Il était commandé par le colonel Legros et comptait à la date du 8 mai 1793, 2 bataillons à 9 compagnies. Nous avons vu quelles difficultés il eut à s'organiser et à compléter son effectif qui n'était encore le 8 mai que de 290 hommes (1).

Voici une courte notice sur les officiers de ce corps.

Charles-Albert Legros, de Corbais avait servi en Autriche puis, d'après le général Bernaert, il s'était jeté à corps perdu dans la révolution brabançonne; réfugié en France il fut nommé en novembre 1792, colonel du 2e d'infanterie. En 1793 il commanda la place de Saint-Quentin, puis devint adjudant général chef de brigade (colonel d'état-major à l'armée du Nord). Fait prisonnier dans un combat livré près de la forêt de Mormale le 17 août 1793, le malheureux Legros fut impitoyablement condamné à mort et fusillé. Dans sa séance du 17 décembre 1794, la Convention nationale décida que le nom d'Albert Legros serait inscrit au Panthéon.

---

(1) 1 colonel, 2 lieutenants-colonels, 1 quartier-maître, 1 adjudant-major, 1 chirurgien-major, 1 aumônier, 1 chirurgien-subalterne (sic), 1 prévôt, 2 sous-adjudants, 1 tambour-major, 18 capitaines, 18 lieutenants, 18 sous-lieutenants, 21 sergents majors, 27 sergents, 10 caporaux-fouriers, 31 caporaux, 7 tambours et 128 fusiliers. (Revue passée le 8 mai 1793 à Saint-Quentin par Letissier, aide-commissaire des guerres).

Le lieutenant-colonel commandant le 1er bataillon était *Jean-Baptiste-Arnould Fontès*, dont nous avons déjà vu le nom en parlant de la Légion belge. Après avoir assisté aux combats de Jemappes, d'Anderlecht, de Saint-Trond, de Tirlemont et de Liège, il fit partie du corps bloqué à Mayence, exécuta deux sorties, puis revint en Belgique pour se faire blesser dangereusement à Maubeuge. Il devint plus tard commandant du château de Ham et mourut en 1811.

Le jour où le lieutenant- colonel Fontès fut blessé à Maubeuge, son fils, lieutenant dans le même bataillon, « ne consultant, dans le feu de l'action, que l'amour filial, quitta un instant son poste pour venir à son secours, mais Fontès le renvoya en lui reprochant un moment d'oubli, et en lui disant qu'il saurait bien mourir sans lui. » Le jeune homme, voulant sans doute lui faire oublier son tort par quelque action d'éclat, fut tué sept jours après au champ d'honneur (1).

Le second lieutenant-colonel était également un Français, *Pierre-François-Gabriel Ronzier*, de Valenciennes, qui combattait pour les Belges depuis Turnhout. Sa nomination au 2e d'infanterie date du 28 décembre. Nous reparlerons du général Ronzier, qui fut un des héros d'Austerlitz.

Hubert Robette, quartier-maître, *Guillaume Le Tache*, adjudant-major, *Louis Michiels*, chirurgien-major et l'abbé *Benoît Lasanse* (2), aumônier, complètaient l'état-major du régiment.

Capitaines.

Laurent-Joseph *de Reyniac*, ancien capitaine de la Légion belge, blessé à Jemappes; Jean-Louis *Odendael;* Hubert *Fonson;* Joseph *Lequime;* Joseph *Ververbergh;* Joseph *Demollin;* Charles-Alexandre *Declair;* Henri *Leclercq;* Martin *Emmerechts* qui sortait de la Légion.

Théodore *Bureau;* Charles *Lacour;* Joseph *Ravenne;* Joseph *Emmerechts;* Joseph *Donier;* François *Fischer;* Jean *Cœlzse;* Antoine *Rigau* et Joseph *Joseph.*

Lieutenants.

Joseph *Ghion;* J.-F.-C. *Arnould-Fontès* (fils du lieutenant-colonel); Julien *Gérard;* Louis *Villermé;* Pierre-Joseph *Degroot;* Augustin *Dehollain;* Jean-Baptiste *Paelmart;* Louis *Tirtiana;* Charles *Dehault.*

---

(1) *Certificat du Conseil d'Administration du 2e régiment. (Arch. Gu.)*

(2) Voilà qui cadre mal avec l'épithète injurieuse de « Sans-Culottes » distribué si généreusement à nos soldats de l'an II!

Simon *L'Homme;* Alexandre *Daubremé*, ancien officier de l'armée brabançonne et de la Légion belge, plus tard général à Waterloo; Etienne *Colin;* Joseph *Lindemann*, tué sous Maubeuge à l'âge de 22 ans; Louis *Saintenoy;* Julien *Carpin;* Emmanuel *Montuir;* François *Pierson* et François *Meyer*. D'après ses états de services Félix -Nicolas-Joseph *Boussart*, frère du général baron Boussart, fut lieutenant au 2e régiment avant le 7 avril 1793.

Sous-lieutenants.

Jean *Dejonck;* Pierre *Van Geen;* François *Rudiman;* Edm. *Dimier;* Jean *Adrien;* André *Rauwez;* Jean-Baptiste *Caprasse;* Jean-François *Matry;* Jean-Baptiste *Corneaux*.

Placide *Maigret* de Mons (son frère Gabriel, également sous-lieutenant fut fait prisonnier le 27 avril 1793); Albert *Adrien;* Joseph *Braguet;* Louis *Cantony;* Roch-Joseph *Demol;* Alexandre *Beghin;* Joseph *Parmentier;* Léonard-Joseph *de Reyniac* plus tard colonel en France, et Michel *Dufaï*.

Le 27 août 1793, l'ennemi s'étant porté en force vers la forêt de Mormale et ayant menacé la Maison-Rouge, culbuta après de grands efforts le poste défendu par deux pièces d'artillerie et le 1er bataillon de la Sarthe, qui perdit son drapeau. M. de Reyniac, sous-lieutenant, de garde avec 25 hommes, tombe avec impétuosité sur l'ennemi, l'oblige à battre en retraite et lui reprend le drapeau des volontaires. Cette action d'éclat fut, le lendemain, mise à l'ordre de l'armée. Léonard-Joseph de Reyniac se distingua encore le 11 octobre lors d'une sortie de la garnison de Maubeuge et fut blessé.

3e Régiment d'Infanterie.

Ce régiment fut formé au mois de janvier 1793 par le Comité militaire de Bruxelles. Il était commandé par le colonel *L'Olivier (Jean-Baptiste)* né à Ath en 1749, entré à l'âge de seize ans au régiment wallon de Los Rios (plus tard Clerfayt) et ses mérites l'avaient appelé en 1788 à remplir les fonctions de premier aide de camp du comte d'Alton, commandant militaire des Pays-Bas autrichiens. Lors de la Révolution belge, il partagea la disgrâce de son chef et se retira à Bruxelles après avoir donné sa démission. Nous avons retracé ailleurs la carrière de ce brillant officier, et nos lecteurs savent que L'Olivier fut plus tard colonel de la 112e demi-brigade à sa formation (1).

---

(1) *Nous renvoyons le lecteur à notre Histoire illustrée d'un Corps Belge au service de la France. La 112e demi-brigade.*

L'état-major se composait encore du lieutenant-colonel *Monnier Villeneuve* (René), du quartier-maître *Joseph Desvaux* et du lieutenant-adjudant major *Sommers*.

Le 1er juillet 1793, le cadre des compagnies comprenait 11 capitaines, 10 lieutenants, 15 sous-lieutenants, 9 sergents-majors, 4 sergents et 4 caporaux-fourriers.

Ce jour-même, la troupe fut renforcée par l'amalgame au 3e régiment d'infanterie du Régiment de Namur, supprimé par arrêté des commissaires de la Convention en date du 24 juin 1793.

Peu de temps après, par décision du 23 août, ce régiment prit dans l'infanterie légère française (bataillons de chasseurs) le n° 28.

Dans l'amalgame dont nous venons de parler, la préférence était donnée aux officiers du 3e régiment, et ceux du régiment de Namur ne devaient servir que comme suppléants. Voici l'état des compagnies en officiers (1).

Compagnie des grenadiers : Pierre *Darçay*, Charlet *Saublent* et Augustin *Barbau*.

1re compagnie : J.-B. *Turlot;* Pierre *Oudendick;* Joseph *Bannelly;*
2me » Pierre *Lamine;* P. *Raymakers;* Joseph *Bertauville;*
3me » Corneille *Waffetard;* J. *Lambert;* J. *L'Hoist;*
4me » Joseph *Desjardins; Duparque; Desfleurus;*
5me » Pierre *Delorme;* Henri *Aubry;* Charles *Simon;*
6me » Jos. *Moreau;* P. *Legrand;* Franç. *Magnier* (2);
7me » Guillaume *Reyné; Berton;* P. *Menze;*
8me » Franç. *Bouillon;* Ch. *Cunningham; Dauguin.*

L'état de cette revue, daté de Sedan, où commandait alors le général Champollon, ajoute les noms de neuf officiers et de 27 sous-officiers, lesquels, se trouvant en excédant, devront attendre une décision ultérieure. Ces officiers sont les capitaines Louis-Joseph *Guépard*, Henri *Raymakers*, le lieutenant Charles *Vanduesen*, les sous-lieute-

---

(1) Après l'amalgame, le nouveau bataillon fut composé réglementairement de 8 compagnies de chasseurs comprenant chacune : 1 capitaine, 1 lieutenant, un sous-lieutenant, 1 sergent-major, 3 sergents, 1 caporal-fourrier, 6 caporaux et 75 soldats et tambours; et une compagnie de grenadiers, composée de la même façon, mais comprenant seulement 2 sergents et 4 caporaux.

(2) *François Magnier*, né à Chimay en 1762 avait servi dans les régiments de Royal-Vaisseau et de Royal-Liégeois, avait été licencié comme sergent en 1791 et était passée avec ce grade dans la Légion belge le 12 mai 1792. Il fut blessé le 10 juin 1792 près de Chimay.

nants Nicolas *Desruisseaux*, Joseph *André*, J.-B. *Caprasse*, *Barbieux*, *Valdan*, *Delpoule*.

Régiment de Namur.

Ce régiment, dont il n'exista jamais qu'un seul bataillon, croyons-nous, avait été formé vers la fin de l'année 1792 par le Comité militaire de Bruxelles, et donné au colonel *Henri-Joseph Lantremange* dont nous avons retracé les débuts honorables et qui avait été laissé pour mort sur le champ de bataille d'Anderlecht. Après la défection de Dumouriez, écrit lui-même le colonel « nous fûmes obligés d'évacuer les Pays-Bas, où l'on nous fit courir de ville en ville pour retrouver le reste du régiment ; nous l'avons trouvé à Rosy près de Maubeuge, commandé par un nommé *Meunier*, qui a mis le désordre dans une partie des officiers. Ce Meunier, ajoute Lantremange, famé des crimes de lèse-nation, fugitif de prison, espion des Autrichiens, a été mis derechef en prison à Sedan... »

En juin 1793, le général de division Kilmaine avait déjà adressé aux Représentants du peuple près de l'armée des Ardennes, une plainte dont voici quelques extraits : « Il y a dans cette division deux corps Belges dont l'un s'intitule Régiment de Namur... ce corps est composé de 190 hommes et d'un très grand nombre d'officiers, la plupart sans brevets authentiques ; la conduite de ce corps et surtout celle des officiers est, selon tous les rapports, très incivique. Je crois qu'il serait urgent de faire un arrêté vigoureux pour élaguer de ce corps les officiers suspects... et m'autoriser à en faire l'incorporation dans le bataillon belge que j'ai fait venir de Reims (le 3e d'infanterie, du colonel L'Olivier. »

A la suite de ce rapport, les commissaires de la Convention décidèrent que le régiment de Namur serait incorporé au 3e d'infanterie (24 juin). Ce qui fut exécuté. Quant aux 19 officiers du régiment de Namur, Lantremange en tête, nous ne savons ce qu'ils devinrent.

C'étaient : Jacques-Joseph *Nagan*, qui était passé de la Légion belge au 4e bataillon puis au régiment de Namur comme capitaine, Henri-Joseph *Jadot* de Luxembourg, capitaine, ancien légionnaire comme Charles-Joseph *Dassonleville;* Jean-Constant *Garnier*, né à Liége ; *Dehollain* (Pierre-Joseph) de Cambrai, né en 1770, capitaines ;

Gérard *Brodel*, quartier-maître lieutenant, né à Liége en 1759, qui avait fait la Révolution liégeoise ; Martin *Duchesne;* Jean-Joseph *Bertrand* de Liége (1749) ; Adrien *Notré* de Courtrai (1759) engagé en 1779 au dépôt de Lorient, un ancien soldat des Indes ; Guillaume *Servais* et Joseph *Divoy*, nés tous deux à Namur en 1757, lieutenants ;

Laurent *Frérelet*, ex-Légionnaire; Joseph *Robert*, de Liége (1768); Narcisse *Ledoux* et Albert *Goubaux*, nés à Namur en 1771; Pierre *Misser*, de Liége (1774) et Jacques *Briffoz*, de Liége (1756); Paul *Rivière*, d'Agimont (1770), sous-lieutenants.

Comme toujours, les bons avaient payé pour les mauvais. Pour nous édifier à cet égard, voici un rapport du général Kilmaine :

« Je soussigné, ci-devant général en chef des armées du Nord et des Ardennes, certifie que le citoyen Lantremange, loin d'être compris dans la demande que j'ai faite aux Représentants du peuple à Sedan, pour licencier le régiment dit de Namur, est au contraire celui sur lequel je comptais pour rétablir le bon ordre et la discipline dans ce corps, si la chose avait été possible. Il est certain que le colonel Lantremange a fait tout ce qui dépendait de lui pour y parvenir; il a fait arrêter et mettre en prison plusieurs officiers de ce corps, contre lesquels il y avait de très graves sujets de plainte, *et que l'accusateur public fît mettre en liberté sous prétexte que le corps étant licencié, il n'y avait plus rien à juger* (sic). Le colonel Lantremange était désigné avec quelques autres officiers dont il a la liste, pour être placé dans son grade lors de l'incorporation du régiment de Namur (dans le 3e régiment).

» Je certifie en outre, qu'ayant fait la guerre dans la ci-devant Champagne et dans la Belgique, avec le citoyen Lantremange, alors lieutenant-colonel, je l'ai toujours vu se conduire comme un brave militaire et un très bon patriote, en foi de quoi je lui ai délivré le présent certificat » (1).

Régiment de Tournai.

Le régiment de Tournai fut formé dans cette ville le 21 janvier 1793 et donné au lieutenant-colonel *Gottmann*, un Luxembourgeois dont nous avons retracé les débuts en parlant de l'armée patriote brabançonne. Un état de revue daté de Maroilles près Landrecies, le 14 mai 1793 nous montre un bataillon de 4 compagnies, fort de 14 officiers et 207 hommes.

Jardiny, quartier-maître trésorier; *Schmidt*, adjudant-major; *Chaffaux*, *Maillet*, *Sacqueleu* et *Duchoqué*, capitaines commandant les compagnies, *Machemin*, *Francœur*, *Gottmann fils*, *Montcherout* et

---

(1) Fait à Paris le 15 ventôse l'an 3 (5 mars 1795) de l'ère républicaine. (Signé) Jennings-Kilmaine. *(Arch. Guerre.)*

Bruant, lieutenants; *Dath*, sous-lieutenant et *Thiébault*, capitaine à la suite.

Il ne paraît pas qu'on ait jamais formé de second bataillon.

Nous croyons être agréables à nos lecteurs en passant pour un instant la parole au général baron Thiébault, qui fut capitaine dans ce corps et qui va nous montrer sa vie intérieure et nous faire le portrait de ses officiers (1).

Le général O'Moran avait reçu l'ordre de lever à Tournai un régiment d'infanterie dont le commandement fut donné à Jean-Charles Gottmann, homme fort beau, dit dans ses Mémoires le général baron Thiébault, mais plus propre à figurer dans un club qu'à la tête d'un corps de troupes.

Aussitôt que la réunion eût été effectuée, Gottmann vint en personne à Paris afin d'obtenir que son corps fût légalement reconnu et constitué par le gouvernement, que ce bataillon fût considéré comme un corps français et que tous les officiers reçussent un brevet confirmant les nominations provisoires faites par le général O'Moran.

Actif, hardi, grand parleur, bientôt reçu aux Jacobins et appuyé par eux comme président du club de Tournai, frappant à toutes les portes, employant tous les moyens, Göttmann réussit complètement. Pour ne rien compromettre, il commença par se faire délivrer des brevets et pour lui et pour ses officiers, et ce ne fut qu'après avoir assuré de cette sorte la position de son cadre et la sienne, qu'il sollicita avec un égal succès que le premier bataillon de Tournai devînt corps français et 24e bataillon d'infanterie.

De retour à Lille le 22, j'en partis le 24 pour Landrecies, où mon bataillon de Tournai, devenu, ainsi que je l'ai dit, 24e bataillon d'infanterie légère, se trouvait en garnison avec je ne sais quel bataillon de la ligne; mais ce qu'il y avait de bizarre, c'est que les commandants de ces corps, tous deux chefs de bataillon, et le nôtre sous le titre de lieutenant-colonel, se trouvaient là sous les ordres d'un simple capitaine, commandant la place. Ce capitaine, au surplus, homme de près de six pieds, fort à proportion et de la plus belle figure, était

---

(1) *Général baron Thiébault. Mémoires publiés sous les auspices de sa fille, Mlle Claire Thiébault, d'après le manuscrit original, par Fernand Calmettes. Paris, Librairie Plon, 1893.*

Paul (Dieudonné-Adrien-François-Charles-Henri) Thiébault, né à Berlin le 14 décembre 1769, était devenu en 1789, garde national du district des Feuillants. Engagé après le 10 août au 1er bataillon de la Butte des Moulins comme sergent de grenadiers, il passa le 22 février 1793 comme lieutenant au régiment de Tournai.

Hulin, sergent aux gardes-françaises le 12 juillet 1789 et l'un des vainqueurs de la Bastille le 14, nommé immédiatement après, par Louis XVI, officier, pour ce fait d'armes qui n'en fut pas un. Prédestiné à servir toute sa vie, à ne quitter jamais les armées actives, à prendre part à nos plus brillantes campagnes et pourtant à ne jamais faire la guerre, il arriva sous Napoléon aux premiers grades, honneurs et dignités.

Je dois des éloges à la manière dont *Gottmann*, improvisé militaire, chef de bataillon et commandant de corps, avait réglé tout ce qui tenait à l'instruction et au service, indépendamment du service de la place qui ne le regardait pas. Ainsi, à 5 heures du matin, manœuvres; après, exercice de détail, auquel un seul capitaine assistait. Dix heures, déjeuner des officiers qui mangeaient tous à la même table; à midi, visite des quartiers et des hommes du bataillon qui se trouvaient à l'hôpital; après dîner, théorie, et trois fois par semaine la théorie terminée, promenade à cheval aux environs de la place, pour étudier le terrain sur lequel on pouvait avoir à combattre et pour bien connaître surtout la forêt de Mormale, qui sépare Landrecies de Quesnoy. Aussi ce bataillon ne tarda-t-il pas à être non moins remarquable par sa tenue, sa discipline, son instruction, que par sa composition. *Quant aux soldats, ils étaient ce que seront toujours des Belges bien commandés, c'est-à-dire des hommes ayant avec l'élan des Français une ténacité, une énergie qu'en masse nous n'avons pas, c'est-à-dire des soldats ne le cédant à aucun des soldats du monde.* Quant aux officiers, quatre surtout étaient des hommes d'une trempe vraiment extraordinaire; ils sont morts tous de mort violente, sans avoir proféré une plainte, sans avoir donné un signe de faiblesse.

L'un d'eux, nommé *Dath*, lieutenant alors, capitaine depuis, et mon adjoint pendant les campagnes de Naples (1798) et de Gênes (1800), employé ensuite à l'armée de Saint-Domingue, eut à bord du bâtiment qui le ramenait de cette déplorable expédition, une querelle avec un commissaire des guerres et lui donna un soufflet. En débarquant à la Rochelle, ils se battirent au pistolet. Du premier coup Dath tomba mortellement blessé; mais, rassemblant ses dernières forces, il se releva, en criant à son adversaire qui croyait le combat terminé : « En place! j'ai encore une minute à vivre, et c'est assez pour me venger. » En effet, il tira, passa sa balle à travers le corps de son adversaire et expira (1).

---

(1) *Denis Dath*, né le 14 décembre 1768 à Tournai; sous-lieutenant au régiment de Tournai le 25 février 1793; lieutenant le 15 juillet suivant. Passé au

Le second, *Etienne Gottmann*, frère de notre commandant et qui par suite de l'amalgame des bataillons d'origine belge avait été incorporé dans le 1er des cinq bataillons de tirailleurs, reçut au commencement de la bataille du 3 prairial, pendant la campagne de Pichegru, en 1794, un coup de biscaïen dans le côté gauche. Malgré le sang qu'il perdait et les souffrances que chaque pas renouvelait, on ne put obtenir de lui qu'il quittât le champ de bataille. Quand on le pressait de se faire au moins panser, il répondait : « L'ennemi en retraite suffit pour guérir ma blessure. » Sept heures après qu'il avait été blessé, on lui annonça la mort d'un capitaine du même bataillon auquel un boulet venait d'emporter la tête : « Voilà comment je voudrais mourir », s'écria-t-il. Et son exclamation à peine proférée, il se trouva avoir subi le même genre de mort.

Le troisième, le capitaine *Francœur*, était un beau et bon jeune homme, plein d'activité, de vaillance et de gaieté. A l'une de nos sorties du camp de Maubeuge (1793), il eut le coude gauche fracassé par une balle. Portant son bras gauche avec sa main droite, il arriva en chantant à l'hôpital de Maubeuge, où un jeune chirurgien, croyant devoir nettoyer sa plaie, passa une heure à lui arracher des esquilles. C'est à ce moment que parût le chirurgien-major, qui, après avoir lavé la tête à son apprenti, annonça à Francœur qu'il était indispensable de couper sans retard le bras gauche et se disposait à lui attacher le droit. « Vous ne me connaissez pas, lui répondit tranquillement Francœur, « ce bras dont vous voulez m'ôter l'usage vous sera utile. » Et en effet il travailla lui-même à son amputation, sans se plaindre, sans sourciller, causant comme s'il avait été question d'un autre, et par exemple disant au chirurgien-major : « Changez ce bistouri; il déchire et ne coupe pas. » En revenant du combat, nous courûmes tous le voir, et, comme nous l'aimions beaucoup, nous étions navrés de le trouver amputé. Quant à lui, assis sur son séant, ayant conservé ses couleurs et sa gaieté: « Pourquoi donc vous affliger? » nous dit-il en riant. « N'avoir qu'un bras n'est pas un si grand malheur! Quand je ferai la cour à une femme, j'aurai l'air avec mon moignon d'un pigeon qui bat de l'aile. » Cette résignation, cette

---

3e bataillon de Tirailleurs le 5 pluviôse an II (24 janvier 1794); adjoint à l'état-major de la 2e division de l'armée de Rome le 6 thermidor an VI (24 juin 1798); capitaine, nommé sur le champ de bataille, le 5 ventôse an VII (23 février 1799). Passé à St-Domingue avec le général Watrin, le 9 messidor an X (28 juin 1802). Il avait fait les campagnes de 1792-1793 (Nord), ans 2 à 10, et fut blessé à La Trebbia, le 30 messidor an VII (18 juillet 1799).
(Arch. Guerre. R. F.)

sérénité, ce courage, ne furent pas un moment interrompus; mais, au bout de huit jours, le tétanos se déclara, et Francœur mourut! » (1)

Le quatrième, le capitaine *Chaffaux*, était un homme modelé sur l'antique, fait comme une statue et très fortement constitué. Sévère dans ses mœurs, dans ses principes, dans ses habitudes, il était aussi sobre que continent. Sa figure blonde était calme, mais ferme, et même il avait dans la figure quelque chose de chevaleresque que ses moustaches à la royale accompagnaient à merveille. Il dormait peu et ne se déshabillait que pour changer de linge; car même dans les cantonnements ou les garnisons, où il dormait avec ses vêtements et de préférence sur la paille. Studieux, il était fort instruit, réfléchi, méditatif, il y avait peu de sujets sur lesquels il n'eut des pensées fortes et originales. Modeste et parlant peu, il fallait le connaître pour l'apprécier; recevait-il des ordres, il les exécutait aveuglement. Avait-il à en donner, c'était toujours avec une haute sagesse, enfin on ne pouvait avoir plus de soumission envers ses chefs, de dévouement à ses camarades et à ses devoirs, de sollicitude pour ses subordonnés. Aussi n'ai-je pas connu d'officier plus estimé et plus aimé. Pour connaître ses facultés et ses forces, il avait fait sur lui-même des expériences singulières, entre autres celle de savoir combien de temps il pourrait vivre sans boire ni manger, et il avait approché de la soixante douzième heure. Il est mort pendant la campagne de Pichegru en Hollande, des suites d'une blessure affreuse. Connaissant sa position, il ne témoignait que le regret de ne pas mourir sur le champ de bataille, mais jusqu'au dernier moment il étonna, confondant tout le monde par son imperturbable stoïcisme.

Ce 24e bataillon d'infanterie légère renfermait encore deux officiers à citer : d'abord un jeune lieutenant, *Machemin*, brave et excellent officier, qui, criblé de blessures au passage du Wahal et ayant combattu plusieurs heures avec deux blessures reçues, fut estropié par une dernière, de manière à ne plus pouvoir servir que dans les places; ensuite un capitaine, *Sacqueleu*, qui, dans ce grade, se fit une réputation que, comme adjudant général, il ne soutint pas quant à la capacité, car on n'était pas plus brave.

Nous compléterons ces portraits en donnant un court aperçu sur les services de ces officiers auxquels nous ajouterons ceux du capitaine *Duchoqué*.

---

(1) Ce fut une balle française qui blessa le capitaine Francœur, car les troupes de renfort avaient ouvert le feu sur la première ligne (Combat de la redoute du Tilleul, 13 octobre).

Alexandre-Honoré Machemin, né à Bordeaux en 1773 était entré au service comme aide de camp de ce ridicule général Canolle dont nous parlons ailleurs (17 octobre 1792); lieutenant au régiment de Tournai le 25 février 1793, il passa ensuite au 4e bataillon de tirailleurs. Il devint plus tard capitaine adjudant de place, et fut retraité en 1830 avec la croix de Saint-Louis.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la brillante conduite du lieutenant du 4e tirailleurs (1).

Charles Sacqueleu, né à Tournai le 23 janvier 1769, avait débuté dans l'armée des patriotes brabançons où il était devenu capitaine. Au mois de mai 1792, il passa avec ce grade sans une compagnie franche au service de la République française et fut nommé le 23 février 1793, capitaine au régiment de Tournai, plus tard 24e bataillon léger, corps qui fut versé en 1794 au 3e bataillon de tirailleurs. En avril 1795, Sacqueleu fut adjoint à l'adjudant général Watrin et devint son aide de camp lorsque celui-ci fut nommé général (avril 1796). Après avoir servi avec distinction dans les armées du Nord (il fut blessé dans une sortie lors du blocus de Maubeuge, d'une balle qui lui cassa son sabre contre la tête et lui tordit le poignet et à Mouscron (28 avril 1794) d'une balle qui lui fracassa son hausse-col), du Rhin, de Vendée et d'Italie, il fit partie de l'expédition d'Irlande et de la première expédition de Saint-Domingue, à la suite de laquelle il fut nommé chef de bataillon par le général Hédouville, agent du Directoire dans cette colonie (1798).

De retour en Europe, il assista à la terrible bataille de La Trebbia, le 1er messidor an 7 (19 juin 1799), où il eut son cheval tué sous lui et fut nommé, par le général en chef Macdonald, adjudant général sur le champ de bataille. Il était à Novi, où il perdit encore un cheval, à Reggio, à Madère, à Castellamare, à Gênes et à Porto-Ferrajo (Elbe). En février 1802, il s'embarqua de nouveau pour Saint-Domingue, avec la deuxième expédition commandée par le général Leclerc, beau-frère du premier Consul. Il succomba aux atteintes de la fièvre jaune le 21 floréal an XI (11 mai 1803) alors qu'il était gouverneur militaire de Cayes, ville et port d'Haïti (2).

Alexandre Duchoqué, né à Tournai le 2 octobre 1769, entra au régiment de Tournai le 25 février 1793, et reçut son brevet de capi-

---

(1) *Général baron Thiébault. Souvenirs militaires. Op. Cit. et Arch. adm. de la Guerre.*

(2) *Général F. Bernaert. Fastes militaires, etc., et Arch. adm. de la Guerre.*

taine le même jour. Aide de camp le 21 avril 1799 du général Salm, chef de bataillon le 19 juin suivant.

Attaché au 1er bataillon franc de l'île d'Elbe le 22 juillet 1803, jusqu'en 1810 (31 octobre), il passa ensuite au 1er régiment de la Méditerranée le 1er novembre suivant, et devint commandant de la 86e cohorte, puis il fut placé à la tête d'un bataillon du 137e de ligne. Il fut tué à Hoyerswerda en 1813 (28 mai).

Il avait fait les campagnes de l'armée du Nord, celles de l'armée de Sambre et Meuse, celles de l'armée d'Italie et l'expédition de Saint-Domingue.

Régiment de Bruges.

Après la rentrée des Autrichiens en Belgique (1790), François-Joseph-Léonard de Serret, cet héroïque Wallon, dont nous avons eu l'occasion de parler au cours de la Révolution brabançonne, s'était réfugié à Lille avec une partie de son régiment (de Bruges n° 6). C'est là qu'il reçut l'ordre, au mois de novembre 1792, des représentants du peuple, de lever deux bataillons d'infanterie et deux escadrons de dragons.

Avec cette nouvelle légion, qui prit le nom de Légion de Flandre puis de régiment de Bruges, de Serret fut envoyé à Anvers et prit part à la campagne de Hollande avec 857 fantassins et 70 dragons, qui firent leur service à pied.

Après Neerwinden, il fut envoyé à Cassel avec les débris de son régiment et fut chargé de prendre le commandement de Saint-Venant et de mettre cette place en état de défense. Cette mission remplie, il fut envoyé prendre le commandement du camp de Wittecatte (?) près d'Ypres, lequel avait une garnison de 3000 hommes.

La nomination de Serret remonte au 15 janvier 1793. Nous donnons à titre documentaire le brevet qui lui fut décerné (1) :

Régiment de Bruges *Au nom de la République*

Brevet de Chef de Brigade.

Le Conseil Exécutif provisoire établi en vertu de la Loi du 15 août 1792, l'An IV de la Liberté, prenant une entière confiance dans la valeur, expérience, vigilence, bonne conduite, zèle et fidélité envers

---

(1) Ce brevet est doublement intéressant parce qu'il concerne un des meilleurs officiers de notre armée et parce que, donné le 9 août 1793, *il a un effet rétroactif* et confirme le brevet donné à de Serret, le 15 janvier 1793, par le Comité militaire de Bruxelles. C'est cette confirmation de leurs brevets que tant d'officiers attendirent en vain.

la Patrie, dont a donné les preuves dans toutes les occasions le citoyen : *François-Joseph-Léonard Deserret*, l'a nommé à la place de chef de brigade du régiment de Bruges à dater du 15 janvier 1793, pour en faire les fonctions et commander le dit régiment, sous l'autorité du Conseil Exécutif provisoire et sous les ordres des officiers généraux employés auprès des troupes; mande et ordonne à tous ceux qu'il appartiendra de le recevoir et faire reconnaître en la dite qualité, de tous les officiers, sous-officiers et soldats du dit régiment.

Donné à Paris, le 9e jour d'août 1793, l'An IIe de la République française.

Le Conseil Exécutif provisoire :
(Signé) *Dalbarade.*

Le Ministre de la Guerre :
(Signé) *Bouchotte.*

Le service des avant-postes avait rudement malmené ce beau régiment, si bien que lors de la revue ordonnée le 2 juin 1793 à Saint-Venant par le général Custine, il ne présentait plus qu'un effectif total de 36 officiers et 131 officiers et soldats, répartis en un état-major, 3 compagnies d'infanterie, une compagnie de canonniers, une compagnie de chasseurs à pied et un escadron de chasseurs à cheval.

Charles-François-Antoine *Steenhaudt* (1) était lieutenant-colonel quartier-maître trésorier, Jean-Dominique *Verbrugh*, adjudant-major et Jean *Flemingh*, chirurgien-major, c'étaient trois Brugeois, comme les capitaines :

Louis *de Serret*, fils du colonel (2), Jean-Joseph-Henri *Backe*, avec Jean *Magnem*, de La Rochelle; Jean-Baptiste Xavier *Martinide*, Sébastien *Caneel;* les lieutenants et sous-lieutenants étaient Henri *Steenhaudt*, Louis *Vanhuele*, Nicolas *Weynaërt*, A. H. *Bultynck*, Ph. *Kesteloot*, Louis *Mamet*, J.-B. *Donny*, François *de Jeagher*, J. *Vanhuele*, Jean *de Doncquers*, Jacques *Herdeboudt* (plus tard capitaine à la 15e légère, nommé par Macdonald à La Trebbia, puis aide de camp des généraux Lahure et Kellermann), J. *Delwaert* et Joseph *Dubois*, tous Brugeois; Auguste *Commartin*, de Dunkerque, Joseph *Levant*, de Valenciennes, Louis *Mathis* de Bruxelles, Pierre *Bécué*, de Dunkerque, Philippe-Auguste *Moncomble*, né à Andely (Eure) en

---

(1) Les états de services de *Steenhaudt* portent qu'il fut nommé le 15 janvier 1793 chef d'escadron dans la Légion de la Flandre. Il s'agit probablement de la première appellation donnée au régiment de Bruges et nous avons vu, en effet, que cette légion avait 2 escadrons de cavalerie.

(2) *Louis-Bernard-Jean-Chrysostôme de Serret*, fils du colonel de Serret, né le 20 avril 1769, à Bruges et y décédé le 10 avril 1839.

1768, ancien volontaire au 1er bataillon de l'Eure, et Joseph *Genotte*.

La compagnie de canonniers attachée au régiment avait pour officiers le capitaine *Du Lieu* et le lieutenant *d'Hauw*.

La compagnie de chasseurs à pied était commandée par le capitaine Antoine *Hardy*, elle avait pour lieutenant P. *Hennekens* et pour sous-lieutenant *d'Hauw*.

Citons enfin les officiers de l'escadron de chasseurs à cheval : G. *Reubens*, capitaine, François *de Serret* (1), lieutenant et Louis *Mergelingh*, sous-lieutenant.

Régiment d'Anvers.

Ce régiment, désigné parfois sous le nom de 4e régiment d'infanterie belge, et qui devint en réalité 4e bataillon de chasseurs à la fin de l'année 1793 (2), fut organisé dans le courant de janvier.

Nous n'avons pu, malheureusement, découvrir la situation de ce corps avant la date du 4 nivôse An II (25 décembre 1793), mais par contre nous nous faisons un vrai plaisir de donner in-extenso le certificat délivré au régiment d'Anvers par le général de division Balland :

« Nous Général de Division à l'Armée du Nord, certifions que le 4e bataillon de Chasseurs Belges a servi pendant l'espace de cinq mois sous mes ordres, que pendant ce temps il s'est comporté dans les différentes affaires qui ont eu lieu, avec la plus grande bravoure, entre autres à l'affaire de Hondschoote, à celle de Menin, et aux journées du 15 et 16 octobre (vieux style) il s'est conduit avec valeur et même intrépidité. Certifions en outre que ce bataillon a toujours resté (sic) aux avant-postes et qu'il y a fait continuellement son service avec zèle et intelligence, et qu'il y a mis sans cesse la plus grande surveillance.

Au Quartier-Général de Solre-le-Château le 7 frimaire, 2e année républicaine.

(Signé) BALLAND. »

La situation de ce bataillon au 25 décembre 1793 donne sept compagnies, soit 25 officiers et 411 hommes (y compris les absents).

Le commandant était Jean-Baptiste *Cuvelier*, ex-lieutenant-colonel

---

(1) *François-Joseph-Jean-Baptiste de Serret*, fils du colonel de Serret, né le 19 décembre 1767, à Bruges et y décédé le 11 janvier 1858. Après avoir servi dans l'armée des Patriotes, il devint capitaine et fut plus tard maire de Bruges (1813-1815) et baron de l'Empire.

(2) Malgré l'existence, comme on le verra plus loin, d'un 4e bataillon.

de la Légion Belge et colonel du régiment d'Anvers depuis le 7 mars 1793 (1).

L'état-major comprenait un chef de bataillon César *Dangélis*, né à Bruxelles en 1763, un quartier-maître Anet *Despaleines*, né à Clermont (Puy-de-Dôme) en 1763; un adjudant-major Pierre *Hancet*, né à Houdchard (Brabant) en 1765 et un aide Egidius *Wœrmans*, d'Anvers (1757).

Parmi les officiers il se trouvait plusieurs anciens légionnaires de 1792.

Les capitaines étaient *Deghendt*, de Gand (1733), prisonnier de guerre à cette époque, Adrien *Debeyer*, un ancien réfugié hollandais, né à Bois-le-Duc en 1754, Pierre *Sanders*, *Béguin*, Pierre-Mathieu *Vandaele*, d'Anvers, Bartholomé *Maus*, né à Anvers en 1765, prisonnier de guerre et P. M. *Frémont*, de Fourges (Eure), né en 1759, le seul officier du régiment de West-Flandre qui n'ait pas suivi Dumouriez.

Parmi les lieutenants Jean-Baptiste *Schwartz*, de Bruges, Louis-Joseph *Decarnin*, de Lille, et François *Vanderbelen*, de Bruxelles, sortaient de la Légion belge. Les autres lieutenants étaient *Simonnet* de Neuville (Liége), né en 1769, J.-B. *Vermeulen*, d'Anvers (1773) et Henri *Millot*, de Saint-Mihiel (Meuse), né en 1765.

Les sous-lieutenants étaient Alexandre *Bauwens*, de Bruxelles, ancien patriote brabançon (1771), J.-B. *Delfontaine*, d'Anvers (1765), Honoré *Landais*, de Neuilly (1754); Jacques *Breton*, de Malain (Côte-d'Or), né en 1768; *Tinsma* (Jan) de Leeuwaerden, né en 1761 et *Van Aken* (F.-Jos.), de Liége, né en 1761. Citons enfin les deux fils du colonel Cuvelier : *Nicolas*, né à Couvin en 1771, et Jean-Baptiste, âgé de... onze ans!

L'état de revue que nous avons sous les yeux ajoute, en marge de ce dernier nom : A Lille. Incapable de servir par son bas-âge (sic).

Parmi ces officiers subalternes, Breton servait au bataillon de la Côte-d'Or depuis 1791, Landais avait servi plus de 19 ans au régiment de Royal-Vaisseaux, Tinsma avait porté l'habit rouge du régiment de Dillon-irlandais puis l'uniforme de la Légion franche étrangère. L'état ne fait pas mention du capitaine *Sépulchre*, de Jemeppe, ancien officier de la Révolution liégeoise, nommé dans le régiment d'Anvers, le 19 frimaire an 2 (décembre 1793).

---

(1) Cuvelier est encore porté sur les contrôles bien qu'il eût été blessé au bras gauche à Ypres (9 sept.) et amputé, puis blessé à Wervicq au même bras et amputé une seconde fois. Ses états de services portent qu'il fut nommé colonel du régiment d'Anvers le 17 janvier 1793.

2e Bataillon de Chasseurs belges.

Ce bataillon était anciennement le 2e de la Légion Belge. Il avait eu, paraît-il, fort à se plaindre des procédés du Comité militaire de Bruxelles qui entravait son recrutement. Il est certain que lors d'une revue passée à Valenciennes par le général Rosières, le 7 avril 1793, sa force effective était de 28 officiers, 38 sous-officiers, 4 tambours et... 20 chasseurs!

Son colonel, le brave Emmanuel *Dinne*, son lieutenant-colonel Pierre *Lejeune*, les capitaines *Thuriaux*, *Capelle*, *Stoefs* et *Vandaele*, les lieutenants *Vernemmen*, *Ducarrouge*, les sous-lieutenants *Lebrun* et *Mannié* avaient des brevets signés à Lille. Les autres officiers étaient *Coquinot*, adjudant-major; Nicolas *Dehault*, capitaine-quartier-maître; *Moucheur*, chirurgien-major; *Lecomte*, *Monet* et *Picquet*, capitaines; *Bodin*, *Beywit*, *Antoine*, *Piérard*, *Jérôme Dehault* et *Van Cutsem* (1), lieutenants; *Crépin*, *Cornesse*, *O'Born*, *Dervillé*, *Jacobs* et *Moucheur*, sous-lieutenants.

3e Bataillon de Chasseurs belges ou Gantois.

Aussi misérable était le 3e bataillon, réduit à 29 officiers et 75 hommes par vingt combats, couvert de haillons et implorant en vain le secours du Comité bruxellois, puis celui du ministre français. On serait vraiment tenté de croire (ainsi que l'affirment plusieurs lettres que nous avons eues entre les mains) à une négligence voulue du Comité militaire vis-à-vis de tout ce qui était passé par Lille!

Le 3e bataillon était cependant un des mieux encadré, car sur 29 officiers, 24 avaient servi plusieurs années et fait deux ou trois campagnes au moins. Il en est peu que le lecteur ne connaisse déjà.

Le commandant François-Adolphe *Crooy* (2), le commandant en second Hippolyte *Van Rossem*, le quartier-maître Dominique *de Waele* et tous les capitaines Pierre *Gautier*, Mathieu *Klein*, Bernard *Osten*, Jacques *Rheingraf*, François *Scheire*, Jean *Vleeschouwer* et Henri *Pappaert* avaient servi la cause de la Révolution brabançonne; seul, Vincent *Guersant* n'appartenait pas à l'armée des patriotes, mais il avait porté pendant dix ans l'habit blanc de Picardie (il était origi-

---

(1) *Van Cutsem (Joseph)*, né à Bruxelles le 8 février 1773, devint capitaine à la Grande Armée et fut tué au combat de Vals en Espagne (1809, 25 février).

(2) *François-Adolphe Crooy* passa le 5 juillet au 1er bataillon des chasseurs de Gand.

naire de la Normandie). Jacques *Rheingraf* avait servi 30 ans et fait 8 campagnes dans l'armée impériale.

Les lieutenants et les sous-lieutenants n'étaient pas non plus des novices dans l'art de guerroyer, car si Jean-Baptiste *Lejeune*, né à Sedan en 1770, Charles *Hobbelaers*, né à Gand en 1777, Pierre *Domergue*, Jean-Baptiste *Parade* et François *Fleury*, nés à Périgueux en 1769, n'avaient guère fait qu'une campagne, *Bulcke*, *Van Geen*, *Chomé*, *de Bleumortiers*, *Coucke*, *Roelants* étaient d'anciens soldats de Van der Mersch; Alexis *Parisot*, ne à Paris en 1767, avait servi plus de 8 ans dans la marine royale, *Courtois*, un autre français, né en 1773, faisait partie de la première levée des volontaires, *Baudin*, de Douai (1767) avait à son actif 7 années passées dans l'infanterie française. Citons encore *Babois* (François), né à Rouen en 1770, adjudant-major, ancien soldat français et *Rijvenberg* (Conrad), chirurgien-major, né à Rotterdam en 1751, *Bourget* (Alexis), lieutenant, né à Reims en 1767, soldat en France depuis 1782, *Rousselle* (Joseph), sous-lieutenant, né à Tournai en 1769, et qui avait servi plusieurs années dans l'armée autrichienne (1).

4e Bataillon d'infanterie.

C'est l'ancien 4e bataillon de la Légion Belge, mais sur les états de revue, on a remplacé le mot chasseur par le mot fusilier.

Ce bataillon fut passé en revue le 29 mai 1793 par le commissaire des guerres Le Tessier, à Saint-Quentin. Il n'avait que son cadre: 30 officiers, 49 sous-officiers, 5 tambours, un grenadier et onze fusiliers présents. Une centaine d'hommes environ étaient absents (à l'hôpital, détachés, etc.).

Le lieutenant-colonel commandant était français. Il s'appelait *Joseph Griffon*, et nous avons vu qu'il devint capitaine dans l'armée des Patriotes brabançons, puis dans la Légion belge. L'état de revue porte aussi comme lieutenants-colonels surnuméraires *Damarin* et *Lestienne*.

Par lettre datée de Saint-Quentin le 6 octobre 1793, et adressée à Xavier Audouin, adjoint du ministre de la guerre, Griffon se plaint de cet état de choses. Il proteste qu'il est seul chef reconnu de ce bataillon qui faisait partie de la Légion Belge à Lille, que Lestienne

---

(1) Etat de situation daté de Saint-Omer, le 2 mai 1793 et signé par Crooy. Ce bataillon est parfois désigné comme *3e bataillon de Gand*. Il devait être sous les ordres d'Osten à qui certaines pièces des Archives de la Guerre attribuent 3 bataillons, et nous croyons que ses débris furent amalgamés au 1er bataillon gantois.

et Damarin n'ont jamais été officiers de ce corps. « D'ailleurs, ajoutait Griffon, je vous donne ces deux lieutenants-colonels pour avoir servi en qualité d'officiers dans les Autrichiens. Le nommé Lestienne a été capitaine de cavalerie et l'autre nommé Damarin, lieutenant d'infanterie. Ce dernier est de grande noblesse, et l'autre avocat du même pays. Les nobles et les avocats ne sont jamais grands amis d'un Français, d'un officier de fortune, d'un républicain tel que moi; d'ailleurs l'un et l'autre ne servent qu'à mettre la zizanie dans mon bataillon *qui est composé de tous déserteurs autrichiens*. Griffon obtint satisfaction, mais il fut, paraît-il, arrêté quelque temps après ainsi que Lestienne, dont nous connaissons les débuts pendant la Révolution et Damarin, celui-ci sous l'inculpation de noblesse.

Lestienne ne dut son salut qu'au 9 Thermidor : appelé chez le représentant Duquesnoy qui le menaçait de la guillotine pour avoir avili la Convention dans la personne d'un de ses députés (Lestienne s'était plaint hautement de la conduite de Duquesnoy qui s'était permis de lever la main sur un officier), le colonel répliqua : En faisant mon devoir, je ne crains personne, c'est vous qui avilissez la nation française en frappant ses officiers! »

Il n'en fallait pas tant pour exciter la colère du farouche conventionnel. Lestienne fut arrêté et conduit à Arras que terrorisait alors le proconsul Lebon, d'odieuse mémoire. Relâché après la chute de Robespierre, Lestienne devint chef de bataillon, se fit remarquer à Marengo et fut plus tard chevalier de la Légion d'honneur. Griffon réussit également à traverser la crise. Nous reparlerons de lui.

Quant à Damarin (Louis-Emmanuel) de Bruges, on le promena dans les prisons de Laon, de Soissons, de Nointel (Clermont-sur-Oise).

Les autres officiers du 4e bataillon étaient le quartier-maître *Frédéric*, l'adjudant-major *Henry*, le chirurgien-major *Morlet*, les capitaines *Flon* (des grenadiers), *Germain*, *Gravez*, *Goemans*, *Maes*, *Van Onderwater*, *Dorval*, *Wuyts* et *Desprez;* les lieutenants *Rolans*, *Lannay*, *Michaël*, *Bernard*, *Fustier*, *Chevrier*, *Flon (fils)*, *Lefèvre* et *Leduc;* les sous-lieutenants *Ravel*, *Dothée*, *Puyssaie*, *Gœssens*, *Clément*, *Colinet*, *Mathieux*, *Ledoux* et *Delatteur*.

Deux noms nous arrêtent dans cette liste. Ce sont ceux des capitaines Goemans et Wuyts.

Louis-Balthazar Goemans de Louvain devint en effet officier à la 112e demi-brigade. Quant à Jean-François Wuyts, de Westerloo, né en 1772, il était passé par l'armée brabançonne puis par la Légion belge, et le général Bernaert signale sa brillante conduite en 1794 comme officier à la 8e demi-brigade légère. Il devint officier de la Légion d'honneur.

1er Bataillon des Chasseurs de Gand.

Ce bataillon fut levé à Gand dans le courant du mois de décembre 1792, par le colonel Osten, et placé sous les ordres du lieutenant-colonel Demelin. A la revue passée le 12 février 1793 devant les commissaires de la Convention, Gossuin, Treilard et Merlin de Douai, le bataillon présentait un effectif de 30 officiers, 70 sous-officiers. 7 tambours et 580 appointés et chasseurs répartis en 8 compagnies. Mais la campagne qui suivit la défection de Dumouriez n'allait pas tarder à décimer nos Gantois. Du 1er mai au 4 juin, les 1er et 2e bataillons perdirent en morts et blessés 3 officiers et 350 hommes.

Le lieutenant-colonel *Demelin*, les capitaines *Milcamps* et *Van Keer*, les lieutenants *Pardon* (Charles), *Van Bockstalle*, *Posez* (Gilles) et *Baudin* (Auguste) et le sous-lieutenant *Vergauwen* (Martin) du 1er bataillon furent blessés à l'affaire du 1er mai (combat de Bonne-Espérance); les capitaines *Fontaine* (Boniface), et le sous-lieutenant *Pépin* (Jacques) tombèrent le 8 mai (combat du bois de Vicogne). Pépin mourut trois jours après des suites de ses blessures.

Revinrent indemnes, l'adjudant-major *Lemercier*, le quartier-maître *Fontaine*, *Vandelmans*, chirurgien-major, *Noël* et Jean *Maco*, adjudants; François-Adolphe *Crooy*, *Le Duc*, *Josse de Boone*, Louis *Deplus* et Pierre-André *Osten*, capitaines; Jean-Baptiste *Fontaine*, Ignace de *Bisschop*, Jean *Paulus* et *Bonnart*, lieutenants; Armand *Ruylof*, Bertrand *Gissin*, *de Hennau*, *Vander Haegen*, *Liénard* et Louis *Loyer*, sous-lieutenants (1).

A quelque temps de là, un nouveau combat, livré au bois de Raismes, coûta la vie au sous-lieutenant Ruylof (23 mai).

Dans les derniers jours du mois de mai, le 1er bataillon des chasseurs gantois devint le 17e bataillon de chasseurs au service de la République, et son commandement fut confié le 5 juillet à *François-Adolphe Crooy*, qui ne devait pas le garder longtemps, atteint d'un coup de feu à la cuisse au combat de Tourcoing, le 27 août, *Crooy* mourut à Lille le 4 septembre.

---

(1) Etat du 12 mai 1793, daté de Denain et signé Osten, colonel commandant en chef. Une autre situation, postérieure au 4 juin, indique comme second lieutenant-colonel Fontaine (sans prénoms) blessé le 8 mai, et Bonnart comme capitaine id. Il s'agit de Boniface Fontaine, ancien officier de la Légion Belge et capitaine dans ce bataillon. Osten avait demandé pour lui, le 13 mai, la place laissée vacante par la démission de Demelin, lequel était sans doute hors d'état de servir par suite de ses blessures. Fontaine aurait donc précédé Crooy.

Des héroïques chasseurs de Vicogne et de Raismes, il ne restait plus hélas que 206 officiers et soldats!

Le 3 mai, les représentants Dubois-Dubais et Briez, dans un rapport qu'ils adressent à la Convention sur l'affaire du 2, écrivent: « Les Belges ont fait des prodiges de valeur ». Le même jour, Kilmaine écrit à Dampierre : « Les chasseurs belges se sont particulièrement distingués et ont beaucoup souffert... je n'ai à leur reprocher qu'un excès de bravoure. » Il cite les deux bataillons du colonel Osten qui ont eu 17 officiers blessés dont deux mortellement, et un tué.

2e Bataillon des Chasseurs de Gand.

Formé à la même époque que le 1er bataillon, le 2e n'eut pas une destinée bien différente. La revue du 12 février 1793 nous montre 650 officiers et soldats répartis en un état-major, une compagnie de canonniers (la 1re du bataillon) et onze compagnies de chasseurs.

Le lieutenant-colonel, commandant sous les ordres d'Osten, fut d'abord Bernard *Freymann*.

Le capitaine adjudant-major Louis *Legrand*, de Saint-Omer, avait servi comme capitaine dans les dragons de Flandre pendant la révolution brabançonne, Pierre *Van Loo*, de Gand, ancien combattant d'Amérique, était quartier-maître; François *Motquain*, d'Ostende, chirurgien-major, et Martin *Beer*, de Gand, adjudant.

Les capitaines étaient Joseph *Synberge*, ancien soldat de Vander Mersch, et Philippe *Seutin*, de Gand, Alexandre *Geffroy*, du Quesnoy (Oise), qui avait fait les campagnes du Hanovre et avait servi en France depuis 1757; Jean *Mortelmans* et Michel *Vanderblock*, d'Anvers, Philippe *Hergot*, de Mons, Pierre *Salvetty*, d'origine helvétique, Henri *Vanclève*, J.-A. *Dumonceau*, Auguste *Vanhoutte*, et Pierre *David*, lequel commandait la compagnie de canonniers.

Les lieutenants : François *Vandereecken*, d'Audenaerde, Laurent *Guez*, Emmanuel *Paulus*, de Gand, P.-J. *Lafontaine*, de Gand, François *Van Loo*, de Gand, Hyacinthe *Dhondt*, d'Audenaerde, Michel *Demoulin*, de Louvain, Joseph *Asselin*, d'Arras, J.-B. Renault *Serues*, de Menin, ancien officier de la Légion, François *Hebbelinck*, de Gand et Charles *Béhague* (ce dernier, originaire de Lille, était attaché à la Compagnie de canonniers).

Les sous-lieutenants : Charles *Paulus*, de Gand, Philippe *Planteau*, de Conflans, Pierre *Clément*, de Menin, Dominique *Vande Vyvere*, de Gand, Michel *Levêque*, de Mons, Henri *Van Rossem*, de Gand, J.-B. *Gillis*, d'Anvers; A. *Milcamps*, Jacques *Dossaer*, Célestin

Caffiéry, de Saint-Omer, Jacques *Moens*, de Gand, (sou-lieutenant de canonniers) et André *Vandenabeele* (1).

De même que le 1er bataillon gantois, le 2e reçut bientôt un numéro dans les troupes belges au service de la République; il devint le 18e Bataillon de Chasseurs.

Le 2e bataillon gantois embrigadé avec le 1er, participa aux actions qui se déroulèrent en mai et en juin aux environs de Valenciennes et fut moins bien partagé encore, car il laissa sur le carreau et entre les mains de l'ennemi, 390 hommes dont 23 officiers (2).

Au combat de Bonne-Espérance (1er mai), les capitaines *Legrand*, *Seutin*, *Vanclève*, *Vanderblock* et *Hergot*, le lieutenant *Raymond* et les sous-lieutenants *Vandenabeele*, *Clément* et *Van de Vyver* furent blessés. (Vanclève mourut le 13 juin des suites de ses blessures.)

Le 8 mai, à Vicogne, le capitaine *Vanhoutte*, le lieutenant *Paulus* et l'adjudant *de Beer* furent blessés, Vanhoutte mortellement; le capitaine *Salvetty*, et le lieutenant *Serues* furent faits prisonniers.

Le 10 mai, fut blessé le sous-lieutenant *Paulus*.

Le 23 mai, au combat de Raismes, le lieutenant-colonel *Freymann* eut la jambe emportée par un boulet, Alexandre *Geffroy*, qui venait d'être nommé lieutenant-colonel en second, *de Beer*, nouvellement promu adjudant-major et *David* qui commandait les canonniers, furent blessés; le sous-lieutenant *Gillis* fut fait prisonnier.

Enfin, le 4 juin, en défendant le village de Coutiche, le lieutenant-colonel *Geffroy* fut derechef blessé, et cette fois dangereusement; il tomba aux mains de l'ennemi avec son adjudant-major *de Beer*, ses lieutenants *Guez* et *Levêque*, ses sous-lieutenants *Planteau* et *Van Rossem*, le sergent-major *Dobbelaere* et 30 chasseurs.

En même temps que *Geffroy*, *Synberge* était devenu lieutenant-colonel en second. Quelques transformations avaient été opérées dans le cadre du bataillon : le capitaine *Dumonceau* était passé dans un autre bataillon ,les lieutenants *Vandereecken*, *Serues*, *Paulus* et *Behague* étaient devenus capitaines; André *Jolly*, d'Anvers, et Jacques *Heumann* (3), un Picard, avaient été admis dans le même grade. Les sous-lieutenants *Milcamps* et *Moens* étaient devenus lieutenants. Les nouveaux officiers subalternes admis au corps étaient le lieutenant

---

(1) Fait au cantonnement de Denain, le 12 mai 1793, l'an 2e de la République. Le colonel commandant en chef, signé : Osten.

(2) D'après un *Etat de situation* daté du cantonnement de Linselle, 8 août 1793, et signé par les six membres du Conseil d'administration du corps.

(3) Certains contrôles portent ces officiers comme présents au corps dès le mois de janvier.

Denis *Lefèvre*, de Bayeux, et les sous-lieutenants Jean *Maës*, Pierre *Termotte* et J.-B. *Timmermann*, de Gand, et Jacques *Van Es*, originaire de la Gueldre (1).

1er Bataillon des Chasseurs de Jemappes.

De même que les 1er et 2e bataillons gantois (ou 17e et 18e de chasseurs) étaient embrigadés sous le commandement du colonel Osten, les 1er et 2e bataillons de Jemappes (ou 5e et 6e de la Légion belge) formaient une brigade sous les ordres du colonel Richtersleben, tué pendant le blocus de Maubeuge et remplacé le 7 octobre 1793 par Jean-François-Albert-Ignace-Joseph Senault.

Nous savons déjà que le 1er bataillon des Chasseurs de Jemappes fut formé le 15 novembre 1792 et nous connaissons ses officiers.

Le colonel Henri *d'Huart* avait été remplacé le 10 février 1793 par le colonel *Laruelle*, auquel on avait adjoint deux chefs de bataillon : *Isaac* et *Rouyer*. Ce dernier demanda à être employé dans un autre corps, prétextant non sans raison que pour un simple bataillon c'était trop de trois officiers supérieurs. Rouyer avait servi aux Gardes-Françaises depuis le 1er janvier 1780, puis était passé comme sous-lieutenant le 15 septembre 1791 au 25e d'infanterie (ex-Poitou), régiment où il était devenu lieutenant le 1er mai 1792, après avoir fait un stage comme adjudant-major au 2e bataillon de l'Orme. Sa nomination au grade de chef de bataillon dans les chasseurs de Jemappes datait du 1er février 1793.

Laruelle et *Isaac* ne semblent pas avoir gardé longtemps leur commandement. Le 12 juillet, le 1er bataillon de Jemappes avait comme chef le lieutenant-colonel *François-Joseph Latteur*, que nous connaissons déjà, et dont les états de services portent qu'il fut nommé chef de bataillon le 25 février, comme lieutenant-colonel en second *Jean-François Senault*, tous deux capitaines dans ce bataillon lors de sa formation.

Le quartier-maître était *Louis-Auguste La Combe*, né à Paris en 1762, soldat en France depuis 1789; l'adjudant-major était *François-Joseph Chevalier*, de Mons (176), soldat dans l'armée autrichienne

---

(1) Etat daté de Lille, le 25 août 1793 et signé par le chef de bataillon Geffroy, qui, ayant été échangé était venu reprendre son commandement; mais il ne put se remettre de ses blessures et mourut le 6 janvier 1794.

Il y a, entre les états du 12 mai et du 25 août, de nombreuses différences, non seulement dans l'orthographe des noms, mais dans l'attribution des prénoms. Nous faisons donc certaines réserves en ce qui concerne plusieurs officiers du 2e bataillon gantois.

depuis 1785 ; à l'exception de Louis-Joseph *Defacqz*, tous les capitaines étaient d'anciens lieutenants ou sous-lieutenants du 15 novembre 1792: *Battelet*, *Pourcelle*, *Develette*, *Coppens*, *Mignon*, *Legros* et *Leduc*.

Les lieutenants et sous-lieutenants étaient *Jaumotte* (Jean), de Dinant, *Troyes*, *Desrumeaux*, et *de Bay* (nommés le 15 novembre 1792), François *Latteur*, de Mons, Jean *Bource*, de Mons (1769), Léopold *Pariaux*, de Mons (1772), Guillaume *Lecamus*, de Mons (1765), Jean *Langlois*, de Louviers (Seine-Inférieure), né en 1765, ancien soldat autrichien, Joseph *Degay*, de Mons (1771), François *Léonard*, de Sancy (Luxembourg), né en 1762, soldat autrichien depuis 1779, Alexandre *Blascaux*, de Mons (1762), François *Marchadier*, un Parisien qui avait servi dans les armées impériales depuis 1778, enfin Joseph *Savreux* et Joseph *Rénier*, nés en 1766 à Sénarpont (1).

2e Bataillon des Chasseurs de Jemappes.

Ce bataillon, dont on avait projeté la création dès le 19 novembre 1792 fut mis sur pied le 10 janvier suivant et placé sous les ordres du lieutenant-colonel *Marlier*, officier dans la Légion Belge depuis le début. Le 6e bataillon ou 2e de Jemappes était composé d'un état-major et de huit compagnies de chasseurs.

Louis-Joseph *Montigny*, de Lille, *Périnet*, de Châteauroux et *d'Archambaud*, d'Eppe-Sauvage (Nord) occupaient respectivement les fonctions de quartier-maître, adjudant-major et chirurgien-major.

Les officiers étaient, dans l'ordre des compagnies :

Capitaines :

J.-Phil. *Devillers*, de Verviers ; Lambert-Joseph *Legros*, de Huy ; *Defacqz*, de Blaton, déjà cité ; Martin-Joseph *Beaumont*, de Mons ; Joseph *Hautelet*, de Givet ; Joseph-Nicolas *Sacré*, ancien lieutenant au 1er bataillon ; Philippe *de Bay* et *Choveau*, de Mons.

Le capitaine Jean-Joseph *Grégoire* avait été tué le 8 mai 1793 sous Maubeuge.

Lieutenants :

Guitrel, de Paris ; François *Hecq* et Hyppolite *Mornaux*, de Mons ; *Lefèvre*, de Binche ; Augustin *Smersch* et Philippe *Sacré*, de Mons ; J.-B. *Bridoux*, de Douai et Jean *Colinet*, de Mons.

---

(1) Etat daté de Brunemont, 12 juillet 1793.

Sous-lieutenants :

Philippe *Audin*, Dominique *Leclercq*, Xavier *Dupont*, de Mons, J.-B. *Defrise*, de Dour, Ghislain *Guisbiers*, né le 9 octobre 1770, et Pierre-Joseph *Sacré*, de Mons, *Stadieu*, de Heurimont (Languedoc), né le 9 octobre 1770 et Joseph *Carion*, de Mons (1).

Après la défection de Dumouriez, le 2e bataillon de Jemappes fit partie de la division Tourville (armée du Nord).

Nous avons retrouvé dans les pertes des troupes belges à la frontière, le nom d'un capitaine, nommé le 22 février 1793, *Grégoire*, qui fut tué au cours de la campagne (avant le 2 juin).

Le capitaine *Sacré*, les lieutenants *Colinet* et *Smersch* et le sous-lieutenant *Sacré*, tombèrent aux mains de l'ennemi au cours des nombreuses actions livrées pendant le mois de mai de 1793.

1er Bataillon liégeois.

Le 1er bataillon liégeois paraît avoir voulu jouer le même rôle que la Légion des Sans-culottes bruxellois, et son existence fut sans doute éphémère. Créé le 6 février 1793 sous le nom de Bataillon des Sans-culottes, à la demande des généraux français par *Henri Vignette* (2), qui reçut le grade de colonel, il fut fait prisonnier presqu'en entier lors de la reddition du Quesnoy (13 septembre) et son nom ne figure plus sur la liste des troupes belges lors de la transformation de 1794.

Un état de revue daté du Quesnoy le 21 mai 1793, indique une force totale de 25 officiers, 39 sous-officiers et 140 chasseurs.

Le 1er bataillon liégeois avait pour commandant en second le lieutenant-colonel *Antoine Martiny*, de Liége, né en 1762, et qui avait servi de 1781 à 1785 au régiment de Boulonnais (79e d'infanterie en 1791), puis dans la garde patriotique de Liége, en 1789, comme brigadier ,et enfin comme major au 6e régiment de la garde nationale liégeoise.

---

(1) Etat nominatif daté du cantonnement de Colleret, le 20 août 1793, et signé par Richtersleben et Marlier.

Quant à la situation de l'effectif du 2e bataillon de Jemappes, nous n'avons pu retrouver que celle du 22 mai 1793, datée du cantonnement de Serfontaine et qui porte : officiers : présents : 19; malades : 4; prisonniers : 5; troupe : présents 278; malades : 30. *(Arch. de la Guerre. R. F.)*

(2) Ce même *Vignette*, major de volontaires pendant la Révolution liégeoise, s'était présenté le 29 août 1790 devant le général Donceel avec 28 officiers, se qualifiant corps d'officiers composant la garnison de Hasselt, pour demander la même paye que les officiers des troupes régulières. Sur le refus du général, Vignette était sorti de Hasselt avec tout son bataillon, tambours battant, et avait regagné Liége sans être inquiété! *(Cf. Borgnet. Op. Cit.)*

Quartier-maître trésorier *Carette;* chirurgien-major *Wilmotte* (1).

Les officiers étaient, dans l'ordre des sept compagnies du bataillon :

Capitaines : *Jean-Pierre Colsoul*, *Piette*, *Gérard*, *Digneffe* et *d'Aywailles (Pierre-Antoine)* plus tard officier au 112e de ligne et lieutenant général en Belgique. D'Aywailles qui sortait de la Garde nationale liégeose avait été blessé grièvement d'un coup de feu au bas-ventre le 4 août. *Henri-Joseph Dor*, né à Liége en 1761, ancien volontaire des révolutions Hollandaise et Brabançonne.

Lieutenants : *Bertrand*, *Léonard Nivard*, *Sangueur*, *Sauvage*, *Joseph Delsa*, *Bolty* et *Jean-Nicolas Lochet*, né à Liége en 1767.

Sous-lieutenants : *Nicolas Vignette*, *Joseph André*, de Seraing, ancien sous-officier aux Ransonnets, *Etienne Croisier*, né à Liége le 15 avril 1773, *Servais Magnée*, *Bafé*, *Louis Delacroix* et *Botty* (Hyacinthe), né le 6 décembre 1772 à Liége.

Lors de la reddition du Quesnoy, le colonel *Vignette*, le capitaine *d'Aywailles*, les lieutenants *Delsa* et *Lochet*, les sous-lieutenants *Magné*, *Croisier*, *André*, *Delacroix* et *Vignette* furent faits prisonniers de guerre et conduits en Hongrie où ils demeurèrent plus de trois ans.

3e Bataillon liégeois.

Lors de la retraite des Français, après la bataille de Neerwinden, quelques officiers et soldats de la garde nationale de Liége (formée en décembre 1792), avaient emporté le drapeau de cette garde et s'étaient réfugiés à Bruxelles, où ils s'organisèrent en bataillon. Telle fut l'origine du 3e Bataillon liégeois (2).

Le lieutenant-colonel Goguet fut choisi pour le commander.

Louis-Antoine-Vast-Vite Goguet, né le 6 février 1764 à Epinancourt (Somme), avait servi successivement dans les dragons de la Reine (1780), puis dans le Corps royal de la marine (1782), enfin au régiment de Royal-Hesse-Darmstadt (1789), où il était devenu four-

---

(1) *Ad. Borgnet* dit que la création des troupes liégeoises excita fort peu d'enthousiasme dans cette ville, dès que la question de l'indépendance nationale fut écartée. Il cite comme officiers au 1er bataillon, l'adjudant-major *Vandermeer*, le quartier-maître *Defrène*, qui ne sont pas mentionnés dans l'état de revue dont nous nous sommes servis, et le tambour-major *Colsoul*.

Nous ne connaissons que le capitaine *Colsoul* (*Jean-Pierre*), né à Liége en 1751, ancien sergent du régiment de Dillon, plus tard capitaine à la 15e légère. Le sous-lieutenant *Delacroix*, né à Milmort (Liége) en 1757, avait également porté l'habit rouge des Irlandais. Il servit 7 ans au régiment de Walsh.

(2) Nous n'avons pu découvrir à quel corps on avait réservé le n° 2.

rier (1er janvier 1791). Il devint général de brigade et officier de la Légion d'honneur sous l'Empire.

L'adjudant-major était Lambert *Florquin*, né à Liége le 24 décembre 1769, le quartier-maître Pierre-François *Davelluy*, de Breteuil (Eure), né en 1760. Ce bataillon avait aussi un chirurgien-major : A.-J. *Pirlot*, né à Liége en 1739 et un aumônier B.-G. *Dusossoy*, né à Liége en 1767.

Tous les autres étaient liégeois, à l'exception du sous-lieutenant René *Pieul*, de Versailles (1770). C'étaient, dans l'ordre des six compagnies : les capitaines François *Carpay* (1765), *Blochouse* (1755), Pierre *Carpay* (1768), Charles *Saintrous* (1759), Simon-Joseph *Magnée* (1755) et Jean-François *Tutot* (1772), qui commandaient les six compagnies du bataillon; les lieutenants François-Joseph *Bontems* (1763), Noël *Defosse* (1774), Jean-Joseph *Haxhe* (1772), Joseph *Mouzon* (1769), Mathias *Blancard* (1734) et Joseph *Catoire* (1771). Les sous-lieutenants Henri-François *Sauvage* (1769), Mathieu *Lambermont* (1771), Gilles *Robert* (1761), Jean *Massart* (1760), Jean-Henri *Bouhon* (1768) et René *Pieul* (1).

Mathias Blancard, né à Liége en 1734, avait servi plus de neuf ans au régiment du Dauphin (29e d'infanterie en 1791), puis au régiment de Clermont et enfin au régiment de Vierset. Ses trois fils étaient soldats au bataillon.

Le Bataillon Leunckens.

Au mois d'octobre 1792, *François Leunckens*, de Bruxelles, capitaine dans la Légion belge, fut mis à la tête d'un bataillon de ce corps, avec lequel il combattit à Jemappes. Après le 15 novembre, ce bataillon, qui était le 4e, lui fut repris (2), mais le Comité bruxellois autorisa Leunckens à en lever un autre (12 février).

Leunckens réunit à Lille quelques officiers : les capitaines *Claessens*, *Gravez* et *Berger*, et les lieutenants *Boterdael*, *Marlière*, *Goneessens* et *Vandersinde* qu'il présenta le 13 avril 1793 au commissaire des guerres Allard. L'état de cette revue est intitulé : *Extrait de la revue faite à la Légion Belgique et Liégeoise* réunie à l'armée française et commandée par le colonel Leunckens.

A une semaine de là Leunckens adressa au Comité militaire un

---

(1) Etat nominatif, daté de Berlaymont, le 23 juillet 1793 et signé par les membres du Conseil d'administration.

(2) Leunckens dit que son bataillon, le 4e, fut amalgamé à d'autres corps. Nous croyons être certains, cependant, que le 4e bataillon de la Légion continua d'exister sous le nom de 4e bataillon de fusiliers belges.

état de situation qui comportait 26 officiers (1) et 5 sous-officiers et qui était accompagné de la mention suivante, que nous transcrivons littéralement : Une partie des sous-officiers et soldats ne sont pas portés, bien qu'il en existe, mais plus de 200 hommes passés dans différents corps, ou épars de côté et d'autre, attendent le retour des officiers envoyés à Paris pour savoir à quoi ils doivent s'en tenir; ce n'est que le payement cessé qui a causé cette dissolution, qui une fois rétablie, reprendra son ancienne force (sic).

Il est probable que la lecture de cette pièce ne convainquit pas le commissaire-ordonnateur Petitjean, car celui-ci s'opposa à la formation du bataillon.

Leunckens réclama plus tard pour être placé comme colonel dans l'infanterie légère (3 juin 1794), mais il ne put obtenir satisfaction (2).

Le bataillon Leunckens avait comme lieutenant-colonel *Jean-Louis-Joseph Tavant*, né à Lille en 1749 et en 1793 (mai) adjudant-général de la Garde nationale de cette ville. Il avait servi huit ans au régiment de colonel-général-dragons et affirmait avoir eu à Gand, le commandement de 2,000 hommes (!?)

15e Bataillon d'Infanterie ou Bataillon Lahure.

D'après Fieffé, les troupes belges se composaient encore, lors de leur licenciement, de deux bataillons que nous n'avons pas cités et qui portaient respectivement les nos 15 et 23.

D'autre part, les états de services du général baron Lahure portent qu'il fut nommé le 9 janvier 1793, chef du 15e bataillon belge (3).

Les nos 15 et 23 purent être donnés à l'un des régiments dont nous venons de parler, comme le furent les nos 24 et 28 aux régiments de Tournai et de Namur, mais aucune trace de ce numérotage n'a subsisté dans les archives du Ministère de la guerre de la République Française. Peut-être n'y eut il là qu'un projet d'organisation. Lahure avait reçu le 9 janvier 1793, son brevet de lieutenant-colonel, signé par

---

(1) *Colonel Leunckens*, lieutenant-colonel *Tavant;* capitaines : *Claessens, Dehollain, Gravez, Van de Vyver, Berger, F. Gessot, Backer, Crespelle et Sire, Prévôt*, quartier-maître; lieutenants : *Boterdael, Le Cowet, Vanderlinder, Haymann, Saintenoy, Marlière, Deglant* et *Van Hamme;* sous-lieutenants : *Goneessens, Provins, Mysoufflez, Le Boy Galant, Gobaut* et *Dubaez*. (Lille, 20 avril 1793).

(2) Le bataillon Leunckens est cité par E. Fieffé.

(3) Ce 15e bataillon n'a aucun lien de parenté avec la 15e demi-brigade d'infanterie légère commandée plus tard par Louis-Joseph Lahure.

Fisco et Guérault, membres du comité militaire de Bruxelles, mais ce brevet ne porte pas l'indication du corps.

C'est la seule pièce de ce genre que nous possédions. La voici :

Liberté. *Comité militaire Belgique.* *Egalité.*

Nous, membres du Comité militaire Belgique et Liégeois unis, convaincus de la capacité, du civisme et talents militaires du citoyen Louis Lahure, natif de Mons, avons trouvé bon de le confirmer le 9 janvier 1793, avec les appointements et prérogatives y attachés.

Ordonnons à tous ceux qui lui sont subordonnés de lui obéir en tout ce qu'il leur commandera pour le service de la République.

Donné en la ville libre de Bruxelles, le 9 janvier 1793.

Les membres du Comité militaire :

(Signé) FISCO, vice-président

GUERAULT.

Dans ses « Souvenirs militaires », Lahure se borne à dire qu'il commanda la Légion belgique (?) du 9 janvier 1793 au 23 janvier 1794 (1).

La cavalerie

L'obscurité la plus complète règne sur les projets du Comité militaire de Bruxelles, en ce qui concerne la cavalerie qui devait faire partie de la nouvelle armée belge. Cette obscurité se complique de scissions dans les régiments, de disputes parfois très vives entre les chefs de corps, de désertions partielles, et finalement l'hitoire de notre cavalerie à cette époque est celle des *17e et 18e chasseurs à cheval* français.

D'autres régiments ont reçu dans leurs rangs en 1792 et 1793, de nombreux officiers belges, et, en ce qui concerne le *20e dragons*, par exemple, on peut affirmer que l'origine de ce corps est belge, puisqu'il fut formé au moyen de volontaires de la province de Hainaut nouvellement réunie à la France.

Pour plus de clarté, nous étudierons donc séparément l'histoire de ces régiments, mais, avant tout, qu'il nous soit permis de dire que

---

(1) Il faudrait alors supposer qu'en dépit de la filiation dont nous avons parlé, la Légion belge subsista jusqu'à la formation des bataillons de Tirailleurs (23 janvier 1794), sous le nº 15 (?)

la Convention, (ou le Comité bruxellois) ne traitait pas mieux nos troupes à cheval que nos troupes à pied.

Dans la lettre qu'il adresse le 17 avril 1793 au ministre de la guerre, le lieutenant-colonel Kellermann déclare que la cavalerie belge, en garnison à Saint-Omer, est sans armes, sans chevaux, sans habits. Il ignore si ses volontaires seront des dragons ou des chasseurs. « Cette troupe a toujours fait son service à pied, dit-il, dans l'espoir que la remonte qui lui avait été promise lui serait accordée... », et plus loin : « nous versons notre sang depuis avril 1792... est-il juste qu'aujourd'hui nous restions sans existence, sans espoir, sans habits, sans chevaux?... le soussigné vous demande au nom des troupes belges et des chasseurs à cheval qu'il commande à Saint-Omer, si le corps des chasseurs à cheval sera à la suite des chasseurs à cheval de la République, ou si ce corps n'existera plus... mais la République a besoin de bons soldats... habitués à faire la guerre depuis 1789, de soldats dont l'amour de la patrie les a fait sans cesse voler à la victoire... Voudrait-on aujourd'hui les oublier? les renvoyer dans leur pays, les rendre esclaves et les livrer à la vengeance des despotes? Serait-ce là leur récompense, après avoir bien mérité de la patrie et fait leur devoir?

Et Kellermann n'exagère rien. Un état de situation daté du Pas-de-Calais, 21 mai 1793, nous montre le 18e chasseurs à cheval, fort de 204 hommes dont 148 sous les armes. Dans la colonne des observations, on lit cette note laconique « ni montés, ni armés, ni habillés »; le 2e chasseurs belges a 188 hommes, mais pas un cheval, pas un uniforme, pas un sabre; un autre corps de cavalerie belge, fort de 101 hommes présents, possède 37 fusils, mais les chevaux, les habits et l'équipement font totalement défaut. Le 31 mai, les chevau-légers de West-Flandre possèdent en tout et pour tout 17 chevaux!

C'est bien ici le cas d'affirmer que jusqu'au jour où ses régiments furent transformés en corps français, la cavalerie belge n'exista que sur le papier. Et l'on s'étonne à bon droit que cette situation n'ait pas découragé nos soldats. C'est cependant dans ces régiments d'effectif dérisoire, manquant d'armes, de chevaux et d'uniformes, que firent leurs débuts ces brillants officiers de cavalerie, les Ghigny, les Boussart, les Steenhaudt, les Evers et bien d'autres, abandonnés à leurs propres moyens, placés entre la vengeance des Autrichiens et la négligence de la Convention qui leur refusait les brevets auxquels ils avaient droit et qui devaient assurer leur pain; et ce n'est pas leur moindre titre de gloire que ces années passées au bivouac ou dans des cantonnements de misère, avec la perspective de bons coups à

recevoir et l'espérance bien plus illusoire d'un grade qu'il leur fallait conquérir à la pointe du sabre. Certes le poète pensait à tous ces braves enfants quand il chantait les soldats de l'An II,

« *La tristesse et la peur leur étaient inconnues...* »

Que de fois, en parcourant le récit de ces premières années d'une guerre qui devait durer vingt-trois ans, n'avons-nous pas déploré que nul d'entre nos cavaliers si brillants, n'ait songé à écrire ses « Mémoires », dussent-ils être prolixes comme ceux du baron Thiébault ou enrichis de « broderies » comme ceux du général Marbot!

Le 17e de chasseurs

Malou-Riga, commissaire des guerres, avait proposé, dès le mois de novembre 1792, la création d'un corps de cavalerie qui fut formé sous le nom de *Chevau-légers de West-Flandre* (1). Les débuts de ce corps sont assez obscurs.

Un certain P. M. Frémont, né à Fourges (Eure) en 1759, et qui avait servi en qualité de quartier-maître dans le régiment, affirmait que les chevau-légers de West-Flandre avaient suivi Dumouriez lors de sa défection (avril 1793) et qu'il était demeuré, lui Frémont, seul officier fidèle à son serment, ce qui lui valut la perte de tous ses effets.

Nous pensons qu'il y a là une légère exagération, et ce qui nous le fait croire, c'est que le régiment de West-Flandre, réduit, il est vrai, à 17 officiers et 194 hommes, fut passé en revue à Saint-Omer, le 31 mai. Son colonel était alors Jean-Baptiste Rens, de Grammont, l'ancien président du comité révolutionnaire de Lille. La défection ne fut donc que partielle.

Un autre régiment, dénommé *2e chasseurs à cheval belges*, fut levé à Bruxelles vers la fin de 1792 ou au commencement de 1793, et il eut pour premier colonel Jacques Leunckens, dont nous avons parlé. Lors de l'évacuation de la Belgique, c'est-à-dire après la défaite de Neerwinden, Leunckens abandonna son régiment, nous ne savons pour quelle raison, peut-être suivit-il Dumouriez? Nous avons démontré suffisamment la situation qui était faite à tous ceux que révoltait la tyrannie de la Convention.

Les éléments jacobins du 2e chasseurs élirent pour le commander

---

(1) Ce régiment est parfois désigné sous le nom de *Chevau-légers de Gand*.

un Parisien du nom de Langlois, mais cette nomination ne fut pas reconnue, comme on le verra plus loin. (10 avril 1793) (1).

A la suite du décret du 9 mai, d'après lequel tous les corps de cavalerie belge devaient être transformés en régiments de chasseurs à cheval au service de la République, Langlois donna à tout hasard le n° 20 à son régiment. Passé en revue à Ardres (2) le 3 juin 1793, ce corps montrait 30 officiers et 154 hommes.

La Convention ne reconnut point ces formations. Par un décret du 4 septembre 1793 (3), elle décida que le 2e (ou 20e) chasseurs belges et les chevau-légers de West-Flandre seraient amalgamés pour former désormais le *17e régiment de chasseurs à cheval* de la République, sous les ordres du colonel André-Joseph Deneck (4).

Mais l'existence même du 17e chasseurs fut éphémère : le 6 avril 1794, il fut licencié à Arras par le représentant Bollet et l'adjudant-général Leblond (5) et le n° 17 demeura vacant dans l'arme des chasseurs jusqu'en 1815.

---

(1) Le colonel *Dabonval*, qui commanda le 18e chasseurs, affirme que lors de la défection de Leunckens, il fut nommé à sa place (9 avril 1793). Il est bien possible que Langlois, se basant sur les acclamations de quelques jacobins, ait usurpé ce grade. Le fait qu'il ne fut pas confirmé en est du moins un forte présomption.

(2) Ardres, chef-lieu de canton du Pas-de-Calais, à 24 kil. de St-Omer, sur le canal d'Ardres. Pendant la guerre de Cent Ans, Ardres soutint plusieurs assauts et fut en 1520 le théâtre de la fameuse entrevue de François Ier et de Henri VIII, connue sous le nom de Camp du Drap d'Or.

(3) Le procès-verbal de formation du 17e chasseurs porte la signature de Villautroys. *Jean-François Villautroys*, né à Paris, était en 1793 lieutenant-colonel au 2e chasseurs français; il passa ensuite au 11e et fut longtemps inspecteur aux revues à Bruxelles.

(4) Composition d'un régiment de cavalerie légère suivant le règlement du 1er avril 1791 : un état-major et 8 compagnies. L'escadron est formé de 2 compagnies et commandé par le plus ancien des deux capitaines. Deux escadrons forment une division sous les ordres d'un lieutenant-colonel, plus tard chef d'escadrons. Chaque escadron a un étendard. Le titre de bas-officier est remplacé par celui de sous-officier qui comprend tous les gradés.

Etat-major : 1 colonel, 2 lieutenants-colonels, 1 quartier-maitre trésorier, 1 aumônier, 1 chirurgien-major, 2 adjudants, 1 trompette-major, 6 ouvriers.

Compagnie : 1 capitaine, 2 lieutenants, 2 sous-lieutenants, 1 maréchal-des-logis en chef, 2 maréchaux-des-logis, 1 brigadier-fourier, 4 brigadiers, 4 appointés, 50 cavaliers dont 1 maréchal-ferrant, 1 trompette.

(5) *Leblond* (*Antoine-François-Joseph*), né vers 1760, à Ligny s/Cauche (Pas-de-Calais). Dragon au régiment de Belsunce, mars 1781. Parti en congé, juin 1786.

Capitaine 1er bataillon volontaires du Pas-de-Calais, le 26 septembre 1791.

Nous connaissons déjà le colonel Rens, ainsi que son successeur Deneck (1). Après le licenciement du 17e chasseurs, Deneck fut nommé, le 16 mars 1795, chef de brigade adjoint au 5e hussards. Il fut réformé en 1800.

Le 1er chef d'escadron du 17e était *Langlois (François-Charles)*, né à Paris le 27 octobre 1759. Il avait servi successivement dans les dragons français, dans la Légion du Nord et dans la Légion belge. Chef d'escadron le 1er janvier 1793 au 2e chasseurs à cheval belges,

---

Aide de camp du général Carrion le 27 mai 1793. Adjudant général, chef de bataillon, le 13 septembre 1793. Adjudant général chef de brigade par le représentant du peuple Bollet (Armée des Côtes de Brest), le 28 frimaire, 3e année (18 décembre 1794).

A été incarcéré par ordre de Joseph Lebon, le 2 floréal, 2e année (21 avril 1794) à Arras, où il était occupé à une opération militaire ordonnée par le général en chef Jourdan, auprès duquel il était adjudant général et par arrêté du Représentant du peuple Bollet, alors en mission pour le complément de cavalerie à l'Armée du Nord.

Conduit par la gendarmerie à Paris et remis en liberté par arrêté du Comité de salut public une première fois le 18 prairial 2e année (6 juin 1794), une deuxième fois le 6 thermidor même année (24 juillet 1794);

Chef d'escadrons dans la 20e division de gendarmerie, le 20 germinal an III (9 avril 1795) (ne figure pas dans les contrôles de la gendarmerie).

Campagnes : 1792-1793, Armée du Nord.

Voici un extrait d'une réclamation de Leblond, datée du 1er pluviôse an IV, qui concerne nos chasseurs à cheval : J'ai servi en qualité d'adjudant-général à l'état-major général de l'Armée du Nord jusqu'au 18 frimaire 2e année républicaine (8 décembre 1793); j'ai quitté cet état-major en vertu d'un ordre de son chef Ernouf qui me chargeait de l'organisation du 17e Régiment de Chasseurs à cheval, lequel était destiné à être composé d'un rassemblement d'hommes à cheval, que l'on nommait cavalerie belge et liégeoise. Ma nomination pour cette opération a été confirmée par arrêté des Représentants du peuple Bollet et Vidalin, chargés du complément de la cavalerie de l'Armée du Nord. Le résultat du travail que je fis à ce sujet a été le licenciement de cette troupe... au moment où je terminais l'opération de ce licenciement, ordonné par arrêté du Comité du Salut Public, je fus enlevé par ordre de Joseph Le Bon.

Le représentant Bollet estimait hautement l'adjudant général Leblond, et ces sentiments étaient partagés par le célèbre Lazare Hoche qui écrivait en parlant de Leblond : Officier instruit et remplissant bien les devoirs de sa place (*Arch. Guerre. R. F.*)

(1) Les Historiques des Corps de Troupe de l'Armée française donnent pour colonels du 17e chasseurs, Rens, puis Deneck.

Le général Bernaert cite un certain *François De Neck*, né le 7 mai 1771, à Bruxelles, et qui servit comme sous-lieutenant au 1er chasseurs à cheval français. Il devint bourgmestre de Berchem-Sainte-Agathe et de Koekelberg et mourut le 28 novembre 1853.

le Comité Bruxellois l'avait nommé le 10 avril, colonel, mais la Convention ne reconnut ni le corps ni son chef, et Langlois passa comme simple chef d'escadrons dans le 17e chasseurs réorganisé; il parvint cependant encore au grade de lieutenant-colonel, qu'il occupait lors du licenciement du corps, redevint encore une fois chef d'escadrons à la suite du 3e de dragons et fut finalement destitué en 1805.

La perte du grade et du commandement qu'il convoitait l'avait rempli d'amertume. Il se plaignait de Deneck qu'il nommait un traître et un fripon, il accusait les officiers belges du régiment « plus de 50 contre 7 ou 8 Français, » écrit-il, d'être pour la plupart des déserteurs autrichiens (1). D'après lui, la presque totalité des chasseurs étaient Français. Fort heureusement, nous pouvons établir avec preuve à l'appui l'inanité de ces assertions.

Si, d'ailleurs, nous n'avons point passé sous silence les récriminations de Langlois, c'est uniquement pour montrer dans quelle situation se trouvaient nos officiers, en butte à des dénonciations extrêmement graves au moment où elles étaient faites. Ces querelles étaient moins rares qu'on ne croit entre les officiers des deux pays, beaucoup d'aventuriers ayant profité de l'anarchie générale pour se glisser d'échelon en échelon aux premiers grades. Nous en aurons un exemple plus frappant en parlant du 18e de chasseurs.

En attendant, passons en revue les rangs du 17e, peuplés de braves. Faut-il rappeler les noms tant de fois cités de *Ghigny* et d'*Evers* respectivement 2e et 3e chefs d'escadrons?

Voici pour le premier une pièce inédite, croyons-nous : c'est son signalement, qui accompagne le brevet de civisme que lui décerna, le 3 ventôse an II (21 février 1794), l'Assemblée générale des Belges réfugiés en France, séant à Paris « sous les auspices de la Commune et des autorités constituées ».

République une et indivisible. Liberté, Egalité, Fraternité ou la mort

Les Belges unis aux Français

Nous, Président et Membres de l'Assemblée générale des Belges réfugiés en France, séant à Paris sous les auspices de la Commune

---

(1) A la date du 4 septembre 1793, le 17e chasseurs comptait : un chef de brigade, un quartier-maître trésorier, 3 chefs d'escadrons, 13 capitaines, 12 lieutenants et 29 sous-lieutenants (dont 5 adjoints). Sur ces 58 officiers, il s'en trouve *deux* qui avaient servi dans l'armée impériale!

(Contrôle du 17e Chasseurs. Arch. Guerre. R .F.)

et des autorités constituées; déclarons et attestons que le citoyen Charles Ghigny, natif de Bruxelles, chef d'escadron au 17e régiment de chasseurs à cheval belges, après avoir passé au scrutin épuratoire, a été reconnu par nous pour un bon patriote, ce dont il nous a produit des preuves; prions en conséquence ceux à qui il appartiendra de le reconnaître comme un bon républicain, et lui donner l'hospitalité, l'aide et l'assistance dues aux hommes libres.

Signalement du citoyen

Taille 5 pieds 6 pouces, cheveux et sourcils blonds, front carré, nez moyen, yeux bleus, bouche moyenne, menton pointu visage ovale; âgé de 23 ans.

Signature du citoyen (Ghigny)

Donné par la Commission extraordinaire sous le cachet de l'assemblée. Le 3 ventôse an II de la République une et indivisible.

Ont signé : (Antoine Denère) secrétaire (Jothon Van Huele), Du Bosch, A. Daubremé.

Capitaines

Joseph Larmey, de Mons, qui avait servi successivement dans l'armée brabançonne, dans la cavalerie nationale de Valenciennes (28 avril 1791) et dans la Légion belge où il était devenu capitaine. Il était capitaine au 2e chasseurs à cheval belges depuis le 20 novembre 1792;

Lambert-Henry-François Frantzen, de Louvain, dont nous avons déjà parlé. Il était le gendre de Van der Mersch, et devint capitaine au 2e chasseurs le 24 novembre 1792 (1) Il fut plus tard chef d'état-major du général Songis (1796);

Mathieu Ermens, encore un Louvaniste, ancien dragon d'Arberg, passé dans l'armée des patriotes brabançons, puis capitaine au 2e chasseurs le 25 novembre 1792; Ermens fut plus tard adjoint à l'état-major de son concitoyen Frantzen (Armée Gallo-batave, 1800);

Senig, de Wetzlar, avait, comme Ermens, servi dans l'armée

(1) Ses états de services portent qu'il devint chef d'escadrons au 17e chasseurs le 12 janvier 1793.

impériale; il devint colonel commandant d'armes à Ypres en 1801 (1); il avait été blessé à Jemappes, à Aldenhoven et à Bohain (2);

Bédart (François), d'Ath, ancien patriote brabançon, puis capitaine sous les ordres d'Osten, aide de camp du général Berneron et capitaine au 17e chasseurs le 2 janvier 1793; il fut emprisonné pendant dix mois sous la Terreur;

Enfin, *Sérésia*, *Courtois*, *Coomans*, *Beauchaton*, *Arkentin*, *Clainhains*, *Dauhève* et *Agaers*.

Le contrôle omet les noms des capitaines *Watrin*, né à Beauvais en 1772, qui avait passé par tous les grades, fut plus tard général de division et mourut en 1803 à Saint-Domingue; *Pierre Reyniac*, de Liége, au service des Etats de Liége puis de la Hollande, et breveté à Lille, Reyniac passa plus tard au 12e chasseurs et fut réformé en 1803. Furent encore capitaines au 17e, *Verdun*, *Smidts* et *G. J. Barrette*.

Lieutenants

Pierre Vermeulen, d'Anvers, ancien officier des dragons de Tongerloo;

Jacques Smeesters, né le 15 septembre 1757 à Louvain, plus tard capitaine à Saalfeld où il fut blessé (1806);

François Deglain, de Bruxelles, cité au cours de la Révolution brabançonne, ancien soldat de Clerfayt, lieutenant au 4e bataillon belge le 7 janvier 1793, puis au 17e chasseurs le 12 août suivant; plus

---

(1) Nous livrons à la curiosité des chercheurs la lettre suivante qui accompagne les états de services de l'allemand Senig.

Bruxelles, 5 prairial an 8 (25 mai 1800).

Le Préfet de la Dyle au Ministère de la Guerre : Permettez-moi mon cher Ministre, de vous recommander l'adjudant-général Sénig, que j'ai vu à Bruxelles à son retour de l'Armée de Hollande, où il a servi avec distinction. Cet officier s'est occupé dans ses loisirs d'un plan d'organisation légionnaire, au moyen duquel un corps considérable de troupes, peut se porter à une très grande distance avec toute la rapidité possible. Cette idée, qu'il a pris la peine de me développer, m'a paru ingénieuse, mais c'est à vous qu'il appartient d'en apprécier les avantages : je me borne, mon cher Ministre, à vous demander pour cet officier les bontés dont il m'a paru digne.

(Signé) Doulcet (de Pontécoulant).

(2) Village du département de l'Aisne. Les Alliés l'ayant occupé en 1794, une division de Pichegru parvint à le reprendre.

tard commandant de la Légion de police de Bruxelles (1794-1797) puis officier dans la Gendarmerie impériale; et retraité en 1812. *P. M. Frémont*, né à Fourges (Eure) en 1759, ancien officier au corps du génie et au régiment de Pondichéry; il servit quelque temps au régiment de West-Flandre, puis passa au régiment d'infanterie d'Anvers; *Massion (Louis)* de Bruxelles, déjà cité, lieutenant le 24 janvier 1793; *Delcroix*, *Coops*, *Davaine*, *Lacour*, *Parfait*, *Everaerts*, *Clonen*, *Cacette*, *Smidts*, *Peters;* (1)

Le nom qui nous frappe le plus dans cette liste des lieutenants du 17e chasseurs est celui du Bruxellois *Jean-Louis Crabbé*, né le 15 mai 1763, lieutenant le 6 février 1793, et qui fut aide de camp des généraux Richepanse, Ney, Bourcier, colonel en juin 1815 et aide de camp du maréchal duc d'Auerstädt, ministre de la guerre. Crabbé assista à la bataille de Waterloo où il fut blessé.

Sous-lieutenants

Mathieu Sisterman, né dans le département de la Roer, ancien dragon de Tongerloo, sous lieutenant le 3 février 1793; passé au 2e hussards le 24 janvier 1795, il fut retraité en 1806, le 6 février et mourut le 15 octobre suivant.

Edouard-Joseph Delenne, de Charleroi (2);

Quirini; Pieters; Liévain; Grillet; Prévost; Vambol; Quéval; Deneck; De Neef; Barot; Colignon; Nellis; Jacqmotte (?); *Brisbougt; Duamet; Gallet; Genest; Verspayen; Ludinarq; Valbert; Pardon; Tropnis;*

Les sous-lieutenants adjoints *Charrettier*, *Cornélis*, *Longville*, *Massion*, *Reul*.

Le 18e de Chasseurs

Dans une lettre datée du 15 avril 1793, le lieutenant-colonel Kellermann explique qu'il existait à cette époque deux noyaux, deux embryons de régiments de cavalerie belge. Nous avons parlé du 2e régiment sous Langlois. L'autre avait été formé à Bruxelles (3), mais

---

(1) Les lieutenants Deglain, Frémont, Smidts, Peters et Massion ne sont pas portés sur les contrôles.

(2) Son homonyme *Delenne* (*Louis*) de Philippeville était, à la même époque, capitaine au 18e de chasseurs.

(3) Probablement au moyen de la compagnie de cavalerie de la garde nationale de Bruxelles, levée par décret de l'Assemblée des Représentants provisoires, en date du 25 novembre 1792. L'Historique du 18e chasseurs dit, en effet, que le régiment fut formé le 9 mai 1793 au moyen du 1er de chevau-légers belges (chasseurs) et de la compagnie des dragons de Bruxelles.

presque tous ses officiers étaient d'anciens légionnaires. Il était commandé par le colonel d'Abonval et le lieutenant-colonel Kellermann, qui lui avaient donné *le n° 14* (1).

D'autre part, le Comité militaire avait créé un *1ᵉʳ régiment de chasseurs à cheval belges*, qu'il avait placé sous les ordres du colonel *Deneck*, et qui était fort de 4 escadrons, 32 officiers et 134 hommes. (Revues passées à Châlons, le 22 avril et le 12 mai).

Le 9 mai 1793, la Convention décréta que ces deux corps formeraient dorénavant le *18e de chasseurs à cheval*.

L'organisation paraît en avoir été assez lente ainsi que l'indique une revue passée à Ardres le 3 juin. A cette date, le régiment n'avait encore que deux escadrons : 37 officiers et 199 hommes (sans chevaux). Le commandement du 18e de chasseurs fut donné au colonel d'Abonval qui fut en même temps adjoint au 10e hussards et dut confier ses chasseurs au chef d'escadron Kreymans (2).

Le 18e de chasseurs n'eut pas une existence plus longue que le 17e. Il fut licencié le 18 juillet 1794 à l'Armée de la Moselle, par le représentant Pflieger, et le numéro resta vacant jusqu'en 1815.

Nos lecteurs connaissent déjà Charles-Liévain de Bonne dit Dabonval (ou d'Abonval), ancien capitaine de l'armée brabançonne, lieutenant-colonel de la Légion belge, puis colonel du 18e chasseurs, adjoint au 10e hussards et enfin colonel du 19e de cavalerie en 1796 et retraité en 1799. Mais ils n'ont pu voir sans étonnement figurer parmi les chefs de la cavalerie belge le nom de Kellermann!

Le même étonnement nous avait saisi quand nous rencontrâmes pour la première fois ce nom mêlé à celui de notre histoire militaire. Certes, il ne pouvait être question ici de François-Etienne Kellermann. Le fils du vainqueur de Valmy, le brillant cavalier de Marengo, d'Austerlitz, de Vimeira, de Lutzen et des Quatre-Bras, général de division en 1814, avait débuté, il est vrai, en 1785, mais à l'époque qui nous occupe, il était en Amérique. Il n'en revint que pour être aide de camp de son père. Nous aurions cherché longtemps encore, si, comme dit M. Lenôtre, il n'y avait un Dieu pour les historiens. Et ce Dieu bienfaisant nous a mis tout à coup en face d'un de ces personnages

---

(1) 3 escadrons, 30 officiers et 52 hommes (Revue passée à St-Omer, le 10 avril 1793). Comme on l'a vu à propos du 17e chasseurs, d'Abonval était probablement le chef officiel des deux groupes dont nous parlons ici.

(2) Le 18e avait deux chefs d'escadron, Kellermann et Kreymans, mais d'Abonval avait voué au premier une haine mortelle. Quant à Deneck, nous n'avons pu trouver ses fonctions jusqu'au mois de septembre, époque à laquelle il prit le commandement du 17e chasseurs.

comme les révolutions seules savent en produire. Qu'on en juge : *Louis-Armand Cleynerman, dit Kellerman*, né le 23 juillet 1765 à Saint-Omer, s'enrôla au régiment d'Orléans-dragons le 28 septembre 1782. Le métier de dragon ne lui plaisait qu'à demi. Il déserte le 23 juillet 1787, mais il est repris, et « pour lui apprendre », on le condamne à dix tours de baguettes par cent hommes, et à huit ans de prolongation. Il se tient coi et le voilà « congédié par grâce » le 17 avril 1788. Sans doute, il habite Saint-Omer pendant la Révolution, et dans toutes ces petites villes du Nord, il voit s'accroître le nombre des réfugiés belges. Leur cause l'enflamme. Il offre ses services et le 4 mai 1792 il fait partie de la Légion comme capitaine. Il est lieutenant-colonel le 5 janvier 1793, mais en dépit de ses lettres pathétiques — dont nous avons donné des extraits — il ne marche pas au goût de son colonel Dabonval, qui l'exècre : « Il n'a jamais vu le feu, écrit celui-ci, il se laisse souffleter par mes officiers sans en prendre satisfaction... il sautera ou je ne servirai plus dans ce régiment! » Et Cleynerman-Kellermann demande en effet son passage au 17e chasseurs, mais sans l'obtenir. C'est Dabonval qu'on détache dans un autre corps. Le 4 septembre 1794, Cleynerman passe au 11e de cavalerie, commande successivement les places de Montreuil, Saint-Omer, Boulogne-sur-Mer, Ypres... puis le voilà pris d'un nouveau désir d'indépendance, et sans crier gare, le 29 décembre 1798, il abandonne son poste. Le 1er Conseil de guerre de la 24e Division militaire s'assemble pour juger cet apôtre de la liberté, et met à jour un pot aux roses malodorant : faux, malversations, abus de pouvoir, rien n'y manque!

Conclusion : dix ans de fer (par contumace). Malheureusement, les juges ont condamné un « Kleinermann », ce qui laisse notre homme parfaitement indifférent. Un mois s'est à peine écoulé depuis le jugement (rendu le 8 avril 1799), qu'un nommé Kellermann (il avait sans doute autant de masques que de noms), est employé à l'instruction et à la conduite des conscrits. C'est notre homme. Il commande différentes places, est employé dans différents états-majors, devient chef d'état-major du département de la Haute-Savoie, puis prend sa retraite le 3 février 1801...

Mais ce n'est pas pour longtemps. L'inactivité lui pèse. Il va trouver le général Leclerc qui consent à l'employer dans son état-major, et le voilà parti pour Saint-Domingue. La fièvre jaune qui décime effroyablement le corps expéditionnaire ne l'inquiète pas autrement. Il va, il vient, exécutant ses habituels tripotages, si bien qu'un jour on l'expédie en France, où il est cueilli par la gendarmerie dès

son arrivée à Brest (12 mars 1802). Quels incroyables tours de cache-cache joue-t-il alors, en se servant de ses deux ou trois noms? C'est à peine si l'on peut suivre cette existence qui n'est qu'une continuelle aventure. Il est destitué et mis en liberté le 18 juin 1802; acquitté par le même Conseil de guerre qui l'avait condamné quatre ans auparavant (31 octobre 1803), puis condamné derechef à un an de prison et à la destitution pour abus de pouvoir, avec injonction de cesser de porter le nom de Kellermann qui ne lui appartient pas, etc. Pendant neuf ans il cesse de défrayer la chronique des tribunaux puis, on trouve son nom mêlé à une affaire d'escroquerie qui a pour théâtre la ville de Meaux... Cinq ans de prison! (24 novembre 1812), mais il est sans doute écrit qu'il ne payera jamais ses frasques. Le 17 avril 1814, les Russes (!) lui ouvrent les portes de son cachot. Désormais, il semblerait qu'il soit enfin fatigué. Point du tout. Les Cent-Jours le retrouvent « employé à la Commission d'habillement et d'équipement à Paris (du 1er au 30 juin). Petits profits à faire sans doute? Mais dès 1823, Cleynerman a dévoré ces petits profits, et pour ne pas mourir de faim, il endosse l'habit vert des chasseurs à cheval de la Sarthe *(18e régiment!)* Il se conduit bien. Il est brigadier neuf jours après son entrée au corps: (colonel en 1793 — brigadier en 1823). Quels états de services!) Mais l'âge est venu. Le 6 septembre, ce vieil aventurier passe à la 14e compagnie des fusiliers sédentaires. Il décède à l'hôpital militaire de Lille deux mois après (16 novembre 1825). Et, bien que défunt, il nous réserve encore un étonnement à sa façon, car ses états de services portent qu'il fut fait chevalier de la Légion d'honneur!

Lambert Kreymans, de Maeseyck, le second chef d'escadron du 18e chasseurs, était un ancien capitaine de la Légion belge, combattant de Maulde, du siège de Lille, de Pont-Rouge, de Gand, d'Anvers, d'Aix-la-Chapelle, de Neerwinden. A la suite de cette bataille, il était devenu chef d'escadrons du 18e et commandant d'Ardres en Artois. Après la bataille de Fleurus, il passa dans la gendarmerie.

Fut encore nommé chef d'escadron le 6 août, *H. J. Van Hamme*.

A. Dumoustier et *P. Huysmans* étaient respectivement chirurgien-major et aide.

Capitaines *D. J. Van Nireaux* (quartier-maître), *Fl. Devaux*, *M. Henrion*, *La Roche-Delval*, *R. La Roche*, *Moreaux*, *Coppyn*, *Sement*, *Parent*, *Milari*, *Marlière*, *Deruysscher (Joachim)* de Capelle-au-Bois (Brabant), né le 14 mai 1761, *Delenne (Louis)* de Philippeville (1741) qui fut le seul officier belge admis aux Invalides. Il avait fait les campagnes de 1759 et 1763 dans les volontaires de Fischer,

puis la Révolution belgique et devint presque aveugle à la suite d'un combat livré près de Namur en 1793.

Lieutenants : *Pierre Van den Broeck*, *M. Thomas*, *Bertrand Lescuyer*, *P. Potdvin*, *Demange*, *J.-J. Rousseau*, *De May*, *Marie-Louis Crassier* de Liége, *Gaillard*, *Stappart*, *De Goudt*, *J.-B. Chétée*, ce dernier né à Mozet, canton de Wierde (Sambre et Meuse) avait servi au 1er carabiniers pendant huit ans.

Jean-Baptiste Chétée entra au 18e chasseurs comme maréchal-des-logis chef le 25 novembre 1792, devint adjudant le 1er mars 1793, sous-lieutenant le 6 août, et passa au 19e dragons le 1er octobre 1802, chevalier de la Légion d'honneur le 5 novembre 1804, il fut retraité le 3 mars 1807. Il avait fait toutes les campagnes de la « liberté » et avait été blessé d'un coup de feu aux reins à l'affaire de Porto-Ferino, le 28 novembre 1798.

Sous lieutenants : *L. Bracq*, *Fornestrop*, *Van Aerschot*, *Willeputte*, *Windelinsky*, *Paulmans*, *Vandenberg*, *Cordemans*, *Hans*, *Gabriel*, *Lescuyer*, *François*, *Petit*, *Cottaar*, *Gorgu*, *Hansmo*, *Simonin*, *Nicolas La Roche* et *Dantan* (Jean-Marie dit Modeste) de Soissons (1769) *(Etat nominatif daté de Calais, 28 août 1793 et contresigné par le général Carles commandant à Gravelines.)* Voici la teneur du certificat de civisme que les corps délivraient alors aux officiers :

Chasseurs à Cheval, 18e Régiment

LIBERTÉ UNITÉ RÉVOLUTION

Nous, Membres composant le Conseil d'Administration du 18e Régiment de Chasseurs à cheval, certifions que le citoyen *Modeste Dantan*, *sous-lieutenant* au dit régiment, s'y est toujours comporté en brave sans-culotte, ayant dans toutes les occasions manifesté un attachement inviolable aux principes de la Révolution, un ardent amour pour la Liberté, l'unité et l'indivisibilité de la République, et la haine la plus implacable pour tous les tyrans, et leurs satellites, en foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certificat et y avons fait apposer le cachet du régiment. Fait en notre Conseil d'Administration au cantonnement d'Heilmaurupt près Vitry s/Marne le 1er floréal 2e année Républicaine (1). Ont signé : Jacontat, Baudet, Delenne, Pierre, L. Kreymans, Président.

---

(1) Heiltz-le-Maurupt, 20 avril 1794.

Le 20e de Dragons

Le 20e de dragons fut formé le 5 juillet 1793 avec le régiment des dragons du Hainaut et de Jemappes qui venait d'être constitué au moyen de volontaires de la province de Hainaut nouvellement réunie à la France (décret du 1er mars 1793).

Ce régiment, faisons le remarquer, n'est pas l'ancêtre du 20e dragons actuel, formé en 1871 au moyen du 9e lanciers (ex-lanciers de la Garde Impériale et 6e régiment de marche).

Le 20e dragons, dont nous nous occupons, fut dénommé 15e en 1814, reprit son numéro pendant les Cent Jours et fut licencié après Waterloo.

Il eut pour colonels, de 1793 à 1815 : Gondran (1793), Boussart (1797), Raynaud (1800), Corbineau (1807), Desargus (1811) et Briqueville (1815).

Il est célèbre pour ses campagnes en Italie, en Egypte, à la Grande Armée (Wertingen, Ulm, Austerlitz, Iéna, Eylau, Friedland), en Espagne, en Saxe, en France, en Belgique (Ligny), et combattit même après Waterloo, car ce fut lui qui donna les derniers coups de sabre à Rocquencourt (1er juillet 1815).

Il avait été organisé par un certain *Gondran (Jean-Etienne)*, né à l'Ile de France (Antilles), le 20 janvier 1750.

Embarqué le 22 janvier 1759 en qualité de pilotin sur le bâtiment de la Compagnie des Indes, le « Silhouette », jusqu'au 27 janvier 1764, il avait servi ensuite au Royal-Dragons, puis dans la Garde nationale parisienne soldée avec le grade de capitaine, était passé le 3 août 1791 au 104e d'infanterie, puis au 25e un an après, et avait été chargé de lever un régiment de dragons.

Il fut retraité le 5 Germinal an 5 (25 mars 1797).

Voici comment il « se raconte » lui-même : « J'ai servi dans la marine cinq années de guerre, ayant durant le temps fait les voyages des Grandes Indes. J'ai servi huit ans dans Royal-Dragons, ayant quitté en 1772 pour m'appliquer à la médecine que j'ai pratiquée à Paris dix-huit ans avec un succès marqué et constant (sic).

A l'époque du 14 juillet 1789, je me suis rendu à mon district (Saint-Philippe du Roule) où j'ai été le 15 du dit mois nommé électeur et membre du Comité du district ; nommé capitaine du centre (c'est-à-dire d'une compagnie du centre, par opposition aux compagnies de grenadiers et de chasseurs) à la presque unanimité, le 8 août suivant, on me confia la police et le commandement de cinq compagnies de gardes-françaises qui demandèrent aux autorités de m'accorder la per-

mission de porter la médaille qui leur avait été décernée, ce qu'ils obtinrent. Aux mois d'octobre et de novembre 1789, époque à laquelle la famine se faisait sentir, je fus chargé par l'administration de la Commune et le citoyen Lafayette de pourvoir à l'approvisionnement de Paris. Le 6 août de la même année, je marchai à la tête des gardes-françaises que je commandais, et quatre pièces de canon pour rétablir l'ordre à la Maison Commune qui était forcée par un peuple égaré. L'ordre fut rétabli en moins d'un quart d'heure, sans violences ni accidents. Le 5 octobre, je me transportai à Versailles; tous les écrivains d'alors ont rendu compte de la manière dont je me suis comporté; une déclaration sur cette étonnante journée est consignée dans un ouvrage intitulé : « Procédure du Chatelet », page 54.

En 1791, lorsque l'on fit des régiments de ligne avec les compagnies du centre, je pris une commission de capitaine à la suite; la loi me laissait l'option.

Du moment que la guerre fut déclarée, je demandai du service aux frontières. Le conseil exécutif me nomma capitaine dans le 25e régiment d'infanterie (ex-Poitou) que je fus rejoindre à Mézières. Le régiment (fut) toujours en présence de l'ennemi, et après la bataille de Jemappes nous entrâmes dans Mons. Le général Ferrand et l'administration provisoire de ce pays me chargèrent de différentes missions. Au mois de février 1793, je fus nommé colonel de dragons avec ordre de lever un régiment, ce à quoi j'ai travaillé sans relâche, au point que ce régiment a mérité d'être placé dans la ligne le 4 juin 1793 par une loi, et tous les officiers brevetés le 5 juillet suivant. J'ai fait avec mon régiment les campagnes du Nord et de Sambre-et-Meuse... J'ai tenu mon régiment dans une discipline sévère, ce qui n'a pas peu contribué à la gloire qu'il s'est acquise à l'armée d'Italie... Je citerai seulement les batailles de Mondovi, du pont de Lodi, du passage du Mincio, de Castiglione, des faubourgs de San Giorgio et Pradella sous Mantoue, etc... L'administration (du 20e dragons) était vantée à un tel point, que, lorsqu'il est entré en Italie, pas un dragon ne pouvait réclamer une seule pièce d'habillement ni d'équipement, et il est resté à Marseille un magasin de la plus grande valeur appartenant au régiment. »

Toutefois, Bonaparte n'aimait pas Gondran. Il disait de lui : « Il est de ces hommes qui sont malades la veille des affaires et qui n'aiment pas le sabre » (sic).

Le successeur de Gondran fut *André-Joseph Boussart* de Binche, ancien officier de l'armée brabançonne, puis capitaine d'une compagnie franche à l'armée du Nord le 1er octobre 1792 et chef d'escadrons

au 20e dragons le 5 juillet 1793. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de retracer la carrière de ce brillant cavalier, plus tard général de division, baron de l'empire et commandant de la Légion d'honneur.

Son frère *Félix-Nicolas-Joseph*, servit comme capitaine dans le même régiment; ancien lieutenant au 2e d'infanterie belge, il devint dans la suite chef d'escadron de gendarmerie et officier de la Légion d'honneur.

Il fut fait prisonnier de guerre à Dresde et mourut dans les prisons de Hongrie en 1813.

Les autres chefs d'escadrons étaient *Thomas (Adrien-Joseph)* et *Violette (Jean-Ignace)*.

Les capitaines : *Pierrot dit Boucourt*, *Léopold Dejean*, *Degrave*, *Bourgeois*, *Deschamps*, *Lefort*, *Ferdinand-Charles-Antoine de Buisseret*, tué au combat d'Héliopolis (il était alors chef d'escadrons) le 19 mars 1800), *Sébille*, *Florent-Benoît Steenhaudt* (quartier-maître);

Les lieutenants *François Leclerc*, *Wibier*, tué à Castiglione, *Mauger*, *Claude-Marie Garin*, *François-Charles-Joseph Lescarts*, *Masson*, *Fontaine*, *Jean-Georges Crispiels*, né à Gand, le 17 mai 1777, qui fit toutes les campagnes de la Révolution au 20e dragons, où il compta de 1793 à 1814 et qui eut l'honneur de voir son nom cité dans les bulletins de la Grande Armée; *Bot*, *Victor Bouzat;*

Les sous-lieutenants : *Léopold-Joseph Deghistelle*, *Gabay*, *Lefranc*, *Deschamps*, *Courtin*, *Glénisson*, *Lyon*, *Lirot (Nicolas-Joseph)*, *Limbourg*, *Pierre Boutems*, *Pierre-Joseph Lemoine*, *J.-B. Hébert*, *Doutremaire*, *Pierrart*, *Michel*, *Jacques Dufour*, *Dubois*, *Saillette* (1), etc.

Parmi les sous-officiers, il nous faut parler du maréchal-des-logis *Dereume*. Pierre-Joseph Dereume, né le 15 janvier 1768 à Mons, et qui termina, le 18 avril 1853, ses jours comme président de la Société des Anciens Frères d'Armes de l'Empire à Bruxelles et chevalier de la Légion d'honneur, était entré au service dans le 20e dragons le 20 novembre 1793, y devint brigadier deux jours après, maréchal-des-logis le 10 décembre 1793, sous-lieutenant le 7 novembre 1806, lieutenant le 11 décembre 1808, et capitaine le 28 janvier 1813.

Licencié le 10 décembre 1815, il rentra dans ses foyers après avoir guerroyé depuis 1793 dans toute l'Europe.

Il se distingua tout particulièrement en Egypte où il reçut un sabre d'honneur et à Albuera, en Espagne, où il fut blessé.

---

(1) *Contrôle des officiers du 20e de dragons du 22 octobre 1794 au 9 août 1796.*

Notice sur les Hussards de Jemappes

10e de Hussards en 1793

Le 10e de hussards fut formé en 1793 (25 mars) avec les hussards noirs ou de la Mort, corps franc organisé dans le département du Nord, le 2 novembre 1792, par Nestor Mairiau, et connu dans la suite sous le nom de Hussards de Jemappes (1).

Ce corps n'a pas de filiation avec le 10e hussards actuel (formé en 1871 au moyen du 2e lanciers, lequel avait été créé en 1831). Il fut licencié en 1814 et eut successivement pour colonels : Mairiau (1793), Lemesle (1794), Mermet (1797), Lasalle (1800), Beaumont (1805), Briche (1806), Delaval (1809), Monnier (1811), Curély (1813), et Bosse (1814).

Deux de ces officiers, Lasalle et Curély, comptent parmi les plus brillants cavaliers de l'Empire.

Les hussards de Jemappes se distinguèrent à Neerwinden, puis au siège de Cambrai, où ils enlevèrent un drapeau anglais, à Wattignies, à Fleurus et dans toutes les campagnes subséquentes.

Nestor Mairiau, né le 5 janvier 1740 à Ronsies (Nord) paraît avoir été d'emblée colonel (4 février 1793). Arrêté, destitué, réintégré plusieurs fois, il fut, en 1796, adjoint comme chef de brigade à la suite de l'état-major de la place de Valenciennes.

Parmi les officiers belges qui servirent dans ce régiment, nous avons retrouvé *Albert Davaine*, fils du malheureux général de ce nom, capitaine, et *Paul-Hyacinthe Sainglant*, de Mons, ancien capitaine de la Légion belge, passé dans les hussards de Jemappes le 14 février, puis au 3e dragons le 24 mai 1794. Ses états de services portent qu'il devint colonel de ce régiment, mais il fut plus probablement retraité comme tel, avec le grade d'officier de la Légion d'honneur, en 1805 (2). Sa belle conduite à Alexandrie (Egypte) lui valut un sabre d'honneur.

Nous ne pouvons manquer de signaler en passant un vaillant officier français qui avait fait ses premières armes au service de la Révolution brabançonne : *Antoine Rigaud*, né à Agen en 1758, et

---

(1) Il est probable que les hussards de Jemappes servirent même à former deux régiments, les 10e et 10ebis d'hussards, mais le 10ebis fut licencié dès le 4 juin 1793.

(2) Furent colonels du 3e dragons à partir de 1794 : Turfa, Wathier (1799), de la Motte (1806), Farine (1809) et le baron des Essarts (1811).

déjà cité à propos de l'affaire de Jemappes, où il fut grièvement blessé. Il était alors capitaine. Chef d'escadrons le 17 septembre 1793, il fut derechef blessé à Roulers, n'en continua pas moins de combattre et enleva deux canons. Colonel le 16 août 1796, il eut un cheval tué sous lui à Marengo. Après Austerlitz, il fut créé baron de l'Empire, général de brigade et commandant de la Légion d'honneur. Fait prisonnier par les Russes en 1815, condamné à mort par contumace lors du second retour des Bourbons, il se réfugia aux Etats-Unis.

Vincent-Marie-Constantin Duvivier, qui fut admis à la retraite comme lieutenant général de l'armée belge en 1841, débuta comme volontaire aux hussards de Jemappes le 18 janvier 1793. Né à Mons, le 12 décembre 1774, il fit d'abord partie de l'armée des patriotes brabançons, puis s'engagea aux hussards et fut promu au grade de sous-lieutenant le 22 février 1793.

Après avoir assisté à la bataille de Neerwinden, il prit part aux campagnes de l'armée de Sambre-et-Meuse, puis à la célèbre campagne d'Italie sous Bonaparte. Passé au 3e régiment de dragons, il se signala pendant la campagne d'Egypte et devint capitaine. A la suite du combat d'Aboukir, où il fut blessé, le général Menou lui décerna les plus grands éloges. Blessé de nouveau à Héliopolis, Duvivier fut nommé chef d'escadrons au 21e dragons.

Après avoir assisté aux grandes journées d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna et d'Eylau, Duvivier, dont les blessures et les fatigues de guerre avaient miné la santé, demanda sa mise à la retraite, qui lui fut accordée le 2 juillet 1807.

Il reprit du service en 1813 pour commander la légion des Gardes nationales de Jemappes et reçut du Gouvernement des Pays-Bas, après la chute de l'Empire, le commandement de la place de Mons.

Colonel le 16 mars 1816, général de brigade dans la nouvelle armée belge le 6 octobre 1830, Duvivier fut retraité le 16 janvier 1841 avec le grade de lieutenant général. Il mourut à Mons le 3 novembre 1851.

Il était chevalier de la Légion d'honneur depuis 1804 et officier depuis 1835; il fut créé chevalier de l'Ordre de Guillaume des Pays-Bas en 1821, et officier de l'Ordre de Léopold de Belgique en 1839 (1).

---

(1) Son frère, *Ignace-Louis Duvivier* (1777-1853), suivit une carrière à peu près identique. Il s'engagea le 15 juillet 1793 au 5e hussards, passa au 3e dragons, puis dans la garde à cheval des consuls, devenue garde impériale en 1804, parvint au grade de colonel et fut créé baron, commanda à Waterloo le régiment belge des hussards de Croy et fut retraité en 1842 avec le grade de lieutenant général.

L'artillerie

Le corps de l'artillerie belge, formé au moyen des débris de l'artillerie de la Légion (sur laquelle les renseignements font totalement défaut) était placé sous les ordres du général Mylius, directeur de l'arme. Réorganisé au commencement de 1793, il se composait, non pas d'un seul bataillon, comme le dit Fieffé, mais de trois bataillons aux ordres du colonel Brancas et des lieutenants-colonels Schlosser et Du Cellier. Chaque bataillon comprenait cinq compagnies, dont une d'élite, trois de canonniers et une d'ouvriers. La compagnie d'élite du 1er bataillon était formée par les mineurs, celle du 2e par les sapeurs et celle du 3e par les bombardiers.

D'après le « Rapport général de la force effective du corps d'artillerie au service de la République Belgique au 9 février 1793 », le corps présentait un effectif total de 37 officiers et 344 sous-officiers et soldats, mais plusieurs compagnies n'étaient pas encore formées : celle des sapeurs se composait de deux officiers et d'un apprenti, celle des mineurs n'avait encore ni troupe, ni cadres, ni officiers.

Dans toutes les armées d'Europe, tous les bataillons d'infanterie étaient à cette époque dotés d'une section de canonniers. Quant au corps de l'artillerie, il formait des compagnies indépendantes pour le service des batteries de campagne et de siège (1). On sait que le matériel de l'artillerie française venait d'être modifié complètement par le général Gribeauval, premier inspecteur de cette arme; il se composait, pour l'artillerie de campagne, de pièces de bronze de 12, 8 et 4 livres (poids du projectile), qui tiraient des boulets de fonte pleins, qu'on faisait rougir au gril en cas de nécessité, ou des boîtes à balles (mitraille), et d'obusiers de 6 livres lançant des projectiles creux remplis de poudre dont la fusée s'allumait par la déflagration du coup.

Gribeauval avait introduit la hausse, l'avant-train (sans coffre), l'attelage par couples avec timon, à la bricole ou à la prolonge qui permettait de tirer sans dételer, etc.

Les conducteurs de l'artillerie n'étaient encore que des charretiers, non militaires.

Quant à l'artillerie à cheval, création de Frédéric II, elle venait à peine d'être introduite en France (janvier-avril 1791).

Le 13 février 1793, par suite d'un ordre de Dumouriez, Mylius

---

(1) Les bataillons gantois et le régiment de Bruges furent, croyons-nous, les seuls corps de l'armée belge qui furent dotés d'artillerie.

fut chargé de concentrer à Malines toute l'artillerie belge. Elle devait s'y former, s'y instruire et travailler dans les arsenaux dirigés par le capitaine Saint-Cyr, en l'absence du général Pierre Thouvenot.

Sans doute y avait-il encore dans les trois bataillons du corps bien des canonniers instruits à l'arsenal de Namur par l'Anglais Œhler en 1790.

La plupart des officiers avaient servi dans l'armée brabançonne.

Les Belges ont toujours été d'excellents artilleurs. Voici d'ailleurs qui le prouve :

Le 22 août 1793, le général de brigade commandant à Douai, Antoine Dupont-Chaumont, l'un des deux célèbres divisionnaires de l'Empire, écrivait :

« Nous certifions que le bataillon d'artillerie belge a fait, tant dans l'intérieur de la place que dans les postes extérieurs, le service avec la plus grande exactitude et intelligence, conjointement avec les canonniers de l'artillerie française, *au point que le dit bataillon a même fourni à ma réquisition différents instructeurs pour les compagnies attachées à différents bataillons*, qu'il s'est enfin comporté depuis quatre mois qu'il est en cantonnement dans la place de Douai, de manière à mériter toute la considération due à de vrais républicains. »

Il se rattache à l'histoire du corps d'artillerie belge un épisode qui montre, sous son vrai jour le caractère de Dumouriez.

Le voici en deux lettres : Dans une dénonciation adressée au ministre de la guerre, le lieutenant-colonel Du Cellier reprochait au colonel Brancas d'avoir aidé Dumouriez à mettre tout en usage pour corrompre les différents corps de la Belgique, en y introduisant des sans-culottes : « bande de malheureux qui ont tout mis en désordre dans ce pays et que le gouvernement a généralement destitués... Brancas m'en avait adressé 22 à Malines, et le corps s'est refusé à les recevoir... »

Or, voici la lettre sur laquelle Du Cellier basait sa petite méchanceté :

« Au général Thouvenot

Chargé par le général Duval d'envoyer dans les différents corps les ci-devant sans-culottes, je vous envoie douze hommes, parmi lesquels deux officiers et plusieurs sous-officiers. *Ces hommes applaudissent à leur bonheur d'avoir été rachetés par le général Dumouriez, et de pouvoir vivre pour la défense de la patrie; ils ont juré en mes mains, respect, obéissance, amour de l'ordre et qu'ils mourraient heu-*

reux sous vos ordres pour la défense de la République. Je vous les recommande fraternellement ; parmi ces douze hommes, il en est un qui me prie de vous engager à prendre en considération ses services, il s'appelle Pierre Vion.

Bruxelles, le 12 mars 1793.

Le Commandant d'artillerie,

(signé) BRANCAS.

D'après le général Rosières, le corps d'artillerie belge passa au service de la France avec le titre de 9e régiment d'artillerie, le 13 février 1793. (Lettre du 27 mars 1802). Les Historiques des Corps de Troupe de l'Armée française confirment en effet qu'on trouve trace, de 1794 à 1795 d'un 9e régiment d'artillerie « dont l'organisation paraît avoir été fort incomplète et l'existence éphémère. »

Notice sur le corps d'officiers

Ernst-Albrecht Mylius, de Stuttgart (Wurtemberg), occupait les fonctions de général-major directeur de l'artillerie dans l'armée brabançonne depuis le mois d'octobre 1790. Le brevet que lui avaient décerné les Etats-Belgiques fut maintenu par le comité militaire de Bruxelles en 1792, et Rosières se plut à reconnaître dans le général Mylius les plus brillantes qualités d'officier général. Après avoir concentré, le 13 février 1793 ,toute l'artillerie belge à Malines par ordre de Dumouriez, Mylius fut chargé de se rendre à Bruxelles pour y inspecter les troupes en garnison.

Le décret du 1er août 1793 ne reconnaissait pas les généraux nommés par les Comités belges et liégeois ; Mylius obtint de 21 pluviôse an 8 (10 février 1800) seulement, le grade de chef de brigade et fut employé en cette qualité dans la Légion des Francs du Nord, licenciée le 12 thermidor an 9 (31 juillet 1801).

Le colonel de l'artillerie, chef du 1er bataillon, était *Constant Brancas*, fils naturel du marquis de Brancas-Lauraguais et de Sophie Arnould, la célèbre cantatrice (1). En 1792, il avait organisé un rassemblement de réfugiés à Avesnes. Il eut son cheval tué scus lui à Jemappes et fut blessé à Neerwinden. Ce fut lui qui, le 8 mai 1793,

---

(1) Arnould (Sophie), cantatrice de l'Opéra de Paris, interprète de Rameau et Gluck, célèbre par sa beauté et son esprit; née à Paris (1744-1802).

empêcha le comte de Dampierre blessé mortellement, de tomber aux mains de l'ennemi. Aidé du trompette-major Cadet, attaché au quartier général, il parvint à « amuser l'ennemi par sa bonne contenance » et donna ainsi le temps aux chasseurs belges d'accourir et de placer le général en chef sur une civière (1). Colonel du 11e cuirassiers en 1806 (2), Brancas fut tué à Essling, le 21 mai 1809, dans cette charge terrible qui coûta la vie au général Espagne.

Lieutenants-colonels : *Nicolas Du Cellier*, qui devint général de brigade en France, et *Charles-Alexandre Schlosser*.

Capitaines : *Albert Wibier*, directeur des comptes, *Josse van Campenhout*, *Pierre Van de Wiele*, *Ignace Colin*, *Jean Beck*, *Jean-Hubert Héneffe*.

Lieutenants : *Lambert Rops*, *Bastien de Mol*, *Joseph Naminck*, *Henry Mylius*, *Henry Penseel*, *Constantin Eghels*, adjudant, plus tard capitaine et enfin officier à la 112e demi-brigade, *Denis Scheys*, *Jacques André* (?), *Philippe Van Eyck*, *Jacques Cornélis*, *Jean Ingram*, *Jean-Joseph Segers* et *Germain Lahure*, frère aîné du futur général Lahure. Il avait servi dans l'armée brabançonne et quitta le service, après avoir fait la campagne de Hollande sous Pichegru, pour s'occuper d'entreprises de travaux publics. Il mourut à Bruxelles en 1837 (3).

Sous-lieutenants : *Frédéric Mylius*, *Pierre Thaffry*, *Henry Beaulieu*, *Gabriël Courouble*, *Jean Lemaire*, *Pierre de Vroide* et *François Marchal*.

Fourriers-majors : *Jacques Massart* et *Antoine-Joseph Marchal*.

Chirurgiens : *Antoine de Batty*, *Jacques Poch*, *Antoine de Lauwe* et *Henri Latine*.

Tambour-major : *Nicolas Brunette*.

Le corps du Génie

Le 14 décembre, le Comité militaire de Bruxelles nomma l'ingénieur *Fisco*, un de ses membres, général-major du corps du génie des armées de la République belgique, à charge pour lui de former ce corps, qui fut, comme c'était la coutume, exclusivement composé d'officiers.

---

(1) *Arch. Guerre. R. F.*

(2) Ce régiment avait été commandé par un comte de Lauraguais en 1748. Il s'appelait alors Royal-Roussillon. Un autre régiment de cavalerie du nom de Brancas combattit à Fontenoy.

(3) *Souvenirs militaires du général baron Lahure. Op. cit.*

Fisco travailla à la défense du camp de Douchy et des environs de Denain, il fortifia le canal de Douai à Lille et fut chargé d'exécuter des ouvrages sur la Deule. De retour à Paris, le ministre Bouchotte refusa de reconnaître son grade. Nous avons vu comment Fisco, emprisonné pendant la Terreur, ne dut son salut qu'à la révolution du 9 Thermidor.

Le Comité des Belges réfugiés à Paris, le général Antoine Dupont-Chaumont et le général Champmorin lui délivrèrent des certificats très élogieux et bien mérités.

Le Comité avait nommé lieutenant-colonel du génie le 15 décembre *Henri-Joseph Thuring* de Landrecies, enfant de troupe, « né le 28 octobre 1765 au régiment d'Eptingen-Suisse ». Thuring avait servi dans ce régiment jusqu'en 1785, puis il était passé comme bas-officier au régiment suisse de Castella et enfin au Royal-Liégeois comme quartier-maître trésorier. Volontaire et officier des gardes nationales de Dunkerque et Lille le 1er janvier 1790, puis lieutenant dans la compagnie franche d'Oudart formée par Arthur Dillon en 1792, il était passé comme adjoint d'état-major à l'armée de la Belgique le 21 novembre 1792. Le 2 février 1793 Dumouriez le nomma adjudant général colonel. Thuring devint général de brigade en 1795.

Voici encore quelques noms d'officiers du génie belge qui coururent à la défense des places du Nord en 1793. Nous les avons retrouvés, comme tant d'autres, aux Archives de la guerre.

Le major *Ghiesbreght*, le capitaine *Paternôtre*, les lieutenants *Paul Beaulieu* et *Guignard*, *Raes* et *Guillaume*, les sous-lieutenants *L. Fisco*, *Gaine*, *Wauters*, *Frin*, *Lecouturier*, *Fissier*, *Desuus Laute* et *Lamare*.

Le général Bernaert consacre quelques lignes au lieutenant Lamare l'un des rares Belges devenus chefs de corps en France sous l'Empire.

Jean-Baptiste-Hippolyte Lamare, né à Bruxelles en 1775, décédé en 1855 a fourni une carrière militaire très distinguée depuis la 1re République jusqu'au règne de Louis-Philippe. Entré au service, le 1er février 1793, comme sous-lieutenant du génie, il se signala dans toutes les campagnes de la Révolution; à l'armée du Nord, à celle des Alpes, d'Italie, d'Allemagne, de Russie, de Pologne et d'Espagne. On compte dans son état de service plus de 30 batailles ou défenses de places. Lieutenant en 1795, capitaine en 1796, chef de bataillon en 1810, il fut élevé au grade de colonel en 1811, après avoir héroïquement défendu Badajoz. On sait que cette ville eut à soutenir trois sièges : enlevée aux Espagnols en 1811 par le maréchal Soult, elle fut reprise par les Anglais, le 6 avril 1812, après deux sièges d'une résis-

tance acharnée. Lamare fut blessé aux deux premières défenses, et son cheval blessé sous lui en 1807, comme en Russie, sur les bords de la Narew en 1812, et à la bataille de Leipzig en 1813. Les Anglais rendirent hommage au vaillant défenseur de Badajoz, après l'avoir fait prisonnier, et Napoléon estimait assez haut sa valeur pour avoir fait préparer l'évasion du captif des prisons d'Angleterre. Lamare fit les campagnes de 1813 et 1814 en qualité de commandant du génie du 5e corps. Colonel du 1er régiment du génie à Waterloo, il ramena son corps d'armée à Paris, l'accompagna sur les bords de la Loire et ne l'abandonna qu'après son licenciement à La Rochelle. Il devint maréchal de camp en 1832 et commandeur de la Légion d'honneur.

CHAPITRE IX.

Aix-la-Chapelle et Neerwinden

Projets des Alliés. — Dispositions des Français. — L'Armée autrichienne au 1er mars. — Echec du 1er mars. — Retraite des Français. — Combat de Tongres. — Abandon de Liége. — Concentration à Louvain. — Etat de l'armée française. — Projets de Dumouriez et de Cobourg. — Combat de Tirlemont. — Journée du 17 mars. — L'armée autrichienne au 14 mars. — Environs de Neerwinden. — La Bataille de Neerwinden. — L'armée française à Neerwinden. — Version autrichienne. — Retraite du 19 mars. — Combat d'Orsmael-Gussenhoven. — Journées des 20 et 21 mars. — Combat sur la Velp. — Abandon de Diest. — Arrivée des commissaires Danton et Lacroix. — Le combat de Pellenberg. — Premiers pourparlers avec les Autrichiens. — Retraite sur Bruxelles. Sentiments des Belges. — Abandon de Namur.

Aix-la-Chapelle [1]. — Projets des alliés

La reconquête des Pays-Bas était le premier et le plus important objet de la politique autrichienne. La cour de Vienne voulait s'emparer à tout prix de la Belgique pour l'échanger ensuite contre la Bavière. Aussi avait-elle fait de grands efforts pour l'ouverture de la campagne de 1793. Elle avait, à petit bruit et comme à la dérobée, renforcé les troupes de Clerfayt qui cantonnaient entre l'Erft et le Rhin; elle les avait munies d'une artillerie considérable et si bien servie que les journaux de Paris la crurent dirigée par les émigrés français; enfin, elle avait mis à leur tête un homme qui passait depuis la mort de Lau-

(1) *Cf. Arth. Chuquet La trahison de Dumouriez.*

don et la retraite de Lacy, pour le meilleur général de l'Autriche : Frédéric de Cobourg-Saalfeld, prince de Saxe.

Cobourg et le duc de Brunswick débattirent le plan de campagne dans des conférences qu'ils eurent à Francfort durant les premières semaines du mois de février.

On convint que Cobourg débloquerait Maestricht, que Brunswick assiègerait Mayence, que Wurmser couvrirait le Rhin de Bâle à Mannheim, que Hohenlohe-Kirchberg garderait Luxembourg et Trèves; mais, une fois Maestricht dégagé, Cobourg s'arrêterait sur la rive droite de la Meuse et attendrait la prise de Mayence pour conquérir les Pays-Bas; il enverrait même à Brunswick 15 à 20,000 hommes de ses troupes. Telle était la stratégie de l'époque!

24 bataillons et 32 canons, ou 40,000 hommes, formaient l'armée de Cobourg, couverte sur son flanc droit par les Prussiens de Brunswick-Oels et sur son flanc gauche par Beaulieu qui campait près d'Arlon. Le prince résolut d'entrer aussitôt en campagne. Le temps pressait. Si Dumouriez pénétrait au cœur de la Hollande et si Miranda s'emparait de Maestricht, la conquête des Pays-Bas n'était plus possible. Clerfayt, toujours lent et immobile, croyait qu'on pourrait passer la Roer, mais non la Meuse, et qu'on avait de bien petites forces pour ressaisir la Belgique. Mais Cobourg, Mack et Tauenzien, qui représentaient le roi de Prusse au camp autrichien, ne tinrent nul compte des objections de Clerfayt. On décida que le passage de la Roer aurait lieu le 1er mars sur deux points, à Juliers et à Düren. L'archiduc Charles commanderait l'avant-garde; Cobourg, le corps de bataille; Clerfayt, la première et la seconde ligne; le prince de Wurtemberg, Latour, le général-major Wenkheim, trois gros détachements. »

Dispositions des Français

La défaite des Français était presque certaine. Ils auraient dû tenir Düren et Juliers. Mais ils ne purent s'emparer de Düren et n'osèrent s'emparer de Juliers.

Les cantonnements de l'avant-garde française furent disséminés et comme éparpillés derrière la Roer. Il y en avait cinquante-sept sur une étendue de quatorze lieues et la rivière « formait une barrière bien frêle pour arrêter l'ennemi, car elle n'était en certains endroits qu'un gué continuel. »

Vainement Valence avait objecté que la position était mauvaise, qu'un « gros ruisseau » ou un « petit torrent » comme la Roer ne pouvait passer pour un obstacle, que les troupes qui le bordaient n'auraient

aucun moyen de se soutenir. Vainement Dampierre avait déclaré que de pareils quartiers étaient dangereux et qu'il fallait abandonner Aix-la-Chapelle. Vainement Stengel avait exposé « à satiété » les désavantages de semblables cantonnements et proposé de reculer derrière la Meuse dans des quartiers plus sûrs. « Danton et Delacroix, dit Valence, trouvaient plaisant de faire une révolution à Aix-la-Chapelle, et très beau que la capitale de Charlemagne donnât au pays d'entre Rhin et Moselle l'exemple d'une municipalité provisoire et de la demande en réunion »

Stengel avait fait néanmoins quelques dispositions de défense. Deux chemins principaux menaient à Aix-la-Chapelle, l'un partant de Düren, l'autre, de Juliers. Il couvrit le premier par une redoute élevée sur le Röheberg entre Helrath et Röhe. Le second fut protégé par trois redoutes, l'une à Coslar, en face de Juliers, près de la Roer, et les deux autres en rase campagne, à dix kilomètres de la rivière, derrière Höngen. Ce village se trouvait à l'embranchement de la route de Juliers à Aix-la-Chapelle et de celle qui menait à Maestricht par Rolduc et Fauquemont. Toutes les troupes eurent ordre, en cas d'attaque, de se replier sur Höngen, leur point de rassemblement et leur champ de bataille.

Ordre de bataille de l'Armée autrichienne à la date du 1er mars 1793 (1)

Commandant en chef	Le fed-maréchal duc Josias de Saxe-Cobourg.
Chef de l'état-major	Le colonel Mack.
Adjudants généraux	Les Feldzeugm. comte Wurmser et comte Ferraris.

Avant-garde, Archiduc Charles.

Brigade col. Grüber	2 bat. francs d'O'Donell et 2 de Sztaray n° 33 (Hongrois); 4 esc. des hussards Estherazy.
Brigade col. Dévay	6 bat. de Branovaczky (corps franc), Mahony (chasseurs), Tyroliens, Briey, Barthodeisky et Pückler (grenadiers); 4 esc. des hussards Estherazy et 2 de Uhlans.

Première colonne, Fzm. Clerfayt.

Bde g.-m. d'Happoncourt	2 bat. de Kheul n° 10 et 2 de Michel Wallis n° 11; 4 esc. des hussards Blankenstein.
Brigade g.-m. Benjowski	2 bat. de Wartensleben n° 28 et 8 esc. des dragons de Cobourg.

(1) D'après *Neerwinden* par le *capitaine Wenzel Porth, du 32e bataillon de chasseurs* dans les *Mittheilungen des K. K. Kriegs Archives 1877.*

Deuxième colonne, Fml. Stuart.

(sous les ordres directs du général en chef).

Brigade col. Desjardins	3 bat. d'Alton n° 15, Vierset n° 58 et Murray n° 55 (Wallons); 2 esc. des hussards Bercseny et 2 des hussards de Saxe.
Brigade col. Wolf	1 bat. de Joseph Colloredo n° 57 et 2 de Brentano n° 35.
B^de^ g.-m. pr. de Lorraine	3 bat. de grenadiers : Morzin, Löwen et Rousseau; 6 esc. des dragons de Latour (Wallons).

Détachement du Fml. prince de Wurtemberg.

Brig. g.-m. Davidovich	4 bat. de grand-duc Ferd. de Toscane n° 33, Mahony et Branovaczky; 2 esc. des dragons de Latour, 2 esc. des chev.-légers Karaiczay et 4 des carabiniers (chev.-lég.).
Brigade g.-m. Hutten	5 bat. de Kaunitz n° 20, Wenzel Colloredo n° 56, Deutschmeister n° 4, Jordis n° 59 et archid. Charles n° 3.

Détachement du Fml. Latour.

Brigade g.-m. Boros	1 bat. de Laudon (corps franc), 1/3 des Tyroliens et 2 de Ligne n° 30 (Wallons); 2 esc. de Wurtzbourg, 2 des hussards de Wurmser et 2 du Royal-Allemand (Emigrés).
B^de^ col. de Gontrœul (1)	2 bat. de Wurtemberg n° 38 (Wallons) et 2 de Callenberg n° 54.

Détachement du G. M. Wenkheim.

Brigade col. Schneider	2 bat. d'Antoine Estherazy n° 34 (Hongrois), 2 de Brechainville n° 25 et 1/3 des Tyroliens; 4 esc. des hussards Blankenstein et des Ulans.

Artillerie de réserve.

Du corps principal :	12 pièces de 12, 18 de 6, 12 de 3, 2 de 6 (cavalerie) et 11 obusiers (dont 2 de cavalerie).
Du corps de Wurtemberg:	3 pièces de 12, 2 de 3 et 2 obusiers.
Du corps de Wenkheim:	4 pièces de 12 et 2 obusiers.

---

(1) Le tableau annexé à l'étude du capitaine W. Porth donne *Colonel de Gontreville*, mais nous croyons qu'il s'agit ici de notre brave colonel *Vinchant de Gontrœul*, lequel commanda de 1790 à 1796 le régiment de Wurtemberg.

Les généraux autrichiens

L'armée autrichienne était sous les ordres de *Frédéric Josias prince de Saxe-Cobourg-Saalfeld* (1737-1815), ancien combattant de la guerre de Sept Ans, feld-maréchal lieutenant en 1773, général de cavalerie en 1786, et maréchal depuis la bataille de Czernowitz où il fut vainqueur des Turcs. Il était commandant militaire de la Hongrie quand éclata la guerre contre la France. Vaincu par Jourdan à Fleurus, il quitta l'armée peu de temps après pour des motifs de santé et passa son commandement à Clerfayt.

Le chef d'état-major du prince de Cobourg était le baron *Charles de Mack de Leiberich* (1752-1828), colonel, qu'on regardait alors, dit A. Chuquet, comme l'officier le plus distingué de l'armée. Il entra au service comme sous-officier, mais Lascy le remarqua et lui donna une commission. Attaché pendant la guerre contre les Turcs à l'état-major de Laudon, aide de camp de l'empereur Léopold II, colonel de uhlans, il avait fait à l'archiduc Charles, dans l'hiver de 1791, des conférences sur l'art militaire. C'est un de ces hommes, disait Tauenzien, qui ne sont que trop rares dans les armées, et Mercy ne tarissait pas sur le compte du colonel, sur son zèle, son activité, ses talents. C'est lui qui dressa la plupart des plans de campagne des puissances coalisées contre la République française, mais ses projets furent toujours malheureux dans l'exécution. Après le départ de Cobourg, il fut créé feld-maréchal lieutenant, puis à la suite du traité de Campo-Formio, il alla commander l'armée du roi de Naples, Ferdinand IV, contre les Français, mais il se fit battre avec 40,000 hommes par Championnet, qui n'en avait que 6,000. Il fut fait prisonnier, emmené à Paris et s'en échappa en 1800. En 1804, il reçut le commandement des armées autrichiennes du Tyrol, de la Dalmatie et de l'Italie, et les réorganisa. Malheureusement il dut capituler à Ulm. Relâché sur parole, il fut traduit devant un conseil de guerre et condamné à mort, mais l'empereur François commua cette peine en deux ans de forteresse et en un retrait du grade. Plus tard, Mack fut en quelque sorte réhabilité, car il reçut l'ordre de Marie-Thérèse et sa pension. Il mourut à Saint-Pölten.

Le felzeugmeister Ferraris commandait l'artillerie, le général Wurmser la cavalerie. Tous deux sont célèbres.

Joseph comte de Ferraris (1726-1814) né à Lunéville appartenait à une famille originaire du Piémont. Il avait fait la guerre de Sept Ans et fut en 1767 directeur général de l'artillerie dans les Pays-Bas

autrichiens. C'est de cette époque que datent les travaux entrepris dans nos provinces pour l'exécution de la grande carte chorographique (descriptive) qui porte son nom. Ferraris devint président du Conseil aulique de la guerre, puis feld-maréchal (1807).

Outre les généraux Latour, Clerfayt, le prince de Wurtemberg, l'archiduc Charles, etc. qui avaient fait partie de l'armée autrichienne à Jemappes, il convient de citer le baron *Joseph d'Alvinczy* (1735-1810), officier de la Guerre de Sept ans, feld-maréchal en 1808, décoré de la Croix de commandeur de Marie-Thérèse pour sa belle conduite à Neerwinden, *Colloredo*, originaire du Frioul, *Schwarzenberg*, le futur commandant en chef de l'armée des coalisés en1814, *Joseph baron de Stipsicz*, major à Neerwinden, général en 1797, vice-président du Conseil aulique de la guerre en 1814, *Maximilien comte de Merveldt*, major en 1793, général en 1796, fait prisonnier à Leipzig par le chevalier Lambert de Stuers de Ruremonde.

Triste état de l'armée française

On se rappelle la faiblesse numérique et l'épuisement de la brillante armée de Jemappes à la fin du mois de janvier 1793. L'artillerie perdait presque tous ses équipages. La cavalerie, qui n'avait ni bottes, ni manteaux, ni selles, était réduite de moitié; nous n'en avons presque pas, assurent les commissaires de la Convention. L'infanterie manquait de souliers et s'enveloppait les pieds dans du foin. La plupart des bataillons ne comptaient guère que 200 à 300 combattants; certains n'avaient plus que 60 hommes, et l'on voyait des compagnies de cinq et six soldats (1).

Les départements envoyèrent des recrues. Mais l'indiscipline et le libertinage étaient au comble dans ces premiers quartiers d'hiver de l'armée de la Révolution. Les officiers de volontaires quittaient leur poste sans se mettre en peine de leurs hommes, et allaient s'amuser à Liége, à Aix-la-Chapelle et dans les villes du voisinage.

« Leur ignorance désespérait les généraux : « ils ne savent pas leur

---

(1) Lettre de Bruxelles du 28 décembre 1792 — Nous manquons absolument de cavalerie. De Flers, Avis aux Français (Annales patriotiques, 6 janvier 1793.) « Les bataillons se trouvent réduits à 200 et même à 100 par la défection des volontaires ». Le bataillon de Sainte-Marguerite qui formait la garnison de Condé, ne comptait que 90 hommes, et le gouverneur de la place, Langlois, se plaignit des officiers qui ne cessaient de demander des permissions pour retourner chez eux. (Langlois à Beurnonville, 6 février 1793). Sources citées par *Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez.*

métier, disait Lamarlière, et leur choix est fait par cabale et intrigue. » Ils ne pouvaient tenir la bride à leurs soldats qui se formaient en bandes pour marauder et commettre mille excès. Que de brigandages, de pilleries, de désordres les commissaires avaient appris dans leur voyage à travers les armées! Les volontaires, mandait-on de Limbourg, « se livrent au pillage et volent la nation; il faut que les officiers soient mieux choisis et que les comités des bataillons s'occupent davantage des besoins et de l'instruction des corps ». Même à Liége, sous les yeux du général en chef, les soldats s'abandonnaient à la débauche, prenaient parti pour ou contre leur hôte, maltraitaient les « aristocrates », pillaient à leur guise. « Ils faisaient, dit un Jacobin, tout ce qu'ils voulaient, à peu près comme les mauvais sujets de Paris. » Une proclamation de Dumouriez établit la peine de mort contre les militaires qui « violaient les droits les plus sacrés » et oublient leurs devoirs envers la propriété, la sûreté et la liberté individuelle des Liégeois. Mais les commissaires de la Convention se récrièrent, et l'on se contenta de raser la tête et les sourcils à ceux qui se laissèrent prendre.

Une foule de femmes suivaient l'armée et formaient comme une autre armée. « Elles embarrassent la marche des troupes, écrivaient Delacroix, consomment beaucoup et occupent les chariots destinés au transport des bagages et des provisions. » Loin de remédier au mal, la Convention permit aux soldats de se marier sans l'autorisation de leurs chefs. Tous déclarèrent qu'ils étaient mariés, et le 16 avril, après la retraite, Carnot trouvait plus de trois mille femmes dans les casernes de Douai. Aussi jugeait-il que « l'armée serait perdue, si l'on ne chassait ce troupeau de filles qui énervaient les troupes et détruisaient par les maladies qu'elles apportaient, dix fois plus de monde que le feu de l'ennemi. » (1).

Stengel pressentait une catastrophe. « Admirez un peu la fatalité des choses humaines, disait-il en riant à Tardy, et à quoi tient le destin des empires.Notre avant-garde sera prochainement attaquée, et de ce combat, dépend le sort de l'armée, que dis-je? de la France et, par contre-coup, de l'Europe. Si je suis vainqueur, un autre en aura toute la gloire; si j'ai le dessous, je serai seul responsable et dans quarante ans, du fond de son grenier, un historien écrira que la Belgique était soumise à la République française, mais qu'un certain général Stengel, *Asinus* dans l'art militaire, prit une mauvaise position, se fit battre et entraîna la ruine de tout son parti. Et il ne dira

---

(1) Décret du 8 mars 1793. (« Il est libre à tous les militaires indistinctement de se lier par les nœuds du mariage sans le concours de leurs chefs supérieurs »).

pas que j'ai envoyé lettre sur lettre pour dénoncer le péril de ma situation ! »

Stengel savait d'ailleurs ce que valaient ses troupes. S'il avait sous ses ordres le lieutenant-colonel Barrois et le capitaine Hanique, deux des meilleurs officiers d'artillerie légère qui fussent en France, il connaissait l'inexpérience de son infanterie et son inexactitude dans le service ; il se doutait qu'elle n'aurait devant les escadrons autrichiens ni « précision dans les manœuvres » ni « valeur froide et passive ». *(Stengel au président de la Convention.)*

Ses meilleurs colonels de cavalerie, Fournier et les deux Frégeville, étaient en congé à Paris, et Valence déplorait l'absence « de beaucoup de chefs de corps et d'officiers généraux ».

Echec du 1er mars

L'exécution sanglante du roi Louis XVI avait été le signal d'une coalition de presque toutes les puissances européennes contre la France. L'Autriche, écrit le général Guillaume dans son histoire des régiments nationaux, l'Autriche et la Prusse furent destinées à porter les premiers coups et les Autrichiens, commandés par le feld-maréchal prince de Cobourg ouvrirent la campagne de 1793.

L'armée autrichienne passa le Roer dans la nuit du 1er mars ; l'avant-garde, la seconde ligne, le corps du prince de Wurtemberg sur le pont de pierre de Düren ; la première ligne et le corps de Latour près de Juliers, par un gué et sur un pont volant. A la pointe du jour, entre cinq et six heures du matin, les Français furent assaillis sur tous les points, à Linnich par Latour, à Aldenhoven par Clerfayt, à Eschweiler par le prince de Wurtemberg, à Höngen par l'archiduc Charles ; l'illustre auteur des Principes de stratégie, commandait l'avant-garde de l'armée impériale et parmi les troupes placées sous ses ordres immédiats se trouvaient le bataillon des grenadiers du lieutenant-colonel de Briey et le régiment de Latour.

On a dit injustement que les républicains furent surpris (1). Ils

---

(1) « Dès le 21 février, une lettre de Clèves annonce que l'armée de Clerfayt, « beaucoup augmentée, sortira incessamment de ses quartiers d'hiver ».

« Le 28 février seulement, Valence écrit au ministre Lebrun qu'il va quitter Liége (il n'était revenu de Paris que le 23) pour faire des reconnaissances sur les bords de la Roer et qu'il « ignore la force des ennemis » !

« Valence, dit Stettenhoffen (au président de la Convention, 9 avril), est très coupable ; il est cause de notre défaite à Liége ».

« Valence au lieu de se rendre à Aix-la-Chapelle, au centre de ses canton-

étaient depuis la veille avertis de la marche des Impériaux et ils passèrent la nuit sous les armes. Deux heures avant le jour, La Noue et Stengel se tenaient au centre de la position, au village de Weiden, prêts à se porter où leur présence serait nécessaire.

Le combat dura toute la journée. A droite, deux bataillons avaient, dès le premier choc, abandonné Westweiler. Mais le capitaine Hanique, qui montra, dit La Noue, une fermeté et une intelligence rares, tint jusqu'au soir le Röheberg sans être entamé, et, à côté de lui, le lieutenant-colonel du 3e bataillon de grenadiers d'Arbois, « jeune officier plein de zèle et de courage », Cabanis qui commandait le 4e bataillon de grenadiers, et *Declaye, chef du bataillon liégeois*, disputèrent aux tirailleurs du prince de Wurtemberg l'extrémité droite de l'immense bois d'Eschweiler.

« Les cantonnements français, ajoute Guillaume, se dispersèrent à l'approche des Autrichiens : ils cherchaient un refuge dans les bois environnants, lorsque, poursuivis et atteints par les cavaliers wallons, ils furent culbutés et sabrés. »

A gauche, Quayssac et Hacquin défendaient, avec le 14e bataillon d'infanterie légère et le 2e bataillon de Paris, la redoute de Coslar, établie en avant d'Aldenhoven, sur la route de Juliers à Aix-la-Chapelle. Mais Clerfayt menaça de les tourner par Laurensberg. Ils se replièrent en bon ordre vers Höngen sous la protection du 6e et du 12e régiments de chasseurs à cheval.

Höngen était le rendez-vous que Stengel fixait aux troupes en cas d'attaque. Il y avait mis le 29e régiment, ci-devant Dauphin, qui faisait le noyau autour duquel se formaient les bataillons au fur et à mesure qu'ils arrivaient.

Deux redoutes, l'une à droite, l'autre à gauche de la route, protégeaient la position. Derrière la redoute de gauche était un bois de haute futaie flanqué par un ravin. Stengel plaça deux bataillons dans les redoutes, le reste de l'infanterie entre les redoutes et le bois, les chasseurs et les grenadiers dans le ravin, la cavalerie derrière le ravin.

Mais les colonnes autrichiennes s'avançaient en décrivant un demi-

---

nements, demeurait tranquillement à Liége. Les notes des espions, les rapports des avant-postes, l'avaient informé des mouvements des Impériaux et il ne pensait pas à renforcer Stengel et à resserrer les cantonnements de la Roer ! Cet intrépide soldat n'osait par malheur rien entreprendre de son propre chef; il savait exécuter les ordres de Dumouriez; livré à lui-même, il était indécis et mou. « Je ne conçois pas, lui disait Beurnonville après le désastre, comment vous n'avez pas été instruit au moins deux jours à l'avance de la marche des ennemis » et il lui reprochait avec raison son « manque absolu de dispositions ». *Arth. Chuquet, passim, Aix-la-Chapelle. (La trahison de Dumouriez).*

cercle et filaient de la gauche par la droite pour déborder l'armée française et la prévenir à Aix-la-Chapelle. « A la droite des alliés, le général comte de Clerfayt, relate Guillaume, avec la première ligne du corps de bataille, où se trouvaient deux bataillons du régiment de Murray et un bataillon de celui de Wurtemberg (1), s'était dirigé sur Aldenhoven, tandis que la division du comte de Latour, dans laquelle étaient incorporés le régiment de Ligne et un bataillon de celui de Verset avait marché sur Linnick.

La Noue et Stengel résolurent d'abandonner Höngen et, selon leur dispositif de défense, de gagner Saint-Jobs puis Aix. Les bataillons qui gardaient les redoutes, eurent ordre de tenir aussi longtemps que possible et de n'entrer sous bois qu'après avoir tiré leur dernière gargousse et encloué leur canon ; deux régiments de dragons devaient couvrir leur retraite.

Mais pendant que le lieutenant-colonel d'artillerie Barrois et l'officier du génie Tardy garnissaient de canons la redoute de droite, de grands cris se font entendre à la redoute de gauche, de l'autre côté de la route, et les soldats agitent leurs chapeaux comme pour demander du secours. Que se passait-il? Les ennemis avaient-ils pénétré dans la redoute? La chose semblait impossible : on n'avait tiré que deux ou trois coups de canon et pas un coup de fusil. Tardy, Barrois, l'adjudant général Montjoye, La Noue courent à toute bride vers la redoute. Elle était au pouvoir des Autrichiens.

« L'archiduc Charles marchait contre cette redoute. Un officier de l'artillerie française, « valeureux, mais incapable » s'avisa de quitter la position, et, dans son impatience d'atteindre les assaillants, avança jusqu'à trente ou quarante toises. L'archiduc saisit cet instant ; il lança le régiment des dragons de Latour. « Dragons, cria le jeune prince, les Français se croient invincibles, montrez-leur que vous êtes des hommes, de braves Wallons, et chassez-les au diable! »

Les dragons de Latour chargèrent aussitôt, sabrèrent les artilleurs, s'emparèrent de trois pièces de canon, et, franchissant le ravin, tombèrent sur le flanc de l'infanterie française postée entre la redoute et le bois.

« Les troupes wallonnes de l'archiduc Charles, soutenues à l'aile droite par un corps allié prussien, remportèrent sur les Français, relate Guillaume, une victoire importante, qui coûta à l'ennemi plus de 2,000 hommes tués, 300 prisonniers, un drapeau et deux canons. Le régiment

---

(1) Les autres bataillons de ces régiments étaient restés dans le Luxembourg. *(Guillaume.)*

de Latour, qui venait d'être rejoint par les deux escadrons du Luxembourg, prit une grande part à ce succès. Il exécuta sur l'aile gauche des Français, l'attaque décisive de Högen, rejeta l'infanterie et la cavalerie, en grand désordre, dans le petit bois auquel ces troupes étaient adossées; aidées d'une division de hussards du régiment d'Estherazy, ces braves troupes sabrèrent tout ce qui était sur les derrières. »

« Déjà, dit Tardy, les esprits avaient perdu une partie de leur audace par la retraite qu'on avait dû faire et cette défiance de soi-même et de sa position se communiquait à toute la ligne et y causait une fluctuation dangereuse. »

A la vue des dragons qui s'élançaient sur elle le sabre au poing, l'infanterie s'enfuit sans tirer un seul coup. La Noue tenta vainement de la rallier. Les dragons de Latour, rejoints par les hussards d'Estherazy, la poursuivirent jusque dans le bois. Ils ne faisaient pas de quartier; Tardy les vit massacrer des soldats qui demandaient pardon à genoux.

La bataille était perdue. Toute l'armée se replia sur Saint-Jobs : Barrois, Montjoye, Tardy avec les bataillons qui défendaient la redoute de droite : Hanique avec ceux qui tenaient le Röheberg désormais inutile : La Noue et Stengel avec le reste des troupes. Comme au matin, le 6e et le 12e chasseurs, commandés par Kilmaine et Le Fort, formaient l'arrière-garde.

« Une nouvelle attaque, continue Guillaume, dirigée avec la plus grande énergie, sur la seconde ligne de l'aile gauche des républicains, près d'Aix-la-Chapelle, les mit dans une déroute complète. Malheureusement le régiment de Latour eut à déplorer des pertes bien cruelles et irréparables : la mort de son vaillant chef, le colonel baron de Pfortzheim et celle du chef d'escadron de Mesemacre.

Dans la relation qu'il fît de cette bataille, le prince de Cobourg se plut à honorer la mémoire de ces deux officiers supérieurs, par un éclatant témoignage de sympathie : « Un nuage attriste la joie de ce triomphe, écrivait-il à l'empereur, en lui rendant compte de la défaite des républicains : la perte du colonel du régiment de Latour, si universellement et si justement regretté qui, ainsi que le loyal chef d'escadron de Mesemacre, a été atteint d'une balle dans le bois et est tombé héroïquement en combattant à la tête de ses braves chevau-légers. »

Mais il était impossible, pour les Français, de garder la position trop resserrée de Saint-Jobs. On gagna Aix-la-Chapelle. La Noue avait ordonné que les troupes tourneraient la ville sans la traverser.

Mais les fuyards s'amassèrent devant les portes et menacèrent de les enfoncer. Ils criaient déjà que leur général les trahissait. La Noue fit baisser les ponts-levis. « Contre la force, disait-il tristement, il n'y a pas de résistance. »

La nuit était venue et les Autrichiens fatigués, bivouaquaient entre Aldenhoven et Eschweiler. Ils avaient enlevé deux drapeaux et seize canons, fait trois cents prisonniers, tué ou blessé près de deux mille Français. Eux-mêmes ne perdaient que trente à quarante hommes. Leur infanterie, à l'exception des chasseurs, n'avait pas combattu. Toutefois, le baron Guillaume ajoute que « les régiments nationaux d'infanterie prirent également une part honorable à cette première victoire de la campagne de 1793. »

Mais leur excellente cavalerie avait chargé sous le feu du canon avec une fureur qu'on ne peut décrire et Cobourg lui devait la victoire.

Cette journée du 1er mars 1793 fut décisive. Elle jeta dans l'armée française un découragement funeste.

« Le désordre, dit un officier, était inexprimable. »

« Nos dragons, écrit un autre, ont prouvé que leurs chevaux savaient courir. » « Nos volontaires, rapporte un troisième, ont fait voir que leur serment de vivre libres ou de mourir était un serment fait après le repas. » Un seul officier du 104e régiment avait échappé. Le 3e bataillon de Paris que Jemappes, les maladies, les désertions, les congés, réduisaient à trois cents hommes, avait été cerné dans la plaine de Höngen par la cavalerie impériale, et, mandait son lieutenant-colonel, il venait de périr.

Le lendemain, le prince de Wurtemberg attaquait Aix-la-Chapelle. Dampierre et Stengel essayèrent de résister et un violent combat s'engagea dans les rues. Mais les bourgeois de la ville « où l'on nous détestait », se joignirent aux Autrichiens et tirèrent par les fenêtres. Dampierre et Stengel se retirèrent sur Herve. Quelques heures plus tard Miaczynski arrivait de Rolduc et, à sa grande surprise, trouvait les Impériaux dans Aix-la-Chapelle. Il les chassa par un brusque effort, mais ils revinrent à la charge et Miaczynski, pliant sous le choc, abandonna la ville, quatre pièces de canons et quelques prisonniers.

Le même jour (2 mars) les généraux-majors Davidovich et Hutten s'emparaient de Stolberg et de Cornelimünster. Le feld-maréchal Latour poussait de Linnick à Geilenkirschen. L'archiduc Charles envoyait ses tirailleurs jusqu'à Heerben et jetait l'alarme dans les avant-postes de Le Veneur qui couvrait à Wyq l'investissement de Maestricht.

La relation autrichienne confirme ces faits : « Le lendemain de l'affaire d'Aldenhoven, deux escadrons du régiment des dragons de Latour qui avaient été incorporés dans la division du prince de Wurtemberg, assistèrent à la prise d'Aix-la-Chapelle. Deux jours après, le 4 mars, les régiments de Wurtemberg et de Ligne se trouvèrent au combat de Linnick, qui fut livré par le comte de Latour et eut pour résultat la prise de Stevensweert et la retraite, des Français jusqu'à Ruremonde. Ces deux régiments assistèrent ensuite au blocus de cette ville, qui ne put résister longtemps à l'énergie des attaques du général belge. »

A Maestricht, Miranda avait fait un bombardement, et non pas un siège, allumant des incendies sur tous les points, sommant le gouverneur et les magistrats, employant tour à tour les menaces et les protestations d'amitié, jurant qu'il ferait passer les officiers au fil de l'épée, et assurant aux habitants qu'il combattait pour eux et les traiterait en frères. Maestricht ne se rendait pas. Le gouverneur, le prince de Hesse-Philippstadt, animait la défense. Un corps d'émigrés, commandé par le marquis d'Autichamp, de nombreux soldats et officiers du régiment de Berlaymont réfugiés à Maestricht, aidaient efficacement la garnison. D'anciens officiers du corps royal de l'artillerie faisaient le service des pièces et pointaient fort juste...

Miranda, rebuté, avait résolu, toujours selon les instructions du général en chef, de se porter sur la Hollande avec 23,000 hommes, tandis que Valence continuerait le siège avec 10,000 hommes tirés de l'armée de la Belgique et que La Marlière resterait à Ruremonde. Mais à la nouvelle de l'approche du prince Charles, pris entre l'armée autrichienne et la garnison hollandaise, Miranda leva le siège. Durant toute la journée du 2 mars il bombarda la place, et jamais, dit-il, l'incendie n'avait été aussi considérable. Mais, à minuit, il faisait sa retraite sur Tongres, et, le 3 mars, au matin, le duc de Chartres, Ruault, Blottefière, se postaient à Melin, Diettmann et Ihler à Haccourt, Le Veneur à Visé. Les bagages de l'armée restèrent au pouvoir des Autrichiens, mais l'artillerie fut sauvée grâce à la sage prévoyance du général Bouchet qui dirigea sa retraite.

Pour terminer la narration de ces combats dénommés sous le nom générique d'affaires de la Roer et d'Aldenhoven, disons d'après le baron Guillaume, que le colonel comte Vinchant de Gontrœul, à la tête d'une petite colonne de différentes troupes, parmi lesquelles se trouvait un bataillon de son régiment (Wurtemberg), traversa audacieusement la Meuse, près de Heel, en présence des Français (5 mars); il les repoussa et, par cette heureuse diversion, facilita au général Latour le passage du fleuve.

La conduite distinguée du colonel Vinchant de Gontrœul, dans cette circonstance, et la bravoure qu'il avait déployée quelques jours auparavant, au combat de Linnich, lui valurent de grands éloges; malheureusement, le régiment de Ligne eut à déplorer la perte de son lieutenant-colonel, le baron de Montigny, qui tomba mortellement frappé par un boulet.

Retraite des Français. — Combat de Tongres

Miranda ne voyait pas la situation telle qu'elle était réellement, il disait sa position à Tongres, inexpugnable. Mais son artillerie de siège était dirigée sur Anderlecht, son artillerie de campagne près de Bruxelles, et sans *Duval* qui lui commandait d'attendre de nouveaux ordres, *d'Hangest* aurait ramené tous les parcs en France. Les déserteurs se faisaient de plus en plus nombreux, sans que le désordre qui régnait dans l'armée permît d'agir sévèrement et efficacement.

La panique gagnait Bruxelles que traversait nuit et jour la cohue des charrois. De toutes parts les Impériaux s'avançaient à grands pas, et de toutes parts l'armée française, serrée de près, reculait en désordre. *La Marlière* se hâtait, après un petit combat sur la Schwalm, d'abandonner Ruremonde, et *Champmorin* d'évacuer les forts de Stevensweert et Saint-Michel. Le premier se retirait par ordre sur Louvain, le second sur Diest. L'avant-garde du prince Charles s'emparait de Melin après avoir passé la Meuse et le 5 mars, elle délogeait l'arrière-garde de Miranda sans rencontrer de résistance sérieuse.

Cependant le salut des troupes qui revenaient de Liége se trouvait compromis et leur retraite devenait presque impossible sans un nouvel effort de l'intrépide Valence qui avait rejoint Miranda près de Tongres. Il se met à la tête de quelques bataillons de grenadiers, se précipite en désespéré au devant de l'ennemi, et parvient à l'arrêter assez de temps pour faciliter la réunion des différents corps avec les troupes de Miranda.

Abandon de Liége par les Français

La situation des Français était extrêmement périlleuse. Les Prussiens de Brunswick-Oels pouvaient se porter de Ruremonde sur Malines, intercepter toute communication avec la Hollande. Les généraux français, Miranda, Valence, La Noue, le duc de Chartres, Thouvenot, Ruault, tinrent conseil le 4 mars, en plein champ, près de la citadelle de Liége : l'abandon immédiat de la ville fut résolu.

Depuis l'échec d'Aix-la-Chapelle, Liége était en proie à une vive émotion. En vain les commissaires montraient les dépêches rassurantes de Miranda et protestaient que les Français n'abandonneraient jamais le pays de Liége, qu'une telle pensée blessait leur loyauté, qu'il ne fallait pas concevoir de craintes exagérées. On les vit prendre le chemin de Tirlemont. On vit partir le trésor public et l'argenterie séquestrée. Les habitants élevèrent aussitôt quelques ouvrages de défense. La générale battit dans les rues. Des volontaires en grand nombre reçurent des fusils. Un peu d'espoir restait encore à la malheureuse population. Miranda, disait-on, avait résolu de défendre la ligne de la Meuse. Mais le 4 mars, à la nuit, éclatait, comme un coup de foudre, la nouvelle que l'armée française avait quitté Tongres et gagné Saint-Trond. Il fallait fuir. Les membres de l'administration générale et de la municipalité, les patriotes, tous ceux qui redoutaient la vengeance du prince-évêque, se dirigèrent en hâte sur Tirlemont, par une nuit profonde, au milieu de la neige qui tombait à gros flocons. C'était leur second exil. La plupart, sans ressources, vécurent des secours de la France qui les adopta.

Concentration de Louvain

Miranda avait concentré toute l'armée à Saint-Trond. Il fallut reculer encore, car les Impériaux poussaient toujours en avant. Miranda se porta le 8 sur Tirlemont et le 9 sur Louvain. C'était là, comme disait Thouvenot, qu'il fallait reposer les troupes et attendre les recrues. Ce fut là que l'infatigable chef d'état-major réussit à débrouiller le chaos des trois armées. Une forte *avant-garde restait dans Tirlemont*, et derrière elle *dix bataillons* baraquaient sur les hauteurs de *Cumptich*. *Les flanqueurs de gauche* occupaient *Clabeck*, et ceux *de droite*, *Hougaerde*. *Une réserve de six bataillons et de quatre régiments de cavalerie* campait sur la hauteur en arrière de *Bautersem*. Les trois armées ne formaient plus que trois divisions; *la division du centre ou armée de la Belgique*, sur les collines en arrière de Louvain; *la division de droite ou armée des Ardennes*, derrière le canal de Malines; *la division de gauche, ou armée du Nord* (1), derrière la Dyle, à gauche de la ville où cinq à six bataillons tenaient garnison. *Champmorin* (2), demeurait à Diest et *La Marlière* avait résolu de s'établir

---

(1) Sous les ordres de *Valence*, *Miranda* et *La Noue*.

(2) Champorin venait de s'adjoindre comme aide de camp *Philippe Jacques Joseph de Grégoire*, dont nous avons retracé les débuts en parlant de

à Lierre; tous deux assuraient ainsi les communications de l'armée avec Dumouriez et la Hollande. *Neuilly*, placé à Perwez, sur le chemin romain, dans la direction de Namur, tendait la main à *d'Harville* et empêchait les Autrichiens de déborder la droite.

« Dans cette position, jugeait Thouvenot, nous couvrons toute la Belgique, nous sommes en force pour nous défendre, nous pouvons attendre nos renforts sans danger, nous sommes en mesure pour protéger les efforts de Dumouriez et arrêter les effets de l'échec de notre avant-garde (1). » (Rapports de Thouvenot à Beurnonville.)

Cobourg laissa échapper l'occasion d'écraser les Français. Il n'osa dépasser Saint-Trond. Le méthodique général n'avait, d'après la convention de Francfort, d'autre mission que de délivrer Maestricht, et, cette tâche remplie, il devait attendre la prise de Mayence. Avant de pénétrer plus avant en Belgique, Cobourg voulait obtenir le consentement du roi de Prusse !

Le 11 mars dans la soirée, Dumouriez arriva au camp de Louvain. Il avait quitté le Moerdijck le 9, mais il avait voulu passer par Anvers et Bruxelles.

Etat de l'armée française

L'armée parut reprendre tout son courage à la vue de son général. « Il y avait eu jusqu'alors, écrit Arth. Chuquet, trois généraux, Valence, Miranda, La Noue, égaux en pouvoir, mais divisés d'opinion, perdant leur temps à délibérer, ne prenant parti qu'après de longues discussions. Il y avait eu trois états-majors indépendants et agissant à leur guise.

La présence de Dumouriez rétablissait l'unité dans le comman-

---

l'armée brabançonne; après avoir été nommé colonel en second dans cette armée, il s'était rendu à Dunkerque au mois de juillet 1790 et avait reçu le commandement de la cavalerie nationale de cette ville, qu'il conserva jusqu'au 1r août 1792. Capitaine de chasseurs à cheval dans la Légion Franche étrangère au service de France, il fut nommé lieutenant-colonel aide de camp du général de Champmorin le 10 mars 1793.

Adjudant général employé à l'armée du Nord le 28 juin 1794, il fut réformé le 10 septembre 1795, après la conquête de la Hollande.

Notre attention avait été appelée sur le nom de l'adjudant général de Grégoire par M. Carton de Famillleureux, conseiller de la légation au château de Fayt-lez-Manage et par M. le général Adrien Rosart, ancien colonel du régiment des carabiniers.

(1) *Les Victoires et les Conquêtes* font donc erreur en attribuant ces dispositions du général Dumouriez.

dement : « Il donnera son plan, disaient les commissaires, que tous sont également disposés à suivre (1). »

« Les soldats, rayonnant de joie levaient la tête, reprenaient cœur et parlaient de revanche. Lorsqu'ils virent Dumouriez accompagné de Gossuin, ils l'accueillirent par les plus ardentes acclamations. « *Voilà Dumouriez*, s'écriaient-ils, sans faire attention au représentant, *voilà Dumouriez, voilà notre père, nous irons partout où il voudra!* » Ils se pressaient autour de lui ; ils baisaient ses mains, ses bottes, son cheval ; ils lui demandaient à l'envi de les mener au combat. « Nous avions été si mal commandés depuis longtemps, rapporte un officier, que nous espérions que les choses en iraient mieux avec lui et qu'il rétablirait un peu nos affaires. »

« Ils montraient beaucoup de honte et de repentir, écrivait Dumouriez l'année suivante ; le général leur reprocha leurs désordres, et surtout leur manque de confiance dans des généraux, qui les avaient jusqu'alors guidés dans le chemin de la victoire, qui étaient ses compagnons et ses élèves. Il leur dit que leur impatience, leur indiscipline, la précipitation et le désordre de leur retraite, lui avaient arraché des mains la conquête de la Hollande, de laquelle dépendait peut-être le sort de la campagne. Ils lui parurent très honteux, très disposés à réparer leurs torts, à condition qu'il ne les abandonnerait plus, et qu'il les mènerait au plus tôt reconquérir le pays perdu.

Cette disposition aida le général à réorganiser très vite cette armée avec le secours du général Thouvenot, chef de son état-major, qui, avec tous les autres talents pour la guerre, a particulièrement celui de l'ordre à établir dans une grande armée et la partie des campements et des reconnaissances...

L'artillerie. — « Duval rendit compte au général du désordre et de la consternation qui régnaient à l'armée rassemblée à Louvain. On avait perdu presque toutes les tentes et les bagages dans la retraite ; il n'y avait pas de quoi camper la moitié de l'armée, et cependant on ne pouvait y rétablir l'ordre et la confiance, ni la faire mouvoir, qu'en

---

(1) Tant qu'il existera trois armées pour la Belgique et Liége, il est impossible qu'il y ait de l'harmonie dans les opérations militaires. » Dumouriez a raison de dire dans ses Mémoires que Miranda jalousait et dénigrait Valence, et ne vivait pas en bons termes avec lui. « Valence, disait Miranda, est un homme inquiet qui veut faire quelque chose, blâme les autres, ne sait pas ce qu'il veut faire » ; il l'accuse d' « *absurda fanfaronada* ». *(Arth. Chuquet, la trahison de Dumouriez, p. 90.)*

la faisant camper. On avait aussi perdu beaucoup de canons de bataillons.

Les officiers généraux commandants de l'artillerie, ne recevant point d'ordres dans la confusion de cette retraite, *et n'en demandant pas*, avaient tenu entre eux un conseil de guerre, d'après la décision duquel ils emmenaient tout le parc d'artillerie en France. Les canons de 24, ceux de 16, les mortiers, les pontons étaient déjà sur la route de Tournai. Heureusement, les pièces de 12 et de 8, et les obusiers étaient encore à Anderlecht; ainsi l'armée n'avait plus que quelques canons de bataillons, et il ne lui restait pas une pièce de bataille ou de position. Le général ordonna que les pièces de 24 et de 16 s'arrêteraient à Tournai, et que tout le parc, qui était à Anderlecht, irait rejoindre l'armée à Louvain.

Bruxelles était rempli d'officiers et soldats de toute arme, qui allaient en France. Le général les fit retourner au camp et il envoya ordre à Tournai, à Mons et dans toutes les places du département du Nord, de faire arrêter ceux qui voudraient passer, et de les faire rétrograder pour rejoindre l'armée.

« Il y a encore des fuyards qu'on a de la peine à ramener, écrivaient les commissaires, d'autres refusent le service ou le font avec peu d'exactitude. Ils ajoutaient que la discipline *s'anéantissait* dans l'armée, que les troupes massacraient les prisonniers, qu'elles se livraient au pillage et se faisaient haïr par leurs excès; des paysans se jetaient aux genoux des soldats en demandant grâce, mais d'autres exerçaient de cruelles représailles. » *(Arth. Chuquet, la trahison de Dumouriez, p. 91.)*

Centeniers. — On avait fait partir de France, un secours de dix mille hommes, levés à la hâte dans le département du Nord. On avait beaucoup vanté au général ce renfort. On appelait cette troupe *les centeniers;* c'étaient des compagnies qui devaient être de cent hommes, mais qui étaient fort au-dessous de ce nombre et très inégales, composées de vieillards et d'enfants, armés de piques, de couteaux de chasse, de pistolets, à qui on avait promis vingt sols par jour; ils devaient être chargés de garder les places de la Belgique; mais non pas, disaient-ils, de les défendre, ni de faire la guerre. Cette milice, qui était de l'imagination des commissaires Gossuin et Merlin, ne pouvait qu'augmenter le désordre en France.

« *D'Hangest* qui se décourageait trop aisément, fut envoyé à Douai. Les meilleurs bataillons de la garnison de Bruxelles rejoignirent l'armée. Les commissaires de la Convention avaient levé tumultueusement

dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et des Ardennes, 6,000 hommes de garde nationale, qu'on nomma *Centeniers*... Dumouriez renvoya cette singulière milice qui ne faisait qu'augmenter la confusion et que les commissaires eux-mêmes ne croyaient bonne qu'*à protéger les patriotes belges et à seconder les opérations politiques.* »

« Le général Stengel s'était retiré à Namur avec un ou deux escadrons de hussards; le général lui envoya l'ordre de rejoindre l'armée. Le général Neuilly, qui avait tenu son quartier d'hiver dans le pays de Stavelot, avec la moitié de l'avant-garde de l'armée des Ardennes, s'était pareillement retiré à Namur; le général lui ordonna de venir prendre la position de Jodoigne pour assurer la communication entre l'armée et le corps commandé par le lieutenant général d'Harville, à qui il réitéra l'ordre de rassembler ses cantonnements, ou au moins de les resserrer, s'il n'avait pas assez de tentes pour camper, afin d'empêcher que le prince de Hohenlohe et le général Beaulieu ne pussent forcer le passage de la Meuse, ou tourner la droite de l'armée pour venir tomber sur Bruxelles ou sur Mons.

» La garnison de Bruxelles était très faible, et le général fut encore obligé d'en prendre les meilleurs bataillons pour renforcer l'armée. »

« Dumouriez assembla le commissaire-ordonnateur Petitjean et tous les chefs de toutes les administrations; il leur annonça qu'il allait faire un grand mouvement en avant, et il s'assura de toutes les parties de leur service, de manière à avoir d'abord des vivres pour quinze jours; il fit surtout arranger son hôpital ambulant, annonçant que sous peu il donnerait une bataille.

» Le trésorier de l'armée était parti et s'était déjà retiré à Lille avec deux millions de numéraire; le général envoya ordre au commandant de Lille de le faire sur le champ repartir, avec son trésor bien escorté, pour rejoindre l'armée. Il harangua la garnison de Bruxelles avec tant de succès, que tous les corps demandèrent à le suivre; enfin il partit le 12 au soir pour se rendre à Louvain... (1) »

L'armée. — Indépendamment des garnisons de la Belgique, indépendamment du corps d'armée d'environ vingt mille hommes employé à l'expédition de la Hollande, dont deux mille de cavalerie, depuis la jonction du général *de Flers;* indépendamment d'une division de cinq mille hommes, dont huit cents de cavalerie, aux ordres du général

(1) *Dumouriez. Mémoires.*

La Marlière, et de la division de Namur, aux ordres du lieutenant général *d'Harville*, de mille deux cents hommes d'infanterie et mille cinq cents de cavalerie, l'armée était encore forte de trente-huit à quarante mille hommes d'infanterie et de quatre mille cinq cents chevaux, que le chef de l'état-major organisa de la manière suivante :

L'infanterie, composée de soixante deux bataillons, fut partagée en quatre corps.

La droite, de dix-huit bataillons, aux ordres du général *Valence*.

Le centre, de la même force, aux ordres du *duc de Chartres*, qu'on nommait alors *Egalité*.

La gauche, aux ordres du général *Miranda*.

Chacune de ces divisions égales formaient sept mille hommes d'infanterie.

La réserve de huit bataillons de grenadiers, commandée par le général *Chancel* recevait les ordres du duc de *Chartres*.

Miranda donnait les siens au général *Miaczynski*, commandant les flanqueurs de gauche, qui formaient un corps de deux mille hommes d'infanterie et mille de cavalerie, et au général *Champmorin*, qui commandait une division d'environ six mille hommes, dont mille de cavalerie.

Le général *Valence* avait sous ses ordres le corps des flanqueurs de droite, du général *Dampierre*, égal à celui du général *Miaczynski*, et la division du général *Neuilly* de quatre mille hommes, dont mille de cavalerie.

L'avant-garde était composée de six mille hommes dont mille cinq cents de cavalerie, aux ordres du général *La Marche*.

Lamarche (Joseph-Drouot de), né à Wiches (Vosges) en 1733, mort en 1802, volontaire à 18 ans, lieutenant-colonel de hussards lorsque éclata la Révolution, colonel commandant le 4ᵉ hussards (ex-colonel général) en 1791, remplacé par Mieskowski, puis général de brigade. Après la défection de Dumouriez il commanda l'armée des Ardennes qu'il réunit à celle du Nord, sous Dampierre, pour marcher au secours de Valenciennes investie par les Autrichiens. Commandant en chef après la mort de Dampierre, il céda bientôt la place à Custine, vécut dans la retraite jusqu'en 1800, et fut nommé par Bonaparte chef d'une brigade de vétérans.

Dumouriez est très dur dans ses appréciations sur celui-ci. C'était, dit-il, un vieillard usé, qui avait été un excellent colonel de hussards. Il était plein de feu, mais facile à décourager. Il avait avec lui deux

excellents officiers, quoique fort jeunes, qui le conduisaient bien, quand il se laissait guider; le colonel Montjoye, adjudant général, et le lieutenant-colonel Barrois, commandant de l'artillerie à cheval. Mais sa mauvaise santé et encore plus sa mauvaise tête, le rendaient très dangereux. *(Mémoires de Dumouriez, Londres, 1794, t. II, p. 48.)*

La rapidité avec laquelle, dans cette guerre, on arrivait aux grades supérieures, ajoute Dumouriez, déplaçait tout le monde. Les corps perdaient de bons chefs, et l'armée acquérait des généraux inexpérimentés, et cependant il n'y en avait pas assez. L'armée n'avait alors que cinq lieutenants généraux et douze maréchaux de camp, dont six étaient détachés.

Dumouriez conserva les positions choisies par Thouvenot, mais il les rendit plus solides et assura ses communications avec la Hollande. Neuilly se porta de Jodoigne sur Lummen pour mieux appuyer la droite de l'armée; Dampierre et Miaczynski gardèrent les passages de la Grande Geete, l'un à Hougaerde, l'autre à Haelen; Champmorin s'établit à Diest (1); La Marlière occupa fortement Hérenthals et Lierre; Westermann, avec la Légion du Nord et la 31e brigade de gendarmerie nationale, se rendit à Turnhout pour éclairer la Campine et arrêter, de concert avec La Marlière, les colonnes prussiennes de Brunswick-Oels (2).

Projets de Dumouriez et de Cobourg

Dumouriez se décida à livrer une bataille, qui lui paraissait inévitable, et dont il se promettait les plus grands avantages, s'il pouvait la gagner. En effet, les Autrichiens pouvaient recevoir tous les jours de nombreux renforts, et les Français n'en avaient point à espérer; leur armée n'était ni assez disciplinée, ni assez exercée pour faire une retraite lente et manœuvrière devant des forces supérieures, et ils devaient tout craindre, si on les eût forcés à recevoir alors une bataille, dont la perte était probable dans le système défensif. Prenant l'initiative, et cherchant à mettre les chances favorables de son côté, Dumouriez pouvait, en cas de succès, concevoir l'espérance d'achever la levée des bataillons belges, et de repousser le prince de Cobourg au delà de la Meuse, ou peut-être jusqu'au delà du Rhin.

---

(1) Champmorin raconte que depuis le 9 mars jusqu'au 17, veille de la bataille de Neerwinden, il eut à résister à Diest et dans tous les postes avancés, aux forces supérieures des Autrichiens, et s'y maintint non sans peine, et néanmoins avec quelques avantages. *(Arch. Guerre. R. F.)*

(2) *Cf. A. Chuquet. Op. cit.*

Dumouriez, dit M. Chuquet, n'avait plus d'autre espérance que de frapper un grand coup, et le plus rapidement possible car il savait que Cobourg attendait des renforts. Beaulieu et Hohenlohe-Kirchberg étaient en marche sur Namur, l'armée hollandaise pouvait passer la Meuse, soutenue par la brigade de gardes anglaises débarquées à Helvoetsluys; les troupes hanovriennes approchaient de la frontière des Pays-Bas. D'autre part dans l'état où se trouvait l'armée, la défensive, c'était la débandade. Enfin il entrait dans le caractère même de Dumouriez de prendre l'offensive.

Mais Cobourg craignait pareillement que Dumouriez ne reçut des renforts et ne fît venir son armée de Hollande. Lui aussi avait résolu d'attaquer. L'armée impériale (40,000 hommes) était alors concentrée entre Saint-Trond et Landen; elle eut ordre d'assaillir Dumouriez à Louvain; le 15 mars elle occuperait Tirlemont; le 16 elle camperait à Hougaerde; le 18, après un jour de repos, elles s'avancerait jusqu'à Nethen; le 19, elle passerait la Dyle et livrerait bataille.

Combat de Tirlemont (15 et 16 mars)

Le 15 mars au matin, le maréchal de camp Lamarche, qui commandait dans Tirlemont avec 400 hommes, est attaqué par l'avant-garde du prince Charles. Malgré l'énorme disproportion du nombre, ce général résiste pendant plusieurs heures, et donne le temps à Dumouriez de lui envoyer du secours. Il est forcé toutefois d'évacuer Tirlemont, laissant prisonniers, entre les mains de l'ennemi, près de 300 de ses soldats. Le général Dampierre ayant entendu la fusillade, prit sur lui d'abandonner Hougaerde pour se retirer sur Louvain, et manda au général Neuilly d'en faire autant sur Jodoigne. Par une circonstance assez remarquable, le général Miaczynski avait pris la même mesure sur la gauche, et s'était retiré dans les bois de Louvain, où on ne put le trouver que deux jours après. Dumouriez, sentant combien ces faux mouvements pouvaient compromettre la sûreté de l'armée, ordonna au général Champmorin de remplacer Miaczynski dans sa position et fit reprendre aux généraux Dampierre et Neuilly celles qu'ils avaient abandonnées. Convaincu en outre combien il importait, dans la situation où il se trouvait, de rétablir la confiance de l'armée par un petit mouvement offensif, qui contribuerait également à en imposer à l'ennemi, Dumouriez se décida à faire attaquer, le 16 au matin, l'avant-garde autrichienne, qui tenait Tirlemont et l'espace entre les deux Geetes. Les Français, animés par la présence de leur général en chef, attaquent les Autrichiens avec tant de vigueur

qu'au premier choc ils sont repoussés, chassés de Tirlemont et poursuivis en arrière de la ville. Valence, à la tête des grenadiers, formait la droite appuyée sur Gossoncourt; Miranda commandait la gauche vers Oplinter et le duc de Chartres le centre sur la route pavée de Saint-Trond.

Mais c'était le 16 mars que l'armée impériale devait, selon le plan et l'ordre de Cobourg, se porter en avant pour camper à Hougaerde. Elle avait commencé son mouvement et se développait entre la grande et la petite Geete, sa droite devant Wommersom, son centre en face de Haekendover, sa gauche vis-à-vis de Gussenhoven. Les deux armées se rencontraient à l'improviste. Elles se bornèrent à se canonner de loin et à regarder le combat de leurs avant-gardes qui se disputèrent Gossoncourt pendant huit heures.

Ce village, environné de haies et de fossés remplis d'eau, est située sur un mamelon et domine toute la plaine. Lamarche avait eu le temps de l'occuper avec son avant-garde et des canons. Le prince Charles ayant rallié ses troupes, attaque ce poste avec impétuosité. Les deux régiments « Carabiniers de l'Empereur » et « Cuirassiers de Nassau », conduits par le général Rehbach viennent charger, à plusieurs reprises, deux lignes d'infanterie postées derrière un double rang de fossés et de haies et s'emparent d'une batterie. Ils sont chargés et chassés à leur tour par le 5e de hussards à la tête duquel combattent Valence et Lamarche et par le 8e d'infanterie (ex-Austrasie) qui les repousse à coups de bayonnette. Les Autrichiens voyant que leurs efforts sont inutiles, cherchent à tourner le village par la droite, mais le général Neuilly, arrivant de cette droite avec sa brigade, pour prendre position à Neer-Heylissem, ils se décident à la retraite.

Ce combat où les Impériaux avaient perdu plus de 800 hommes, avait rendu toute la confiance à l'armée française (1).

Journée du 17 mars

Mais, comme le dit très bien M. Chuquet, ce que Dumouriez voulait, c'était une de ces victoires qui rétablissent tout quand tout est désespéré. Il comptait livrer bataille le 18 à l'armée de Cobourg, et il jouait son va-tout.

---

(1) *Victoires et Conquêtes. — A. Chuquet. La trahison de Dumouriez.*

Le général de brigade *Chancel (Jean-Nestor)*, dont la nomination datait du 21 octobre 1792, se distingua dans ce combat où il commandait la réserve de l'armée. D'après sa relation, la canonnade dura cinq heures.

Cent ans auparavant, le maréchal de Luxembourg avait remporté dans ces mêmes plaines un éclatant succès pour les armes françaises. Il s'en fallut de peu pour qu'un des premiers généraux de la République vainquît encore les ennemis sur le même terrain, mais le sort en avait décidé autrement...

Toute la journée du 17 mars fut employée à reconnaître la position des Autrichiens, à préparer le plan d'attaque et à préparer les troupes.

Ordre de bataille de l'armée autrichienne à la date du 14 mars 1793 (1)

Commandant en chef	Le feld-maréchal duc Josias de Saxe-Cobourg.
Chef de l'état-major	Le colonel Mack.
Adjudants généraux	Les Fzm. comte Wurmser et comte Ferraris.

Avant-garde, archiduc Charles

Brigade col. Grüber	2 bat. de Sztaray n° 33 (Hongrois).
Brigade col. Dévay	3 bat. de grenadiers (Briey, Barthodeisky et Pückler); 6 esc. des hussards Estherazy.
B^de l.-c.pr. Schwarzenberg	1 bat. du corps franc O'Donell, 1 1/2 des Tyroliens et 3 esc. des Uhlans.

1re colonne, Colloredo

Brigade g.-m. Czerneczy	2 bat. de Brentano n° 35 et 2 de Wartensleben n° 28;
Brigade g.-m. Mikovini	2 bat. de Kheul n° 10, 1 de Jordis n° 59 et 1 de l'arch. Charles n° 3.
Brigade g.-m. Rehbach	6 esc. des cuirassiers de Nassau et de 2 du 2e chasseurs (duc Albert).
Brigade g.m-. c^te Hoditz	2 esc. des carabiniers de l'Empereur et 6 des cuirassiers de Kavanagh.

2e colonne, pr. de Wurtemberg et G. M. Benjowski

Brig. g.-m. baron Hütten	1 bat. de Jos. Colloredo n° 57 et 2 d'Alton n° 15.
Brigade g.-m. Schneider	2 bat. de Brechainville n° 25 et 2 de Callenberg n° 54.
Brig. g.-m. Happoncourt	6 esc. de cuirassiers Zeschwitz et 2 des chev.-légers Karaiczay.
Brigade g.-m. Cobourg	8 esc. des dragons de Cobourg.

---

(1) Ce tableau est emprunté comme le précédent, dont il diffère notablement, à l'ouvrage du capitaine W. Porth.

L'avant-garde, la 1re et la 2e colonne, ainsi que la réserve, telles qu'elles sont données ici, participèrent à la bataille de Neerwinden.

Réserve, Fzm. Clerfayt et Alvinczy (1).

Brigade col. de Gontrœul	2 bat. de Würtemberg n° 38 et 2 de Ligne n° 30 (Wallons).
Brig. g.-m. c^te^ Auersperg	1 bat. de Vierset n° 58 et 1 de Murray n° 55 (Wallons).
Brig. g.-m. bar. Lützow	2 bat. d'Anton Estherazy n° 34 (Hongrois).
Brigade g.-m. Wenkheim	3 bat. de grenadiers (Morzin, Löwen et Rousseau).
Brigade col. Boros	8 esc. des dragons de Latour (Wallons) (2) et 6 des hussards Blankenstein.

Détachement de Huy

Brig. g.-m. Davidovich	1 bat. du Feldjäger Corps (Mahony); 2 du grand-duc de Toscane n° 33;
B^de^ g.-m. pr. de Lorraine	1 de Kaunitz n° 20, 1 de Wenzel Colloredo n° 56 et 1 de Deutschmeister n° 4.
	2 esc. des hussards Bercseny, 2 des hussards de Saxe, 2 des hussards de Wurmser et 2 du Royal-Allemand.

Détachement de Herck-la-Ville

Brigade col. Mylius	2 bat. de Michel Wallis n° 11; 1 esc. des hussards Blankenstein.

Détachement de Namur

Brigade col. Mihalowich	2 bat. de Branovaczky et 2 esc. des hussards Estherazy.

Environs de Neerwinden

Neerwinden est situé entre Tirlemont et Landen au milieu des vastes plaines que la chaussée Brunehaut traverse sur le territoire belge. Ces plaies limoneuses (3) qui s'étendent dans le Hainaut septentrional, le Brabant wallon et la Hesbaye sont d'une fertilité remarquable. On y cultive surtout le froment et la betterave. Sauf dans les environs des villages, entourés de vergers et de jardins potagers, la propriété

---

(1) On place Alvinczy tantôt à la réserve, tantôt à la 1^re^ colonne.

(2) Le baron Pfortzheim ayant été tué au passage de la Roer, nos dragons furent commandés à Neerwinden par le major de Roe.

(3) Le sol est formé d'une couche de limon auquel les géologues ont donné le nom de limon hesbayen.

foncière est peu divisée. La campagne ne présente pas la variété d'aspect qu'elle offre en Flandre où des petits champs juxtaposés constituent une sorte de mosaïque. Dans la région des plaines dont nous parlons, les moissons forment en été des nappes immenses qui s'étendent, à perte de vue, jusqu'à l'horizon.

Non loin de Neerwinden coule une rivière appelée la petite Geete. Elle prend sa source à Ramillies, près de l'ancienne voie romaine au nord de Léau où elle se réunit à la grande Geete. Sur les confins des provinces de Brabant, de Liége et de Limbourg, la petite Geete arrose les villages d'Esemael, d'Elixem, de Wanghe, d'Overhespen, de Neerhespen, d'Orsmael-Gussenhoven (1), d'Heelenbosch et la petite ville de Léau. Dans cette partie de son cours, elle n'est guéable qu'en peu d'endroits et ses bords sont escarpés. Cette rivière coule au milieu des prairies coupées de fossés et de rideaux de peupliers. Au XVII[e] siècle, ces prairies étaient beaucoup moins praticables qu'elles ne le sont actuellement. D'après la carte jointe à l'ouvrage publié par le marquis de Quincy, des marécages entouraient Léau.

Entre Heelenbosch et Léau, la petite Geete reçoit un ruisseau nommé le Molenbeek. Celui-ci traverse Landen, Attenhove, Rumpsdorp, Neerlanden et Dormael.

La petite Geete et le Molenbeek, qui forment un angle aigu dont le sommet se trouve près de Léau, limitent un vaste plateau élevé et découvert. Entre Esemael et Landen, ce plateau est creusé par une dépression de terrain qui le barre dans presque toute sa largeur (2). Au fond de cette dépression où coule un ruisselet, se groupent les habitations et les vergers des villages d'Overwinden, de Neerwinden et de Laer. Le village de Racour se trouve sur le plateau, au sud de la dépression.

L'armée autrichienne avait pris position sur un plateau qui s'étend de l'est d'Overwinden jusqu'au sud-est d'Orsmael-Gussenhoven, ayant derrière elle Neerlanden. A la droite, l'avant-garde, sous le prince Charles, forte de 7 bataillons, dont 3 de grenadiers et 9 escadrons, était couverte vers Orsmael par les hussards d'Estherazy et quelques compagnies franches (3). Au centre, la division Colloredo, forte de 8 bataillons et 16 escadrons, était appuyée par la division du

---

(1) Orsmael et Gussenhoven étaient jadis deux villages distincts.

(2) La distance entre Landen et Overwinden, où commence à se creuser la dépression en question est d'environ 2,500 mètres. *(Louis Naves. Les champs de bataille historiques de la Belgique).*

(3) Cette aile était protégée par les marécages qui entouraient Léau et dont une grande partie ont été asséchés. Léau n'avait pas reçu de garnison.

prince de Wurtemberg, que le général Benjowski commandait en sous-ordre et qui comprenait 6 bataillons et 16 escadrons. La gauche était formée par la division de réserve de Clerfayt, ayant en première ligne 2 bataillons hongrois et 6 bataillons wallons, en avant 6 escadrons des hussards de Blankenstein, en seconde ligne 3 bataillons de grenadiers et le régiment tout entier des dragons de Latour. Cette aile dominait en partie le village d'Overwinden.

Le duc de Cobourg avait ainsi sous la main 32 bataillons et 55 escadrons, la plupart de troupes d'élite, comme les fantassins hongrois de Sztaray et d'Anton Estherazy, les wallons de Latour, de Vierset, de Murray, de Wurtemberg, de Ligne, les bataillons de grenadiers qui avaient combattu à Jemappes et 22 escadrons de superbes cuirassiers. Le tout formait un total d'environ 40,000 hommes.

La bataille de Neerwinden

Rôle de l'armée française d'après les premiers Mémoires de Dumouriez.

En avant de la ligne ennemie, qui s'étendait de Landen vers Leav (Léau), sont les trois villages d'Oberwinde (Overwinden), Middllewinde (1) et Neerwinden; au-dessous de celui du centre est un monticule, nommé la Tombe de Middllewinde, qui domine les trois villages et un vallon qui les sépare de la ville de Landen.

En cas d'attaque, celui qui occupe cette place est maître de toute cette plaine et doit nécessairement faire reculer son ennemi.

C'est sur ces données que Dumouriez avait arrangé le plan de la bataille, dont voici la disposition :

La *première* colonne formant la droite de l'armée, composée de l'avant-garde aux ordres du général *La Marche*, débouchant par le pont de Neerheylissem, devait se porter dans la plaine, entre Landen et Overwinden, pour déborder la gauche de l'ennemi et inquiéter son flanc.

La *deuxième* colonne, composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le lieutenant général *le Veneur*, débouchant

---

(1) *La Tombe de Middelwinden*, qui domine la vallée, n'a pas l'importance que lui prêtent Dumouriez et Jomini; le général français qui l'a vue de très loin, reproche à Cobourg de ne pas l'avoir munie d'une batterie; en réalité, elle a si peu d'étendue qu'on aurait peine à y mettre deux pièces de canon et encore faudrait-il les y monter par une pente très raide. » (*Arthur Chuquet. La trahison de Dumouriez.* P. 97.)

aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devait se porter avec rapidité sur la Tombe de Middelwinden et attaquer le village d'Overwinden, qui ne pouvait résister au canon de 12 placé sur la Tombe.

La *troisième* colonne, aux ordres du général *Neuilly*, débouchant aussi par le même pont, devait attaquer en même temps le village de Neerwinden par sa droite.

Ces trois colonnes formaient l'attaque de droite, commandée par le général en chef *Valence*, qui devait ensuite, en cas de succès, par un quart de conversion par sa gauche, poussant la gauche de l'ennemi devant lui, continuer à marcher en bataille, laissant Landen derrière lui et faisant face à Saint-Trond.

L'attaque du centre, commandée par le *duc de Chartres*, était composée de deux colonnes.

La *quatrième* colonne, commandée par le lieutenant général *Dietmann*, passant la rivière au pont de Laer, devait traverser rapidement le village, qui n'était occupé que par quelques tirailleurs impériaux et se porter directement sur le front du village de Neerwinden.

La *cinquième* colonne, commandée par le général *Dampierre*, devait, après avoir passé au pont d'Esemael, se porter sur la gauche de Neerwinden. Ces deux colonnes devaient ensuite suivre le mouvement de la droite en formant une ligne diagonale avec leur point de départ.

L'attaque de gauche, aux ordres du général *Miranda*, était composée de trois colonnes.

La *sixième*, aux ordres du général *Miaczynski*, passant la rivière à Overhespen, devait attaquer devant elle en se dirigeant sur Neerlanden, observant de ne jamais dépasser la tête de la cinquième colonne.

La *septième* colonne, aux ordres du général *Ruault*, devait passer la rivière au pont d'Orsmael-Gussenhoven et attaquer par le grand chemin de Saint-Trond.

La *huitième* colonne, aux ordres du général *Champmorin*, devait passer la rivière au-dessous de Neerlinter, au pont de Beudingen, et se jeter dans Léau, qu'elle devait tenir jusqu'à la fin de la bataille.

En cas d'une pleine réussite, l'armée française devait, à la fin de l'action, se trouver rangée en bataille, sa gauche à Léau et sa droite à Saint-Trond, faisant face à Tongres, qui était le point obligé de retraite de l'armée impériale. Les bords de la Geete, à portée des ponts, étaient garnis de batteries pour protéger la retraite des colonnes, en cas de défaite.

Le 18 mars, entre sept et huit heures du matin, toutes les colonnes s'ébranlèrent à la fois avec beaucoup d'ordre et passèrent la rivière sans obstacle. Dumouriez et son état-major, Valence, Thouvenot, Montjoye, se portent sur un monticule d'où les mouvements de l'aile droite se dessinent nettement à leurs yeux et déjà les tirailleurs français, traversant la petite Geete sur tous les points, engagent une vive fusillade avec les avant-postes autrichiens.

Cette fois encore, Dumouriez surprenait Cobourg. Le prince donnait ses instructions pour la bataille du lendemain, lorsqu'il apprit que l'ennemi passait la rivière. Il fit sur le champ de nouvelles et très simples dispositions. Tous les généraux eurent ordre d'attendre de pied ferme les colonnes françaises et de les rejeter dans la rivière. Le major Stipsicz dut marcher sur Léau avec 4 escadrons; le prince de Wurtemberg avancer sur Halle et occuper la route de Saint-Trond avec l'infanterie de la seconde ligne et 8 escadrons de Cobourg; Benjowski se joindre avec 2 bataillons et 2 escadrons au bataillon de Joseph Colloredo et aller à la rencontre de la colonne qui marchait sur Dormael; l'archiduc Charles, arrêter avec son avant-garde les troupes qui débouchaient par Orsmael. Cobourg courut lui-même à la gauche.

Le général La Marche se porta d'abord dans la plaine de Landen, mais il fit la première faute, n'y trouvant pas d'ennemis, de se rabattre par sa gauche sur le village d'Overwinden et de se confondre avec la seconde colonne (Le Veneur). Il se contenta d'envoyer vers la Tombe de Wamont quelques escadrons qui escarmouchèrent avec les dragons de Latour.

La colonne Le Veneur fut retardée par la lenteur de la marche de l'artillerie et de l'infanterie; cependant, elle attaqua sur les dix heures le village d'Overwinden et la Tombe de Middelwinden avec tant de vigueur qu'elle les emporta; mais elle n'eut pas la sagesse de garder sa position de la Tombe, que les Autrichiens reprirent et qui fut disputée toute la journée.

Trois fois les Impériaux sont repoussés, dit A. Chuquet; trois fois ils reviennent à la charge. Clerfayt et ses lieutenants Lützow, Alvinczy, Wenkheim, le prince d'Auersperg, dirigent ces assauts réitérés. Enfin, sur l'ordre de Cobourg, 21 escadrons, dragons de Latour, hussards de Blankenstein, cuirassiers de Zeschwitz et de Nassau, commandés par le général Boros, se jettent sur les Français massés entre Overwinden et Racour. Ils culbutent la cavalerie, renversent la première ligne de l'infanterie, se heurtent contre la seconde ligne qui les accueille à bout portant par un feu meurtrier;

Boros a son cheval tué sous lui. Mais la nuit vient; une suprême attaque de Clerfayt, qui se met lui-même à la tête du régiment « Anton Estherazy », décide du sort de Racour et d'Overwinden. Les Français, brisés de fatigue, abandonnent les deux villages qu'ils ont défendus pendant l'après-midi avec les efforts les plus obstinés; l'attaque d'Overwinden, dit Gobert, avait été horrible et le sang y ruisselait.

La troisième colonne (Neuilly) entra avec tant de vivacité dans Neerwinden qu'elle en chassa les Impériaux; mais le général Neuilly abandonna presque aussitôt ce village pour s'étendre à droite dans la plaine, en se rapprochant de la deuxième colonne (Le Veneur) et la seconder dans l'attaque et la défense d'Overwinden.

Le général Neuilly prétend qu'il en reçut l'ordre du général Valence, bien que celui-ci ait toujours affirmé qu'il s'agissait d'un malentendu.

Les Impériaux rentrèrent aussitôt dans Neerwinden, d'où ils furent chassés une seconde fois par la quatrième et la cinquième colonnes aux ordres du duc de Chartres. Un sanglant combat s'engage autour de Neerwinden. Les généraux, voyant que la lutte s'opiniâtre, mettent l'épée à la main et marchent intrépidement au premier rang de leurs troupes; Dampierre déploie sa bravoure coutumière. Le général Desforets, excellent officier, est blessé d'un coup de feu à la tête (1).

Malheureusement, dit A. Chuquet, la possession de Neerwinden n'était pas assurée tant qu'on n'aurait pas conquis les crêtes avoisinantes, où Cobourg avait installé des batteries qui plongeaient leurs feux dans le village. Nous avions peine à avancer, dit Gobert, et l'ennemi nous avait tué en un instant tous les chevaux de quatre pièces de 12 que nous poussions vers lui.

---

(1) En foi de quoi, ses camarades lui signèrent un certificat « pour lui servir ce que de raison » :

A Paris, le 13 germinal an III de la République française une et indivisible, 2 avril 1795

(Ont signé) : Constant Brancas, adjoint aux adjud. génér.

Des Brulys, gén. de brigade alors chef de l'Etat-major de l'armée des Ardennes, pour l'avoir vu blessé après cette affaire.

Belliard, alors adjoint aux adjudants généraux.

E. Mailly, aide de camp du général Valence.

Weyers, attaché à l'état-major du général Dampierre.

Tranqualy, alors aide de camp du général Desforets.

Queyssat, ex-général, commandant alors le 4e bataillon d'inf. lég.

Lachaud, capitaine au dit bataillon.

Cependant, le duc de Chartres, Dampierre, Diettmann (1) se préparent à tenter un vigoureux effort. Mais déjà Cobourg ordonne une nouvelle attaque. Toute la première ligne de son armée avance sous les ordres du feldzeugmeister Colloredo et l'infanterie française mise en désordre, ébranlée par le feu incessant de l'artillerie autrichienne, abandonne Neerwinden, se précipite vers la petite Geete.

Dumouriez voit le péril de son centre. Il accourt à la rencontre des fuyards et, comme à Jemappes, il les anime, les ramène au combat, les pousse sur Neerwinden, pêle-mêle, au pas de charge et au chant de la « Marseillaise ». Les Impériaux plient sous ce choc impétueux, irrésistible. Une troisième fois, Neerwinden est aux mains des Français (2). Mais, des hauteurs d'alentour, l'artillerie autrichienne crible le village de ses projectiles et Cobourg envoie des troupes fraîches à Colloredo. De nouveau, les Impériaux l'emportent et, au milieu de cris des mourants, à la lueur des flammes qui dévorent les maisons, parmi les décombres et les ruines fumantes, les Français sortent de Neerwinden pour n'y plus rentrer. Dumouriez ne peut que les rallier à cent pas de ce village si vivement disputé et cette fois définitivement perdu.

Ce fut dans ce moment de désordre que la cavalerie impériale, débouchant dans la plaine entre Neerwinden et Middelwinden, chargea la cavalerie française à la tête de laquelle combattait avec beaucoup de valeur le général Valence, qui fut blessé et obligé de se retirer à Tirlemont.

Deux charges de cavalerie, écrit A. Chuquet, audacieusement conduites, menacent soudain de briser les colonnes de Dumouriez, à peine ralliées et de les balayer.

Huit escadrons, qui forment la brigade Hoditz, s'élancent comme un torrent entre Neerwinden et la Tombe de Middelwinden. Ils enfoncent tout ce qu'ils trouvent devant eux; ils renversent l'infanterie; ils mettent en déroute la cavalerie qui tourne bride presque sans coup férir. Seul, le 10e dragons soutient énergiquement le choc (3).

Valence, médiocre général et soldat héroïque, est à la tête de ce

---

(1) Le général Diettmann remplaça plus tard Custine dans le commandement de l'armée du Nord. Il mourut le 1er germinal an II (21 mars 1794) à Colmar).

(2) Ces différentes attaques furent dirigées par les généraux *Chancel* et *Desforets* sous les ordres du duc d'Orléans. (*Arch. Guerre. R. F.*)

(3) Ce 10e dragons était le Régiment du Mestre de camp général créé en 1674 et qui avait cessé d'être la propriété de cet officier depuis 1758. Son colonel Le Vasseur de Neuilly périt sur l'échafaud comme complice de Dumouriez.

brave régiment et l'excite du geste et de la voix. Ses deux aides de camp, Château-Renaud et le colonel Jaubert tombent à ses côtés. Lui-même, après avoir reçu trois coups de sabre sur la tête et une forte contusion au bras droit, est emporté tout sanglant hors de la mêlée (1).

Mais les dragons du 10e repoussent l'attaque de la brigade Hoditz. Ils donnent au reste de la cavalerie le temps de se rallier. Ils chargent, à leur tour, les Impériaux avec une incroyable furie et, leurs sabres se brisant sur les cuirasses, ils portent leurs coups à la gorge de l'adversaire. Les deux demoiselles de Fernig combattaient dans leurs rangs; l'une d'elles eut son cheval blessé d'un coup de feu; l'autre tua de sa main un cuirassier de Nassau (2).

Pendant cette charge, un autre corps de cavalerie déboucha avec la même fureur par la gauche de Neerwinden pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne. Plein de présence d'esprit au plus fort du danger, ajoute A. Chuquet, le général Thouvenot, qui s'y était posté, fit ouvrir les rangs pour la laisser passer; ensuite, il lui fit faire une décharge si à propos de canon à mitraille et de mousqueterie par le régiment de Deux-Ponts (3), que toute la cavalerie fut détruite (4).

Dès lors, le sort de la bataille se trouva fixé à la droite et au centre en faveur des Français, qui, s'étant remis en bon ordre, pleins de confiance et de courage, passèrent la nuit sur le champ de bataille,

---

(1) En battant un des deux corps de cavalerie ennemie qui nous chargèrent pendant cette bataille, raconte le général baron Thiébault dans ses Mémoires, le comte de Valence se trouva tout à coup seul, en arrière d'une des lignes de cette cavalerie. Il fallait se rendre ou se faire jour. Assailli de toutes parts, en retraversant cette ligne, il reçut sur la tête un coup de sabre qui lui rabattit sur les yeux toute la peau du front. Il avait à ce moment son sabre d'une main et un pistolet de l'autre, mais, ainsi qu'il me l'a dit souvent, il eût été perdu si son pistolet avait été armé; car ce pistolet, qu'on croyait toujours prêt à partir, écarta ou contint dix hommes, alors qu'il n'aurait pu en tuer qu'un.

(2) *Valence à Beurnonville* (*20 mars*) *et à Dumouriez.*

(3) *Royal-Deux-Ponts*, créé en 1757, était un régiment allemand levé par le duc de Deux-Ponts, en vertu d'une commission du 1er avril 1757; après avoir participé à la guerre d'Amérique et à la prise de York-Town (1781), il rentra en France et fit les campagnes de 1792 à 1794 à l'armée du Nord, notamment à Valmy, Jemappes, Neerwinden, Blaton, où il fut mis à l'ordre de l'armée, Kaiserlautern et Fleurus. Il eut pour colonels à cette époque critique, de Prez (1791), Wisch (1792) et Lafons (1793). Il reçut en 1791 le nº 99 dans l'infanterie française.

(4) Valence, soutenu par le duc de Chartres, ne garda pas longtemps le terrain qu'il venait de conquérir. Le prince de Cobourg ayant envoyé des

se préparant à recommencer le lendemain à la pointe du jour pour compléter leur victoire. Les Impériaux ont avoué qu'ils étaient prêts à faire leur retraite et que leurs équipages avaient déjà eu ordre de se retirer sur Tongres.

Si Racour, si Overwinden, si Neerwinden étaient perdus, conclut A. Chuquet, le centre et l'aile droite de l'armée française avaient opposé la plus ferme attitude aux Impériaux et les tenaient en respect. Dumouriez n'avait pas repassé la petite Geete et, en cet endroit de la bataille, la lutte avec ses fluctuations diverses pouvait être regardée comme indécise.

***

Mais les événements se passaient bien différemment à la gauche. La sixième et la septième colonnes (Miaczynski et Ruault) avaient attaqué devant elle avec beaucoup de vigueur; mais, étant déjà maîtresses d'Orsmael-Gussenhoven, la terreur se mit dans les bataillons de volontaires, qui abandonnèrent les troupes de ligne. Les Impériaux, voyant le désordre, l'augmentèrent par une charge de cavalerie, qui acheva de mettre ces deux colonnes en déroute (1).

***

Dumouriez, dans sa première édition de 1794, ne s'étend pas sur

---

renforts à sa gauche, Clerfayt rentra dans les trois villages et refoula les Français sur la pente qui ramena les troupes à l'attaque et reprit Neerwinden. Mais il ne put conserver ce malheureux village à moitié détruit, encombré de cadavres d'hommes et de chevaux. Refoulé de nouveau, il maintint toutefois par sa ferme contenance, ses troupes immobiles à quelque distance de Neerwinden. Le prince de Cobourg, faisant passer de la cavalerie à droite et à gauche du village, la jette sur les Français. Elle est repoussée. A la fin de la journée, les Autrichiens et les Républicains restaient en présence sur cette partie du champ de bataille, se disposant à reprendre la lutte le lendemain. D'après le rapport du prince de Cobourg, Dumouriez ne reprit point le village de Neerwinden. *(L. Navez. Op. cit.)*

(1) Le mouvement offensif des Français fut d'abord couronné de succès, Miranda s'empara d'Orsmael-Gussenhoven, ce qui lui permit d'établir une grande batterie dont l'artillerie de l'archiduc Charles essaya vainement d'éteindre le feu. Les troupes de la gauche française étaient composées en grande partie, de volontaires non aguerris et peu disciplinés. Elles n'avaient pu résister à une vive attaque de l'archiduc Charles. Les volontaires s'étaient débandés. Le général Miranda donna l'ordre de la retraite. Mais il négligea d'en informer le général en chef. *(L. Navez. Op. cit.)*

Miranda assure avoir envoyé un aide de camp et deux ordonnances, mais aucun de ces trois messagers ne rencontra Dumouriez. *(Cf. A. Chuquet. Op. cit.)*

le désastre des sixième et septième colonnes; nous donnons ci-dessous les détails circonstanciés *d'après Arth. Chuquet :*

Le début de l'attaque fut heureux. Les colonnes de Miaczynski et de Ruault passèrent la petite Geete, la première à Neerhespen et la seconde à Orsmael. Elles refoulèrent devant elles les avant-postes de l'archiduc Charles; le corps franc O'Donell, les Laudons-verts et un bataillon de Sztaray. Ruault s'empara d'Orsmael et Miaczynski de Dormael.

Mais bientôt Benjowski s'avança sur Dormael à la rencontre de Miaczynski avec trois bataillons et les drapeaux de Cobourg. Deux fois, ses troupes emportèrent le village; deux fois, elles durent reculer et se rallier hors de la portée du canon français. Enfin, une troisième fois, elles chargèrent à la baïonnette avec tant de vigueur et d'élan que les soldats de Miaczynski se débandèrent et s'enfuirent d'Orsmael vers le pont le plus voisin dans une confusion inexprimable.

Pendant ce temps-là, l'archiduc Charles était aux prises avec la colonne du général Ruault, qui se déployait à droite et à gauche de la chaussée de Saint-Trond. Il finit par gagner l'avantage. Ses escadrons ne cessaient de charger. Ses bataillons restaient inébranlables au feu et semblaient avoir pris racine dans le sol. Son artillerie, dirigée par le premier lieutenant Smola, se portait avec hardiesse en avant de l'infanterie et très près de l'assaillant; ses chevaux étaient tués et ses canonniers mis hors de combat, mais les officiers de Sztaray faisaient l'emploi de servants; le tir des Autrichiens, avoue Miranda, était excessif et fort bien suivi.

Enfin, lorsque Benjowsky fut maître de Dormael et que, chassant devant lui les troupes épouvantées de Miaczynski, il vint tomber sur le flanc gauche de la colonne Ruault, l'affaire fut décidée. A la voix de l'archiduc Charles, le corps franc O'Donnell et les deux bataillons du régiment Sztaray, criant *rajta* (Sus!), s'avancèrent sur Orsmael, la baïonnette au bout du fusil, sans tirer un seul coup.

Au même instant, s'élançaient les hussards d'Esterhazy et les dragons de Cobourg. La division Ruault fut mise en déroute et rejetée sur le pont d'Orsmael. Les généraux et les officiers de l'état-major tentèrent inutilement de la rallier. Ruault et Ihler furent blessés; Guiscard, qui commandait l'artillerie, fut tué (1); Miranda vit son

---

(1) *Guiscard de Bar (Georges)* né le 7 mai 1740 à Courbenac près de Puy-l'Evêque en Quercy.

Surnuméraire dans le corps de l'artillerie, le 15 juillet 1753 — Cadet, le 3 octobre 1754 — Sous-lieutenant, le 1er janvier 1757 — Lieutenant en 3e, le 19 mai 1761 — lieutenant en 2e, le 15 janvier 1762 — lieutenant en 1er, le 18

aide de camp recevoir le coup mortel auprès de lui. Les volontaires, saisis de panique, tournèrent dos les premiers, sans écouter leurs chefs et entraînèrent dans leur fuite les troupes de ligne, en criant : *Sauve qui peut!* Quinze canons demeurèrent au pouvoir de l'archiduc.

Restait Champorin, ajoute Arth. Chuquet. Ses éclaireurs, dragons et cavalerie avaient, dans la matinée, passé la rivière au pont de la Chapelle-Béthanie, occupé la petite ville de Léau, chassé le détachement qui la gardait et, selon les instructions de Dumouriez, fait une démonstration vers la route de Saint-Trond pour imposer aux ennemis et inquiéter leur aile droite.

Quant au gros de la division, il demeurait sur la rive droite de la petite Geete, en ordre de bataille. Mais, vers une heure et demie, Champmorin reçut un billet de Miranda; il devait prendre possession du pont de Budingen, à gauche du pont de la Chapelle-Béthanie et, au besoin, menacer l'ennemi d'une attaque de flanc (1). Champmorin envoya un bataillon au pont de Budingen. Toutefois, dit-il, « l'ordre de marche en avant n'étant que conditionnel, il se borna à des dispositifs préliminaires et attendit de nouveaux ordres pour passer la petite Geete ». A deux heures et demie, Miranda accourait le trouver et lui commandait de traverser la rivière pour appuyer son attaque. Champmorin disposait de douze bataillons; il franchit la petite Geete au pont d'Heelen avec les six bataillons qui formaient sa première ligne et se dirigea sur Halle; les six autres qui composaient la seconde ligne, sous les ordres du colonel Keating (2), se portèrent par le pont de la Chapelle-Béthanie, sur Léau et Asbrock.

---

octobre 1765 — capitaine par commission, le 29 février 1768 — capitaine en 2e, le 1er octobre 1772 — capitaine de Bombardiers, le 9 mai 1778 — capitaine de canonniers du régiment de Besançon — major, le 14 juin 1783 — chef de brigade au 3e d'artillerie, le 27 janvier 1788 — Fait maréchal de camp par les commissaires de la Convention, le 8 mars 1793 — tué à la bataille de Neerwinden, le 18 mars 1793.

Décorations : chevalier de Saint-Louis, le 7 mai 1782.

Campagnes : 1758 — Descente des Anglais près de Cherbourg, où il fut blessé — 1792, 1793. Armée du Nord. Avait obtenu le 23 mai 1784 une pension de 500 fr. sur le Trésor Royal. *(Arch. Guerre. R. F.)*

(1) Voir le texte de l'instruction : « L'attaque est générale depuis Overwinden jusqu'à la Chapelle-Béthanie; le général Champmorin doit nécessairement faire garder le pont de Budingen et employer une force assez imposante pour pouvoir au besoin menacer l'ennemi d'une attaque de flanc vers la partie de Léau où cette force marcherait en colonne. »

(2) *Keating, Thomas*, major irlandais au régiment de Walsh (92e), puis en 1791 lieutenant-colonel de Berwick (88e), avait servi en Corse et fait cinq

La colonne de Champmorin gagna la chaussée qui menait à Halle. Le premier bataillon des volontaires d'Ille-et-Vilaine, commandé par Moreau, ouvrait la marche.

Mais le prince de Wurtemberg défendait les abords de Halle et, dit Champmorin, il était en force sur tous les points et opposait un feu de canon supérieur. Deux fois, la colonne française recula; deux fois, elle fut ramenée par Champmorin et par Moreau. Mais, soudain, elle est prise en queue par les troupes de Ruault, qui fuyaient vers le pont d'Heelen, et enveloppée dans leur déroute.

Champmorin, craignant d'être coupé, ordonne la retraite et, pour mieux l'assurer, galope vers Heelen. Il voulait placer son artillerie en avant du pont et rallier sa colonne à l'abri du canon. Mais, tout près de la rivière, il rencontre Ruault, Ruault démonté, couvert de sang, plein de l'emportement et du désespoir de la défaite, maudissant la lâcheté des volontaires qui l'abandonnent et qui déjà se mélangent et se confondent au-delà du pont avec les fuyards de Miaczynski. Vainement, Champmorin « s'exténue » pour empêcher la débandade de ses propres bataillons. Tout reflue vers Heelen; tout fuit, éperdu, hébêté de terreur; les charretiers fouettent leurs chevaux à tour de bras et prennent le galop sans qu'on puisse arrêter une seule de leurs pièces. Champmorin fit rompre le pont dès que les troupes eurent passé et les rallia à Waterhof, entre les deux Geete.

Keating, qui commandait la seconde ligne de la division Champmorin, eut plus de bonheur, parce qu'il fut plus timide. Il entra dans Léau et fit mine de se porter sur Asbrock. Mais le prince de Wurtemberg avait eu le temps d'établir le bataillon Joseph Colloredo et quatre compagnies Brentano entre les jardins de Halle et le lac de Léau. Keating resta sur le glacis en avant de la ville et n'osa s'engager dans la plaine. Sa cavalerie se replia devant les quatre escadrons du major Stipsicz. Seule, l'artillerie donna : elle était dirigée par le capitaine Dejean et canonna jusqu'à la nuit les Autrichiens qui répondirent par un feu « vif et soutenu ». Enfin, à la tombée du jour, lorsqu'il apprit la retraite de Champmorin, Keating repassa la petite

---

campagnes. En 1792, Keating est renseigné comme colonel du 87e (le premier bataillon est seul soumis à l'amalgame; le 2e bataillon, détaché à Saint-Domingue, fut incorporé dans les troupes coloniales (1796). Le 87e, comme nos lecteurs le savent probablement, était l'ancien régiment irlandais de Dillon, créé en 1690, et formé avec les débris des troupes, que Jacques II, roi d'Angleterre, amena en France, après sa chute.

Geete au pont de la Chapelle-Béthanie. Le 1er bataillon de la Manche, commandé par Valhubert, faisait l'arrière-garde (1).

Toutes les troupes de l'aile gauche étaient donc rejetées sur l'autre bord de la petite Geete. Ruault et Champmorin menèrent aussitôt ces débris derrière la grande Geete, à Oplinter. Miaczynski se replia sur la hauteur de Wommersom. Mais Miranda ne crut pas la position assez forte et, sans demander les instructions du général en chef, il prescrivit à Miaczynski de se retirer sur Tirlemont.

Il y trouva huit bataillons qui venaient de Louvain et en plaça la moitié comme avant-garde aux abords de la ville.

* * *

Il y avait encore bien de la ressource, dit Dumouriez, il n'était pas plus de 2 heures de l'après-midi, les Impériaux ne poursuivaient pas ces deux colonnes qui avaient repassé le pont d'Orsmael. Le général Miranda venait de recevoir l'avis qu'il venait d'arriver à Tirlemont les huit bataillons du corps des flanqueurs de Miaczynski, tous frais et dont il pouvait se renforcer en leur faisant occuper la hauteur de Wommerson en deçà de la Geete. Mais soit que le général eût perdu la tête, soit plutôt qu'il se livrât à son ressentiment en voyant le succès de la droite, commandée par son rival, le général Valence, il donna l'ordre de la retraite et l'exécuta jusque derrière Tirlemont, à plus de leux lieues du champ de bataille; ce qu'il y eut de plus perfide dans sa conduite, c'est qu'il n'envoya au général en chef aucun avis de ce mouvement, qui livrait le centre et la droite de l'armée à tout le poids de l'attaque de l'ennemi, qui, au reste, ne profita pas de cette lâche retraite, ni pour se débarrasser de cette gauche, qu'ils pouvaient détruire entièrement, en la poursuivant jusqu'à Tirlemont, ni pour recommencer l'attaque contre le centre et la droite qu'ils pouvaient prendre en flanc.

Le général *Champmorin* s'était emparé de Léau, où il se maintint jusqu'à ce que, voyant la retraite du général Miranda, il abandonna

---

(1) Rapports de Champmorin et de Keating. Arth. Chuquet ajoute « que cet épisode de la bataille est peu connu. Des noms célèbres y figurent, dit-il : *Moreau* et *Donzelot*, *Dejean* et *Valhubert*. Champmorin loue la conduite ferme et brave de *Moreau*, le zèle et l'activité de *Donzelot*, adjoint aux adjudants généraux, et qui fut détaché au pont de Budingen. *Keating* vante « le zèle et les moyens » de *Dejean* qui « donna la meilleure position aux pièces de canon » et la « bravoure et les soins » de *Valhubert*.

Roger Valhubert, un des héros d'Austerlitz! Moreau, le grand Moreau d'Hohenlinden! si indignement traité par son rival, Bonaparte!

très tard ce poste, repassa par son pont de Budingen, qu'il coupa après lui et remonta à sa position d'Oplinter. Peut-être l'inaction des Impériaux contre la gauche de l'armée française, après la retraite du général Miranda, est-elle due à la position de Champmorin à Léau, d'où elle débordait leur droite.

***

Le général Dumouriez avait été occupé pendant toute l'action à rétablir l'ordre à sa droite et à son centre et à s'assurer du succès dans cette partie, qui était la plus essentielle, étant chargée de tout le mouvement dont la gauche était le pivot. Dès deux heures après-midi, il avait entendu cesser le feu de sa gauche qui avait été jusqu'alors très vif; mais il avait d'abord attribué ce silence à un succès, il avait pu juger par la progression du feu que les sixième et septième colonnes, que la difficulté du terrain l'empêchait de voir, après avoir poussé ce qui était devant elles, s'étaient arrêtées à un point fixe, pour ne pas dépasser la tête des colonnes de leur droite; mais rien ne pouvait faire conjecturer l'inconcevable retraite du général Miranda et il est peut-être heureux de l'avoir ignorée dans le moment où il était occupé à réparer les désordres de la droite et du centre.

Sur la fin de la journée, il remarqua des colonnes impériales qui se portaient de leur droite à leur gauche pour la renforcer, ce qui lui fut d'un mauvais augure; mais il n'avait encore que des soupçons, n'ayant aucun message du général Miranda.

Il passa ainsi la soirée devant le village de Neerwinden.

A la fin, ses soupçons, qu'il n'avait communiqués qu'au général Thouvenot, devinrent des inquiétudes réelles. Il partit avec le chef de l'état-major, deux aides de camp et deux domestiques pour se porter à sa gauche. En arrivant au village de Laer, à dix heures du soir, il fut étonné de le voir abandonné par ordre du général Dampierre, qui, après s'être conduit avec beaucoup de valeur dans la bataille, avait repassé, sans en avoir reçu ordre, la Geete à la nuit tombante, avec sa division et s'était retiré à sa première position d'Esemael. Continuant sa route, il arrive près du pont d'Orsmael qu'il croyait occupé par les colonnes de Miranda et qui l'était par les uhlans autrichiens, par lesquels il pensa être pris. Il se replia par le grand chemin de Tongres sur Tirlemont, étonné du silence et de la solitude qu'il trouva jusqu'à une demi-lieue de cette ville, où il trouva trois ou quatre bataillons, bordant le grand chemin, sans cavalerie et sans ordre, qui lui apprirent la honteuse retraite de la gauche.

Il trouva dans Tirlemont le général Miranda, qui, froidement, écrivait à ses amis. Le général Valence avait fait tous ses efforts inutilement pour l'engager à se reporter en avant, l'assurant que la bataille était gagnée par la droite et le centre et que ce mouvement achèverait de décider le succès.

Le général Dumouriez lui ordonna très sévèrement de rassembler dans la nuit même son corps d'armée et d'aller occuper la hauteur de Wommersom, le grand chemin et le pont d'Orsmael, ainsi que celui de Neerhespen, pour au moins assurer le passage de la Geete et la retraite de la droite et du centre, qui se trouvaient engagés au milieu de l'armée ennemie, avec une rivière derrière eux. « L'ordre ne fut pas exécuté, rapporte Arth. Chuquet, et, dans la matinée du 19 mars, les troupes de Miranda erraient encore entre Tirlemont et Hackendover. »

Telle est cette bataille de Neerwinden, qui a décidé le sort de la campagne et qui eût été entièrement gagnée si le général Miranda, après le premier désordre de ses deux colonnes, au lieu d'ordonner la retraite, avait bordé la Geete et avait conservé la position des ponts d'Orsmael et de Neerhespen, qui le tenait toujours en ligne avec sa droite et sa gauche. Cette retraite a été d'autant plus fâcheuse que ces deux colonnes ont perdu plus de deux milles hommes, pendant que le reste de l'armée n'en a perdu que six cents, après de sanglants combats.

Les Impériaux ont avoué quatorze cents hommes de perte, c'est-à-dire le double. Les Français ont perdu environ trois mille hommes tués et pris et plus de mille blessés, outre beaucoup de canons (1).

---

(1) « Les deux parties ont fait également des fautes. Les Français n'ont pas pressé assez l'attaque de la Tombe de Middelwinden, qui était le point décisif; ils l'ont ensuite abandonné sans savoir pourquoi. Le général Neuilly a pensé tout perdre en abandonnant le village de Neerwinden sur un ordre verbal; Miranda après s'être emparé du village d'Orsmael a eu tort de céder à la terreur de ses troupes et a tout perdu en ordonnant la retraite, qui est devenue une déroute.

Les Impériaux ont fait la première faute de ne pas défendre les bords de la Geete; la seconde, de ne pas attaquer en tête et en flanc les trois colonnes de droite, pendant qu'elles montaient pour les attaquer, exposées aux feux des villages de Laer, Neerwinden, Middelwinden et Overwinden; troisièmement, d'avoir abandonné le poste élevé et avantageux de la Tombe de Middelwinden et de n'y avoir pas placé une batterie; quatrièmement, de ne pas avoir occupé Léau à leur droite; cinquièmement, de n'avoir pas poursuivi Miranda dans sa déroute; sixièmement, de n'avoir pas au moins attaqué avec leur droite, qui n'avait plus d'ennemis en tête, le flanc gauche des colonnes du centre de l'armée française, qui étaient en bataille devant Neerwinden. »

(Mémoires du général Dumouriez, Londres, 1794).

L'armée française à Neerwinden

Bien que Neerwinden soit une défaite pour les armes françaises, cela n'empêche pas les régiments qui prirent part à l'action d'avoir fait leur devoir et maint soldat, maint officier mériterait d'être cité. Nous ajouterons donc quelques noms à ceux que l'on connaît déjà, mais, avant tout, voici, d'après les Historiques des Corps de troupe de l'Armée française (1569-1900), publiés par les soins du ministère de la guerre, les régiments de ligne qui prirent part à la bataille du 18 mars. Nous y voyons figurer 16 régiments d'infanterie : 8e (Austrasie), 19e (Flandres), 25e (Poitou), 34e (Angoulême), 45e (La Couronne), 58e (Rouergue), 71e (Vivarais), 73e (Royal-Comtois), 78e (Penthièvre), 81e (Foix), 88e (Berwick), 89e (Royal-Suédois), 94e (Royal-Hesse-Darmstadt), 98e (Bouillon) et le 104e d'infanterie, (formé, comme on sait, au moyen de la garde nationale soldée parisienne ou ex-Gardes-françaises); deux bataillons de chasseurs : les 9e (Cévennes) et 14e; cinq régiments de cavalerie : 1er (Colonel-Général), 6e (Le Roy), 7e (Royal-Etranger), 15e (ex-16e Royal-Lorraine) et 17e (ex-18e Berry); six régiments de dragons : 2e (Condé), 3e (Bourbon), 5e (Colonel-Général), 6e (La Reine), 7e (Le Dauphin) et 10e (Mestre de camp général); quatre régiments de chasseurs à cheval : 3e (Flandre), 6e (Languedoc), 11e (Normandie) et 12e (Champagne) et deux régiments de hussards : 1er (Bercheny) et 10e (de Jemappes); l'artillerie était représentée par des compagnies du 7e (Toul) et du 6e (Auxonne) régiments.

Le même ouvrage cite le sous-lieutenant *Dargent* (*Florimond*), du 7e de cavalerie, où il servait depuis 1782, qui traversa un escadron de cuirassiers autrichiens pour enlever un sous-officier fait prisonnier. Un peloton du même escadron ennemi ayant chargé l'étendard du régiment et le maréchal-des-logis qui le portait ayant été blessé mortellement, l'étendard allait être enlevé, si Dargent, après s'être fait jour le sabre à la main, n'eût tué le cuirassier qui s'en était emparé.

Dargent, qui avait sauvé quelques jours avant (6 mars 1793) un volontaire fait prisonnier par des hussards ennemis, fut nommé lieutenant le 7 mai. Fait prisonnier le 4 septembre 1796, échangé le 24 octobre suivant, il fut nommé capitaine le 8 floréal an II et devint major au 7e dragons et chevalier de la Légion d'honneur en 1804 (1).

---

(1) *Arch. Guerre R. F.*

André Burthe, qui devint général de brigade sous l'Empire et baron, fut cité pour sa belle conduite à Neerwinden.

Né à Metz en 1772 et descendant d'une famille irlandaise réfugiée, il entra au service en 1791, devint capitaine à l'état-major de l'armée d'Italie en l'an IV, puis premier aide de camp de Masséna, qui en faisait grand cas et l'honorait d'une amitié particulière; colonel du 4e hussards, il se fit remarquer à Austerlitz. Général de brigade le 30 décembre 1810, il était commandant de la Légion d'honneur.

Se distinguèrent également le 18 mars 1793, les futurs généraux *Leval*, qui mérita ce jour-là d'être nommé colonel du 99e d'infanterie, *Lemoine*, *Boyé*, *Boubers*, *Senault*, *Fernig*, qui reçut le jour même le grade d'adjudant général lieutenant colonel, *Rouvillois*, tous cités à propos de la campagne de Jemappes et *Thomas de Grysperre*, adjudant général, le général de division *Jean-Baptiste Beaufort de Thorigny*, nommé colonel à la suite de la bataille. Il était né à Paris en 1761 et commanda en chef par intérim, avec le grade de général de division, l'armée des Côtes de Cherbourg (4 décembre 1793);

Claude-Marie Girard, né à Artena (Jura), en 1749, canonnier en 1766, fit les campagnes d'Amérique de 1776 à 1782, en qualité d'adjoint au génie militaire; à Neerwinden, où il commandait un bataillon, il défit les dragons de Cobourg; le 8 mai 1793, au combat de l'Abbaye de Bonne-Espérance, il reçut six coups de feu; le 28 prairial an II, à la bataille de Meslée (?), il prit 7 pièces de canon et fit 600 prisonniers. Il se retira dans ses foyers en septembre 1804;

Augustin-Jean-Baptiste Jacobé-Trigny, né à Vitry-sur-Marne, en 1751, entra au service au régiment de Dauphiné-infanterie en avril 1769 et y devint lieutenant en 1772, après avoir fait la campagne de Corse. Lieutenant-colonel des volontaires de la Marne, en 1792, il fut nommé adjudant général colonel à la suite de la campagne de l'Argonne. Il se distingua particulièrement à Neerwinden et aux combats qui suivirent où il eut deux chevaux tués sous lui. Destitué comme « ci-devant » le 30 septembre 1793, il fut réintégré dans les cadres de l'armée et nommé général de brigade le 15 décembre 1794. Il devint commandant de la Légion d'honneur.

Relation autrichienne

Les Autrichiens, marchant de succès en succès, repoussaient les Français sur tous les points; quoiqu'ils fussent de beaucoup inférieurs en nombre, ils gagnèrent le 18 mars la mémorable bataille de Neer-

winden, qui fit tomber entre leurs mains un immense matériel, occasionna à l'ennemi une perte de plus de 4,000 hommes et eut surtout pour résultat de *délivrer momentanément la Belgique de la tyrannie et du brigandage des républicains français* (1).

Le général de Clerfayt commandait l'aile gauche de l'armée autrichienne à cette affaire importante et ce fut lui qui décida du sort de la journée, en enlevant, à la baïonnette, les principales positions.

Les régiments nationaux de Murray, de Ligne, de Wurtemberg et de Vierset (2), ainsi que les bataillons de grenadiers des lieutenants-colonels Rousseau et de Briey rivalisèrent d'intrépidité pendant toute l'action. Ils étaient à l'aile droite du corps de Clerfayt et coopérèrent à l'attaque du village d'Overwinden. L'ennemi s'était emparé de cette position par un mouvement vigoureux ; mais le lieutenant-colonel Rousseau se jeta à l'improviste, avec ses braves grenadiers, sur le flanc gauche des républicains, qu'il força à reculer. D'un autre côté, le major Clauwez, du régiment de Wurtemberg, conduisit son bataillon au devant de l'ennemi avec une bravoure extraordinaire, l'attaqua corps à corps et le défit complètement.

Le rapport du prince de Saxe-Cobourg contient de pompeux éloges, non seulement pour ces deux officiers supérieurs, mais encore pour le colonel comte Vinchant de Gontrœul, qui contribua puissamment au succès de la journée, par les excellentes dispositions qu'il avait prises de son propre mouvement.

Le régiment de Ligne et un bataillon du régiment de Vierset furent cités nominativement dans le rapport du général en chef, qui, tout en rendant hommage à la bravoure déployée par les troupes autrichiennes en général, ne put s'empêcher de déclarer que les régiments nationaux des Pays-Bas s'étaient fait remarquer, entre tous, par leur rare intrépidité.

Les dragons de Latour, qui faisaient également partie du corps du général de Clerfayt, cueillirent aussi leur part de lauriers. Dès le commencement de l'action, ils repoussèrent, avec leur valeur ordinaire, la cavalerie française, au moment où elle cherchait à s'emparer de la hauteur dite « Tombe de Wamont », à l'aile gauche des Autrichiens.

Le régiment coopéra ensuite à la prise de Racour, conquête importante, en ce qu'elle privait l'ennemi de l'unique point d'appui qui eût pu lui permettre de reprendre Overwinden et surtout de s'y maintenir.

---

(1) Paroles officielles adressées à Dumouriez par la députaion des Conseils municipaux.

(2) Il n'y avait qu'un seul bataillon du régiment de Vierset.

Parmi les héros de la bataille de Neerwinden, il faut encore citer le baron van Hoobrouck d'Asper, qui contribua efficacement au succès de la journée; une manœuvre hardie le rendit maître des formidables batteries dont le feu soutenu produisait une grande hésitation parmi les assaillants.

Quelques jours avant la bataille de Neerwinden, une scène émouvante avait eu lieu dans la tente de l'archiduc Charles; une dame, vêtue de deuil, se présente; c'est la mère du chef d'escadron de Mesemacre, tué à Aldenhoven : « Prince, dit-elle, six de mes fils ont l'honneur de servir dans les armées impériales; l'aîné est mort glorieusement au champ d'honneur, sous les yeux de Votre Altesse. Je viens vous offrir pour le remplacer dans le noble régiment de Latour, Joseph, mon quatrième enfant, enseigne au régiment de Murray, et qui a déjà donné des preuves de sa vaillance et de son dévouement au service de l'empereur. »

L'archiduc Charles, touché de cette généreuse démarche, accueillit avec bonté le jeune de Mesemacre et le fit admettre immédiatement dans le régiment des chevau-légers Wallons, avec le grade de sous-lieutenant (1).

Retraite du 19 mars. — Combat d'Orsmael-Gussenhoven

L'armée française tenait donc, dans la nuit du 18 au 19 mars, les positions suivantes : Champmorin, ainsi que Ruault, étaient à Oplinter et Miaczynski à Tirlemont; Dampierre, après avoir regagné Elixem, revenait à Laer; tout le centre et toute l'aile droite bivaquaient en face de Neerwinden, entre Laer et Racour, à demi-portée du fusil de l'ennemi.

Il ne restait au général Dumouriez d'autre parti à prendre que d'assurer la retraite de la droite et du centre de son armée.

---

(1) *Joseph de Mesemacre* se montra toujours le digne fils de sa courageuse mère; il s'éleva de grade en grade jusqu'à celui de feld-maréchal lieutenant commandant d'une division dans la Haute-Hongrie; il prit part à toutes les campagnes qui signalèrent la fin du dernier siècle et le commencement de celui-ci; il se distingua dans un grand nombre de batailles, notamment à Essling. La bravoure dont il fit preuve dans cette sanglante journée lui mérita les félicitations publiques de l'archiduc Charles. Commandant supérieur de Mulhouse, en 1818, il reçut de la mairie de cette ville une épée enrichie de pierreries, en témoignage des services qu'il avait rendus. Il obtint sa retraite en 1837, et mourut à Bruxelles en 1846. (*Général baron Guillaume, Histoire des régiments nationaux des Pays-Bas*).

Léau, le point déterminant du succès, était abandonné; tout ce qu'il pouvait espérer dans la confusion des troupes aux ordres de Miranda, était de ramener cette gauche, non pas sur le terrain de la bataille au delà de la petite Geete, mais sur ses bords en deçà.

Il manquait beaucoup de canons à ces deux colonnes, qui avaient souffert dans leur déroute. Tous les généraux, officiers supérieurs ou d'état-major, étaient hors de combat. Indépendamment de sa perte réelle par le fer de l'ennemi, plus de six mille hommes avaient déjà déserté sur le chemin de Bruxelles et de la France.

Le général passa le reste de la nuit à donner les ordres de retraite à sa droite, que commandait alors en chef le duc de Chartres par l'absence du général Valence et qui se conduisit avec sang-froid, courage et prudence. « Les ennemis admirèrent le sang-froid qu'il montra dans cette journée. »

Les Impériaux venaient de gagner une grande victoire, mais ils n'en étaient pas sûrs; ils avaient été si frappés des grands avantages remportés par la droite et le centre des Français que, malgré le succès de leur droite contre notre gauche, ils n'étaient pas tentés de les poursuivre. Ils voyaient les Français en bataille, prêts à recommencer; ils soupçonnaient vraisemblablement que leur gauche allait reprendre sa position; ainsi ils n'interrompirent pas plus la retraite qu'ils n'avaient mis d'obstacle à l'attaque.

Cette retraite se fit en plein jour, par les mêmes ponts, par les mêmes procédés, avec la même fierté, sans précipitation.

Dumouriez envoya le général Thouvenot à la droite pour recevoir les colonnes et les placer à mesure dans le champ de bataille, depuis Orsmael-Gussenhoven jusqu'à Haekendover, pendant que lui-même se chargea de rassembler la gauche et de la ramener aux points de Wommersom et du pont d'Orsmael.

Les ennemis étaient déjà maîtres de ce dernier et le général, pour les empêcher d'avancer trop sur la chaussée, prit la précaution d'envoyer ordre au général Dampierre, posté à Esemael, de faire un mouvement à gauche à la moitié de sa division pour flanquer le grand chemin et de tenir dans cette position, en potence, jusqu'à ce que le centre eût repassé la rivière; alors, de rétablir lentement sa ligne avec lui et de reculer en front de bandière jusqu'au champ de bataille, dont Gussenhoven fait la droite et Haekendover la gauche, faisant face à la petite Geete.

Cet ordre, parfaitement exécuté par le général Dampierre, sauva l'armée, car les colonnes de Miranda avaient acquis un tel degré de désordre et d'apathie sur leur honte du jour précédent, qu'il était

dix heures du matin avant que le général Dumouriez pût les faire marcher en bonne contenance, en avant d'Haekendover, en bataille à la droite et à la gauche du grand chemin.

La tête de l'armée impériale avait déjà passé le pont d'Orsmael et s'était formée avec son artillerie sur la hauteur de Wommersom, que le général ne put jamais engager ses troupes à attaquer, quoiqu'elles fussent ecrasées par cette artillerie dominante et qu'elles souffrissent cette perte continuelle avec une constance héroïque.

Le lieutenant d'artillerie Smola dirigeait, comme le jour précédent, l'artillerie autrichienne et avec une incroyable audace il s'était porté jusqu'à trois cents pas des assaillants et ouvrait sur eux un feu terrible.

Dumouriez pensa être tué dans cette occasion. Un boulet fit abattre son cheval et le couvrit de terre; la vivacité avec laquelle il se releva empêcha un grand désordre et peut-être une déroute que sa chute fut sur le point d'occasionner.

Cette gauche, qui avait fui la veille avec tant de lâcheté, soutint alors avec intrépidité tout l'effort de l'attaque des Impériaux. Mais le général n'y distingua qu'un courage de résistance, dénué de l'audace qu'il voulait inspirer, pour aller à la baïonnette, culbuter les troupes établies sur le plateau de Wommersom, ayant la petite Geete à dos. Il se mit plusieurs fois à la tête de la colonne, sans pouvoir la faire avancer, trop heureux de la voir tenir ferme dans sa position, qui était plus dangereuse que ne l'aurait été une attaque vigoureuse, sur cette partie de l'armée impériale, qui, séparée du reste, avec un pont pour retraite, aurait pu être battue, s'il avait eu plus d'officiers pour conduire ses colonnes.

Pendant que la gauche de l'armée française éprouvait encore ce reste d'impression de terreur de la veille, la gauche des Impériaux montrait la même stupéfaction par la même cause, et laissait passer tranquillement la rivière à la droite et au centre des Français; elle leur laissa prendre la position de Gussenhoven, où elles se rangèrent en bataille, avant de se décider à passer elle-même la rivière pour venir les attaquer.

Ainsi toute la journée se passa en manœuvres et déploiements, formant une superbe coup d'œil d'exercices, avec quelques canonnades et fusillades entre les têtes des deux armées; et le soir on bivouaqua très près l'un de l'autre en bataille.

Cette retraite fière et faite avec le plus grand ordre a été d'autant plus admirée des Impériaux qu'elle ne parcourait qu'environ trois

quarts de lieue de terrain et que l'armée française paraissait reprendre tranquillement sa position de la veille de la bataille.

Mais, dans la soirée, le général Dumouriez eut lieu d'être convaincu par l'esprit de dégoût et d'apathie qui régnait chez ses soldats, que s'il restait en position de recevoir bataille le lendemain, il serait infailliblement battu et qu'alors la déroute serait complète (1).

Il ne fallait plus penser qu'à se retirer en bon ordre, pour couvrir leur défection et les empêcher d'être massacrés par les Impériaux et par les paysans. Le général sentit douloureusement cette nécessité et se vit contraint de passer la grande Geete dans la nuit et à se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont.

Tous ces mouvements arrangés avec méthode et exécutés avec une précision qu'on aurait à peine espéré d'une armée plus exercée et point battue, se firent avec succès.

Les Impériaux, trompés par les feux entretenus avec soin et par la vigueur et la bonne contenance de l'arrière-garde, ne se mirent en mouvement que le 20, pour venir tâter Tirlemont, d'où les Français avaient eu le temps d'évacuer leurs magasins. Cependant, le général Miaczynski, qui était chargé de la garde de cette ville, y perdit un canon de douze, par la précipitation de sa retraite.

Eloges à l'armée autrichienne. « Tout autre chef moins habile et moins tenace que Mack, a dit Langeron, eût certainement perdu la bataille de Neerwinden. » Mais Langeron partage l'enthousiasme exagéré de tous ses contemporains pour le colonel Mack. Le prince de Cobourg devait la victoire, non pas aux dispositions de son chef d'état-

---

(1) Dans tous les temps, pour bien conduire le soldat français, il a fallu consulter ses impressions, mais plus encore, depuis la Révolution, qui ayant entièrement anéanti la subordination militaire, a donné encore plus d'essor à cet esprit volontaire et capricieux qui tient au caractère national. Il est dans la nature active et impétueuse du Français de marcher toujours devant soi et de conquérir; mais il n'est pas propre à conserver ses conquêtes. Sans que sa bravoure diminue, la guerre défensive et méthodique l'ennuie et le contrarie et dans ce cas, lorsqu'il ne peut pas être retenu par la sévérité des lois militaires, qui n'existent plus, il abandonne ses chefs et ses drapeaux et il déserte par légèreté et sans s'embarrasser des conséquences.

Les troupes de ligne, contenues par un reste d'attachement à leurs drapeaux, et de pudeur, faisaient encore bonne contenance; mais *les gardes nationales*, qui faisaient les trois quarts de l'armée, *disaient tout haut qu'il était inutile de se faire tuer dans la Belgique, qu'il fallait aller défendre les foyers et partaient par compagnies et par bataillons entiers.* Il eut été dangereux et impossible de vouloir les retenir par force. (*Mémoires du général Dumouriez: Londres 1794, p. 66 t. II*).

major, mais à la vaillance de ses troupes. Ce furent les bataillons autrichiens qui triomphèrent : animés de l'esprit de discipline et d'obéissance, ne cédant qu'au nombre et, malgré le nombre, se ralliant toujours et se reformant pour de nouvelles attaques, ils finirent, à force de courage, par faire plier l'adversaire (1). Aussi étaient-ils accablés de fatigues et incapables de toute poursuite. »

Cobourg était tout ému d'une victoire si chèrement payée. Il voyait son armée épuisée par tout un jour d'efforts et il avait perdu près de trois mille hommes (2), dont 97 officiers, entre autres le major O'Donell et le colonel Grüber du régiment de Sztaray. Les attaques furieuses et multipliées de l'adversaire lui imposaient et le rendaient soucieux du lendemain. Tauenzien n'écrivait-il pas au roi de Prusse que les Français avaient assailli les Autrichiens avec une incroyable vivacité, que l'issue du combat était douteuse et que Dumouriez reviendrait peut-être à la charge! La bataille, rapporte Langeron, demeura longtemps indécise et les Autrichiens furent plusieurs fois au moment de la perdre. *(Arth Chuquet, La Trahison de Dumouriez, pp. 113-114.)*

Journées des 20 et 21 mars. — Combat sur la Velp

La position de Cumptich a l'avantage d'être très élevée au-dessus de la grande Geete.

Ce camp faisant face à Tirlemont, a sa gauche appuyée à la Velp, qui court ensuite derrière lui par Bautersem et Vertryck; la droite, en arrière de Hougaerde, est moins bien défendue.

Ce n'est cependant qu'une position de passage; elle ne protège pas Louvain, si l'ennemi passe par Diest, ni Bruxelles, s'il tourne par Jodoigne.

Dumouriez ne pouvant pas y tenir longtemps, profita de la journée du 20 pour passer la Velp et prendre le camp de Bautersem, sa droite appuyée à Opvelp et Neervelp, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant du Pellenberg.

Il renvoya le général Neuilly avec sa division, renforcée jusqu'à

---

(1) On ne cite ici que le régiment Sztaray; trente médailles d'or et cent vingt six médailles d'argent furent distribuées aux soldats en récompense de leur extraordinaire bravoure.

(2) 97 officiers, 2,762 soldats, 779 chevaux.

D'après les *Mittheil. des Kriegs-Archivs* (*Wenzel Porth, Vienne 1877*), les Autrichiens eurent 214 officiers et 2,645 hommes tués, blessés et disparus.

six mille hommes, vers Jodoigne, avec ordre d'empêcher les partis impériaux de pénétrer, de les observer et de se retirer sur Bruxelles par la forêt de Soignes, en cas qu'il fût poussé par une force très supérieure; il lui donna une instruction pour la défense de cette forêt et il écrivit au général Duval de renforcer le général Neuilly de tout ce qu'il pourrait tirer de sa garnison et des troupes qui lui arriveraient. Il lui donna en même temps les ordres pour faire arrêter les déserteurs et les renvoyer au camp.

Il écrivit au lieutenant général d'Harville de mettre une garnison de deux mille cinq cents hommes dans le château de Namur et de se tenir prêt à marcher avec le reste, soit en avant, soit en arrière, soit sur Bruxelles, selon le mouvement que faisait le général Beaulieu, qui, avec huit à dix mille hommes, s'avançait par Huy.

Il avait placé à Diest une garnison suffisante, croyant cette place à l'abri d'un coup de main, d'après le rapport du général Champmorin, qui n'était pas exact. Il mit en communication avec ce poste le général Miaczynski à l'abbaye de Gemps. Il renforça la garnison de Malines. Il envoya le général Ruault à Anvers pour soulager le vieux lieutenant général Marassé et prendre le commandement de ce corps d'armée, qui, renforcé de la division de la Marlière, montait à plus de vingt mille hommes; il recommanda au général Ruault de tenir Lierre tant qu'il pourrait et de se retirer ensuite dans les lignes d'Anvers, si les Prussiens et les Hollandais venaient sur lui en trop grand nombre.

Abandon de Diest

Le même jour, c'est-à-dire le 20, un détachement ennemi, sans canon, moins fort que la garnison de Diest, dit Dumouriez, vint l'insulter; elle se sauva lâchement jusqu'à Malines.

Ici, le général se laisse entraîner par un injuste ressentiment. La garnison de Diest se défendit avec bravoure, dit A. Chuquet, quoique la place fût mauvaise et qu'en vingt endroits au moins, la cavalerie pût monter au galop sur les fortifications. Durant cinq heures, Saint-Victor, qui commandait la ville, et le colonel Merle-Beaulieu (1), le

---

(1) *Pierre-Nicolas Merle-Beaulieu*, né en 1738, écrivait dans une lettre au ministre, datée d'Ypres le 31 mars 1793 : « Depuis longtemps, je sollicite le brevet de maréchal de camp des armées de la République... La campagne que je viens de faire me met dans le cas de solliciter plus de justice encore. Le 28 janvier j'ai eu des lettres pour faire le service de maréchal de camp à Maestricht. Le 6 mars j'ai repoussé un gros de cavalerie à la tête de 10 ou 12

premier sur les remparts, le second au village de Schaffen, arrêtèrent les troupes de l'Autrichien Mylius. Enfin, les hussards de Blankenstein et les Laudons-Verts forcèrent une des portes; Saint-Victor fut pris avec une cinquantaine d'hommes. Beaulieu avait abandonné Schaffen pour rentrer dans la place, il se hâta de sortir par la porte opposée et gagna Malines. (Merle-Beaulieu à Beurnonville, 21 mars 1793.)

L'avant-garde impériale fit aussi, sans succès, une attaque sur les villages de Opvelp et Neervelp.

Arrivée
des commissaires de la Convention Danton et Lacroix

Pendant que le général Dumouriez était occupé à cette attaque, il vit arriver les commissaires Lacroix et Danton (1), qu'il renvoya à Louvain, où il arriva le soir. Ils paraissaient très affectés de la perte de la bataille et surtout du débandement de l'armée, *ayant rencontré à Bruxelles, et tout le long de la route, des corps entiers de déserteurs.*

Mais ils l'étaient bien plus de la commission qu'ils avaient, disaient-ils, d'engager le général à se rétracter de sa lettre du 12, qui avait occasionné un grand déchaînement contre lui dans la Convention, à cause de sa trop franche véracité.

Il leur déclara qu'il n'avait mandé que ce qu'il pensait, que les désastres dont ils étaient témoins étaient une conséquence des maux qu'il avait prévus et auxquels il avait voulu remédier autant qu'il le pouvait, surtout en faisant cesser la tyrannie et l'injustice dans la

---

bataillons. Les 7, 8, 9 et 10 j'ai été à la tête de 25,000 hommes, aucun général ne s'étant montré dans cet intervalle. Le 20 je me suis trouvé au siège de Diest, ville ouverte de toutes parts et la mieux défendue de toute la guerre, puisque nous avons soutenu deux assauts, tué 3 à 400 hommes aux ennemis, évacué la place après 5 heures de défense et après avoir perdu 60 hommes dont 6 officiers et fait une retraite difficile et honorable. Depuis, avec le colonel Lecomte (?) j'ai fait la retraite de Malines, Ruremonde, Gand, Audenarde, Courtrai, Menin, Ypres. J'en partirai demain pour Cassel à la tête de 24 bataillons que je commande seul.

(Signé) Beaulieu, colonel du 14e régiment d'infanterie, commandant les deux divisions de l'armée dirigées sur Cassel.

(1) *Danton*, Georges-Jacques, député à la Convention nationale, *Lacroix*, Jean-François, député à la Convention nationale, condamnés à mort et guillotinés le 16 germinal an II (5 avril 1794.)

Belgique; que la nécessité où il allait se trouver de se retirer d'un pays où il n'avait aucun moyen de se défendre, devait leur faire sentir combien étaient sages les ordonnances qu'il avait rendues et contre lesquelles la Convention n'était prévenue que parce qu'elle était mal instruite et trompée, que ces ordonnances avaient désarmé les paysans et nous avaient ramené la bonne volonté du peuple; qu'ainsi elles allaient être le salut de l'armée qui, désorganisée, battue, plus rebutée encore qu'effrayée, était hors d'état de se défendre à la fois contre les Impériaux, plus nombreux qu'elle et vainqueurs et contre les gens révoltés de nos excès en tous genres.

Ils furent obligés d'en convenir, mais comme ils insistaient cependant sur la rétractation, le général, après leur avoir retracé tous ces griefs, leur avoir peint très fortement tous les malheurs en tous genres qui allaient résulter de la conduite folle et criminelle de la Convention, leur déclara positivement qu'il ne se rétracterait pas, parce que la perte ou le gain d'une bataille ne changerait jamais rien, ni à ses principes, ni à son opinion, ni à son caractère.

Ces commissaires mirent dans toute cette négociation beaucoup d'esprit, d'intérêt et de cajolerie. Enfin, après une très longue discussion, le général consentit à écrire, en six lignes, au président : *Qu'il priait la Convention de ne rien préjuger sur sa lettre du 12 mars, avant qu'il eût le temps de lui en envoyer l'explication.* Les deux députés partirent avec cette lettre insignifiante.

Le combat de Pellenberg

Le 21, Dumouriez ayant appris la prise de Diest, jugea qu'il était nécessaire de se rapprocher de Louvain, de peur que l'ennemi ne passât le canal, pour couper sa communication avec Malines, ou n'attaquât Louvain même.

Il fit occuper les hauteurs de Pellenberg par la division de Champmorin, flanquée à sa gauche par celle de Miaczynski à Rhode-Saint-Pierre. Il plaça le général Lamarche avec l'avant-garde sur les hauteurs de Corbeek-Loo, bordant le grand chemin. Il plaça les dix-huit bataillons de l'armée des Ardennes, commandés par le général Le Veneur, sur les hauteurs et dans les bois de Meerdael; la division Dampierre vers Florival, en communication avec celle du général Neuilly, qui se dirigea vers Lonnbeek à la tête de la forêt de Soignes. Le mouvement de l'armée fut inquiété par les Impériaux; on canonna toute la journée.

Le 22 au matin, les ennemis firent une attaque générale contre Pellenberg, Corbeek et le bois de Meerdael.

Bierbeek était en avant de la position du général Le Veneur, qui avait jugé nécessaire de l'occuper. Une colonne de grenadiers hongrois s'empara de ce village, mais elle en fut chassée par le régiment d'Auvergne (17e d'infanterie), commandé par le colonel Dumas de Saint-Marcel, qui lui prit deux pièces de canon. L'attaque contre l'avant-garde fut beaucoup moins vive.

Celle contre Pellenberg fut très acharnée; le général *Champmorin*, qui fut blessé d'un coup de canon, la soutint avec autant de courage que d'intelligence. Vaillamment secondé par le général irlandais Thomas Keating et par l'héroïque mouvement offensif du 1er de la Manche, commandé par le brave Valhubert, renforcé par quelques bataillons, il ne put être forcé. Cette violente attaque avait duré toute la journée sur le front de l'armée.

Le combat fut glorieux pour les Français, qui maintinrent l'honneur de leurs armes et reçurent les Impériaux par le feu le plus vif de mitraille et de mousqueterie. « Le général, disait un ordre du jour, » a été satisfait de la confiance que les soldats auxquels il a indivi- » duellement parlé lui ont témoignée. Mais c'est de l'armée entière » qu'il attend cette confiance. Il faut montrer aux ennemis que nous » sommes les mêmes Français qui ont vaincu à Jemappes, à Ander- » lecht et à Liége (2). »

Nous avons eu la bonne fortune de trouver un récit inédit de la journée de Pellenberg. Il est signé par Roger Valhubert, le héros d'Austerlitz, qui fut un des acteurs principaux de cette rencontre aussi glorieuse que peu connue :

« Le 1er bataillon de la Manche quitta à midi les hauteurs en arrière de Louvain pour aller avec la division Champmorin se ranger en bataille sous le plateau de Pellenberg. Le général fit occuper le plateau par 2,000 hommes et plaça mon bataillon en deuxième ligne. Nous arrêtâmes cinquante fuyards et les encadrâmes dans nos rangs.

---

(1) *Dumouriez, Mémoires, et Arch. de la Guerre R. F. Documents inédits sur Chesnon de Champmorin, Keating et Valhubert.*

Thomas Keating, suspendu le 30 juillet 179), fut réintégré et fait général de division à la suite d'un rapport au Comité de Salut public, en date du 23 germinal an III (12 avril 1795), dans lequel on faisait valoir les services rendus par l'ex-colonel du 87e irlandais à Commines, sur les bords de la Lys et pendant la retraite de Ruremonde. *(Témoignages des représentants Bellegarde et Delmas. Arch. Guerre, R. F.)*

(2) *A. Chuquet. Op. cit.*

Jusqu'à 4 heures, notre rôle demeura passif. Bientôt tout changea, le plateau venait d'être enlevé, les troupes qui le gardaient étaient en pleine fuite; leur déroute pouvait jeter l'alarme dans toute la division, l'ennemi maître d'un poste si important, pouvait foudroyer la ligne, s'y ouvrir un passage et couvrir la retraite. Les généraux Champmorin et Keating me font aussitôt appeler et ne me dissimulant rien, ils avouent que leur seul espoir repose sur ma troupe et que si elle ne réussit pas, ils ne peuvent plus répondre de rien. Ma troupe se met en mouvement, je la préviens du désordre des trois bataillons qu'elle allait rencontrer et de la rude attaque qu'elle serait obligée de faire, pour reprendre le poste qu'ils avaient abandonné. J'adressai ensuite la parole aux fuyards et j'ordonne aux soldats de mon corps de les tuer au premier mouvement de frayeur qu'ils manifesteraient; je défends, sous peine de mort, de donner pendant l'action le moindre secours à l'homme blessé (1).

Tout en parlant, nous atteignons les nombreux fuyards, perçant au travers de cette multitude, criant qu'on les avait sacrifiés. Le soldat de mon corps, sourd à pareilles calomnies, monte d'un pas ferme sur le plateau, il s'y trouve en face de deux bataillons hongrois, il se déploie et perd trente hommes à l'instant. Notre mousqueterie, trop faible devant tant de monde, ne laissait pas d'espoir de succès, l'audace pouvait seule donner la victoire; on bat le pas de charge et on fond sur l'ennemi. Au milieu d'un feu fourni, le soldat marche tête baissée, franchit trois haies, mon cheval est renversé, on ne s'en aperçoit pas, je m'en débarrasse et nous nous précipitons tous dans les rangs de l'ennemi. Les meilleures troupes de l'Empereur, trois fois plus nombreuses et dans la meilleure position, ne peuvent tenir et cèdent à 372 Français l'important plateau de Pellenberg. Dans cette affaire, nous eûmes 37 tués et 116 blessés. Les cinquante fuyards des autres corps encadrés dans nos rangs réparèrent leur honneur. Sur 50 qu'ils étaient, 30 furent tués ou blessés. L'ennemi laissa 250 hommes sur le champ de bataille. Je ramenai ma troupe au général Champmorin, lui signalant une forte colonne descendant de la montagne en face. On l'attendit et, à 7 heures du soir, lorsqu'elle ne fut plus qu'à trente pas des sentinelles, on ouvrit le feu et la décima complètement.»

---

(1) C'est ce qu'il fit pour lui-même à Austerlitz, où, blessé mortellement, il défendit à ses soldats de quitter le combat pour le secourir et le transporter en arrière des lignes. Héroïsme et stoïcisme.

Premiers pourparlers avec les Autrichiens

Voici comment Dumouriez raconte les événements qui le mirent en relation avec le chef d'état-major du prince de Cobourg. La veille du combat de Pellenberg, dit-il, il avait été dans le cas, pour des prisonniers et des blessés, d'envoyer le colonel Montjoye au quartier général du prince de Cobourg, à Vlierbeek. Il y vit le colonel Mack, « officier d'un rare mérite », qui lui dit qu'il croyait avantageux pour les deux partis de convenir d'une suspension d'armes.

Le 22, le général, qui avait beaucoup réfléchi sur la position et les dangers de son armée, renvoya le colonel Montjoye demander au colonel Mack, s'il voulait venir à Louvain reporter au général la proposition qu'il avait faite. Le colonel Mack vint le soir. On convint verbalement, en peu de mots, des articles suivants : 1° *que les Impériaux ne feraient plus de grandes attaques et que le général, de son côté, ne chercherait pas à livrer bataille; 2° que, d'après cet armistice tacite, les Français se retireraient sur Bruxelles, lentement, en bon ordre, sans être inquiétés; 3° qu'on se reverrait, après l'évacuation de Bruxelles, pour convenir des faits ultérieurs.*

Telle fut la première convention, non écrite, entre les deux généraux. Elle devenait de plus en plus nécessaire au général Dumouriez, dont l'armée diminuait à tous moments, surtout en officiers, auquel il restait peu de munitions en cas d'affaires et qui était malheureusement très convaincu qu'en cas d'attaque sérieuse, il serait certainement abandonné.

Retraite en arrière de Louvain. — Il en eut la preuve le lendemain. Les Impériaux se croyaient si peu liés par cette convention du colonel Mack que le général Clerfayt, à qui on l'avait laissé ignorer, attaqua le Pellenberg et l'avant-garde du général La Marche. Comme on vient de le voir, le combat se rétablit sur tout le front de l'armée.

Champmorin défendit sa position avec la même vigueur, mais, vers la fin de la journée, dans le temps où l'infanterie impériale se retirait, où il ne restait plus devant nous que des troupes légères et des tirailleurs, le vieux La Marche perdit la tête et, malgré les prières de Montjoye, de Barrois et des chefs de corps, il se replia sans ordres, d'abord sur l'abbaye de Parc, ensuite de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain.

Les Impériaux qui avouent sept cents hommes de perte, c'est-à-dire deux mille dans les combats de Louvain, étaient si rebutés qu'ils

ne profitèrent point de cette lâche retraite, qui laissait un vide très dangereux entre les généraux Le Veneur et Champmorin. Le premier avait parfaitement combattu toute la journée; mais, dès qu'il se vit abandonné par le général La Marche, il n'attendit aucun ordre, passa aussi la Dyle et alla se placer entre Corbeek et Héverlé.

Après cette défection, Dumouriez n'eut d'autre parti à prendre que d'ordonner au général Champmorin d'abandonner le Pellenberg et de se retirer aussi derrière la ville, passant par l'abbaye de Vlierbeek et par la ville. Miaczynski se retira par un pont un peu éloigné, donnant sur le chemin de Diest, protégé par une batterie de canons placée sur la hauteur.

Le général avait profité de ces deux journées pour faire évacuer ses blessés et ses farines sur des bateaux, qu'il dirigea sur Malines. Une partie des autres approvisionnements fut jetée dans les canaux; mais l'avarice et la confusion en firent parvenir une grande quantité entre les mains de l'ennemi, qui entra dans Louvain le soir même, après que le général en fut sorti avec la garnison de cinq bataillons, qui firent l'arrière-garde.

Les Impériaux prirent aussi sur le canal de Louvain les bateaux chargés de blessés, que l'escorte abandonna à la vue de quelques hussards.

Ils les traitèrent avec beaucoup d'humanité, malgré les atroces calomnies des Jacobins, répandues pour irriter les soldats français et les engager à faire la guerre sans quartier et avec barbarie.

Cette honteuse retraite de Louvain (1) prouve combien était difficile et dangereux l'état d'esprit des généraux en chef des armées françaises. Continuellement trahis par des généraux désobéissants, qui donnaient l'exemple de l'insubordination et quelquefois de la lâcheté; abandonnés par les soldats et surtout par les officiers; obligés, quand, en conséquence d'un plan d'attaque ou de défense, ils avaient donné un ordre, d'en avoir un autre tout prêt pour réparer, ou la mauvaise

---

(1) « L'armée vaincue, écrit M. Louis Navez, se trouvait complètement désorganisée; les bataillons de volontaires étaient tombés en pleine dissolution. Pour protéger la retraite, Dumouriez fut obligé de réunir en un corps spécial des bataillons tirés des troupes de ligne; celles-ci étaient seules restées fidèles au drapeau. »

« Dumouriez sépara la troupe de ligne des volontaires, la réunit à l'artillerie et en composa un corps d'élite de 15,000 hommes avec lequel il se plaça lui-même à l'arrière-garde. » *(Thiers. Histoire de la Révolution française.)*

exécution, ou le défaut d'exécution du premier; ne connaissant jamais ni la force des différents corps de leur armée ni leur véritable position, parce qu'ils ne restaient jamais dans celle qui leur était ordonnée; dépendant du caprice, des passions, de la mauvaise foi ou de l'ignorance des chefs qui devaient les seconder; n'ayant aucun moyen de punir ni de s'assurer l'obéissance; certains de se faire des ennemis très dangereux de ceux auxquels ils reprochaient seulement leurs fautes; toujours incertains sur l'article des subsistances, parce qu'on avait substitué à l'ancien régime, des ignorants et des fripons; n'osant jamais hasarder une grande manœuvre avec des soldats braves jusqu'à la témérité, mais sans officiers, sans expérience, mal armés, faciles à décourager, mutins, raisonneurs, de différentes factions, toujours débandés et pillards, plus prompts à se rebuter qu'à se ranimer et n'ayant aucun moyen de ralliement, aucune foi, aucun frein.

Avec de tels moyens, quand les généraux avaient des heureux succès, ils étaient sûrs d'être calomniés dans les journaux et dans les clubs et d'être dénoncés à la Convention, la plus aveugle, la plus imprudente et la plus soupçonneuse. S'ils étaient malheureux, on jetait sur eux la responsabilité de tous les événements, on les accusait de trahison ou de lâcheté...

Retraite sur Bruxelles. — Sentiments des Belges

Le désordre de la retraite de Louvain avait détruit toute l'énergie que l'armée avait montrée dans les combats précédents. Heureusement, la nuit avait caché aux ennemis cette débandade universelle, dont, malgré la convention verbale avec le colonel Mack, ils auraient probablement profité.

Dumouriez réussit difficilement à arrêter l'armée sur les hauteurs de Cortenberg, à mi-chemin de Bruxelles. Cette nouvelle circonstance lui fit changer toute sa disposition. Il commença par envoyer l'ordre au général Duval de commencer l'évacuation de Bruxelles.

Il ôta le commandement de l'avant-garde au vieux général La Marche, qu'il envoya en France sous prétexte de soigner sa santé, qui, à la vérité, était très mauvaise. Il le remplaça par le général Vouillers. Il forma cette avant-garde, devenue arrière-garde, d'une forte division d'artillerie, de toute la cavalerie et de 25 bataillons, presque tous de troupes de ligne. Il prit lui-même son poste à cette arrière-garde, forte de 12 à 15,000 hommes, qu'on pouvait dire être

l'armée (1). Le reste marchait en avant et sous la protection de cette troupe d'élite qui conserva une contenance digne de l'importance de sa fonction.

Il établit son camp sous Bruxelles, le long de la petite rivière de Woluwe, sa droite à Woluwe-Saint-Pierre et sa gauche à Vilvorde. Il n'avait gardé que la quantité de pièces de position nécessaires pour son arrière-garde, et comme il avait pris la précaution de faire passer son parc d'artillerie à Anderlecht, au delà de Bruxelles, il le fit partir le 23 par le chemin d'Enghien et d'Ath pour se porter à Tournai.

Le prince de Cobourg, qui ignorait le déplorable état de l'armée française, ne pouvait que se féliciter de la suspension d'armes, qui opérait sans combat l'évacuation des Pays-Bas.

Au reste, la résistance, en cas que le général eût cru être obligé de l'employer, n'eût produit que la ruine du pays, sans remplir le but de s'y maintenir. Depuis que l'Empereur Joseph II en a démoli les places fortes, ces provinces n'offrent plus qu'une campagne rase, sans point de défense. Une bataille gagnée vous rend maître de cinquante lieues de terrain, une bataille perdue vous rejette à l'extrême frontière.

Le prince de Cobourg fut très fidèle à la promesse du colonel Mack et resta trois jours à Louvain, n'envoyant à notre suite que de faibles avant-gardes.

Le général Dumouriez put donc s'occuper tout entier du sort de Bruxelles et des grandes villes par lesquelles son armée devait passer, en exécutant sa retraite. Il était essentiel pour l'humanité et pour la justice d'empêcher le pillage des Belges qui nous avaient reçus à bras ouverts; il était très important aussi de ne pas les irriter.

Ils nous rendaient encore les plus grands services : ils avaient pardonné nos excès, il ne fallait pas rouvrir les plaies récentes; le désespoir leur aurait fait reprendre les armes que les dernières ordonnances du général Dumouriez leur avaient fait tomber des mains et l'armée française enveloppée entre les Autrichiens et les Belges eût été entièrement détruite en peu de jours.

Le 25, l'armée traversa Bruxelles dans le plus grand ordre et se retira sur Hal, d'où elle devait marcher sur deux colonnes, pour regagner la frontière de France. Il n'y eut ni pillages, ni insultes, ni propos de part et d'autre. Les habitants de cette capitale n'ont pas oublié ce service et en ont témoigné leur reconnaissance au général Dumouriez, par toutes les marques d'estime publiques; il leur sait gré d'avoir été

---

(1) Je ne puis encore reconnaître, écrivait Dumouriez, quels sont les bataillons absents; c'est une bande de loups qui fuient comme des moutons.
(Lettre d'Ath, 25 mars.)

justes envers lui et il ne serait ni proscrit ni errant s'il avait trouvé partout la même équité.

Ayant pris le parti nécessaire de se retirer lentement et avec décence jusqu'à la frontière, il s'occupa des divisions séparées de son armée, pour que leur marche rétrograde fût en mesure avec la sienne (1).

***

Avant d'aller plus loin, disons que le pauvre Dumouriez se faisait singulièrement illusion sur les sentiments des Belges.

Le dernier Français avait à peine quitté Bruxelles que le peuple brûlait sur la Grand'Place l'arbre de la Liberté et traînait le bonnet rouge dans la boue. Cobourg, l'Archiduc Charles, le comte de Metternich-Winebourg virent accourir à leur rencontre une foule immense qui poussait des cris de triomphe. Tout le Brabant applaudit avec transport le retour des Autrichiens.

La municipalité de Namur, impatiente de revoir ces Impériaux naguère si détestés, envoyait une députation au général le plus voisin et le priait de se hâter de délivrer au plus tôt la ville de la tyrannie et du brigandage des Français.

Le pays entier fêta pareillement les Prussiens de Knobelsdorf. Les villes les recevaient au son des cloches et donnaient en leur honneur des banquets et des bals. Les paysans leur apportaient des branches vertes pour en orner leurs chapeaux et les accueillaient au bruit des salves de mousqueterie et aux cris de « Vive le Roi de Prusse! » (2).

Bien que les mesures énergiques prises par Dumouriez à l'égard des « sans-culottes » eussent apaisé la colère des Belges, à la surface du moins, la victoire des Autrichiens à Neerwinden causa une joie générale. La Belgique applaudit plus sincèrement à cette victoire qu'elle ne l'avait fait à la défaite de Jemappes. Les temps étaient changés; sous le poids de la plus cruelle oppression, les Belges considérèrent comme libérateurs ceux qu'ils avaient autrefois appelés tyrans.

Les Français évacuèrent Bruxelles dans la nuit du 23 mars. L'exaspération du peuple était telle qu'il fallut toute l'énergie et le zèle de quelques citoyens honorables pour prévenir les plus grands malheurs. Le chevalier Van der Haegen rendit, en cette circonstance, les plus grands services; ce fut lui qui, à la tête de quelques compa-

---

(1) *D'après les Mémoires de Dumouriez.*
(2) *A. Chuquet. Op. cit.*

gnies bourgeoises, arrêta le pillage commencé dès le matin du 24 et sauva les magasins abandonnés par les Français.

Le même jour, vers quatre heures, les Autrichiens arrivèrent.

La Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité s'était séparée le 21. Craignant les réactions, les membres les plus influents de l'assemblée des représentants provisoires se retirèrent avec les Français.

Le 29, le comte de Metternich arriva à Bruxelles, où il fut reçu avec les cérémonies ordinaires par le magistrat qui lui présenta le vin d'honneur. Le 5 avril suivant, le Conseil de Brabant fut provisionnellement réinstallé et, le 20, l'archiduc Charles, frère de François II, fit son entrée solennelle à Bruxelles, en qualité de lieutenant-gouverneur et capitaine-général des Pays-Bas (1).

Abandon de Namur

Par sa droite, pendant que le général Beaulieu, avec sept à huit mille hommes, pénétrait par Huy, le prince de Hohenlohe arrivait de la province de Luxembourg sur Namur, occupée par le général d'Harville, avec environ quinze mille hommes.

Mais cette divison avait été formée aux dépens des garnisons de Givet et de Maubeuge. Le prince de Hohenlohe pouvait tourner vers l'une de ces deux places, l'enlever et pénétrer sur le territoire français. Dumouriez avait mandé au général d'Harville de laisser dans la citadelle de Namur, des vivres, des munitions et deux mille cinq cents hommes de garnison et de se retirer avec le reste en deux colonnes, l'une sur Givet, où il devait envoyer le lieutenant général Bouchet, l'autre sur Maubeuge, qu'il devait conduire lui-même, en s'arrêtant d'abord à Charleroy, ensuite sur la hauteur de Nimy au-dessus de Mons. Cette position de Mons couvrait Maubeuge, le Quesnoy, Condé et Valenciennes; il devait trouver à Mons la division du général Neuilly, forte de six mille hommes; ainsi son camp de Nimy aurait été de dix à douze mille hommes, en attendant les renforts de France.

Pendant son séjour à Bruxelles, le général reçut la réponse du général d'Harville, qui lui mandait qu'il n'y avait pas assez de vivres, de munitions et d'argent pour approvisionner le château de Namur pour seulement quinze jours, qu'il fallait défendre ce poste avec toute son armée ou l'abandonner.

---

(1) *Histoire de Bruxelles. Op. cit.*

Il concluait en demandant des ordres précis. Cette dépêche était accompagnée de l'avis par écrit du général Bouchet et de pièces justificatives du commissaire des guerres Barneville. Il n'y avait pas à balancer sur la réponse. Laisser cette division à Namur, c'était risquer de voir attaquer Givet ou Maubeuge, dénuées de troupes, risquer de perdre au moins une de ces deux places et ensuite le corps d'armée posté à Namur, qui eût été facilement enveloppé. Laisser deux mille cinq cents hommes dans la citadelle sans vivres et sans munitions, c'était livrer cette garnison aux Autrichiens et s'affaiblir d'autant. Il ordonna donc au général d'Harville d'évacuer entièrement Namur et de se retirer par gradations et en bonne contenance sur Givet et Maubeuge.

A sa gauche, il avait six bataillons dans Bréda et trois dans Geertruidenberg, qu'il pouvait bien regarder comme perdus, mais qui, ayant pour quatre ou cinq mois de vivres et beaucoup de munitions, pouvaient arrêter très longtemps les Prussiens et les Hollandais. Il voulait conserver avec eux un échelon de communication, en gardant la citadelle d'Anvers, dans laquelle il ordonna de jeter le général Berneron avec deux mille hommes et pour six mois de vivres.

Projet de Dumouriez en ce qui concerne la défense des Pays-Bas. — Il envoya le lieutenant général O'Moran commander à Dunkerque et dans la partie maritime du département du Nord; il lui donna pour instructions : 1° de faire relever les lignes et les forts du camp retranché entre Dunkerque et Bergues; 2° de tracer et de faire arranger un camp retranché sur la hauteur du Mont-Cassel; 3° de se rendre en personne à Courtrai, pour y recevoir l'armée de l'expédition de Hollande et la placer dans le camp de Harlebeke, ayant l'Escaut devant elle.

Il envoya en même temps ordre aux généraux Marassé et Ruault de faire leur retraite, en passant l'Escaut par la Tête de Flandre, pendant que la garnison de Malines se retirait par Termonde, de longer l'Escaut, en traversant Gand et de s'arrêter dans le camp de Courtrai ou Harlebeke, en ayant soin de ne point précipiter leur retraite et de couper tous les ponts derrière eux.

Le projet du général Dumouriez était, s'il eût gardé les citadelles de Namur et d'Anvers, de former en dehors du territoire français une ligne imposante, passant de la droite à la gauche par Namur, Mons, Tournai, Courtrai, Anvers, Bréda et Geertruidenberg. Dans cette position, si la suspension d'armes pouvait se continuer, il espérait influer de plus près sur le rétablissement de l'ordre dans l'intérieur

et se donner tout à ce soin. Si la suspension ne tenait pas, les Impériaux se trouvaient au centre d'un demi-cercle, dont il fallait nécessairement qu'ils attaquassent les deux extrémités pour opérer avec succès, ce qui les forçait à une guerre de sièges, aux dépens de leur propre territoire et ce qui donnait le temps de réorganiser et de renforcer l'armée, qui aurait repris confiance, ayant à son dos et derrière elle, les places fortes.

Dans ce projet, le général Dumouriez devait occuper la ville de Tournai et le camp d'Antoing, d'où en cas d'une trop grande supériorité de l'ennemi, il avait une très bonne position à prendre dans son ancien camp de Maulde.

En conséquence de ce plan, qui n'avait encore éprouvé de changement que par l'évacuation forcée du château de Namur, il marcha le 26 à Enghien et le 27 (1) à Ath, pendant que la division du général Neuilly marchait à Mons par Hal et Braine-le-Comte.

En arrivant à Ath, il reçut l'ordre de la Convention de faire arrêter le colonel du soixante-treizième régiment d'infanterie, qui avait abandonné l'armée sans ordre avec ses deux bataillons, et était rentré en France, et le général Miranda.

---

(1) D'après A. Chuquet, ce mouvement eut lieu non pas le 27, mais le 25. Nous verrons plus loin que toutes les dates qui marquent ces événements sont données d'une façon différente par les historiens qui ont écrit la défection de Dumouriez.

CHAPITRE X

La Défection de Dumouriez

Nouveaux pourparlers avec les Autrichiens. — Dumouriez à Tournai. — Arrivée de trois députés des Jacobins. — Retraite des troupes françaises. — Dumouriez à Saint-Amand. — Dumouriez mandé à la barre de la Convention. — Départ de quatre commissaires et de Beurnonville. — La soirée du 1er avril. — Les conventionnels prisonniers de Dumouriez. — Proclamations de Dumouriez. — Echec des plans de Dumouriez. — Esprit des généraux. — Revue des troupes du camp de Bruille. — Soirée du 2 avril chez Mme de Genlis. — Dumouriez à Maulde. — La journée du 4 avril. — Proclamation de Cobourg. — Le départ de l'artillerie. — Conséquences du départ de l'artillerie. — Dumouriez à Mons. — Etablissement des Français à Leuze. — Congrès d'Anvers. — Seconde proclamation de Cobourg. — Départ du général Dumouriez pour Bruxelles. — Epilogue.

Jusqu'ici, nous avons pu nous borner à « raconter » Dumouriez. Les fautes qu'il avait commises étaient de celles qu'on peut reprocher à tous les généraux, même aux plus grands, et à tous les ministres, même aux plus habiles. Aussi ne nous ont-elles pas arrêté bien longtemps.

Cependant, nous voici arrivé au tournant de la carrière de cet homme que nous avons suivi pour ainsi dire pas à pas. Le condamnerons-nous, en rééditant ainsi l'anathème qui écrase son nom depuis plus d'un siècle, ou tenterons-nous de le réhabiliter par un plaidoyer tel quel? Nous n'hésitons pas à affirmer que, si nous avions eu la bonne fortune de découvrir des pièces nouvelles pour en finir avec ce vieux procès — dans un sens ou dans l'autre — nous les exposerions franchement et sans détour. Mais il n'en est rien. Que le lecteur nous

pardonne donc s'il ne rencontre ici aucun fait de nature à clôturer une fois pour toutes ce débat. Toutefois, la vérité historique et la justice nous commandent impérieusement de ne pas accabler sans l'entendre celui que nul encore n'a entrepris d'excuser, celui au nom duquel semblent attachés pour jamais, comme d'ineffaçables flétrissures les mots de trahison, d'anti-patriotisme et de déloyauté.

C'est au nom de cette justice et de cette vérité que nous rappelerons, que nous résumerons brièvement les circonstances qui amenèrent Dumouriez à prendre ce qu'il appelle lui-même « une décision si grave ».

Soutenu, moralement du moins, par une grande partie de la nation, témoin des excès contre lesquels se révoltait tout son être (1), le général avait, dans son for intérieur, déclaré la guerre à l'état de choses existant en France depuis la mort du Roi. Il s'en fallait d'un rien pour qu'il jetât le masque et entrât ouvertement en opposition avec l'Assemblée.

D'ailleurs, la situation telle qu'elle se présentait à la fin de 1792 et au commencement de 1793 est assez complexe pour nécessiter un mot d'explication.

D'un côté, au début de l'expédition de Hollande, Dumouriez avait la faveur et l'approbation de tous les partis; mais, en même temps, son esprit éveillé lui faisait comprendre qu'il ne serait jamais l'idole de la foule.

Bien que sa carrière eût été longtemps celle d'un aventurier, il lui manquait cette souplesse et ce cynisme qui sont bien souvent un gage de succès dans les temps de révolution. On avance un peu gratuitement, nous semble-t-il, que Dumouriez n'avait ni scrupules ni préjugés.

« Elevé dans les Cours, dit Thiers, ayant vu de ses yeux quelle » machine fortement organisée il fallait pour assurer la durée d'un » Etat, il ne pouvait concevoir que les bourgeois soulevés pussent » suffire à une opération aussi compliquée que celle du gouvernement. » Dans une telle situation, si un général, administrateur et guerrier » à la fois, tient la force dans ses mains, il est difficile que l'idée ne » lui vienne pas de l'employer pour terminer des désordres qui épou- » vantent sa pensée et menacent même sa personne. Dumouriez était » assez hardi pour concevoir une pareille idée; et, ne voyant plus

---

(1) Voilà au moins qui fera toujours honneur au général Dumouriez et nous ignorons vraiment sur quels arguments se base l'auteur de l'*Histoire de la Révolution française* pour avancer que Dumouriez avait eu tout d'abord de l'indulgence et de l'indifférence pour les violences révolutionnaires.

» d'avenir en servant la révolution par des victoires, il songea à s'en » former un autre en ramenant cette révolution à la constitution de » 1791 et en la réconciliant à ce prix avec toute l'Europe. Dans ce » plan, il fallait un Roi... »

Voilà le grand mot lâché! Dumouriez voulait rétablir la monarchie; il visait pour lui le rôle de connétable (1).

Nous avons indiqué dans un chapitre précédent les lignes principales de son projet (2), dont la réussite dépendait du succès de l'expédition de Hollande. Cette expédition avorta. Dumouriez, dit A. Chuquet, revint en Belgique, grinçant des dents, frémissant de rage, exhalant l'invective contre la République.

Ce qu'il trouva dans notre pays combla cette mesure, et c'est alors qu'il écrivit à la Convention la célèbre lettre du 12 mars.

Mais une bataille livrée aux Autrichiens lui offrait une dernière chance de succès. Il la livra et la perdit. On serait bien loin de la vérité en disant qu'il trahit à Neerwinden; non seulement les épisodes qu'on a pu lire prouvent qu'il fit tous ses efforts pour vaincre, mais le but même qu'il se proposait devrait écarter toute idée de ce genre.

Vaincu, il était désormais certain de ne pas trouver grâce devant la Convention. Au lieu de passer la frontière et de marcher sur Paris en rebelle, dit A. Chuquet, il aurait dû donner sa démission et quitter l'armée. Il aima mieux tenter le destin une fois encore. Il a, écrivait le perspicace Metternich-Winnebourg, le désir de jouer un rôle et, s'il éprouve des revers, il fera la contre-révolution. Persuadé que le sort de la guerre était fixé désormais, que la République touchait à sa ruine, et que tôt ou tard les Alliés entreraient à Paris, Dumouriez voulut prendre les devants et, selon l'expression de Fersen, « se sauver de la chute général et faire oublier ses torts par un grand service ».

Il ne voulut point traiter avec les émigrés. Il méprisait comme eux Philippe-Egalité et le regardait comme un scélérat, mais il aimait le duc de Chartres et n'eût jamais consenti à le livrer en otage au parti des princes. Il savait d'ailleurs que l'Autriche et la Prusse ne reconnaîtraient d'autre Roi que Louis XVII. Les officiers qui formaient son entourage approuvaient ses desseins (3); il espérait

---

(1) *Cf. A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez. Op. cit.*

(2) *Cf. notre chapitre VIII La Réunion.*

(3) Miranda seul se posa en adversaire déclaré des projets de Dumouriez. Mais, comme dit Chuquet, si Miranda voulait de la République, la République ne voulait plus de Miranda. Dénoncé comme inepte ou traître lors de la défaite du 1er mars, Neerwinden acheva de le perdre. Devant Delacroix et Danton, les soldats lui imputaient leur défaite et juraient de ne plus se battre sous ses ordres. Le 21 mars, Miranda fut appelé à la barre de la Convention.

que l'armée de ligne, cette armée qui avait pleuré la mort du Roi, se déclarerait en sa faveur. Quel parti allait-il prendre...?

Dumouriez résolut de traiter avec les Autrichiens de l'évacuation des Pays-Bas. Une fois libre de ce côté, il réunirait ses forces et marcherait sur Paris. Nous verrons plus loin, et rien n'autorise à mettre en doute ses intentions, qu'il ne comptait nullement pour l'aider sur l'appui des troupes autrichiennes. Pour mettre les choses au point, nous dirons qu'*il s'arrogea seulement le droit de négocier avec les généraux de l'Empereur sur l'abandon d'une contrée que la Convention avait envahie par le seul droit de la guerre, où elle avait porté le désordre, l'anarchie et la ruine et où son nom faisait horreur* (1).

Nouveaux pourparlers avec les Autrichiens

La première entrevue qu'il avait eue avec le colonel Mack, chef d'état-major du prince de Cobourg, eut certainement, comme le dit Thiers, une grande influence sur la décision du général Dumouriez. Il paraît avoir voulu reprendre aussitôt ces pourparlers (2).

Le 27 mars, dit-il, dans ses Mémoires, le colonel Mack arriva à Ath et, sans rien écrire, il fut rédigé entre lui et le général une

---

(1) Les Autrichiens ne devaient intervenir que si la restauration du pouvoir monarchique rencontrait trop de difficultés et encore cette intervention devait se borner à de simples démonstrations. D'ailleurs, les Impériaux devenaient par le fait même des alliés du parti constitutionnel restauré et ne pouvaient plus être considérés comme des ennemis de la France.

(2) Nous disons « *paraît* » et voici pourquoi : D'après A. Chuquet, Dumouriez n'eut avec le colonel Mack qu'une seule entrevue, le 25 mars, à Ath. Il aurait envoyé, le 23, l'adjudant général Montjoye au quartier général de Cobourg pour le prier de lui envoyer un officier de confiance.

D'après Dumouriez, au contraire, Montjoye fut envoyé une première fois, le 21, au quartier général autrichien au sujet des blessés et des prisonniers. Il fit la connaissance de Mack et en parla à son général, qui eut une entrevue le soir même avec le chef d'état-major autrichien. (Voir notre chapitre précédent.) Ajoutons à ce propos que, dès ce moment, la date des épisodes qui entourent la défection du général diffère d'un historien à l'autre. La plupart d'entre eux ont purement et simplement suivi le récit des Mémoires de Dumouriez. Cependant, M. Chuquet s'appuie sur des documents qui ne permettent guère de mettre en doute qu'il y a eu erreur, volontaire ou non, de la part de Dumouriez. La défection du général n'est cependant pas un de ces événements de l'histoire qu'enveloppe le mystère. Tout y est clair et connu et c'est justement là une des raisons qui nous forçait d'avouer tantôt l'impossibilité où nous nous trouvons d'embellir ce chapitre de pièces inédites à sensation.

convention beaucoup plus formelle que la première. Le colonel commença par exprimer au général la reconnaissance des Impériaux de ce que, par la sagesse de ses ordres, la retraite s'exécutait d'une manière qui sauvait des désastres affreux au pays, désastres dont ne pouvait profiter aucune des deux nations. Il fit valoir de son côté la modération avec laquelle se conduisaient les troupes impériales, pour ne pas trop inquiéter la retraite des Français, de manière cependant à cacher aux deux armées la connivence entre les généraux.

Dumouriez ne cacha point au colonel Mack le projet qu'il avait de marcher sur Paris et se résigna, pour obtenir une trève, à l'abandon des Pays-Bas. Les troupes du corps principal battraient en retraite sur Tournai, celles de Neuilly sur Mons et le corps de la Hollande sur Courtrai (1).

Lui-même s'engageait à repasser la frontière le 30 mars.

Comme Mack lui proposait de mettre, pour la propre sûreté du général français, des garnisons autrichiennes dans quelques places de France, Dumouriez répliqua : Sachez, colonel, que je n'ai d'autre but que le salut de la France et que je ne laisserai pas entamer l'intégrité du territoire. Si j'avais cent vies, je les donnerais pour mettre un terme aux atrocités des Jacobins ; si j'en avais mille, je les sacrifierais pour empêcher les puissances étrangères de dicter des lois à ma patrie (2) !

D'après les Mémoires de Dumouriez, il fut pourtant décidé que pour lier les opérations entre les deux parties d'armées impériales du prince de Cobourg et du prince de Hohenlohe, Condé serait remis aux Autrichiens, comme place de garantie, qu'ils y tiendraient garnison, mais sans aucune prétention à la souveraineté et avec la condition qu'elle serait rendue à la France après le règlement des indemnités ; mais que toutes les autres places, si le parti constitutionnel était dans le cas d'avoir besoin du secours des Impériaux, recevraient garnison mi-partie, sous les ordres des Français.

C'est sans doute ce qui fait dire à l'auteur de l'Histoire de la Révolution française : « Ici, abusé par le ressentiment, s'exaltant sur l'idée d'une désorganisation générale, le sauveur de la France dans l'Argonne obscurcit sa gloire en traîtant avec un ennemi dont l'ambition devait rendre toutes les intentions suspectes et dont la puissance était alors la plus dangereuse pour nous. »

---

(1) *Cf. Dumouriez, Mémoires, et A. Chuquet, op. cit.*
(2)) *A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 144-145.*

Dumouriez à Tournai

Le 26 mars, Dumouriez arriva à Tournai.

Il trouva dans cette ville, dit-il dans ses Mémoires, M^me^ de Sillery, avec Mademoiselle d'Orléans, qu'il n'avait jamais vues et qui y étaient restées sur la recommandation que le général avait faite précédemment au lieutenant général O'Moran, commandant dans le Tournaisis, de les y garder, puisque Mademoiselle d'Orléans, âgée seulement de quinze ans, se trouvait proscrite de France par un décret rendu contre les émigrés. Cette jeune princesse qui, ainsi que ses deux frères Chartres et Montpensier, est parfaitement élevée, est un modèle de vertu, de résignation et de constance.

(Le duc de Chartres, qui avait servi avec une valeur distinguée et un patriotisme pur et désintéressé, pendant la campagne précédente et qui venait encore de déployer si utilement, pour la cause publique du nom français un courage et un civisme à toute épreuve, était lui-même sous le décret du banissement de la maison de Bourbon et devenait susceptible des chicanes les plus injustes, le jour qu'il rentrerait en France.)

Le général, pendant les deux jours qu'il passa à Tournai, donna à cette princesse, intéressante par ses malheurs et ses vertus, les témoignages et l'intérêt respectueux qu'elle méritait; et comme elle craignait fort, ainsi que Madame de Sillery, de tomber entre les mains des Impériaux, à cause des émigrés, auxquels ces dames croyaient une influence plus forte que celle dont ils jouissaient, le général, à son départ de Tournai, les fit passer à Saint-Amand, d'où elles consentirent ensuite, d'après les assurances des officiers généraux autrichiens, à se rendre à Mons pour chercher un asile, au moment où la protection du général Dumouriez, bien loin de leur être utile, ne pouvait que leur devenir funeste. Puisse la vertueuse innocence de Mademoiselle d'Orléans trouver sa récompense ou au moins sa sûreté dans les soins de la bienfaisante Providence!

C'est dans le camp de Tournai que Dumouriez apprit que le général Neuilly, en arrivant à Mons, n'avait pas pu retenir sa division, qui, au lieu de prendre la position des hauteurs de Nimy, avait pillé les magasins et, s'étant débandée, s'était enfuie, sans être suivie ni attaquée, jusqu'à Condé et Valenciennes. Il ne restait plus au général Neuilly que sa cavalerie. Le général lui ordonna de se retirer avec elle dans Condé et de la répandre en avant, embrassant le plus de

terrain qu'il pourrait entre Binche, Rœulx, Soignies et Leuze, coupant les ponts, enlevant les fourrages, chevaux et chariots.

Cet abandon de Mons rendait la position de Dumouriez à Tournai fort précaire, sa droite se trouvant entièrement découverte; mais indépendamment de la suspension d'armes, il connaissait assez bien le pays pour être sûr de sa retraite et il ne voulait pas le faire qu'il ne connût le mouvement de sa gauche, parce que, dans le cas où le camp de Harlebeke eût été occupé, il se fût toujours trouvé en mesure. Il prit seulement la précaution de mander au général d'Harville de ne plus s'occuper que du camp de Maubeuge et de Givet, pour empêcher les ennemis de pénétrer de ce côté sur notre territoire.

Arrivée à Tournai de trois députés des Jacobins

Le 29 (1), arrivèrent à Tournai trois députés des Jacobins, qui s'annoncèrent de la part du ministre Lebrun, dont ils apportèrent au général une lettre vague, qui disait qu'ils avaient des communications à lui faire concernant les affaires de la Belgique (2). Ces trois hommes dont les dépositions exagérées forment un corps de délit contre le général Dumouriez, se nommaient Proly, petit intrigant, né à Bruxelles, Dubuisson, homme de lettres obscur, ayant été chassé de Bruxelles, et Pereya, juif portugais. Le premier était fort connu précédemment du général; le second affectait un air d'homme de lettres et le troisième était un Jacobin très emporté. Ils se formalisèrent de ce que le général ne voulut point traiter d'affaires avec eux devant Mademoiselle d'Orléans, ni dans son appartement, où ils étaient venus le réclamer. Il leur fixa un rendez-vous chez lui.

Voici, à titre documentaire, un extrait du procès-verbal des trois conférences que les citoyens Proly, Pereyra et Dubuisson ont eues avec le général Dumouriez à Tournai :

« Proly, Pereyra et Dubuisson avaient été chargés par le ministre des affaires étrangères, Le Brun-Tondu, d'une mission particulière très importante et de se rendre chemin faisant auprès du général Dumouriez pour se concerter avec lui sur les moyens de maintenir la réunion de la Belgique et d'obtenir quelques explications sur les proclamations qu'il y avait faites.

---

(1) Le 26, d'après A. Chuquet.

(2) En réalité, Proly, Pereyra et Dubuisson venaient proposer à Dumouriez une alliance offensive contre la Convention, que remplacerait la société des Jacobins.

» Ils apprirent pendant le cours de leur voyage le désastre de Neerwinden, l'évacuation de Bruxelles, la retraite des Français sur Ath et Tournai et rejoignirent le général le mardi soir 26 février, au moment où il entrait dans Tournai avec son avant-garde.

» Un peu plus tard, Proly se rendit dans une maison occupée par Madame Sillery, Mademoiselle Egalité, Paméla; le général y était, en société des généraux Valence, Egalité, une partie de son état-major et une députation des districts de Valenciennes et de Cambrai.

» L'entrevue commença par une réception peu amicale de la part du général et par des reproches très amers; la conversation fut très aigre; le général se répandit en sarcasmes contre la Convention et les Jacobins. Entre autres propos extrêmement inconsidérés qu'il tint devant tout le monde, il dit positivement que la Convention et les Jacobins étaient la cause de tout le mal de la France, mais que lui, général, était assez fort pour se battre par devant et par derrière et que, dût-on l'appeler César, Cromwell ou Monck, il sauverait la France seul et malgré la Convention. Proly trouva convenable de se retirer à l'instant.

» Pereyra et Dubuisson, informés par Proly de sentiments aussi extraordinaires de la part du général, lui demandèrent à leur tour un entretien particulier, afin qu'il ne fût plus entraîné publiquement aux expansives expressions de son humeur qu'ils n'attribuaient alors qu'au chagrin des échecs multiples que nos armées venaient de subir. Le général, auquel ils avaient fait présenter leurs lettres de créance du ministre Le Brun, les fit passer dans un appartement voisin; après des diatribes répétées contre la Convention entière, le Conseil exécutif et les Jacobins, ils parvinrent à lui inspirer plus de confiance et se trouvèrent à peu près certains de savoir, dans une troisième conversation, ce que pensait véritablement un homme qui paraissait livré à mille idées contradictoires et n'avait pas cependant énoncé assez clairement son plan de contre-révolution pour en tirer un résultat utile à la chose publique. Ils sollicitèrent donc une troisième entrevue, commune à eux trois.

» Le lendemain, Dumouriez, qui était allé à Ath, revint sur les cinq heures du soir avec son corps de bataille qu'il plaça aux environs et sous les murs de Tournai; les délégués se trouvèrent sur son passage à son entrée à l'abbaye de Saint-Martin, où était son logement et le quartier général.

» Ils remarquèrent que Dumouriez avait l'air de plus mauvaise humeur que jamais. Ils sentirent que ce n'était pas là le moment

convenable pour se présenter à lui et apprirent, de son aide de camp Philippe de Vaux, qu'il soupait chez le général Egalité, c'est-à-dire chez Madame Sillery, au lieu de leurs premières entrevues.

» Dumouriez, informé de leur désir d'avoir avec lui une dernière entrevue, leur donna rendez-vous à l'abbaye de Saint-Martin, après souper.

» A neuf heures et demie, ils étaient dans son appartement à l'attendre et à rassembler leurs idées.

» Ils y passèrent une heure et demie pendant laquelle les adjudants généraux et autres officiers les entretinrent de propos très inconsidérés, très antipatriotiques et de la même teinte que ceux du général. Celui-ci parut enfin.

» Il répéta que la Convention était composée de sept cent quarante cinq tyrans, tous régicides, qu'il se moquait de leurs décrets, qu'il avait déjà dit à Danton que bientôt ils n'auraient de validité que dans la banlieue de Paris...

» De là, il passa à une sortie virulente sur l'armée, sur les volontaires qui étaient des poltrons et dit qu'il ne voulait plus que des troupes de ligne; il s'enflamma et se transporta de fureur en parlant du nouveau tribunal révolutionnaire, jura qu'il ne souffrirait pas son existence, qui est horrible...

Il s'emporta de plus en plus et dit trois ou quatre fois que tant qu'il aurait quatre pouces de fer à son côté, il saurait bien empêcher cette horreur; que si l'on renouvelait à Paris des scènes sanglantes, il marcherait à l'instant sur Paris; qu'au reste la Convention n'avait plus que trois semaines d'existence (1). »

La conversation fut interrompue par l'entrée subite du général Valence et de l'aide de camp Montjoie, qui annoncèrent l'évacuation de Mons

Il y eut alors des causeries particulières, dans lesquelles les confidences de Dumouriez se multiplièrent. Effrayés de ce qu'ils

---

(1) Il disait la veille à Goguet : Nous sommes perdus si nous continuons la guerre. Le 15 du mois prochain, il n'y aura plus de numéraire. Les volontaires sont des scélérats auxquels j'ai donné et fait donner par mes ordonnances et mes aides de camp quatre cents coups de sabre! Plus d'ordre de bataille, plus de brigades. Quand un soldat demande à l'état-major où est son bataillon, on lui répond qu'on ne sait pas; s'il s'égare et revient épuisé de fatigue et d'inanition, on le traite de lâche; s'il entre chez le paysan pour prendre un peu de pain, on crie rasez-le! Les places de la frontière manquent de moyens de défense. Que 10,000 ennemis se présentent devant Dunkerque, Lille, Valenciennes, elles ouvriront leurs portes. Au-dedans, les insurrections sont

entendaient, les trois délégués demandèrent les chevaux de poste et quittèrent Tournai sur le champ.

Proly et ses collègues rencontrèrent à Lille les députés Delacroix, Robert et Gossuin. Sans leur développer toutes les pensées qui les agitaient, ils leur firent entendre que le salut public demandait que la ville de Lille fût à l'instant déclarée en état de siège et qu'ils la surveillassent exactement, qu'il était d'une importance majeure d'en faire autant pour toutes les places frontières que défendait l'armée dispersée, ou à la disposition d'un homme qui, après trois jours de conversation, leur paraissait devenir très dangereux au salut de la République. Rassurés sur le sort de Lille par la présence des commissaires, ils se rendirent à Paris où ils arrivèrent le samedi 30 mars 1792.

« Le même jour, Dumouriez reçut une lettre des sept commissaires de la Convention, réunis à Lille, qui lui mandaient de se rendre en cette ville, pour répondre à des accusations intentées contre lui. Il répondit qu'en présence de l'ennemi, nécessaire à son armée, occupé à la réorganiser et à la raffermir, ce qui était vrai, il ne pouvait pas la quitter un instant pour aller suivre un procès ; que si les commissaires voulaient se transporter à l'armée, il leur répondrait avec sa franchise ordinaire sur tous les points ; que si cela était très pressé, dans quelques jours, dès qu'il aurait achevé sa retraite sur le territoire français, il aurait plus de temps pour suivre ses affaires personnelles ; qu'au reste il n'entrerait dans Lille qu'avec des troupes, pour punir les lâches, qui, après avoir abandonné leurs drapeaux, calomniaient les braves défenseurs de la patrie (1). »

---

horribles; elles croîtront encore. La France est un peuple de fous et d'enragés conduits par des brigands à qui les assassinats ne coûtent rien. La paix devient donc une nécessité ! Mais les puissances étrangères traiteront-elles jamais avec le Comité exécutif ou avec cette Convention qui perd tout ? Il faut en finir. Les honnêtes gens doivent se rallier de gré ou de force, renvoyer tous les conventionnels, faire une révolution dans la Révolution, reprendre la Constitution de 1791 dont nous étions idolâtres. Je braverai dix décrets d'accusation, j'y perdrai ma tête; mais je sauverai mon pays qui est à deux doigts de sa ruine. Il y a une guerre à mort entre les Jacobins et moi; je périrai ou je raserai leur club et sèmerai du sel sur son emplacement.

(1) Les commissaires de la Convention, Delacroix, Gossuin, Treilhard, Merlin de Douai et Robert, chassés de la Belgique par le retour des Autrichiens s'étaient réunis à Lille et, sur le compte rendu que leur avaient fait Goguet, Dubuisson, Proly et Pereyra de leurs entrevues avec Dumouriez, ils avaient été sur le point de se décider à l'arrestation immédiate du général, mais ils ne purent se mettre d'accord.

Retraite des troupes françaises. — Dumouriez à Saint-Amand

Sur ces entrefaites, les Prussiens et les Hollandais avaient assiégé Geertruidenberg et masqué Bréda, tandis que le colonel autrichien Mylius, avec quelques troupes franches, sommait audacieusement le général Marassé de lui rendre Anvers.

Marassé, qui n'avait point encore reçu les instructions de Dumouriez, réunit son conseil de défense et, en présence de l'indiscipline qui régnait dans l'armée, il capitula, sauvant ainsi 8,000 hommes avec armes et bagages (26 mars). Ces troupes se replièrent sur la frontière où elles servirent à former les camps de Cassel et de la Madeleine sous Lille.

Les deux garnisons de Bréda et de Geertruidenberg se trouvaient totalement coupées de l'armée. C'était, dit Dumouriez, un corps de 5 à 6,000 hommes sacrifiés, perdus, sans utilité, sans espoir de secours, qui pouvaient être fort utiles pour défendre la Flandre maritime française. Le général fit passer par le colonel Mack au général de Flers et au colonel Tilly, qui commandaient dans ces deux places, l'ordre de capituler honorablement, à condition de revenir en France avec armes et bagages, ce qui fut exécuté (1).

D'après ses Mémoires, Dumouriez reçut dans la nuit du 29 au 30 la nouvelle de la dispersion de son armée. La débandade du corps de Neuilly, qui mettait Mons à découvert, avait dégarni sa droite, comme la perte d'Anvers et l'abandon de Courtrai dégarnissaient sa gauche. Il prit donc le parti d'abandonner, le 30 au matin, le camp de Tournai. En réalité, Dumouriez était pressé de tenir sa promesse par le colonel Mack.

Le Veneur reçut l'ordre d'occuper le camp de Maulde avec l'armée des Ardennes.

L'armée du Nord, venant de Mortagne, prit position au camp de Bruille, Miaczynski, avec ses flanqueurs de gauche, occupa Orchies pour assurer la communication avec Lille; les flanqueurs de droite tenaient Bavai.

Neuilly reçut le commandement de Condé; il avait ses divisions

---

(1) Plus de la moitié de l'armée avait déserté, dit Dumouriez, et remplissait les villes frontières ou se rendait à Paris. C'est à cette suspension d'armes qu'on doit à cette époque le salut des frontières, car si les Impériaux eussent fait irruption, le désordre était tel que rien n'eût pu les arrêter.

à Condé et à Valenciennes où commandait le vieux Ferrand; Tourville était à Maubeuge; Dampierre au Quesnoy; Duval à Lille. Dumouriez établit le quartier général à Saint-Amand avec le parc d'artillerie. Lui-même logeait près de l'établissement Thermal, dans l'ancienne demeure des Cernay, au Petit-Château (1).

Dumouriez mandé à la barre de la Convention Nationale

Départ de quatre commissaires et de Beurnonville.

En conséquence des mesures prises par la Convention à la suite de la lecture de la lettre de Dumouriez, mesures que nous analyserons plus loin en détail, le Comité de défense nationale décida que Dumouriez serait sommé de comparaître devant l'Assemblée. Quatre commissaires lui porteraient cette sommation. Le ministre de la guerre, Beurnonville, se joindrait à eux.

En outre, le Comité arrêta que Cambacérés monterait en son nom à la tribune, vingt-quatre heures après le départ des commissaires, pour lire les lettres du 12 et du 28 mars et le procès-verbal des conférences de Tournai; la nation apprendrait en même temps la trahison de Dumouriez et son châtiment; elle saurait qu'un général était rebelle, mais que la Convention avait déjà pris des mesures pour le vaincre.

Camus présenta le décret à l'assemblée dans la séance du 30 mars; le décret fut adopté d'une voix unanime.

Les quatre commissaires proposés par le Comité étaient Camus, Quinette, Lamarque et Bancal.

La Convention accepta les commissaires que demandait le Comité. Elle se contenta de leur adjoindre Carnot, membre du Comité de la guerre; Carnot inspectait alors les places fortes de la frontière et on le savait à Lille.

Les cinq commissaires devait se rendre aussitôt à l'armée de Dumouriez; ils avaient pouvoir de suspendre et de faire arrêter les généraux et officiers, quels qu'ils fussent, les fonctionnaires publics, les citoyens qui paraissaient suspects et de mettre les scellés sur leurs papiers; ils n'agiraient qu'au nombre de quatre.

Les anciens commissaires, Delacroix, Gossuin, Merlin de Douai, Robert (Treilhard avait obtenu un congé), reviendraient à Paris pour donner de vive voix à la Convention les renseignements qu'ils avaient acquis sur l'état de l'armée et des frontières.

---

(1) *Cf. A. Chuquet et Dumouriez. Mémoires, Op. cit.*

Le ministre des affaires étrangères, Le Brun, aurait, pendant l'absence de Beurnonville, la signature du département de la guerre.

Le même jour, à huit heures du soir, Beurnonville et les commissaires couraient en chaise de poste sur la route de Flandre. Le secrétaire était Foucaud, secrétaire des archives nationales; Beurnonville voulut emmener un de ses chefs de division, Miot, le futur comte de Melito. « Mais, dit Miot, la nécessité de conserver un emploi de confiance le décida à me laisser à Paris; j'aurais partagé sans doute sa longue captivité. »

Nouvelles lettres de Dumouriez. — Camus et ses collègues avaient résolu d'aller, sans s'arrêter, jusqu'à Lille. Ils rencontrèrent, dans la matinée du 31 mars, le courrier Languet, qui portait une lettre de Dumouriez au ministre de la guerre.

Ils lurent cette lettre datée du 29 mars.

« Le général déclarait qu'il se défendrait avec autant de vigueur contre les ennemis du dedans que contre les ennemis du dehors et que tout en empêchant l'invasion étrangère, il rendrait à la *partie saine* et opprimée de la Convention sa force et son autorité. »

On le mandait à Lille; mais il regardait sa tête comme trop précieuse pour la livrer à un tribunal arbitraire; il ne serait pas, comme un agneau, victime des malveillants; il ne se laisserait pas écraser par de vils assassins. « *J'ai déjà joué plus d'une fois le rôle de Decius en me jetant dans les bataillons ennemis; je ne jouerai pas celui de Curtius en me jetant dans un gouffre.* »

II donnait d'impérieux conseils : point de clameurs, ni de poignards, ni de piques, mais un plan sage; « négociez, puisque vous n'avez pas la faculté de vous battre ».

Dumouriez avait joint à sa lettre une proclamation aux départements du Nord et du Pas-de-Calais; il jurait à ces départements de couvrir leur frontière, de défendre leurs places fortes avec les braves soldats qui lui restaient et de combattre à la fois le despotisme et *l'anarchie*, « *ce monstre bien plus dangereux que les ennemis extérieurs* (1) ».

Les commissaires retinrent le courrier Languet et l'emmenèrent avec eux pour le renvoyer à Paris dès qu'ils auraient exécuté le décret de l'Assemblée.

---

(1) *Moniteur*, 5 avril 1793 *et proclamations.* (*Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 166 et suiv.*)

Ils arrivèrent à Roye vers midi; ils y trouvèrent plusieurs commissaires nationaux et leur collègue Treilhard qui appuyèrent les griefs contre Dumouriez, mais ne parurent instruits d'aucun nouveau détail.

Plus loin, à Péronne, un second courrier du général remit à Beurnonville une dépêche datée du 30 mars.

Comme les lettres précédentes, elle ne contenait que plaintes et menaces. L'armée et les places manquaient de tout. Les ennemis s'avançaient lentement parce qu'ils préparaient leurs magasins et traversaient un pays mangé; mais ils étaient sur la frontière. Quant à Dumouriez, il craignait d'être poussé à bout par les *atrocités* que les Jacobins se permettaient contre lui; mais il soutiendrait tous les articles de sa lettre du 12 mars; *un Cambon, un Robespierre ne perdraient point par des sophismes orgueilleux un homme qui avait sauvé la patrie et qui la sauverait encore.* Il n'accusait pas la Convention des excès de quelques-uns de ses membres; tyrannisée par les tribunes et réduite au silence, elle succombait sous une minorité violente.

Mais pourquoi ne voulait-elle pas se prononcer contre un système de sang et de crimes?

Verrait-on les Français périr, comme les Juifs de Jérusalem, en s'égorgeant les uns les autres?

Ne pouvait-on remédier à ces maux affreux par une fermeté sage et une froide prudence, au lieu de « *tout braver, sans rien calculer, avec une aveugle frénésie* » ?

Les lettres de Dumouriez déterminèrent les commissaires à hâter leur marche. Ils coururent toute la nuit et ne s'arrêtèrent à Douai que pour relayer. Mais là se produit un retard. Les chevaux de la poste, sortis avant la fermeture des portes, n'ont pu rentrer dans la ville. Beurnonville fit atteler aux voitures des chevaux d'artillerie.

Le lundi 1er avril, à huit heures et demie du matin, le ministre de la guerre et les députés arrivaient à Lille. Carnot était parti la veille pour Arras. Ils ne l'attendirent pas et lui mandèrent de se rendre à Douai....

Les commissaires prirent, pour se rendre à Saint-Amand, la route d'Orchies. Duval leur avait fourni, sur l'ordre de Beurnonville, une escorte de 100 chasseurs du 13e régiment.....

Mais à Orchies, les chevaux des chasseurs, épuisés par une course de huit lieues, sont hors d'état d'avancer.

Beurnonville demande à Miaczynski 100 cavaliers de la légion des

Ardennes; une demi-heure se passa et les cavaliers d'escorte ne paraissent pas. Camus et ses collègues se fâchent; ils rabrouent Miaczynski, lui font la leçon, lui rappellent son échec d'Aix-la-Chapelle. Le Polonais s'échauffe et s'irrite; Camus le prie de se taire.....

Miaczynski s'éloigne en proférant de sourdes menaces : « C'est affreux de ne pas rendre justice aux braves gens; on regrettera de me traiter ainsi. »

La nuit tombait lorsque les commissaires entrèrent à St-Amand. Ils avaient renvoyé leur escorte. Pourquoi la garder avec eux? Si Dumouriez obéissait, elle leur était inutile; s'il refusait de se soumettre, elle ne pourrait les défendre. Ils aimèrent mieux se présenter seuls, sans autre arme que le décret de la Convention.

Ils eurent néanmoins une escorte. Près de l'hôtel du Lion d'Or, à l'angle des rues d'Orchies et de Tournai, 30 hussards de Bercheny se rangèrent silencieusement autour des voitures. « Qui êtes-vous? », demanda Camus. « Une garde d'honneur envoyée par le général Dumouriez. » Les voitures s'engagent sur la route de la Croisette et s'arrêtent bientôt devant le Petit-Château.

Le régiment de Bercheny était rangé en bataille dans la cour (1).

La soirée du 1er avril (1)

Dumouriez raconte dans ses Mémoires qu'il fut averti le matin même de l'arrivée du ministre et des conventionnels par un capitaine de chasseurs à cheval qu'il avait posté en observation à Pont-à-Marcq avec quinze hommes déterminés.

Il est probable qu'il prit dès ce moment des mesures pour s'assurer de la personne des quatre commissaires et de Beurnonville. Depuis que son projet de sauver la famille royale avait échoué, ses inquiétudes étaient grandes au sujet du sort que réservaient les Jacobins aux prisonniers du Temple. Les envoyés de la Convention lui serviraient d'otages.

---

(1) *Cf. A. Chuquet. Op. cit.*

(2) Quoiqu'en ait dit Dumouriez, et après lui presque tous les historiens, c'est bien le 1er avril au soir qu'eut lieu la célèbre entrevue de Saint-Amand, suivie de l'arrestation des commissaires et du ministre de la guerre. Le récit de M. A. Chuquet est absolument formel sur ce point. L'érudit historien cite entre autres pièces la proclamation adressée par Dumouriez à ses troupes, proclamation qui est datée du 1er avril.

Depuis son séjour à Tournai, dit-il, il avait médité sur cette circonstance terrible. « Outre les généraux Valence, Chartres et Thouvenot, l'adjudant général Montjoie et le colonel Nordmann, des Bercheny, étaient dans son secret (1). »

Les relations du ministre de la guerre avec le général étaient connues. L'estime mutuelle et les services essentiels rendus par le général au ministre ne pouvaient laisser aucun doute. Dumouriez fut étonné de n'avoir reçu de Beurnonville ni courrier ni avis préliminaire, dans un temps où il ne pouvait plus douter de sa prescription et où le Rubicon était passé. Le premier et le seul avis qui le prépara en quelque sorte à la scène qui se passa le même jour, lui fut envoyé, nous l'avons dit, par un capitaine de chasseurs à cheval.

Cependant, sur les quatre heures du soir, deux courriers arrivèrent, qui lui annoncèrent l'arrivée du ministre de la guerre avec quatre commissaires de la Convention nationale. Ils avaient l'effroi et le désespoir peints sur la figure; interrogés par des officiers de l'état-major, ils ne balancèrent point à dire que le général Dumouriez était perdu sans ressource; qu'on venait le chercher pour le conduire à la barre de la Convention, en vertu d'un décret; mais qu'il n'arriverait pas jusqu'à Paris, parce qu'on avait disposé des assassins sur la route, par bandes de vingt et de trente, à Gourmay, à Roye, à Senlis, pour s'en défaire. Ils désignèrent même des hussards et des dragons dits de la République; c'étaient des régiments de nouvelle levée. Le général avait chassé un escadron de hussards, qui avaient refusé d'obéir à leur colonel et les avait renvoyés sans chevaux et sans armes; les Jacobins leur en avaient donnés pour assassiner le général dans sa route. Les dragons étaient une troupe de coupe-jarrets, très lâches, qui commettaient beaucoup de crimes à Paris, d'où on avait beaucoup de peine à les faire partir pour l'armée, où ils avaient voulu avoir la même conduite; le général les avait traités très sévèrement, lors de la

---

(1) Ces officiers devaient partir avec 300 hussards, sous le prétexte d'aller arrêter la fuite des déserteurs de l'armée et de les ramener. Ils devaient être porteurs d'une dépêche au ministre, ce qui aurait justifié leur mission. Arrivés à la forêt de Bondy, ils s'y cachaient, donnaient ensuite l'alerte sur différents points et profitaient de l'agitation pour forcer la garde du Temple. La reine, sa sœur et les enfants royaux enlevés auraient été transportés en voiture jusqu'à Pont-Saint-Maxence, où devait les attendre une escorte de cavalerie.

Mais ce projet ne reçut pas même un commencement d'exécution, tant les événements se succédaient avec rapidité.

(*Cf. Dumouriez. Mémoires.*)

retraite des Pays-Bas; ils s'étaient enfuis jusqu'à Paris, d'où on les avait renvoyés pour aider les hussards.

Les courriers précédaient le ministre à si peu de distance, qu'il arriva pendant qu'ils donnaient les détails. Il entra suivi de quatre commissaires, *Camus*, *Lamarque*, *Bancal* et *Quinette*. Le ministre embrassa d'abord le général avec cette effusion qui avait toujours caractérisé leur attachement mutuel; ensuite, il lui annonça que ces Messieurs venaient lui notifier un décret de la Convention nationale.

Tous les officiers de l'état-major remplissaient l'appartement, où se trouvait aussi le général Valence (1). Partageant les opinions de leur général, comme ils avaient partagé ses travaux, ses dangers, ses victoires et ses disgrâces, son sort devenait le leur. Leurs physionomies peignaient plus d'indignation que d'inquiétude. Cette impression, qui pouvait avoir des suites, nécessitait le général à augmenter l'apparence du calme qu'il s'était résolu de montrer dans cette circonstance critique.....

Camus fut le porteur de parole de la députation. Il dit d'une voix peu assurée au général qu'il le priait de passer dans une autre chambre avec les députés et le ministre, pour entendre la lecture du décret de la Convention. Le général lui répondit que, comme toutes ses actions avaient toujours été publiques, comme un décret donné par sept cents personnes ne pouvait être un mystère, ses camarades devaient être témoins de tout ce qui se passerait dans cette entrevue. Cependant, Beurnonville et les autres députés insistèrent avec tant d'honnêteté qu'il passa avec eux dans un cabinet, dont les officiers de l'état-major ne voulurent pas permettre que la porte fut fermée; le général Valence entra avec lui dans le cabinet.

Là, Camus lui présenta le décret. Le général, après l'avoir lu lui-même froidement, le lui rendit et lui dit que, sans vouloir blâmer jusqu'à un certain point une décision de la Convention nationale, il ne pouvait pas s'empêcher de juger que ce décret était déplacé, que l'armée était désorganisée et mécontente, que, s'il la quittait en cet état, il annonçait d'avance sa désorganisation totale. Qu'il était sage de suspendre l'exécution de cet ordre, que, lorsque le travail dont il

---

(1) « Dumouriez sortait de table, mais il avait appris l'arrivée des commissaires par des estafettes venues de Pont-à-Marcq et de Saint-Amand. Il les reçut au milieu de son état-major. La salle était remplie d'officiers; on y voyait les deux frères Thouvenot, de Bannes, Nordmann, Leclair, Lescuyer, les aides de camp Devaux, Romme, Rainville, de Nyss, Baptiste Renard, les demoiselles Fernig, le premier médecin Menuret. »

(*Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 171.*)

était occupé pour rétablir l'armée serait terminé, il rendrait compte de sa conduite; qu'alors on jugerait si les circonstances exigeaient ou permettraient qu'il se rendît à Paris; qu'il lisait au reste, dans ce décret, qu'en cas de refus ou de désobéissance les commissaires devaient le suspendre de ses fonctions et nommer un autre général; que lorsque la Convention les avait choisis pour une mission aussi délicate et aussi sévère, elle avait autant compté sur leur prudence que sur leur fermeté, qu'il ne refusait pas positivement l'obéissance, qu'il demandait seulement le retard; qu'étant sur les lieux, ils pouvaient juger ce qu'ils avaient à faire et qu'ils étaient les maîtres de décider sa suspension, que même pour la faciliter il leur présentait sa démission, qu'il avait offerte tant de fois depuis trois mois.

Alors Camus, après avoir commencé par assurer qu'ils n'étaient pas compétents pour accepter sa démission, lui demanda : *Mais après avoir donné votre démission, que ferez-vous? — Ce qui me conviendra, répondit le général; mais je vous déclare, sans détour, que je ne me rendrai pas à Paris, pour me voir avili par la frénésie et condamné par un tribunal révolutionnaire. — Vous ne reconnaissez donc point ce tribunal?* dit Camus. — *Je le reconnais*, dit le général, *pour un tribunal de sang et de crimes; et tant que j'aurai un pouce de fer dans la main je ne m'y soumettrai pas; je vous déclare même que si j'en avais le pouvoir, il serait aboli, étant l'opprobre d'une nation libre.*

Les trois autres députés avaient plus de douceur et d'honnêteté que Camus; comme ils virent que le dialogue devenait trop vif, ils s'interposèrent et cherchèrent à persuader au général qu'il n'était point question dans la Convention d'aucune résolution contre lui, que tout le monde l'estimait et l'aimait, que sa présence ferait tomber toutes les calomnies, que ce voyage ne serait pas long, que les commissaires et le ministre resteraient à l'armée pendant son absence. Le député Quinette s'offrit à l'accompagner, à le couvrir de son corps et à le ramener, faisant les plus grands serments de s'exposer à tous les dangers pour le sauver; la discussion devint alors froide et paisible.

Le député Bancal, homme d'esprit, prit le général par son amour pour la gloire et lui cita les exemples d'obéissance et de résignation des plus fameux, grecs et romains. Le général lui répondit : *M. Bancal, nous nous méprenons toujours sur nos citations et nous défigurons l'histoire romaine, en donnant pour excuse à nos crimes, l'exemple de leurs vertus, que nous dénaturons. Les Romains n'ont pas tué Tarquin. Les Romains avaient une République bien réglée et de bonnes lois. Ils n'avaient ni club des Jacobins, ni tribunal révolutionnaire. Nous sommes dans un temps d'anarchie. Des tigres veulent*

ma tête et je ne veux pas la donner. Je peux vous faire cet aveu, sans craindre que vous me soupçonniez de faiblesse. Puisque vous puisez vos exemples chez les Romains, je vous déclare que j'ai joué souvent le rôle de Decius, mais que je ne serai jamais Curtius et je ne me jetterai pas dans le gouffre.

Les députés lui protestèrent qu'il était trompé sur l'état de Paris, que d'ailleurs il n'avait à faire ni aux Jacobins, ni au tribunal révolutionnaire, qu'il n'était appelé que pour paraître à la barre de la Convention et pour revenir sur le champ à son poste.

J'ai passé le mois de janvier à Paris, leur dit le général, *et sûrement il ne s'est point calmé depuis, surtout après des revers. Je sais, par vos papiers, les plus authentiques, que la Convention est dominée par le monstre Marat, par les Jacobins et par les indécentes tribunes, toujours remplies de leurs émissaires. La Convention ne pourrait pas me sauver de leur fureur et si je pouvais prendre sur ma fierté de comparaître devant de pareils juges, si je faisais cette démarche, ma contenance elle-même m'attirerait la mort* (1).

Camus alors reprit sa question catégorique : *Vous ne voulez donc pas obéir au décret de la Convention?* A laquelle le général répondit qu'il lui avait déjà dit ses motifs. Il pressa alors les députés de prendre un parti modéré, pour ne pas en venir aux extrémités; il les exhorta à retourner à Valenciennes et à rendre compte des motifs, en appuyant sur l'impossibilité de séparer en ce moment le général de son armée, sans risquer de la voir se débander entièrement.

Il avoue que s'ils avaient pris ce parti, il aurait commis l'imprudence de les laisser aller; les collègues de Camus avaient l'air assez raisonnables, mais ils se jetaient toujours au travers des voies d'accommodement. *Pensez*, dit un d'eux, *que votre désobéissance perd la République. — Cambon a dit à votre tribunal, au milieu des plus grands applaudissements*, répondit le général, *que le sort de la République ne dépend pas d'un homme. Je vous déclare d'ailleurs, que la République est un titre que nous ne pouvons pas nous attribuer. Elle n'existe pas. Nous sommes dans une parfaite anarchie. Je vous jure que je ne cherche pas à éluder un jugement. Je vous promets sur ma*

---

(1) « Le sort de la République, répondit Dumouriez, ne dépend pas d'un homme, et Cambon vous l'a dit. Du reste, la République n'existe pas. C'est Marat, c'est le club des Jacobins, et non Dumouriez, qui s'élèvent au-dessus des lois. Je ne cherche pas à éluder le jugement. Que la nation ait un gouvernement solide et je demanderai moi-même un tribunal. Mais, à cette heure, ce serait un acte de démence; je désobéis, mais je ne désobéis qu'à la tyrannie. »

(Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 174.)

parole d'honneur, et les militaires y sont fidèles, que dès que la nation aura un gouvernement et des lois, je rendrai un compte exact de ma conduite et de mes motifs; je demanderai moi-même un tribunal et je me soumettrai à un jugement; quant au présent, ce serait un acte de démence.

Tel est le précis et le sens exact d'une conférence qui a duré près de deux heures. On se sépara et les commissaires passèrent dans une autre chambre pour délibérer. C'est ici le lieu de placer la justification du général Beurnonville, sur lequel Dumouriez a été longtemps dans l'erreur, et a porté des plaintes injustes, dont il s'empresse de publier le désaveu. Il a appris depuis, par un homme sage, impartial et très instruit, que ce ministre avait toujours été fidèle à l'amitié et à la reconnaissance. La violence des accusations de Marat contre le ministre ajoute une preuve convaincante à ce qu'il a appris avec certitude à cet égard.

Il est certain qu'interpellé plusieurs fois par Dumouriez, pour savoir ce qu'il ferait à sa place, il lui répondit toujours : *Je n'ai point de conseils à vous donner; vous savez ce que vous avez à faire.*

Dès que les députés furent sortis, le général reprocha à Beurnonville, de ce qu'il ne l'avait pas averti et lui offrit de rester avec lui à l'armée et d'y reprendre le commandement de l'avant-garde; alors, le ministre répondit : *Je sais que je dois succomber à mes ennemis, mais je mourrai à mon poste. Ma situation est horrible; je vois que vous êtes décidé et que vous allez prendre un parti désespéré, je vous demande en grâce de me faire subir le même sort qu'aux députés.* — *N'en doutez pas*, lui répondit le général, *et je crois par là vous rendre service* (1).

Il était bien éloigné alors, dit-il dans ses Mémoires, de rendre justice à la magnanimité de Beurnonville, qu'il regardait comme un ingrat ou un homme faible, entraîné par les circonstances. Puissiez-vous, brave Beurnonville, recevoir par cette justification de votre conduite quelque consolation et puisse votre cœur, justement ulcéré, se rouvrir à l'amitié!

Le ministre, Valence et Dumouriez passèrent alors dans la chambre commune, où tous les officiers attendaient avec impatience le résultat de cette longue conférence; ils lui ont dit depuis que s'il avait consenti à se laisser mener à Paris, ils auraient employé la violence pour l'en

---

(1) « Dumouriez ne croyait pas si bien dire; selon le mot de Beaulieu sur Camus, Beurnonville doit sa conservation à son séjour dans les prisons de l'Autriche; il devint ambassadeur à Berlin, il devint comte, il devint marquis, il devint maréchal de France. » *Arth. Chuquet.*

empêcher. Mais leur inquiétude n'était pas encore entièrement dissipée, parce qu'il ne leur avait pas fait part de ce qu'il avait décidé.

Les députés, en arrivant au logement du général, avaient trouvé le régiment des hussards de Bercheny en bataille dans sa cour et le général avait ordonné au brave colonel Nordmann de tenir à pied un officier sûr avec trente hommes, prêts à exécuter ce qu'il ordonnerait. Toutes les passions qui agitaient les spectateurs se peignaient avec beaucoup d'énergie et le général s'attachait à les modérer.

En se promenant, il s'approcha du docteur Menuret, médecin de l'armée, et lui dit gaiement : *Hé bien! docteur, quel topique conseilleriez-vous de mettre sur cette plaie? — Le même que l'an passé au camp de Maulde,* répondit vivement Menuret, *un grain de désobéissance.*

Au bout de plus d'une heure, les députés rentrèrent dans la salle. Camus, d'un ton très troublé, mais brusque, dit à Dumouriez : *Citoyen général, voulez-vous obéir au décret de la Convention nationale et vous rendre à Paris? — Pas dans ce moment-ci,* répondit le général.

Hé bien, je vous déclare que je vous suspens de toutes vos fonctions. Vous n'êtes plus général; j'ordonne qu'on ne vous obéisse plus et qu'on s'empare de vous. Je vais mettre le scellé sur vos papiers. Un murmure d'indignation se fit entendre. *Dites-moi les noms de ces gens-là?* dit brusquement Camus, en désignant les officiers qui l'entouraient. — *Ils les diront eux-mêmes,* répondit le général (1). — *Cela serait trop long,* répondit Camus, qui ne savait plus ce qu'il disait. *Donnez-moi tous vos portefeuilles.*

Le général vit alors, par des mouvements, que l'indignation des officiers était à son comble et allait éclater. Il dit alors d'un ton ferme : *Ceci est trop fort, il est temps de mettre fin à tant d'impudence,* et il commanda en allemand aux hussards d'entrer. *Arrêtez ces quatre hommes,* dit-il à l'officier, et *qu'on ne leur fasse pas de mal. — Arrêtez aussi le ministre de la guerre et qu'on lui laisse ses armes.*

---

(1) Les officiers se nomment. « Je m'appelle Devaux » — « Je m'appelle de Nysse » — Dumouriez, railleur, ironique, présente à Camus les demoiselles Fernig : « Voici les demoiselles Fernig : pouvez-vous douter de leur civisme? »

— « C'est affreux! » s'écrie une des jeunes filles.

« Les officiers protestent. Suspendre leur général, suspendre Dumouriez, leur père, qui les menait à la victoire! Dumouriez les arrête d'un geste : « C'est trop fort, et cette scène doit finir. Lieutenant, appelez les hussards. »

(Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 176.)

Camus s'écria alors : *Général Dumouriez, vous perdez la République. — C'est bien plutôt vous, vieillard insensé*, lui dit le général. On les emmena dans une autre chambre et, après leur avoir donné à boire et à manger, on les mena dans leur voiture à Tournai (1), avec une lettre pour le général Clerfayt, à qui Dumouriez manda qu'il lui envoyait des otages, qui répondraient des excès auxquels on pourrait se porter à Paris. Il pria de distinguer dans le traitement le général Beurnonville, ministre de la guerre. Ils furent escortés jusqu'à Tournai par un escadron de Bercheny.

Telle a été la démarche forcée de l'arrestation des commissaires de la Convention. Quant à leur remise entre les mains des Impériaux, il faut se souvenir que le général Dumouriez n'avait aucune place assurée où il pût les garder lui-même et qu'étant aussi intéressés que lui au sort des prisonniers du Temple, il ne pouvait pas les remettre entre des mains plus sûres. Ils ne pouvaient être détenus que comme otages et leur sort n'était pas inquiétant, puisque leur détention était un simple acte de précaution. D'ailleurs, il faut considérer que le prince de Cobourg consentait à n'agir que comme auxiliaire, pour aider le général Dumouriez à renverser les Jacobins et rétablir la constitution; ainsi ces otages n'étaient réellement pas les prisonniers des Impériaux, qui ne les avait qu'en dépôt, mais ceux du général Dumouriez. Ils les envoyèrent à Maestricht, où ils furent gardés jusqu'au changement de circonstances.

Dumouriez envoyait Camus et ses compagnons à Tournai. « Je vous adresse, écrivait-il, à Clerfayt, quatre députés de la Convention nationale qui sont venus de la part de cette assemblée tyrannique pour m'arrêter et me conduire à la barre. Leur projet, ou du moins celui de leurs commettants, était de me faire assassiner à Paris. » Il priait Clerfayt de les remettre au prince de Cobourg qui les garderait comme otages; lui-même allait « empêcher les crimes de Paris » et comptait, pendant son expédition, sur la trève promise. Clerfayt renvoya les prisonniers à Cobourg, qui refusa de les voir. Mais le colonel Mack

---

(1) « Ils croyaient que Dumouriez les envoyait à Valenciennes. Mais au bout de quelques heures d'un trajet extrêmement lent dans des chemins boueux les voitures débouchent sur une grande route. Beurnonville la reconnaît; c'est la route de la Belgique. Il saute à terre et suivi de Ménoire, s'élance sur Rainville qui commande l'escorte. L'aide de camp pousse un cri; les hussards accourent, entraînent Beurnonville et Ménoire, leur donnent des coups de sabre; le ministre, blessé à la cuisse, remonte en voiture. Au jour, les prisonniers se voient au milieu des patrouilles autrichiennes, et des dragons de Latour relèvent les hussards de Bercheny. »

(Arth. Chuquet, La Trahison de Dumouriez, p. 177.)

se rendit auprès d'eux et leur ordonna d'informer la Convention qu'ils paieraient de leur tête tout attentat contre Marie-Antoinette et le Dauphin. « Je n'ai rien à conseiller à mes collègues, dit Camus, je suis prisonnier et je ne m'appartiens plus. » Mack le menaça : « Votre tête n'est pas solide sur vos épaules. » Les députés répondirent qu'ils ne craignaient pas la mort; s'engager dans la Révolution et siéger à la Convention nationale, n'était-ce pas accepter d'avance les plus grands périls? Mack leur permit d'écrire. Aucun d'eux n'écrivit à l'Assemblée. Seul Beurnonville manda « cette étrange aventure » à ses collègues du Comité exécutif en les assurant qu'il restait « ferme dans ses principes ». Les prisonniers furent transférés à Maestricht, puis à la citadelle d'Ehrenbreitstein, enfin en Bohême et en Moravie: Camus, Villemur et Ménoire à Koniggrätz; Lamarque, Quinette et Foucaud au Spielberg; Bancal et Beurnonville à Olmütz. Ils devaient être échangés le 25 décembre contre la dauphine (1).

Les Conventionnels prisonniers de Dumouriez

Armand-Gaston *Camus*, né à Paris le 2 avril 1740, mort dans cette ville le 2 novembre 1804. Envoyé comme commissaire général en Flandre, il fut, après l'accomplissement de sa mission, nommé membre du Comité de salut public.

Camus, que ses missions précédentes désignaient d'avance, proposa de mander Dumouriez à la barre de l'Assemblée et, sur la remarque qui lui fut faite que les événements exigeaient la présence du général au milieu de ses troupes, il fit décréter qu'une commission de cinq membres irait surveiller la conduite de ce dernier. On connaît le sort de cette commission. A peine de retour à Paris, il fut nommé membre du Conseil des Cinq-Cents, qui le choisit pour président; en 1797, il se retira de la vie publique, prévoyant l'influence qu'allait prendre Bonaparte et protestant contre les atteintes qui allaient être portées à la liberté. Janséniste et très religieux, Camus avait un caractère inflexible, opiniâtre et sévère. Il resta fidèle à la cause de la Révolution et manifesta de l'opposition à l'établissement du consulat à vie. Archiviste de l'Assemblée, il fut rétabli dans ses fonctions en 1796 et les conserva jusqu'à sa mort; il fut membre de l'Institut.

---

(1) *Arthur Chuquet. Op. cit.* »

François *Lamarque*, conventionnel montagnard, né dans le Périgord vers 1755, mort en 1839.

Après le 10 août 1792, il fut chargé d'aller faire acclamer la Révolution à l'armée de Luckner.

En avril 1793, il fut envoyé à l'armée du Nord pour notifier à Dumouriez les décrets de la Convention. Lamarque avait voté la mort de Louis XVI et demandé que les jurés du tribunal révolutionnaire fussent tenus d'opiner à haute voix; il était membre suppléant du Comité de défense générale et présidait le club des Jacobins dans la dernière quinzaine du mois de mars.

Jean-Henri *Bancal des Issarts*, conventionnel, né en Auvergne en 1750, se trouva au nombre des commissaires que Dumouriez livra aux Autrichiens, fut échangé, ainsi que ses collègues contre la fille de Louis XVI en vertu du traité de Bâle (1795) et siégea au Conseil des Cinq Cents. En 1797, il se retira à Clermont où il mourut en 1826. Il était depuis longtemps tombé dans une dévotion très ardente et il apprenait l'hébreu pour pouvoir lire la Bible dans le texte. Il était notaire à Clermont-Ferrand lorsque la Révolution éclata.

« Bancal avait prononcé dans la nuit du 29 mars un discours qui fit impression sur le Comité. Il connaissait Dumouriez, il l'estimait et ne croyait pas qu'un homme « sauveur de la France dans l'Argonne, vainqueur à Jemappes et en Hollande », pût être déloyal et perfide. Il représentait dans la Commission le parti modéré; car, tout indépendant qu'il était et bien qu'il ne connût pour guide que sa conscience, il inclinait vers la Gironde; il avait voté le bannissement de Louis XVI, l'appel au peuple, le sursis; il voulait que Marat fût expulsé de la Convention et soumis à un examen médical. Aussi l'extrême gauche accueillit-elle son nom par des murmures, et Marie-Joseph Chênier proposa de remplacer Lamarque et Bancal par Bréard et Dubois-Crancé. La Convention accepta les commissaires que demandait le Comité » (1).

Quinette, Nicolas-Marie, né à Soissons en 1762, mort à Bruxelles en 1821, était notaire dans sa ville natale, lorsque commença la Révolution et se montra chaud partisan des idées nouvelles. Commissaire de l'Assemblée législative à l'armée de La Fayette, il avait voté la mort du roi Louis XVI et proposé le renouvellement du Comité de défense générale dont il était membre.

---

(1) *Cf. A. Chuquet. Op. cit.*

Député à la Convention (1792), membre du Comité de salut public, arrêté par Dumouriez et livré à l'Autriche, ce ne fut qu'après une dure captivité au Spielberg (1), que Quinette revit la France.

Président du Conseil des Cinq Cents, ministre de l'Intérieur, préfet de la Somme, après le coup d'Etat du 18 Brumaire, Quinette, par un de ces revirements dont cette époque offre tant d'exemples, Quinette, ardent démocrate, se changea en humble courtisan du nouveau César. « La ville d'Amiens avait coutume d'envoyer des cygnes aux rois de France à l'occasion de leur sacre. Quinette fit revivre cet usage lors du couronnement de Napoléon et c'est à ce trait d'adulation servile que les Parisiens doivent les cygnes du bassin des Tuileries. Aussi Quinette fut-il créé baron de Rochemont, du nom d'une terre qu'il avait près de Soissons.

Après Waterloo, Quinette devint membre du gouvernement provisoire présidé par Fouché; atteint peu après par la loi contre les régicides, il se retira à Bruxelles où il mourut d'une attaque d'apoplexie.

* * *

On nous permettra, pour en finir avec les prisonniers de Dumouriez de raconter comment ils revirent la France.

« On nous avait assurés, disait Delacroix à la Convention que Dumouriez nous ferait arrêter, Danton et moi, pour nous échanger contre la ci-devant reine et son fils. » Il y eut bien arrestation de députés suivie d'un échange contre une princesse, mais les députés s'appelaient Camus, Lamarque, Bancal et Quinette, quant à la princesse, ce fut Madame Royale, fille de l'infortunée Marie-Antoinette. Les députés arrêtés par Dumouriez n'étaient pas seuls compris dans cet échange. Ces revenants, qui revoyaient la France après tant de mois de captivité, étaient, dit M. Lenôtre, au nombre de vingt.

C'étaient Beurnonville, le ministre de la guerre livré par Dumouriez à l'Autriche en avril 1793, avec Ménoire, son aide de camp, et les conventionnels Camus, Lamarque, Bancal et Quinette ainsi que leurs secrétaires Villemur et Foucaud et aussi leurs domestiques Labou-

---

(1) Spielberg, château-fort de l'Autriche, situé près de la ville de Brünn, capitale de la Moravie, transformé en prison d'Etat de 1740 à 1855 et célèbre surtout par la détention qu'y subirent de 1822 à 1830 Silvio Pellico, Oroboni et Maroncelli. La forteresse s'élève sur un mamelon de 288 mètres de hauteur; elle a longtemps passé pour imprenable, mais elle tomba au pouvoir des Français après la victoire d'Austerlitz.

reau, Marchand et Bouenné. C'était Drouet (1), capturé sous Maubeuge par les hussards de la Mort; c'étaient Sémonville, ambassadeur à Constantinople, son secrétaire de légation Meyez, ses domestiques Portel et Sajou; c'était enfin Maret, ministre de la République à Naples et ses gens, Cordonné, Crotté et Dorta. Sémonville, Maret et leur suite avaient été arrêtés en août 1793, à Novale, sur le territoire des « Ligues grises », par des agents autrichiens qui avaient pris, sur Sémonville, une caisse pleine de bijoux que la Convention envoyait, sans qu'on sût pour quel motif, en présent au Grand Turc.

Amenés en poste des diverses prisons où ils étaient au secret, ces vingt prisonniers étaient retenus depuis la fin de novembre 1795 à Fribourg en Brisgau, en attendant l'heure de l'échange. L'un d'eux, Quinette, a écrit, en un style qui manque de simplicité, le récit de leurs dernières heures de captivité.

Ce morceau d'éloquence révolutionnaire, destiné à faire frémir, au retour, le Directoire et les deux Conseils, dut paraître aux Parisiens, bien démodé; d'ailleurs les lamentations de ces revenants ne pouvaient émouvoir personne : leurs anciens collègues restés dans la fournaise en avaient vu bien d'autres; le fait d'avoir sa tête sur ses épaules classait, en 1795, ceux qui, depuis trois ans, vivaient dans la politique parmi les favoris de la fortune. Les impressions de ces échappés du grand drame sont cependant curieuses : pour la plupart, ils ignoraient tout des événements de la Terreur, le 31 mai, la mort de Marat, les hétacombes, Thermidor, la fin de la Convention; ils ignoraient surtout l'esprit nouveau, la situation des partis, les espérances de la réaction, les regrets de quelques « *robespierristes* » attardés et c'est à Riehen, dans un village au pied de la Forêt-Noire, qu'ils apprirent en une heure, tout ce qui s'était passé depuis leur incarcération. A ce point de vue, le factum de Quinette est intéressant; il fut publié l'An IV par l'imprimerie de la République, dans le feuilleton des « Résolutions et des projets de Résolution. » (2)

---

(1) Drouet (Jean-Baptiste), né à Sainte-Menehould en 1763, mort à Mâcon en 1824, servit pendant sept ans dans les dragons de Condé, puis vint suppléer son père, maître de poste à Sainte-Menehould. Le 21 juin 1791, Louis XVI, fugitif, traversait cette localité où il changeait de chevaux, lorsque Drouet le reconnut et parvint à le faire arrêter un peu plus loin, à Varennes, avec toute la famille royale. En 1792, Drouet fut nommé député de la Marne à la Convention. Envoyé en mission à l'armée du Nord, il fut assiégé dans Maubeuge et fait prisonnier, alors qu'il tentait une sortie. Conduit à Bruxelles, puis en Moravie, au Spielberg, il s'évada en 1794, fut repris et finalement échangé contre la fille de Louis XVI, avec les représentants livrés à l'ennemi par Dumouriez.

(2) *Cf. G. Lenôtre. La fille de Louis XVI.*

Proclamations de Dumouriez

» Dumouriez s'était hâté d'informer ses soldats de l'événement. A onze heures du soir, il rédigeait une proclamation.

» Il est temps, disait-il, que l'armée émette son vœu, purge la France des assassins et des agitateurs, rende à notre malheureuse patrie le repos qu'elle a perdu par les crimes de ses représentants. Il est temps de reprendre une Constitution que nous avons jurée trois fois de suite, une Constitution qui nous donnait la liberté et qui peut seule nous garantir de la licence et de l'anarchie. » Quelques heures plus tard, il ajoutait un supplément à cette proclamation : deux fois il avait sauvé la France à la tête de sa brave armée, qu'il venait de ramener sur la frontière par une retraite savante; il voulait rendre encore de plus grands services à la patrie; mais les soldats devaient « faire connaître franchement leur opinion à la France entière. »

« Il écrivait en même temps aux administrateurs du Nord. Il leur exposait la situation du pays : la tyrannie, les assassinats, les crimes étaient à leur comble, et l'anarchie dévorait la France, qui subissait, sous le nom sacré de liberté, un insupportable esclavage. Mais il allait marcher sur Paris et proclamer cette Constitution de 1791 qui donnait au pays un gouvernement stable. Il rappelait qu'il était né dans le département du Nord et qu'il l'avait délivré des ennemis; il aspirait à devenir le libérateur de la France entière, et il jurait de quitter toute fonction publique dès qu'il aurait sauvé sa patrie (1). »

Echec des plans de Dumouriez

Par suite de la retraite des divisions de Hollande, de Namur et de Nimy, Dumouriez voyait s'évanouir le projet de former en Belgique un demi-cercle de places fortes, qui aurait passé, comme nous l'avons dit, de Namur en Flandre et en Hollande, et au centre duquel

---

(1) *Moniteur*, 5 avril 1793. Arth. Chuquet, auquel nous avons emprunté le paragraphe ci-dessus, ajoute que « la lettre de Dumouriez n'eut d'autre résultat que de faire connaître ses desseins à Paris un jour plus tôt. Dès que les administrateurs du Nord qui siégeaient à Douai eurent reçu la lettre, ils l'envoyèrent sur-le-champ aux commissaires de la Convention, Delacroix, Gossuin, Merlin et Robert, qui la reçurent en route près de Péronne et la déposèrent le 3 avril sur le bureau de l'Assemblée. »

(La Trahison de Dumouriez, p. 179.)

il se serait placé pour agir avec plus d'avantage (1). Bientôt, dit Thiers, il n'aurait plus rien à offrir en échange aux Impériaux, et tomberait sous leur dépendance en s'affaiblissant.

Sa colère augmentait en approchant de la France, en voyant les désordres de plus près, en entendant les cris qui s'élevaient contre lui....

Il lui restait une ressource : du camp de Bruille, il menaçait les trois places importantes de Condé, Lille et Valenciennes. Il songea à s'en emparer pour se procurer des vivres et s'en faire un point d'appui contre l'ennemi dont il se défiait toujours. Là encore il échoua.

L'opinion était divisée dans ces trois places. Les sociétés populaires, aidées des volontaires, s'y étaient soulevées contre le général et menaçaient la troupe de ligne. A Valenciennes et à Lille, les commissaires de la Convention excitaient le zèle des républicains, et dans Condé seulement l'influence de la division Neuilly donnait l'avantage à ses partisans. Parmi les généraux de division, Dampierre se conduisait à son égard, comme lui-même avait fait à l'égard de La Fayette après le 10 août; et plusieurs autres, sans se déclarer encore, étaient prêts à l'abandonner.

Il était temps d'agir. Il détacha Miaczynski avec quelques mille hommes pour marcher sur Lille. Miaczynski s'avança sur cette place, et confia au mulâtre Saint-Georges, qui commandait un régiment de la garnison (2), le secret de son entreprise.

Celui-ci engagea Miaczynski à se présenter dans la place avec une légère escorte. Le malheureux général se laissa entraîner, et une fois entré dans Lille, fut entouré et livré aux autorités. Les portes furent fermées, et la division erra sans général sur les glacis de Lille.Dumouriez envoya aussitôt son aide de camp Philippe de Vaux pour la rallier, mais de Vaux fut pris aussi et la division dispersée.

Après cette tentative malheureuse, il en essaya une pareille sur Valenciennes, où commandait le général Ferrand, un des héros de Jemappes. Dès le soir du 1er avril, le général Lescuyer, grand prévôt de l'armée, fut chargé d'aller s'emparer du député Bellegarde, mais en présence de l'attitude des habitants, Lescuyer s'unit à Ferrand et aux

---

(1) Cf. Chapitre IX. Projets de Dumouriez en ce qui concerne la défense des Pays-Bas.

(2) Le 13e chasseurs, formé avec la cavalerie de la Légion des Américains et du Midi, créée en 1792 et dont était lieutenant-colonel Alexandre Dumas.

commissaires de la Convention et Valenciennes fut perdue pour Dumouriez (1).

Avant d'aller plus loin, on nous permettra de donner la parole à un témoin oculaire, bien mieux, à un acteur de cette tragédie de Lille, qui coûta la vie à plusieurs officiers (2).

***

Le mouvement rétrograde continuant (la retraite après Neerwinden), nous ne nous arrêtâmes que rentrés sur notre territoire. La brigade du général Miaczynski, à laquelle j'appartenais comme colonel de « Picardie » vint à Orchies. J'étais frappé de la mollesse de l'ennemi, qui ne nous inquiétait point. Peu de jours après, étant à dîner, un caporal de mon régiment vint me dire que le ministre de la guerre, qui changeait de chevaux à la poste, me demandait immédiatement. Etonné de cette arrivée imprévue, je me rendis près de lui; après m'avoir embrassé, il me présenta à quatre commissaires de la Convention qui m'interrogèrent sur notre retraite; je ne pouvais leur donner aucun renseignement, attendu que je n'étais arrivé que depuis peu de jours, ce que le ministre confirma. Ils étaient pressés de partir et de s'acquitter de leur commission, dont ils me firent mystère. J'interrogeai Beurnonville, qui fut aussi discret; mais il me recommanda de tenir prêt mon régiment, qu'il passerait en revue à son retour du quartier général établi aux Boues de Saint-Amand.

Le lendemain matin, Miaczynski me fait appeler : je le trouve radieux. La pièce où il se tenait était encombrée d'officiers; l'un d'eux lisait une dépêche arrivée peu de moments auparavant au général; je compris seulement que les quatre commissaires et le ministre de la guerre avaient été arrêtés et conduits à Tournai. Miaczynski m'ordonna de faire prendre les armes à mon régiment et ajouta qu'il m'enverrait des ordres ultérieurs. Je fis battre la générale; en un instant nous fûmes prêts. Un aide de camp m'apporta l'ordre verbal de prendre le commandement du camp, de mettre les troupes en marche et de les diriger sur Lille, où le général me précèderait. Je fis partir mes logements (les fourriers chargés de faire les logements), que nous suivîmes. Une halte était nécessaire, et j'arrêtai la troupe à Pont-à-Marcq. Un nouvel ordre du général m'enjoignit de presser la marche, et nous nous remîmes en route. Tout en cheminant, quelques-uns de

---

(1) On trouvera plus loin des détails concernant la mission de Lescuyer, de Miaczynski et de Devaux. (Chapitre XI. Le Tribunal révolutionnaire.)

(2) Le maréchal Macdonald, dans ses « Souvenirs militaires », déjà cités.

mes officiers m'apprirent ce qui s'était passé à Saint-Amand; notre général n'en avait pas fait mystère, et la troupe en était à peu près instruite. On chercha à pénétrer mes dispositions; je me bornai à répondre que notre devoir était dans l'obéissance, sans nous embarrasser des événements.

La tête de colonne arrivait au faubourg des Malades quand je reçus un billet de Miaczynski, daté de Lille, qui m'ordonnait de m'arrêter jusqu'à nouvel ordre partout où ce billet m'arriverait, de faire rafraîchir les troupes et de ne pas les quitter. Elles étaient déjà vers les glacis de la forteresse; je fis face en arrière suivant les règlements et mettre les armes en faisceaux. Point de rafraîchissements : j'en envoyai demander à Lille. Les portes et barrières en étaient fermées et les ponts-levis levés. Cette circonstance prolongée me fit juger qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire dans la ville, attendu que l'on ne ferme les portes des villes de guerre que pour la forme à l'arrivée des troupes de passage ou qui viennent pour tenir garnison; le voisinage de l'ennemi ne pouvait motiver aucune difficulté, puisque nous étions un bon nombre de défenseurs sur les glacis.

Tandis que nous raisonnions avec plusieurs de mes officiers sur cette étrange réception, on me prévint qu'un municipal me demandait; je m'approchai de lui, je le trouvai très agité. Il me dit que le Conseil, réuni à l'hôtel de ville, désirait me parler; je répondis, en montrant le billet du général qui me prescrivait de ne pas quitter la troupe, que je supposais que le but de cette invitation municipale avait vraisemblablement pour objet de concerter des mesures pour le logement et les vivres; que le général y était ainsi que mes fourriers; que l'on pouvait s'adresser à lui; que je ne commandais qu'en son absence; qu'au surplus j'allais me faire suppléer par un capitaine qui me rapporterait ses ordres.

Nos désastres, qui s'étendaient sur tout le développement de nos frontières et particulièrement celle du Nord, les faisaient rejeter sur les chefs, et la politique d'alors préférait les sacrifier plutôt que d'en accuser le nombre des lâches qui les avaient amenés. C'est ainsi que Dumouriez fut signalé comme traître à la patrie; un décret d'accusation venait d'être lancé contre lui. Les quatre commissaires dont j'ai parlé furent envoyés au quartier général pour l'exécuter et amener Dumouriez à la barre de la Convention; Beurnonville était chargé de réorganiser l'armée et d'en prendre le commandement; mais Dumouriez, averti, prit si bien ses mesures qu'après une vive discussion avec ces messieurs, il les fit arrêter et conduire à Tournai entre les mains

de l'ennemi, avec lequel il avait fait un traité secret pour l'appuyer dans sa marche sur Paris afin de renverser la Convention.

Après ce coup d'Etat, comptant trop facilement sur l'affection de son armée, il la divisa en plusieurs colonnes pour marcher dans diverses directions sur la capitale, et voulant en même temps s'assurer des places du Nord, il chargea Miaczynski de s'en emparer. Celui-ci, qui avait à se plaindre des commissaires, qui l'avaient traité la veille à Orchies avec très peu de ménagements, parce qu'un détachement qui devait les escorter n'était pas prêt au moment de leur départ, était dans le ravissement d'avoir l'occasion de se venger. Il fit confidence de ses ordres et de ce qui venait de se passer aux personnes qui étaient avec lui, et l'une d'elles, Saint-Georges (1), son ami, accompagné du courrier porteur des ordres de Dumouriez à Miaczynski, partit rapidement pour Lille et avertit les autorités du danger qui menaçait cette ville et les autres du département. Voilà les raisons qui déterminèrent à fermer les portes; le pauvre Miaczynski, par un double désir, et de se venger, et d'exécuter plus promptement ses ordres, se hâta de s'y rendre et courut ainsi aveuglément à sa perte (2). Il devait se concerter avec l'officier général qui avait le commandement de la place; mais celui-ci, averti de ce qui se passait par la déposition de Saint-Georges, se hâta de se joindre aux autorités civiles, qui prirent promptement toutes les mesures que commandaient les circonstances pressantes dans lesquelles ils se trouvaient.

C'est en attendant le retour du capitaine que j'avais envoyé en ville que j'appris les détails de l'événement qui s'était passé à Saint-Amand et les ordres qui en avaient été la conséquence. Mon officier revint sans m'apporter d'ordres. La nuit approchait; les troupes, qui avaient entendu raconter ce qui se passait, l'interprétaient en sens divers, et je n'eus pas l'air d'y faire attention; mais j'étais en proie aux plus vives inquiétudes sur ma position et celle de mes hommes,

---

(1) Le beau Saint-Georges, dont nous avons parlé, commandait alors avec le grade de chef de brigade (colonel), le 13e chasseurs à cheval, formé avec la Légion des Américains et du Midi peu de temps auparavant.

(2) On trouvera plus loin les détails du procès de *Miaczynski*.

Miaczynski avait répondu ce qui suit aux propositions de Dumouriez :

« Mon cher général, je viens de recevoir votre lettre et votre ordre, mais » je suis surpris que le courrier qui l'a remise soit venu à 8 heures du matin, » tandis que, d'après la date de la lettre, je devais la recevoir la nuit. Je vous » embrasse et vous aime plus, si je puis, pour le parti vigoureux que vous » avez pris. Je vous réponds de mes troupes; je me suis mis à 9 heures en » marche pour Lille; j'exécuterai vos ordres ou je périrai! »

qui murmuraient hautement sur ce qu'ils étaient plus mal accueillis par leurs concitoyens que par l'étranger. Ils mouraient de faim; cet état de choses me présageait une crise, lorsque l'on cria aux troupes de se rendre au faubourg de la Madeleine, et que là on trouverait vivres, tentes, victuailles, etc., mais qu'il fallait tourner les glacis, attendu qu'il y avait défense d'ouvrir les portes. Les troupes se mirent en marche dans un désordre que j'aperçus de loin sans en savoir encore les motifs, que je ne connus qu'après les avoir jointes. Il était impossible de remettre l'ordre dans cette multitude, que je me bornai à accompagner. Arrivés à la porte du faubourg de Fives, la barrière du glacis se trouva fermée, on en demanda l'ouverture, qui fut refusée. Une voix en dedans de la porte de la ville ajouta que le colonel de Picardie devait venir au Conseil assemblé; mes grenadiers se mutinèrent et répondirent négativement, ou qu'ils m'accompagneraient, ce qui leur fut interdit. Je n'avais rien à me reprocher; je pris sur le champ la détermination de m'y rendre seul. Les soldats tenaient des propos très alarmants, entre autres que tous ces j... f... avaient fait mourir leur pauvre Capet, et d'autres semblables, ils se mirent à crier à tue-tête : Vive le Roi! Je leur parlai avec sévérité, les menaçai même en faisant croire que je reconnaissais leurs voix, ce qui les intimida; et j'obtins alors qu'ils se tiendraient tranquilles jusqu'à mon retour. La barrière me fut ouverte, mais sans permettre que je fusse suivi même par un domestique pour tenir mon cheval. En passant sous la voûte, une trentaine d'hommes m'environnèrent; l'officier me dit : « Colonel n'ayez aucune crainte. — L'ennemi ne m'en a jamais causé, répondis-je, et à plus forte raison des Français. » Je lui adressai quelques questions, mais je n'obtins aucune réponse.

J'entrai dans la grande salle de l'hôtel de ville. Toutes les autorités étaient réunies; la séance était publique et contenait un nombre considérable d'habitants; le plus grand silence régnait. Le président m'interrogea; sa première question fut de me demander : nom, prénoms, grade, etc. J'y répondis. « Est-ce vous qui commandez les troupes sur les glacis de la ville? — Oui, en l'absence du général Miaczynski, qui doit être ici. » Je le cherchai des yeux et ne l'aperçus point. « Par quel ordre êtes-vous venu? — Du général que j'ai nommé. — Pourriez-vous nous montrer cet ordre? — Il était verbal; nous étions campés; le général me fit appeler comme plus ancien colonel, il me prescrivit de faire prendre les armes; j'obéis, et un instant après un aide de camp vint me dire de la part du général de mettre la troupe en marche et de la diriger sur cette ville, où il me précédait. — Vous a-t-il fait connaître le but du mouvement? — Non. — Qu'avez-vous

pensé? — Qu'après notre entrée sur le territoire on pourvoyait à la sûreté des places et que nous étions destinés à la défense de la nôtre. — Que disent les troupes? — Je ne puis vous dissimuler leur mécontentement; le chagrin de leurs revers, les privations qu'elles ont supportées dans la retraite, leurs fatigues, leurs besoins, leur dévouement, leur ont fait supposer qu'elles seraient secourues ici par leurs concitoyens, mais, au contraire on leur marque de la défiance. Elles tiennent des propos fort inconvenants que j'ai apaisés avec effort, en leur avançant, pour les calmer, que vraisemblablement on voulait concerter avec moi des mesures pour satisfaire leurs besoins urgents, et que je ne tarderais pas à leur apporter de bonnes nouvelles; autrement, ajoutai-je, je ne réponds pas des désordres et des excès auxquelles elles ne manqueront pas de se livrer. J'interpellai l'officier qui m'avait amené et avait été témoin de mes efforts pour calmer l'irritation de cette troupe qui avait mis sa confiance en moi. L'officier confirma tout ce que je venais de dire et même fut bien au delà.

Le président, qui m'interpellait d'une manière assez sévère, s'était fort adouci pendant mon discours et, lorsque l'officier eût terminé, il me dit : « Colonel, retournez à votre poste; maintenez la troupe, conduisez-la au camp de la Madeleine, vous y trouverez tous vos besoins; des ordres ont été donnés pour qu'elle ne manque de rien. » Je saluai l'assemblée et je retournai au faubourg de Fives. « Eh bien! mes amis, dis-je aux soldats en arrivant, je savais bien qu'il n'était question que de vos besoins. » Et tous de crier : Vive la République! Telle est ordinairement l'inconstance de la multitude. « Marchons, nous allons trouver l'abondance » Mais quel fut mon désappointement et le leur! En arrivant, nous ne trouvâmes rien. J'envoyai à la ville, et l'on répondit des remparts qu'il était trop tard, que l'on aviserait le lendemain. Sur cette réponse, je ne fus plus maître de la foule; elle se débanda et se dispersa à tel point qu'il ne me restait pas un soldat pour garder le drapeau du régiment, que j'emportai à l'auberge où je me logeai. Je passai une bien cruelle nuit en songeant aux désordres que cet état de choses pouvait amener. Il y en eut en effet, heureusement moins considérables qu'il n'était à supposer; mais les autorités de la ville eurent grand tort; la faim n'a point d'oreilles. Le lendemain, de bonne heure, je fis battre la générale et, quelques heures après, j'eus tout mon monde à peu près réuni. Je fus appelé de nouveau en ville; mais cette fois je m'y rendis avec moins d'inquiétude. Pendant mon absence, craignant une nouvelle débandade, j'ordonnai que les troupes restassent sous les armes.

La réunion à l'hôtel de ville était moins nombreuse; mais je

m'aperçus facilement qu'on était moins bienveillant qu'au moment où j'étais sortis la veille.

Cependant, je ne tardai pas à me rassurer par l'arrivée de mon ami Dupont, mon ancien camarade de la légion de Maillebois, adjudant général, et en cette qualité chargé par les autorités de régler avec moi tous les détails militaires. Nous arrêtâmes provisoirement des cantonnements, en attendant que les effets de campement fussent distribués.

Pendant ces événements, tous les mouvements ordonnés par Dumouriez avaient été paralysés; lui-même courut de grands dangers et fut contraint, pour sauver sa tête, de se jeter dans les bras de l'ennemi, avec lequel il a avoué dans ses Mémoires avoir traité secrètement.

* * *

Restait Condé, et sans doute il eût mieux valu pour Dumouriez s'y rendre sans tarder, mais il hésita, et les commissaires de Valenciennes profitèrent de sa lenteur pour s'y rendre « et y répandre des manifestes, des assignats et des Jacobins (1) ».

Voici, d'après les mémoires de Dumouriez, quelques épisodes qui se rattachent au mouvement des troupes en faveur de la Convention.

Le 6e régiment d'infanterie, le seul des troupes de ligne qui eut toujours un esprit d'insubordination et de jacobinisme décidé et un bataillon de gardes nationales de Versailles firent peur au général Neuilly, qui dès lors ne fut plus maître de la place, quoiqu'il se le persuadât encore et qu'il le fît assurer au général Dumouriez qui le crut trop longtemps (2).

Dans ce bataillon de Seine-et-Oise ou de Versailles, était un capitaine de la compagnie d'artillerie nommé Lecointre, fils du fameux député de Versailles. Ce jeune homme déclamait fort contre les constitutionnels; ayant été maltraité à ce sujet, par des officiers de dragons, il quitta sa garnison pour venir porter ses plaintes au général,

---

(1) *Dumouriez. Mémoires.*

(2) Ce 6e régiment, si malmené par le général, était l'ancien Armagnac, qui avait participé à la guerre d'Amérique. En 1791, il eut deux colonels, de Cappy et L'Huilier de Rouvenac et, en 1792, Clédat.

Il assista, en 1792, aux combats de Mairieux, de Valmy et de Clermont, à la prise de Namur, au combat de Hemptinne, au siège de Trêves. En 1793, il fut au combat de Tirlemont, à la bataille de Neerwinden et au siège de Condé. L'armée de l'Ouest (Vendée, 1793-1796) réclama son concours dans cette terrible guerre civile des débuts de la Révolution.

qui le fit arrêter, pour se donner un otage dans la personne du fils d'un des plus enragés de la Montagne : il fit arrêter pareillement un lieutenant-colonel, officier d'état-major de l'armée, qui déclamait avec violence contre lui (1); et n'ayant aucun lieu sûr où retenir les prisonniers, il les envoya, ainsi que les six « assassins » (dont on va parler) à Tournai, priant le général Clerfayt de les faire garder en dépôt dans la citadelle.

Déjà des pelotons se détachaient tout doucement de l'armée et se rendaient à Valenciennes. « Il nous arrivait, rapporte Lequinio, quelques jeunes gens échappés comme par désertion; ils venaient, fondant en larmes, se jeter dans nos bras, prendre de nous des instructions et nous rendre toute l'anxiété de leurs bataillons. »

Déjà, au camp de Maulde, les volontaires avaient dit à Valence qu'ils voulaient la paix et non un roi. Dans la soirée du 3 avril (Dumouriez dit le 31 mars), le lieutenant David, du 2e bataillon de Saône-et-Loire, quatre sergents-fourriers du même bataillon, Dubois, Leblond, Luquet, Montigny, le canonnier Charve, du 1er régiment d'artillerie, se présentèrent au Petit-Château. Ils avaient écrit à la craie sur leurs chapeaux les mots : *la République ou la mort*. Le lieutenant David lut une adresse qui sommait Dumouriez d'obéir aux ordres de la Convention et de se rendre à la barre. Le général assure que ces six hommes voulaient attenter à sa vie, et que le fidèle Baptiste dut appeler la garde; quoiqu'il en soit, il les fit arrêter « comme des assassins » et les envoya aux avant-postes autrichiens (2). »

Esprit des Généraux

Le lieutenant général Le Veneur qui, lors de l'insurrection et la fuite de Lafayette, l'avait suivi, et qui devait le pardon de cette défection et son rétablissement dans son grade, au général Dumouriez, vint alors lui demander la permission de se retirer de l'armée sous prétexte de santé. Son projet et son espoir étaient de commander l'armée des anarchistes. Le général lui accorda la permission de se retirer, ainsi qu'à un général Stettenhoffen, étranger, qu'il avait fait maréchal de camp.

---

(1) Le lieutenant-colonel Pille, du 1er bataillon de la Côte d'Or. Pille devait être, six semaines plus tard, adjoint du ministre de la guerre, puis ministre lui-même et, sous l'Empire, comte et inspecteur aux revues. Les prisonniers furent relâchés le 14 mais 1793.

(2) *Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 211.*

Dampierre était au Quesnoy avec sa division, et traitait de là avec les commissaires, ainsi que le général Chancel, qui était cantonné à Fresnes et les généraux Rosières et Kermorvan qui avaient le commandement des Belges au camp de Bruille (1). Toutes ces défections ont été d'autant plus affligeantes pour lui, que tous lui devaient leur état; qu'ils avaient, pendant toute la campagne, plus fortement crié que les autres contre l'anarchie, et qu'ils pressaient avec le plus de chaleur, en apparence, l'exécution de son projet.

Au reste, excepté Dampierre, qui est mort général d'armée, et Chancel qui, ayant remplacé Neuilly dans le commandement de Condé, a été obligé de se rendre après un long blocus (2), tous les autres ont été punis de leur ingratitude et de leur lâche inconséquence par le soupçon, le mépris et la perte de leurs emplois (3).

Ce mauvais exemple de l'abandon des généraux, qui avaient été, en apparence, les plus attachés à la cause de leur général en chef, ne pouvait que produire un terrible effet sur les soldats, et ajouter une grande force au parti des Jacobins.

---

(1) « Le 5 avril, pendant que Dumouriez se rendait à Condé, *Le Veneur* s'échappait et gagnait Arras. Il fut arrêté et envoyé à Rouen, à sa grande surprise. « Je suis le seul officier général de Dumouriez qui ait osé déserter son camp. Dampierre était dans une place forte et n'avait rien à craindre de lui et il pouvait tout oser; Dampierre est général et je ne puis être libre. (Le Veneur à la Convention, 3 avril. *Moniteur* du 7, et au Comité, 15 avril.)

Stettenhoffen écrit à Dumouriez : « Ma santé délabrée ne permettant plus de servir, je vous prie de m'accorder la permission de me retirer quelque part pour la rétablir. » Dumouriez répond : « Le général Stettenhoffen est maître de se retirer où il voudra, quitte à lui à s'arranger pour sa démission avec le ministre de la guerre. Stettenhoffen reçut cette lettre à 2 heures du matin et partit à 4. C'était un brave soldat, ayant des vues militaires. Chaque mois, il envoyait au ministre de la guerre et déposait sur l'autel de la Patrie, pour faire la guerre aux tyrans couronnés, le quart de ses appointements. (Lettre du 23 février 1793.)

Rosières, ainsi que *Kermorvan*, rentré dans l'armée française après Neerwinden, avait servi à la division de gauche. Il fut nommé commandant de Douai, puis suspendu, parce que son fils avait émigré. Il mourut à Paris en 1808. »

Kermorvan, suspendu en août 1793, mourut en 1817 sans avoir reparu dans les armées.

(*A. Chuquet. Op. cit.*)

(2) Chancel, prisonnier dans Condé, échangé l'année suivante, chargé du commandement de Maubeuge, resta dans une inaction étrange pendant que le chef du camp, retranché sous cette ville, combattait les Autrichiens. Objet de suspicions sinon justes, au moins légitimes, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire, qui l'envoya à l'échafaud. (3 mai 1794.)

(3) *Cf. Dumouriez. Mémoires.*

Le général voyait avec douleur que les opinions se divisant suivant les divers intérêts, il ne pouvait plus marcher sur Paris tranquillement, comme la première disposition de l'armée le lui avait fait espérer précédemment : il ne pouvait plus réussir par la masse d'opinion de son armée entière. Il fallait alors, pour pénétrer, commencer la guerre civile, à laquelle il avait toujours répugné : faire battre une partie de ses troupes contre l'autre, extrémité terrible pour un général qui avait toujours regardé ses soldats comme ses enfants et qui ne les avait jamais conduits que par la sensibilité et l'affection mutuelle.

Une autre circonstance le rendait forcément timide et paralysait tous ses mouvements; c'était le danger des prisonniers du Temple. Il avait à craindre que, dans leur première rage, les Jacobins ne sacrifiassent ces victimes infortunées, qu'ils traitaient trop indignement pour espérer qu'ils les ménageassent dans leur premier mouvement (1). S'ils eussent été massacrés à la suite de l'insurrection et de la marche sur Paris de Dumouriez, toute l'Europe lui en eût fait le reproche et l'histoire l'eût consigné pour l'éternité; lui-même se serait préparé des regrets pour toute la durée de la vie.

Revue des troupes au Camp de Bruille

Soirée du 2 avril, chez Mme de Genlis.

Le 2 avril, Dumouriez se rendit au camp de Bruille. Tous les généraux parurent à l'exception de Stettenhoffen qui se disait malade et demandait un congé. Les troupes acclamèrent Dumouriez; il avait

---

(1) Précisément vers cette époque critique, la reine et la famille royale étaient l'objet d'une surveillance des plus sévères et les officiers municipaux qui se laissaient séduire par leur triste situation étaient déclarés suspects et rayés de la liste de ceux que l'on envoyait au Temple; en séance de la Commune du 20 avril 1793, Louis Roux fait lecture d'un procès-verbal dressé au Temple en présence du maire, du procureur de la Commune et des commissaires de service, lequel contient deux déclarations, l'une de Tison, faisant le service du Temple et l'autre de Anne-Victoire Baudet, épouse de Tison, également employée au Temple. Il résulte de ces deux déclarations que quelques membres du Conseil, Toulan, Lepitre, Brunod, Moëlle et Vinant, le médecin et l'entrepreneur des bâtiments du Temple sont suspectés d'avoir eu des conférences secrètes avec les prisonniers du Temple, de leur avoir fourni de la cire, des pains à cacheter, des crayons, du papier et enfin de s'être prêtés à des correspondances secrètes. (*Moniteur* du 23 avril 1793.) *G. Lenôtre, Marie-Antoinette.* (*La Captivité et la Mort.*) Toulan et Michonis payèrent de leur tête leur dévouement à la famille royale; la duchesse d'Angoulème, sous la Restauration, fit une pension à la veuve de Toulan.

su, dit un témoin, « capter par ses discours et ses actions militaires la confiance intime de l'armée ». Le 5e bataillon de Saône-et-Loire déclara dans une adresse signée de son premier lieutenant-colonel Chapuis, de l'adjudant-major, et de vingt-six officiers, sous-officiers et soldats, que Dumouriez sauverait encore la patrie, que l'obéissance de ses soldats lui garantissait la victoire, que ses ennemis étaient les ennemis de l'armée qui les détestait sans les craindre. La 5e compagnie des chasseurs de la Meuse affirma qu'elle reconnaissait Dumouriez pour chef légitime, qu'elle lui obéirait passivement, et ne voulait d'autre Constitution que celle de 1791 (1).

« Il était trop tard pour aller au camp de Maulde. Dumouriez rentre à Saint-Amand et réunit à dîner *Mme de Genlis* ses officiers les plus dévoués. Il leur montre un pli cacheté que le Comité de sûreté générale envoyait à Beurnonville; il l'ouvre, il en tire des mandats d'arrêt contre le *duc de Chartres*, le *duc de Montpensier*, *Valence*, *Berneron*, *Westermann*, *Malus*, les adjudants généraux *Devaux* et *Montjoye*, l'aide-de-camp *Codron*, ci-devant maire de Cambrai. On lit ces lettres de cachet, ainsi conçues : « N... sera conduit sous bonne et sûre garde dans les prisons de l'Abbaye pour y être gardé au secret... »

On s'étonne que ces lettres soient signées par trois membres du Comité de sûreté générale, entre autres par Duhem. Quel décret a donné de pareils pouvoirs à ce comité? Les têtes s'échauffent. Les convives jurent de châtier la Convention. Ils se comptent; ils écrivent aux amis absents, et à une heure et demie du matin, le duc de Chartres envoie ces lignes à *Paul Thiébault*, à Lille : « Arrivez bien vite, mon cher Paul, nous avons besoin de vous pour une affaire importante et pressée (2). »

Valence expose à Biron la *situation inouie* de l'armée : « Dumouriez en état d'arrestation et faisant arrêter le ministre et les commissaires; Lille et Valenciennes remplis de députés; les ennemis au nombre de 60,000 hommes, victorieux, à deux lieues de nous; pas de provisions, pas de fourrages, tous les généraux arrêtés, excepté moi, parce que je suis blessé : Ligniville, d'Harville, Bouchet (3).

---

(1) *Cf. A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez. pp. 193-194 et suiv.*

(2) Lettre du 3 avril (*Moniteur* du 8); la lettre du duc de Chartres fut interceptée et Thiébault arrêté; Grouvelle le sauva. *(Arth. Chuquet, La Trahison de Dumouriez, p. 194-195.)*

(3) Les représentants Hentz et Laporte avaient fait arrêter, à Maubeuge, le général d'Harville et le commissaire des guerres Barneville, parce qu'ils n'avaient pas évacué les magasins de Namur le 25 mars, jour de leur départ. *(Arth. Chuquet.)*

Mais Valence est toujours le sage Valence. Il mande au président de la Convention que l'armée « fatiguée des vexations qu'elle éprouve » suivra peut-être le parti de Dumouriez. Pour lui, il donne sa démission : « Je m'exile de ma patrie; jamais je ne servirai contre mes concitoyens, quelle que soit leur opinion ou leur égarement. »

Dumouriez aurait dû suivre l'exemple de Valence, mais l'accueil du camp de Bruille l'avait enivré.

Dumouriez à Maulde

Dumouriez monta à cheval le 3 au matin, se rendit au camp de Maulde et parla aux troupes, qui parurent approuver avec enthousiasme le parti qu'il avait pris (1). Il se rendit ensuite à Saint-Amand, où était le corps d'artillerie, qui lui donna les mêmes marques d'approbation et de dévouement, quoique ce corps fût travaillé avec beaucoup d'activité par les émissaires de Valenciennes et surtout par deux de ses officiers supérieurs, dont un lieutenant-colonel nommé Boubers, qui avait eu précédemment des obligations très particulières au général (2).

Il crut, pour marquer plus de confiance, devoir coucher à Saint-Amand, où Montjoye lui rapporta la réponse du colonel Mack. On était convenu que le 4 au matin, le prince de Cobourg, l'archiduc Charles et le baron de Mack, se trouveraient entre Boussu et Condé, où le général se rendrait de son côté, et que là on conviendrait des mouvements des deux armées et de la direction des secours des troupes impériales, si le général Dumouriez jugeait en avoir besoin.

Cette journée du 3 se passa très bien, à quelques murmures près, dans quelques bataillons de volontaires; l'armée paraissait d'accord et un mouvement que préparait le général pour le 5, devait écarter tous les moyens secrets de cabale en éloignant les troupes de Valenciennes, dont le voisinage était si dangereux, et en faisant cesser l'oisiveté d'un camp stable où les cabales ont toujours plus d'activité. Il voulait aller prendre avec la plus grande partie de son armée, la

---

(1) Le Veneur, qui commandait à Maulde, n'avait pu se décider à suivre Dumouriez, bien qu'il eût de l'affection pour ce général. Il joua la maladie et envoya son aide de camp Lazare Hoche à Paris pour demander à la Convention de le tirer de « sa position affreuse, horrible ». (*A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez. Op. cit.*)

(2) C'est, en effet, le colonel de Boubers qui fit partir l'artillerie et le trésor, comme on le verra plus loin.

position d'Orchies, d'où il aurait menacé Lille, Douai et Bouchain. Il avoue que s'il eût pris ce parti aussitôt à sa rentrée sur le territoire français, il eût eu plus d'avantages ; mais alors il comptait sur Valenciennes et Condé, et c'est peut-être à cette erreur qu'il faut attribuer tout ce qui est arrivé (1).

Pour agir méthodiquement, il lui restait à s'assurer de Condé. Les rapports qui lui arrivaient de cette place variaient à chaque instant. L'âme du peuple en révolution ressemble à une mer agitée, l'inconstance est son caractère distinctif. Il voulait, avant de faire son mouvement sur Orchies, purger la garnison de Condé et s'assurer parfaitement cette place pour arranger les mouvements des Impériaux dont il ne pouvait avouer la coalition que lorsqu'il aurait déclaré ses vues ultérieures et qu'il aurait commencé sa marche sur Paris.

La Journée du 4 Avril

Le 4, au matin, Dumouriez partit de Saint-Amand pour se rendre à Condé. Il avait laissé à Saint-Amand le général Thouvenot, pour

---

(1) Le 2 avril, à minuit, les représentants du peuple Lequinio, Cochon et Bellegarde prescrivirent au général de Champollon de proclamer à la barrière de Valenciennes la destitution du « traître Dumouriez ».

Bonet-Louvat de Champollon (Gaspard-Adrien), né le 15 janvier 1737, à Jujurieux (Ain), fils d'Etienne Hyacinthe et de Anne-Marie Gallin de Renaude.

Lieutenant au régiment de Foix en 1755. Capitaine en 1762. Réformé en 1763. Replacé à une compagnie le 19 juin 1765. Capitaine-commandant les chasseurs le 1er juillet 1776. Rang de major d'infanterie le 16 mai 1785. Lieutenant-colonel du régiment de Foix (83e) le 6 novembre 1791. Colonel le 12 juillet 1792. Général de brigade employé le 26 mars 1793. Général de division employé à l'armée des Ardennes le 30 juillet 1793. Suspendu le 20 septembre 1793. Suspension levée le 10 prairial an 3 (29 mai 1795). A pris sa retraite...

Campagnes : 1757-1758, en Allemagne. 1759, bombardement du Havre de Grâce. 1760, côtes de Bretagne. 1761 à 1765, en Amérique. Blessé dangereusement au pied sur le vaisseau « Le Parant ». 1782, campagne de Genève.

A fait les campagnes de la Champagne et de la Belgique, toujours à l'avant-garde, en 1792. Campagne de 1793 comme général de brigade et général de division. Chevalier de Saint-Louis le 4 septembre 1781; membre de la Légion d'honneur. Décédé vers mars 1810.

Dans une lettre de sa veuve, née Gallien de la Chaux, elle signale que son mari s'est particulièrement distingué à Jemappes et à Neerwinden.

A commandé la 2e division des Ardennes, et couvert avec peu de troupes les frontières de Longwy à Philippeville.

(*Arch. Guerre. R. F.*)

beaucoup de détails relatifs au mouvement qu'il avait projeté, et pour maintenir l'esprit public. Une escorte de 50 hussards, qu'il avait commandée, se fit longtemps attendre, et le général, qui voyait s'écouler l'heure du rendez-vous du prince de Cobourg, ne prévoyait d'ailleurs aucun événement funeste, laissa un de ses aides de camp pour indiquer à cette escorte la route qu'elle devait prendre, et partit avec le duc de Chartres, les colonels Thouvenot et Montjoye, les demoiselles de Fernig et quelques aides de camp, n'ayant pour escorte que huit hussards d'ordonnance, ce qui formait à peu près un groupe de 30 chevaux. Il prit ainsi tranquillement la route de Condé, pensant profondément à tout autre chose qu'à ce qui allait arriver, qu'il ne pouvait pas avoir prévu.

Arrivé à une demi-lieue de cette place, entre Fresnes, sur l'Escaut, et Doumet, il vit arriver de Condé un adjudant général de la part du général Neuilly, qui lui dit que la garnison était en grande fermentation, qu'il ne serait peut-être pas prudent d'y entrer, et qu'il fallait attendre que ce mouvement se décidât pour ou contre.

Se trouvant trop près pour reculer, il renvoya cet officier, avec ordre au général Neuilly de faire sortir le 18e régiment de cavalerie pour venir à sa rencontre, et il dit à l'adjudant qu'il l'attendrait à Doumet.

Il venait de rencontrer sur le grand chemin une colonne de volontaires qui marchaient sur Condé avec leurs bagages et leur artillerie (1).

Etonné de cette marche, qu'il n'avait point ordonnée, il avait demandé à des officiers de ce bataillon où ils allaient, ils lui avaient répondu qu'ils allaient à Valenciennes. Il leur dit qu'ils lui tournaient le dos et qu'ils allaient arriver à Condé. Il était alors au milieu d'eux, et s'étant arrêté au bord d'un fossé pour les laisser passer, il ne conçoit pas comment il ne fut pas arrêté alors. C'était en ce moment

---

(1) « C'était un bataillon national, le 3e de l'Yonne, commandé par son lieutenant-colonel, Davout, le futur maréchal de l'Empire, duc d'Auerstadt, prince d'Eckmühl; Davout assurait que l'âme de Le Peletier-Saint-Fargeau avait passé dans la sienne et que la République « surnagerait à toutes les trahisons et aux attaques des despotes coalisés ». Davout avait rencontré, la veille, l'adjudant Pille que Dumouriez envoyait aux Autrichiens et, convaincu de la trahison du général, il avait, de son propre mouvement, quitté le camp pour se rendre à Valenciennes, auprès des commissaires de la Convention. Mais le hasard amène sur son chemin celui qu'il traite de *scélérat* et de *monstre;* il peut, en l'arrêtant, « sauver la République » et mettre fin à « la crise »; il ordonne à ses volontaires de poursuivre Dumouriez... »

(*Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, p. 220.*)

qu'était arrivé le message du général Neuilly. Alors combinant ensemble le rapport qu'il venait de recevoir sur la garnison de Condé et la marche irrégulière de ce bataillon, il s'écarta à cent pas du grand chemin, pour entrer dans la première maison de Doumet, et donner un ordre par écrit à ce bataillon de retourner au camp de Bruille (St-Amand), d'où il était parti.

Dans le moment la tête de cette colonne rebroussa chemin et se porta sur lui à toutes jambes et avec des cris tumultueux. Alors il remonta à cheval, et s'éloigna au petit trot jusqu'à un petit canal, qui bordait un terrain marécageux. Des cris, des injures, et surtout le mot « *Arrête, arrête!* » le forcèrent à passer ce fossé. Son cheval ayant refusé de le franchir, il fut obligé de le passer à pied. Quand il fut de l'autre côté, les coups de fusil avaient succédé aux cris de la tête, et toute la colonne était ébranlée, la tête et le centre cherchant à toute course à le joindre, la queue rebroussant chemin avec la même rapidité, pour lui couper la communication avec le camp de Bruille qu'il voulait regagner.

En ce moment il courut le plus grand danger. Il était à pied. Les volontaires auraient joint Dumouriez si l'on n'avait crié « *en retraite!* » ignorant ce qui se passait derrière eux, ils revinrent sur leurs pas et laissèrent échapper le général.

Le baron de Shonberg, son neveu, qui l'avait joint la veille à travers mille dangers, avait mis pied à terre, et voulait absolument, en se sacrifiant, lui donner son cheval. Il ne voulut jamais y consentir. Il monta enfin sur le cheval d'un domestique du duc de Chartres, qui, étant très leste, se sauva à pied. Son cheval fut pris et mené en triomphe à Valenciennes. Deux hussards furent tués, ainsi que deux domestiques du général, dont un portait sa redingote. Le colonel Thouvenot eut deux chevaux tués sous lui et sauva en croupe le fidèle Baptiste, qui perdit aussi deux chevaux. L'infortuné Quantin, son secrétaire, fut pris et a péri sur un échafaud ; ce jeune homme était plein d'esprit, de courage, de patriotisme et d'attachement.

Le général, ne pouvant plus rejoindre son camp, longea l'Escaut, et arriva, toujours poursuivi d'assez près, à un bac (1), en avant du village de Wiers en pays impérial : il y passa lui sixième. Les autres gagnèrent à toute course le camp de Maulde, au travers des coups de fusils. Dès qu'il fut passé, il gagna à pied, au travers des marais, un petit château, dont on lui ferma d'abord la porte, mais dès qu'il se fut nommé, il fut reçu avec la plus grande cordialité par ces bons

---

(1) « Le bac de la Boucaulde », dit Chuquet.

Belges. Il continua sa route à pied vers Bury, où était une division du régiment de dragons impériaux de Latour, commandée par un major très honnête.

Il écrivit sur le champ au colonel Mack et il prit quelque nourriture, dont il avait grand besoin. Il avait déjà été rejoint par le fidèle Baptiste, qui, traversant tout le camp, était revenu par Mortagne et avait mis l'alarme partout.

Il apprit par lui et par les nouvelles qu'il reçut dans la journée, que le projet du bataillon avait été ignoré, qu'à la nouvelle de leur désertion et de *l'assassinat* du général, l'indignation la plus vive avait éclaté, que l'escorte des hussards, à laquelle s'était joint d'autre cavalerie, avait poursuivi ce bataillon, qui rebroussant chemin, s'était enfui dans Valenciennes. On lui dit que tout le camp était inquiet et le demandait (1).

« La masse des volontaires, tumultueuse, raisonneuse, politiquante, dépassait encore l'artillerie en républicanisme. Les assemblées avaient bien jugé que les gardes nationaux, bouillants, exagérés, tout pleins de la ferveur révolutionnaire, opposeraient leur enthousiasme à l'obéissance aveugle de l'armée de ligne, trop souvent idolâtre de ses chefs.

C'étaient, disait-on, non pas des soldats gagés, mais les enfants chéris de la liberté; ils apportaient dans les camps des idées plus prononcées; ils seraient un obstacle éternel à toute ambition. Eux aussi, comme l'artillerie, avaient refusé d'obéir à La Fayette. Ce furent eux qui, les premiers, dans les camps de Maulde et de Bruille, s'élevèrent contre Dumouriez, et ils entraînèrent toute l'armée (2).

Il était déjà trop tard lorsqu'il reçut ces nouvelles, continue Dumouriez, pour aller rejoindre son armée; d'ailleurs, il avait nécessairement à raisonner avec le colonel Mack, qu'il attendait, ayant manqué le rendez-vous du matin. Ce colonel arriva le soir; le général, après lui avoir raconté l'assassinat auquel il venait d'échapper, lui dit que ce n'était qu'un crime particulier, qui, bien loin d'influer sur l'esprit de son armée, ne devait nécessairement servir qu'à fortifier ses sentiments pour son chef et à rompre tout ce qui pouvait encore lui donner quelque communication avec les anarchistes : qu'en conséquence, bien loin d'être découragé, son projet était de se rendre à la pointe du jour dans son camp, de se remettre à la tête de ses soldats, qui le redemandaient à grands cris, et de suivre son plan avec vigueur et sans ménagement. Le colonel Mack, très connaisseur en vertus mili-

---

(1) *Dumouriez. Mémoires.*
(2) *Arth. Chuquet, Trahison de Dumouriez, p. 210.*

taires, a avoué depuis que ce genre de courage avait paru plus étonnant que celui qu'on montre dans une bataille. S'il avait pu lire alors dans l'âme du général, il aurait vu que cette sécurité apparente était mêlée d'une grande inquiétude, fondée sur l'exemple de La Fayette. Mais son parti était pris, il voulait se sacrifier jusqu'à la fin, pour que son armée ne pût pas dire un jour, que la défection venait de lui, qu'il avait été rappelé, et qu'il s'était refusé aux vœux de ses soldats.

Il passa une partie de la nuit à rédiger, avec le colonel Mack, la proclamation du prince de Cobourg, qui parut en date du 5 avril, imprimée à la suite de celle du général Dumouriez. Dans cette proclamation, le général impérial disait qu'il n'était qu'auxiliaire, que l'intention de son souverain était de ne faire aucune conquête, mais de ramener la paix et l'ordre en France et d'y coopérer avec le général Dumouriez, dont il adoptait les principes exprimés dans sa proclamation.

Proclamation de Cobourg

Aussitôt après l'arrestation des commissaires de la Convention, le général envoya Montjoye pour en prévenir le colonel Mack, et convenir d'un rendez-vous pour achever le traité, qui devenait plus nécessaire que jamais, et convenir des mesures réciproques à prendre, d'après la conduite que tiendrait l'armée après un aussi grand éclat.

Ayant appris qu'il devait y avoir à Anvers un congrès des ministres des puissances coalisées, il fit partir le général Valence pour Bruxelles, afin d'en être à portée. Il composa dans la nuit un court manifeste qui fut mis à l'ordre le lendemain; il y rendait compte des faits de la veille et des motifs qu'il avait eu pour arrêter les commissaires de la Convention. Il insista surtout sur la nécessité d'avoir des otages pour arrêter les crimes que les Jacobins pourraient se permettre à Paris en apprenant cette nouvelle (1).

« Vous voyez, dit Dumouriez à Mack, ce qu'ont pu sur l'armée les insinuations des représentants qui sont à Valenciennes. Ces commissaires font planer sur moi un soupçon terrible. Ils prétendent que je trahis, que j'ai reçu votre or et qu'au lieu de marcher sur Paris, je veux vous abandonner les forteresses de la frontière et livrer la France aux ennemis extérieurs. » Il décrivit ensuite, rapporte Mack, avec toute la force de son éloquence, les périls inévitables de son entreprise, et

---

(1) *Cf. Dumouriez. Mémoires.* (*Op. cit.*)

conclut qu'une proclamation du prince de Cobourg était la seule ressource : cette proclamation affirmerait avec la plus grande clarté les véritables desseins de Dumouriez; elle dirait qu'il voulait maintenir l'intégrité du territoire et que Cobourg s'engageait solenellement à lui rendre les places de France où il mettrait garnison.

Tous les officiers présents approuvèrent Dumouriez et déclarèrent comme lui qu'une semblable proclamation était l'unique moyen de salut qui restait; on ne saurait la publier trop tôt et, pour rassurer les esprits, la répandre à trop d'exemplaires. Après avoir objecté que le cas était tout à fait imprévu et que Cobourg n'avait pas pleins pouvoirs, Mack se rendit aux raisons de Dumouriez.

Le général rédigea sur le champ la proclamation. Elle était adressée aux Français et débutait par un pompeux éloge de Dumouriez, « homme vertueux », qui aimait véritablement sa patrie et voulait lui donner « un gouvernement sage et solide », Or, ces sentiments de Dumouriez étaient conformes au vœu de Sa Majesté Impériale et de Sa Majesté prussienne. Que désiraient les souverains alliés? Que désirait tout ce qu'il y avait en France d'honnête et de sensé, sinon la fin des « attentats », la fin des « bouleversements », la fin de tant de « convulsions » et de malheurs qui déchiraient une nation grande et généreuse? Cobourg déclarait donc qu'il soutiendrait Dumouriez et qu'au besoin ses soldats s'uniraient aux soldats français « en amis et en compagnons d'armes », pour rendre à la France son roi constitutionnel.

Il affirmait sur sa parole d'honneur qu'il n'entrait pas en France pour faire des conquêtes; il regarderait comme un dépôt sacré toute place qui lui serait remise et il restituerait ce dépôt dès que Dumouriez ou le nouveau gouvernement de la France le réclamerait. Ses troupes, disait-il encore, ne commettraient aucun excès; elles respecteraient les personnes et les propriétés; tout soldat autrichien qui se permettrait la moindre violence, serait, sur le champ, puni de mort.

Prudhomme reconnaît que « *jamais depuis le commencement de la Révolution, proclamation étrangère ne fut plus adroite ni plus perfide.* » *(Révolutions de Paris, n° 195, p. 97.)*

Mack emporta la proclamation. Mais, avant de le quitter, Dumouriez lui fit une dernière demande. On devait tout prévoir; si la chance venait à tourner, s'il était forcé de quitter son armée, il emmènerait ses meilleures troupes, son état-major, quelques généraux. Pouvait-il espérer que Sa Majesté Impériale et Royale prendrait ces

Français à sa solde, qu'Elle les traiterait avec estime et les emploierait aux opérations de la campagne?

« Soyez sans inquiétude, répondit Mack; je ne sais si vos troupes entreront au service de l'Autriche ou de l'Empire; mais c'est tout un, et, quoiqu'il arrive, nous saurons prendre des arrangements pour assurer votre sort et celui de vos compagnons. »

Cobourg signa la proclamation. On comprend aisément les motifs qui le déterminèrent et lui-même les a plus d'une fois exposés avec vigueur. Il n'avait pas une seule pièce de siège, et ses renforts, comme sa grosse artillerie, ne devaient arriver que dans une semaine. Puisqu'il était impossible d'investir une seule place de la frontière, ne valait-il pas mieux signer la proclamation et entrer dans les forteresses sans coup férir?

A la vérité, Cobourg promettait de les regarder comme « un dépôt sacré ».

Mais elles couvraient les Pays-Bas et abritaient l'armée impériale. Lors même que Cobourg, fidèle à sa parole, rendrait ses places de sûreté, que d'avantages l'Autriche recueillait de cette occupation momentanée. Qu'il serait facile d'assiéger et de prendre ensuite des forteresses dont on aurait acquis une connaissance exacte! D'ailleurs, pendant ce temps, l'armée de Dumouriez serait aux prises avec la Convention : qu'elle fût victorieuse ou vaincue, Cobourg gagnerait du temps, il recevrait les instructions de l'Empereur, il profiterait des nouveaux désordres que l'entreprise du général causerait en France, il entamerait des négociations sûrement fructueuses. Enfin, Cobourg seul, promettait de ne pas faire de conquêtes. Cobourg seul s'engageait à rendre les forteresses. La cour de Vienne pourrait le désavouer, déclarer qu'il avait agi sans l'autorisation de son souverain. « Alors, disait Cobourg, on retournait au point d'où l'on était parti, et non seulement on ne perdait rien, mais on gagnait beaucoup. » (1) On convint encore, avant de se séparer, que le général, dès qu'il serait maître de Condé, y introduirait une garnison autrichienne pour pouvoir en faire un dépôt de subsistances pour l'armée impériale, dans le cas où elle serait forcée d'opérer pour soutenir Dumouriez; qu'on lui donnerait sur le champ tel secours qu'il demanderait, qu'il spécifierait le nombre d'infanterie et de cavalerie, la partie où il devait opérer, soit par jonction de troupes, soit par une ou plusieurs diversions séparées; que cependant Dumouriez n'y aurait recours que dans un cas de nécessité absolue, car il paraissait plus convenable qu'il essayât

---

(1) *Arth. Chuquet. La Trahison de Dumouriez, pp. 221-224.*

d'opérer avec ses seules troupes ; que dans ce cas, les Impériaux resteraient neutres et ne dépasseraient par leurs frontières.

Le départ de l'Artillerie

Le 5 avril à la pointe du jour, Dumouriez, avec une escorte de 50 dragons du régiment de Latour, se porta sur Mortagne et Maulde. Il avait prévenu le colonel Mack de ce mouvement, et Mack « n'en pouvait croire ses oreilles ; le général, répétait-il, montrait, en retournant à Maulde, un courage plus étonnant que sur les champs de bataille ! (1)

A Mortagne, les régiments de Vivarais et le Royal Suédois l'acclamèrent en criant : Vive Monsieur Dumouriez ! puis : Vive le Roi ! Au nom de Louis XVII il fit reconnaître un nouveau lieutenant-colonel au 71e régiment ; mais plus loin, à Maulde, il remarqua quelques visages sombres, il entendit quelques propos factieux.

Tout était dans l'agitation, raconte Théophile Fernig, et les regards sombres de quelques-uns de nos camarades nous disaient assez qu'ils nous confondaient avec les traîtres.

Dumouriez se dirigeait sur Saint-Amand quand un aide de camp vint l'avertir que l'artillerie, excitée par les émissaires de Valenciennes, s'était insurgée, avait attelé ses pièces et se disposait à partir pour se rendre dans cette ville (2).

***

Voici, à propos du départ de l'artillerie deux pièces inédites, croyons-nous :

Dans une lettre datée de 1819, par laquelle la comtesse de Boubers (3) annonçait la mort de son mari, elle relatait les faits suivants :

« Mon mari a sauvé au camp de Maulde, le parc d'artillerie et le

---

(1) *A. Chuquet. Op. cit.*

(2) D'après la déposition du lieutenant d'artillerie Chuitcheler *(Arch. Guerre, R. F., 5 avril 1793)*, Dumouriez se serait porté sur Saint-Amand à la nouvelle du départ de l'artillerie et aurait harangué les canonniers qui l'écoutèrent froidement, continuèrent leurs préparatifs de départ et gagnèrent Valenciennes sous la conduite du directeur du parc Bollemont et des lieutenants-colonel Songis et Boubers. Le convoi comprenait 80 pièces, 500 voitures et 1,400 hommes.

(3) *Alexandre-François-Joseph Boubers* dont on a parlé à la suite de la bataille de Jemappes.

» trésor, en les dirigeant sur Valenciennes, lorsque le général Dumou-
» riez voulait s'en emparer au moment où il émigra. »

» Elle ajoute que c'est le général Dumouriez qui consigne ce fait
» dans le 10e chapitre du second livre de ses Mémoires. Ce fait n'est
» pas constaté au Bureau des Etats-Majors, mais M. le général
» Evain (1) en a peut-être connaissance. » Cette pièce porte en marge la mention : « Consulter M. le baron Evain ».

Voici la réponse d'Evain :

Bureau de l'Artillerie Paris, le 12 mai 1820.

« Monsieur et cher collègue,

» J'ai reçu la lettre du 5 de ce mois par laquelle vous me demandez
» à connaître s'il est constaté dans les archives de l'artillerie, que
» M. le maréchal de camp comte de Boubers ait sauvé au camp de
» Maulde, le parc d'artillerie et le trésor, lorsque le général Dumou-
» riez voulait s'en emparer au moment où il émigra.

» Les recherches que j'ai fait faire à ce sujet n'ont produit aucun
» résultat ; mais je crois devoir ajouter que ce fait d'armes passait pour
» constant à l'armée du Nord, où j'arrivai deux mois après.

» Veuillez agréer l'assurance de mon sincère attachement.

Le Directeur de l'artillerie du génie,
(Signé) Bon EVAIN. »

***

Le corps de l'artillerie, dit Dumouriez, est la force de l'armée française ; ce corps, sentant son importance, et pouvant passer pour la garde prétorienne de la révolution, avait aussi un plus grand nombre de clubistes et d'orateurs que les autres. Sa désertion, qui fut connue tout de suite dans les deux camps, entraîna celle d'une partie des troupes et répandit la confusion et le désordre dans tout le reste.

Et M. Arthur Chuquet : l'artillerie était résolument républicaine. Elle faisait la force de l'armée et sentait son importance. Dumouriez

---

(1) *Evain (Louis-Auguste-Frédéric)*, qui fut ministre de la guerre en Belgique de 1832 à 1836, était né à Anvers en 1775. Il était colonel en 1809, général en 1813, après avoir débuté dans l'artillerie en 1791. Envoyé en mission en Belgique en 1831, le Roi Léopold Ier lui conféra le grade de lieutenant général inspecteur de l'artillerie.

(*Cf. Les Conscrits de 1813.*)

l'a nommée très justement la garde prétorienne de la Révolution. On la vit, à la nouvelle de la fuite de Louis XVI, courir de Metz à Varennes en jurant à ses officiers de tirer son premier coup sur la berline royale et le second sur eux-mêmes s'ils trahissaient leur devoir. Ce furent les canonniers qui les premiers acclamèrent au camp de Sedan la journée du 10 août. Le lieutenant-colonel du 6e régiment, Galbaud, protestait à Strasbourg contre l'arrestation du Jacobin Laveaux, et, du camp de Douzy, dénonçait à l'assemblée législative les projets de Lafayette. L'artillerie, lit-on dans un rapport du temps, est un corps bien précieux pour la République, elle a le plus incorruptible patriotisme et soutient efficacement la cause de la liberté.

Quant au trésor de l'armée, lequel contenait un million en numéraire, il ne fut pas sauvé, comme l'indique la lettre que nous avons donnée plus haut, par le colonel de Boubers. D'après le rapport de Lequinio, cité par A. Chuquet, Dumouriez, l'avait confié aux chasseurs du colonel Segond de Sederon qui s'en emparèrent malgré les efforts de leurs chefs, et le conduisirent à Valenciennes.

Conséquences du départ de l'Artillerie

« *L'artillerie part!* » Cette nouvelle se répand aussitôt dans le camp de Maulde. Les volontaires, surtout les Parisiens et avant tous les autres, ceux du 10e bataillon ou des Amis de la patrie, et du bataillon de la commune ou des Arcis, se prononcent avec violence contre Dumouriez.

Ils envoient des députations aux troupes de ligne. Quelques régiments hésitent : le 17e (Auvergne); le 43e (Royal-Vaisseaux); le 45e (La Couronne); le 71e (Vivarais); le 89e (Royal-Suédois), tiennent encore pour le général et manifestent ouvertement leurs sympathies : « Nous n'avons rien à craindre, Dumouriez est brave et ne nous trahira pas. »

Mais on les entoure de toutes parts, on les sollicite. N'ont-ils pas vu les dragons de Latour?

N'est-il pas évident que le général s'entend avec les Impériaux, qu'il a promis de fuir, devant eux, qu'il n'est là que pour leur frayer la route et leur livrer la France?

Ce fut en effet la faute la plus grave de Dumouriez, *son escorte autrichienne* le perdit sans retour. « Cette sottise, disaient les commissaires de Valenciennes, nous servira beaucoup et achève de ruiner son projet. »....

» Dumouriez comptait encore sur les troupes de Bruille. Mais à la

même heure où l'artillerie l'abandonnait, il apprenait que Rosières, Kermovan, Davaine, avaient levé leur camp pendant la nuit. Le 4 avril, Rosières mandait, de son quartier général de Forêt, aux commissaires de la Convention que presque tous ses chefs de corps avaient résolu de se rendre à Valenciennes. « Respect à la loi, ajoutait-il, mourir pour la liberté, l'égalité et la République, c'est ma profession de foi. »

» En vain, Dumouriez tentait de rallier les régiments de ligne qu'il rencontrait. « Les volontaires et les canonniers veulent quitter le camp, leur disait-il, retenez-les, forcez-les à faire cause commune avec vous. » On lui répondit que les troupes de ligne ne combattraient jamais leurs camarades et leurs compatriotes. »

Au-dessus de la République et de la Convention l'Armée plaçait la patrie. On avait cru jusqu'alors que l'assemblée ordonnait l'arrestation de Dumouriez parce qu'il avait perdu la bataille de Neerwinden et abandonné la Belgique, et le soldat regardait cet ordre comme un outrage personnel.

Mais qu'avait fait Dumouriez des commissaires de la Convention et du ministre de la guerre? En vain, il affirmait, dans ses proclamations qu'ils les avaient « mis en lieu sûr »; on savait qu'il les avait livrés aux Impériaux.

Et il livrait encore à l'ennemi Pille, Le Cointre, les volontaires de Saône et Loire! Il recevait à tout instant des parlementaires autrichiens!

Il venait de conclure une trève, et sur la frontière, les soldats de Clerfayt et de Cobourg ne cachaient pas aux Français que tout allait finir; ils appelaient de loin les soldats de Vivarais, leur parlaient avec amitié, leur disaient qu'ils ne pouvaient souffrir les volontaires, *nix bleu*, *nix bleu*, mais que « *les habits blancs* » étaient leurs camarades et n'avaient rien à craindre.

Dumouriez était donc d'intelligence avec l'Aurtiche! On parla « d'indignes manœuvres », « de trahison », et une fois le mot *traître* prononcé, Dumouriez était perdu.

Sur le sol belge, à Tournai, des soldats mandaient à leurs amis de Valenciennes qu'ils ne suivraient le général que s'il battait les ennemis et mettait la frontière à couvert de l'invasion, et loin de repousser les Autrichiens, Dumouriez demandait leur appui! Il ouvrait la France à l'étranger!

Le sentiment national se révolta chez ces hommes uniquement voués à la Patrie. Ils ne comprenaient pas qu'on pût être Français et le rester sous le drapeau des *Kaiserlicks*.

Ils refusèrent de tourner casaque, de s'unir, comme disait le comité

lillois, aux tyrans d'Autriche et de traiter en compagnons d'armes et en frères, ces Impériaux qu'ils venaient de combattre.

« Nous réprouvions hautement les actes sanguinaires de la Convention, rapporte plus tard un modéré, adjudant-major au 2e bataillon des Ardennes et nous ne nous serions nullement opposés à son renversement ; mais, avant toute considération politique, la défense du territoire sacré de la République contre les agressions de l'étranger était notre unique mobile, et ce sentiment de patriotisme nous porta à quitter sans ordre, le camp de Maulde, où Dumouriez avait paru à la tête de la cavalerie autrichienne (1).

Une partie des officiers généraux, n'attendant qu'une occasion, s'empressa d'emmener à Valenciennes des divisions entières. Ceux qui étaient restés fidèles, soit à la personne, soit aux principes du général, au lieu de se montrer à leurs troupes, étaient frappés de terreur, se cachaient ou pensaient à leur propre salut.

Le général Lamarlière avait toujours paru un des plus ardents ennemis de l'anarchie; il était chef d'état-major de l'armée des Ardennes et dans la confidence intime du général Valence, qui, en partant pour Bruxelles, lui avait confié ses équipages, le priant de les lui faire passer à Tournai; Lamarlière, ajoutant « la friponnrie à la scélératesse », s'appropria l'argent, les chevaux et les effets de son général en chef et se rendit à Valenciennes.

Le général était à Rumegies, occupé à dicter les ordres pour l'armée, lorsqu'on vint lui apprendre ces détails. Il n'y avait plus de ressources et l'on ne pouvait plus s'occuper que de sa propre conservation. S'il restait à Rumegies, il tomberait, tôt ou tard, au pouvoir des troupes qui le désavouaient et le répudiaient, dit encore Arth. Chuquet. Il monta à cheval avec les deux frères Thouvenot, le duc de Chartres, le colonel Montjoye, le lieutenant-colonel Barrois, deux ou trois officiers d'état-major et quelques aides de camp, sans nulle escorte et il se retira à Tournai, où il descendit chez le général Clerfayt.

Une heure après, on vit arriver cinquante cuirassiers, un demi-escadron de hussards de Saxe et le régiment entier de Bercheny. Ces braves gens avaient emmené et escorté jusqu'à Tournai les équipages du quartier général de l'état-major. Cependant, les chevaux de monture du général furent emmenés par un de ses palefreniers, qui déserta.

Ces troupes et quelques autres qui arrivèrent peu à peu, dit

---

(1) *Cf. A. Chuquet. Op. cit.*

Dumouriez, montant à environ 700 chevaux et 800 hommes d'infanterie, sont venus de leur plein gré et sans être sollicités; et c'est ce qui rend le général d'autant plus sensible au sort de ces braves compagnons de sa gloire précédente, de ses revers et de sa dernière infortune. Au moment de se retirer de France, le général n'invita personne à le suivre. Son plan était totalement manqué; quelques hommes de plus ou de moins de l'autre côté ne laissaient rien aux suites. Chacun de ces individus avait une famille et des intérêts chers; il ne cherchait point à multiplier inutilement les malheureux; ainsi ceux qui ont suivi son sort ont le mérite réel de l'avoir fait d'eux-mêmes et sans séduction.

Dans la confusion universelle, tous les ordres furent mal rendus ou mal entendus. Le lieutenant général Vouillers, commandant l'avant-garde, ne reçut que le 6 celui de resserrer ce corps sur le camp de Maulde; c'était l'élite de l'armée. Il n'était plus possible que le général Vouillers exécutât cet ordre; il prit le parti de se retirer à Tournai, ainsi que les maréchaux de camp Neuilly, qui avait abandonné Condé, de Bannes, Segond et Dumas et quelques chefs de bataillons de volontaires. Ils ont ensuite été rejoints par le lieutenant général Marassé, les maréchaux de camp Ruault, Berneron et le colonel Arnaudin, de la division d'Anvers, qui, apprenant sur la frontière la retraite des généraux de la grande armée, prirent le parti de rester aussi sur le territoire impérial.

Le trésor de l'armée contenait deux millions en numéraire. On l'avait mené de Saint-Amand à Fresnes entre Condé et Valenciennes. Un bataillon de chasseurs, qui le gardait, délibérant pour se le partager, décida, pour éviter le carnage, de s'en faire un mérite et de le conduire à Valenciennes. Soliva, commissaire-ordonnateur de l'armée des Ardennes, courut après eux avec un escadron du régiment de dragons de Bourbon, le reprit presque sur le glacis de Valenciennes et le ramena à Fresnes; mais de nouveaux bataillons arrivant, il fallut encore l'abandonner. Soliva et les dragons se retirèrent par Mons.

Il était possible de le sauver par Bruille et Mortagne; mais la confusion empêchait de prendre de bons partis dans un moment aussi extrême, aussi critique et aussi rapide. S'il eût été sauvé, la position du général et de ceux qui l'ont suivi eût été bien différente et ce corps se fût bien vite grossi, parce qu'il eût été en état de payer plus de monde, au lieu qu'il était sans argent. Cette circonstance fâcheuse prouve au moins que le trésor n'avait pas été entamé et qu'il l'avait négligé comme moyen de corruption. Le général y avait attaché très

peu d'importance, en quoi, comme chef de parti, il a eu très grand tort (1).

Le général à Mons. — Etablissement des Français à Leuze. Congrès d'Anvers. — Seconde proclamation du prince de Cobourg. — Départ du général pour Bruxelles.

Après avoir raisonné sur la bizarrerie du funeste événement avec le général Clerfayt, qui donna les ordres pour recevoir tous les Français qui arriveraient et les loger dans les villages autour de la petite ville de Leuze qui fut fixée pour la résidence des officiers généraux et de l'état-major français, le général partit pour Mons avec le duc de Chartres, Thouvenot le cadet, Montjoye et Barrois et il passa par Bury pour convenir avec le commandant des avant-postes impériaux des moyens de protéger la retraite de ceux qui viendraient le rejoindre.

Les Impériaux, dans cette circonstance, ont été très fidèles à la trève; il est certain que s'ils eussent voulu la rompre et s'ils eussent marché sur les deux camps français, dans la journée du 5, au milieu de ce désordre, ils eussent détruit entièrement l'armée. Ils sont très louables à cet égard; cependant, sans se souiller de la perfidie de rompre la trève, ils auraient, peut-être, dû faire un mouvement et prendre le même jour la position du camp de Maulde, en poussant des têtes à Saint-Amand; non seulement ils n'auraient trouvé aucune résistance, mais ils auraient ramené plusieurs bataillons, qui restèrent errants pendant plus de vingt-quatre heures et ils auraient trouvé le camp de Maulde abandonné, ce qui aurait été très utile aux Français réfugiés chez eux. Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'applaudir à cette fidélité à leurs engagements; leurs motifs et leur conduite sont très respectables, ainsi que la cordialité avec laquelle ils reçurent les Français réfugés, qui certainement avaient été les plus braves de leurs ennemis.

Le colonel Mack se trouva à Bury et après avoir concerté toutes les mesures, ils partirent ensemble pour Mons dans la voiture du général. Il fut convenu que les Impériaux feraient sur-le-champ le blocus de Condé; cette place devait être sommée au nom du général Dumouriez, qui écrivit cette sommation et la remit le lendemain à l'état-major impérial. Il fut ensuite convenu que, vu la malheureuse circonstance qui avait empêché d'amener le trésor de l'armée, il serait

---

(1) *Dumouriez. Mémoires.*

dressé un état effectif de tous les officiers et soldats qui avaient accompagné le général ou qui viendraient le joindre; qu'on leur paierait les appointements et leurs grades sur le même tarif qu'en Empire, en ayant soin de former ces troupes sur le même pied, avec le même nombre proportionnel d'officiers, relativement à celui des soldats; qu'un commissaire des guerres impérial serait attaché à ce corps avec le commissaire des guerres français, pour garantir la justesse des états de situation; qu'il serait remis du trésor de l'armée impériale une avance de trente mille florins entre les mains de l'état-major français pour la paye; que le général Dumouriez aurait le traitement de feldzeugmeister, général d'artillerie; que cette paye ne serait regardée que comme une avance ou un prêt fait au parti du général Dumouriez, qui s'engageait, dès qu'on aurait fait un progrès quelconque en France, à faire rembourser cette avance à la caisse militaire impériale.

En conséquence de ces arrangements, le général Dumouriez, d'après l'ordre du prince de Cobourg, fit verser dans la caisse du petit corps d'armée française, établi à Leuze, dix mille florins, ne voulant pas, par délicatesse, prendre à la fois les trente mille, parce que si on faisait une entrée prompte en France, il se pourrait trouver que cette somme eût suffi en pénétrant dans l'intérieur.

Le général invoque le témoignage du prince de Cobourg, du colonel Mack et de l'état-major impérial sur son désintéressement personnel, qui a sans doute servi à appuyer la calomnie qui l'accusait d'avoir fui avec des trésors. Il fut encore décidé que le général, en attendant l'emploi qu'on ferait de sa troupe, aurait à l'armée un logement à portée du prince de Cobourg. En conséquence, le quartier général impérial ayant été assigné à Boussu, on marqua le sien à *l'abbaye de Saint-Ghislain*.

Le général Dumouriez témoigne ici sa reconnaissance à tous les officiers généraux de cette armée, qui l'ont traité avec les égards les plus distingués. L'archiduc Charles l'a comblé de bontés particulières, ainsi que le prince de Cobourg. C'est dans ces circonstances que s'est cimentée, entre le colonel Mack et lui, une amitié que rien ne diminuera jamais de sa part. Le colonel Mack est un officier d'un rare mérite et d'une grande vertu. La confiance sans bornes que l'armée impériale avait en ses talents est une juste récompense des grands services qu'il a rendus. Il est à souhaiter, pour l'intérêt de la maison d'Autriche, que sa faible santé se rétablisse.

Pendant les deux jours que le général Dumouriez passa à Mons, il eut à se louer de la manière dont les habitants l'accueillirent. Il

avait éprouvé la même justice à Tournai et à Leuze et il l'a trouvée dans tous les Pays-Bas. Ce peuple bon et sensible appréciait les services que lui avait rendus le général, surtout à son retour de la Hollande et dans la retraite de l'armée.

Le prince de Cobourg eut aussi une attention très délicate. Le général ayant vu passer dans Mons un corps de deux cents chasseurs, émigrés, qui allaient joindre l'avant-garde de l'armée, représenta que le mélange de cette troupe avec la sienne ne pouvait que produire un mauvais effet, surtout en rentrant en France; le prince de Cobourg fit sur le champ donner contre-ordre à ces chasseurs et les renvoya du côté de Namur, pour servir à l'avant-garde du corps d'armée séparé du prince de Hohenlohe.

Le prince de Lambesc-Lorraine vint aussi témoigner au général Dumouriez sa reconnaissance sur le service essentiel qu'il avait rendu à sa maison, par esprit d'équité, étant ministre des affaires étrangères, en empêchant l'injuste confiscation de ses biens et de ceux de Madame la princesse de Vaudémont.

Le prince de Cobourg, partit le 7, avec le colonel Mack, pour se rendre au Congrès d'Anvers, d'où il revint le 8 au soir. Le général alla passer ces deux jours à Leuze, au milieu de ses camarades, dont il dissipa les inquiétudes, en leur annonçant ce qui avait été fixé pour eux.

Le général Vouillers prit le commandement de cette troupe et Dumouriez travailla avec le général Thouvenot, chef de l'état-major, à un règlement pour déterminer son organisation, qu'il fallait refondre entièrement pour l'adapter à la formation des troupes impériales, surtout ces réfugiés n'étant composés que de fragments de différents corps et n'y ayant en entier que le régiment de Bercheny.

Le général quitta avec beaucoup de regrets les compagnons chéris de ses travaux et de ses infortunes, le 8 au soir; il semblait pressentir qu'il ne retournerait plus avec eux. Il arriva le 9 au matin à Mons, où il trouva le prince de Cobourg, prêt à se rendre au quartier général de Boussu. Il alla l'y trouver, traita encore quelques affaires et s'installa le soir même à l'abbaye de Saint-Ghislain.

Le 10 au matin, on apporta au général une proclamation du prince de Cobourg, datée du 9, qui anéantissait entièrement celle du 5 et spécifiait expressément qu'il allait opérer pour le compte de son Souverain et qu'il s'emparerait, à titre d'indemnité et de conquêtes, de toutes les places qu'il pourrait prendre.

Cette seconde proclamation avait été donnée au retour du Congrès d'Anvers, en conséquence de ce qui avait été arrêté entre les ministres

des puissances coalisées. Le général vit alors que son traité était entièrement rompu et sans chercher à réclamer inutilement sur ce changement subit, qu'il jugeait irrévocable, il ne consulta que son caractère et ses principes et il se sacrifia.

Il se rendit sur le champ au quartier général et dit franchement au prince de Cobourg qu'il venait le remercier des bontés personnelles qu'il lui avait témoignées; qu'il voulait continuer à mériter son estime; que lorsqu'il s'était lié avec lui par ce traité, ce n'avait été que pour opérer la régénération de la France et non pas son démembrement; qu'il n'entrait dans aucune discussion sur les motifs des puissances coalisées qui ne le regardaient pas; mais que lui personnellement, ne croyant pas pouvoir coopérer à la diminution du territoire français et y employer, ou son influence ou ses médiocres talents, il se croyait obligé de se retirer et qu'il le priait de lui accorder un passeport.

Le prince de Cobourg ne put que donner des éloges à cette délicatesse. L'archiduc Charles lui témoigna la même estime, ainsi que le colonel Mack et le général partit pour Bruxelles.

Avant de partir, il eut le plaisir de s'assurer la confirmation du sort de ses camarades; ils sont bien traités et employés dans l'armée impériale, où certainement ils soutiendront leur réputation (1).

Arrivé à Bruxelles, il expliqua ses motifs au comte de Metternich, ministre plénipotentiaire des Pays-Bas, dont il reçut l'accueil le plus amical et il prit un passeport pour l'Allemagne. *(Mémoires de 1794).*

« *Vive la République!* écrivait Lequinio dans la soirée du 5 avril; nous avons éprouvé cinq jours et quatre nuits de chagrins et de fatigues continuelles. Mais l'armée est séparée des traîtres, presque tout nous arrive. Voilà la pièce finie et il ne nous reste plus qu'à remonter nos effets de campement et à mettre de l'ordre dans toute

---

(1) Dumouriez prétendait avoir avec lui plusieurs corps de cavalerie et quelque infanterie; mais il enflait à dessein le nombre de ses partisans. Dès la fin d'avril, près de 150 hussards l'abandonnaient et lorsque, le 12 mai, le commissaire des guerres autrichien Pfiffer passa la revue les troupes que le général Ruault commandait au camp de Leuze, il constata que Dumouriez n'avait sous ses ordres que 459 hommes d'infanterie, 215 chasseurs à cheval et dragons de Bourbon, 209 hussards et cuirassiers. Le tiers des fantassins n'avait ni fusil ni giberne et la cavalerie manquait des objets les plus nécessaires d'habillement et d'équipement.

Trois lieutenants généraux, Valence, Marassé, le duc de Chartres; huit maréchaux de camp, Vouillers, Dumas de Saint-Marcel, Ruault, de Bannes, Berneron, Neuilly, Segond, Jacques Thouvenot; un colonel, Pierre Thouvenot; deux commissaires des guerres, Soliva et Beauvallon; le médecin en chef Menuret, les demoiselles Fernig, avaient suivi la fortune de Dumouriez. La plupart de ces hommes que les campagnes de l'Argonne et de Belgique avaient

cette armée débandée et qui arrive ici par détachements les uns sur les autres. »

Epilogue. — En somme, le général Dumouriez fut joué par les Autrichiens qui favorisèrent sa défection et l'abandonnèrent à son sort quand son armée fut divisée, découragée et détruite. Voici comment il s'exprime amèrement dans la préface de la première édition de ses *Mémoires, parus à Londres en 1794 (et qui se trouvent à Paris chez les marchands de nouveautés).*

« Le général Dumouriez, abandonné à lui-même, seul dans l'univers, errant de ville en ville, en proie à la rage du frénétique Français, qui croira venger sa patrie et la débarrasser d'un traître, en lui plongeant un poignard dans le sein ou du scélérat entraîné par la cupidité de gagner les cent mille écus que la Convention a décrété pour le prix de sa tête; forcé d'exister sous un nom supposé, au milieu des étrangers, parmi lesquels il entend souvent des opinions aussi fausses que peu favorables sur sa conduite; déchiré par la calomnie de tous les journaux gagés par les cours, qui flattent toujours le parti le plus heureux; rencontrant partout des émissaires aussi déraisonnables dans leurs désirs et tout aussi acharnés contre lui que les féroces Jacobins; le général Dumouriez, que les ministres et les cours ont comblé de compliments et de caresses au moment où il a quitté son armée et que les ministres et les cours persécutent et calomnient, depuis que dans trois manifestes il a déclaré ses véritables opinions, croit devoir enfin répondre à toutes les imputations lancées contre lui, en publiant les mémoires de sa vie... »

---

mis en lumière ne jouèrent plus aucun rôle. Valence fut sénateur de l'Empire et pair de la Restauration. Le duc de Chartres devint roi des Français. Mais Marassé, Vouillers, Ruault, de Bannes, Berneron, Neuilly, Segond disparurent de l'histoire. Dumas de Saint-Marcel commanda la légion de Bourbon à l'avant-garde de Clerfayt, puis, sur les conseils de son frère, alla vivre à Temesvar, et, de retour en France, grâce à Moreau, devint inspecteur général des douanes; il prit sa retraite, après avoir défendu Maubeuge contre les alliés et le gouvernement de la Restauration, lui comptant ses quatre années de service dans l'armée autrichienne, lui donna le grade honorifique de lieutenant général. Les deux Thouvenot se retirèrent à Neuwied où, sous le nom de Micque, ils établirent une fabrique de papiers peints, mais ils durent s'enfuir dans le Brunswick; Jacques, le confident de Dumouriez, mourut ignoré; Pierre reprit du service et devint général de division et baron de l'Empire. »
Arth. Chuquet, La Trahison de Dumouriez, pp. 231-232.

Dossier de Segond de Sederon.

Au moment de terminer cette conclusion, on nous communique les états de services d'un des officiers qui suivirent Dumouriez dans sa retraite; cette pièce est accompagnée de la reproduction d'une requête adressée au duc de Feltre, en janvier 1816; ce dossier nous paraît d'autant plus intéressant qu'il nous fixe une bonne fois sur ce que devinrent certains officiers compromis pendant la période critique allant de 1792 à 1810, année où, par suite du mariage impérial, la France fut rouverte aux exilés de tous les partis.

Volontaire au service des Etats-majors, juin 1777.
Capitaine dans la Légion Pulawsky, 22 avril 1778.
Major de cavalerie, 30 novembre 1783.
Capitaine dans la Légion de Maillebois, 1er août 1785.
Lieutenant-colonel, 28 avril 1788.
Passé au service des Etats-généraux (Hollande).
Passé au service de Russie, 1er août 1788.
Lieutenant-colonel du 9e Bataillon de chasseurs, 15 septembre 1791.
Nommé provisoirement maréchal de camp par Dumouriez, fin de 1792.
Déserté avec Dumouriez le 3 avril 1793.
A obtenu du gouvernement autrichien une pension de 4,000 florins comme général-major et breveté comme tel.
Autorisé à rentrer en France et y jouir de sa pension le 4 décembre 1810.
Chevalier de Saint-Louis le 28 octobre 1791.
14 campagnes; 2 blessures.

« A Son Excellence Monseigneur le duc de Feltre,
ministre et secrétaire d'Etat à la guerre.

Monsieur le duc,

» La demande que j'ai prié Votre Excellence de mettre sous les yeux du Roi, présentée sous son vrai point de vue, ainsi que ma position en Autriche, ne peut qu'être favorablement appointée.

» Si notre auguste monarque a cru dans ses intérêts et sa politique devoir confirmer les grades acquis aux armées de l'anarchie et du despotisme, se refuserait-il aujourd'hui à reconnaître celui de maréchal de camp acquis aux armées du vainqueur de Jemappes, dont il est douloureux sans doute de vivre les derniers jours à la charge d'une

puissance rivale qui les premières marchèrent au rétablissement de notre Roi légitime.

» Je prie Votre Excellence d'observer que depuis 24 ans que j'ai passé en Autriche, il n'y a point eu de solution de mes services en France, le Roi ayant reconnu tous services rendus chez des puissances alliées ou amies.

» Il est de notoriété publique que c'est par suite d'une convention conclue entre notre général en chef et S. A. Monseigneur le prince de Cobourg que je fus pris avec mon grade au service de cette puissance; le traitement qu'on m'y conserve fut accordé comme dédommagement de l'insuccès de *notre tentative à rétablir dès lors la monarchie.*

» N'ayant jamais tiré l'épée ni brûlé une amorce pour la maison d'Autriche, ce ne sera pas servir deux maîtres à la fois que de reprendre en France la cocarde et les marques distinctives d'un grade acquis il y a 24 ans.

» Si l'Autriche qui, dans le principe, ne nous accorda nos traitements que comme avances et jusqu'au moment où notre Roi remonterait sur son trône, n'exige point aujourd'hui l'exécution de cet article de notre convention, je ne la provoquerai pas moi-même dans l'état actuel des finances.

» Je continuerai à jouir avec reconnaissance du gracieux traitement de Sa Majesté Impériale et Royale, Apostolique, mais conséquent à mes principes, j'attacherai toujours un grand prix à reprendre sur le sol français les couleurs royales dans l'espoir consolant, si l'occasion s'en présentait de n'en avoir que plus de moyens de servir efficacement les intérêts de l'auguste maison de Bourbon, pour laquelle moi et ma famille entière avons toujours conservé un inviolable attachement et un dévouement sans bornes.

Paris, 5 janvier 1816. (S.) SEGOND, G.-M.,

Rue des Moineaux, 18. Chevalier de plusieurs ordres.

CHAPITRE XI

Le Tribunal Révolutionnaire et la Terreur

Conséquences de la défection du général en chef de l'armée du Nord. — Mesures prises par la Convention. — Généraux, lieutenants de Dumouriez. Stengel, Lanoue et Miranda, acquittés. — Miaczynski, de Vaux et Lescuyer, condamnés. — André Chénier. — L'hécatombe d'un régiment.

Exécutions en Belgique et de citoyens belges à l'étranger. — La grande Terreur. — L'expiation (Robespierre, Carrier, Fouquier-Tinville). — Conclusion.

Le tribunal révolutionnaire... j'en demande pardon à Dieu et aux hommes!...

(Danton)

Alors que Dumouriez était déjà en pourparlers avec le colonel Mack, on ne connaissait encore à Paris que la défaite de Neerwinden et l'évacuation successive de la Belgique.

La perte d'une grande bataille, une retraite précipitée, concourant avec les nouvelles qu'on avait reçues de l'Ouest, y causèrent la plus grande agitation. Un complot avait été découvert à Rennes, et il paraissait tramé par les Anglais, les seigneurs bretons et les prêtres non assermentés. Orléans était en pleine insurrection, la Vendée se soulevait. Jamais la fermentation ordinaire produite par le danger n'avait dû être plus grande.

Ce retour du péril replaçait la France dans une situation analogue à celle où elle était aux premiers jours de septembre et faillit avoir les mêmes effets (1).

---

(1) *H. Wallon, de l'Institut. Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris. Paris, librairie Hachette et Cie, 1881.*

Danton et Lacroix, envoyés en mission auprès de Dumouriez, étaient revenus le 8 mars. Lacroix avait exposé la situation dans toute sa vérité et Robespierre, indiqué le remède à sa manière : « *il fallait purger les états-majors d'un reste d'aristocratie qu'ils avaient encore, tenir le glaive de la justice levé sur les généraux et les conspirateurs, balayer tous les traîtres.* »

Danton, sans rien affaiblir de ce qu'avait dit Lacroix, cherchait le remède ailleurs que Robespierre. Il n'accusait pas les généraux en masse; il croyait que Dumouriez était encore le seul homme capable de réparer les fautes commises. *Ces fautes étaient de tout le monde.* On lui avait promis des renforts qu'il n'avait pas reçus : il fallait les lui envoyer sans délai, et pour cela, faire un appel immédiat à Paris, — à la France entière, s'écrièrent d'autres voix et l'assemblée décréta que des représentants se rendraient sans tarder, les uns dans les sections de Paris et d'autres dans tous les départements de la République pour éveiller cet enthousiasme où Danton mettait le succès de la guerre...

« Dumouriez, qui avait voulu réparer les échecs de ses lieutenants, avait été vaincu à Neerwinden (18 mars), défaite qui entraînait la perte de Bruxelles et de la Belgique; et le général qui déjà, à la suite de son retour de Hollande, par sa lettre du 12 mars à la Convention, imputait à l'anarchie qu'elle laissait régner dans Paris, aux vexations qu'elle tolérait en Belgique, la cause de ses premiers revers et la raison de ses embarras actuels, ne songeait plus qu'à se venger sur elle du désastre irrémédiable qu'il venait de subir.

Avant qu'on en sût rien encore, la nouvelle des événements de Belgique agitait fortement les esprits dans la Convention et à Paris.

C'est le 25 mars que la lettre impérieuse de Dumouriez à la Convention, tenue quelque temps secrète, mais publiée en Belgique sans qu'elle eût été lue à la Convention elle-même fut insérée au *Moniteur*. Le 26, la Convention, convertissant en décret un arrêté qu'une des sections de Paris (la Réunion) la priait de sanctionner pour elle-même, ordonnait le désarmement des *suspects* : ci-devant nobles, ci-devant seigneurs, prêtres et leurs domestiques; Duquesnoy faisait décider que le décret serait envoyé aux départements par courriers extraordinaires.

Le 27, Danton, qui s'était porté garant de Dumouriez et revenait de Belgique sans avoir réussi, reparaissait à l'Assemblée; il ne pouvait plus donner le change sur l'échec de sa mission et craignait fort d'être rendu responsable d'une défection qu'il n'avait pu prévenir. Il dénonça Roland comme ayant écrit à Dumouriez pour l'exhorter à marcher contre Paris : lettre qu'il prétendit avoir vue, que Roland, le

lendemain, déclara fausse : mais le coup était porté. Il tonna contre les aristocrates.

Le 30 mars, la Convention, sur la proposition de son comité de sûreté générale, rappelait Dumouriez et le forçait ainsi à découvrir ses projets qui n'étaient plus un secret pour elle (1). Si Dumouriez avait obéi, le tribunal révolutionnaire aurait eu pour ses débuts un bien beau procès. Il n'en fit rien : mais sa trahison devait amener, à défaut de sa personne, plus d'un de ses lieutenants devant le tribunal, comme on le verra plus loin (2).

Le tribunal révolutionnaire fut l'œuvre de Danton. Cet homme redoutable, dit Thiers, en avait compris l'abus, mais avait tout sacrifié au but. Il savait que frapper vite, c'est examiner moins attentivement; qu'examiner moins attentivement, c'est s'exposer à se tromper, surtout en temps de parti, et que se tromper, c'est commettre une atroce injustice. Mais, à ses yeux, la révolution était la société accélérant son action en toutes choses, en matière de justice, d'administration et de guerre. En temps calme, la société aime mieux, disait-il, laisser échapper le coupable que frapper l'innocent, parce que le coupable est peu dangereux; mais à mesure qu'il le devient davantage, elle tend davantage aussi, à le saisir, et lorsqu'il devient si dangereux qu'il pourrait la faire périr, ou du moins, quand elle le croit ainsi, elle frappe tout

---

(1) « La séance de la Convention allait finir, lorsque Lebrun entra dans la salle et lut le procès-verbal des conférences de Dubuisson avec Dumouriez. Personne ne douta plus des desseins du général. Mais fallait-il le mettre en état d'arrestation? Il était encore aux yeux du peuple le vainqueur de Jemappes, la majorité des Français le regardait comme « l'ange protecteur de la liberté » et désirait qu'il vînt les tirer de l'état révolutionnaire dans lequel la Convention les plongeait plus avant tous les jours. » La bourgeoisie souhaitait le rétablissement de la monarchie constitutionnelle pour « se soustraire au joug de la partie infinie et indigente de la nation » et bon nombre de républicains, disait Prudhomme, regardaient en arrière et faisaient des vœux pour le retour de l'ancien régime ». Si on arrêtait Dumouriez, ce Dumouriez dont le nom était alors « le plus sonnant de l'Europe », l'opinion accuserait la Convention d'ingratitude et de légèreté. Ne valait-il pas mieux le mander à la barre et le forcer à se déclarer?

Des bourgeois de Paris disent presque tout haut : Au pis aller, nous ne pouvons guère être plus mal que sous une république toujours agitée et si exigeante. »

(2) Les Girondins eurent beau dire; Dumouriez demeura aux yeux des montagnards « le protégé de Brissot et de tous les traîtres du côté droit. » (Journal de la Montagne, n° 9, 10 juin 1793); cet homme, dit tristement Brissot, devait perdre tout ce qui s'attachait à lui. » *(Arth. Chuquet, la trah. de Dumouriez, p. 202.)*

ce qui excite ses soupçons, et préfère alors atteindre un innocent que laisser échapper un coupable.

Telle est la dictature, c'est-à-dire l'action violente dans les sociétés menacées; elle est rapide, arbitraire, fautive, mais irrésistible.

La création du tribunal révolutionnaire fut une des plus terribles conséquences des menaces de Dumouriez et des mouvements de la Vendée.

D'autres mesures furent prises par la Convention : elle décréta une levée de 300,000 hommes, deux milliards d'assignats, l'envoi de quatre-vingt-deux de ses membres aux armées, l'établissement, dans chaque commune ou section de commune, d'un comité révolutionnaire, chargé de surveiller les suspects, la création du Comité de Salut Public (6 avril) composé d'abord de neuf membres élus par l'assemblée et renouvelables tous les mois, qui devait concentrer tous les pouvoirs, donner des ordres aux ministres, tracer des plans aux généraux. Tous les émigrés ou prêtres réfractaires trouvés sur le territoire de la République, au bout de huit jours, à dater du 18 mars, encouraient la peine de mort : défense était faite aux émigrés de rentrer sous peine de mort.

Le Tribunal révolutionnaire, créé le 10 mars, fut composé de neuf juges et d'un jury nommé par la Convention. Il était chargé de punir les traîtres, les rebelles, les complices de l'étranger, les fournisseurs infidèles et les fabricateurs de faux assignats.

L'accusateur public (Antoine Quentin Fouquier de Tinville) logeait au Palais et touchait 8,000 livres d'appointements. Il les gagnait, par un labeur fou, peinant comme un bœuf sur son sillon et « fermant les yeux pour ne pas reculer »... (1)

* * *

« Les circonstances entraînaient la Convention aux mesures les plus violentes, savoir : la révolte qui avait éclaté en Vendée et la menace d'une invasion rendue plus redoutable par l'attitude déjà suspecte du général qui devait la combattre. La démarche faite par l'Assemblée pour le démasquer et le saisir précipita la crise. Le ministre de la guerre Beurnonville et les quatre commissaires envoyés au quartier général de Dumouriez à Saint-Amand furent arrêtés par lui et envoyés au camp des Autrichiens (1er avril); c'était le premier acte de sa trahison. Pour la faire aboutir à ses fins, il fallait que le général fût assuré de son armée et pût lui offrir pour base d'opération deux au

---

(1) *Cf. A. Thiers (op. cit.). — F. Corréard (id.) — et G. Lenôtre. Paris révolutionnaire. Mme Fouquier-Tinville.*

moins des principales villes du voisinage, Lille et Valenciennes. Mais Miaczynski envoyé pour s'emparer de Lille s'y laissa prendre (2 avril). Lescuyer chargé d'arrêter le représentant du peuple qui était à Valenciennes ne fut pas plus heureux (même jour); et quand Dumouriez essaya d'enlever lui-même son armée, il la trouva dans des dispositions telles qu'il dut fuir avec ceux qui s'étaient attachés à sa fortune, cherchant un asile chez l'ennemi auquel il venait de livrer le ministre et les quatre conventionnels comme gages de sa défection (3 avril). »

***

Au milieu d'une foule de pièces relatives à cette affaire, on lut une proclamation de Dumouriez à ses soldats, dans laquelle, après leur avoir donné connaissance de l'arrestation des commissaires, il leur disait : qu'il était temps de se réunir à lui, pour purger la France des agitateurs et des assassins qui la déchiraient; de lui rendre enfin le bonheur qu'elle avait perdu, par les crimes de ses représentants. Il leur indiquait, comme point de ralliement, la Constitution qu'ils avaient jurée depuis trois ans (celle de 1791).

La nouvelle de la rébellion de Dumouriez avait agité Paris sans l'indigner. « Il y a des groupes, lit-on dans un journal du temps, mais point de chaleur et on ne trouve pas, contre l'expédition décidée de Dumouriez, l'énergie qui s'était manifestée contre l'idée seule des projets de Lafayette, on cherche plus ce qu'il veut faire que des moyens d'empêcher qu'il ne fasse. »

Après avoir entendu la lecture de toutes ces pièces, la Convention déclara Dumouriez traître à la Patrie, défendit à tous citoyens français, fonctionnaires, publics ou militaires, de le reconnaître pour général, sous peine de mort.

Elle le mit ensuite hors la loi, autorisa toute personne à courir sus à ce nouveau Catilina, en assurant une récompense de cent mille livres et des couronnes civiques à ceux qui s'en saisiraient, l'amèneraient à Paris mort ou vif. Cette somme devait être payée, même aux héritiers des arrestateurs de Dumouriez, en supposant qu'ils eussent péri dans cette entreprise (1).

---

(1) C'est à cette époque que Mme de Genlis s'éloigna de Saint-Amand, elle trouvait le camp « dans une disposition équivoque pour son général; » « l'on prévoyait, dit-elle, que la majorité ne serait pas pour lui et le duc de Chartres lui répéta que tout annonçait une prochaine révolte. » Un instant Dumouriez eut l'idée de faire désarmer les volontaires par ses troupes de ligne. Mais

Il paraît que les cent mille livres et les couronnes civiques n'ont tenté personne.

Tant que la Convention eut à craindre les suites de la défection de Dumouriez, elle siégea jour et nuit, sans donner à ses membres le temps de prendre quelques instants de repos. Dans la nuit du 4 avril, elle décréta que les pères, mères, femmes et enfants des officiers de l'armée de Dumouriez, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de lieutenant général inclusivement, seraient gardés à vue comme otages par chaque municipalité de leur résidence, jusqu'à ce que les commissaires, envoyés par elle, ainsi que le ministre de la guerre, eussent été mis en liberté, et l'armée de la Belgique réunie sous les ordres du nouveau général qui lui était destiné.

Dans la même journée, on décréta que Miaczynski, officier général de Dumouriez et Philippe de Vaux, son adjudant général de confiance, qui avaient été arrêtés l'un à Lille et l'autre dans les environs, seraient conduits à Paris et mis au secret dans les prisons de l'Abbaye.

Mme Dumouriez (1), Mme Valence et ses enfants, la duchesse d'Orléans et Mme de Montesson furent arrêtés; Sillery et Philippe-Egalité, gardés à vue.

Le 5 avril 1793, le tribunal révolutionnaire qui, suivant son institution, ne pouvait juger aucun prévenu sans un acte d'accusation de l'Assemblée, fut autorisé à poursuivre de son chef toutes les conspirations qui pourraient lui être dénoncées : les députés seuls furent exceptés de ses poursuites.

Le 6, on décréta qu'un camp de 40,000 hommes serait formé sous les murs de Paris, que les sans-culottes seuls y seraient admis, à l'exclusion de tous les ci-devants nobles.

C'est dans ces circonstances critiques que fut imaginé la dénomination de Comité de Salut public. C'est encore dans cette journée que la Convention décréta d'arrestation tout ce qui restait en France de la famille des Bourbons.

Ce décret atteignit, comme nous venons de le voir, plus particu-

---

l'animosité était déjà grande entre les habits bleus et les habits blancs, et ce désarmement n'aurait pas eu lieu sans effusion de sang. Fallait-il commencer la guerre civile dans son propre camp et faire battre une partie de ses troupes contre l'autre?

(1) Mme Dumouriez était alors à Saint-Quentin. C'est ainsi que le Comité de la sûreté générale de l'Assemblée législative avait fait arrêter Mme de Lafayette.

A. Chuquet. La Trahison de Dumouriez.

lièrement le duc d'Orléans, dont le fils aîné avait suivi Dumouriez dans sa défection.

Marat plaida sa cause, invoqua en sa faveur son patriotisme, son innocence et sa qualité de représentant du peuple. Ce fut en vain. On le conduisit à l'Abbaye et de là il fut transféré à Marseille; Sillery, Bonne-Carrère, Laclos, Victor de Broglie, ses commensaux et ses partisans, furent aussi mis en état d'arrestation.

Le 9 avril, la Convention décréta qu'elle mettait au nombre des tentatives contre-révolutionnaires, la provocation au rétablissement de la royauté. Elle arrêta en même temps que le tribunal du département du Nord se transporterait sur le champ à Valenciennes et autres lieux de son arrondissement, pour y juger définitivement et sans appel au tribunal de cassation, tous les prévenus de délits ou autres émeutes contre-révolutionnaires. Cette faculté fut étendue à tous les tribunaux de la République.

Généraux, lieutenants de Dumouriez : Stengel, Lanoue et Miranda, acquittés; Miaczynski, Devaux et Lescuyer, condamnés

Parmi les procès qui excitaient le plus vivement l'opinion publique, étaient ceux des généraux poursuivis comme complices de la trahison de Dumouriez. Tous les généraux étaient devenus suspects par le fait de cette trahison et un décret les avait placés sous la surveillance de la représentation nationale (9 avril 1793) :

Art. 1er. *Il y aura constamment trois représentants du peuple auprès de chacune des armées de la République; tous les mois l'un des trois sera renouvelé.*

Art. 2. *Ils exerceront la surveillance la plus active sur les opérations des agents du conseil exécutif, sur la conduite des généraux, officiers et soldats de l'armée; ils se feront journellement rendre compte de l'état des magasins*, etc.

L'art. 3 les chargeait d'accélérer, de concert avec les généraux, la réorganisation des armées, etc. L'art. 4 leur donnait des pouvoirs illimités. L'art. 5 enjoignait à tous les agents civils et militaires d'obéir à leurs réquisitions. L'art. 6 portait surtout la marque de la pensée qui avait inspiré le décret.

Art. 6. *Les représentants du peuple députés près les armées pren-*

dront sans délai toutes les mesures nécessaires pour découvrir, faire arrêter et traduire au tribunal révolutionnaire tout militaire, tout agent civil et autres citoyens qui ont aidé, conseillé ou favorisé d'une manière quelconque la trahison de Dumouriez, ou tout autre complot contre la sûreté de la nation, et qui ont machiné la désorganisation des armées et tenté la ruine de la République (1).

Pour Dumouriez, le système appliqué par avance n'avait pas réussi : on s'y était pris trop tard. Ce sont, au contraire, les représentants envoyés près de lui qui avaient été arrêtés par lui avec le ministre de la guerre. Mais cela ne lui avait pas servi à lui-même et sa fuite avait laissé ses généraux à découvert.

Parmi eux il fallait distinguer : il y avait ceux qui avaient partagé ses défaites et ceux qui étaient accusés (chose bien plus grave!) d'avoir eu part à sa défection.

On a indiqué plus haut la suite rapide et imprévue des revers dans lesquels Miranda, Lanoue et Stengel s'étaient trouvés enveloppés avec lui.

Lanoue et Stengel avaient déjà été dénoncés comme traîtres le 10 mars, dès la première nouvelle des revers qui en les forçant d'évacuer Aix-la-Chapelle, avaient livré Liége à l'invasion. Mandés à la barre, ils comparurent le 28 devant la Convention. Le président interrogea Lanoue sur la suite de ses opérations, lui posant, l'une après l'autre, des questions dont la liste lui avait été remise par les comités de législation et de la guerre (2). Comme il n'en résultait aucune charge, Danton jugea l'épreuve insuffisante et demanda que les

---

(1) *Décret du 9 Avril. Moniteur du 11.*

(2) Dans cet interrogatoire, Lanoue avait auprès de lui un aide de camp. Julien, voyant qu'il lui parlait quelquefois, demanda qu'on le fit retirer. Ce fut Danton qui s'y opposa : « L'Assemblée, dit-il, doit être froide. Le citoyen qui est à la barre n'est point décrété d'accusation, il a le droit de se faire dire par ceux qui commandaient avec lui ce qu'il a pu oublier et ce qu'il croit propre à sa justification. (Murmure de l'extrémité). Quand même le citoyen qui est à la barre serait décrété d'accusation, il aurait encore le droit d'avoir un conseil. J'observe d'ailleurs que ce n'est point ici un interrogatoire judiciaire, que tout doit porter sur les faits et que les réponses du général ne peuvent rien changer s'il est coupable. Ainsi je vous invite, citoyens, à ne pas montrer cette envie de trouver sans cesse des coupables. (Applaudissements). Je demande que l'Assemblée conserve son immobilité et, encore une fois, tout accusé a le droit, et surtout en opérations militaires, où les événements se succèdent si rapidement, de se faire assister par celui qui a été le compagnon de ses armes. » *H. Walon, Hist. du tribunal révolutionnaire, ouvrage cité.*

comités fissent un rapport sur l'ensemble de l'affaire; qu'ils dressassent une nouvelle série de questions et qu'elles fussent discutées dans l'Assemblée pour être ensuite proposées aux accusés. Les deux généraux furent maintenus en arrestation.

Les circonstances semblaient leur devoir être plus défavorables. La trahison de Dumouriez avait éclaté. La Convention venait de renvoyer devant le tribunal révolutionnaire Lescuyer, qui s'était pris lui-même comme au piège dans Valenciennes, et Quentin, secrétaire intime du général, arrêté par le bataillon du département de l'Yonne (9 avril), quand Poultier se présenta pour lire, au nom des comités, l'interrogatoire qu'ils avaient fait subir aux deux généraux dont l'arrestation avait précédé. Mais les comités n'avaient pas trouvé contre eux de charges plus décisives, et Poultier, avant de lire ce document, exprima son dépit de cette insuffisance. C'était toute une théorie sur la façon dont il fallait s'y prendre pour convaincre de trahison les généraux. Ce préambule, qui prenait tous les caractères d'un acte d'accusation, était tellement hors de sa place que Pétion s'écria : « Je demande la censure du membre qui s'est permis de lire son opinion individuelle sous le nom d'un comité. »

Et Robespierre : « Et moi je demande la censure de ceux qui protègent les traîtres. »

Début d'une scène de violences inouïes, où l'on vit le grand peintre David, le fanatique partisan de Marat, se précipiter au milieu de la salle, disant :

« Je demande que vous m'assassiniez... Je suis un homme vertueux, aussi... la liberté triomphera! » (Séance du 25 mars.)

La cause des accusés ne devait point gagner à ces orages. Poultier avoua que, n'ayant rien trouvé que d'insignifiant dans la pièce dont la lecture lui avait été confiée, il avait fait, en son nom personnel, les réflexions qui avait motivé l'interpellation de Pétion; il lut ensuite l'interrogatoire qui tenait lieu de rapport. Mais on l'interrompit : — pourquoi? pour dire aux deux généraux qu'ils étaient libres? Non : pour les renvoyer devant le tribunal révolutionnaire.

Immédiatement après, on demanda la même chose pour *Miranda*, *Miaczynski* et *Lescuyer* (ce dernier déjà décrété d'accusation l'avant veille), et cela fut voté sans discussion. (Séance du 11 avril, Moniteur du 14.)

Le tribunal ne se laissa point entraîner aux passions aveugles qui avaient inspiré le décret d'accusation. *Lanoue*, *Stengel* et *Miranda*, n'avaient contre eux que leurs échecs, et ils avaient déployé un cou-

rage héroïque dans cette campagne malheureuse. Pour Lanoue, Fouquier-Tinville lui-même renonça à l'accusation (10 mai); et quant à Stengel, les témoignages furent si concluants en sa faveur, que le jury l'acquitta à l'unanimité (28 mai) (1). Miranda, qui avait dû lever le siège de Maestricht et dont la défaite à l'aile gauche avait entraîné la perte de la bataille de Neerwinden, aurait dû paraître bien plus coupable, si l'on prenait pour mesure les conséquences de l'échec essuyé, et un témoin rapportait même que Dumouriez l'accusait d'avoir trahi ce jour-là. Dumouriez n'avait pu accuser que les nouvelles recrues qui, en lâchant pied, lui avaient fait perdre la victoire; et un grand nombre de témoin attestèrent la valeur de leur chef et son patriotisme. On n'en était pas encore à ce point de condamner un général pour de simples revers. On était d'ailleurs disposé à rejeter sur Dumouriez les fautes de la bataille et de toute la campagne. Miranda fut acquitté (16 mai).

« Citoyens, dit-il, aux juges après le prononcé du jugement, souvent la prévention fait commettre de grandes injustices. J'ai dans ma main un journal qui me dit que le député Thurot, il y a deux jours, et pendant l'instruction du procès, m'a qualifié de traître à la Convention nationale. La meilleure réponse que je puisse lui faire est le jugement solennel que cet auguste tribunal vient de rendre. Puisse cet exemple frappant couvrir de confusion et de honte ceux

---

(1) Voici un des témoignages nombreux en faveur du général Stengel. C'est la lettre que lui écrivait le 27 avril 1793 le général de brigade Queyssat, commandant à Landrecies : « J'apprends, général, qu'un tribunal va juger « votre conduite militaire, cette nouvelle m'afflige, mais ne m'inquiète nul- « lement, car, sans doute, tous ceux qui comme moi ont servi sous vos ordres, « s'empresseront de rendre justice à votre conduite et à vos talents militaires; « dans les actions je vous ai vu exciter les soldats à voler à la victoire, c'est « un témoignage que vous doivent ceux que vous avez menés aux combats « à Bruxelles, à Malines, à Tirlemont, à Liége, et dans la retraite que nous « venons de faire à Herve. »

« Le malheureux événement du 1er mars dernier arrivé à Hœngen, source « de tous nos désastres avait comme été prévu par vous, je vous ai entendu « dire bien souvent que notre position était extrêmement dangereuse, vous « m'avez même dit l'avoir écrit aux généraux, mais que vos représentations « n'étaient pas écoutées; je me rappelle que dans une assemblée qui se tint « chez le général Dampierre à Aix-la-Chapelle à la fin de janvier ou au « commencement de février, vous répétâtes aux quatre commissaires de la « Convention nationale ce que vous m'aviez dit à ce sujet. Nos succès sont « dûs à vous, général, et l'échec du 1er mars n'étant que la suite d'une position « que vous aviez désapprouvée, l'issue de votre affaire sera infailliblement « telle que nous la désirons. »

(Arch. Guerre. R. F.)

qui, comme lui, m'ont calomnié sans m'entendre ou par méchanceté! Puisse cet exemple, dis-je, ouvrir les yeux au peuple souverain qui m'entend, pour surveiller la conduite de ceux à qui il délègue son autorité, et qui, au lieu de l'employer à faire le bien, ne s'en servent que pour semer la discorde et la désunion parmi nous-mêmes! Puisse enfin cet acte éclatant de sa justice me rendre l'estime de mes concitoyens, dont la perte m'eût été plus sensible que la mort même! (1)

La leçon allait du Tribunal à la Convention. De part et d'autre il eût été bon qu'elle fût mise à profit.

Le général d'Harville (Juvénal des Ursins comte d'Harville) fut également accusé de complicité avec Dumouriez. Lors de la retraite, il avait reçu l'ordre d'évacuer Namur, et il effectua cette opération avec une telle précision, dit un rapport qui le concerne, qu'il ne perdit pas un seul homme, quoique poursuivi, et ramena toute son artillerie, 1,200 malades et plus de 6,000 sacs de blé. Cependant quelques bateaux chargés de vieille artillerie autrichienne et de quelques effets, qu'il avait ordonné de conduire à Maubeuge, ayant été abandonnés par les gens du pays qui en étaient les conducteurs, tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Cet accident que toutes les précautions possibles ne purent prévenir, fit accuser d'Harville de complicité avec Dumouriez! Les représentants Hentz et Laporte le firent arrêter et conduire à Mézières et de là à Paris. Sur le rapport de Lecointre, le général fut envoyé devant le Tribunal révolutionnaire (15 avril 1793). Bien que Fouquier-Tinville lui-même eût abandonné l'accusation et que, grâce à Camille Desmoulins, d'Harville eût été « renvoyé des fins de la plainte », il n'en demeura pas moins en prison jusqu'au 20 août 1795, et ne fut pas réintégré dans son grade avant plusieurs mois. Un rapport de Lille concluant à la réhabilitation du général et citant entre autres faits celui de l'adoption par d'Harville de douze enfants de soldats morts pour la Patrie, fut renvoyé avec cette brève mention : « La Convention a prononcé », (signé) Dubois-Crancé. *(Arch. Guerre R. F. Documents inédits).*

Quant aux généraux impliqués dans la trahison de Dumouriez, Miaczynski et Lescuyer, ni l'un ni l'autre n'avaient été mis dans la confiance de son projet, et c'est dans les faits postérieurs à l'arrestation du ministre de la guerre et des quatre députés de la Convention que l'accusation relevait les principaux griefs imputables à chacun d'eux.

Dumouriez, nous l'avons dit, avait voulu s'assurer de deux places au voisinage de son armée : Lille et Valenciennes.

---

(1) Miranda avait été écroué à la Conciergerie le 18 avril; Lanoue le 20. *(Archives de la préfecture de Police).*

Duval, qui commandait à Lille, et Ferrand, à Valenciennes, tenaient de lui leur commandement, et il semblait qu'il pût compter sur eux. Mais l'arrivée subite des commissaires et la nécessité où il s'était trouvé de se déclarer sans retard ne lui avaient pas laissé le temps de sonder leur disposition. A Lille d'ailleurs comme à Valenciennes il y avait des représentants dont la présence pouvait gêner ses desseins : A Lille, Carnot et Lesage-Senault (1); à Valenciennes, Bellegarde. Le premier soin de Dumouriez était de s'assurer de leurs personnes, et il en chargea pour Valenciennes Lescuyer, pour Lille Miaczynski.

Lescuyer, muni de son ordre (2), se rend la nuit à Valenciennes, dont il se fait ouvrir les portes, et va trouver Ferrand. Il lui annonce qu'il vient arrêter le député Bellegarde. « Pourquoi celui-là plutôt qu'un autre? dit Ferrand. — Il y en a donc d'autres? — Il y a Lequinio et Cochon-Lapparent qui viennent d'arriver. » Lescuyer, qui ne connaît que sa consigne, envoie prendre de nouveaux ordres de Dumouriez, mais, quand ces ordres arrivent, les représentants sont avertis; il fait grand jour, et la population, instruite de la trahison du général par ses proclamations, se prononce en faveur des députés menacés.

Neuilly, qui venait de Condé, prêter main forte à leur arrestation, voit les portes de la ville fermées à ses troupes. Il n'y peut entrer que seul et, une fois dedans, jugeant le coup manqué, se trouve heureux d'en sortir sain et sauf. Quant à Lescuyer, il reste; il va même trouver les représentants. Il leur remet à eux-mêmes l'ordre qu'il a reçu d'arrêter Bellegarde, espérant que Ferrand (dont l'attitude n'avait pas été d'abord très décidée de peur de se compromettre lui-même), ne dira rien des démarches qu'il avait faites pour l'exécuter (2 avril).

La mission de Miaczynski était déjà le commencement du mouvement projeté par Dumouriez. Il devait lever le camp de Maulde, se

---

(1) Ils se trouvaient le 2 avril à Douai. Voy. la lettre de Carnot datée du 6 juin, *Moniteur* du 6

(2) Il est ordonné au citoyen Léscuyer, de s'emparer cette nuit de la personne du citoyen Bellegarde, député de la Convention nationale, et de l'amener à la petite pointe du jour au quartier général des bains de Saint-Amand.
Le 1er avril, l'an IV de la liberté.

Le général en chef : Dumouriez.

Si le général Ferrand s'oppose à cette expédition, il en sera responsable.

Dumouriez.

Archives W. 280, dossier 115 (procès de Lescuyer), pièce 2.

rendre à Lille, y proclamer la Constitution de 1791, puis aller à Douai, à Cambrai, pour en faire autant, et porter même son avant-garde jusqu'à Péronne. Mais rien ne l'avait préparé à ce rôle. Il en reçoit l'ordre, comme de tout autre mouvement stratégique. Il en fait part aux deux officiers Saint-Georges et Dumas qui, venus de Lille la veille pour escorter le ministre de la guerre et les délégués de la Convention jusqu'à Orchies, étaient au moment de repartir. Miaczynski leur offre de marcher avec lui; ils s'excusent : ils sont aux ordres du général Duval. Ils partent sans plus attendre, et Miaczynski ne s'aperçoit de son imprudence que quand, avec leur escorte, ils sont déjà hors de sa portée.

Le lieutenant de Dumouriez veut accomplir les ordres du général. Laissant son infanterie derrière, il part avec ce qu'il peut réunir de cavaliers. Mais Duval instruit par les premiers arrivés, est allé se concerter avec les corps administratifs de Lille. Quand Miaczynski arrive, on le laisse entrer : il n'a que cent chevaux avec lui. Il demande le général Duval; on le mène à l'hôtel de ville, on l'interroge, on l'invite à produire les ordres écrits qu'il porte. Saint-Georges et Dumas sont là, et leur présence lui prouve qu'il les nierait vainement. Il les livre et il est arrêté (2 avril).

Cinq mille hommes avaient suivi Miaczynski sous les murs de Lille. Dumouriez instruit de l'échec de son lieutenant, veut au moins conserver ses soldats, et il envoie le jeune adjudant général Devaux pour les ramener. Devaux ne les trouve plus au faubourg de Paris : on les a fait passer de l'autre côté de la place, au faubourg de la Madeleine. Il s'aperçoit à ce signe qu'ils ont dû obéir à un commandement étranger. Il les rejoint pourtant, après bien des détours : le camp de la Madeleine est commandé par son ami Macdonald; mais Macdonald n'est pas là; et quand il revient, entouré, surveillé par d'autres officiers de la ville, c'est pour répondre aux embrassements de son ancien compagnon d'armes, en lui disant qu'il a ordre de l'arrêter (4 avril). — Nouvelle victime à joindre aux deux autres.

Ils furent traduits devant le tribunal à des jours différents. Miaczynski s'y était vu appeler dès le 6 mai. Un sursis lui fut accordé jusqu'au 16 pour lui donner le temps de faire venir un témoin de Lille, le colonel Saint-Georges. L'affaire commença le 17.

Le général avait affirmé en vain dans l'instruction qu'il avait obéi à l'ordre de Dumouriez sans avoir l'intention de se prêter à des vues politiques. Devant le tribunal il se fit, sans plus de succès, un argument de la maladresse qu'il avait commise en tenant si peu secrète la

mission qu'il tenait de son chef et en laissant partir ceux qui l'allèrent dénoncer à Lille. Sa lettre à Dumouriez, ses excitations à Saint-Georges et à Dumas, qui en témoignaient, prouvaient trop bien qu'il avait été un agent conscient et résolu. Condamné ce jour-même, il demanda un sursis, alléguant les révélations qu'il avait à faire, et la Convention nomma deux commissaires pour les recevoir. Mais, comme ils les jugèrent insignifiantes, le sursis fut levé le 21 et l'exécution eut lieu le 22. Miaczynski marcha à la mort avec courage. « Il se rendit au supplice avec une grande fermeté » dit l'auteur du *Glaive vengeur*, (qui n'a pas craint de l'appeler lâche et qui voudrait le faire passer pour tel) ; mais ce masque n'en impose plus et la contrainte intime qui le soutient est peut-être un des moyens de distraction les plus infaillibles que l'amour-propre offre aux condamnés pour les faire triompher, avec une sorte d'avantage, des lois de la nature, qui se refusent à une abnégation aussi totale de sensibilité, sur un intérêt aussi important et aussi prochain : — bonne précaution pour tourner les sentiments de la foule contre ceux qui se montreraient fermes devant la mort.

« L'exécuteur, dit le *Bulletin*, a montré sa tête au peuple, elle était aussi vermeille qu'avant sa mort : ses yeux ouverts semblaient promener leurs regards sur la multitude innombrable qui remplissait la place de la Révolution (1) ».

La veille, le lieutenant-colonel *Thuringe* qui, venu pour dénoncer Dumouriez dans les premiers jours d'avril, avait été mis en arrestation et décrété d'accusation comme son complice, fut mis en liberté à la requête de Fouquier-Tinville (2).

Le jour suivant, c'est-à-dire le jour-même de la mort de Miaczynski, comparaissait à son tour le jeune adjudant général Devaux, dont le procès et la mort font l'objet de l'appendice n° II.

---

(1) *Miaczynski*, Joseph, maréchal de camp des armées de la république, 42 ans, né à Varsovie, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, comme traître à la Patrie, ayant tenté d'exécuter les ordres de Dumouriez après sa trahison, en cherchant de s'emparer de la ville de Lille et d'autres places de la République et d'arrêter les membres de la Convention nationale, commissaires auprès des armées. *(Louis Prudhomme).*

(2) *Thuring*, Joseph, lieutenant-colonel du génie belge, adjudant général à l'armée du Nord; libéré le 21 avril 1793. C'est par erreur que M. Campardon le met au nombre des généraux condamnés.

Après l'affaire de Lille, celle de Valenciennes

Le 24 mai, Charles-Joseph *Lescuyer* était traduit devant le tribunal. On a vu comme il avait espéré que sa mission pour arrêter Bellegarde demeurerait secrète : malheureusement pour lui, la lettre par laquelle il mandait à Dumouriez comment il allait accomplir ses ordres avait été trouvée dans la redingote que le général avait laissée sur la route de Condé quand il dut fuir pour échapper aux coups de fusil des volontaires. Voici sa lettre avec son orthographe :

Mon Général,

Je sors dans la minutte de communiqué votre derniére lettre au général Ferrand. Il ignorait que le général Neuilly venait à Valenciennes avec des forces, et il m'a paru fort étonné de ne pas recevoir aucunes de vos nouvelles.

Les esprits de cette ville sont dans une fermentations étonnantes et le général Ferrand me repette encore, ainsy que le commandant temporaire, qu'il y aurait eu une scene terrible si l'arrestassion ait eu lieux dans la ville, que les brigands qui y sont encore aurait couvert leurs lachetté, leurs infamies en se montrans dans un telle moment et il y a plus qu'à craindre qu'ils n'eussent été secondé par la cavallerie de l'écolle militaire et par un grand nombre de gendarmerie nationalle.

Le général Ferrand viens de me dir encor, mon général, qu'il avait vu ses trois messieurs ce matin, qu'il connaissait, et votre proclamation de ce matin et l'arrestassions d'hier soir, qu'ils se proposait d'aller cette aprés dîné à Saint-Amand en conferré avec vous. Je m'empresse de vous en donné avis. Dans ce cas, voilà la marche sage et prudente que je dois tenir. Aussitôt qu'ils enverrons cherché des cheveaux de postes, vitte je vas rejoindre mon dettachement qui les attends sur ce chemin comme sur celuy de Douais, Lille et Paris, alors je les laisse presque arrivée à Saint-Amand, et au moment je les prie de trouver bons que je leurs enseigne votre demeure. Mais il est bon que vous en soiez prévenu. Changerons-t'il d'avis? C'est ce que j'ignore, et les comandants, car touts cecy va leur fair prendre une partie quelconque. Je vous le repette si c'est de rester en ville et de n'en pas sortir il y a tout a craindre de les manqué, ou du moins de soulevé le peuple. C'est à vous mon général a prononcé et a donné des ordres aux citoyens général Ferrand et au commandant temporaire. La place comme toutes les rues regorgent de monde aux écoutes, voilà les choses aux naturelles; jugez d'après le tableau parlans.

Le général Ferrand a peine à comprendre ce que veut dire le bas de vôtre lettre, générale : il faut que demain nous soyons sûr de Valencienne. Je vous avoue que je n'ai pu le satisfaire à cet égard. Esse qu'il doit être attaquée ou peut on présumée craindre, enfin, un mouvement d'insurrection? Il seroit bon que luy et moy en soient instruit. La suspensions d'armes avec les Autrichiens nous forcent telle à des sacrifices quelconques? Voilà ce qu'il désir sçavoir et recevoir de vos nouvelles.

A Valenciennes le 2 avril 1793 l'an 11e de la Republique.

Le général de divisions de la gendarmerie nationale Léscuyer.

De plus, Ferrand en avait dit aux députés plus que Lescuyer ne l'avait cru ; et le témoignage de Lequinio, l'un d'eux, venait corroborer les preuves que, par sa lettre, Lescuyer avait fournies contre lui-même. Mais le général Ferrand n'était pas là. Le défenseur de l'accusé demanda qu'il fût entendu et le tribunal faisant droit à cette demande, ajourna l'affaire au 4 juin (1). A cette date , il n'était pas possible d'entendre Ferrand : Valenciennes était bloquée et le général, eût-il été libre de venir déposer, avait alors autre chose à faire. Le procès fut donc ajourné encore sans terme défini, mais dès que Valenciennes eut succombé, il fut repris, et pour Lescuyer, dans des conditions peu favorables. Lescuyer avait écrit à Ferrand pour invoquer son témoignage à l'appui du système de défense qu'il avait présenté (2), et Ferrand lui avait répondu, rétablissant les faits tout autrement. L'accusé pouvait donc présumer quelle serait sa déposition

---

(1) Ferrand avait-il commencé à exécuter l'ordre de Dumouriez? On a de lui cette pièce : Il est ordonné à un détachement de gendarmerie nationale dont le nombre sera fixé par le citoyen général l'Ecuyer et qui se trouve sous mes ordres à Valenciennes de mettre à exécution les ordres du général en chef Dumouriez.

A Valenciennes le 2 avril 1793. L'an IIe de la République à 8 heures du matin. Le général de brigade, Ferrand.

Certifié sincère et véritable au désir du procès-verbal du dépôt aux greffes du tribunal révolutionnaire, en datte de cejourd'huy 24 mais 1793. L'an IIe de la République française. Léscuyer.

(Archives, W. 230, dossier 215, pièce 9).

(2) Voici la lettre de Lescuyer à Ferrand (7 mai 1793) :

De l'hôtel de la Force :

Vous n'avez point ignoré ma translations dans les prisons de Paris où je suis détenu maintenant à l'effet d'y être interpellé sur tous les motifs qui se sont trouvé inserré dans une lettre dont vous avez eu connaissance, et que j'ay ensuite de concert avec vous adressé à Dumourie. Je n'ai agi que d'aprés vos conseils tendant à fair déjoué les infames projets du traître et perfide Dumourrier.

Vous vous rappellerez aussi sans doute, général, l'ordre que vous m'avez donné signé de votre mains à l'effet de m'autorisé à fair sortir de la ville de Valenciennes et à l'endroit que vous m'avez vous même désigné un dettachement de gendarmerie nationale pour se rendre..... pour y surveiller les..... housards qui étaient les créatures de Dumouriez décidés à servir ses projets et par ce moyen tromper leur vigilance.

Vous vous rappellerez égallement, general, l'ordre que vous avez donné aussitôt ainsi que le commandant temporaire aux maîtres de postes aux cheveaux de Valencienne, portant défense de fournir des cheveaux à qui que ce soit (pas même aux députés) sans une permission expresse de vous.

Qui pourrait croir, general, que d'aprés la conduitte la mieux réflêchie

devant le tribunal. Il fut condamné et exécuté le jour même (14 août) (1).

La " queue „ de Dumouriez

Anne-Hyacinthe de Vaujours, âgé de 47 ans, ci-devant colonel au 3ᵉrégiment de dragons, destitué en août 1792, par Dumouriez et retenu à Paris, avait été se loger rue de Biévre, où il montait sa garde comme simple garde national avec les hommes de son quartier. Il n'avait point tardé à se faire parmi eux la réputation d'aristocrate, il avait déploré la mort de Louis XVI, il ne parlait qu'avec indignation de Robespierre, Marat, Pétion, Barère; il s'écriait que sous l'ancien régime il n'y avait qu'un roi et que maintenant nous en avions sept cents.....

L'accusateur public résuma les charges; les défenseurs furent entendus; le président posa les questions au jury et Vaujours, déclaré coupable sur tous les points, fut condamné à mort (19 avril 1793). Il fut exécuté le lendemain 1ᵉʳ Floréal, An I.

---

que nous avons tenue ensemble tant pour nous préserver de la fureur de Dumourriez que pour garantir la ville de Valencienne de sa vengeance et de sa férocité, je me trouve aujourdhui personnellement exposé à une procédure criminelle devant le tribunal révolutionnaire, et. (Il invoque son témoignage).

(1) *Lescuyer*, Charles-Joseph, ci-devant prévôt général de l'armée du Nord, nommé maréchal de camp, major-général de la cavalerie belge, 49 ans, condamné à mort et exécuté sur la *place de la Révolution* le 14 août 1793. (27 thermidor an I). *Louis Prudhomme, page 100, tome II.*

« Lescuyer venait d'atteindre la cinquantaine. Il avait vu Hastenbeeck, Corbach et Minden; il était lieutenant-colonel et prévôt de la gendarmerie du Nord et il avait assisté au bombardement de Lille lorsque les commissaires de la Convention le nommèrent colonel en le déclarant infiniment recommandable ». Il devait son grade de général de brigade « à la gratitude des représentants provisoires du peuple à Bruxelles » et le président de cette assemblée faisait l'éloge de Lescuyer, major-général de la cavalerie belge, qui commandait à la gendarmerie « véritable corps de héros et de philantrophes ». *(Arth. Chuquet, la trahison de Dumouriez, page 180.)*

Rapport de Lequinio et des commissaires de la Convention. « Il n'est pas de singerie patriotique, disaient les commissaires, qu'il n'ait faite et de preuve d'hypocrisie qu'il n'ait donnée. » Lescuyer prétendit vainement qu'il n'obéissait à Dumouriez que pour ne pas laisser « tomber l'ordre dans d'autres mains », qu'à son arrivée à Valenciennes, une guerre de lettres s'était établie » entre Dumouriez et lui, etc. Mais, dit Léquinio, nous lûmes dans ses yeux et suspectâmes ses intentions; il venait s'emparer de Valenciennes et sonder Ferrand. » *(Id. p. 184.)*

Bouché Fr. dentiste ambulant. « *Il onte tenue des propo incendierre et contre-révolutionnaire, en dizent que la Convention étoit des brigand et que M. Dumourier aloit les mettre à la raison avec son armée.* »

Bouché, arrêté le 6 avril à Fourneaux (Loiret) ne niait pas absolument ces propos ; il avait entendu dire à Meun que Dumouriez avait écrit à la Convention que « c'étaient des tyrans et des brigands » et qu'il l'avait répété à l'auberge, du moins à ce que lui avait dit sa femme ; car lui-même n'en avait pas gardé la mémoire : il était ivre, et la maîtresse de l'auberge qui le dénonçait, convenait qu'il était un peu échauffé».

Condamné à mort et exécuté le 27 avril 1793.

Orléans (Louis-Philippe-Joseph, duc d'), premier prince du sang, et qui avait pris le nom d'*Egalité*.

« Son sang criait contre lui et le trahissait sous ce nom même d'*Egalité* pour lequel il avait répudié, avec ses titres princiers le nom de ses ancêtres. Il y a des rangs qu'il n'est pas plus facile d'abdiquer que d'usurper. Rien ne lui servit d'avoir prodigué ses biens au peuple, envoyé ses fils aux armées. Celà même tourna contre lui. A la première nouvelle de la trahison de Dumouriez, il fut rangé avec ses deux fils les ducs de Chartres et de Montpensier (*Egalité aîné* et *Egalité cadet*), parmi les gens présumés ses complices ; et quand en réponse à cette tentative de restauration monarchique, l'Assemblée rendit le décret que « *tous les membres de famille des Bourbons seraient mis en arrestation pour servir d'otages à la République* » on n'eut garde de l'excepter.

Condamné à mort, il fut guillotiné le 16 brumaire an II (6 novembre 1793) ;

« Le duc d'Orléans fut mené au supplice avec *Coustard*, son co-accusé, *Gondier*, agent de change, le serrurier *Brousse* et *Nicolas Laroque*, condamnés le jour précédent à divers titres. On raconte qu'en passant devant le Palais-Royal le funèbre cortège fit une pause calculée pour torturer le prince par les souvenirs de son ancienne grandeur. Le Bulletin se contente de dire : « Arrivé devant son ancien domicile, Egalité a jeté dessus un regard sec qu'il a prolongé jusqu'à la rue de la Loi (rue Richelieu) ; au demeurant, on n'apercevait sur sa figure aucune altération.

» Cependant, quoi qu'on ne vît en lui aucun effroi de la mort, il est assez vraisemblable qu'il souffrait cruellement ; car toutes les excroissances sanguines qui défiguraient son visage avaient entière-

ment disparu, ce qui ne pouvait être arrivé sans qu'il ne se fût fait dans son organisation intérieure une révolution extraordinaire et douloureuse (1).

Il fut exécuté le premier, sur la place de la Révolution, entre le pont tournant des Tuileries et le piédestal qui portait autrefois la statue de Louis XV.

L'auteur du *Glaive vengeur* est forcé aussi, à son grand regret, de reconnaître le courage dont fit preuve le duc d'Orléans; il monta d'un pas ferme sur l'échafaud et reçut la mort avec intrépidité. (*Dame Guillotine*, p. 347, 348). Né à Saint-Cloud près Paris, département de Seine et Oise, député à la Convention, ci-devant lieutenant général des armées de terre et de mer, demeurant maison Egalité à Paris, le duc d'Orléans était âgé de quarante-six ans et quelques mois. »

Collier, dit Lamarlière, Antoine, général à l'armée du Nord; ancien colonel du 14e régiment d'infanterie, ci-devant Forez en 1792; avait remplacé le colonel de La Place, émigré; accusé du crime de haute trahison; condamné à mort et exécuté le 6 frimaire an II (26 novembre 1793).

Le 5 nivôse (25 décembre 1793), Robespierre proposa le décret suivant, qui fut adopté par la Convention.

Art. 1er. L'accusateur public du tribunal révolutionnaire (Fouquier-Tinville), fera juger incessamment Dietrich, Custine, fils du général puni par la loi, Biron, Debrulli, Barthélemi et tous les généraux et officiers prévenus de complicité avec *Dumouriez*, Custine, Lamarlière, Houchard.

C'était tenir le glaive suspendu sur toute l'armée du Nord.

Biron (Armand-Louis de Gontaut, duc de Lauzun), général en chef. Député de la noblesse du Quercy, aux Etats-Généraux; lieutenant général à l'armée du Nord, commandant en chef de l'armée du Rhin (8 juillet 1792), puis de l'armée de Nice après Anselme (20 décembre), transporté dans l'Ouest et chargé du commandement de l'armée des côtes de la Rochelle (mai 1793). Condamné à mort, le noble général conserva tout son sang-froid. « C'est fini, messieurs, dit-il aux prisonniers, je pars pour le grand voyage », et quand le bourreau se présenta, il lui offrit un verre de vin, disant : « Prenez, vous avez besoin de courage, au métier que vous faites. » Il fut exécuté le 10 nivôse an 2. (30 décembre 1793).

---

(1) *Les fils de Philippe-Egalité pendant la Terreur. — G. Lenôtre, p. 285.*

Faverolles (Henriette-Louis-Charles de), âgé de trente-six ans, ex-noble, ex-militaire, puis ecclésiastique, non sans esprit de retour à l'armée; car on le voit commissaire des guerres et aide de camp de Dumouriez pendant que le général était au ministère des affaires étrangères (2 mars 1792). Les lettres de Dumouriez à Faverolles témoignaient d'une grande intimité entre le général et son aide de camp.

Condamné à mort et exécuté à Paris le 12 nivôse an II (1er janvier 1794).

Luckner, Nicolas, âgé de soixante-douze ans, maréchal de France, commandant en chef des armées du Nord et du Rhin.

Condamné à mort et exécuté le 15 nivôse an II (4 janvier 1794).

« Dans le maréchal de Luckner on frappait le plus élevé des représentants de l'ancienne armée : un général qui avait défendu sa patrie d'adoption et son roi, un des soutiens de la monarchie constitutionnelle, un compagnon de La Fayette.

Il n'avait pas été compris nominativement dans le décret du 5 nivôse qui marquait pour le tribunal révolutionnaire Dietrich, Custine fils, Biron, etc. Il parut assez naturel de le comprendre au moins au nombre des « généraux et officiers prévenus de complicité avec Dumouriez, Custine, etc. »

Bases de l'accusation à faire contre Luckner : Sa retraite honteuse de la Belgique, d'accord avec la cour contre le vœu du peuple alors bien prononcé.

Son insouciance sur l'horrible délit de Jarry qui a fait incendier les faubourgs de Courtrai pour indisposer les Belges contre le peuple français... insouciance portée à un tel point qu'il n'a pas même fait arrêter ce Jarry, ce qui démontre clairement qu'il approuvait ses principes.

Voici quelques-uns des traits par lesquels le juré Antonelle (ex-marquis) motive son verdict. « Royaliste endurci, mais couvert.... Astucieux et double sous l'écorce de la simplicité, vieux esclave longuement empoisonné de sentiments serviles, doublement pourri dans les habitudes également corruptrices de l'obéissance aveugle et de l'autorité doublement absolue. »

« Je le suis au Nord... Observez-le dans cette nouvelle carrière; vous le verrez en débutant, et c'est ici que l'artifice est détestable, vous le verrez d'abord capitaine habile, audacieux, actif, échauffant par ses succès rapides le zèle révolutionnaire des Belges... bientôt général traître, etc., etc.

Il a marché au supplice, dit Du Lac, avec toute la fermeté que

son âge permettait de trouver sur ses gestes, l'habitude de son corps et sa figure. Il a constamment opposé aux cris de *Vive la République* un ton très expressif qui prouvait avec beaucoup d'énergie son excessive antipathie pour ce régime. »

Et H. Walon ajoute : On ne lui donnait assurément là aucune raison de l'aimer beaucoup. (15 nivôse-4 janvier 1794).

Eustache-Charles-Joseph marquis d'Aoust, né à Douai, le 27 février 1763, était le fils du constituant d'Aoust, ancien président des Etats de Flandre.

Second sous-lieutenant surnuméraire sans appointements au régiment d'infanterie du Roi le 21 avril 1778, sous-lieutenant le 14 avril 1782, lieutenant en second le 23 avril 1786, lieutenant en premier le 16 août 1789. Capitaine aide de camp du maréchal de Rochambeau le 1er avril 1791, aide de camp de Luckner le 21 avril 1792, puis du général Biron le 13 juillet 1792, colonel le 7 octobre suivant, général de brigade provisoire en juin 1793, nommé par les représentants du peuple, il devint chef d'état-major de l'armée des Pyrénées Orientales, et reçut à titre provisoire le grade de général de division au mois d'août suivant. En cette qualité, il fut appelé à remplacer à la première division le général Barbantane, nommé général en chef le 7 août. Appelé à Paris le 2 nivôse an II, il fut chargé de commander l'armée devant Perpignan jusqu'à l'arrivée de Dagobert, le 16 septembre 1793.

Mais il ne put obtenir la confirmation de son grade et Xavier Audouin écrivit : Il est inutile de proposer des nobles, on peut leur répondre à tous négativement. Après avoir emporté le camp retranché des Espagnols à Pereystortes, le 17 septembre 1793, il fut battu le 20 décembre suivant; traduit devant le tribunal révolutionnaire, qui l'accusa de trahison, il fut exécuté (1).

Hédouville (le général Joseph d'), commandant l'avant-garde de l'armée du Nord, un de ces généraux qu'on voulut frapper à défaut de Dumouriez et de Lafayette.

Le président Herman (exécuté lui-même le 17 floréal an III) avait posé la question intentionnelle.

1° Joseph d'Hédouville, ex-noble et général de division de l'armée du Nord, a-t-il compromis en cette qualité les intérêts de la République, notamment à Warwick (Wervicq) et à Menin?

---

(1) *Arch. Guerre. R. F.*

2° L'a-t-il fait avec des intentions criminelles et par trahison?

Le jury répondit oui pour la première question et non pour la seconde.

Pour qu'il ait répondu négativement à la question d'intention, il faut qu'il ait jugé l'accusé bien peu coupable sur la question principale (1).

Laroque (Jean-Louis, vicomte de), 38 ans, autrefois colonel du 10e dragons. Général complice de Dumouriez. Il avait reçu du général de Neuilly l'ordre de conduire ses dragons à l'Ermitage (bois de Bon-Secours), près Condé; c'était passer à l'ennemi; il les avait fait mettre en bataille à Vieux-Condé, où il était, leur avait lu l'ordre, mais ensuite il avait pris conseil et résolu de retourner à Valenciennes. Neuilly lui avait dit que tous les généraux qui avaient servi sous Dumouriez étaient compromis; que déjà Stengel, Miranda, d'Harville, Boucher et autres avaient été guillotinés; que lui Laroque était sur la liste de proscription. Dans son interrogatoire, il ajouta :

« Que lui répondant a dit avec cette franchise qui caractérise un honnête homme, qu'il passerait de l'autre côté, s'il croyait être guillotiné à Paris, mais que tous les officiers de dragons lui ayant assuré qu'ils étaient prêts à rendre le meilleur témoignage de sa conduite, alors il est resté avec eux.....

D. — Comment il n'a pas commencé par où il a fini, qui était de communiquer l'ordre de Neuilly au commandant temporaire de Condé, qui lui aurait donné, ainsi qu'il l'a fait, un ordre pour conduire son régiment à Valenciennes et que tout aurait fini là.

R. — Que cela est juste, que cela aurait été plus prudent, mais que dans ce moment il était égaré par des propos de Neuilly.

Cela ne lui servit pas d'excuse.

Condamné à mort et exécuté le 12 ventôse an 2 (2 mars 1794).

Les généraux *O'Moran*, *Chancel* et *Davaine*.

Le 16 (6 mars), trois généraux de l'armée du Nord, *Jacques O'Moran*, né irlandais, vieilli au service de la France, ayant combattu sous Dumouriez et sous Custine, général de division depuis octobre 1792; *Hector Chancel*, capitaine adjudant à l'époque de la Révolution et devenu général; *J.-B. Davaine*, belge de naissance, cordonnier de profession (2), venu en France en 1790, employé d'abord en qualité

---

(1) Quelques acquittés du mois de nivôse. *H. Walon. (Op. cit.)*

(2) *Davaine*, 60 ans, né à Roulers (Belgique), condamné à mort, dit Louis Prudhomme, « pour avoir refusé de marcher sur Ostende avec 18,000 hommes contre 12 à 1,500 » !

d'inspecteur des remontes, puis, comme il avait pris part à la Révolution belge, appelé au commandement des troupes et nommé général de brigade, enfin général de division. Ils étaient accusés non de s'être laissé battre, mais, comme Houchard, de n'avoir pas assez battu l'ennemi.

La bataille de Wattignies aurait dû, selon les hommes d'Etat des Comités, entraîner l'occupation immédiate de la Belgique. Chancel était resté inactif dans les journées des 15 et 17 septembre; il commandait à Maubeuge; il avait cru devoir garder la place et n'avait reçu, d'ailleurs, aucun ordre pour couper la retraite à l'ennemi. O'Moran, qui commandait à Tournai et dans la Flandre occidentale, n'était pas entré dans le Brabant; Davaine, qui avait un commandement dans la même région, n'avait pas marché sur Ostende; il n'en avait pas reçu l'ordre; son ordre était de harceler l'ennemi et il se flattait de n'y avoir pas manqué. Comme c'était moins que ce qu'on espérait, on leur imputa le crime d'avoir favorisé les ennemis sur le territoire français et ils furent condamnés.

Exécutés à Paris, le 16 ventôse an II (6 mars 1794).

Le 26 (16 mars), un colonel, victime de la guerre de Vendée et des volontaires. *Pierre Quétineau* (trente-sept ans), lieutenant-colonel en second à l'armée du Nord, avait été pris pour chef par trois cents habitants de Thouars, afin de combattre les Vendéens. On prétendait qu'il avait découragé les volontaires en leur donnant des congés et en écrivant aux municipalités des villes qu'ils devaient traverser de les renvoyer à leur corps, même par la force armée.

On lui reprochait aussi l'évacuation de Bressuire et il répondit en vain qu'il ne l'avait fait que sur l'avis d'un conseil de guerre. Son vrai crime fut d'avoir peu ménagé les volontaires et de n'avoir pas battu les Vendéens.

5 pluviose an II (24 janvier 1794). *Laurent Migot*, 65 ans, ex-comte, ex-colonel du 4e régiment de dragons, accusé d'intelligence avec l'ennemi pour des propos tenus en septembre 1792.

22 pluviôse an II (10 février 1794). *François-Amable Chapuis*, ci-devant procureur et, depuis la révolution, lieutenant-colonel au 9e bataillon des volontaires de Saône-et-Loire à l'armée du Nord, accusé de complicité avec Dumouriez. Il avait, en effet, signé avec les officiers de son bataillon une adresse à Dumouriez (1er avril 1793), qui était un acte d'adhésion à sa révolte. Dumouriez ayant passé en

Belgique, les signataires en exprimèrent leurs regrets à Dampierre, son successeur, disant qu'ils l'avaient fait par surprise. Mais Chapuis fut envoyé par Dampierre au ministre de la guerre (17 avril) et par le ministre au tribunal, où ses excuses n'avaient aucune chance d'être accueillies. Le 7 mai, il fut interrogé par le juge Roussillon et le 22 pluviôse seulement (10 février 1794), il comparut devant le tribunal qui le condamna.

9 ventôse an II (27 février 1794). *Pierre-Elysée Ferrand*, 57 ans, ancien capitaine au régiment de Bassigny, puis chef de brigade à l'armée du Rhin. On l'accusait d'avoir entretenu le royalisme dans son régiment, avant la chute du Roi; d'avoir manifesté sa désapprobation quand on le suspendit; c'est son sergent-major qui le dénonçait. On l'accusait encore d'avoir pris le prétexte d'une blessure pour se retirer à l'hôpital, quand l'ennemi était proche, moins par crainte, sans doute, que par antipathie contre la Révolution. Il était grièvement blessé à la jambe quand il entra à l'hôpital.

14 ventôse an II (4 mars 1794). *Merruau-Dufrenoi*, 43 ans, capitaine au 29e régiment d'infanterie, adjudant dans l'état-major du général de Neuilly. Il avait été témoin dans le procès de Laroque et il le justifia encore dans son interrogatoire à propos des dragons qui avaient crié « Vive le Roi » et que Laroque n'avait pas fait arrêter; ils étaient ivres. Il n'en fut pas moins, comme Laroque, jugé complice de la trahison de Dumouriez.

6 pluviôse an II (25 janvier 1794). *Charles-Alexis de Charmes*, fils naturel de *Sillery*, ancien aide de camp de Dampierre, mis aux arrêts par le général Ferrand pour avoir fait tirer le canon sans ordre. A la nouvelle que Dampierre était blessé, il rompit ses arrêts et fut pour cela destitué. Dampierre mort, il était venu à Paris pour faire révoquer sa destitution. On l'accusa d'avoir contrefait la signature de Dampierre dans un certificat du général en sa faveur; ce qu'il nia. Il avouait seulement avoir mis la signature « Audouin, adjudant du ministre » sur un passeport qui l'autorisait à rester quinze jours à Paris, mais il disait qu'il n'en avait pas fait usage. Il n'en fut pas moins condamné, comme un simple faussaire, à huit ans de fers. Détenu à ce titre, il fut enveloppé dans la prétendue conspiration de Bicêtre, comme nous le verrons plus tard, le 8 messidor.

Westerman, François-Joseph, « échevin de Strasbourg, soldat dès

son enfance, général français, condamné à mort et exécuté le 16 germinal an II (5 avril 1794) ». Westerman ne montra pas moins d'énergie en faisant le tableau de ses services dans l'armée de Dumouriez à Jemappes et plus tard; lorsque Dumouriez était en Belgique, dit-il, j'étais en Hollande, abandonné entre les ennemis. J'ai conduit ma légion à Anvers.....

Il ne lui fut pas difficile de prouver combien il s'était montré contraire aux manœuvres qui préparèrent la rébellion de Dumouriez.

A un moment, comme le président l'interrompit en disant « *qu'il divaguait et qu'il perdait son temps :* — Je ne puis mieux l'employer qu'à *défendre mes jours*, dit-il brusquement.

» Des traits divers de cette défense, le juge Topino-Lebrun a conservé ce défi tout soldatesque du général à ses lâches accusateurs :

» *Je demanderai à me mettre tout nu devant le peuple pour qu'on me voie; j'ai reçu sept blessures, toutes par devant; je n'en ai reçu qu'une par derrière, mon acte d'accusation.* »

Sahuguet dit d'Espagnac, Marc-René, abbé, fournisseur des armées, 41 ans, convaincu d'avoir trempé dans une conspiration tendant à diffamer, à avilir la représentation nationale et à détruire par la corruption le gouvernement républicain. Exécuté le 16 germinal an II (5 avril 1794).

On accueillait des dénonciations de soldats contre leurs officiers et cela se faisait sans le couvert de l'anonyme :

« 13 floréal (2 mai 1794).

» Le citoyen *Cahaure*, chasseur au 21e régiment, 11e compagnie, prévient que les officiers de son corps ne sont pas patriotes, excepté les deux premiers chefs, Dupré et Beaugard.

(Robespierre) Envoyé au commissaire du mouvement des armées, avec ordre de vérifier le fait et de changer les officiers, si la dénonciation est fondée. »

Rapport de Billaud-Varennes à la tribune de la Convention le 1er floréal.

« Nous frapperons sans pitié ceux dont les masques pourront tomber successivement. C'est l'hécatombe la plus propice qu'on puisse offrir à la victoire.

» Car la victoire peut avoir des périls qu'il faut conjurer. Si les généraux vaincus étaient frappés comme traîtres, un général vainqueur

ne pourrait-il pas, à son tour, avoir la pensée de trahir? L'orateur en a déjà l'intuition; cette pensée le poursuit :

» Quand on a douze armées sous la tente, ce ne sont pas seulement les défections qu'on doit craindre, prévenir; l'influence militaire et l'ambition d'un chef entreprenant sont également à redouter. L'histoire nous apprend que c'est par là que toutes les républiques ont péri! Et, dans une monarchie, la force armée est le premier instrument et la première victime du despotisme; dans un Etat libre, les chefs qui la commandent sont toujours inquiétants. Il faut appréhender quelque fois jusqu'à leurs exploits.....

» Exemple de Dumouriez. »

Théodore Moreau avait à se défendre d'avoir été un des agents de Dumouriez. Enrôlé au 3e bataillon des volontaires de Seine-et-Oise, nommé capitaine, adjoint aux adjudants généraux à l'armée du Nord, il y était resté jusqu'au moment où le général Houchard lui signifia son congé. Il en demanda les raisons au ministère; on n'en savait rien; on l'invita à retourner à son poste. Il allait s'y rendre quand on l'arrêta.

Les raisons de son congé étaient sans doute celles qui le firent renvoyer devant le tribunal révolutionnaire. On soupçonnait qu'au moment de la trahison de Dumouriez, il avait eu la pensée de fuir avec lui. Il s'expliqua dans son interrogatoire et plus au long dans un précis où il expose toute l'affaire. Restait à faire agréer l'explication du tribunal.

Condamné à mort et exécuté le 27 floréal an II (16 mai 1794).

Guillaume et Jean-François *de Neef*, natifs de Louvain, étaient renvoyés aux tribunaux ordinaires. (Archives, ibid., 702.)

Au 18 floréal (7 mai 1794), se rattache un dernier jugement. *François Petit-Jean*, commissaire-ordonnateur à l'armée du Nord, était accusé de complicité avec Dumouriez et de malversations. Il s'agissait d'une livraison de fusils et il prétendait que, comme commissaire-ordonnateur, ce n'était pas à lui à les vérifier. Nulle preuve de la complicité avec Dumouriez; et une chose aurait dû lui faire trouver grâce, ce qu'il avançait de ses relations avec Custine : il avait été, disait-il, si maltraité par ce général qu'il avait prié les représentants du peuple près de l'armée du Nord pour le dispenser d'aller chez lui. Il

fut condamné. (Archives, W. 360, dossier 769, pièce 45.) Il y a des pièces nombreuses au dossier (1).

Louis-César *Bogu*, chef de bataillon et, au temps de Dumouriez, commandant à Hondschoote; accusé de complicité dans sa trahison.

« Deux sous-lieutenants l'avaient dénoncé. Un capitaine et plusæurs autres officiers et sous-officiers certifiaient, au contraire, qu'il s'était comporté en brave militaire. Après examen, on le mit en liberté sous caution (30 nivôse, 19 janvier 1794). On le reprit pourtant et, le 22 ventôse (12 mars), on lui faisait subir un nouvel interrogatoire : sur les ordres des représentants qu'il avait retardés à dessein; sur les soldats qu'il avait maltraités, privés du nécessaire. Il y répondit catégoriquement; mais cette façon de revenir à la charge prouvait que, pour cette fois, on ne voulait plus le lâcher. » (11 prairial an II, 30 mai 1794.)

Un *Liégeois* nommé Isidore *Bastin*, se disant militaire, avait couru grand risque de partager le sort de quatres autres citoyens poursuivis et condamnés; on lui imputait d'avoir tenu un langage auquel on ne pardonnait guère.

D. — S'il a entendu tenir par Saintenois des propos de « Vive le Roy » ?

R. — Qu'il ne l'a pas entendu, mais il a ouï dire qu'il avait tenu ces propos.

D. — S'il n'a pas approuvé le cri de « Vive le Roy », en ajoutant qu'à sa place il en aurait fait autant; attendu qu'il y avait trop longtemps qu'il était en détention?

R. — Qu'il a bien approuvé le propos de Saintenois, en ajoutant que, s'il était las de vivre, il prenait le bon moyen, attendu que justice lui serait promptement rendue et qu'il a ajouté que lui-même, s'il était las de vivre, il en dirait autant.

« Il connaissait bien, en effet, les habitudes du tribunal révolutionnaire en cas pareil. Le tribunal vit sans doute là une approbation de sa conduite et l'acquitta. » (Quant au garçon-épicier Aug.-Jos. Saintenois, il fut exécuté le 15 floréal an II.) (4 mai 1794.)

---

(1) *Petit-Jean*, François, commissaire ordonnateur de l'armée du Nord, 47 ans, accusé d'être complice d'une conspiration dont Dumouriez était le chef et par suite d'avoir laissé l'armée du Nord sans subsistances, ainsi que les places de Cambrai, Douai, Bouchain et Lille; condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris le 18 floréal an II. (7 mai 1794). (Louis Prudhomme).

L'hécatombe d'un Régiment

Etat-major du traître Dumouriez.

Tribunal révolutionnaire (salle de la Liberté). Archives W. 374, dossier 844, 3e partie, pièce 135.

Ce qui justifie d'abord le titre d'*état-major de Dumouriez*, ce sont quatorze militaires, chef d'escadrons, capitaine, lieutenants ou sous-lieutenants du 17e régiment de cavalerie, accusés d'avoir voulu faire passer deux escadrons de leur régiment à l'ennemi, lors de la défection de Dumouriez.

Jacques-Joseph-Laurent *Furet-Prébaron* (44 ans), chef d'escadrons.

Etienne *Le Candre* (27 ans), capitaine.
Amélie-Joseph-Xavier *Héry*, lieutenant.
Nicolas-Jacques *Beauregard* (41 ans), sous-lieutenant.
Joseph *Mollet* (48 ans), sous-lieutenant.
François *Poisson* (37 ans), sous-lieutenant.
Pierre-Félix *Vérillot* (26 ans), sous-lieutenant.
Pierre-Félix *Pruneau* (42 ans), sous-lieutenant.
Claude *Juy* (26 ans), sous-lieutenant.
Jean *Arnauld* (54 ans), sous-lieutenant.
Etienne *Jourd'heuil* (29 ans), sous-lieutenant.
Claude *Bonnot* (29 ans), adjudant.
Claude-Marie *Prisye* (46 ans), chef de brigade.
Jean-François *Bugnolet* (25 ans), chirurgien-major.
Tous nient la participation à la trahison.

Ils furent condamnés à mort, en même temps que le général *Donadieu*, l'ex-maréchal de camp Gaston *Levis de Mirepoix*, ancien colonel du régiment du maréchal de Turenne, et le sinistre Mathieu-Jouve *Jourdan*, dit *Coupe-Tête*, le 8 prairial an II, 27 mai 1794 (1).

Prisye (*Pierre*), né à Nevers, le 27 mai 1748, garde du corps du Roi le 17 janvier 1766, capitaine à Royal-Bourgogne le 19 juin 1771, pourvu d'une compagnie d'augmentation le 5 mai 1772, capitaine en second le 1er juillet 1776, capitaine commandant le 12 mai 1779, chef

---

(1) *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris avec le journal de ses actes, par H. Walon, membre de l'Institut et Arch. Guerre. R. F.*

d'escadron le 1er mai 1788, lieutenant-colonel dans le 18e de cavalerie (devenu 17e en 1792) le 25 juillet 1791, colonel le 30 mars 1793, suspendu de ses fonctions le 5 octobre 1793. Il était chevalier de Saint-Louis du 7 février 1791 (1).

Guillotiné le 27 mai 1794.

Bugnottet (*Jean-Baptiste*), chirurgien au 17e de cavalerie.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Le Candre (*Eugène-François-Etienne*), né à Arras le 18 janvier 1766, sous-lieutenant dans le régiment de Berry (17e de cavalerie en 1792) le 27 août 1781, lieutenant le 10 décembre 1791, capitaine le 25 mars 1793, suspendu le 5 octobre 1793 (2).

Guillotiné le 27 mai 1794.

Mollet (*Joseph*), né à Saint-Mihiel (Basses-Alpes), en 1749; cavalier dans le régiment de Berry (devenu 17e de cavalerie) le 30 août 1771, brigadier le 25 mai 1782, maréchal-des-logis le 1er septembre 1784, maréchal-des-logis en chef le 10 mars 1792, sous-lieutenant le 7 juin 1793, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Héry (*Xavier-Joseph-Amélie*), né le 31 août 1774, à Chinon; cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie), le 1er septembre 1790, sous-lieutenant le 25 janvier 1791, lieutenant le 7 juin 1793, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Beauregard (ou *Beaugard*) (*Nicolas-Jacques*), né à Versailles en 1753; cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie), le 29 avril 1778, brigadier le 25 mai 1782, maréchal-des-logis le 16 septembre 1785, en chef le 1er janvier 1793, suspendu et destitué le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

---

(1) *Arch. Guerre. R. F.*

Berry-Cavalerie fut levé dans le Roussillon en 1673 et porta le nom de Roussillon jusqu'en 1690, puis celui de Berry en l'honneur du petit-fils de Louis XIV. Devenu 18e de cavalerie en 1791, il prit le n° 17 à la suite de l'émigration de Royal-Allemand. Il fut transformé en 26e régiment de dragons en 1803 et licencié en 1814.

(2) Un autre Le Candre (Etienne-Jean), mort le 25 février 1792, et le père de celui-ci, commanda ce régiment en 1791.

Vérillot (*Philippe-Etienne*), né à Rivière-les-Fossés (Côte-d'Or), en 1768, cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie) le 1er juillet 1785, brigadier le 10 juin 1787, fourrier le 16 mars 1791, maréchal-des-logis le 21 juin 1792, sous-lieutenant le 7 juin 1793, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Jay (*Claude*), né à Langres en 1759, cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie), le 29 mars 1787, brigadier le 16 mars 1791, fourrier le 1er juin 1791, maréchal-des-logis le 26 avril 1793, sous-lieutenant le 16 juin 1793, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Furet de Prébaron (*Jacques-Joseph-Laurent*), né le 10 août 1749 à Salins, cavalier dans le Royal-Roussillon, le 6 juillet 1767, sous-lieutenant le 17 juin 1770, lieutenant en second le 15 mai 1784, lieutenant le 1er mai 1788, capitaine le 25 janvier 1792, passé au 17e de cavalerie le même jour, chef d'escadron le 15 juillet 1793, suspendu le 5 octobre. C'était un chevalier de Saint-Louis.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Prumeau (*Pierre-Félix*), né à Vaussay en 1752, cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie), le 4 novembre 1774, brigadier le 1er septembre 1784, maréchal-des-logis le 17 juillet 1792, sous-lieutenant le 16 juin 1793, lieutenant.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Arnould (*Jean*), né à Limoges en 1751, cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie) le 14 mars 1768, brigadier le 26 janvier 1775, maréchal-des-logis le 1er septembre 1784, en chef le 23 février 1793, sous-lieutenant le 7 juin suivant, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Poisson (*François*), né à Epinal en 1758, cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie) le 20 mai 1782; brigadier le 1er décembre 1787, maréchal-des-logis le 1er novembre 1791, sous-lieutenant le 16 juin 1793, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Jourd'heuil (*Etienne*), né à Bussières en 1766, cavalier dans le régiment de Berry (17e de cavalerie) le 28 octobre 1783, brigadier le

16 mars 1791, fourrier le 1er novembre 1791, maréchal-des-logis le 23 février 1793, suspendu le 5 octobre.

Guillotiné le 27 mai 1794.

Antoine Moreau (63 ans), vétéran au 67e régiment, né à Liége, mais républicain; c'est pourquoi il était venu en France. Il avait pourtant servi la France sous le Roi; car il avait son congé, comme sergent, et sa pension de retraite, signés Louis, du 24 septembre 1791. On lui avait trouvé un portefeuille contenant quatre cocardes blanches. A quelle fin? Il disait qu'étant au régiment, il espérait s'en servir pour faire des cols et qu'ayant quitté le régiment il les avait mises dans ce portefeuille, où il les avait oubliées.

Condamné à mort, ce vétéran de Moreau, sur le dossier duquel le juge, après l'avoir interrogé (12 prairial), avait écrit :

« Le prévenu est un sans-culotte, dont l'affaire demande un prompt rapport du conseil. »

Exécuté le 24 prairial an II (12 juin 1794).

Conspiration des prisons : Bicètre, 2e fournée, messidor.

François *Jacquinet*, dit *Monte-au-Ciel* (33 ans), soldat dans la légion des Belges (10 ans de fer).

Antoine *Roger*; il était au service d'Egalité fils (le duc de Chartres) et quand celui-ci eut suivi Dumouriez dans sa fuite, il était entré dans Valenciennes avec l'armée; il y était resté pendant l'occupation autrichienne et s'en était évadé pour revenir à Paris. Acquitté.

Jean-Pierre *Mendouze*, ex-commis des affaires étrangères, accusé de complicité avec Dumouriez; il était été en fonctions sous le ministre Lebrun et protesté vainement qu'il avait servi la révolution et en serait toujours le plus ferme défenseur.

Condamné à mort le 12 prairial an II (31 mai 1794).

Jean-Joseph *Delfandre*, brigadier de gendarmerie nationale à Bouchain, envoyé par le district de Valenciennes. Valenciennes était alors occupée par les Autrichiens; c'est de Douai que la direction de Valenciennes (Gosselin, président; Lenglé et Poirier, secrétaires) l'adresse au tribunal. Il était accusé d'avoir dit à un gendarme, qui s'apprêtait à mettre le feu à une pièce contre les Autrichiens à Marchienne: « Comment, scélérat, tu ferais feu sur tes maîtres et tes supérieurs? » Il proteste que c'est faux : « Qu'il ne connaît comme

supérieur que la Convention et les émigrés comme traîtres. » Condamné à mort le 15 prairial an II (3 juin 1794).

Alexis *Moreuil*, ex-agent du ci-devant comte de La Marck, affirme avoir cessé toute correspondance avec lui, depuis le commencement de 1792, et se défend d'avoir tenté de lui faire passer son argenterie.

Gabriel-Philippe *Lorenzo*, fonctionnaire public à Bruxelles, avait à répondre du crime plus grave d'émigration. De Dunkerque, où il était né, il avait passé, en 1790, en Belgique, où il avait servi dans le 1er régiment de dragons en garnison à Gand. Il avait été forcé de crier « Vive l'Empereur », mais n'avait pas porté la cocarde noire. C'était assez d'aveux comme cela.

Condamnés à mort le 16 prairial an II (4 juin 1794).

Tribunal révolutionnaire de Paris

Salle de la Liberté.

Plusieurs accusés de propos révolutionnaires. Trois Belges : Albert *Callewaert*, charpentier; Joseph *Forret*, écrivain, et Pierre-Jacques *Soubry*, laboureur, Autrichien d'origine; ce dernier accusé de plus d'avoir distribué un écrit séditieux : *Cri de l'armée sur l'assassinat de la Reine de France.*

Condamnés à mort le 18 prairial an II (6 juin).

Jean *Vandierendonck* (25 ans), natif de Bruges, était accusé d'avoir chanté une chanson qui faisait l'éloge de Custine, son ancien général, et dit qu'il avait été guillotiné injustement. Ancien soldat de l'Empire, ayant déserté en 1792, il avait servi, en effet, dans les armées du Nord jusqu'au décret qui avait renvoyé les déserteurs dans l'intérieur de la République. Il niait d'ailleurs et la chanson et le propos.

Condamné à mort le 18 prairial an II (6 juin).

Anciens serviteurs de Gilbert Des Voisins, accusés de correspondance ou d'émigration avec lui.

André Guerbois, valet de chambre, tapissier.

Guerbois n'avait pas écrit à son maître; mais il avait reçu des

lettres datées de Bruxelles ou de Tournai. A *Dubreuil*, autre domestique, on attribuait une lettre qu'il niait; il savait à peine écrire et cela est prouvé par sa signature. Mais il était sorti de France avec Gilbert des Voisins en 1791 et rentré en 1792; cela résulte du témoignage de Guerbois; *Auvray*, troisième domestique, en convint pour lui-même, lorsqu'on lui demanda s'il avait correspondu avec eux.

R. — Qu'il n'avait pas eu de corespondance avec eux, étant sorti et rentré avec eux.

Condamnés à mort le 21 prairial an II (9 juin 1794).

Fournitures infidèles :

Bon-Jacques-René *Hébert* et Lambert *Lamendier*, fournisseurs de bois à l'armée du Nord, et Saint-Clair *Bouillart* (dix-neuf ans et demi), qui avait reçu la fourniture. Il dit en vain, pour son excuse, qu'il en ignorait les conditions étant en sous-ordre. Comment aurait-il dénoncé la fraude quand il ne l'avait apprise qu'au moment de son arrestation?

Condamnés à mort le 23 prairial an II (11 juin).

François *Gosselin*, boucher, envoyé par l'accusateur public de Seine-et-Marne, pour avoir dit « qu'il fallait un Roi et que si on le forçait d'aller aux frontières, il se mettrait du côté de l'ennemi ». Ce qu'il niait, expliquant le propos de la sorte : « Je me rappelle bien d'avoir dit que si j'avais des enfants, je ne les enverrais point sous les ordres de *Dumouriez*, parce que c'était un scélérat. »

Mais cette divination de scélératesse de *Dumouriez* ne touche point ses juges; condamné à mort le 4 messidor an II (22 juin).

Charles *Marquette*, loueur de voitures à Dunkerque, fut victime des facilités qu'il avait par son état de passer en Belgique; il reconnut qu'en avril 1793, il avait porté ou fait porter six lettres à Bruges et à Ostende.

Maurice-René *Labelinaye*, ancien chevalier de Saint-Louis, sorti du service en 1783 avec le grade de colonel à la suite. Il était allé à Mons en 1791. Il en était revenu dans les délais marqués par la loi; mais cela accusait une tendance à l'émigration qui le rendait suspect...

Un homme de son rang arrêté était presque perdu et une tentative de suicide qu'il avait faite au moment de son arrestation ne faisait que le compromettre davantage.

Condamnés à mort le 6 messidor an II (24 juin).

Louis *Mathys*, cavalier au 18e régiment, accusé d'avoir dit :

« Que les volontaires étaient bien bêtes d'aller se battre sur les frontières. »

Maximilien Lemau, domestique, pour avoir dit :

« Qu'il était content que Dumouriez vint à Paris, parce qu'il allait purger la partie saine de la Convention nationale. »

Henri *Valeuze*, soldat de Clerfayt, prisonnier de guerre.
Propos contre-révolutionnaires.

Louis-Joseph Damour (vingt ans), faisant les fonctions de capitaine des charrois dans la compagnie de Jean Moreau, au service de l'armée du Nord ; il était accusé « d'avoir conspiré par son inconduite dans ses fonctions contre la République ».

Tous condamnés à mort.

Jean-Jacques *Chopplet* (trente-deux ans), lieutenant colonel commandant le 5e bataillon de Paris, accusé d'avoir plus veillé sur ses intérêts que sur ceux de son bataillon, laissé piller les subsistances, signé un billet d'hôpital pour un soldat qui n'était pas malade et, ce qui dominait toute cette accusation, fait constamment la cour à *Dumouriez*.

(22 messidor an II, 10 juillet.) Condamné à mort.

Joseph *Royère*, dit *Béziers*, s'était engagé comme volontaire dans l'armée de Dumouriez ; il en était sorti au mois d'octobre 1792 et était entré dans la garde soldée de Sedan, ville où il exerçait l'état de savonnier.

On l'accusait d'avoir provoqué le massacre de plusieurs membres de la société populaire de cette commune, lesquels, grâce à Dieu, se portaient bien, et peut-être demandèrent et obtinrent sa tête.

Paul-Marie-Stanislas-Alexandre-Louis *de Lille-Dumolard*. On l'accusait d'avoir agité le peuple. Dans un interrogatoire, subi à Nantes, le 24 mai 1793, il raconte ainsi son histoire : « Il avait alors dix-neuf ans. Cadet volontaire au 49e où au commencement de 1791, pour éviter la persécution de ses chefs, par ce qu'il avait fait à la société des Amis de la Constitution à Douai, dont il était secrétaire, la proposition d'enlever les armoiries qui étaient encore sur l'hôtel du sieur de Nédonchelles. Il racontait ses divers voyages : à Lille, où son père commandait, à Nantes, à La Rochelle, puis à Lorient. *Il avait écrit au pouvoir exécutif pour être chargé de tuer Dumouriez*,

mis hors la loi; mais il n'avait pas reçu de réponse. Un faux certificat lui tenait lieu d'un passeport perdu, etc., etc. »

Son dossier renferme plusieurs lettres étranges, lui adressées : une, par exemple, datée de Vienne, 13 mai 1788, d'une demoiselle de Maillard, gouvernante chez Son Excellence M. le comte de Lichy, qui lui recommande de l'appeler sa sœur et qui signe « fidèle épouse » : il avait quatorze ans!

Ses dix-neuf à vingt ans en 1794 ne trouvèrent pas grâce devant les juges. 23 messidor an II, 11 juillet 1794.

Charles-Edouard-Frédéric-Henri *Macdonald*, Ecossais, lieutenant-colonel au service de la France, retraité pour infirmités, et qui, après divers voyages, en Italie et en Angleterre, était rentré au commencement de 1791. Le brave étranger, qui avait versé son sang pour sa patrie adoptive, était accusé de correspondance au dehors. Une lettre écrite à Donald Macdonald, le 24 mai 1793, lettre qui, vu l'adresse, était censée à lui et qui contenait diverses nouvelles sans conséquence, suffit pour le faire envoyer à la mort.

24 messidor an II (12 juillet 1794).

Jean-François *Rapin-Thoyras*, capitaine d'artillerie, attaché au traître Lanoue (lequel avait été l'objet d'un arrêt de non-lieu, le 10 mai 1793), coupable d'avoir maltraité un citoyen qui l'accusait de vouloir faire marcher ses troupes sur Paris. Cette imputation se rapportait sans doute à l'époque de Dumouriez. Mais le temps ne faisait rien à l'affaire; et le représentant du peuple à l'armée de la Moselle, *considérant qu'un être qui nous trahissoit il y a deux ans pourroit bien finir, si les circonstances lui étoient favorables, par nous trahir encore*, l'envoya au tribunal révolutionnaire. Condamné à mort le 24 messidor (12 juillet).

Charles *Vanhof* et J.-B. *Leguain*, étrangers (l'un né à Anvers, l'autre à Quenen en Brabant), entrés en France après la loi du 6 septembre 1793, avaient encouru l'application de cette loi. Le dernier, dans une lettre adressée le 19 prairial de la prison de Mézières au président du département des Ardennes, protestait de ses sentiments patriotiques :

Rien de plus pénétrant, disait-il, que de me voir ainsi traité,
Après m'être exposé à subir la mort pour embrasser l'arbre de la liberté.

La Convention avait été saisie de la question; mais, par décret

du 2 messidor, elle déclara que le tribunal révolutionnaire avait seul pouvoir pour résoudre. Il la trancha par la mort. (11 juillet 1794.)

Le 4 thermidor, on fit une quatrième fournée au Luxembourg. On y avait compris grand nombre de nobles dames :

Catherine *de Cossé Brissac*, veuve du maréchal de *Noailles;* vicomtesse de *Noailles*, sa fille; Henriette *d'Aguesseau*, duchesse *d'Ayen*, sa belle-fille; la veuve de *Lachatre*, ancien lieutenant général, et la veuve de *Saint-Juire*, ancien conseiller au parlement; la veuve *Duvaugarnier*.

Avec elles, le général *Charles de Flers* (38 ans), un de ces officiers de l'ancien régime, qui avaient accueilli avec joie la Révolution; maréchal de camp en 1791, signalé par des succès dans les campagnes de Belgique et de Hollande sous Dumouriez, puis général en chef de l'armée des Pyrénées (1). Il avait eu dans ce commandement quelques revers, rachetés pourtant par un succès devant Perpignan. N'importe, les revers rappelèrent qu'il était noble et prouvèrent qu'il était traître, et il avait été écroué au Luxembourg.

Plusieurs autres nobles :

Joseph *d'Aspremont-Linden*, de Bruxelles (36 ans), contrôleur de la halle aux toiles. Ils allèrent à l'échafaud le 4 thermidor an II (22 juillet 1794).

Le prince de *Salm-Kirbourg*, prince allemand, de la famille des Rheingraves, établi en France, assez mal famé dans l'ancienne société et peu recommandé par sa conduite dans la révolution de Hollande, où il espérait, en se faisant patriote, supplanter le prince d'Orange. Revenu en France, il avait obtenu de Calonne un brevet de maréchal de camp et, la Révolution survenant, il s'était fait nommer chef de bataillon dans la garde nationale par Lafayette. Ce n'était pas assez pour écarter les raisons qui le faisaient regarder comme suspect. Sa condamnation devait donner à la République le bel hôtel qu'il avait fait bâtir et qui devint plus tard le palais de la Légion d'honneur. Guillotiné le 5 thermidor an II (23 juillet 1794).

---

(1) Il y a au dossier 26 pièces qui le concernent; il était *de la Mothe-Flers*, ancien colonel du 3e cuirassiers (ci-devant Commissaire-général) en 1792; nommé maréchal de camp par *Dumouriez*.

Rohan-Geréménée prince de Montbazon, qui, en 1758, capitaine de vaisseau, avait combattu contre six vaisseaux. Chef d'escadre en 1769, vice-amiral en 1784, privé de son grade à la révolution et pourtant n'ayant pas voulu émigrer; il en recevait la récompense. Guillotiné comme contre-révolutionnaire (même date).

Le général *Alexandre de Beauharnais*, qui s'était distingué sous Rochambeau, dans les guerres d'Amérique, député de la noblesse de Blois aux Etats-Généraux et après l'Assemblée constituante *adjudant général à l'armée du Nord*, puis successeur de Custine à la tête de l'armée du Rhin. Il n'avait pu sauver Mayence. Il avait osé publier des observations sur la proscription des nobles. C'était plus qu'il n'en fallait pour être contraint de se démettre et rangé parmi les suspects. (Même date.)

L'Irlandais *Thomas Ward* (1), officier dans un régiment de sa nation, au service de la France, et, quand la Révolution éclata, un des plus empressés à la servir; mais il avait combattu sous les ordres de Dumouriez : lieutenant de *Dumouriez* et étranger, double cause de suspicion. On le paya de ses services par la prison et bientôt par la mort. (Même date.)

On avait compté à la prison des Carmes, au moment de la « *Conspiration des Prisons* », le jeune général Hoche que Saint-Just, qui l'avait vu à l'œuvre, Carnot, qui aurait dû l'apprécier, enlevèrent à son armée victorieuse : sa fougue, son ardeur, son audace, Landau débloqué, le Rhin reconquis, lui valurent cet ordre du Comité de salut public:

« *Du 22 germinal l'an II de la République une et indivisible.*

Le Comité de salut public arrête que le général Hoche sera mis en arrestation et conduit dans la maison d'arrêt des Carmes pour y être détenu jusqu'à nouvel ordre.

Ont signé

Saint-Just, Collot d'Herbois, Carnot, Barère, Prieur, Couthon, Lindet, Billaud-Varennes, et

Pour extrait

Collot d'Herbois, Billaud, Barère.

---

(1) *Acte d'accusation de Fouquier-Tinville.* « *Salm*, prince *allemand*, qui n'étoit, sous le masque du patriotisme, que l'agent caché de la coalition

Il fut, et c'est peut-être à cela qu'il dût la vie, transféré à la conciergerie le 27 floréal. A la Conciergerie, sous l'œil de Fouquier-Tinville, on ne pouvait, sans incriminer la surveillance du terrible accusateur public qui en avait la garde, supposer une conspiration de prisonniers. Hoche y demeura donc perdu pour la défense du territoire, tandis que nos armées luttaient péniblement sur la Lys, sur l'Escaut et sur la Sambre avant de gagner la bataille de Fleurus; mais enfin, il se fit oublier et put ainsi atteindre *le 9 thermidor*.

Conspiration des prisons. 25 juillet 1794, la veille du 9 thermidor.

André Chénier, 31 ans, né à Constantinople, homme de lettres, *ex-adjudant général chef de brigade sous Dumouriez*, demeurant rue de Cléry.

Le comité de sûreté générale avait donné ordre d'arrêter Pastoret, gendre de Piscatory. On le sut à l'avance, on le fit évader: Ce fut André Chénier, dit-on, qui lui rendit cet office. On ajoute qu'il était revenu chez Mme Pastoret, quand il y fut rencontré par Gennot et par un autre agent, porteurs de l'ordre du Comité. Les agents le trouvant en maison suspecte, l'y retiennent en arrestation provisoire, et le lendemain firent venir le comité révolutionnaire de Passy qui l'interrogea et l'envoya en arrestation à Paris (18 ventôse, 8 mars) et il fut écroué le lendemain dans la prison de Saint-Lazare. Il y vécut en effet plusieurs mois dans la société de Roucher qui l'y avait précédé, des frères Trudaine, ses amis et de plusieurs autres, parmi lesquels on signale *Aimée de Coigny*, qui lui inspira *la jeune Captive:*

L'épi naissant mûrit de la faux respecté,
Sans crainte du pressoir le pampre tout l'été
Boit le doux présent de l'aurore,
Et moi comme lui belle et jeune comme lui
Quoique l'heure présente ait de trouble et d'ennui,
Je ne veux pas mourir encore. »

Le 6 Thermidor, une première fournée était partie pour le tribu-

---

allemande contre la France. *Montbazon* aussi ex-prince et frère de l'infâme cardinal; *Alexandre Beauharnais*, ex-constituant, ex-complice des trahisons de Custine et dont la retraite du commandement n'a été qu'une manœuvre pour faciliter la prise de Mayence; enfin *Ward*, « Irlandais, ex-général sous Dumouriez et son complice. »

nal et n'en était pas revenue. Ce fut alors, dit-on, qu'André Chénier traça ces vers :

Comme un dernier rayon, comme un dernier zéphyre
Anime la fin d'un beau jour,
Au pied de l'échafaud j'essaye encore ma lyre
Peut-être est-ce bientôt mon tour;
Peut-être avant que l'heure en cercle promenée
Ait posé sur l'émail brillant,
Dans les soixante pas où sa route est bornée,
Son pied sonore et vigilant,
Le sommeil du tombeau pressera ma paupière!
Avant que de ses deux moitiés
Ce vers que je commence ait atteint la dernière,
Peut-être en ces murs effrayés
Le messager de mort, noir recruteur des ombres,
Escorté d'infâmes soldats
Remplira de mon nom ces longs corridors sombres.

André Chénier, contre lequel on aurait pu trouver tant de choses, puisqu'il avait écrit, avait été compris dans l'accusation avec les qualités et sous les inculpations propres à son frère Sauveur : *ex-adjudant général chef de brigade sous Dumouriez!*

« Pour se soustraire à la surveillance des autorités publiques, il s'est confondu parmi ses défenseurs, où il a eu le grade d'adjudant général, chef de brigade à l'armée du Nord; il paraît qu'il a secondé le plus adroitement qu'il a pu les trahisons de l'infâme Dumouriez, avec lequel il a eu des liaisons les plus intimes; mais après la défection du traître Dumouriez, il s'est occupé de laisser ignorer la place qu'il avait prise... »

Le passage a été rayé (on ne sait quand) de l'acte d'accusation, mais la qualification d'*ex-adjudant général chef de brigade sous Dumouriez* est restée jusque dans le procès-verbal d'audience et dans le texte du jugement.

André Chénier s'était fait faire alors le portrait que nous avons de lui par le peintre Suvée. Il ne laissait ni femme, ni enfants. Il sentait ce qu'il aurait pu produire, quand sur le chemin de l'échafaud, il se frappait le front, disant : « J'avais quelque chose là ».

André Chénier fut exécuté le 7 thermidor an II (25 juillet 1794), la veille de la chute de Robespierre, en même temps que le poète *Jean-Antoine Roucher*, l'auteur des Mois. « L'avant-veille, Roucher, ayant su qu'il était sur la liste des proscrits, avait renvoyé son petit Emile

à sa femme, pauvre enfant qui, par ses gentillesses, avait distrait son père des soucis de la prison, « le petit suspect », comme l'appelait sa sœur. Il avait fait faire, par le peintre Leroy, son portrait, qu'il envoya aux siens avec cette inscription :

A ma femme, à mes amis, à mes enfants.

Ne vous étonnez pas, objets sacrés et doux,
Si quelque air de tristesse obscurcit mon visage;
Lorsqu'un savant crayon dessinait cette image,
J'attendais l'échafaud et je pensais à vous.

28 messidor an II (16 juillet 1794).

De l'armée des Ardennes : *Alexandre-Casimir* Geoffroy, officier au 11e chasseurs à cheval, présenté par l'accusateur public près de cette armée, comme ayant dit lors de la retraite de Belgique : qu'il était satisfait d'aller à Paris et qu'il ne sortirait pas de la Convention qu'il n'eût du sang jusqu'aux genoux. »

Décapité le 28 messidor an II (16 juillet 1794).

Révolution du 9 thermidor. Robespierre et ses complices mis hors la loi et exécutés place de la Révolution :

Parmi les vingt-deux mis hors la loi :

Louis-Jean-Baptiste-Thomas *Lavalette*, 50 ans, ex-noble, et depuis la Révolution commandant à Nancy, commandant de bataillon de la section des gardes-françaises, général de brigade de l'armée du Nord.

François *Hanriot*, 35 ans, ci-devant commis aux barrières, ex-général de la force armée de Paris.

Jean-Baptiste-Edmond *Fleuriot-Lescot*, 43 ans, artiste, ex-maire de Paris, originaire de Bruxelles, Pays-Bas autrichiens.

« Quand vint le tour du maire Fleuriot-Lescot, Fouquier-Tinville qui l'avait eu pour substitut et avait conservé avec lui des relations d'amitié, déposa son écharpe et laissa à son substitut Liendon, le soin de requérir : acte louable qu'on eut le tort de lui reprocher dans son procès et dont il eut la faiblesse de s'excuser alors, car il y avait eu courage à le faire (1). »

---

(1) Né à Bruxelles en 1761, décapité le 28 juillet 1794. Il prit part aux troubles qui agitèrent sa patrie à l'occasion des réformes de Joseph II et vint

Après le 9 thermidor. — *Dufraisse*, général de l'armée révolutionnaire du département du Nord.

« Le lendemain 2 germinal (22 mars 1795), commençait un procès d'une autre nature. L'accusé était *Simon Dufraisse*, âgé de 32 ans. Avant la Révolution négociant à la Rochelle, puis comédien au théâtre de la citoyenne Montsansier, juré au tribunal du 17 août 1792, aide de camp du général Moreton de Chabrillant, adjudant général chef de brigade, ex-commandant de Lille, général de l'armée révolutionnaire du département du Nord, ensuite général de brigade à l'armée des côtes du Nord. C'était un de ces démagogues qui se faisaient un jeu de répandre partout l'alarme et la terreur. Commandant général de l'armée révolutionnaire du Nord, il avait imaginé avec Laviolette, une cartouche à délivrer à tous les soldats, représentant une guillotine ambulante, flanquée de faisceaux d'armes; on y lisait : *Le peuple est las des traîtres*, et *La terreur et la guillotine sont à l'ordre du jour*. Le cachet du général portait la même empreinte : une guillotine avec cette inscription : *Scélérats, la guillotine est là;* et dans l'entête de ses lettres, au milieu des mots *Armée révolutionnaire du Nord*, on voyait une guillotine montée sur quatre roues, et en avant le bourreau présentant une tête (1).

Les témoins s'accordèrent à parler de ses discours ultra-révolutionnaires; mais aucun ne l'accusa d'avoir abusé des pouvoirs énormes que le règlement de l'armée dont il était le chef mettait à sa disposition. Plusieurs députés, entre autre Duhem vinrent déposer en sa faveur. — L'accusateur public, abandonnant les griefs mal justifiés, tonna contre le système de dépopulation suivi avant le 9 thermidor et contre ce plan de terreur dont Dufraisse avait été un des plus chauds

---

chercher un refuge à Paris où il exerça la profession d'architecte. Dès l'origine de la révolution, on le vit figurer dans tous les mouvements populaires.

Membre de la Commune, commissaire aux travaux publics et affilié aux Jacobins, il devint un des admirateurs les plus enthousiastes de Robespierre, à l'influence duquel il dut d'être nommé.

Substitut de Fouquier-Tinville au tribunal révolutionnaire et maire de Paris après la chute des hébertistes. Au 9 thermidor, il déploya une grande énergie pour assurer le triomphe de son protecteur, mais arrêté avec lui, il monta le lendemain sur le même échafaud.

(1) Archives. W. 497, nº 106; cf. même dossier, un extrait du procès-verbal de la Société populaire de Douai, 19 brumaire an III : « Que tout le monde doit se rappeler que ce scélérat, arrivant dans cette commune, fit afficher partout que la terreur et la guillotine étaient à l'ordre du jour.....»; il déclara à l'Assemblée populaire « qu'il allait faire tomber plus de têtes en huit jours qu'il n'y en avait dans l'assemblée », etc.

H. Walon. Histoire du tribunal révolutionnaire; tome VI, pp. 73-74.

partisans. — Mais Dufraisse ne paraissait rien comprendre à ce qu'on lui reprochait : « Mon cœur est pur, dit-il dans sa défense; mes mains sont vierges et je suis content. »

Réal son défenseur, fit valoir un trait qui devait toucher le tribunal : c'est que pendant les massacres de septembre, Dufraisse, étant juré dans l'affaire de Montmorin, avait été blessé ainsi que l'accusé, par des femmes qui avaient envahi le prétoire : ce qui ne l'empêcha pas de prononcer sa déclaration en faveur de l'accusé. Le procès dura quatre jours. Le président Agier, dans son résumé des débats, eut un mot qui devait dicter la déclaration du jury. Après avoir rappelé l'appareil de terreur dont s'entourait le farouche général: « Il a développé, dit-il, les dispositions les plus capables de terrifier les citoyens; mais il offre en même temps l'exemple unique peut-être d'avoir fait beaucoup de peur et point du tout de mal. » Acquitté le 6 germinal.

18 Brumaire an III (8 novembre 1794). Acquittement :

François-Christophe Kellermann, général en chef de l'armée des Alpes, accusé avec son état-major, par une société populaire du Mont-Blanc, d'avoir conspiré pour *favoriser le succès des rebelles* de Lyon. Déclaration négative à l'unanimité. 24 Brumaire (14 novembre).

Pierre Decaisne père; Casimir-Benjamin Decaisne, fils, aides-gardes des magasins de l'armée du Nord : provocation dans leurs fonctions. — Non constant.

6 Brumaire an III (27 octobre 1794) :

Jean-Baptiste-Donatien *Vimeur-Rochambeau*, maréchal de France; nul délit; attestation favorable. — Non-lieu.

8 Brumaire an III (29 octobre 1794) :

François Boquet, employé dans les bureaux du district de Valenciennes : relation avec des habitants de Valenciennes pendant que la ville était au pouvoir des Autrichiens : il les avoue, mais c'était pour tirer des patriotes des mains de l'ennemi. Non-lieu.

9 Frimaire an III (29 novembre) :

Gabriel Queyssat, ex-noble, général de division à l'armée du Nord. Complicité avec La Fayette. — Il avait eu des relations avec La Fayette en Amérique et nullement depuis. Il explique longuement sa conduite. Non-lieu.

Exécutions en Belgique et de citoyens belges à l'étranger

Bouteloup, Pierre, grenadier au 7e bataillon au Pas-de-Calais, condamné à mort comme déserteur, le 21 thermidor an II, (8 août 1794), par le tribunal militaire de l'armée du Nord, siégeant à Ypres (Belgique, Flandre occidentale).

Bouvé, Léandre, volontaire au 2e bataillon, Haesebrouck, condamné à mort comme déserteur le 13 messidor an II (1er juillet 1794) à Ypres.

Brochardeau, François, payeur des dépenses de l'armée, condamné à mort comme émigré, le 2 prairial an III (21 mai 1794), par la commission militaire établie à Bruxelles.

Bruck, Marie-Anne, né à Melle (Flandre Orientale), âgée de 60 ans, exécutée à Paris le 21 messidor an II (4 juillet 1794). Contre-révolutionnaire.

Cezard, Louis, de Tournai, déserteur du régiment wallon de Wurtemberg, condamné à mort comme contre-révolutionnaire (Saône-et Loire), exécuté le 11 floréal an II (30 avril 1794).

Chateaubriand (Anne-Thérèse, fille de *Le Peletier de Rosambo*, marquise de), condamnée à mort et exécutée le 3 floréal an II (22 avril 1794).

Dans une lettre *datée de Bruxelles*, 17 avril 1792, sa correspondante lui reproche ses plaisanteries à l'égard des émigrants.

Je conviens que le succès n'a pas, jusqu'à présent, répondu à leur courage et à leur dévouement, mais ils n'en sont pas moins estimables et il est indigne à ceux qui habitent Paris et qui n'ont pensé qu'à conserver leur fortune et à se divertir, d'oser insulter à leur malheur.....

Je ne vous accuse pas, ma chère petite, de partager cette insensibilité, mais je voudrais ne vous voir adopter aucun des travers de Paris; malheureusement, l'air qu'on y respire est empoisonné; car les gens qui pensaient le mieux y perdent leur opinion et s'accoutument à l'idée de plier sous le joug.

Et encore :

Bruxelles, ce 14 juin 1792.

Mon Dieu, ma chère Aline, qu'il y a donc longtemps que je n'ai plus eu de vos nouvelles !.....

C'est très bien fait de se soumettre au décret de l'Assemblée dite nationale et de peu communiquer avec les pauvres émigrés; mais il n'y a pas encore de décret rendu ou du moins je ne le connais pas, qui ordonne d'abandonner tout à fait ses amis.....

Mme de Châteaubriand, dans son interrogatoire, dit que les lettres qu'elle-même a écrites sont antérieures à la loi qui les défendait et que cette correspondance n'eut lieu qu'entre femmes (1). M. de Châteaubriand affirma également qu'il n'avait entretenu avec les émigrés aucune correspondance criminelle ou contraire aux intérêts de la République depuis la loi qui l'interdisait; et l'on n'avait aucune pièce à lui opposer. Mais qu'importe!

Chéron, A. F., 54 ans, originaire d'Ixelles (Belgique), adjudicataire de la maison de la Muette, à Paris, exécuté le 6 thermidor an II (24 juillet 1794).

Clément, Louis, musicien au régiment wallon de Ligne, émigré, condamné à mort par la commission militaire de Valenciennes, le 2 vendémaire an III (23 septembre 1794).

Courrier, Louis, garde-chasse, émigré, condamné à mort par la commission militaire de Bruxelles, le 8 frimaire an III (28 novembre 1794).

Coy, André, soldat au 12e régiment d'infanterie, condamné à mort comme émigré, par la commission militaire de Bruxelles, le 14 ventôse an III (4 mars 1795).

Daelcamp, Louis, hussard au 6e régiment, condamné à mort comme déserteur le 17 thermidor an II (4 août 1794), par le tribunal militaire du Nord.

---

(1) Toute la correspondance de la famille Malesherbes est pleine d'intérêt et de charme. Elle nous fait vivre dans cet intérieur calme et honnête que la Terreur ravagea si cruellement. *(H. Walon, ouvrage cité, tome III, page 307.)*

Daudenarde, *de Zelo*, *Fourlepin*, condamnés à mort par la commission militaire de Bois-le-Duc comme émigrés, le 25 vendémaire an III (16 octobre 1794).

Doby (ou Dauby), Pierre-François, né à Wadelincourt, ecclésiastique (chanoine), condamné à mort comme émigré, par la commission militaire de Bruxelles, le 27 pluviôse (15 février 1795).

Ephlim, Joseph, hussard au régiment de Chamborant, condamné à mort comme déserteur le 26 germinal an II (15 avril 1793), par la commission militaire du Nord.

Forret, Joseph, âgé de 27 ans, né à Bruges, condamné à mort comme conspirateur (il voyageait sans passeport!) exécuté à Paris le 18 prairial an II (6 juin 1794).

Foucier, Benoit, condamné à mort comme émigré, par la commission militaire de Bruxelles, le 16 germinal an II (5 avril 1794).

Grandmaison, François, soldat au régiment wallon de Ligne, condamné à mort comme émigré, exécuté à Valenciennes le 2 vendémaire an III (23 septembre 1794).

Geneste, Antoine-Grégoire, nommé aussi Antoine *Griouard Geneste*, banquier, condamné à mort le 29 germinal an II (18 avril 1794). « Commis dans la banque anglaise de Ker, quand parut le décret qui frappait les Anglais, il avait voulu profiter des relations qu'il avait formées pour faire des affaires en son propre nom et se trouva par là en correspondance avec Londres, *Bruxelles*, Barcelone, Livourne, Amsterdam. Indépendamment de ces lettres qui remplissaient un carton, il y en avait d'autres de sa femme, *jeune Belge qu'il avait épousée à Bruxelles en février 1793*, quand *Bruxelles* était aux mains des Français et qui y était retournée à la mort de sa mère. Elle y était encore, sollicitant en vain un passeport pour revenir. Ses lettres sont entièrement étrangères à la politique. Mais si on la regardait comme en émigration, Geneste pouvait difficilement se défendre de correspondre avec une émigrée : car la jeune femme se plaint qu'il ne lui réponde pas exactement lettre pour lettre, comme il le lui avait promis...

En outre, elle lui promet de ne plus lui envoyer de lettres pour d'autres personnes : « Je serais désespérée, dit-elle, de te causer le moindre désagrément : promesse qui était une révélation et une dénon-

ciation contre lui. Enfin elle lui fait passer des assignats (qu'on lui vole à la poste). Elle-même ne recevait-elle pas de lui de l'argent?

L'acte d'accusation s'arme contre le malheureux Geneste de l'absence de sa femme qui dans chaque lettre exprime son désir de revenir. « Il envoyait, y lit-on, des lingots d'argent à sa femme émigrée, afin d'épuiser tout le numéraire et de discréditer les assignats. »

Hulin, Pierre-Louis, Belge de naissance, chasseur à cheval au 17e régiment, émigré, exécuté à Arras le 24 messidor an II (12 juillet 1794).

Jacquinet, dit *Monte-au-Ciel*, François, soldat dans la Légion belge, âgé de 33 ans, exécuté à Paris le 8 messidor an II (26 juin 1794).

Lafarge, aubergiste, à Liége, condamné à mort par contumace, le 24 brumaire an III (14 novembre 1793), par le tribunal révolutionnaire de Liége.

Lauraguais (Elisabeth-Pauline *de Gand*, femme séparée du *comte de)* envoyée au tribunal pour correspondance avec les ennemis de la République, envoi d'argent aux émigrés, argenterie cachée; et, avec elle, Louis *Pierre*, son domestique, et Philippe-Joseph *Petit*, ancien curé constitutionnel de Mesnil, près de Lille, accusés de complicité avec elle.

« Madame de Lauraguais était la belle-mère du duc d'*Arenberg :* elle avait entretenu une correspondance avec lui, ou du moins avec la *duchesse d'Arenberg*, sa fille, et avec sa petite-fille : elle ne le niait pas et l'on a au dossier nombre de lettres qu'elle avait reçues d'elle.

On a du duc d'Arenberg une lettre datée de Bruxelles, 30 mars 1793, où il lui dit : « *Les troupes françaises ont évacué nos villes avec le plus grand ordre et la plus grande tranquillité. Nos campagnes ont cependant beaucoup souffert*, et en ma qualité de grand propriétaire, j'ai fait des pertes immenses. » *Archives W. 320, dossier 485, 1re partie, pièce 55).* Nous avons mis en caractère italiques les mots soulignés par l'accusation. (H. Walon).

Parmi ces lettres il en est une de sa petite-fille Pauline d'Arenberg, datée de Cologne, 16 juillet 1793, que l'on voudrait citer, tant elle est affectueuse et toute de souvenirs et de regrets *(ibid. pièce 26).* La deuxième partie du dossier est presque toute entière composée de lettres de famille, que la famille ignore peut-être, et la troisième de lettres encore et de comptes.

Mais revenons au cas si douloureux de la comtesse de Lauraguais;

une rente annuelle de dix mille livres faisait partie de la dot qu'elle avait constituée à sa fille : elle s'était acquittée de cette obligation, elle en convenait encore. Mais elle soutenait que l'on n'y pouvait voir ni lettres, ni argent adressés à des émigrés : car le duc d'Arenberg n'était pas un émigré, mais un étranger (1); et sa fille, en l'épousant, était devenue, selon les principes du droit civil, étrangère elle-même. On prétendait bien qu'elle avait eu d'autres rapports avec les émigrés; qu'elle n'avait fixé sa résidence à Oignies, sur la frontière belge, que pour être plus facilement en communcation avec eux; que ses terres avaient été ménagées par l'ennemi, lors du bombardement de Lille par les Autrichiens et qu'elle ne le devait qu'à une lettre écrite par elle au duc de Saxe-Teschen qui commandait le siège. Mais elle le niait et on n'avait aucune preuve à lui opposer. Quant à l'argenterie que l'on avait trouvée cachée dans sa maison, elle ne pouvait en disconvenir; elle se bornait à dire qu'elle l'ignorait, persuadée que son homme d'affaires, lors de l'approche de l'ennemi l'avait mise en sûreté en la transportant à Arras.

Pierre-Louis *Pierre*, son domestique, interrogé à son tour, confirmait tout ce qu'elle avait dit, soit en avouant ses rapports de lettres ou d'argent avec la duchesse d'Arenberg, soit en niant tout le reste.

Quant à Ph. Jos. *Petit*, ancien curé de Mesnil, qu'on accusait de lui avoir servi d'intermédiaire avec les émigrés, il affirmait qu'il ne l'avait pas vue depuis huit ans, et, par le fait, on n'avait aucune preuve contre lui : si on le poursuivit, c'est qu'on avait lieu de croire qu'il avait rétracté son serment; des objets et écrits « fanatiques », c'est-à-dire religieux, trouvés chez lui, faisaient penser qu'il n'avait jamais véritablement abjuré la foi ou qu'il en avait repris les pratiques.

Ils furent condamnés à mort tous les trois. (14 pluviôse an II, 7 février 1794).

Lecointre, Pierre, âgé de 18 ans, volontaire au 9e régiment d'artillerie, condamné à mort comme « complice de la trahison de Dumouriez », exécuté le 19 prairial an I (7 juin 1793).

Lemaire, Jean-Pierre, ex-chasseur au 1er bataillon, condamné à

---

(1) *Arenberg* (Louis-Engelbert, duc et prince d'), gendre de la comtesse de Lauraguais, était né à Bruxelles en 1750 et mourut en 1820. Un accident de chasse le priva de la vue à l'âge de vingt-quatre ans. Il perdit ses possessions sur la rive gauche du Rhin, par suite du traité de Lunéville, mais fut dédom-

mort comme émigré par la commission militaire de Bruxelles, le 11 fructidor an II (28 août 1794).

Lorain, Joseph, hussard au 6e régiment, condamné à mort comme déserteur le 7 thermidor an II (25 juillet 1794), par le tribunal militaire de l'armée du Nord, séant à Valenciennes.

Magnette, Etienne-Alexis, marchand de chevaux à Couvin (département des Ardennes), condamné à mort le 27 ventôse an II (17 mars 1794), par le tribunal révolutionnaire de Mézières, comme « distributeur de faux assignats ».

Mandrillon, Joseph; correspondance avec l'ennemi; émigration d'un caractère tout particulier.

Condamné à mort, le 18 nivôse an II (8 janvier 1794).

« Mandrillon avait résidé en Hollande de 1772 à 1790. Ses ouvrages et son activité en faveur de la cause américaine lui avaient donné quelque réputation. Il prétendit même avoir été la cause que les Etats de Hollande, et par suite les Etats-généraux des Pays-Bas, reconnurent l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique. Il avait été à Berlin en 1784 et 1787, et en 1787, revenu à Amsterdam, il y avait rencontré le général prussien Kalkreuth.

Rentré en France en 1790, il fut nommé *commissaire du pouvoir exécutif en Belgique*, lorsque les Français y entrèrent. Il y connut les époux Laviolette, grands patriotes, qui faisaient le commerce de toile à Courtrai; et lors de l'évacuation de la Belgique, il engagea la femme Laviolette (née Catherine Bedtinger) à venir à Lille, où elle transporta en effet une partie de ses marchandises; mais elle y apprit que son établissement de Courtrai était menacé. Mandrillon lui offrit une lettre de recommandation pour se rendre dans cette ville et obtenir l'appui du général prussien, à l'effet de rapporter en France le reste de sa fortune.

Mandrillon avait remis en même temps à la femme Laviolette une lettre du duc régnant de Brunswick et une lettre du prince Frédéric, avec lequel il était, disait-il, intimement lié depuis son séjour à Ber-

---

magé par des domaines en Westphalie. Napoléon le nomma, en outre, sénateur. Sa fille Pauline, épouse du prince de Schwartzenberg, périt en 1810 dans l'incendie qui éclata le 1er juillet 1810 au bal donné à l'ambassade d'Autriche, à l'occasion du mariage de Napoléon et de Marie-Louise. Le comte de la Marck, l'ami et l'exécuteur testamentaire de Mirabeau, était le frère puîné du duc d'Arenberg.

lin. Ces lettres qui prouvent qu'il était leur ami, devaient donner plus de poids encore à sa recommandation....

La femme Laviolette fit en effet le voyage qui ne dura que quatre ou cinq jours; mais au retour elle fut arrêtée.

Mandrillon et la femme Laviolette, furent condamnés et exécutés ensemble (1).

Martin, Félix, soldat au 19e régiment d'infanterie, âgé de 29 ans, condamné à mort à Paris le 18 messidor an I (6 juillet 1793), pour avoir crié : « *Vive notre brave général Dumouriez et ses amis!* »

Mathys, Louis, soldat au 16e régiment de cavalerie, âgé de 30 ans, condamné à mort le 18 messidor an I (27 juin 1793), comme « *convaincu de s'être montré partisan de La Fayette et de Dumouriez* ». Tribunal révolutionnaire de Paris.

Milner J.-J., né à Bruxelles, âgé de 43 ans, marchand de tableaux, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris le 21 messidor an II (9 juillet 1794).

Nottet, Vincent, né à Luxembourg, âgé de 23 ans, armurier, déserteur autrichien, condamné à mort à Paris le 6 messidor an II (27 juin 1794), comme coupable d'avoir proféré des « cris révolutionnaires ».

Ordelacée, Nicolas, cavalier au 20e régiment, condamné à mort par la Commission militaire séant à Bruxelles, comme émigré, le 7 fructidor an II (24 août 1794).

Piedona, Ghislain, âgé de 60 ans, originaire de Marchiennes

---

(1) Extrait des « *Crimes de la Révolution française* » par Louis *Preudhomme*, que nous avons annotés il y a une vingtaine d'années, antérieurement à la publication de Henri Walon, de l'Institut, notes que nous avons retrouvées récemment.

« *Mandrillon*, Jean, 51 ans, négociant en Hollande, ayant eu des correspondances avec Brunswick, York, Nassau-Siégen, le général prussien à Courtray et les complices de Dumouriez (?).

7 janvier 1794. Catherine *Violette*, femme *Bedtinger*, 39 ans, négociante à Courtrai, logée à Versailles, condamnée à mort le 18 nivôse an 2, pour avoir entretenu des correspondances avec les ennemis de la République postérieurement à l'évacuation de la Belgique; avoir logé chez elle le général de l'armée anglaise (?) et avoir eu des intelligences avec le général Marassé depuis sa mise en état d'arrestation par le décret de la Convention. »

(Nord), cordonnier, condamné à mort le 11 messidor an II (29 juin 1794) par le tribunal révolutionnaire de Paris, comme coupable d'« avoir servi d'espion aux Autrichiens, lorsqu'ils étaient à Marchiennes ».

Podevin, François, cavalier au 6e régiment de hussards, condamné à mort comme « traître à la Patrie » par le tribunal révolutionnaire de Cambrai le 16 prairial an II (4 juin 1794).

Poisot, Nicolas, soldat dans la Légion Batave, condamné à mort par le tribunal criminel de Paris le 21 brumaire an II (11 novembre 1793), comme « fabricateur de faux assignats ».

Pringuet, Charles, né à Gand, dans les Pays-Bas autrichiens, condamné à mort par la Commission révolutionnaire de Lyon l'an II (1794).

Proly, Pierre-Jean, âgé de 42 ans, né à Bruxelles, exécuté le 4 germinal an II (24 mars 1794).

Raigecourt, Auguste de, lieutenant au régiment de Dragons de Latour, au service J. et R., condamné à mort comme émigré pris les armes à la main, le 1er vendémiaire an III (22 septembre 1794), par la Commission militaire, à Valenciennes.

Soubry, Pierre-Jacques, 33 ans, né dans la Flandre autrichienne, condamné à mort comme « conspirateur avec Dumouriez » le 18 prairéal an II (6 juin 1794).

Soulage, François, hussard, condamné à mort comme émigré par la Commission militaire séant à Bruxelles, le 7 fructidor an II (24 août 1794).

Tourville, soldat au régiment wallon de Ligne, condamné à mort comme émigré, par la Commission militaire de Valenciennes le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794).

Valeuse, Henri, soldat au régiment autrichien de Clerfayt, (au service I. et R.), né à Louvain, Brabant, âgé de 39 ans, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris, pour avoir crié : « Vive le Roi ! Vive la Reine ! Vive la famille royale ! »

Van Cleemputte, Pierre-Joachim, prêtre insermenté, exécuté le 12 nivôse an II (1er janvier 1794). Crime de contre-révolution.

Vanhoof, Charles, né à Anvers, âgé de 19 ans; condamné à mort et exécuté le 25 messidor an II (13 juillet 1794), pour « être entré sur le territoire français, lorsque son pays était en guerre avec la République. »
Infraction à la loi du 6 septembre 1793.

Vaudier-Rindon, Jean, né à Bruges (Flandre autrichienne), âgé de 25 ans, déserteur autrichien; condamné à mort pour avoir chanté à Paris, « une chanson en l'honneur de Custine! »

Verwitsch, Pierre, âgé de 45 ans, curé d'Hazebrouck; né à Moorslede, Flandre Occidentale.

Verwitsch, Marie-Thérèse, âgée de 46 ans, maîtresse d'une école de charité, sœur du précédent; condamnés à mort comme conspirateurs et exécutés le 8 frimaire an II (28 novembre 1793).

Wagon, femme Caron Hippolyte, née à Ypres (Flandre autrichienne), condamnée à mort et exécutée le 25 germinal an II (14 avril 1794); (Tribunal révolutionnaire d'Arras, sous le proconsulat de Joseph Lebon.)

Warocquier, Nicolas, père. Ancien notable de Sedan. Condamné à mort et exécuté le 15 prairial an II (3 juin 1794). Complicité dans la trahison de La Fayette.

La grande Terreur [1]

La Terreur avait atteint son dernier terme : être suspect d'être suspect suffisait pour être arrêté; être arrêté équivalait à une condamnation à mort. On sait l'histoire de cet habitant de Paris qui, se présentant à une des barrières, ayant cependant une carmagnole, une belle cocarde à son chapeau et même un petit bonnet rouge à sa bou-

(1) On désigne parfois sous ce nom les derniers jours de la Terreur. Pendant les 47 jours qui s'écoulèrent depuis le 22 prairial, jusqu'au 10 thermidor, le nombre des guillotinés fut à Paris seul de 1,862, c'est-à-dire que la moyenne fut de 40 par jour, le maximum de 60.

tonnière, eut le colloque suivant : « Ta carte de sûreté. — La voici. — Ton inscription dans la garde nationale. — La voilà. — Ton certificat de civisme. — Le voici. — « Coquin », s'écrie aussitôt son interrogateur, « tu es trop en règle, et je t'arrête. » C'était le moment des grandes fournées, et trois jours après le pauvre habitant était guillotiné.

C'est à cette époque que, passant un soir sur le pont de la Révolution, raconte le général baron Thiébault dans ses Mémoires, mon père fit arrêter ma sœur avec laquelle il se trouvait et lui proposa de se précipiter ensemble dans la rivière, pour mettre fin à une existence qui n'était plus qu'une agonie et pour ne pas mourir comme des criminels. Et comment échapper à de telles pensées, quand plus de 8,000 malheureux, destinés à l'échafaud, encombraient les prisons de Paris; quand depuis six semaines on n'entendait de nuit aucun bruit sans croire qu'on allait être arrêté, aucun fiacre sans se dire : « Voilà mon premier tombereau »; quand on n'osait plus se coucher et que l'on éprouvait, ainsi que mon père me l'a dit cent fois, plus d'angoisses que ceux qui étaient déjà sous les verrous; quand, depuis l'effroyable loi du 22 prairial, les exécutions allaient par jour jusqu'à soixante, que l'on disposait les salles du tribunal révolutionnaire de manière à condamner cent cinquante personnes par vingt-quatre heures; que l'on condamnait sans procédure, sans admission de témoins, sans conseils, sans avocats, sans interrogatoire et sur un simple appel nominal, et que, à ces jugements de sauvages, on mêlait des plaisanteries qui font frémir : Ainsi, une vieille dame n'entend pas la question qui lui est adressée; on observe qu'elle est sourde... « Elle est sourde », s'écrie Fouquier-Tinville, « écrivez qu'elle a conspiré sourdement! » Et moi, qui voyais la liste des guillotinés envahir chaque jour plus d'espace sur les colonnes du *Moniteur*, moi, qui savais que, pour fournir à ces autodafés, aucun réduit ne serait oublié et que mon pauvre père n'avait pas pu obtenir non plus un certificat de civisme, je n'osais ouvrir ce journal, et, lorsque je voyais des gens qui l'avaient lu, j'interrogeais leurs figures pour juger s'ils y avaient trouvé quelque chose qui pût me concerner. Torture de l'enfer, et, qu'il faut avoir éprouvée pour la comprendre! (1)

L'expiation

Après avoir donné tant de place aux victimes de la Terreur, il est temps, dit H. Walon, que le *Bulletin* nous montre ce tribunal

---

(1) *Mémoires du général baron Thiébault. Op. cit.*

frappant les Terroristes. L'expiation commencera avec Robespierre, elle se continuera par Carrier et finira par Fouquier-Tinville. Ces trois noms marquent en même temps le terme de chacune des trois phases que le tribunal révolutionnaire aura traversées avant d'être aboli.

Exécution de Robespierre.

« Les vingt-deux mis hors la loi furent conduits à la place de la Révolution.

» Ceux qui ont assisté à ce spectacle, dit Beaulieu, dans ses *Essais*, m'ont assuré n'avoir jamais rien vu de plus odieux. Ils étaient dégoûtants de sang et d'ordures.

Hanriot était encore chargé de la fange du cloaque où il s'était caché !

Couthon, respirant encore, était étendu dans la charrette et foulé aux pieds par les autres. Les malédictions d'un peuple immense les accompagnèrent jusqu'à l'échafaud.

Les malédictions! Chose tout autrement poignante que les insultes, misérables accessoires des exécutions de tous les jours. *Un peuple immense!* Ce n'était plus le cortège habituel des condamnés. La rue Saint-Honoré, qui avait demandé et obtenu de n'être plus le chemin de la Guillotine, qui fermait ses portes et ses fenêtres au passage des victimes, les avait ouvertes toutes grandes cette fois, pour voir passer la fin de la Terreur. *Malédictions!* mais ni les cris de : *Vive la République!* ni les outrages n'avaient manqué pourtant.

Un auteur rapporte (et il le dit sans une parole de blâme) que quand les charrettes furent devant la maison où logeait Robespierre, elles s'arrêtèrent, et « un groupe de femmes se mit à danser en rond. » Un autre, qu'en ce moment aussi, un enfant trempant un balai dans un seau de sang de chez un boucher, en aspergea la maison. Sur l'échafaud, Robespierre fut l'objet de nouvelles avanies. Le bourreau lui enleva l'appareil de sa blessure si brutalement qu'il poussa un cri ; — et, dit Beaulieu, on applaudit ! Beaulieu s'élève lui contre cette cruauté, mais il relève un trait qui manifeste le sentiment de la foule endurcie aux exécutions de la Terreur : c'est que « la plupart de ceux qui assistaient à son supplice auraient voulu le voir souffrir le supplice de Damien auquel on a dit qu'il était affilié, bruit infâmant qu'on faisait clandestinement circuler contre lui aux jours de sa puissance et qui s'affiche devant son échafaud.

On fit de lui une épigraphe plus sanglante et plus vraie.

« Passant, qui que tu sois, ne pleure pas mon sort :
Si je vivais, tu serais mort.

Exécution du proconsul de Nantes. Carrier, de Pinard, et Grandmaison, *ses complices, le 26 frimaire an III (16 décembre 1794).*

« Vers trois heures apres-midi, la charrette sortit de la Conciergerie, Grandmaison, l'exécuteur des noyades, qui sabrait ceux qui surnageait, était tout en pleurs. Pinard, l'assassin des enfants et des femmes, se débattait furieux, écumant de rage. Il accablait Carrier de ses imprécations, il voulait se jeter sur lui et le saisir avec ses dents pour le déchirer. L'attitude de Carrier faisait contraste avec celle de ses deux compagnons, sans produire d'ailleurs une impression plus favorable sur la foule. On l'eût dit comme touché par la mort. Son regard semblait éteint dans ses yeux enfoncés; sa face, d'un teint naturellement olivâtre et bilieux, avait pris la couleur du cadavre; debout encore, il en avait déjà la raideur et l'insensibilité.

Les insultes, les malédictions ne leur furent pas épargnées, sur la route; et le chemin, quoique abrégé depuis le 9 thermidor, fut long à parcourir, tant la foule, entassée entre la Conciergerie et la place de Grève, obstruait le passage. La charrette arriva enfin à l'échafaud. Grandmaison fut exécuté le premier, puis Pinard, après une horrible lutte contre le bourreau et contre la mort. Lorsque Carrier parut à son tour sur la plate-forme, il se fit un grand silence; mais tout à coup un son nasillard se fit entendre : c'était une clarinette jouant l'air favori des Jacobins, *Ah! ça ira.* Un brusque mouvement de Carrier montra combien, jusque dans son abattement, il avait ressenti cet indigne outrage, jeté à son supplice. Le couperet tomba aux cris accoutumés de : Vive la République. Le peuple exigea que le bourreau lui montrât la tête du supplicié (1).

L'exécution de Fouquier-Tinville, accusateur public au tribunal

---

(1) *Des Essarts, Procès fameux (nouvelle série), t. II, p. 177.*

Emplacement de la guillotine :

Douze cent cinquante six exécutions eurent lieu du 2 mai 1793 ou 9 juin 1794, sur la place du Carrousel, puis sur la place de la Révolution; les charrettes amenaient les victimes de la Conciergerie du Palais de justice par la rue Saint-Honoré jusqu'au pied de la statue de la Liberté.

Le jour où la Convention vint s'établir aux Tuileries (9 juin 1794) des plaintes des marchands de la rue Saint-Honoré, dont les affaires périclitaient à cause que l'on ne passait plus dans leur rue, la loi du 22 prairial, disons-nous, décida que l'instrument du supplice serait transféré place Saint-Antoine, en face de l'ancienne Bastille et la barrière du Trône. La Terreur, à la veille d'expirer, redoublait d'ardeur. Treize cent soixante-seize victimes y furent décapitées en quarante-neuf jours.

(G. Lenôtre, librairie académique. Perrin et C^ie^, Paris.)

révolutionnaire, le 18 floréal an III, à 11 heures du matin (7 mai 1795).

« Le sort des condamnés n'inspira guère de pitié, à en juger par le récit de leurs derniers moments (1).

» Les seize condamnés subirent le 18, vers les onze heures du matin, leur jugement sur la place de Grève; ils furent conduits sur trois charrettes au milieu d'une multitude immense qui les couvrait de huées et de malédictions. Fouquier y répondait quelquefois par les plus horribles prédictions; sa figure était pâle et livide, ses muscles contractés, ses yeux animés et égarés par la colère : la contenance de ses complices n'était pas moins hideuse; ces hommes, souillés de tant de crimes, et couverts de tant de sang innocent, appelaient encore les massacres et la mort sur leur patrie. »

Et l'auteur du récit leur prête des paroles qu'assurément il n'a pas entendues.

« Ces discours, ajoute-t-il, prononcés au milieu de tous les symptômes de la rage, ne faisaient qu'augmenter l'horreur qu'inspirait leur présence; la marche du cortège fut souvent et longtemps retardée par l'empressement de la multitude : le fils leur redemandait son père; l'épouse, encore couverte des signes de sa douleur, semblait renaître à la consolation en voyant les bourreaux de son mari marcher au supplice. Une femme jeune et belle s'était comme attachée à la charrette qui traînait Fouquier : là, malgré les flots de la foule qui venaient la presser, et quelquefois l'exposer au danger d'être étouffée, malgré la fatigue extrême d'une marche si pénible, elle ne cessa, les larmes aux yeux et le désespoir sur le front, d'accabler de ses malédictions l'assassin de son époux infortuné.

» Ce n'était pas des cris d'allégresse qui retentissaient autour d'eux, c'était des cris d'indignation et de douleur; leur aspect semblait rouvrir toutes les plaies qu'avait fait leur cruauté barbare.

» Enfin le moment fatal arriva : le glaive de la justice trancha la tête de ces assassins de l'humanité; Fouquier fut exécuté le dernier; le peuple demanda sa tête; le bourreau la saisit par les cheveux et l'offrit aux regards de la multitude. »

---

(1) Décapités avec lui : *Foucault*, *Scellier*, *Garnier-Launoy*, anciens juges; *Leroy Dix-Août*, (ex-marquis de Montflabert), *Renaudin*, *Prieur*, *Vilate Chatelet*, *Girard*, anciens jurés; *Herman*, ancien président du tribunal révolutionnaire; *Lanne*, son adjoint, principaux organisateurs de la conspiration des prisons; *Boyaval* et *Benoît*, les délateurs; *Dupaumier*, directeur de Bicêtre; *Verney*, porte-clefs du Luxembourg et concierge de Saint-Lazare. *Guyard*, concierge du Luxembourg, les deux délateurs *Beausire* et *Varagnos;* douze juges et jurés échappèrent au juste châtiment et furent acquittés.

CHAPITRE XII.

L'Odyssée des soldats belges de l'An II

D'après Fieffé, l'historien des « Troupes étrangères au service de la France », par suite d'un décret du 10 novembre 1793, les différents corps d'infanterie belges, liégeois et bataves à la solde de la République, se rassemblèrent à Péronne, où Duquesnoy (1), représentant du peuple près l'armée du Nord, leur annonça qu'ils étaient supprimés. Il les convertit aussitôt en cinq nouveaux bataillons de *Chasseurs-Tirailleurs*, s'élevant à 5,422 hommes, comme suit :

1er bataillon : Jardon, formé au moyen du 1er bataillon des chasseurs de Gand, du 2e régiment d'infanterie belge et de la Légion liégeoise.

Ce bataillon fut incorporé dans la 30e demi-brigade légère.

2e bataillon : Ronzier, formé du 1er bataillon belge, du 2e batail-

---

(1) *Duquesnoy (Ernest-Dominique-François-Joseph)* né à Bouvigny-Boyeffes (Pas-de-Calais), en 1748, mort à Paris en 1795; d'abord moine, puis cultivateur dans son pays, l'ardeur de ses opinions révolutionnaires lui valut d'être nommé député à l'Assemblée Législative. Réélu à la Convention, il remplit une première mission à l'armée du Nord (octobre 1792), revint à Paris voter la mort du roi et lutter contre la Gironde et retourna dans le Nord. Rentré à la Convention, après le 9 Thermidor, il s'opposa au mouvement de réaction. Décrété d'accusation, il fut transféré au Château du Taureau sur un îlot de Bretagne. Ramené à Paris et jugé par une Commission militaire, il se poignarda à l'audience, avec cinq de ses collègues poursuivis comme lui : Romme, Goujon, Bourbotte, Duroy et Soubran. Parmi les nombreuses victimes de Duquesnoy, il faut citer les généraux Chancel et Davaine.

lon des chasseurs de Gand, des Chasseurs bataves, du 3e bataillon liégeois et du 4e chasseurs belges.

Ce bataillon fut incorporé dans la 13e demi-brigade légère.

3e bataillon : Lahure, formé du 28e d'infanterie légère (ci-devant bataillon de Namur).

Ce bataillon fut versé dans la 15e demi-brigade légère.

4e bataillon : Collinet, formé des 15e, 23e et 24e belges.

Ce bataillon fut incorporé dans le 3e bataillon de chasseurs francs du Nord.

5e bataillon : Dupont, formé des 1er et 2e bataillons de Jemappes, des chasseurs de Pauly et du 2e bataillon belge.

Ce bataillon fut amalgamé à la 14e demi-brigade légère.

L'adjudant général Devaux (1), chargé de rendre compte de cette réorganisation au ministre Bouchotte, lui écrivait : *Dans quelque endroit que l'on envoie les troupes belges, j'en ai la meilleure opinion; ce sont d'excellents soldats et propres pour un coup de main. Il y a parmi eux des officiers hardis au feu et qui ont reçu jusqu'à dix-sept blessures.*

***

Cette appréciation flatteuse confirme heureusement l'opinion du général Thiébault sur nos soldats, et nous ne doutons pas de son authenticité (2).

Mais nous nous voyons forcés de contredire Fieffé dans le compte-rendu qu'il donne de la transformation des troupes d'infanterie belges en bataillons de tirailleurs. Il existe, en effet, aux Archives du

---

(1) Il ne s'agit naturellement pas ici de l'adjudant-général Philippe de Vaux, exécuté comme on sait le 23 mai 1793, mais bien de *Pierre Devaux*, né à Vierzon (Cher), le 21 mai 1762, qui commença sa carrière militaire en 1782 aux dragons de Monsieur, passa en 1791 comme capitaine au 1er bataillon de l'Indre et fut nommé en février 1794, adjudant général chef de brigade par les Représentants du peuple, près l'armée du Nord, fut confirmé dans ce grade le 13 juin 1795 et devint général de brigade en 1802. Retraité le 4 septembre 1815, il mourut le 13 juillet 1819. Il s'était distingué à Jemappes et avait été blessé au combat de Mormale. *(Arch. de la Guerre, R. F.)*

(2) Cependant, la vérité nous force d'ajouter que, vers la fin de 1793, un certain désordre se manifesta dans les corps belges. Il était dû, dit M. J. Delhaize, au manque d'organisation dans lequel l'état-major les laissait, et de plus, à la présence de nombreux officiers étrangers dans les rangs. Carnot qui veillait à tout, résolut alors de réorganiser complètement les troupes belges.

Ministère de la Guerre de la République française, un « *Extrait du procès-verbal de formation du 2e bataillon de Chasseurs-Tirailleurs conformément au décret du 20e jour du 2e mois de l'an 2e de la République française* », *dont voici la teneur :*

« En vertu de l'ordre du représentant du peuple *Bar*, nous com-
» missaire des guerres, employé à l'armée du Nord, nous étant réuni
» au citoyen *Devaux*, adjudant général chargé de l'organisation des
» *22 corps belges, liégeois et bataves*, à la solde de la République,
» qui se sont rendus dans cette commune d'*Amiens* pour y être for-
» més en bataillons de Tirailleurs, conformément au décret de la Con-
» vention nationale du 20 brumaire (c'est en effet le 10 novembre 1793
» que fut rendu le décret), avons fait assembler tous les dits corps
» dans la Promenade du Cours, et, après en avoir séparé les déserteurs
» et distrait les officiers (sic), nous les avons divisés en masses, chacune
» de mille hommes, et le dit adjudant général ayant procédé à l'ap-
» pel nominal des officiers qui doivent être désignés pour encadrer
» ces masses, s'élevant à un total de *4,828 hommes* (tant présents sous
» les armes que malades aux hôpitaux et détachés), il en a été formé
» cinq bataillons dont les numéros ont été tirés au sort par les cinq
» plus anciens commandants (1). »

Il est nécessaire de dire, d'autre part, que dans les cinq bataillons de Tirailleurs, certains éléments belges ne furent admis que *provisoirement*. Voici une pièce qui le prouve : elle est adressée par la Commission militaire au citoyen *Barbié*, commissaire des guerres employé à Versailles et datée du 30 brumaire an III (10 novembre 1794).

« Le Comité de Salut Public, citoyen, ayant prescrit de rassembler à Versailles *tous les militaires belges, liégeois et bataves*, qui viennent d'être éloignés des corps auxquels ils avaient été attachés comme adjoints, la Commission avec l'approbation du Comité a chargé le chef de brigade *Merck* de procéder conjointement avec toi à l'examen des titres de tous ces militaires, afin de distinguer ceux

---

(1) Ce document porte la signature de Chivaille, commissaire des guerres. Une autre lettre de Chivaille existe aux Archives de la Guerre. Il y dit notamment : « Arrivé à Arras, j'ai reçu l'ordre de revenir sur mes pas et d'organiser à Amiens les débris de 22 bataillons ci-devant Belges et d'apurer tous leurs comptes.

De plus, nous devons faire remarquer que dans le tableau qui précède, Fieffé n'a cité *que les corps belges* qui entrèrent dans la composition des bataillons de Tirailleurs. Or, il est certain que des troupes françaises furent également amalgamées aux cinq nouveaux bataillons.

qui, en conformité des lois, ont des droits acquis à leur remplacement, de ceux qui, n'ayant pas ce droit, doivent être définitivement écartés.

(Il se trouvait alors à Versailles 240 Belges, Liégeois et Bataves de tous grades). Tous les militaires qui ne pouvaient pas produire les titres exigés et qui n'avaient pas le droit reconnu de faire partie du corps dont on les avait détachés, devaient quitter aussitôt le rassemblement de Versailles et rejoindre le corps qu'ils avaient choisi pour y servir comme volontaires si telle était leur préférence. Sinon ils devaient être rapatriés au moyen des secours réglés *pour les patriotes Belges réfugiés* (1). Quelques semaines plus tard, le 19 pluviôse an III (7 février 1795), le sort des officiers belges fut définitivement réglé par une circulaire adressée au Conseil d'administration du 2e Bataillon des Chasseurs-Tirailleurs, Armée du Nord, division Bonnaut, brigade Noël.

« La Commission vous prévient, citoyens, qu'après avoir examiné attentivement les titres des officiers belges qui, à cet effet et par ordre du Comité de Salut Public, avaient été rassemblés àVersailles, elle a classé ceux qui ont été reconnus avoir droit d'être conservés dans l'état d'officiers, en fixant définitivement leurs grades et ceux des Bataillons de Chasseurs-Tirailleurs dans lesquels ils doivent être répartis.

Ceux qui sont destinés pour le 2me Bataillon sont les citoyens :

Bouillon (Franç.), *Saintron*, *Verbugh* (Jean-Dominique), capitaines.

Coquinot, adjudant-major; *Mignon*, *Duparc*, *Saintenois*, *Bultinck* et *Hebbelinck*, lieutenants.

Doncquers, *Simon* (Ch.), sous-lieutenants. Au total onze officiers.

A leur arrivée au corps pour lequel il leur a été expédié des routes (sic), ils doivent être placés, employés et payés comme adjoints dans leurs grades respectifs pour y être remplacés successivement et de préférence à tous autres, à mesure des vacances, et dans l'ordre de leur ancienneté de services...

Pareille lettre sera écrite au 3e Bataillon, Armée du Nord, Division Despeaux, Brigade de Salus, pour les citoyens :

Julien et *Tutot*, capitaines; *Deplus*, *Van Ondewater*, *Asselin*, *Dorval (Jos.)*, *Blanckaert (Adam)* et *Pardon*, lieutenants; *Dimier*,

---

(1) On peut inférer de la lettre plus bas qu'il ne s'agit que des officiers?

Ploy (Pierre-André) et *Colinet (Gabriel-Joseph)*, sous-lieutenants. Au total onze officiers.

Au 5e Bataillon : Armée du Nord, division Bonnaud, brigade Compère :

David et *Capelle*, capitaines; *Sacré (Joseph)*, *Vanhuele*, *Reymaekers*, *Delannay* et *Dehault*, lieutenants; *Barbaut*, *Husson*, *Bouhon* et *Tison*, sous-lieutenants. Au total onze officiers.

Au 1er Bataillon, Armée du Nord, division Souham, brigade Jardon :

Troyes (André), sous-lieutenant.

Cette liste fut vérifiée et certifiée conforme par le chef de brigade Merck et le commissaire des guerres Barbier, déjà cités.

Le dernier écho de cette transformation est une lettre adressée le 16 frimaire an III (6 décembre 1794) au Comité de Salut Public par quelques officiers; la voici :

Charles *Bourlet*, Benoît-Joseph *Caroly*, Charles-Philippe *Bource*, Jean-Baptiste *Dubus* et Joseph *Chevry*, tous cinq natifs de Mons, département de Jemappes, et officiers dans les corps formés par l'administration du dit département, vous représentent, citoyens, que leur ayant été ordonné de se rendre à Paris et de là à Beaugency, département du Loiret, conformément à un décret relatif aux officiers, sous-officiers et soldats belges, bataves et liégeois, licenciés et non replacés dans les armées, ils se trouvèrent par là compris sous le nom des licenciés, tandis qu'ils ne pouvaient l'être, puisque lors de la retraite des troupes de la République, de la Belgique, occasionnée par le traître Dumouriez, ils se trouvèrent dans la cruelle nécessité de rester à Mons étant tous malades et hors d'état d'être transportés, ainsi qu'ils s'offrent de le conster, par leurs actes signés, tant du bureau de surveillance, que du district et municipalité de Mons, ce qui les empêche de suivre leur corps et les firent tomber (sic) entre les mains de leurs plus cruels ennemis qui leur firent souffrir mille tourments pendant 15 mois qu'ils furent en leur pouvoir, ayant d'autant plus de raisons, disaient-ils, que nous étions des rebelles. Ce fut dans cet intervalle que la plupart de nos corps furent amalgamés. La plupart de nos frères qui étaient dans les mêmes régiments que nous sont à Versailles, pour être replacés. Ordonnez que de concert avec eux, nous allions verser notre sang pour la liberté.

Meung-sur-Loire, district de Beaugency,
ce 16 frimaire an III.

En ce qui concerne la transformation des bataillons de Tirailleurs eux-mêmes voici les renseignements certains que nous possédons :

Le *1er bataillon* fut versé en 1796 à la 8e demi-brigade légère de 2e formation, chef de brigade Brun; en 1803, 8e régiment d'infanterie légère.

Le *2e bataillon* entra, dès 1794, dans la 13e demi-brigade légère de 1re formation, chef de brigade Brunet, versée le 30 mars 1796 dans la 25e légère de 2e formation; en 1803, 25e léger.

Le *3e bataillon* fut amalgamé, le 5 juillet 1795, avec les 3e et 5e bataillons de chasseurs francs pour former la 1re demi-brigade des Tirailleurs de Sambre-et-Meuse, devenue en 1796, 15e légère, chef de brigade Lahure; en 1803, 15e léger.

Le *4e bataillon* fut licencié le 6 janvier 1795. Nous ferons remarquer à ce propos que le 3e bataillon des Chasseurs francs du Nord, dont parle Fieffé, ne fut créé qu'en 1799.

Le *5e bataillon* fut versé le 19 avril 1795 à la 14e légère, chef de brigade Vériat; cette 14e légère de 1re formation devint, en 1796, 1re demi-brigade légère (de 2e formation), en 1803, 1er léger.

1er Bataillon de Tirailleurs.

Henri-Antoine Jardon, de Verviers, qui commandait la Légion liégeoise depuis le 1er avril 1793, fut appelé au commandement du 1er bataillon de Tirailleurs le 26 janvier 1794, mais il ne le garda pas longtemps. Dès le 23 mars 1794, il était général de brigade, employé à l'armée du Nord. On sait que le brave Jardon conserva ces fonctions sous l'Empire et qu'il fut blessé mortellement au combat de Negrelos (Portugal) le 25 mars 1809.

Sa bravoure était proverbiale. « Il joint à beaucoup de patriotisme une bravoure souvent éprouvée », dit de lui Macdonald. Et Pichegru lui décerne le brevet suivant : « Brave officier, mais propre seulement au commandement d'un petit corps d'avant-garde. » Jardon était en effet au premier chef ce qu'on appelait alors « un général de main », et son défaut absolu d'instruction mit seul obstacle à l'avancement qu'il méritait. Il était commandant de la Légion d'honneur depuis 1804.

François-Joseph-Léonard de Serret, de Villers-le-Gambon, près Givet; lors de la retraite de l'armée française vaincue à Neerwinden, de Serret fut envoyé à Cassel avec les débris du régiment de Bruges,

et reçut l'ordre d'aller prendre le commandement de Saint-Venant, qu'il devait mettre en état de défense (1). Après quoi on lui donna le camp de Wittecatte près d'Ypres, où il y avait 3,000 hommes. A la levée du camp, et tandis qu'il commandait les avant-postes à Bailleul, il fut appelé à Amiens où il reçut le grade de chef de la 1re demi-brigade de tirailleurs-chasseurs (sic) (2).

Commandant « les côtes de Blankenberghe » (sic) le 20 juillet 1795, sous les ordres du général Dubois puis du général Desjardins, Moreau le nomma le 20 octobre suivant commandant temporaire de la place de Bruges.

Il occupa ensuite les mêmes fonctions à Menin et à Anvers, et fut réformé le 3 novembre 1798.

Lambert-René-Joseph Bailly, de Liége, qui sortait de la Légion liégeoise, fut nommé chef de bataillon à la formation du 1er bataillon de Tirailleurs. Peu de temps après, Jardon l'appela auprès de lui pour remplir les fonctions d'adjudant général provisoire à son état-major, et c'est en portant les ordres de son chef qu'il fut tué au combat du Mont-Cassel, le 29 avril 1794.

Henri-Joseph Willeaume dit Closse, de Liége, sortait comme Jardon et Bailly de la Légion liégeoise, lorsqu'il fut nommé commandant en second du 1er bataillon de Tirailleur. Il fut tué à l'affaire de Roulers le 13 juin 1794.

Louis-Antoine-Vast-Vite Goguet, d'Epinancourt (Somme), était ce lieutenant-colonel du 3e bataillon liégeois, dont nous avons parlé. Chef de bataillon adjoint au 4e bataillon de Tirailleurs dès sa formation, il commanda temporairement le 1er bataillon du 7 octobre 1794 au 17 avril 1795.

Jean-Louis Sépulcre, de Liége. D'après ses états de services, cet officier, né le 11 mai 1770, avait servi deux ans et demi dans le Royal-Liégeois puis dans les troupes brabançonnes, en décembre 1791 dans

---

(1) Non seulement les états de services de Léonard de Serret emploient l'expression demi-brigade au lieu de bataillon, mais ils ajoutent que « les bataillons de « la demi-brigade étant toujours séparés, il s'est tenu avec celui « qui était le plus près de l'ennemi, qui était le 3e, avec lequel il a été à pres- « que toutes les affaires qu'il y a eu jusqu'à l'entrée à Bruges... »

(2) Saint-Venant, commune du Pas-de-Calais, arrondissement et à 13 kilomètres de Béthune, sur la Lys : 3,318 habitants. Ancienne place de guerre.

la Légion belge et le 10 janvier 1793 dans la 1re demi-brigade devenue 15elégère (?) (1), comme chef de bataillon.

François Jacob, de Theux, devenu capitaine dans la Légion liégeoise le 14 mars 1793, puis capitaine adjoint au 1er bataillon de Tirailleurs à la formation (23 janvier 1794), fit les campagnes de 1792, 1793 et 1794.

Joseph-Nicolas Sacré, de Mons, capitaine de la 7e compagnie du 2e bataillon des Chasseurs de Jemappes le 22 février 1793, passa avec ce grade au 1er bataillon de Tirailleurs puis peu de temps après au 5e; nous avons vu que lors de la marche de Luckner sur Courtrai, le brave Sacré perdant son sang par une forte blessure à la cuisse gauche, avait continué de combattre jusqu'à l'entrée à Courtrai. Il faisait alors partie de la compagnie Boubers de la Légion belge et fut récompensé par le grade de sous-lieutenant.

Fait prisonnier par les hussards autrichiens de Wurmser le 17 mars, il fut mis en liberté le 16 août et retraité.

Gilles Bertrand, de Spa, de la Légion liégeoise, était passé par le 1er bataillon de Tirailleurs puis à la 14e demi-brigade légère où il avait été retraité comme lieutenant le 15 ventôse an XIII (6 mars 1805).

Bertrand avait été blessé de deux coups de feu au passage du Wahal le 11 janvier 1795 et d'un coup de canon au passage de l'Aar le 17 août 1799.

André Troyes, de Mons, ancien sous-lieutenant aux Chasseurs de Jemappes, admis définitivement au corps le 7 février 1795 (2).

Ajoutons le capitaine *J. Ravenne* et le lieutenant *J.-B. Colette*, tués tous deux l'an II, le premier à Mouscron, le second à l'affaire du pont de Walhem près de Malines.

2me Bataillon de Tirailleurs.

Joseph Synberge, de Gand, fut le premier chef du 2me Bataillon de Tirailleurs. Il avait servi comme capitaine dans les chasseurs gan-

---

(1) Ces renseignements ne sont malheureusement ni exacts ni complets et nous n'avons pu découvrir la suite de la carrière de cet officier et de celui qui suit.

(2) *Louis-Joseph Montigny*, de Lille, ex-quartier-maître aux chasseurs de Jemappes, passa en cette qualité au 1er bataillon de tirailleurs le 23 janvier 1794.

tois (2e bataillon), et devint plus tard chef de bataillon à la 13e demi-brigade légère et commandant provisoire de l'île de Cadzand.

Les autres chefs de bataillon du 2me Tirailleurs nous sont bien connus, c'étaient :

Jean-Baptiste Cuvelier, de Forges, colonel du régiment d'Anvers, devenu chef de la « 2me brigade des Tirailleurs » (sic), le 17 février 1794. Retraité en 1800 avec une pension de 3,000 francs, après avoir été employé au Conseil de Guerre et de révision de la 25e division militaire, le brave Cuvelier était troué comme une écumoire : atteint de huit coups de feu au combat d'Anderlecht (1792), il avait eu le bras gauche emporté par un coup de canon devant Ypres (9 septembre 1793) où il commandait l'avant-garde du général Dumény, et une balle qui lui perfora le moignon qui lui restait, au combat de Wervicq, nécessita une seconde amputation.

Pierre-François-Gabriel Ronzier, de Valenciennes, eut une brillante carrière. Après s'être distingué en combattant dans nos rangs à Turnhout, à Diest, à Marche-en-Famenne pendant la Révolution brabançonne, il était devenu lieutenant-colonel dans la Légion belge et passa avec ce grade au 2e bataillon de Tirailleurs dès sa formation. Major au 27e léger par arrêté du Premier Consul le 22 décembre 1803, colonel en second de la 8e demi-brigade provisoire le 1er avril 1809, il devint colonel du 95e de ligne le 1er mai 1810 et général de brigade le 31 janvier 1814, peu de jours avant sa mort, survenue à Fismes (Marne) le 19 mars, des suites de blessures reçues dans vingt combats. Le soir de la bataille d'Austerlitz, Ronzier chassa les Russes de Krenovitz, s'empara de plusieurs canons et fit une centaine de prisonniers. Chevalier de la Légion d'honneur le 4 germinal an XII, officier le 23 janvier 1811, il était commandant de cet ordre envié depuis le 25 novembre 1813.

De 1808 à 1814 le 95e de ligne avait combattu en Espagne, à Durango, Espinosa, Uclés, Medellin et pendant le blocus de Cadix, où il se distingua particulièrement (1).

Mathieu Beaudouin Bury, de Liége (Jemeppe), ancien soldat du régiment d'Horion et capitaine dans la Légion liégeoise servit également au 2e bataillon de Tirailleurs, depuis sa formation. Il fut fait

---

(1) Alors qu'il commandait le 2e bataillon de la 13e demi-brigade légère (anciennement 2e bataillon de tirailleurs), Ronzier reçut du général Dumonceau les témoignages les plus flatteurs.

prisonnier en combattant sous les ordres de Pichegru, près d'Amiens, le 4 mai 1794.

Voici encore deux officiers de la Légion liégeoise, admis au 2e bataillon, deux Verviétois :

Chapuis (Jacques-Hubert), capitaine, dont on ne retrouve plus la trace après le 7 août 1794, et son fils *Jean-Jacques*, lieutenant, tué aux avant-postes près d'Ypres le 25 avril 1794.

Onze officiers furent encore admis définitivement au 2e Bataillon le 7 février 1795; c'étaient les capitaines *Bouillon (François)*, *Saintron*, *Verbugh (Jean-Dominique)*, *Coquinot*, adjudant-major, les lieutenants *Mignon*, *Duparc*, *Saintenois*, *Bultinck* et *Hebbelinck*, les sous-lieutenants *Doncquers*, *Simon (Charles)*. Citons encore :

Thiébault (Dieudonné-Adrien-François-Charles-Henri-Paul), Français, né à Berlin, sortait du régiment de Tournai (24e léger), et nous avons retracé les débuts de ce brillant officier qui devint général de division et baron de l'Empire.

Raeymakers (Henri), de Tirlemont, capitaine, passé au 17e d'infanterie et retraité en 1815.

Lamine (Pierre), capitaine, tué à Quiberon.

Dehault (Nicolas-Joseph), âgé de 46 ans, quartier-maître. Mort des fatigues de guerre. Son fils, lieutenant au 5e bataillon fut tué à Tournai le 3 prairial an II.

Appréciation de Thiébault sur le 2e de Tirailleurs.

Le général Thiébault, qui fut capitaine au 2e bataillon de tirailleurs, avait gardé une excellente impression de ce corps : « Reçu comme commandant de la 8e compagnie, je fus frappé, dit-il, de l'air martial de ce corps qu'il était impossible de voir sans intérêt. Il avait, au reste, une réputation superbe, à laquelle le général Bonnaud, commandant une division de 20,000 hommes, avait encore ajouté, lorsque, après la prise de Nimègue et dans une revue générale, il avait dit : « Deuxième bataillon de tirailleurs, sachez que, dans mes ordres de combat et de bataille, c'est toujours pour six bataillons que je vous compte. » Le commandant, nommé Rouziers (sic), était très bien à la tête d'un bataillon aussi formidable; la compagnie de carabiniers, composée de

112 à 115 hommes superbes, était une des plus terribles qui existaient. Chaque homme y avait une carabine double et était un tireur habile. C'était effrayant de penser combien ces carabiniers tuaient d'ennemis dans un combat ou seulement dans les escarmouches continuelles aux avant-postes. Six d'entre eux équivalaient à une batterie. Les compagnies du centre, qui, au fond, étaient encore des compagnies d'élite, renfermaient également des hommes extraordinaires; mon sergent-major, véritable Hercule, qui avait pris pour nom de guerre « Vive l'Amour », était à cet égard en première ligne. Cet enragé ne s'amusait pas à tuer des soldats; c'étaient des officiers qu'il lui fallait et ce qu'il en avait abattu était incroyable. Armé d'une carabine double, d'un briquet et d'un poignard, il allait les chercher jusque dans les camps, au cantonnement de l'ennemi; aussi fort nageur que coureur, il traversait les rivières à la nage, se coulait dans les taillis et les broussailles, s'approchait autant qu'il croyait le pouvoir et, comme il choisissait pour ces expéditions les moments de parades et de gardes, comme il restait ainsi en embuscade autant qu'il le fallait, il lui arrivait des officiers à portée; dès qu'il les visait, il les jetait bas; bien entendu, les officiers supérieurs avaient la préférence et jamais il ne les manquait. Cet homme avait dans le bataillon la réputation que le bataillon avait dans l'armée. On conçoit qu'il eut l'occasion de payer ses prouesses; une fois, entre autres, on n'acheva pas de le tuer, parce qu'il fît le mort de manière à tromper ses exécuteurs. Criblé de coups de baïonnette et ayant attendu la nuit, il eut encore la force de revenir à la nage, de se faire panser et de guérir. Il en était, vers cette fin de 1794, à sa seconde campagne et à sa quarante-deuxième blessure.

3e bataillon de tirailleurs

Le plus remarquable des officiers sortis des rangs du 3e bataillon de tirailleurs fut incontestablement *Louis-Joseph Lahure*, dont nous avons retracé les débuts. Après Neerwinden, Lahure avait fait partie de l'arrière-garde avec son bataillon jusqu'à la forêt de Soignes (1). Les troupes réunies en avril au camp de Famars ne furent pas plus heureuses dans leurs tentatives pour enlever Condé (1er, 7 et 8 mai) et le comte de Dampierre, qui commandait en chef depuis la défection

---

(1) Les souvenirs militaires du général baron Lahure ont été publiés par son petit-fils, le baron P. Lahure, à Paris, chez Lahure, imprim.-édit., en 1895.

C'est d'après ces souvenirs que nous avons retracé, en la résumant, la carrière de cet héroïque soldat.

de Dumouriez, fut blessé mortellement dans l'attaque du 8. Le colonel Brancas, de l'artillerie belge, empêcha que le brave Dampierre ne tombât aux mains de l'ennemi. Il fut vaillamment secondé par les chasseurs à pied belges.

(Combat d'Anzin ou de Raismes, bois de Vicogne.)

Le camp de Famars dut être évacué. Le bataillon de Lahure, décimé, laissait sur le carreau onze officiers tués ou blessés.

Les débris de l'armée se rassemblèrent au camp de César, situé entre les places fortes de Bouchain et de Cambrai. Mais les Autrichiens, victorieux partout, s'avançaient, s'emparaient de Condé et de Valenciennes. Kilmaine, qui remplaçait Dampierre, leva le camp et vint établir ses troupes (15,000 hommes environ) à Gavarelle, où il céda le commandement au général Houchard. Ces mouvements n'eurent pas lieu sans de vifs combats d'arrière-garde. Ils furent suivis d'une tentative pour secourir Dunkerque qu'assiégaient les Anglais. Le 8 septembre eut lieu le combat de Hondschoote où Lahure déploya la plus grande valeur. Accusé d'incapacité, Houchard fut traduit devant le tribunal révolutionnaire et condamné à mort. Jourdan, simple chef de bataillon à Hondschoote, et plus tard maréchal de France, reçut le commandement de l'armée du Nord, ramena les troupes à Gavarelle et Lahure fut envoyé à l'armée de la Sambre. Il assista à différents combats, à l'affaire de Wattignies, entre autres, qui contraignit les Autrichiens de lever le siège de Maubeuge. Dirigé ensuite sur Amiens en janvier 1794, Lahure reçut le commandement du 3e bataillons de tirailleurs (1).

Les hostilités reprirent dans le courant du mois d'avril 1794 (2) et Lahure fit partie de l'avant-garde de la division Souham (corps de gauche de l'armée de Pichegru). Il était du premier combat livré le 27 avril 1794 au général Clerfayt près de Mont-Cassel. Il assista également à l'attaque de Courtrai (11 mai), à celle de Tourcoing

---

(1) Formé du 28e bataillon d'infanterie légère, du 4e bataillon dit d'Anvers et de la compagnie des chasseurs-tirailleurs de Seine-et-Oise. (Rapport de Chivaille, cité.)

(2) Bien que les campagnes que nous résumons ici soient étrangères au sujet de notre travail, nous croyons que leur lecture sera peut-être agréable à ceux qu'intéresse l'histoire de nos soldats. Souvent, en effet, il nous est arrivé de prononcer les noms qu'on va lire; n'est-ce pas au Mont-Cassel que fut tué le chef de bataillon Bailly? Et à Roulers le lieutenant-colonel Closse? N'est-ce pas en chargeant à la baïonnette pendant le blocus de Maubeuge, au combat du bois du Tilleul, que les chasseurs de Jemappes furent décimés et perdirent leur chef de brigade Richtersleben? Eh bien, ces actions, ces mouvements, les voici résumés avec clarté par un Belge, combattant de l'an II.

(18 mai), de Pont-à-Chin (Tournai), de Roulers (10 juin), où il eut son cheval tué sous lui et sauva, au péril de sa vie, un jeune émigré français qui combattait dans les rangs autrichiens, — et à Ypres (18 juin). A la suite de ces combats, Lahure reçut le commandement de l'avant-garde d'une division à la tête de laquelle il fit toute la campagne.

Dans toute la vigueur de la jeunesse, dit-il dans ses Souvenirs militaires, puisque je n'étais âgé que de vingt-six ans, ce service convenait à mon tempérament aventureux et à mon activité. Depuis mon entrée dans la carrière militaire, j'avais constamment été employé aux postes avancés, qu'on donnait de préférence aux bataillons étrangers, qui étaient moins ménagés que d'autres. Je ne m'en plaignais pas d'ailleurs, car j'acquérais là une expérience particulière de ces fonctions, qui exigent de l'initiative et une surveillance de tous les instants. L'officier qui se trouve dans cette situation est tenu, avant d'installer sa troupe, de prendre une parfaite connaissance du terrain qu'il doit occuper. Je ne me suis jamais reposé sur mes subalternes du soin de placer mes postes et les détachements; je ne me livrais au sommeil qu'après m'être bien assuré de l'accomplissement de mes ordres. C'est à ces précautions que j'ai dû de ne m'être jamais laissé surprendre par une attaque à l'improviste, tandis que j'ai vu maintes fois des officiers, pleins de bravoure cependant, compromettre par leur insouciance la position qu'ils avaient mission de garder, ou sacrifier du monde, en exposant inutilement la vie de leurs soldats. La prévoyance était d'autant plus nécessaire alors que nous avions affaire à des hommes nouvellement sous les drapeaux et peu rompus au métier. Nous étions tenus de les faire compter sur une vigilance qui nous assurait, en retour, une soumission confiante aux ordres de leur chef...

Lahure se signala encore à plusieurs reprises pendant la campagne de Hollande. C'est à lui qu'on doit cette prise de possession de la flotte hollandaise immobilisée dans les glaces du Texel (1) (22 janvier).

---

(1) Nous ne croyons pas faire tort à la mémoire du général Lahure en qualifiant cet épisode devenu légendaire de simple « prise de possession ». Lahure avait avec lui 120 hussards du 8e régiment, 180 chasseurs à pied et 39 artilleurs avec 4 obusiers. La flotte, sous les ordres de l'amiral Kinsbergen, comprenait quatre bâtiments armés, deux vieux navires-magasins et des allèges.

La prise de possession eut lieu après l'entrée des Français à Amsterdam; les Etats-Généraux avaient acquis la certitude que la résistance du pays était devenue impossible, aussi Lahure fut reçu de bonne grâce et même invité à

Dans le courant du mois de février 1795, Lahure reçut le commandement d'une demi-brigade provisoire, composée du 3e bataillon de tirailleurs et des 3e et 5e bataillons de chasseurs francs, connue d'abord sous la désignation de demi-brigade de tirailleurs de l'Armée de Sambre et Meuse, et qui devait s'illustrer plus tard sous le nom de 15e demi-brigade légère.

La paix ayant été signée avec la Hollande et la Prusse, les hostilités contre l'Autriche furent reprises avec vigueur au mois d'août.

La 15e légère faisait partie de la division Grenier sous Jourdan. Notre héros fit avec elle la campagne du Rhin (Altenkirchen, Weilburg, Mayence), puis la 15e passa dans la division Bernadotte et Lahure fut témoin de la mort de Marceau.

Au mois de novembre 1796, plusieurs corps de l'armée de Sambre-et-Meuse reçurent l'ordre de se réunir à Metz, pour former une division aux ordres de Bernadotte. « Les demi-brigades de l'armée de Sambre et Meuse, dit Lahure, étaient glorieuses de servir sous l'illustre chef de l'armée d'Italie, jalouses de partager les travaux de cette armée, et désireuses de lui montrer qu'elles étaient dignes de combattre dans ses rangs. » La 15e légère fut placée à l'avant-garde, avec le 15e dragons et le 19e de chasseurs à cheval, sous les ordres de Murat.

Les hostilités s'ouvrirent au commencement de mars 1797. Les Autrichiens avaient massé le gros de leurs troupes sur le Tagliamento, dont Bonaparte força le passage après un vif combat. Peu de temps après, Lahure fut cité pour sa conduite à l'affaire de Gradisca (19 mars).

Les préliminaires de Léoben, suivis bientôt de la paix de ce nom,

---

la table de l'amiral. (*Renseignements gracieusement communiqués par M. le colonel E. Monthaye de l'état-major de l'armée belge.*) Nous nous permettrons d'ajouter que le fait pittoresque n'en subsiste pas moins tout entier; Lahure n'était pas certain d'être accueilli comme il l'a été et, de plus, il est facile de comprendre qu'en cernant une flotte à l'ancre avec des cavaliers, il créait un épisode militaire sans précédent. Il n'en fallait pas moins pour créer la légende, qui, si elle n'ajoute rien à la gloire des armes françaises, compte bel et bien pour un fait de guerre inédit.

Ajoutons, pour mémoire, que le Journal de Campagne de Lahure, dont un extrait se trouve au Musée de La Cambre, où M. le lieutenant Leconte, conservateur, a bien voulu nous le communiquer, porte simplement cette mention : L'escadre se composait de quatorze vaisseaux de guerre armés et équipés et plusieurs bâtiments marchands que la glace retenait dans la rade. On vit alors, et pour la première fois sans doute, des hussards montés aborder des vaisseaux en mer. Des détachements furent distribués sur ces vaisseaux *qui se rendirent de bonne grâce.*

amenèrent la signature du célèbre traité de Campo-Formio (17 octobre). Bernadotte ayant été rappelé en France, Lahure servit sous Baraguey d'Hilliers devenu bientôt chef de l'armée d'Italie en remplacement de Berthier, qui avait lui-même succédé à Bonaparte.

Lors de l'expédition de Rome, la 15e légère fit partie du corps réuni à Ancône par Berthier et destiné à châtier les assassins du général Duphot.

Lahure eut à combattre des insurrections provoquées par les dissensions civiles et la misère, les Etats Pontificaux se trouvant en pleine anarchie, après le départ du Pape, que les Français avaient relégué dans un couvent de la Toscane.

Lahure avait d'abord été désigné pour faire partie de l'expédition d'Egypte, mais par suite d'une agitation qui s'était produite dans la province de Viterbe, la 15e légère ne put s'embarquer et fit sous Championnet la campagne de Naples. A la suite du combat de Rignano, Lahure reçut un sabre d'honneur (14 frimaire an VII). En février 1799, Championnet, disgrâcié, ayant été remplacé par Macdonald, l'armée de Naples se mit en marche pour manœuvrer de concert avec l'armée d'Italie (sous Schérer, puis Moreau), mais la sanglante défaite de La Trebbia (17, 18 et 19 juin) empêcha cette jonction et tous les prodiges de valeur de Lahure et de ses compagnons d'armes ne purent empêcher les Austro-Russes, commandés par Mélas et Souwarow, de mettre à néant le plan concerté par Macdonald et Moreau.

Le brave Lahure, blessé grièvement à la cheville, fut transporté à Plaisance et tomba aux mains de l'ennemi, mais il fut relâché sur parole peu de temps après. Toutefois, sa blessure, qui le laissa boiteux pour le restant de ses jours, mit un terme à sa carrière militaire active. Il avait été nommé général de brigade sur le champ de bataille.

Etant allé prendre les eaux à Saint-Amand (Nord), Lahure y fit la connaissance du baron de Warenghien de Flory, premier président de la Cour de Douai, dont il épousa la fille aînée le 16 septembre 1800.

En mars 1801, il fut élu membre du corps législatif par le département de Jemappes et siégea jusqu'à l'abdication de Napoléon, encore que son opposition à certains actes du gouvernement (notamment lors du procès de Moreau), l'eût fait tomber dans une sorte de disgrâce.

Il fut toutefois nommé commandant de la Légion d'honneur le 14 juin 1804. Major-général de la 5e légion de réserve en 1808, il se distingua l'année suivante, lors de la tentative de débarquement des Anglais sur Anvers, et ses services lui valurent le commandement du département du Nord et le titre de baron de l'Empire (1813).

En 1814, les Bourbons lui firent offrir le titre de duc avec un million de dotation, s'il consentait à livrer aux Alliés l'une des places fortes de son commandement. Justement indigné, Lahure répondit en redoublant de zèle et d'activité pour mettre tous les points dans le meilleur état de défense. Ayant refusé de ratifier la convention qui autorisait l'entrée des Français à Douai (mai 1814), Lahure fut blâmé par le général Maison, sans cependant encourir la disgrâce des Bourbons, car le duc de Berry fut son hôte à Douai et lui octroya la croix de Saint-Louis, ainsi que le commandement des arrondissements de Douai et de Cambrai. Lors de la réunion de la Belgique à la Hollande, Lahure obtint d'être naturalisé français.

Maintenu dans son commandement du département du Nord pendant les Cent-Jours, il déplut aux Bourbons par sa droiture et se retira après Waterloo dans sa propriété de Wavrechain, près de Bouchain.

En 1830, Lahure fut réintégré dans son commandement et reprit sa retraite définitive le 30 avril 1834, après avoir été nommé par le roi Louis-Philippe grand officier de la Légion d'honneur et lieutenant général. Le gouvernement provisoire de la Belgique lui avait offert le commandement des troupes insurrectionnelles, mais il refusa. « Il fallait, dit-il en terminant ses Souvenirs, la vigueur de la jeunesse pour se charger d'un aussi lourd fardeau... Né Belge, mais devenu Français de cœur, c'est en France que j'ai voulu finir ma carrière. Il fut toutefois nommé un peu plus tard grand officier de l'Ordre de Léopold.

Le baron Lahure mourut à Wavrechain, le 25 octobre 1853.

La plupart des officiers du 3e bataillon de tirailleurs continuèrent de servir dans la 15e demi-brigade légère et furent les fidèles appuis du chef de brigade Lahure dans toutes ses campagnes et notamment aux terribles journées de La Trebbia. C'étaient :

Lambert Piquet, de Mons, capitaine dans la Légion belge depuis le 10 juin 1792, passé au 3e tirailleurs lors de la formation en janvier 1794, puis à la 15e légère et adjoint à l'état-major de la première division; réformé en décembre 1799. Il eut deux chevaux tués sous lui à La Trebbia et fut fait prisonnier.

Jean-Baptiste Péruset, de Termonde, ancien adjudant-major au 2e bataillon belge, capitaine au 3e tirailleurs à la formation, puis à la 15e légère. Retraité le 16 mai 1811, il avait fait toutes les campagnes de 1792 à 1809 et avait reçu l'étoile de la Légion d'honneur dès le 3 messidor an XII.

Charles Sacqueleu, de Tournai, capitaine. Nous avons retracé la carrière de ce brillant officier, fait adjudant général sur le champ de bataille de la Trebbia, en parlant du régiment de Tournai.

François Scheire, de Gand, ancien capitaine de la Légion belge et du 3e chasseurs gantois, puis capitaine au 3e de tirailleurs, fit toutes les campagnes dans ce corps, devenu 15e demi-brigade légère, jusqu'en 1801, et fut retraité le 15 vendémiaire an X « pour blessures ». Il avait été atteint d'un coup de feu au bras droit à La Trebbia.

Jean Pérot, né le 5 septembre 1760, à Mons, devint capitaine le 16 novembre 1792 dans le corps franc de Poly (1) et passa avec ce grade au 3e bataillon, puis à la 15e légère. Il fit les campagnes de 1793 à 1797.

Jean-Baptiste Renault Serues, de Menin, lieutenant au 2e bataillon gantois, devenu capitaine au 3e tirailleurs, puis à la 15e légère. Il combattit de 1792 à 1797.

Jean-Jacques-Chrysole-Benoît Flon, de Bruxelles, capitaine de grenadiers au 4e bataillon belge, passé au 3e tirailleurs, puis à la 15e légère. Retraité pour infirmités le 7 octobre 1801. Il avait plus de dix campagnes à son actif et cinquante-cinq ans d'âge.

François-Joseph Bontems, de Liége, lieutenant au 3e bataillon liégeois, puis au 3e tirailleurs et enfin à la 15e légère, il devint capitaine le 20 pluviôse an VII (8 février 1799). Il fut retraité le 12 novembre 1806, après avoir fait les campagnes de 1793, an II, III et IV aux armées du Nord et de Sambre et Meuse, ans V, VI, VII, VIII, IX et XIV. Il avait été blessé d'un coup de feu à la cuisse gauche à l'affaire de Tourcoing, le 29 floréal an II et d'un coup de feu à l'estomac à Austerlitz.

Denis Dath, de Tournai, encore un blessé de La Trebbia. Nous avons parlé de lui à propos du régiment de Tournai.

---

(1) C'est la seconde fois que nous rencontrons ce corps franc de Pauly ou de Poly, amalgamé, d'après Fieffé, au 5e bataillon de tirailleurs. Il s'agit sans doute du bataillon bavarois levé en 1792 à Bruxelles, par l'adjudant général Merk, au moyen des déserteurs du bataillon de Bamberg, et qui aurait changé de nom? Ce qui nous le fait penser, c'est qu'il n'existait pas d'officier du nom de Pauly ou Poly dans l'armée belge et, de plus, que le colonel Merk fut compris dans l'organisation du 5e de tirailleurs.

François Magnier, né à Chimay, ancien lieutenant au régiment de Tournai et passé avec ce grade au 3e tirailleurs à la formation de ce bataillon. Il fit les campagnes de 1792 à 1796 à l'armée du Nord.

Joseph Debay, de Mons, ancien sous-officier des chasseurs de Jemappes, fut admis comme sergent-major au 3e tirailleurs et devint bientôt sous-lieutenant. Lieutenant à la 15e légère le 7 février 1799 et capitaine le 20 novembre 1806, il fut retraité le 10 février 1809. Il était chevalier de la Légion d'honneur depuis le 1er octobre 1807.

Gabriel Maigret appartenait à une ancienne famille montoise. Sous-lieutenant au 2e bataillon belge le 18 novembre 1792, lieutenant le 22 décembre suivant, prisonnier de guerre le 27 avril 1793, il fut échangé le 5 mars 1795, mais on l'avait compris d'office dans les cadres du 3e de tirailleurs dès le 24 janvier 1794. Il devint capitaine à la 15e légère, le 20 avril 1797. Blessé à Tourcoing le 27 avril 1793 d'un coup de pistolet et de trois coups de sabre, nous venons de voir qu'il était tombé aux mains de l'ennemi.

Jean Jaumotte, de Dinant, lieutenant aux chasseurs de Jemappes depuis le 25 février 1793, passa également au 3e de tirailleurs lors de la formation de ce bataillon.

Jacques Herdeboudt, de Bruges, sous-lieutenant dans le régiment formé par cette ville en 1792; passé au 3e de tirailleurs et à la 15e légère, il fut fait capitaine de carabiniers sur le champ de bataille de La Trebbia par le général Macdonald et devint peu de temps après aide de camp du général Lahure (26 juillet 1799), puis du général Kellermann (2 avril 1803), adjoint à l'état-major de l'armée du Nord en 1809, il donna sa démission de chef de bataillon au premier retour des Bourbons. Il était chevalier de la Légion d'honneur depuis 1806.

Demayer (*Magloire*), de Tournai, ancien fourrier dans la Légion belgique, sous-lieutenant au 3e de tirailleurs, puis lieutenant le 5 juillet 1799, est un des nombreux officiers belges qui se distinguèrent à La Trebbia. Blessé d'un coup de feu au pied, il obtint sa retraite le 19 août 1801.

Charles Jacobs, de Bruxelles, encore un sous-officier de la Légion belge devenu sous-lieutenant à la formation du 3e bataillon de tirailleurs; lieutenant à la 15e légère le 13 février 1799.

Xavier Dupont, de Mons, qui avait débuté comme les précédents dans la Légion belge; sous-lieutenant au 3e de tirailleurs à la formation. Dupont passa ensuite à la 15e légère où il devint capitaine le 6 floréal an X (26 avril 1802). Légionnaire le 14 avril 1807, il fut admis le 8 juin 1809 dans l'infanterie de la Garde impériale.

François Devillé, de Mons, avait d'abord servi dans l'artillerie de la Légion. Il devint adjudant puis sous-lieutenant au 3e de tirailleurs, lieutenant à la 15e légère le 25 floréal an V et capitaine le 6 vendémiaire an XI. Après avoir fait toutes les campagnes de 1792 à 1807, et s'en être tiré avec un coup de feu au jarret pendant le déblocus de Maubeuge, il fut atteint d'une balle qui lui fractura la cuisse, au siège de Königsberg et succomba le 11 décembre 1810 à l'hôpital de Wesel. Il avait été fait légionnaire le 14 avril 1807.

Léonard-Joseph de Reyniac, sous-lieutenant au 3e de tirailleurs, n'est pas un inconnu pour nous. Après la brillante action d'éclat dont il avait été le héros, le 7 août 1793, près de la forêt de Mormale, et que nous avons racontée, Reyniac était passé dans le 3e tirailleurs, puis au 15e léger. Nous savons qu'il devint colonel du 3e léger français, commandeur de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis. Il commanda plus tard la place de Douai et fut retraité en 1840.

Parmi les onze officiers admis définitivement au corps le 7 février 1795, il en est deux dont nous avons encore retrouvé les états de service, ce sont le capitaine *Tutot* (*François*) de Liége, qui passa du 15e léger au 16e en 1809 et mourut à l'hôpital de Madrid le 27 juillet 1811; et le lieutenant *Pardon* (*Charles*), né à Menin le 9 août 1771. Il avait débuté dans la Légion belge et devint lieutenant au 3e de tirailleurs, plus tard 15e légère. Il fut blessé à Vicogne le 1er mai 1793, d'un coup de feu au côté gauche (1).

Il nous reste enfin à citer quelques officiers belges qui firent encore partie de la 15e demi-brigade d'infanterie légère sous les ordres de Lahure.

Antoine Martiny, de Liége, ancien lieutenant-colonel du 1er bataillon liégeois, passé avec ce grade à la 15e légère le 8 prairial an IV (27 mai 1796).

---

(1) Le capitaine *Papaert*, du 3e tirailleurs, blessé près de Tournai par un boulet qui lui emporta la cuisse, défendit qu'on le transportât et mourut sur le champ de batille. Le lieutenant *Flon* (*Joseph*) du même corps, fut tué à Mouscron en l'an II.

Henri-Joseph Dor, de Liége, ancien capitaine du 1er bataillon liégeois, passé à la 15e le 27 mai 1796. Au régiment de l'Ile-de-France en 1808, puis à la 76e cohorte (devenue 146e de ligne) le 22 mars 1812, comme chef de bataillon, il fut nommé commandant d'armes de Juliers en 1813, placé en non activité en juin 1814 et commanda la citadelle de Cambrai en avril 1815. Retraité le 4 mars 1816, il avait à son actif quatre blessures et plusieurs actions d'éclat, récompensées le 19 décembre 1811 par l'octroi de la Légion d'honneur.

Jean-Baptiste Morlay, de Noville-au-Bois (Namur), devint capitaine à la 15e légère le 19 février 1797, récompense méritée, mais tardive, pour un soldat qui comptait 35 années de services et 58 ans d'âge.

Morlay avait combattu en 1790 dans les rangs de l'armée brabançonne. Il était alors sous-lieutenant.

Joseph André, de Seraing, est un des rares « Chasseurs de la Meuse », dont nous ayions retrouvé les noms. Après avoir servi comme sous-officier dans les Ransonnets, il était devenu, le 1er janvier 1793, sous-lieutenant au 1er bataillon liégeois. Passé avec ce grade à la 15e légère le 31 octobre 1797, il devint lieutenant deux ans plus tard et capitaine le 1er janvier 1808. C'est encore un blessé de La Trebbia. Retraité le 1er janvier 1815, sa conduite à Smolensk, où il fut blessé, lui avait valu la croix de la Légion d'honneur (1812).

Etienne Croisier, de Liége, lieutenant au 1er bataillon liégeois depuis le 1er septembre 1793, passa au 15e léger le 10 brumaire an VI et devint capitaine le 1er thermidor an X. Il avait fait toutes les campagnes de 1793 à l'an XIV. Prisonnier de guerre lors de la reddition du Quesnoy (1793), il comptait à son actif trois blessures.

Hyacinthe Botty, de Liége, sous-lieutenant au 1er bataillon liégeois, passa avec ce grade à la 15e légère le 29 juillet 1795.

Jean-Pierre Colsoul, de Liége, qui avait débuté en 1770 dans le régiment de Dillon-Irlandais, où il devint sergent en 1778, servit en la qualité d'adjudant l'armée révolutionnaire liégeoise, devint capitaine le 17 janvier 1793 et passa avec son grade dans la 15e légère le 27 mai 1796.

Louis Delacroix était comme le précédent un ancien « Irlandais » du régiment de Walsh. Il devint lieutenant à la 15e légère, à la même date que son concitoyen Colsoul.

Avant de quitter la 15e demi-brigade d'infanterie légère, nous donnerons sur ce corps une courte notice Au chef de brigade Lahure, avait succédé Desailly, chef de bataillon à La Trebbia, où il eut son cheval tué sous lui et fut promu au grade de chef de brigade sur le champ de bataille. Sous Desailly, la 15e légère, devenue 15e léger, assista à la célèbre journée d'Austerlitz. Au moment où le régiment, assailli par des forces supérieures, commençait à plier, le chef de bataillon Dulong, qui avait pris le commandement, saisit l'aigle et s'écrie : — « Soldats, je m'arrête ici; voyons si vous abandonnerez votre étendard et votre chef! » — A ces paroles, le régiment s'arrête et se rallie (1).

En 1807, à Königsberg, en 1808, à l'armée du Rhin, le 15e léger ne cessa de donner des preuves de courage et de discipline. En 1809, le 15e léger formait avec le 33e de ligne la brigade Gilet de la division Friant, l'une des trois « immortelles » (2). Il était commandé par un Belge, dont nulle histoire militaire parue dans notre pays ne semble avoir gardé le souvenir. Ce colonel, né à Bruges, — comme les deux autres chefs de corps dont nous avons parlé : d'Hauw et Steenhaudt, — le 11 décembre 1766, s'appelait *Joseph-François Noos*.

Depuis 1791, Noos avait servi comme sous-lieutenant au 2e bataillon du Nord, incorporé plus tard à la 48e demi-brigade d'infanterie de ligne; capitaine adjudant major le 6 octobre 1793, il fit toutes les campagnes de la République aux armées d'Allemagne, de Mayence, de Batavie et du Rhin. Le 8 octobre 1803, aide de camp du général Arnaud qu'il accompagna en Hanovre et en Hollande, il devint ensuite capitaine au 48e de ligne le 25 août 1806 à la Grande Armée. Chef de bataillon le 20 février 1807, à la suite de sa belle conduite à Eylau, où il avait été blessé d'un coup de feu au genou, et chevalier de la Légion d'honneur, quelques jours plus tard, il fut nommé colonel le 3 juin 1809, et reçut cinq jours plus tard le commandement du 15e léger. Ils sont rares nos compatriotes auxquels échurent l'honneur de conduire au feu un régiment français!

Noos était à peine remis d'une blessure reçue à Eckmühl (21 avril), quand il fut derechef atteint à Wagram, et mis hors de combat : un éclat d'obus lui brisa l'articulation du pied gauche, tandis qu'un boulet le frappait au côté gauche.

En 1810 et 1811, le 15e léger participa à la campagne d'Espagne

---

(1) *Historiques des Corps de Troupe de l'Armée française. 1569-1910. Publication du ministère de la guerre. Paris. Berger-Levraut et Cie. 1900.*

(2) On appelait ainsi depuis Auerstaedt les trois divisions Friant, Morand et Gudin du corps de Davout (3e).

et de Portugal; en 1811, il fit partie du corps d'observation de l'Elbe; en 1812, il était présent aux affaires de Smolensk, Borodino et Krasnoë; en 1813, au siège de Hambourg. Dans l'entretemps, Noos avait épousé, en 1811, Madame veuve de Hennekens, née de Stein, habitant Rostock, dans le Mecklembourg. En 1813, il fut remplacé dans son commandement par le colonel Brice et nommé commandant d'armes de 3e classe en non activité par décret du 6 avril, mais il était en même temps promu au grade d'officier dans la Légion d'honneur et recevait, peu de temps après, le commandement du fort de Mont-Juich, à Barcelone (19 septembre 1813). Placé de nouveau en non-activité au retour des Bourbons, mais avec la croix de Saint-Louis comme compensation, nommé commandant d'armes de Cambrai le 31 décembre 1814, l'empereur lui confia le commandement supérieur de cette place pendant les Cent-Jours (30 avril au 26 juin 1815). A la seconde restauration, Noos se fit naturaliser français le 25 octobre 1815 et fut nommé le 21 janvier 1816 « lieutenant de roi » de 3e classe de la place de Briançon, puis,le 19 septembre 1821, lieutenant de roi provisoire de la place de Calais.

Il eût été nommé maréchal de camp si la mort n'était venue le surprendre le 25 août 1826. Un an auparavant, le marquis de Jumilhac, lieutenant général commandant la 16e division militaire, écrivait en parlant de Joseph-François Noos : « Est marié, a un enfant du sexe féminin. Il ne lui reste qu'une médiocre fortune et des espérances du côté de sa femme, ayant perdu par les événements une dotation de 4,000 francs de revenu (1) et presque tout son avoir à la campagne de Russie. Mœurs exemplaires, conduite digne d'éloges comme militaire. Bon époux et bon père. Une conduite régulière, d'excellents principes, beaucoup d'instruction et de capacité rendent cet officier supérieur extrêmement recommandable et digne de la bienveillance du gouvernement. Lieutenant de roi provisoire d'une place importante, jusqu'ici commandée par des maréchaux de camp, il serait à désirer qu'il fût promu à ce grade et, en compensation, dans le cas d'empêchement, à celui de commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur, où il figure comme officier et très honorablement depuis 12 ans. Lille, 15 novembre 1825. »

Parmi les officiers du 3e bataillon de tirailleurs, nous avons encore retrouvé un nom brugeois, celui de *Ferdinand d'Hauw*, déjà cité d'ailleurs au cours des pages précédentes. Né le 19 avril 1771,

---

(1) Noos avait été créé baron par l'Empereur, mais nous ignorons la date de cet annoblissement.

fils de François et de Marie Patin, sous-lieutenant dans la Légion belge le 1er juillet 1792, puis au régiment de Bruges le 15 janvier 1793, d'Hauw passa comme lieutenant le 4 février 1794, au 3e bataillon de tirailleurs (1).

Le 15 juin 1794, au combat d'Hooglede-Gilsberg-Beveren, il fut abandonné avec 300 hommes dans une ferme où il fut bientôt entouré par l'ennemi, qu'il força à la retraite. Il se dirigea ensuite sur le flanc des Autrichiens, essuya une charge de cavalerie dont il soutint le choc et qu'il repoussa après lui avoir tué beaucoup de monde; il parvint à reprendre la ville de Roulers dont l'ennemi s'était emparé.

A l'encontre de la plupart de ses camarades, il ne continua pas de servir à la 15e légère et entra, le 18 juillet 1795, au 2e bataillon de la 5e demi-brigade batave, en qualité de lieutenant.

Le 27 août 1799, lors de la descente des Anglais au nord de la Hollande, il se fit remarquer par son courage et eut son cheval blessé. Le 9 septembre suivant, pendant la retraite de la division Daendels, il fut envoyé à un corps de troupe posté en soutien d'une batterie qui se trouvait déjà entourée par l'ennemi, afin de lui faciliter les moyens de retraite et ramena 250 hommes sur 300. Passant ensuite le Rhynstoot, la barque dans laquelle se trouvait le lieutenant-colonel Faure, quelques officiers et soldats, coula à fond. D'Hauw voyant le danger couru par ses camarades, se précipita à l'eau et fut assez heureux pour sauver le lieutenant-colonel et quelques officiers.

Nommé capitaine adjudant major le 13 septembre suivant, il assista, six jours après, à une action où il eut son cheval tué sous lui et ses habits criblés de balles.

Après avoir fait la campagne du Rhin, en 1800, il devint capitaine titulaire le 24 septembre 1801 et, après celle de Hanovre (1803-1806), c'est avec ce grade qu'il passa, le 24 septembre 1806 dans les Grenadiers de la Garde du Roi Louis.

Lieutenant-colonel le 28 avril 1808 et major au 7e de ligne hollandais le 3 août de la même année, il se distingua particulièrement dans le commandement des places de Rotterdam et de Bergen-op-Zoom, où il sut contenir la populace et conserver ses positions lors de la descente des Anglais, en 1809. Le Roi lui fit témoigner sa satisfaction par le ministre de la guerre (2).

---

(1) Bien que cette nomination soit omise dans le dossier du colonel d'Hauw, aux Archives de la Guerre de la République française (dossier auquel nous empruntons les éléments de notre notice biographique), elle n'est pas douteuse.

(2) D'autre part, d'Hauw reçut les témoignages les plus flatteurs du

Major à la suite du 124e de ligne, créé en 1810, puis major titulaire au 101e le 20 janvier 1812, enfin colonel du 34e léger le 1er mars 1813, d'Hauw se distingua en Espagne dans les affaires du 27 et du 28 juillet 1813, puis à celle du 30. Quoique grièvement blessé dès le commencement de l'action devant Pampelune, il soutint et repoussa les efforts de toute une colonne anglaise; affaibli par ses blessures, il allait périr lorsqu'un officier anglais, qui admirait son courage, l'arracha des mains d'une soldatesque furieuse (1).

Après quatre mois de captivité en Espagne, d'Hauw fut transporté en Angleterre et obtint sa démission le 9 janvier 1815.

De retour aux Pays-Bas, il reçut le commandement d'un bataillon, puis fut nommé colonel adjoint à l'état-major du ministre de la guerre, le baron Janssens. Général-major le 25 mai 1815, d'Hauw commanda, pendant la campagne de Waterloo, la première brigade de la première division d'infanterie des Pays-Bas (général Stedman), laquelle demeura postée à Hal pendant la bataille du 18 juin.

Il était chevalier de l'ordre de la Réunion depuis mars 1812.

---

bourgmestre de Rotterdam, le chevalier de Teylingen, du général de division van Helden, au quartier-général de La Haye et du corps des officiers et sous-officiers de la place de Rotterdam.

(1) Voir les *Victoires et Conquêtes. Tables du Temple de la Gloire.*

Les archives de la guerre conservent deux lettres écrites par d'Hauw :

Vitoria, 15 avril 1813.

A S. E. Mgr le duc de Feltre, ministre de la guerre,

Monseigneur, j'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence la réception de sa dépêche en date du 12 mars, par laquelle S. M. a daigné me conférer le grade de colonel au 34e régiment d'infanterie légère. Sensible à la bienveillance du gouvernement, je ferai tous mes efforts de mériter de plus en plus la confiance de l'Empereur et Roi. Je quitte le 101e avec cette satisfaction que la comptabilité des bataillons de guerre est déterminée entièrement et au courant jusqu'au 1er de ce mois. Je vais me rendre de suite au nouveau poste qu'il a plu à V. E. de m'assigner. Je suis... etc.

Gand, le 16 novembre 1814.

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'exposer à V. E. que le 30 du mois de juillet 1813, à la bataille de Pampelune, je commandais le 34e d'infanterie légère, destiné à soutenir la retraite et ne pas quitter la position. Je fus assez malheureux de recevoir deux blessures qui me mirent hors de combat et tomber entre les mains de l'ennemi. Après quatre mois de captivité en Espagne, on me transporta en Angleterre, d'où je fus renvoyé pour me rendre dans ma patrie.

Je supplie V. E. de m'accorder ma démission honorable et de me la faire tenir le plus tôt possible. J'ai l'honneur, etc...

(Signé) LE COLONEL D'HAUW,

logé chez M. Beys, rue des Champs, nº 38, à Gand.

A. S. E. le ministre de la guerre, Paris.

4e bataillon de tirailleurs.

Gilles Collinet, de Tongres, ancien lieutenant-colonel de la Légion belge, eut une carrière militaire assez courte, mais bien remplie; lieutenant-colonel du 4e bataillon de tirailleurs dès la formation, il passa le 28 septembre 1795 avec ce grade à la 8e demi-brigade légère, formée, comme on a pu le voir, au moyen du 1er bataillon de tirailleurs.

En l'an 7 (1798-1799), se trouvant sous les ordres du général de division Garnier, à l'armée de Naples, il s'empara d'Albano, fit la garnison napolitaine prisonnière et enleva trois pièces de canon. Il se signala également à Monterosi, en battant complètement l'ennemi, qu'il mit en déroute. La 8e légère passe aussi pour s'être distinguée à La Trebbia et au siège de Gênes.

Collinet s'était vu forcé, pour des motifs de santé, de se retirer du service actif le 3 novembre 1800; le 17 février 1803, il fut nommé commandant d'armes de la place de Rocroy. Il mourut le 29 octobre 1808.

Joseph Griffon, de Mâcon, qui avait servi dans la Légion belge, devint chef de bataillon au 4e de tirailleurs à la formation et fut nommé le 7 novembre 1794 commandant d'armes de Bailleul; passé à l'état-major de la citadelle de Lille en 1796, commandant provisoire de cette citadelle en 1800, puis placé aux dépôts généraux, il fut retraité par décret du 6 juin 1811.

François-Joseph Latteur, de Mons, chef de bataillon adjoint au 4e tirailleurs le 23 janvier 1794, conserva ce grade jusqu'au 7 décembre 1795. Il mourut en juillet 1811 après avoir servi de 1796 à 1804 dans la gendarmerie du département de Jemappes.

Victor Marlier, de Ramousy, district d'Avesnes (Nord); lieutenant-colonel des chasseurs de Jemappes, il fut chargé, le 18 septembre 1793, par les représentants Drouet, Isoré et Bar, de se rendre de Maubeuge (où se trouvait alors stationné son bataillon), à Avesnes, pour y lever 500 hommes afin de compléter son effectif. Maubeuge ayant été cerné, il ne put rejoindre son bataillon et se rendit à Gavarelle, au quartier général, où le général en chef Jourdan l'employa comme adjudant général. Attaché à l'état-major du général Thori, il ne rentra à son corps que lors du déblocus de Maubeuge. Le 28 novembre 1793, il reçut l'ordre de conduire son bataillon à Amiens pour l'amalgame dont nous avons parlé et qui eut lieu le 26 janvier

suivant. Marlier fut nommé chef de bataillon adjoint au 4e tirailleurs et servit en cette qualité jusqu'au 9 thermidor an III (27 juillet 1795), « époque du licenciement et réincorporation d'une partie de l'avant-garde de l'armée du Nord alors en Hollande, et en vertu de l'arrêté du représentant du peuple Richard et conformément à l'article 5 du dit arrêté, portant que les officiers qui désireraient rentrer dans leurs foyers étaient autorisés à prendre leur démission. Il la reçut à Anvers du général de brigade Morgan, commandant le Brabant occidental » (1).

Goguet (*Louis-Antoine-Vast-Vite*), d'Epinancourt (Somme), était ce lieutenant colonel du 3e bataillon dont nous avons parlé, devenu chef de bataillon adjoint au 4e tirailleurs le 23 janvier 1794 et nous avons vu qu'il fut désigné pour commander le 1er du 7 octobre 1794 au 17 avril 1795.

Comme le 4e bataillon avait été licencié dans l'entretemps, on le plaça d'abord à la 101e (devenue 25 de ligne), puis, le 8 octobre 1799, le général en chef de l'armée d'Orient lui donna provisoirement le commandement de la 22e légère. Ce grade fut confirmé à Goguet le 5 avril 1802, après la campagne d'Egypte et, peu de temps après, il fut créé chevalier de la Légion d'honneur (11 décembre 1802). Dès le 14 juin 1804, il était officier. La 22e légère fut engagée de 1803 à 1811 dans les différents combats livrés par l'armée d'Italie et l'armée de Naples, notamment à la Piave (1805), à Capri (1808), puis ce régiment fit partie de l'armée d'Italie et combattit à Raab et à Wagram. Goguet fut nommé général de brigade le 6 juillet 1811 et employé d'abord à la division de réserve de Bayonne (6 août 1811), puis à la 44e division d'infanterie (3e du corps d'observation de Bavière), le 8 juin 1813. Prisonnier de guerre à Dresde le 11 novembre 1813, il fut relâché le 29 juin 1814, reçut un mois après la croix de Saint-Louis et fut adjoint à l'inspection générale d'infanterie dans la 2e division militaire le 5 janvier 1815; commandant le département du Cher le 26 mars suivant, placé en non activité le 19 juillet, il fut retraité pour ancienneté par ordonnance royale du 6 octobre 1815 et mourut à Paris le 9 août 1821. Il était commandeur de l'ordre royal des Deux-Siciles.

Jean-Charles Gottmann, de Niederkorn (Luxembourg), colonel du régiment de Tournai, lequel fut incorporé au 4e bataillon de

---

(1) Pièce établie par le chef de bataillon Marlier. Copie. *(Arch. adm. Guerre. R. F.)*

tirailleurs en janvier 1794. Ses états de service portent sous la mention « actions d'éclat », que :

« Le 8 mars 1793, ayant carte blanche de M. le général O'Moran, à Tournai, il y apaisa une grande révolte et fut proclamé premier citoyen de la ville par ce général. Le 12 septembre de la même année, au-dessus de Landrecies, après avoir débloqué, à la tête de 30 dragons du 12e régiment, le 24e bataillon d'infanterie légère qu'il commandait, prit sept redoutes à l'ennemi et délivra trois autres bataillons. Le 14 octobre, pendant la déroute de la division, à l'attaque du bois de Tilleul, il rallia son bataillon et protégea la retraite à la satisfaction des généraux. Le 29 floréal an II (18 mai 1794), à la bataille de Tourcoing, se jeta entre le feu de deux corps français qui se fusillaient par méprise et, quoiqu'il fût blessé, il les dirigea sur l'ennemi, qui fut mis en pleine déroute. Le 3 prairial suivant (22 mai), à la bataille de Tournai, voyant ses soldats plier au commencement de l'attaque, il les rallia pas des cris de victoire; l'ennemi fut enfoncé et poursuivi jusqu'au village de Chin; le soir du même jour, il forma, sous les yeux du général Pichegru, deux bataillons avec des fuyards et fit sa retraite en sauvant 4 pièces de canon.

Il signale que pendant les guerres de la Révolution, il a eu deux de ses frères tués à ses côtés et un troisième estropié. Père de sept enfants, ses quatre fils aînés ont été tués, le premier en Portugal, le deuxième en Espagne, le troisième en Russie et le quatrième à la retraite d'Allemagne. Le plus jeune est sergent. »

En 1814, Gottmann était commandant de Porto-Longone (île d'Elbe) quand Napoléon y fut envoyé.

Yves-Benoît Vandaele, de Moorseele (Lys), Capitaine de la Légion belge, passa avec son grade au 4e Tirailleurs le 23 janvier 1794, puis à la 8e légère le 2 septembre 1795 et, après quatorze années de loyaux services, y devint chef de bataillon le 2 février 1809. Major (c'est-à-dire lieutenant-colonel) le 12 février 1812, il passa au 21e léger le 6 avril 1812 (1), fut conservé en cette qualité lors de l'organisation, au 7e léger le 6 septembre 1814 et fut admis à la solde de retraite (1320 francs) pour blessures et infirmités le 1er septembre 1815.

Vandaele, légionnaire depuis 1804, se retira à Lille. Outre ses campagnes à l'armée du Nord de 1792 à 1798, il avait fait les cam-

---

(1) Le lecteur nous permettra de le renvoyer, pour ce qui concerne le 21e léger, à notre travail sur les *Conscrits de 1813. Bruxelles, 1901, p. 25 et suiv.*

pagnes de l'an VII à l'an XIV aux armées de Naples et d'Italie, de 1806 à 1808 en Dalmatie, de 1809 à la Grande Armée, de 1810 et 1811 en Illyrie, de 1812 en Russie, de 1813 à 1814 dans les places fortes de Wesel et Juliers.

Il fut blessé d'un coup de feu à la hanche gauche à Hooglede, le 13 juin 1794; d'un coup de feu à la tête le 10 janvier 1795 au passage du Wahal, d'un coup de feu à l'épaule droite au combat de Malojaroslavietz (24 octobre 1812) et d'un coup de feu à la poitrine le 16 novembre suivant à Krasnoé.

Furent encore capitaines au 4e bataillon :

Modeste-Louis Defacqz, de Blaton, qui eut la jambe droite emportée par un boulet au combat de Hooglede, près Roulers, le 25 prairial an II.

Lambert Florkin, de Liége, ancien capitaine au 3e bataillon liégeois.

de Angelis (*Théodore*), mort des suites de ses blessures.

Parmi les lieutenants et sous-lieutenants, nous citerons : *Jean-Baptiste Defrise*, ancien sous-lieutenant aux chasseurs de Jemappes, *Moncomble*, *Binaud*, *Van Acken* (*Frédéric-Ignace-Erard-Joseph*), de Liége, ancien sous-lieutenant du 4e bataillon belge, retraité comme lieutenant au 52 de ligne en 1806. Il s'était distingué particulièrement à Tourcoing (18 mai 1794), où il eut la jambe gauche déchirée par un coup de mitraille; au pont de Walhem, près de Malines (17 juin 1794), où il eut la main gauche percée par une balle; à Nimègue, où il fut effleuré par un boulet qui lui occasionna une surdité prolongée; *Machemin* (*Alexandre-Honoré*), dont nous avons parlé à propos du régiment de Tournai. Voici le certificat que lui délivrèrent ses camarades : « Nous, membres composant le conseil d'administration du dit bataillon (4e tirailleurs), attestons et certifions que le citoyen Machemin, lieutenant adjoint, s'est distingué par son intrépidité et son courage dans toutes les affaires pendant la campagne, notamment à celle du 25 floréal (14 mai 1794), près d'Ypres, où, quoique chargé de très près par la cavalerie, il sauva un capitaine qui, ayant la jambe cassée, serait infailliblement tombé au pouvoir de l'ennemi, dans cette action il reçut une blessure à l'épaule droite. Le 28 vendémiaire (19 octobre 1794), le lendemain du passage de la Meuse, il fonça l'un des premiers dans la redoute ennemie, où, forcé de l'abandonner, il n'en sortit que le dernier, décidé à la reprendre.

Il encouragea les chasseurs, les entraîna, fit faire sous le feu de la redoute un petit retranchement et, au moment où on battit la charge, il fonça de nouveau le premier dans la redoute, n'ayant pour toute arme que son sabre.

Le 15 brumaire (5 novembre 1794), au siége de Nimègue, l'ennemi ayant fait une sortie vigoureuse, par son intrépidité, il contribua beaucoup à mettre l'ennemi en déroute; dans cette action, il reçut un coup de feu à la cuisse gauche. Le 28 fructidor (14 septembre 1795), à Boxtel en Hollande, seul fantassin, il coopéra avec 30 hussards du 8e au désarmement et à la prise complète d'un bataillon ennemi. Le 21 nivôse (10 janvier 1795), au passage de Wahal, à Kekerdom, il s'approcha si près de l'ennemi qu'il fut atteint de neuf balles; sept traversèrent la jambe gauche, ce qui le mit hors de combat; il fut porté par ses camarades qui le sauvèrent du danger (1).

5e Bataillon de Tirailleurs

Comme les quatre premiers bataillons de tirailleurs, celui-ci a fourni aux armées impériales une pléiade de braves officiers, parmi lesquels il convient de citer en tout premier lieu un chef de corps de la Grande Armée, le colonel Lejeune, du 56e de ligne, tombé glorieusement à Leipzig.

Pierre Lejeune, né à Visé le 11 octobre 1762, et dont le beau-frère M. Philippin devint plus tard maire de cette commune du pays de Liége, avait d'abord servi dans les troupes brabançonnes en 1789. Réfugié à Lille en 1791, il s'engagea dans la Légion belge et reçut le 15 juillet 1792 son brevet de capitaine; lieutenant-colonel en octobre, il devint, lors de la création de l'armée belge, chef du 2e bataillon de chasseurs. Passé avec ce grade au 5e de tirailleurs devenu 14e demi-brigade légère, puis, en 1796, 1re demi-brigade légère, Lejeune se distingua dans divers combats, fut blessé le 17 mai 1794 d'un biscaïen au bras gauche; le lendemain, à la prise de Lannoy, d'une balle qui lui emporta son hausse-col et le jeta bas de son cheval, ce qui ne l'empêcha point de s'emparer, lui sixième, d'une pièce de canon et de plusieurs fantassins hessois. Au passage du Wahal, il fit prisonnier un officier supérieur de l'armée hanovrienne et s'empara du fort de Senterop, de sa garnison, et du major hessois qui la commandait.

---

(1) Fait au conseil à Bondre (?) en Prusse, ce 2 germinal, l'an 3e de la République. Signé : *Moncomble*, lieutenant; *Vandaele*, capitaine; *Schwartz*, deuxième major; *Binaud*, lieutenant; *Marlier*, chef de bataillon, président, etc.

Après avoir participé aux multiples actions dans lesquelles fut engagée la 1re légère aux armées du Nord, de Sambre et Meuse, du Rhin, d'Angleterre, du Danube et d'Allemagne, puis dans les Pouilles, actions qui lui valurent l'étoile de la Légion d'honneur, Lejeune fut nommé major au 13e de ligne le 27 octobre 1808, c'est-à-dire colonel en second (le colonel du 13e était Froment). Il était alors en Espagne, mais son régiment fut bientôt dirigé sur l'Italie (1809-1810), endivisionné avec les 23e et 29e, sous les ordres du général Lamarque (armée du prince Eugène) et assista à la bataille de Wagram. Le 7 septembre 1811, Pierre Lejeune fut nommé colonel du 56e de ligne, en remplacement du colonel Gengoult. Embrigadé avec le 19e, sous les ordres du général Albert (6e division, Legrand, du 2e corps, Oudinot), le 56e fit la campagne de Russie et assista en particulier aux affaires de Dunabourg, de Polotsk et de la Bérésina. Mais, dès le 18 juin, Lejeune avait été appelé à remplir au grand état-major les fonctions d'adjudant commandant. Le 1er octobre, il fut nommé colonel du 57e, mais l'empereur, ayant passé ce régiment en revue, nomma « sur le terrain » un autre colonel (Duchesne), qui fut reconnu à l'instant.

Lejeune demeura donc colonel d'état-major (1). Il était chef d'état-major de Macdonald (11e corps), à Leipzig, lorsqu'il fut atteint d'une balle en pleine poitrine. Transporté à l'hôpital de Mayence, il mourut le 5 novembre.

Furent encore chefs de bataillon au 5e de tirailleurs : *Dupont* (2), *Boniface Fontaine*, d'Ath, ancien capitaine des chasseurs gantois (1er bataillon), nommé lieutenant-colonel le 13 mai 1793, et *Merk*,

---

(1) Voici d'ailleurs ce qu'écrivait à ce sujet le major général au ministre de la guerre, duc de Feltre : « Je réponds, M. le duc, à votre lettre du 3 mars relative à M. l'adjudant-commandant Lejeune; cet officier, autrefois colonel du 56e régiment d'infanterie, avait, en effet, par décret du 1er octobre dernier, obtenu le commandement du 57e, mais Sa Majesté ayant passé quelques jours après ce régiment en revue, nomma sur le terrain un autre colonel, qui fut de suite reconnu à la tête du 57e. M. Lejeune a depuis continué son service à l'état-major général, où je suis très content de lui. Je prie Votre Excellence d'agréer la nouvelle assurance de ma plus haute considération.

Le prince de Neuchâtel, major général,
(Signé) ALEXANDRE,

Paris, le 15 mars 1813.
(*Arch. Guerre. R. F.*)

(2) Nom cité par E. Fieffé, mais dont on ne trouve pas trace dans les documents officiels du ministère de la guerre.

adjudant général, ex-commandant du bataillon bavarois formé à Bruxelles en novembre 1792.

Parmi les capitaines du 5e bataillon, citons : *Baudens*, *Alberti*, *Frémont*, *Godefroy*, *Demollin*, *Turlot*, *Van Merlen* (1), *Vichery*, *Vandael* et *Sépulchre*, puis *David* et *Capelle*, admis après le 7 février 1795.

Joseph Demollin, de Nivelles, vieux soldat de Vander Mersch, puis capitaine au 2e régiment belge en 1793, reçut le commandement de la 5e compagnie du 5e de Tirailleurs. Il fut blessé le 27 mai 1800 au combat de Winterthur (Suisse) et prit sa retraite le 6 mars 1805.

Maximilien Dénéchaux dit *Berry*, né à Mellet, fit les campagnes de 1793 à 1801 sans interruption et fut retraité le 28 août 1806.

Guillaume-Amédée-Joseph, chevalier de Sépulchre, né à Jemeppe (Liége), ancien cadet aux Suisses de Salis-Grisons, puis capitaine au régiment liégeois de Lynden et enfin commandant d'une compagnie du régiment d'Anvers, passa au 5e de tirailleurs.

Pierre-Mathieu Vandael, d'Anvers, ancien soldat de la Révolution brabançonne, capitaine en 1793 au régiment formé par sa ville natale, passa en conservant ce grade au 5e bataillon de Tirailleurs le 28 janvier 1794. Le 6 avril 1795, il fut désigné pour servir à la 1re demi-brigade légère, et en 1799 il était chef de bataillon à la 67e demi-brigade de ligne.

Il avait fait toutes les campagnes depuis 1793. « Instruit, dit un rapport qui le concerne, de conduite excellente, ayant de la moralité, susceptible d'avancement », Vandael serait sans doute devenu colonel, mais il ne survécut pas à la blessure qu'il avait reçue, le 3 mai 1800, au combat d'Engen, et mourut regretté de son régiment, quatre jours plus tard.

Lieutenants et sous-lieutenants : *Emmerechts*, *Chomé*, *Van Cutsem*, *Guisbier*, *Sacré*, *Van Huele*, *Raeymakers*, *Delannay*,

---

(1) Il s'agit sans doute ici d'un parent du général van Merlen, tué à Waterloo. Jean-Baptiste van Merlen, né à Anvers, le 15 avril 1773, avait servi dans l'armée brabançonne au régiment d'Anvers, puis en 1792 dans la Légion belge et en 1793 dans le 1er régiment d'infanterie. Dès le 15 juillet 1795, il entrait au service batave, qu'il ne devait quitter qu'en 1810 pour devenir major des lanciers rouges, puis général de brigade.

Dehault (1), *Barbaut*, *Husson*, *Bouhon* et *Tison* (les neuf derniers admis après le 7 février 1795).

Martin Emmerechts, de Bruxelles, devint capitaine le 22 novembre 1799. Il avait fait toutes les campagnes avec le 5e Tirailleurs devenu 14e puis 1re légère. Le 10 mai 1794, à l'affaire de Grugeon, il fit des prisonniers; il fut blessé d'un coup de feu à la jambe gauche le 17 août 1799 et au bras le 30 décembre 1800 à Caffare près Stora. En 1806, le 1er léger faisait partie de l'armée de Naples. Emmerechts tomba aux mains des Anglais le 4 juillet à l'affaire de Sainte-Euphémie (Calabre).

Ghislain Guisbier, de Mons, passé des chasseurs de Jemappes au 5e Tirailleurs à la formation, il fut retraité le 6 mars 1805 comme capitaine au 1er léger. Il avait fait toutes les campagnes depuis 1793 jusqu'en 1801 et fut blessé cinq fois au cours de sa courte mais honorable carrière.

Louis Raeymakers, dont le frère Henri servait au 2e de Tirailleurs, devint lui-même capitaine au 1er léger et fut tué en mars 1806 au combat de Lagronegro (Royaume de Naples). Il était originaire de Tirlemont.

Joseph Chomé, de Gand, lieutenant aux chasseurs gantois, puis au 5e de Tirailleurs, capitaine à la 1re légère le 10 mai 1802, avait fait toutes les campagnes sans interruption.

Joseph Van Cutsem, de Bruxelles, capitaine le 19 avril 1797, fut tué au combat de Vals en Espagne, le 25 février 1809.

Barthélémy Tison, de Gourain-Ramecroix (Tournai), fut retraité en 1808 comme capitaine.

Henri Bouhon, de Liége, sous-lieutenant au 3e bataillon liégeois, puis lieutenant à la formation du 5e Tirailleurs, devint capitaine au 1er léger le 11 février 1808 et prit sa retraite deux ans plus tard.

Enfin nous avons trouvé deux Belges qui débutèrent comme sous-officiers au 5e Bataillon et se distinguèrent sur le champ de bataille :

---

(1) Il y avait 4 officiers de ce nom dans les troupes belges :
Dehault (Jérôme Joseph), lieutenant, fut tué à Tournai le 3 Prairial an II.
Dehault (Charles-Joseph) fut admis en qualité de lieutenant au 5e bataillon.
Dehault (Etienne-Joseph) devint sous-officier.
Dehault (Nicolas-Joseph) déjà cité au 2e de Tirailleurs.

Antoine Degand, un Montois, né le 3 février 1762, volontaire dans les Chasseurs de Jemappes, où il devint sergent-major, passé avec ce grade aux Tirailleurs et devenu sous-lieutenant au 1er léger le 3 mars 1802. Il avait été blessé d'un coup de feu à l'estomac au blocus de Maubeuge le 10 octobre 1793, d'un coup de feu au bras droit lors du passage du Rhin le 5 décembre 1794, enfin d'un troisième coup de feu à l'épaule au passage du Wahal, le 8 janvier 1795. Il mourut le 26 août 1795.

Jean-Illuminé Takels, de Bruxelles, né le 24 mars 1770, sergent aux Chasseurs de Jemappes, blessé pendant le blocus de Maubeuge et devenu sous-lieutenant le 23 juillet 1801 à la 1re légère.

***

On avait amalgamé au 5e bataillon de Chasseurs-Tirailleurs un bataillon franc, dit des *Chasseurs du Mont-Cassel*, qui avait pour chef un officier dont nos lecteurs ne sont pas sans avoir rencontré le nom à consonnance flamande: *Dominique-Joseph-René Vandamme*.

Né à Cassel le 5 novembre 1770, Vandamme avait débuté dans la carrière militaire à l'âge de dix-huit ans, comme soldat au Bataillon auxiliaire des Colonies (8 juillet 1788), caporal le 14 septembre suivant, puis sergent le 17 mars 1789, il était passé quelques jours après au régiment de la Martinique qu'il abandonna le 29 avril 1790, pour entrer le 22 juin 1791 au régiment de Brie-infanterie (24e). Congédié le 26 août 1792, il s'occupa aussitôt de lever une compagnie franche à laquelle il donna son nom (13 septembre), et avec laquelle il fit partie de l'armée de La Bourdonnaye, puis du corps expéditionnaire de la Hollande sous Dumouriez.

La compagnie Vandamme fut réunie à plusieurs autres pour former, le 5 septembre 1793 le bataillon des Chasseurs du Mont-Cassel.

Vandamme fut dénoncé, mais il faut croire qu'au rebours de ce qui se passait généralement, cette dénonciation lui procura de l'avancement, car il fut nommé chef de bataillon peu de jours après. Voici du reste cette curieuse pièce, absolument inédite:

Bailleul, 27 août 1793, l'an II de la République.

« Sauveurs de la République,

» Deux assemblées primaires m'ayant nommé pour porter leur acceptation unanime de la Constitution à la Convention, et un décret

chargeant les envoyés des dites assemblées de propager, en rentrant dans leurs foyers, les principes de l'unité et de l'indivisibilité de la République..., etc., je me croirais indigne de la mission dont vous nous avez investi, si je ne rompais le silence, pour vous faire part de mes observations sur tout ce qui se passe dans ce pays; j'ai des craintes mortelles qu'il ne devienne une nouvelle Belgique; la Constitution y avait généralement rallié tous les esprits, et chacun jouissait déjà de l'espérance de la liberté, mais les militaires ici s'arrogent tous les pouvoirs, on ne peut leur parler, sans voir pleuvoir sur sa tête une nuée d'injures et de menaces, qui souvent sont ensuivies (sic) par la prison. Citoyens, au nom de la patrie en péril, donnez-y toute votre attention..., etc., etc.

» J'observerai d'abord qu'il existe dans nos environs, un homme nommé *Vandamme* qui, simple capitaine de chasseurs, ci-devant dits les *Chasseurs de Dumouriez* (sic), enlève tout ce qui vient à sa tête (?), à 2 lieues à la ronde; si on a un ennemi, on va le lui dénoncer, il l'arrête et l'enferme comme suspect; il est la terreur du pays; bientôt les campagnes seront désertes, tout tremble devant ce dictateur audacieux; magistrats aussi bien que les simples particuliers, et c'est cependant ce même homme, qui singe maintenant le patriote par excellence; qui, lors de la trahison de l'infâme Dumouriez, ne rougit pas de prêcher hautement, qu'il n'y avait que Dumouriez qui pouvait nous sauver, que sans roy la France était perdue, et que la Convention était un composé de ce qu'il y avait de plus infâme; il ne nous sera peut-être pas inutile de vous observer, que le traître Dumouriez l'avait fait capitaine d'une compagnie de chasseurs de son nom, de simple soldat qu'il était dans le régiment de Brie: ce fidèle suppôt de Dumouriez dépeuple nos campagnes, les cultivateurs délaissent leurs moissons, leurs propriétés, leurs maisons, déjà plusieurs fermes sont entièrement abandonnées, et ceux qui restent accourent lui porter des présents en foule pour échapper à son inquisition; la désolation est ici sur tous les visages, dans tous les cœurs et bientôt ce beau pays ne représentera plus qu'un désert; envoyez-y un commissaire, ne fût-il chargé que pour le moral, je me charge de le mener incognito dans les campagnes, dans les chaumières, dans les villes, et alors il sera à même de pouvoir vous faire un tableau exact de la situation du pays...

» *(Signé)* M. DE CLERCQ,
» envoyé d'assemblée primaire (1) ».

---

(1) *Arch. Guerre. R. F.*

Le 5 septembre, Vandamme fut nommé chef de bataillon et reçut l'ordre le même jour, du général Houchard, de prendre le commandement d'une colonne de 5,000 hommes, destinés à agir dans l'attaque générale qui devait avoir lieu pour débloquer la place de Dunkerque. L'opération fut couronnée de succès et il reçut un brevet de général de brigade le 27 septembre, avec le commandement du camp retranché de Dunkerque (1).

Après avoir fait la campagne de l'armée du Nord, et celle de l'armée de Sambre et Meuse avec Jourdan, Vandamme fut nommé général de division le 5 février 1799.

A l'armée du Rhin, en Hollande, aux Grisons, en Haute-Souabe, en Autriche, partout son nom brilla d'un grand éclat, mais son plus beau titre de gloire fut sans doute sa fidélité à Moreau, son ancien compagnon d'armes, son ami. Grand-officier de la Légion d'honneur le 14 juin 1804, grand aigle à Austerlitz, des démêlés assez vifs avec le roi Jérôme l'empêchèrent de faire partie de l'expédition de Russie en 1812; il fut disgrâcié.

Remis en activité en 1813, il obtint d'abord quelques succès, puis fut cerné à Kulm et fait prisonnier. Rentré en France le 1er septembre 1814, il demeura sans emploi jusqu'au retour de Napoléon, puis il reçut le commandement du 3e corps d'armée qui entama l'action à Ligny et à Wavre (1815). Compris dans l'ordonnance du 24 juillet, il se retira aux Etats-Unis, rentra en France en 1819 et fut mis à la retraite.

Le nom du général Vandamme est resté populaire dans nos provinces; originaire de la Flandre française, on le croyait Belge. Il l'était du reste de cœur et d'âme. Il habita longtemps à Gand, rue de Bruges.

« Napoléon n'aimait point ce rude soldat, mauvais coucheur s'il en fut, dit Henry Houssaye, mais les grandes qualités militaires de Vandamme le désignaient entre tous pour un commandement. Il l'exerça, du moins tant qu'il ne releva que de soi-même, avec une conscience, une fermeté, un zèle incomparables. »

La cavalerie

Comme nous l'avons vu, l'histoire de notre cavalerie à l'époque des guerres de la Révolution se résume dans l'histoire très courte des 17e et 18e de chasseurs à cheval et dans celle du 10e hussards et du

---

(1) *Lettre de Vandamme à Merlin de Douai (même source).*

20e dragons. Mais que de belles figures militaires sorties de ce petit nombre de régiments! Nous avons rappelé les noms de Crabbé, des frères Boussart et des Duvivier. Ghigny et Evers dont nous avons retracé les débuts parcoururent une carrière à peu près identique: du même âge, Bruxellois tous deux, enrôlés à la même époque dans le même corps, la mort seule pouvait les séparer! Tandis que le lieutenant général baron Evers s'éteignait à Namur en 1818, le lieutenant général baron Ghigny eut le bonheur de saluer à son aurore la Belgique indépendante.

A côté de ces noms illustres, nous n'hésitons pas à placer celui d'un officier négligé jusqu'à ce jour, et qui mérite cependant une place dans nos annales militaires au double titre de compatriote et de chef d'un régiment de la Grande Armée.

Bien des fois, lorsque nous nous livrions à des recherches dans les annales militaires de la France, le nom de Steenhaut nous est tombé sous les yeux. Dans les « Tables de la Gloire », qui font suite aux « Victoires et Conquêtes », on parle d'un colonel de cavalerie Steenhault qui se fit remarquer en Espagne, à la bataille d'Ocaña; dans les « Historiques des Corps de troupe de l'Armée française (1569-1900) », dans les « Tableaux des Officiers tués ou blessés au cours des guerres de l'Empire », apparaît encore le nom flamand de Steenhault, orthographié de différentes manières; dans des notes et certificats délaissés par le duc de Dalmatie, par le duc de Trévise, par le général Moreau, par le général Beauregard, toujours il est question de ce Steenhault que l'adroit Dumouriez avait appelé auprès de lui à l'état-major de l'armée du Nord... Nous n'y songions plus, lorsque parût dans le *Carnet de la Sabretache* (novembre 1906), une instruction retrouvée dans les papiers du maréchal Mortier par son petit-neveu M. le colonel Frignet-Despreaux, de Versailles, instruction très curieuse, relative à l'uniforme d'un régiment de chasseurs en Espagne et donnée par le colonel Steenhault. Cette instruction était accompagnée d'une courte notice biographique dûe au directeur du *Carnet*, l'érudit et sympathique commandant Martin. Nous avons appris par là que ce Steenhault était bien à nous, puisqu'il était originaire de Bruges en West-Flandre.

Grâce à cette certitude, nos recherches étaient facilitées dans une grande mesure. Nous croyons être agréable à ceux que passionne l'histoire de nos soldats en leur faisant part aujourd'hui du fruit de ces recherches.

On a vu, dit quelque part Bernardin de St-Pierre, dans tous les temps des hommes illustres par des vertus patriotiques sortir de tou-

tes les conditions. Cette maxime peut s'appliquer à notre héros : Singulière destinée que celle de ce Flamand qui débuta dans les troupes improvisées de la Révolution brabançonne, pour se réfugier ensuite parmi les volontaires de la République et guerroyer sous les ordres et comme aide de camp du plus grand des généraux français après Napoléon. Envoyé dans le royaume de Naples et dans la péninsule Ibérique, il rentra dans la mère patrie en 1813 après avoir éprouvé les horreurs de la campagne de Russie: « Quaeque ipse miserrima vidi. »

* * *

Comme nous venons de le dire, le colonel *Steenhaudt* naquit à Bruges, et M. le comte A. Visart de Bocarmé a bien voulu nous communiquer la copie de l'extrait baptistaire qui concerne cet officier.

VILLE DE BRUGES. — Paroisse de Saint-Gilles.

L'an mil sept cent soixante quatre, le 21 octobre, est né à Bruges Charles-François-Antoine, fils légitime de Jean-François Steenhaudt, âgé de 36 ans, né à Beveren, dans le Hainaut, et de Marie-Madeleine Schrijnwercker, âgée de 27 ans, née à Oudenbourg. Parrain, Pierre Verhaegen, et marraine, Thérèse Van den Driessche.

Charles-François-Antoine Steenhaudt s'engagea en 1789 dans l'armée des patriotes brabançons, au régiment d'infanterie levé par sa ville natale et commandé par Léonard de Serret. Il devint lieutenant le 24 juin 1789 et capitaine le 26 juin 1790 (1).

Réfugié en France après la défaite des Belges, Steenhaudt fut admis comme adjoint à l'état-major de l'armée du Nord le 26 février 1792, fit en cette qualité la campagne de Belgique et passa le 15 janvier 1793 dans la Légion levée par de Serret (2), comme chef d'escadrons. Nous avons vu qu'il se distingua particulièrement pendant l'expédition de Hollande et qu'il fut blessé d'un coup de baïonnette à la cuisse droite et d'un coup de sabre à la main droite, dans une sortie que fit la garnison de Willemstadt. Il eut l'avantage toutefois, de repousser l'ennemi, étant officier supérieur de service à la tranchée.

Le 20 juin 1794, Steenhaudt devint aide de camp du général

---

(1) *Répertoire alphabétique des officiers de l'armée brabançonne. Arch. gén. Royaume de Belgique.*

(2) 857 chasseurs et 70 dragons à pied, qui formèrent le noyau du régiment de Bruges. (*Arch. Guerre. R. F.*)

Moreau. Il fut blessé d'un coup de feu au bombardement de l'Ecluse le 25 août 1794, et manqua peu après de perdre la vie au passage du Rhin; son cheval ayant glissé sur la glace du fleuve, l'escadron qu'il conduisait à la charge lui passa tout entier sur le corps.

Du passage de Steenhaudt à l'état-major de Moreau, il subsiste une pièce précieuse, c'est le certificat délivré à notre héros par ce grand général. Le voici:

« Moi soussigné général en chef de l'armée du Rhin; certifie par » la présente que le chef d'escadron Steenhaudt a été employé à mon » état-major depuis le siége de l'Ecluse jusqu'à cette époque; qu'il y » a servi avec honneur et distinction; qu'il s'est toujours conduit avec » l'intelligence et la bravoure qui caractérisent un excellent officier » dans toutes les missions dont je l'ai chargé, qu'il a été blessé d'un » coup de feu à mes côtés, en m'accompagnant au front d'attaque du » bombardement de l'Ecluse et que ses connaissances locales et l'acti- » vité de son service ont été d'une grande utilité, tant pour le siége » de cette ville, que pour l'attaque de l'île de Cadzand.

» Je certifie en outre, que le siége de l'Ecluse, où le chef d'esca- » dron Steenhaudt avait toutes ses propriétés lui a fait éprouver les » plus grandes pertes, tant par le feu de nos propres batteries que » par le pillage commis par la garnison ennemie, sur tout ce qui appar- » tenait au susnommé, lequel par sa moralité, ses connaissances mili- » taires, ses sacrifices et son zélé dévouement dans le service, a mérité » la bienveillance et la sollicitude du gouvernement.

» En foi de quoi je lui ai donné le présent certificat pour consta- » ter en outre que le chef d'escadron Steenhaudt a servi près de moi » pendant trois campagnes consécutives jusqu'au 20 frimaire an IV » (11 décembre 1795), année républicaine.

» Délivré à Paris, le 26 brumaire an IX (17 novembre 1800).

» *Le général en chef*,
» MOREAU. »

Chef d'escadron à la suite du 23e chasseurs à cheval le 3 décembre 1795, Steenhaudt participa aux campagnes de l'Armée de Sambre-et-Meuse. Réformé le 23 octobre 1800 en exécution de l'arrêté des Consuls, du 9 fructidor an VIII (27 août 1800), il fut réintégré comme chef d'escadron au 4e chasseurs le 11 octobre 1801, et commanda ce régiment pendant toute l'expédition du royaume de Naples de 1804 au mois de décembre 1807. Il était voué aux blessures et aux accidents: le 29 juin 1802, se trouvant à la tête d'un escadron du régi-

ment, il eut la jambe droite cassée par suite de la chute de son cheval dans un mouvement au galop.

Au moment de partir pour l'Italie, Steenhaudt fut nommé chevalier de la Légion d'honneur, le 22 juin 1804 (1).

Le 1er mars 1807 il fut nommé colonel pour être pourvu d'un des premiers régiments de son arme vacant, et le 29 janvier 1808, il était colonel titulaire du 21e régiment de chasseurs à cheval, en remplacement du colonel Berruyer, admis à la retraite. Le 21e guerroya en Espagne de 1808 à 1814 et se signala notamment le 6 août 1809 en poursuivant l'armée anglaise sur le Tage: Steenhaudt reçut ce jour là une nouvelle blessure à sa jambe fracturée, et à Ocaña le 19 novembre, où le 21e de chasseurs s'empara de trois drapeaux, tandis que le colonel sabrait tous les servants d'une pièce au milieu d'un carré et s'en rendait maître lui troisième, ce qui lui valait la croix d'officier de la Légion d'honneur (2).

D'après les recherches que M. Joseph Durieux, secrétaire de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur a bien voulu faire pour nous, le colonel Steenhaudt avait déjà été proposé pour cette distinction au mois de juin précédent par le maréchal Mortier duc de Trévise, qui annotait en ces termes la proposition: cet officier s'est montré dans toutes les occasions empressé à remplir ses devoirs.

Steenhaudt figure également parmi les candidats de l'Ordre des Trois Toisons d'Or, dont nous avons parlé dans un chapitre précédent.

Le 15 janvier 1812, Steenhaudt fut nommé adjudant-commandant, c'est-à-dire colonel d'état-major. C'est en cette qualité qu'il fit la campagne de Russie à la 4e division de réserve de la Grande-Armée.

Ses blessures et son état de santé ne lui permirent pas de supporter les fatigues d'une nouvelle campagne. Après avoir obtenu un congé de convalescence, le 17 avril 1813, il fut admis à la retraite le 13 août suivant, avec une pension de 2,169 francs.

---

(1) Le 4e chasseurs eut pour chefs de brigades, de 1802 à 1807, Bruyère dit Bruguière, Lambert et Lapointe. Une de ses compagnies se trouvait à la Martinique.

1805. Armée de Naples : Padoue, blocus de Venise, Saint-Michel (20 décembre 1805); le sous-lieutenant Robert, en reconnaissance avec 40 hommes atteint l'ennemi, le met en déroute et lui fit 100 prisonniers dont 3 officiers.

1806-1812. Pacification de la Pouille et de la Calabre.

(2) Steenhaudt est cité pour ce fait d'armes dans l'historique du 21e de chasseurs. Ce régiment se signala au combat d'Arzobispo (Puente del Arzobispo ou Pont de l'Archevêque), puis en 1810 au siège de Badajoz, etc.; mais, d'après ses états de service, Steenhaudt rentra en France en 1811.

La Restauration lui refusa le grade honorifique de maréchal de camp, sous le prétexte qu'il n'avait pas dix ans de services comme colonel (1).

* * *

Moins glorieux mais tout aussi honorables furent les services de Frantzen, de Ermens et de Smeesters, trois enfants de Louvain, sortis des cadres du 17e de chasseurs.

Lambert-Henry-François Frantzen, devenu chef d'escadrons au 17e, le 12 janvier 1793, fut employé dans ce grade à l'état-major de l'armée du Nord, près du général Dewinter, le 15 mai 1794. Nommé provisoirement adjudant général pour avoir fait, en Hollande, 500 prisonniers et pris deux pièces de canon avec 30 hussards, il fut confirmé dans ce grade, par arrêté du Comité de Salut public, le 13 juin 1795.

Chef de l'état-major du général Songis, le 4 février 1796 et réformé le 15 mars 1797, il fut cependant encore employé en 1798 pendant la guerre des Paysans, puis comme commandant de l'île de Cadzand en 1799.

Remis en activité de service, par arrêté du Directoire, le 6 juillet 1799, il fut nommé chef d'état-major du centre de l'armée gallo-batave (24e, 25e et 26e divisions militaires) le 4 juillet 1800. Il fut retraité le 23 septembre 1801 et devint inspecteur des forêts à Maestricht.

On se rappelle qu'il avait épousé la fille du général Van der Mersch.

Mathieu Ermens quitta le 17e chasseurs, où il était capitaine, le 5 juin 1795, pour entrer au 8e hussards, mais dès le 1er août, nous le trouvons adjoint aux adjudants généraux. Commandant de l'île de Cadzand, du 21 mars 1797 au 22 mars 1799, adjoint la même année à son concitoyen Frantzen, il fut réformé le 7 octobre 1800, après avoir fait, lit-on dans ses états de services « toutes les campagnes de la Liberté ».

Jacques Smeesters passa du 17e de chasseurs au 9e de hussards, le 6 avril 1794, puis fut, comme Ermens, adjoint à l'état-major de l'adjudant général Frantzen, le 9 décembre 1794.

Il fut retraité en 1807 avec le grade de capitaine, mais il reprit du service le 9 août 1812 comme capitaine à la 76e cohorte, fut réin-

---

(1) Lettre de M. le colonel de La Tour du 21e chasseurs. Limoges, 16 décembre 1908.

tégré dans le 146e de ligne, devint le 21 juin aide de camp du maréchal de camp Jacquemart et chef de bataillon.

Blessé d'un coup de feu dans les reins à la bataille de Saalfeld, le 16 octobre 1806, il était chevalier de la Légion d'honneur.

Citons encore *Pierre-Corneille Vermeulen*, d'Anvers, sorti du 17e chasseurs et devenu chef d'escadron à l'état-major de l'armée batave, démissionnaire le 15 juin 1812, et *Jean-Louis Crabbé*, lieutenant au 17e chasseurs, et dont les remarquables états de services ont été donnés par le regretté général Bernaert dans les Fastes militaires des Belges.

Dumonceau, Osten, Rosières, Declaye, Thuring, Ransonnet Fyon, Dinne, Walckiers, Davaine

Il nous reste à dire en peu de mots ce que devinrent les principaux officiers qui jouèrent un rôle dans l'organisation ou la conduite des troupes belges de 1792 et 1793.

On sait que Jean-Baptiste Dumonceau devint général de division en France, maréchal en Hollande, et comte de Bergendal.

Osten, Rosières et Declaye parvinrent également aux plus hauts grades; Thuring, Ransonnet, Fyon et Davaine devinrent généraux de brigade.

Nous avons vu que *Rosières (le comte Charles-Joseph de Rozières d'Envezin)*, né à Nancy, en 1739, était devenu, en avril 1792, commandant des Belges et Liégeois unis; maréchal de camp, au titre français, et employé à l'armée du Nord le 7 septembre 1792; lieutenant général commandant en chef les Belges et Liégeois unis, le 15 novembre 1792, ce grade fut ratifié par le gouvernement de la République, le 7 mars 1793.

Nommé provisoirement commandant à Douai par le général Dampierre, le 29 avril 1793, Rosières ne fut pas compris dans l'organisation des états-majors du 15 mai 1793. Incarcéré pendant sept mois aux Carmes, sous la Terreur, puis relevé de sa suspension, il fut autorisé à prendre sa retraite le 13 février 1795, et mourut à Paris le 8 juin 1808.

Nicolas Declaye, né à Liége en 1758, devint général de brigade le 30 juillet 1793, après avoir commandé la Légion liégeoise, et général de division le 3 mars 1794. Il reçut le commandement militaire de la place de Lyon, fut ensuite placé à la tête d'une division de l'armée

des Alpes, mais par suite d'une dénonciation, fut rétrogradé au rang de simple commandant de place de 3e classe, le 30 juillet 1796.

Il avait fait quatre campagnes en Amérique avant de jouer un rôle dans la Révolution liégeoise. Il avait publié en 1790 un ouvrage intitulé « Abrégé de la Tactique militaire à l'usage des Troupes liégeoises » — « qui non seulement a été approuvé par le gouvernement liégeois, mais encore y souscrivit pour un grand nombre d'exemplaires. »

Osten (Pierre-Jacques), de Menin, dit Palouche, né en 1759, général de brigade le 27 février 1793, général de division en 1813, fut blessé mortellement pendant le blocus d'Hambourg en 1814.

Il était, dit Hippolyte Vigneron, d'une force prodgieuse, d'une taille gigantesque (plus de six pieds) et d'une bravoure à toute épreuve.

Jean-Pierre Ransonnet, dont nous avons retracé les débuts, parvint au grade de général de brigade, le 6 février 1794; il mourut deux ans plus tard à Moutiers en Tarentaise des suites de ses fatigues de guerre et de ses blessures.

Jean-Lambert-Joseph Fyon, l'ancien bourgmestre de Verviers, général de brigade, le 15 mai 1793, employé à l'armée du Nord, corps de Miranda, fut suspendu de ses fonctions le 27 septembre suivant.

Nommé commandant à Liége, en janvier 1796, il refusa, sous prétexte qu'ayant eu en 1792 le commandement de tout le pays, on l'humiliait en ne lui donnant plus à gouverner que la ville. Il mourut à Liége en 1818.

Henri-Joseph Thuring, né à Landrecies en 1765, enfant de troupe, « né au régiment d'Eptingen (Suisse) », était parvenu, nous l'avons dit, au grade de lieutenant-colonel du génie belge, le 15 décembre 1792. Adjudant général colonel, nommé par Dumouriez, le 2 février 1793, puis rétrogradé au rang d'adjudant général chef de bataillon, par suite d'un jugement du Tribunal révolutionnaire, en date du 20 mai 1793, Thuring fut suspendu le 12 septembre, puis réintégré grâce à sa bravoure au combat de Mormal, où il avait reçu trois coups de feu.

Commandant « amovible » (sic) de la place de Ham, le 18 mars 1794, adjudant général chef de brigade, le 13 juin 1795; il fut nommé général de brigade un mois après et fut employé à l'armée du Nord.

Mis à la retraite en 1801, nous ignorons comment finit cet officier suisse. Un ordre du jour de l'Empereur, daté de Varsovie, le 19 janvier

1807 prescrivait d'arrêter et de conduire à Mayence l'ex-général Thuring, comme prévenu d'avoir des intelligences avec l'ennemi. Mais Thuring ne put être retrouvé.

Davaine. — Le 7 août 1793, Jean-Baptiste Davaine adressait au ministre de la guerre la lettre suivante qui nous dispense de faire autrement la biographie de ce personnage : (1)

« Citoyen Ministre,

» Je suis né le 15 juin 1733 à Roulairs (sic) dans la Belgique, de parents français. A quatorze ans le maréchal de Saxe m'offrit une place de cornette dans ses dragons (2), quoique né de parents roturiers qui tenaient la poste aux chevaux à Menin ; ils le remercièrent sous prétexte de ma trop grande jeunesse. Après le siège de Bergen-op-Zoom, je suis entré comme volontaire dans le régiment d'Egmont dragons (3), le colonel me prit en amitié et m'aurais mis dans le cas de me voir avancer s'il avait resté vivre plus longtemps (sic), j'ai été au siège de Maëstrick qui a fini cette guerre. A 16 ans je fus nommé brigadier et à 19 ans maréchal des logis adjoint à l'officier instructeur pour l'équitation du régiment.

En 54, nous eûmes Marbeuf (4) pour colonel qui me promit d'abord beaucoup, sans en rien obtenir. En 55 l'officier Maugin fut appelé à Cambray par la potterie (?) et je fus seul chargé de toute la besogne d'instructeur. La guerre déclarée, je l'ai fini sans pouvoir espérer d'avancement ; à la paix, je me suis retiré, et j'ai été employé comme inspecteur en chef des Haras de Flandre, jusqu'au moment de la première révolution de la Belgique en 1787 qui a été assoupie par les fausses promesses de la Cour de Vienne.

» En 1789 lorsqu'on s'est armé une deuxième fois, je fus choisi

---

(1) Document tout à fait inédit, que nous sommes heureux de pouvoir offrir aux lecteurs. Bien que plusieurs passages de cette lettre fassent sourire, nous devons ajouter qu'un nombre immense d'officiers de la République n'écrivaient pas aussi correctement que Davaine.

(2) C'est le régiment de Schonberg-dragons, créé en 1743 par le comte de Saxe et qui porta le nom de Volontaires de Saxe, puis celui de Schonberg en 1762 et devint le 17e de l'armée en 1791. A l'époque dont parle Davaine, les Volontaires de Saxe, composés par moitié de uhlans et de dragons, venaient d'assister aux batailles de Fontenoy, Raucoux et Lawfeld.

(3) Le régiment de dragons du comte d'Egmont devint en 1774 le régiment des dragons de Monsieur et reçut en 1791 le nº 13.

(4) Davaine veut parler sans doute du *marquis de Carbœuf*, qui fut colonel des dragons d'Egmont de 1755 à 1761.

pour commander avec le traitre *Deveaux* (1), les patriotes qui devaient faire la conquête de la Flandre, tandis que le général Vandermeersch travaillait (!) à celle de Brabant ; j'ai réussi avec une poignée de volontaires indisciplinés de prendre Gand, où nous nous sommes battus 5 jours et 4 nuits sans discontinuer. Le 19 octobre les représentants du peuple m'envoyèrent de Bréda le brevet de major-commandant, à la levée du 1er régiment de dragons (2), au mois de décembre, j'en fus nommé le colonel commandant. Le 13 décembre je partis de Gand pour aller expulser les Autrichiens de Bruxelles, tandis que Vandermeersch en approchait du côté de Louvain; de là nous les avons poussés à Namur, où nos deux colonnes se sont jointes, et après leur expulsion de cette ville et de son château, je les ai suivis sur la route de Luxembourg jusqu'à Lieben-bas où je reçus ordre de m'arrêter.

» Ce 2 mars j'ai reçu mon brevet de colonel, à la trahison du général Schœnfeld, le 24 et 25 mai, nous nous sommes retirés en deça de la Meuse; ma belle défense que je fis à Asthière (sic) et au Bac au Prince près de Givet me valut pas nos traîtres de représentants, la lettre d'avis qu'on venait de me nommer maréchal de camp, que j'ai refusé de recevoir au mois de novembre. Lors de la rentrée des Autrichiens, Mercier d'Argenteau (3) m'offrit sauvegarde et de l'emploi, je l'ai refusé et suis venu chercher la liberté en France. Je me suis retiré à Melun, chef-lieu du département de Seine-et-Marne avec ma femme et mes deux fils; l'un avait servi comme capitaine et le cadet comme lieutenant de dragons; pendant notre séjour à Melun nous avons servi constamment dans la garde nationale, à déclaration de la présente guerre; ils ont joint les corps belges qui étaient à Lille, où ils ont servi avec distinction.

Comme ami du général patriote Santerre (4) avec lequel j'étais

---

(1) *Philippe Devaux*. Au mois de novembre 1789. Davaine commandait une compagnie du corps franc de Leyssens, forte de 200 hommes. Dans la nuit du 11 au 12, les troupes, sous les ordres de Philippe Devaux, formèrent le complot de mettre le capitaine *d'Avaine* à la tête de l'armée et de marcher sur Gand sans leur commandant titulaire. Un conseil de guerre, auquel assistaient *le prince de Ligne*, *le vicomte Vilain XIIII*, *le chevalier Dierickx* et *le capitaine Davaine*, fut tenu pour arrêter les moyens d'opérer la prise de cette ville.

(2) C'est exact. Davaine est cité dans le Mémoire justificatif du général en chef Vander Mersch pour avoir organisé le 1er régiment de cavalerie ou dragons de Flandre.

(3) *Le comte de Mercy-Argenteau.*

(4) Lire dans *Paris Révolutionnaire*, *Vieux Papiers*, *Vieilles Maisons*, *série III*, *par G. Lenôtre : La fin de Santerre*, un savoureux morceau biographique.

presque toujours à Paris, après notre glorieuse journée du 10 août, je fus nommé inspecteur-général des chevaux de la nation, au mois de septembre suivant, le ministre, aujourd'hui général Servan, voulant renouveler l'administration des remontes générales, me nomma à une place d'inspecteur, on m'a conservé pour le service de Paris et des environs, je l'ai rempli avec l'intégrité d'un vrai républicain. Au mois de février 1793, les représentants du peuple Belgique m'ont demandé de rentrer au service de la nouvelle république, le 19 février ils m'ont dépêché un brevet de maréchal de camp que la Convention nationale a confirmé par son décret du 7 mars dernier, pour être admis dans les armes de la République. C'est en vertu de cette loi, que je vous ai prié de me faire parvenir le brevet de ce grade (1).

Le général Kilmaine a donné à mon fils aîné, Albert Davaine capitaine au 10e Régiment de Hussards (2), la Commission de mon aide de camp, je vous prie de lui faire passer son brevet de confirmation dans ce service.

Je suis très fraternellement
Citoyen Ministre,
Le général de division :
(Signé) Jean-Baptiste DAVAINE.

Nous ne savons quelle réponse le pauvre Davaine reçut à cette lettre, toujours est-il que deux mois après, jour pour jour, il était décrété d'accusation, comme l'indique l'arrêt suivant sans détours :

« Le représentant du peuple Duquesnoy informé que le général » de division Davaine, au lieu de faire exécuter les ordres du géné- » ral en chef, dans l'expédition qui devait avoir lieu dans la Flan- » dre maritime, y a mis, soit par mauvaise foi ou ineptie, des entra- » ves très préjudiciables au succès des armées de la République (3) :

---

(1) Ceci est assez obscur. Davaine avait été nommé général de brigade à l'armée du Nord le 7 mars 1793 et général de division à la même armée le 30 juillet suivant, soit une semaine avant qu'il écrivît cette requête autobiographique.

(2) Albert Davaine, né à Gand le 20 août 1765, était entré en 1789 comme lieutenant au régiment des dragons de Flandre (armée des Patriotes brabançons), que commanda son père. Après avoir servi au 17e chasseurs, puis au 10e hussards, il fut quelque temps aide de camp de son père, revint au 10e de hussards, fit les campagnes de Vendée et de Sambre et Meuse, puis fut retraité le 8 janvier 1799.

(3) D'après L. Prudhon, il avait refusé de marcher sur Ostende avec 18,000 hommes contre 1,500 (?).

» Considérant qu'une faute de cette nature ne peut rester impunie : » Arrête que le général Davaine est suspendu de ses fonctions, qu'il » sera mis en état d'arrestation et conduit dans la ville d'Anvers; le » général Souham prendra provisoirement le commandement des » troupes de Dunkerque à Douai. »

(Signé) DUQUESNOY.

Condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire, Davaine fut exécuté le 6 mars 1794.

* * *

En désaccord avec les Vonckistes, *le vicomte de Walckiers* s'était retiré le 31 mars 1790 au château de Hem, près de Lille. En 1791, il s'installa à Paris et se fit naturaliser Français. Elu successivement commandant du bataillon parisien des Champs-Elysées, puis adjudant général de l'armée parisienne et, en 1792, chef de légion du département de l'Oise, Walckiers fut nommé adjudant général lieutenant colonel le 23 octobre 1792. Le 8 mars suivant, il fut attaché à l'état-major de l'armée d'Italie et cessa d'être employé le 8 juin 1793.

Il mourut le 17 février 1837, laissant un fils (Alphonse-Charles-Dieudonné), qui fut page de Charles X et colonel de cavalerie (1814-1879). Cinq enfants, nés du mariage de ce dernier avec M^lle^ Ovart vivent encore (1).

Dans la correspondance intime et politique du général Biron se trouve une lettre écrite de Valenciennes, le 25 décembre 1791 et adressée à M. de Waleskiers, au sujet des démarches faites par les clubs populaires auprès des régiments. « On cherche, ajoute Biron, à répandre parmi les soldats des lettres incendiaires, mais elles paraissent n'avoir aucun succès. »

M. de Waleskiers ou Edward Walkiers semble être un patriote brabançon qui renseignait Biron de Paris. On trouve un Walckiers

---

(1) Parmi ceux-ci : le vicomte de Walckiers (Edmond-Frédéric-Paul-Charles-Dieudonné), né le 6 janvier 1861, capitaine de cavalerie en retraite, résidant à Mons; Léon-Eugène-Charles de Walckiers (écuyer), né le 6 septembre 1869, lieutenant au 2^e^ régiment de chasseurs à cheval, auquel nous sommes, en partie, redevable de cette notice historique. Leur père, le colonel vicomte de Walckiers, chevalier de l'Ordre de Léopold, commandeur de l'Ordre de Charles III d'Espagne, commanda le 2^e^ régiment de lanciers du 16 août 1869 au 25 mars 1873.

(Edouard) adjudant général de la 5e légion de la garde nationale de Paris en 1792. (Almanach royal de 1792.)

Il existe à la Bibliothèque nationale une lettre d'Edouard Walckiers, datée du 20 mai 1792, et donnant à « ses braves frères d'armes de Paris » sa démission d'adjudant général de la 5e légion, « parce que l'acte constitutionnel ne permet de remplir aucune fonction dans un autre département que celui où l'on est domicilié; qu'il l'est depuis peu dans le district de Noyon et que les citoyens-soldats de ce district ont même daigné jeter les yeux sur lui pour le poste de chef de Légion.

(*Revue militaire. Les débuts de la campagne de 1792 à l'armée du Nord. P. 347.*)

Emmanuel-Joseph Dinne, né à Namur en 1765, s'était réfugié en France lors de la disgrâce de son chef, le général Van der Mersch, dont il était l'aide de camp. Pendant un séjour de quelques mois à Lille, il publia son « Mémoire justificatif », qui constitue un précieux document pour l'histoire de la Révolution brabançonne. Il se rendit bientôt à Paris, fut un des membres les plus actifs du Comité belge, reprit du service et mérita par sa belle conduite, le grade de capitaine et celui de lieutenant-colonel; il se distingua surtout à la glorieuse journée de Jemappes, qui lui permit de revoir son pays et sa famille, mais il fut contraint de les quitter de nouveau après la défaite de Neerwinden, au mois de mars 1793.

Dinne servit ensuite dans la Vendée, où, sans se laisser intimider par la présence des farouches proconsuls qu'envoyait sur tous les points la Convention nationale, il ne signala pas moins son humanité que son courage. Il fut tué près de Nantes en 1796.

Dinne aimait passionément la littérature et cultivait la poésie avec quelque succès; sa famille conserve les quatre premiers actes d'une tragédie intitulée « Rachilde, veuve de Baudouin de Flandre ». De beaux vers et même de belles tirades y rachètent de nombreuses négligences que l'auteur, sans doute, aurait fait disparaître en revoyant le travail. Il avait composé une tragédie de Saül qui doit avoir été présentée aux comédiens français; on ignore ce qu'elle est devenue (1).

---

(1) Extrait d'une biographie de Dinne par le baron de Stassart, retrouvée par le général Bernaert et publiée dans la Belgique militaire (30 septembre 1900).

Quelques Belges servaient encore en France à l'époque dont nous nous occupons, sans faire partie des troupes belges (1).

Aubert (*Pierre*), né à Dalhem en 1754, mort à Nancy en 1842. Il entra en 1778 au régiment de Viennois, devint caporal en 1784, sergent l'année suivante, fit la campagne d'Amérique, devint officier en mars 1793 et fut nommé capitaine sur le champ de bataille de Bergen, légionnaire à la création de l'ordre et se retira en 1807.

Bonnet (*François*), né à Ligny en 1766, mort dans cette localité en 1837, entra au service le 31 juillet 1792 en qualité de capitaine au 8e bataillon des fédérés, devenu 90e, puis 33e demi-brigade de ligne. Il s'empara de deux pièces de canon à Hondschoote, fit 25 prisonniers à Saint-Bras. Fut nommé chef de bataillon à Vérone, à la suite d'une action d'éclat, obtint la croix de la Légion d'honneur le 25 prairial an XII, fut nommé officier de cet ordre en 1808 et se retira l'année suivante, criblé de blessures et avec de très beaux états de services.

Bertholet (*Jean*), né à Liége en 1753, décédé à Auch en 1823, entra au service en 1768 dans le régiment de Poitou. Retiré à Auch (Gers) au moment de la Révolution, il fut nommé major de la Garde nationale, puis, le 20 juin 1792, chef du 2e bataillon du Gers. Il passa ensuite à la 18e demi-brigade en 1796 et reçut en 1799 le commandement de la 77e (2). Réformé, puis rappelé en activité, il fut nommé commandant d'armes de Briançon et en 1802 de Turin. Chevalier de la Légion d'honneur, Bertholet commanda ensuite à Capo d'Istria, puis à Irun et se retira en 1810.

Deshayes (*François-Joseph*), né à Blaton en 1767, mort des suites de blessures reçues à la bataille de Friedland (1807). Hussard au 9e régiment le 15 décembre 1792, il se signala par plusieurs actions d'éclat pendant les campagnes de la Révolution, fut nommé sous-lieutenant en 1803 et reçut un sabre d'honneur. Il était chevalier de la Légion d'honneur.

Donckier de Donceel (*A.-F.*), de Liége, plus tard général major,

---

(1) *Fastes militaires des Belges au service de la France par F. Bernaert, Bruxelles. H. Lamertin, 1898, et Archives de la Guerre, R. F.*

(2) Bertholet remplit sans doute les fonctions de chef de brigade à la 77e, mais sans en recevoir le grade, car son nom ne figure pas à l'historique de ce régiment.

débuta en 1784 comme cadet aux dragons; sous-lieutenant en 1785, capitaine dans la Légion de Luckner en 1792, il était lieutenant-colonel en 1793 et fut fait prisonnier de guerre en Prusse en 1794. Aide de camp du général Duport en 1798, il fut adjoint à l'état-major du prince de Wagram en 1814.

Dubois P., de Bruges, major de cavalerie en Belgique. Au 5e régiment de chasseurs à cheval, depuis 1792, il y était adjudant sous-officier en 1812, lorsqu'il fut fait prisonnier par les Russes. Dans le cours de sa brillante carrière, il reçut : trois coups de feu aux jambes, dont l'un à Menin en 1794, l'autre à Hooglede en 1800, et le troisième en 1807. Il fut également blessé d'un coup de sabre à la main droite à la bataille d'Austerlitz en 1805. Il était chevalier de la Légion d'honneur.

Flory J., de Vilvorde, capitaine de gendarmerie en Belgique. Soldat au 4e corps francs puis à la 17e légère le 15 mars 1793, il fut fait prisonnier devant Vérone en 1799, fut derechef fait prisonnier à Saint-Domingue en 1803, revint en 1811 et fut pensionné la même année. Il comptait plusieurs blessures.

Fontaine (Joseph), né à Verviers en 1772, mort en 1809, soldat le 21 avril 1789 dans le régiment de Colonel-général (1er de cavalerie), se fait remarquer à Neerwinden, puis en Italie; assiste à la bataille il était légionnaire.

Groulard Jean-Pierre, né à Hodister en 1755, mort à Strasbourg en 1807 des suites d'un accident de cheval, s'était engagé en 1777 dans le régiment des dragons d'Orléans et devint lieutenant le 24 avril 1792. Il se signala à Saint-Domingue, à la Trebbia où il eut un cheval tué sous lui, et fut nommé major au 23e dragons et chevalier de la Légion d'honneur.

Lecocq J.-J., d'Ath, major commandant de place en Belgique. Enrôlé dans la cavalerie française depuis le 25 août 1792, il devint sous-lieutenant au 11e chasseurs en 1813, lieutenant dans les Eclaireurs, puis capitaine au 12e chasseurs, en mai 1814. Chevalier de la Légion d'honneur.

Roupcinsky A., de Bruxelles, capitaine adjudant de place en Belgique. Enrôlé en 1789 au bataillon de Maine-et-Loire, devint sous-officier sous l'Empire. Il avait participé à vingt-deux campagnes et reçu plusieurs blessures.

Raeymaekers H.-C., dont nous avons parlé, appartenait à cette famille de Tirlemont qui laissa trois des siens sur les champs de bataille. Après avoir servi comme officier dans le régiment de Tournai la cause de la Révolution brabançonne, Raeymaekers s'engagea, le 4 mars 1790 dans les hussards français et fit avec distinction toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire. Il devint lieutenant-colonel commandant de place en Belgique.

de Grysperre (Thomas-Joseph-Guillaume), ancien capitaine de l'armée brabançonne, était passé au service de la France le 1er juillet 1792, en qualité d'adjoint d'état-major. Le 20 avril 1793 il fut nommé provisoirement par le général Dampierre, chef de bataillon adjudant général. Le 25 prairial an III (13 juin 1795), Grysperre fut employé à l'armée du Nord comme chef de brigade, tout en continuant ses fonctions d'adjudant général.

Renvoyé dans ses foyers pour y attendre la nouvelle organisation, puis placé au traitement de réforme en 1801, il fut employé successivement à l'armée du Nord (15 août 1809) puis au corps d'observation de la Hollande (11 octobre 1810) et enfin à la Grande Armée (11 août 1812).

Après avoir reçu l'ordre de se rendre à Magdebourg, à la disposition du ministre (19 février 1813), il fut employé à l'armée d'Italie (11 août 1813) puis placé en non-activité (1er septembre 1814) et retraité le 7 mai 1827, sans avoir fait partie du corps royal d'état-major. Grysperre, chevalier de la Légion d'honneur et de Saint-Louis, avait fait les campagnes de 1792 à 1797 à l'armée du Nord, de 1809 à l'armée du Nord, de 1810 en Hollande, de 1812, 1813 et 1814 à la Grande Armée. Il fut blessé, nous l'avons dit, à la bataille de Neerwinden, et plus tard, pendant la campagne de Russie, où il reçut un coup de feu à la jambe gauche.

Deverchin (Joseph-François), né à Eugies, district de Mons, le 25 avril 1746, fils de Jean-François et de Marie-Antoinette Bernier, fut nommé lieutenant par brevet provisoire dans la 9e compagnie franche le 15 août 1792 et passa comme capitaine à la 10e compagnie le 26 août suivant. Lieutenant-colonel au 1er bataillon des « Chasseurs du Haynault » le 8 novembre 1792 il fut ensuite employé comme général de brigade à l'armée des Ardennes (25 septembre 1793).

Arrêté par ordre du représentant du peuple Perrin le 21 octobre 1793, détenu quelques temps à Arras puis relâché, il fut ensuite employé en qualité d'adjudant général à l'armée de Sambre et-Meuse

(30 juillet 1795). Réformé le 5 février 1797, il commanda plus tard la place de Bruxelles (du 29 novembre 1798 au 7 décembre), fut suspendu par ordre du général Carteaux le 10 juillet 1800 et placé au traitement de réforme. Il mourut le 27 juin 1807 à Frameries. Il est surtout connu par le surnom de « *Général Gaillette* » que lui avaient donné ses compatriotes du Borinage.

Leclaire (Théodore-François-Joseph), né à Termonde, mort à Strasbourg le 13 janvier 1811. Sous les drapeaux depuis le 18 octobre 1752. Le 17 juillet 1764, il était sous-lieutenant au régiment d'Anhalt-infanterie, et y devint lieutenant le 16 octobre 1768. Il fit les campagnes de Corse à partir de cette année jusqu'en 1770. Devenu lieutenant de grenadiers, il obtint le grade de capitaine en second le 1er septembre 1784. Les services qu'il avait déjà rendus le firent nommer major au régiment de Bouillon, le 5 novembre 1786, et chevalier de Saint-Louis le 7 janvier 1787. La Révolution lui permit de signaler son courage et d'aspirer à des grades plus élevés. Lieutenant-colonel au régiment de Bouillon, le 1er janvier 1791, Leclaire combattit avec distinction dans les premières affaires qui eurent lieu dans les prairies de la Champagne. Il commandait une division à Virton ainsi qu'au combat de la Croix-au-Bois, quoiqu'il ne fût pas même chef de brigade. Il se trouva à la retraite du camp de Grandpré, reçut le brevet de colonel le 12 juillet 1792 et fut maintenu à la tête du 90e régiment d'infanterie (ex-Bouillon), il assista à la bataille de Valmy, et marcha constamment à l'avant-garde pendant la retraite de l'armée prussienne. La bataille de Jemappes, le combat de Liège, furent également témoins de sa valeur. Le général Miranda, commandant l'armée par intérim, l'envoya à Termonde pour rassembler l'armée destinée à l'expédition de la Hollande; pendant l'expédition, il commanda, nous l'avons vu, la division de gauche.

De retour à Anvers, Leclaire reçut l'ordre du général Marassé de franchir l'Escaut et de réunir les fuyards à Beveren. Anvers ayant capitulé, il se replia, avec 13,000 hommes, de Beveren jusqu'à Menin, rejoignit ensuite son régiment, et obtint le titre de général de brigade le 8 avril 1793. Investi presque aussitôt du commandant en second de Valenciennes, il le quitta pour aller à Bouchain. Ce fut alors que Dampierre, général en chef de l'armée du Nord et des Ardennes, l'appela au commandement d'une de ses divisions. Il combattit à la journée du 1er mai, en avant de Valenciennes, où le général Ihler le chargea de soutenir la retraite de la droite. A l'affaire du 8, dans le bois d'Anzin, le général Kilmaine lui confia de nouveau le soin de protéger la retraite.

Leclaire donna de nouvelles preuves de valeur au combat du 23 mai. Abandonné par la cavalerie, qu'il avait eu mission de rallier, il fut enveloppé par la cavalerie anglaise, à travers laquelle il parvint à se faire jour, et prit ensuite toutes les dispositions nécessaires pour opérer la retraite sur Bouchain.

Le 7 août, à l'époque où les troupes françaises quittèrent la position du camp de César, près de Cambrai, Leclaire désarma les redoutes, rassembla les troupes dispersées, et réussit à rejoindre l'armée, le 9, au camp de Binche et Vaast, sans avoir perdu une seule pièce de canon.

Il était à l'affaire de Warmouth, le 13, et concourait, le 23, à l'attaque du village et du château d'Elvisbecque. Le 28, il prit le commandement de la 2e division de l'armée sur la Colme, jeta sa brigade dans Dunkerque, commanda en chef le blocus de Bergues le 6 septembre, s'empara des équipages de l'ennemi, lui fit un grand nombre de prisonniers et emporta Hondschoote par la gauche, après avoir enlevé les retranchements sur le canal, deux pièces de canon et 300 Hanovriens. La bravoure et les talents qu'il avait déployés dans ces différentes affaires lui mérita le grade de général de division le 22 septembre 1793. Appelé à Beaumont par le général en chef Jourdan, Leclaire se distingua à l'affaire du 3 novembre; malgré le mauvais état de sa santé, il prit le commandement de la 16e division militaire à Saint-Omer, le 23 ventôse an III et se rendit ensuite à Lille, pour assister aux conseils de guerre où se combinèrent les opérations de la campagne de Hollande.

Après les combats de Menin, de Mouscron, etc., il reprit le commandement de la 16e division militaire. En l'an IV, il se rendit à l'armée de Rhin et Moselle, sous les ordres de Pichegru. Le 25 nivôse, il commanda l'arrondissement de Colmar, où il prit toutes les dispositions pour faciliter la retraite de Moreau, lors du passage du Rhin par ce général.

Le 5 nivôse an V, un arrêté de Directoire le nomma inspecteur général de l'armée de Sambre-et-Meuse, mais sa santé délabrée ne lui permit pas de remplir ce mandat. Il fut appelé au commandement d'armes de la place de Lille, le 21 vendémiaire an IX, le général Leclaire fut nommé chevalier de la Légion d'honneur le 19 frimaire an XII (11 décembre 1803) et commandeur de l'ordre le 25 prairial suivant (14 juin 1804).

Investi du commandement de la place de Strasbourg, le 12 frimaire an XIII, il y mourut le 13 janvier 1811 (1).

---

(1) *Bernaert. Fastes militaires. (Op. cit.)*

En résumé, nous voyons que dès le début de cette longue période de guerres, qui s'étend de 1792 à 1815, les Belges apportent largement leur appoint aux armées françaises, non seulement en levées forcées, mais aussi en volontaires et en officiers de mérite.

Toute l'infanterie des légions de Valmy et de Jemappes sert de noyau à de nombreux bataillons qui se fondent dans les cinq corps de tirailleurs devenus à leur tour, à travers bien des péripéties, mais tout en gardant leur caractère primitif de bravoure, les 1er, 8e, 15e et 25e régiments d'infanterie légère de la Grande Armée.

Notre cavalerie, d'une existence éphémère et qui, réduite à deux régiments, si l'on n'y ajoute le 20e de dragons et le 10e hussards, produit cependant, dans un espace de temps très court et au milieu des circonstances les moins favorables, une pléiade de brillants officiers dont l'histoire se confond avec celle de l'Epopée. Mais ne méprisons pas la foule des subalternes. De tous ces soldats de Valmy, de Jemappes, de Neerwinden, de Fleurus, de la Trebbia, vont surgir les cadres de cette première armée impériale qui fut si belle, de cette armée du camp de Boulogne et d'Austerlitz qui planta ses aigles dorées sur toutes les capitales de l'Europe et qui dut sa solidité proverbiale précisément à ces modestes officiers, sortis du rang et dès les premières années de l'Empire, vieillis sur vingt champs de bataille. Le jour où disparurent ces capitaines aux moustaches grises qui avaient débuté sous les Dumouriez, les Moreau et les Jourdan, Napoléon put dire qu'il avait perdu les plus solides piliers de son trône.

Au-dessus des cadres inférieurs se dressent quelques figures d'autant plus remarquables qu'elles ont grandi par elles-mêmes et en dehors de l'intrigue, cette plaie inconnue aux soldats de l'ère républicaine. Ce sont nos généraux aux noms connus, puis nos colonels dont la liste s'allonge au fur et à mesure des recherches patientes de ceux qui ont pris à cœur d'écrire l'histoire de notre armée.

Et toujours, et partout, qu'il s'agisse du sous-lieutenant ou du général, on ne rencontre, chez nos compatriotes, que l'honneur, le dévouement, la bravoure, la modestie! Trop de modestie même, car, si l'on pouvait reprocher quelque chose à tous ces héros, à tous ces enfants de la Belgique, ce serait de n'avoir jamais écrit les grandes choses qu'ils ont faites!

Lors de la Fête des Victoires à Bruxelles, dit M. Jules Delhaize, fête donnée en l'honneur des victoires de Bonaparte en Italie (10 prairial an V), Chateîgner, secrétaire de la municipalité, donna les noms et les états de service des citoyens belges tués à l'ennemi ou qui

s'étaient distingués sur les champs de bataille depuis 1792. Cette liste, le lecteur peut la reconstituer lui-même, plus belle et plus complète, en relisant les pages qui précèdent. Voici, toutefois, la liste des Belges qui furent cités à cette occasion :

de Boubers, Grégoire, Le Gros, Papaert, Claessens, Flon, Lindemans, Reymaeckers, Ravenne, Defleurs, Dinne, Lamine, Dehault père et fils, de Angelis et Colette, tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures, tous cités par nous. Ajoutons : Antoine-Gabriel Paradis, tué au blocus de Landrecies; Louis-Joseph Heymans, blessé mortellement à Quiberon; Charles-Joseph Paradis, tué à Saumur; Pierre Goossens, mort à Bruxelles des fatigues de la guerre, au moment où on lui apportait son brevet d'officier de gendarmerie du département de Bruxelles. Et parmi les officiers qui se distinguèrent entre tous : les généraux de brigade Deneck, le lieutenant-colonel Michel Giesbrecht, du génie, les capitaines Philippe Ergo, J.-B. Vander Wallen, Josse-Joseph Emmerechts, Aug. Demeurs, Josse Weverbergh et Joseph Vlaminck; les lieutenants Louis Crabbé, François Deglain, Robette, Julien Lause, Paul Raes et Ch. Gaine (tous trois du génie), Fisco, J.-F. Cornelis, Louis Matis, Charles-Joseph Dehault, Josse Van Halewijck, Pierre Van Geen; enfin, les sous-officiers et soldats : Jean-Joseph Cornelis, J.-B. Van Horick, Herrewegh, Genevois, Etienne-Joseph Dehault, Jacques Albert, J. Gilliart, Martin Emmerechts, Guillaume Férard, Pierre Lejeune et Nicolas Pierre.

Conclusion

« Depuis ce jour, Dumouriez, maudit dans » son pays, toléré chez l'étranger, erra de royaume » en royaume, sans retrouver une patrie. Comme » pour le punir davantage, le ciel, qui lui destinait » une longue vie, lui avait laissé tout son génie » pour le tourmenter dans l'inaction. Il ne cessa » d'écrire des mémoires et des plans militaires » pour toutes les guerres que l'Europe fit à la » France pendant trente ans; il offrit son épée, » toujours refusée, à toutes les causes. Il n'osa » pas rompre son exil, même quand la France se » rouvrit aux proscrits de tous les partis.

» Il mourut à Londres. Sa patrie laissa ses » cendres dans l'exil et n'éleva pas même sa » tombe sur le champ de bataille où il avait sauvé » son pays. »

(*Lamartine. Les Girondins.*) (1)

Les *Victoires et Conquêtes* résument ainsi la défection de Dumouriez : « Cependant, le gouvernement républicain avait pris ses mesures contre ce général qui voulait jouer le rôle de Monck. Beurnonville et quatre commissaires, pris dans le sein de la Convention, furent envoyés pour arrêter Dumouriez. Il les fit arrêter eux-mêmes comme otages et les livra aux Autrichiens.

» Mais il était trop tard pour réussir à séduire les troupes, déjà maîtrisées par les agents de la Convention, de la faction dite jacobine.

---

(1) Lamartine, dit un de ses panégyristes, apprécie plus en artiste qu'en historien, et parfois maudit, parfois exalte, avec un lyrisme qui dépasse autant la mesure que ses malédictions.

» Les propositions de Dumouriez ne furent point accueillies et son armée crut devoir garder le serment qu'elle avait fait à la République, ou plutôt celui de défendre, contre une invasion étrangère, le territoire national.

» La popularité que Dumouriez avait acquise parmi ses soldats s'évanouit comme un prestige quand ceux-ci connurent le but que se proposait le général. Il n'avait point encore assez vécu avec eux pour pouvoir espérer que leur attachement à sa personne l'emporterait sur l'amour de la patrie, ce sentiment des âmes généreuses, étranger aux considérations de l'intérêt présent. Ne pouvant donc compter sur ses troupes, et craignant peut-être leur ressentiment autant que celui de la Convention, Dumouriez prit le parti de chercher un asile dans l'armée autrichienne, accompagné de quelques amis attachés à sa fortune... »

Ainsi se termina la carrière militaire d'un homme doué d'une imagination ardente, qui l'entraîna dans plusieurs écarts politiques. Il n'avait pas assez d'expérience de la guerre pour éviter les fautes nombreuses qu'il commît; mais on doit cependant le placer au-dessus des généraux ordinaires, par les services qu'il rendît dans des moments difficiles.

S'il nous était permis de hasarder un jugement, qui n'est cependant pas de notre ressort, nous dirions que, chez Dumouriez, l'esprit d'intrigue a peut-être étouffé le développement d'un génie qui aurait pu exécuter de plus grandes choses.

L'ouvrage d'histoire militaire que nous venons de citer fut écrit sous la 2e Restauration et publié vers 1817; le ton de l'article sur la défection du général Dumouriez est fort mesuré; bien plus, il est généreux et diffère énormément de celui des cabales du temps, qui mirent à prix la tête du général et envoyèrent à la guillotine, sous prétexte de conspiration, tous ceux de son entourage de l'armée du Nord, qui ne purent passer la frontière avec lui.

Pancoucke, l'éditeur connu, publia en même temps que les « Victoires et Conquêtes » une série de portraits de généraux illustres, qui devait être jointe à la biographie militaire.

Pour notre héros, nous lisons : Dumouriez. — *La France se souvient de Jemappes et de la première conquête de la Belgique; elle a oublié le reste.*

La postérité sera-t-elle moins clémente à Dumouriez que ses contemporains?

Le temps, nous semble-t-il, a fait son œuvre.

Paix à sa mémoire!

« La destinée la plus agitée, la plus curieuse, fut celle de Dumouriez. *L'opinion l'a tué lorsqu'il a quitté la France*, écrivait Rivarol; *dites-lui donc de faire le mort, c'est le seul rôle qui lui convienne.* »

Mais Dumouriez ne voulait pas rentrer dans le néant. Il courut l'Europe; il forgea des plans pour le compte de la coalition; il toucha deux pensions, l'une de l'Angleterre, l'autre de l'Autriche; « il finissait comme il avait commencé, en conspirateur nomade » (1).

Toutefois, sous son étourderie et ses airs de légèreté, il cachait beaucoup de finesse et de bon sens. Dumouriez, né pour la négociation et pour la guerre, à la fois diplomate et général, eut de très grands mérites. Diplomate, il comprit que la France devant détacher la Prusse de la coalition. Général, il comprit que dans un temps de Révolution on ne pouvait bien manier et mener le soldat français qu'en laissant l'essor à la fougue du caractère national. Il ne fit que malgré lui la guerre défensive et méthodique, qu'il nommait la plus difficile de toutes (2); il n'aspirait qu'à l'offensive et il la prit toujours; il savait que le Français doit aller de l'avant, marcher devant soi et conquérir. « Carnot, dit-il avec raison dans ses Mémoires, est le créateur du nouvel art militaire que Dumouriez n'a eu que le temps d'esquisser et que Bonaparte a perfectionné. »

(La « *Trahison de Dumouriez* », par Arth. Chuquet.)

Dumouriez, dit Thiers, apprit aux soldats improvisés de l'Argonne et de Jemappes les premières leçons de l'art de combattre et de vaincre les vieilles armées de l'Europe. Il ne faut pas oublier que cet homme, sans attachement pour aucune cause, avait pour la liberté une préférence de raison, il ne faut pas oublier qu'il chérissait la France; que lorsque personne ne croyait à la possibilité de résister à l'étranger, il l'essaya et crut en nous plus que nous-mêmes; qu'à Sainte-Menehould il nous apprit à envisager l'ennemi de sang-froid; qu'à Jemappes il nous enflamma et nous replaça au rang des premières puissances; il ne faut pas oublier enfin que s'il nous abandonna, il nous avait sauvés (3).

---

(1) *Alb. Sorel, Revue des Deux-Mondes, 15 août 1884.*

(2) Dumouriez à Le Brun, 29 avril 1792.

(3) Les preuves multipliées de talent, de valeur, de patriotisme, que les généraux ne cessaient de donner, dit Eugène Fieffé, ne les mettaient pas à l'abri des proscriptions du temps. Beaucoup furent destitués, arrêtés et allaient être jugés, lorsque la Révolution du 9 thermidor an II (27 juillet 1794), en leur sauvant la vie, les replaça dans l'armée.

Dans les marches ou les soirées de bivouac, raconte dans ses Souvenirs militaires le baron Lahure, Dampierre s'ouvrait volontiers à moi des tristes impressions que lui causaient les événements politiques de la France, déplo-

Il est impossible de refuser à Dumouriez le génie politique et militaire, la hardiesse et la fécondité des vues, la promptitude du coup d'œil et un courage à toute épreuve. Il ne lui a manqué qu'une conviction profonde ou une volonté despotique pour pouvoir dominer la révolution et la France; mais seule, la nécessité de son salut personnel peut expliquer sa défection.

Si on a le droit de blâmer aussi le puissant concours qu'il apporta à l'Espagne soulevée et à lord Wellington par un système de tactique qui vint à bout des vieilles troupes de Napoléon, cependant il faut se rappeler que Dumouriez *prétendait servir la France et l'Europe*, en arrêtant le cours d'une ambition vertigineuse et d'une servitude intolérable.

Ecarté par les généraux de l'empereur qu'il avait défaits et dont ses talents militaires excitaient la jalousie, repoussé par les émigrés et par les princes qui lui reprochaient d'avoir songé à placer sur le trône un des princes de la maison d'Orléans, il n'avait pu obtenir d'être employé et après avoir erré sur divers points de l'Allemagne, il avait fini par s'établir à Hambourg. Il y était resté depuis 1794 jusqu'en 1799, occupé de composer sur les événements de l'époque, des écrits qui avaient excité peu d'intérêt, et de présenter aux diverses puissances des mémoires de guerre et d'administration qu'aucune d'elles n'avait voulu jusqu'alors examiner.

A cette époque, l'empereur de Russie, mécontent de la conduite de l'Autriche et de l'Angleterre dans la campagne de 1800, songeait à conclure avec les puissances du Nord, le Danemark et la Suède, ce traité de neutralité armée qu'il conclut en effet au commencement de l'année suivante : à l'instigation du ministère anglais ou de Louis XVIII, Dumouriez, impatient d'ailleurs du repos auquel il se trouvait condamné, s'était rendu à Saint-Pétersbourg pour tâcher de rompre ce projet; et son adresse avait tellement captivé l'empereur

---

rant la façon dont on traitait les gens de cœur qui, au milieu du déchirement des partis, ne songeaient qu'à servir la patrie.

« Ah! me dit-il, un jour qu'il avait eu à lutter contre un commissaire » de la Convention, je voudrais avoir un bras ou une jambe emporté, pour » pouvoir me retirer honorablement! »

Ce vœu, exprimé dans une heure de découragement, s'accomplit cruellement et peut-être fut-ce pour lui un bonheur de mourir avec gloire de la mort des braves, à une époque où un échec envoyait un général à l'échafaud.

Custine, Biron, Houchard, le vieux Luckner, Chancel et bien d'autres furent les victimes de la Convention, qui, à côté d'une grandeur indéniable, montrait des appétits mesquins et féroces, des désirs de vengeance et des mœurs policières qui rappelaient celles des républiques italiennes.

Paul que pendant quelques jours il n'avait parlé que de Dumouriez. Cette faveur subite avait effrayé les courtisans russes, ceux surtout qui étaient attachés au nouveau système, et ils avaient obtenu son expulsion.

Le cabinet de Londres avait récompensé par une pension le service qu'il s'était efforcé de lui rendre, et appréciant davantage ses talents et sa capacité, avait commencé à prendre ses avis. Mais c'était surtout depuis le développement donné par le Premier Consul à son projet de descente en Angleterre que Dumouriez était accueilli et consulté par le ministère anglais.

Ainsi que nous venons de le voir, Dumouriez avait été chargé en 1775 de visiter et d'examiner en détail toutes les côtes du Nord de la France, et de plus, pendant tout le temps qu'avait duré la guerre contre l'Angleterre pour l'indépendance américaine, il n'avait cessé au milieu des travaux de Cherbourg dont il était occupé, de faire et de présenter au gouvernement français des plans, soit pour l'attaque des îles de Jersey et de Guernesey, soit pour une descente en Angleterre et en Irlande.

Ces connaissances spéciales, jointes à son habileté, le mettaient donc plus que personne en état de donner des renseignements utiles à cet égard, et le ministère anglais l'avait fait venir de Hambourg à Londres pour pouvoir le consulter plus aisément.

« On assure, disait le *Moniteur* du 28 vendémiaire an XII (21 octobre 1803), que le général Dumouriez a mis entre les mains de S. A. R. le duc d'York, un mémorial de tous les projets qui ont été formés et adoptés en France depuis trente ans pour l'invasion de l'Angleterre; que les endroits de la côte les plus abordables sont indiqués, avec les moyens de les rendre invulnérables; enfin qu'il a présenté une délinéation exacte de tous les ports, depuis Bayonne jusqu'au Texel, avec le nombre de vaisseaux que chacun d'eux est en état de contenir. »

Cette confiance que le gouvernement anglais témoignait à Dumouriez avait obligé des émigrés d'Angleterre à se rapprocher de lui, et les rapports des agents que la police française entretenait à Londres et ceux que l'on avait par le moyen de la surveillance exercée sur les royalistes de Paris, annonçaient que Dumouriez et Pichegru, devenus avec Georges Cadoudal les deux chefs des armées royales, devaient commander de concert, soit ensemble, soit séparément sous les ordres des princes, les expéditions dirigées en Bretagne ou sur d'autres points. (*Rapports de brumaire et de frimaire an XII = novembre et décembre 1803.*)

D'autres renseignements avaient appris que dans les derniers jours de l'année 1803, le fils du marquis de Saint-Georges, autrefois attaché à l'état-major de Dumouriez, avait reçu des lettres de ce général portant « que tout allait bien, que l'on était sûr du succès. » Il avait reçu également d'autres lettres de M. de Machault, aide de camp de Dumouriez.

Enfin, les derniers rapports venus d'Angleterre dans le mois de nivôse an XII (janvier 1804) mandaient que dans le courant de ce mois et à la même époque par conséquent où Pichegru s'embarquait pour les côtes de la Normandie, Dumouriez était prêt à partir secrètement de Londres et, suivant toute apparence, pour se rendre à Hambourg; et cela paraissait d'autant plus probable qu'il avait longtemps habité cette ville et qu'il y avait encore un de ses aides de camp.

On ne fut donc pas surpris de le retrouver à Ettenheim, près du duc d'Enghien, et l'on ne douta pas un instant qu'il n'y fût venu pour diriger la partie du complot qui concernait ce prince et la faire concorder avec ce que devaient faire Georges et Pichegru à Paris et le duc de Berry dans les provinces de l'ouest.

La pensée d'un complot Dumouriez-Pichegru-Moreau était une idée fort ancienne de la police consulaire, sans qu'il soit très aisé de démêler dans quelle mesure les soupçons correspondaient à la réalité.

Dès janvier 1803, sont notés dans un rapport de police publié par M. Aulard (*Paris sous le Consulat*) les démarches d'une maîtresse de Dumouriez auprès d'émigrés rentrés, à qui elle fait part du projet de ministère anglais d'aboucher Dumouriez et Pichegru pour un projet important...

Tel était l'état des choses lorsque un sous-officier de gendarmerie fut envoyé à Ettenheim pour prendre des informations; il apprit que le ci-devant duc d'Enghien s'y trouvait, avec l'ex-général Dumouriez et un colonel nommé Grunstein, récemment arrivé de Londres, etc.

Ce rapport du sous-officier de gendarmerie était exact, à beaucoup d'égards; toutefois, il s'y était glissé des erreurs, dont l'une relative à la présence du général Dumouriez à Ettenheim, entraîna les plus graves et les plus funestes conséquences.

Ce n'était pas le général Dumouriez, mais le général *Thumery*, ancien lieutenant-colonel du régiment du duc d'Enghien et qui avait obtenu comme lui la permission de résider à Ettenheim.

Le nom de « Thumery » offre dans la prononciation allemande la plus grande ressemblance avec celui de Dumouriez et tellement que

le brigadier Lamothe y fut trompé deux fois, à Cappel et à Ettenheim ; ce nom de Dumouriez l'avait du reste frappé vivement et il s'était empressé de le consigner dans son rapport. (*Le duc d'Enghien. Maurice Vitrac et Arnould Galopin. Librairie mondiale, Paris.*)

Et voilà comment notre héros échappa comme par miracle aux sbires de Bonaparte. Si, par une simple coïncidence, il s'était trouvé dans le grand-duché de Bâde, près de la frontière française, il eût été certainement enlevé par les dragons du général Ordener et fusillé au mépris du droit des gens. Le sort du malheureux duc d'Enghien en est une preuve bien probante.

Arrêté à Ettenheim, mené à Strasbourg, Louis-Antoine-Henri de Bourbon arrive le 20 mars 1804, à 11 heures du matin, à Paris. Le soir, il est conduit à Vincennes. A minuit, on le réveille. A 2 heures du matin, il comparaît devant un conseil de guerre. Le jugement fut secret ; aucun témoin ne fut entendu ; l'accusé n'eut point de défenseur ; il fut condamné à mort comme émigré. Avant la fin de la nuit, vers 4 heures, il tomba dans les fossés du château, sous les balles du peloton d'exécution !

Dumouriez, lui, prolongea son existence jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatre ans et mourut à Turkville Park (Angleterre), en 1824.

Il était de petite taille, avec une physionomie spirituelle, où brillaient des yeux pleins de feu ; sa conversation était piquante et nourrie, son instruction étendue et variée. Il écrivait avec facilité.

Nous avons de lui des lettres d'un tour charmant ; on en trouvera quelques extraits au cours de ce livre. Quant à ses Mémoires, dont nous nous sommes copieusement servis, nous distinguerons entre ceux qui ont été rédigés en 1794 et ceux qui ont vu le jour en 1824.

Les premiers, écrits au lendemain des événements que nous avons racontés respirent une passion et une franchise qui nous les font préférer aux autres. Plus tard, le général Dumouriez, écrivant à tête reposée, avec de nombreux documents sous les yeux, avec cette philosophie de la vieillesse qui remplace l'amertume par la mélancolie et la colère par la pitié, ne sera plus l'acteur tout chaud encore du drame vécu la veille. Il sera moins vrai que dans ces quelques pages griffonnées avec véhémence par un combattant qui n'a pas renoncé à la lutte, dans ces quelques pages qui « *se trouvent à Paris chez les marchands de nouveauté* ».

Les Mémoires de 1794 tiennent de l'apologie et ceci n'a rien qui puisse étonner. Dumouriez se défend avec vigueur et, s'il est parfois injuste pour certains personnages de l'époque, c'est notre rôle à nous,

historiens et chercheurs, de rétablir la vérité tout en excusant la passion qui peut aveugler les âmes les mieux trempées (1).

« Dans le tableau très varié d'une vie fort active, il ne rappelle » aucun trait dont il ait à rougir. Il est homme, il a souvent commis » des fautes, il avoue même des erreurs, mais il n'a aucun crime à se » reprocher. » Après avoir rappelé cette maxime de Plutarque, que « la vertu consiste dans un juste milieu, également éloigné des » extrêmes », il ajoute : « Un peuple qui abuse de la liberté est un » monstre féroce dont les excès et les caprices sont tôt ou tard répri- » més par des chaînes pesantes; il s'attend donc à voir sa patrie » assujettie à des calamités encore plus grandes et ce tableau fera le » malheur du reste de sa vie. » Ces paroles prophétiques ne sont pas les seules que laisse échapper l'homme qui a peut-être le mieux expliqué et le mieux jugé la carrière de Bonaparte.

Nous avons longuement exposé la situation qui nous fut faite après le 15 décembre 1792; nous avons narré par le menu les exactions commises par les agents de la Convention dans nos provinces. Contre cette tyrannie, contre ce mépris du droit des gens, une seule voix s'éleva en France, c'était celle de Dumouriez.

Notre cause, il la plaida avec une conviction et un oubli de soi-même, dont nous connaissons peu d'exemples.

Il lui eût été facile, cependant, d'imiter les Cambon, les Chartrey, les Chaussard et toute la troupe hideuse des oiseaux de proie, dans leur cynisme, dans leur incroyable rapacité. Il préféra s'effacer et, sans se soucier du danger auquel il s'exposait, offrant aux coups sa personnalité civique, comme il avait offert aux critiques sa personnalité de chef d'armée, comme il avait offert sa poitrine aux balles, il voulut être notre avocat et sauvegarder en même temps l'honneur du nom français. « Je ne jouerai pas, s'écriait-il, dans ces malheureux pays,

---

(1) On ne pourra jamais se dispenser de recourir aux Mémoires de Dumouriez, si l'on veut acquérir une exacte connaissance des opérations militaires qui ont signalé les premières années de la Révolution... Quant à qualifier de mensonges des faits consacrés, adoptés par les historiens, reconnus et avoués même par les étrangers; quant à traiter d'exagérations et d'inventions les succès militaires de Dumouriez; quant à transformer, au nom de la vérité, la défaite et la retraite de l'armée prussienne en une comédie arrangée d'avance et jouée conformément à un programme mystérieux, c'est ériger les rancunes et les hypothèses invraisemblables de l'esprit de parti en principe de critique historique. (*Grande Encyclopédie Larousse.*)

Nous avons dit ailleurs l'importance que nos historiens attachent aux Mémoires de Dumouriez pour ce qui concerne la domination française en Belgique de 1792 à 1793.

deux rôles contraires, celui de libérateur par mes proclamations et celui d'oppresseur par l'exécution du décret. Je ne veux pas être regardé comme un traître par une nation que je n'ai entretenue que de la loyauté française ».

De tous les hommes qui pouvaient exercer une puissante influence sur les destinées de la Belgique, dit M. Louis Navez, Dumouriez a été le seul qui voulut le bien de notre pays.

Il fit renvoyer La Bourdonnaye, il maintint la discipline, il protesta contre le décret du 15 décembre dont il demanda la révocation, il envoya Thouvenot à Paris pour être son porte-parole à la Convention, il vint lui-même plaider la cause des Belges auprès de Cambon, il conseilla aux Belges l'union, l'élection d'une assemblée, la création d'une armée, il blâma les Sans-Culottes, les racheta, il usa même de la force, il fit expulser Chaussard, Moreton, Chépy, il fit rendre gorge aux commissaires, aux administrateurs, aux généraux, il menaça les clubs, il provoqua, sans effusion de sang, la soumission des Belges insurgés, il lutta, enfin, sans trève ni repos, jusqu'au dernier moment, et s'il ne réussit pas, ce fut, sans doute, comme dit Adolphe Thiers, parce qu'il voulut des choses que l'expérience des révolutions démontre impossibles...

Dans le même temps, il luttait pour son arrivée, pour ses régiments de Valmy et de Jemappes, qui avaient sauvé la France et que la France laissait nus et affamés au cœur du terrible hiver de 92.

Mais là encore, il plaidait une cause perdue d'avance et les combats qu'il soutenait contre le ministre Pache, contre les commissaires de la Convention, contre le Comité de la guerre, contre la désertion des volontaires, ne servaient qu'à aiguiser contre lui les colères et les haines.

On prononçait tout haut le mot de dictateur...

C'est alors qu'il résolut de sauver la France, malgré elle, et nous avons dit son projet grandiose.

L'offensive et la victoire de Cobourg, le retour spontané des Belges vers leurs anciens maîtres, les menaces de la Convention, la nécessité d'agir promptement brusquèrent sa décision...

« Dumouriez s'était juré d'abattre la République, dit M. Arthur Chuquet. Ses démêlés avec Pache et Cambon, les outrages impunis de Marat, les violences des commissaires en Belgique, tout l'avait outré, tout le dégoûtait d'un régime qui n'était plus à ses yeux qu'un régime d'incohérence et d'anarchie. Dès le 13 septembre 1792, il traitait la Convention de « tribunal inquisitorial » et traçait un hideux tableau de la République; on encourageait les dénonciations; personne n'était

plus sûr de son état, un agent public se voyait enlever les fonctions et honneurs avant de passer en jugement; on vivait dans un temps de proscription, de démence et de méchanceté, aux siècles de Tibère et de Néron. » (*Dumouriez à Lebrun, 17 décembre 1792.*)

« A diverses reprises, les commissaires nationaux l'entendirent s'écrier pendant son séjour à Bruxelles : « Je sauverai la République et ensuite j'irai porter ma tête sous le glaive des lois. » Mais il n'avait nulle envie de s'offrir au « glaive des lois » et lorsqu'il livrait bataille le 18 mars, il voulait non seulement sauver la Belgique, mais sauver sa propre vie. »

Battre les Autrichiens, c'était battre les Jacobins. Son armée victorieuse, grossie des bataillons belges et bataves ferait la loi à la Convention. Il fut vaincu et deux fois vaincu, à Neerwinden et à Louvain. Mais sa défaite le confirma dans ses desseins.

* * *

En se plaçant au point de vue général de l'histoire, on peut dire que Dumouriez est venu trop tôt pour réussir (1). La Révolution française, à quelque parti qu'on appartienne, ne peut être considérée comme l'œuvre d'un seul homme ni d'une seule classe. C'est ce qui fait son irrésistible puissance. Elle est venue à son heure, fatalement. Elle n'est pas comparable aux révolutions de 1830 et de 1848. En 1789, ce n'est pas seulement un trône qu'emporte la tempête révolutionnaire, mais dix-huit siècles d'idées, de traditions et de lois. Par un phénomène qui remplit encore l'esprit d'étonnement après cent vingt ans, c'est un ordre de choses entièrement nouveau que 1789 instaure en France du jour au lendemain et que la République va répandre dans le monde.

Lutter contre la Révolution, tenter de remonter ce courant énorme, quelle folie! Et c'est en l'essayant que Dumouriez se brisa, comme Lafayette s'était brisé, comme se brisèrent plus tard toutes les armées de l'Europe coalisée.

Bien plus, pas un homme n'eut le temps ni la puissance de diriger ce tourbillon vertigineux qui emportait toute chose, ni de se servir de ce courant. Tous ceux qui l'essayèrent furent broyés.

Mais, après 1793, après la grande orgie de sang de la Terreur, après le 9 thermidor, la détente se fit, la réaction s'opéra, le drame,

---

(1) M. Arthur Chuquet exprime la même pensée en disant : « ... la France n'était pas dans une de ces crises où une nation en détresse attend son salut d'un soldat heureux. » (*Cf. La Trahison de Dumouriez, p. 129.*)

comme on l'a dit, se transforma en comédie, une joie malsaine déborda, à la frénésie de mourir succéda la frénésie de vivre et la grandeur s'éclipsa.

Alors seulement, la France, qui s'en allait à la dérive comme un navire désemparé par la tempête, sentit le besoin de se donner un maître, un pilote, un empereur.

* * *

Nous n'ignorons pas qu'on peut adresser au général Dumouriez des reproches terribles, que semblent justifier au premier abord les suites sanglantes de sa défection et son alliance avec les ennemis de la France, ou, ce qui serait plus exact, avec les ennemis de la Révolution et de l'Empire. Mais, ce dernier reproche, on pourrait l'adresser à tous les émigrés, au comte de Langeron, devenu général en Russie; au comte de la Roche-Aymon, devenu général en Prusse; au général Moreau, tué dans l'état-major des Alliés à la bataille de Dresde; au comte de Saint-Priest, à vingt autres Français qui occupèrent de brillantes situations dans les armées coalisées.

Dumouriez eut au moins ce mérite qu'il fit, qu'on nous passe le mot, un essai loyal de la République, et qu'il tenta par tous les moyens possibles d'enrayer l'anarchie. Il jugea, et sans doute aurions-nous jugé comme lui, que, livrée à la fureur jacobine, la France courait à la ruine. Il employa les moyens qu'il avait sous la main et ne voulut point payer de sa tête le crime de n'avoir pas réussi.

Pichegru, un jour, trahit la France, lui aussi, dit M. J. Delhaize, et sa trahison fut bien plus odieuse que celle de Dumouriez. Il trahit sciemment; son acte ne fut pas, comme chez Dumouriez, un coup de tête rapide et funeste, non! Pichegru voulut froidement et lâchement étrangler sa patrie.

Le premier reproche n'est pas plus sérieux, car il est prouvé que Dumouriez se fût-il même livré, la Convention ne se serait pas contentée d'immoler comme victime expiatoire le général tout seul. « L'épuration » des états-majors était chose arrêtée depuis longtemps. La défection de Dumouriez en fut le prétexte et voilà tout. Encore, l'insurrection vendéenne contribua tout aussi bien à l'éclosion de la Terreur.

Mais il est un autre grief, bien inattendu assurément, que l'on fait à Dumouriez. Nous le trouvons formulé dans le récent ouvrage des généraux de Bas et de T'Serclaes sur la campagne de 1815 aux

Pays-Bas (1). Voici ce qu'on lit aux pages 207 et suivantes du premier volume :

« Les premiers germes de méfiance contre le gouvernement néer» landais et son armée furent semés dans l'esprit de lord Castle» reagh, ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne et » dans celui de lord Wellington par la malice machiavélique du » général Dumouriez qui, à cette époque, vivait en réfugié à Londres. » Dans des mémoires rédigés du 28 mars au 15 juin 1815, Dumouriez » crut pouvoir se permettre de donner des conseils au feld-maréchal » anglais sur la manière dont il convenait, à son avis, de mener les » opérations... Après sa trahison de 1793, Dumouriez avait traîné une » existence précaire et il jouait en ce moment à Londres un rôle qui » n'a jamais été bien clairement défini, d'intermédiaire officieux entre » des personnalités marquantes de la restauration à Paris et les » ministres anglais.

» Dans un mémoire relatif à l'armée néerlandaise en date du » 2 avril 1815, on trouve des appréciations très favorables en ce qui » concerne la Hollande, mais beaucoup moins flatteuses pour le » ministre de la guerre à La Haye; à la tête de ce ministère se trouve » le général Janssens. La conduite passée de ce général ne saurait » inspirer une grande confiance, puisqu'il est si mal entouré. Tous les » chefs des différents bureaux sont connus pour être des gens attachés » au système révolutionnaire et à la France. L'administration mili» taire de la Belgique, sous le lieutenant général Tindal, n'est pas » moins mauvaise... il est essentiel de tenir tous ces gens éloignés de » l'armée. Dumouriez est encore plus acerbe contre les troupes belges » qui sont mauvaises, on ne doit pas y compter. Le meilleur parti à » prendre est de les mettre en seconde ligne le plus possible. Quel » fond faire sur le général Evers, aussi sur tout le corps d'officiers » (belge), qui sont du système français par goût et par habitude?... » Pourquoi ne pas éloigner ces généraux inutiles et dangereux, tels » que Chassé, Storm de Grave, Martuchewitz, gens sans moyens et des » plus mauvais principes?

» Dumouriez juge des principes!... Il devait bien se connaître en » loyauté et en patriotisme! »

Cette exclamation, d'une ironie insultante, nous a paru étrange

---

(1) *La campagne de 1815 aux Pays-Bas, d'après les rapports officiels néerlandais par F. de Bas, colonel des hussards e. r. (puis général-major), directeur de la section historique de l'état-major général de l'armée des Pays-Bas, et le comte J. de T'Serclaes de Wommersom, colonel d'état-major (puis général-major) de l'armée belge. Paris et Bruxelles, 1908-1909.*

de la part d'écrivains impartiaux ayant à leur disposition la foule des documents accumulés sur Dumouriez et sa prétendue trahison depuis cent quinze ans. Nous espérons avoir démontré au cours de ce livre que Dumouriez ne manqua ni de patriotisme ni de loyauté et nous consacrerons quelques lignes à l'accusation portée par ce général contre les Belges. Elle possède à notre sens une toute autre signification que celle qu'ont voulu lui donner les auteurs de *La Campagne de 1815 dans les Pays-Bas* et ne constitue nullement un reproche de lâcheté. Dumouriez savait mieux que personne ce qu'on pouvait attendre des Belges; il craignait seulement que tous ces officiers et ces soldats qui avaient combattu sous Napoléon éprouvassent de la répugnance à faire cause commune avec les Alliés contre leurs anciens compagnons d'armes. Et puisque ce soupçon, qui repose pourtant sur des présomptions sérieuses, puisque ce sentiment de soldats pour leurs camarades ne paraît pas naturel à tout le monde, nous allons essayer de démontrer ce qui est pour nous une vérité incontestable.

On nous a reproché d'avoir dit que les soldats belges de 1815 gémirent d'avoir à combattre leurs anciens frères d'armes (1). Non seulement nos études et nos réflexions nous engagent à maintenir cette expression, mais à la renforcer encore en répétant que la brillante conduite du 112e de ligne, du 20e de dragons, du 27e chasseurs à cheval, de tous nos compatriotes répartis dans d'autres corps de l'armée française à Austerlitz, à Wagram, à Lützen, à Bautzen, en Espagne, à Arcis, partout et toujours, ne fut jamais celle de simples mercenaires ni de soldats forcés. Qu'on fasse le compte de nos soldats qui parvinrent à des grades élevés et qui firent mieux que leur devoir, qu'on relise les faits d'armes de Ghigny, de Boussart, de Tieken de Ter Hove, de cent autres, dignes en tous points des plus brillants

---

(1) *La campagne de 1815 aux Pays-Bas. T. I, p. 222.*

« Le major Cruyplants exprime en ces termes son opinion sur les dispo-
» sitions des Belges : Napoléon avait compté sur la sympathie des Belges qui,
» pendant vingt-deux ans, avaient vécu de la vie de la France et avaient
» traversé les années de triomphe comme celles des revers sous le même
» drapeau. Il se trompa. Les Belges gémirent de combattre leurs anciens
» frères d'armes, mais, dans leur honnêteté politique, ils ne pouvaient
» admettre le retour agressif de l'Empereur après l'abdication formelle de
» Fontainebleau et marchèrent contre les Français. »

« Nous voudrions pouvoir rayer de ce passage le mot « gémirent ». qui nous paraît peu heureux. »

Et plus loin (p. 230) : « L'affirmation des auteurs belges, qui disent » que les officiers... combattirent en gémissant, ne résiste pas à l'examen des faits. »

héros français de l'Epopée. Qu'on veuille bien parcourir non seulement nos « Conscrits de 1813 », les « Fastes militaires » du général Bernaert et les beaux travaux de M. Charles Schaack (1), mais aussi les œuvres d'origine française et l'on y trouvera à chaque pas les preuves que nos compatriotes n'étaient pas, à côté des Français, des « gedwongen soldaaten », des hommes contraints de porter un uniforme étranger, mais de bons camarades héroïques, dévoués, loyaux et enthousiastes.

Nous admettons volontiers que les Bavarois, les Prussiens, les Francfortois, les Nassauviens, enrégimentés dans l'armée impériale à diverses époques n'aient jamais témoigné que de la froideur à l'égard de Napoléon, mais nul n'oserait prétendre qu'il en fut de même pour les Belges trop étroitement attachés à la France par la langue, la race, les mœurs, l'absence de frontières naturelles! Ils admiraient l'Empereur sans réserve et versèrent leur sang par enthousiasme pour lui sans se ménager.

Le souvenir de la gloire acquise sur vingt champs de bataille et de la franche amitié qu'ils éprouvaient pour nos voisins du sud, souvenir entretenu avec une dignité touchante par les sociétés d'anciens frères d'armes de l'Empire, fut plus tenace au cœur des Belges que celui des larmes et des malédictions provoquées par les levées répétées et la conscription.

Les écrivains dont nous discutons les assertions nous fournissent la preuve de ce que nous avançons ici en nous parlant à diverses reprises de « l'épuration » rendue nécessaire en 1815 dans le corps des officiers belges, mais ils pourraient ajouter qu'un grand nombre de Belges et de Hollandais et non des moindres, servaient dans les rangs *français* à Waterloo.

Nous ne connaissons pas moins de 14 généraux belges ayant pris part à la campagne de 1815 dans les rangs français; ce sont les lieutenants généraux *Borremans*, de Louvain, lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur; *Brialmont*, de Liége, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur, le père du célèbre ingénieur militaire; *comte de Fourneaux de Cruquembourg* (2), de Bruxelles, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur; *de la Haye*, de Nieder-Auven (Luxembourg), capitaine, chevalier de la Légion d'honneur; *du Pont*, de Bruges, lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur; *Langermann*, capitaine,

---

(1) *1792-1815. « Les Luxembourgeois soldats de la France », par Charles Schaack, docteur en droit, membre effectif de l'Institut Grand-Ducal, I. Schroell, imprimeur, Diekirch. 2 volumes.*

(2) Son parent servait dans l'état-major du prince d'Orange.

chevalier de la Légion d'honneur; *Leboutte*, de Liége, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur; *Malherbe*, de Cornesse (Liége), chef de bataillon et aide de camp de Davout, chevalier de la Légion d'honneur; *Nypels*, de Maestricht, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur; *Tabor*, officier d'ordonnance de Grouchy, officier de la Légion d'honneur, et *Marie-Michel Balthazar de Tieken de Ter Hove*, de Tongres, chef d'escadrons aux lanciers rouges, nommé officier de la Légion d'honneur par l'Empereur en personne pour sa conduite à Brienne; treize campagnes, deux blessures à Brienne et à Reims, cinq chevaux tués sous lui. Il sauva l'honneur de notre armée à Louvain! A Waterloo, Napoléon, qui le recherchait toujours pour son escorte, dit un écrivain belge (1), le chargea de couvrir la retraite. Et les généraux-majors *Coitin*, de Thuin, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur; *Delplanque*, de Tournai, capitaine, aide de camp de Pajol, chevalier de la Légion d'honneur; *Dorez*, de Tournai, capitaine chevalier de la Légion d'honneur. *Lamare*, de Bruxelles, colonel du 1^er^ régiment du génie, resta en France après les Cent jours et devint général; *Hubert de Stuers*, capitaine aux lanciers rouges de la garde, devint général en Hollande.

Ajoutons que, d'après Fieffé, les généraux *Vichery* et *Travers* étaient d'origine hollandaise.

Parmi les officiers supérieurs du règne de Léopold 1^er^, en voici quelques-uns qui servaient Napoléon en 1815 :

Baron, d'Ath, lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur.

Bodart, de Modave, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur.

Canivet, de Mons, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur.

Delater, de Bruges, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur, blessé à Ligny.

Dirick, de Lantremange (Liége), sous-lieutenant.

Druez, de Tournai, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur.

Ghislain, de Liége, lieutenant.

Godenne, de Namur, lieutenant, blessé à Waterloo.

Jeanquart, de Nodebais, sous-lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur.

de La Fontaine, de Namur, aide de camp de Grouchy, chevalier de la Légion d'honneur.

Louis, de Maestricht, lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur.

---

(1) *P. Huybrecht. Histoire politique et militaire de la Belgique en 1830.*

Mathieu, de Luxembourg, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur.

de Sébille, de Mons, lieutenant, blessé à Waterloo. (Il devint membre du Congrès national.)

Stroykens, de Louvain, sous-officier, chevalier de la Légion d'honneur.

de Stuers (Lambert), de Ruremonde, capitaine, chevalier de la Légion d'honneur.

Vergnès, de Bouillon, soldat, blessé à Waterloo.

Jean-Louis Crabbé, de Bruxelles, colonel à l'état-major général de l'armée du Nord en 1815, mourut l'année suivante. Il était officier de la Légion d'honneur.

N'oublions pas le Gantois *de la Woestine*, colonel du 3e chasseurs à cheval à Waterloo; le Dinantais *Urban*, capitaine du génie, et le Hollandais *Duuring* (de Rotterdam), qui pleura pour pouvoir accompagner Napoléon à l'île d'Elbe, et à qui Napoléon confia la garde de son quartier le 18 juin 1815. Duuring sauva les bagages, arrêta longtemps les Prussiens, escorta l'Empereur et ne se laissa point entamer.

Nous avons retrouvé parmi les capitaines et les lieutenants de l'armée belge :

Anceaux, de Bruxelles, sous-lieutenant, blessé à Waterloo, chevalier de la Légion d'honneur.

Beaujean, de Saint-Hubert, lieutenant, blessé à Waterloo.

Cammart, de Bruxelles, sous-officier.

Clays, de Bruges, sous-officier.

Creutz, de Luxembourg, soldat, blessé à Waterloo, chevalier de la Légion d'honneur.

Dachy, de Bouillon, soldat, blessé à Waterloo.

Daubaud, sous-lieutenant, blessé à Waterloo.

De Backer (Albert), de Wacken, lieutenant.

de Blauwe, de Gand, lieutenant, blessé à Waterloo, chevalier de la Légion d'honneur.

Delaveux, de Liége, lieutenant.

Dereume, de Mons, capitaine.

François, belge né à Lille, sous-officier, blessé à Ligny.

Hendrickx, de Thys, officier aux lanciers rouges.

Henry, de Bouillon, caporal-tambour.

Houbaer, de Bruxelles, canonnier, blessé à Waterloo.

Mahieu, de Mons, lieutenant, porte-étendard, blessé à Genappe, aux côtés de son colonel, le brave Sourd.

Rasquinet, de Jupille, lieutenant, blessé à Waterloo.
Roval, de Verviers, sous-lieutenant.
Scinof, sous-officier.
Thiery, de Tournai, soldat, blessé à Waterloo.

Cette liste est loin d'être complète, on peut en être assuré. Quant aux officiers de l'armée néerlandaise qui avaient servi en France sous Napoléon, ils étaient aussi en grand nombre. Par une coïncidence remarquable, le général van Merlen se trouva aux Quatre-Bras en présence des lanciers rouges de la garde, où il avait servi comme colonel en second; dans le même combat, le 5e dragons-légers belges se rencontra avec un régiment de cavalerie française et bien des anciens camarades se retrouvèrent dans la mêlée; à Waterloo, le général Ghigny, qui avait servi la France depuis 1792, pouvait apercevoir au loin les habits verts du 12e chasseurs, régiment dont il avait été colonel en 1811 et avec lequel il s'était signalé à diverses reprises sous les yeux de l'Empereur. Est-il croyable qu'il revit sans émotion ces cavaliers qui lui rappelaient de si fiers souvenirs? Ne leur devait-il pas un peu son titre de baron et sa croix de commandant de la Légion des braves? Le général Renard, le premier qui répondit en Belgique aux allégations anglaises, n'a pas employé le mot « gémirent », mais il a exprimé la même pensée en disant : *Nos braves furent soumis à une dure épreuve!* Vigneron, le premier historiographe de nos gloires militaires, dit en parlant de la conduite du colonel Ignace-Louis Duvivier à Waterloo : *Il combattit avec sa bravoure accoutumée, mais la mort dans le cœur...*

Nous ne savons quel ami des puissances alliées avait trouvé bon de donner à nos cavaliers de 1815 l'uniforme des cavaliers français? Il fallait que le souvenir de l'épopée fût encore bien vivace au cœur des Belges, mais cette plaisanterie coûta cher à nos dragons-légers (1).

Nous croyons avoir toujours rendu justice à nos ancêtres, soit en montrant leur vaillance à Waterloo, soit en indiquant la part glorieuse qu'ils prirent aux campagnes des Indes néerlandaises, soit encore en leur élevant, pour la période qui va de 1804 à 1814, un monument

---

(1) A de minimes détails près, le 5e dragons-légers belges portait l'uniforme du 6e chasseurs à cheval français, les hussards de Croy, celui du 1er hussards de l'armée impériale. (Cf. R. Knötel, qui a travaillé d'après les documents fournis par Hoynck van Papendrecht et Rouen, Histoire de l'Armée belge.)

On sait que le 5e dragons-légers belges fut pris pour de la cavalerie française aux Quatre-Bras et fusillé à bout portant par les Highlanders.

durable, dans trois ouvrages dont les éléments ont été puisés aux meilleures sources. Mais ce n'est pas diminuer le mérite de nos compatriotes que d'affirmer, selon la vérité, la douleur qu'ils éprouvèrent en combattant leurs anciens frères d'armes. Avec une grande élévation de sentiments, ils firent abstraction de leurs préférences, pour demeurer fidèles au serment que les circonstances leur avaient permis de prêter en toute liberté et sans arrière-pensée à leur nouveau souverain, le Roi Guillaume Ier.

M. Louis Navez, qui ne peut être soupçonné d'un amour immodéré pour la domination française, avance que les Belges furent mécontents de voir leur pays annexé à la Hollande, et ne prirent parti, en 1815, pour aucun des belligérants. Ils restèrent, dit-il, indifférents à la cause de Napoléon, comme à celle des nations alliées.

Ils combattirent avec honneur pour une cause qui leur était indifférente, dit Walter Scott.

Voilà qui est déjà suffisant pour justifier dans une certaine mesure la défiance des Alliés et de Dumouriez à l'égard des Belges. Ceux-ci prouvèrent d'ailleurs, quelques années plus tard, qu'un abîme les séparait de leurs voisins du Nord et quand l'armée française se présenta pour les aider, ils l'accueillirent avec joie. Nos soldats ne retrouvaient-ils pas dans les rangs du corps de Gérard leurs anciens camarades de l'Empire?

Terminons en faisant remarquer qu'il est difficile, presque impossible de discuter cette question en pleine connaissance de cause, si l'on n'a soin de se reporter par la pensée à l'époque même dont il est question, au lendemain de la chute de l'Empire, alors que les passions sont encore des plus vives et que les défaites de 1813 et de 1814 saignent encore au cœur de nos soldats comme des blessures qui leur seraient propres.

Le colonel Niegolewski, grièvement blessé à Somo-Sierra (il était alors sous-lieutenant aux chevau-légers polonais de la garde) écrivait : « C'était le jour de ma fête... Ce jour-là fut le premier où je ne reçus » point de présent de mon père, mais au lieu de ce témoignage de la » tendresse paternelle, je reçus des mains du Grand Empereur la » récompense du sang versé pour la patrie (la croix de la Légion » d'honneur). *Puissent beaucoup de jeunes gens avoir un pareil jour de fête!* » Ces sentiments, nous les retrouvons, exprimés en des termes à peu près identiques, dans la correspondance, les souvenirs et la conversation de tous les officiers belges qui ont servi Napoléon (1).

---

(1) Voir la Correspondance du major de Maugeer, les Souvenirs du

Voici ce que dit dans ses Mémoires le lieutenant Henckens, né Hollandais, et qui servait à Waterloo dans les rangs français, au 6e régiment de chasseurs à cheval :

« J'avais une seconde famille dans laquelle je n'avais reçu pendant » onze ans que des marques de bienveillance de tout le monde, avec » laquelle j'avais tout partagé... Pouvais-je rompre de tels liens?... » Quant à ma patrie, je n'en avais qu'une, c'était la France, pour » laquelle j'avais versé mon sang et que j'aurais servie jusqu'à mon » dernier souffle, si les circonstances n'en avaient ordonné autre- » ment... J'ai toujours eu la conscience tranquille; quand on est soldat, » on ne cherche pas de subterfuges pour déserter son drapeau. »

Plus loin, il parle sans émotion de sa rencontre aux Quatre-Bras, le 16 juin 1815, avec les Néerlandais qui ne sont pour lui que « l'ennemi », tout court. Et comme on avait répandu le bruit qu'il avait laissé échapper dans cette affaire le prince d'Orange (qu'il pouvait faire prisonnier) par égard pour son rang et sa nationalité, il protesta énergiquement : « Ce qui est certain, dit-il, dans ses Mémoires, c'est que » je n'aurais pas laissé échapper une prise si extraordinaire, même si » je l'avais reconnu, ayant trop le sentiment du devoir pour ménager » qui que ce fût, du moment qu'il était mon adversaire. »

Enfin, nous citerons de lui ce mot qui fait écho à celui d'un autre étranger, le lieutenant Niegolewski, dont nous parlions plus haut :

« Le jour où je reçus ma nomination de chevalier de la Légion » d'honneur fut le plus beau de toute ma carrière militaire (1). »

---

colonel Scheltens, de l'Anversois Christiaenssens, du colonel Lambert de Stuers et toutes les lettres, mémoires, etc., reproduits dans le Carnet de la Sabretache; voir aussi la Belgique militaire par H. Vigneron.

(1) *Lieutenant Henckens. Mémoires se rapportant à son service militaire au 6e régiment de chasseurs à cheval français, de février 1803 à août 1816, publiés (en français) par son fils, E.-F.-C.-A. Henckens, général-major en retraite de l'armée des Pays-Bas. Préface de Frédéric Masson, de l'Académie française. La Haye, Martinus Nijhoff, 1910.*

Henckens était le fils du bourgmestre d'Eygelshoven (Limbourg). Né en 1780, il fut admis en 1803 au 6e chasseurs en qualité de conscrit et prit part à toutes les affaires où se signala ce régiment. Cette étape glorieuse est jalonnée par les noms de Wagram, Borodino, Lützen, Bautzen, Quatre-Bras, Waterloo et Rocquencourt. A Wagram, où il fut blessé, Henckens s'empara d'un drapeau. Il devint sous-lieutenant en 1813 et chevalier de la Légion d'honneur en 1814. Il était capitaine pensionné de gendarmerie au service de la Hollande et chevalier de l'Ordre de Guillaume quand il mourut, en 1868. Ses mémoires, pleins d'intérêt pourraient servir de fond à un nouvel historique du 6e chasseurs.

Appendices

I. — Les premières armes du duc de Chartres (Louis-Philippe, roi des Français) (1)

Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, surnommé *Philippe-Egalité*, né à Saint-Cloud en 1747, exécuté le 6 novembre 1793, fils de Louis-Philippe d'Orléans (1725-1785) et de Louise-Henriette de Bourbon-Conti, descendait de Monsieur, frère de Louis XIV; sa mère descendait elle-même par son père, le duc de Penthièvre, du comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV et de M^me^ de Montespan. Il se maria à l'âge de 22 ans avec Louise-Marie-Adélaïde de *Bourbon-Penthièvre*, dont M. Ducos a tracé l'affriolant portrait suivant : « C'était une princesse de rêve, douce, pieuse, indulgente et belle à ravir : l'élégance de la taille, la noblesse de sa démarche, la transparence du teint, qui laissait voir l'azur entrecroisé des veines sous la nacre de la peau, des yeux pareils aux myosotis... des cheveux encadrant d'un nimbe d'or la chasteté du front, de fraîches lèvres, qu'un sourire entr'ouvrait sur des perles, une main minuscule aux longs doigts fuselés, tout semblait s'être réuni pour faire de M^lle^ de Penthièvre un modèle de perfection. »

Le mariage fut célébré à Versailles, le 5 avril 1769; quatre ans et demi après son mariage, le 6 octobre 1773, la princesse donna le jour à un fils, *Louis-Philippe d'Orléans*, qui fut nommé duc de Valois. *C'était le futur roi des Français.*

Deux ans plus tard, le 3 juillet 1775, naissait Antoine-Philippe d'Orléans, *duc de Montpensier*. Le 25 août 1777, la douce princesse devint mère de deux filles jumelles, Mesdemoiselles *d'Orléans* et de *Chartres* (2), et le 7 octobre 1779, enfin, naissait le dernier de ses enfants, un fils, auquel on donna le titre de *comte de Beaujolais*.

---

(1) *Les fils de Philippe-Egalité pendant la Terreur, par G. Lenôtre. (Paris, 1909.) Librairie Académique, Perrin et C^ie^.*

(2) La seconde seule survécut et prit après la mort de sa sœur, en 1791, le titre de Mademoiselle d'Orléans. Eugène-Adélaïde-Louise, connue plus tard sous le nom de Madame Adélaïde, mourut en 1848.

Caractère de Philippe-Egalité. — Il avait été exilé par Louis XVI à Villers-Cotterets; après la séance du Parlement du 19 novembre 1787, pour avoir protesté contre l'édit portant création d'un emprunt de 400 millions.

Sa rancune contre Louis XVI, son premier rapprochement avec les révolutionnaires, naquirent de cet exil : dix-huit mois plus tard, quand il fut nommé député aux Etats-Généraux par le baillage de Crépy-en-Valois, il disait : « J'ai voulu en être pour le seul moment où l'on traitera de la liberté individuelle, afin de donner ma voix pour une loi d'après laquelle je serai sûr que le jour où j'aurai la fantaisie de coucher au Raincy l'on ne m'enverra pas, malgré moi, coucher à Villers-Cotterets, afin que le jour où je voudrai partir pour Londres, Rome ou Pékin, rien ne m'en empêchera; je me moque de tout le reste. »

C'était là toute sa politique : le snobisme, la griserie d'une popularité éphémère, les parasites et ses immenses richesses — il avait, en 1789, quatorze millions de rente — complétèrent son infortune. Si certain parti tenta de l'élever à la hauteur d'un homme de gouvernement, si on lui prêta des idées ou des ambitions, c'était lui faire trop d'honneur : sa tête légère ne roulait point tant de choses (1).

Quand vint la catastrophe, elle dût, pour lui, être effroyable. Ce prince, faible et charmant, généreux et veule, n'avait connu jamais que l'amour et la flatterie; à sa femme héroïque, il avait inspiré une passion profonde; sa maîtresse professait pour lui une affection désintéressée. Ses enfants l'adoraient; il était leur ami, leur camarade même, et il faut reconnaître que, quelque ridicule qu'eût été le choix de leur gouverneur (2), M^lle^ d'Orléans et les trois jeunes princes, Chartres, Montpensier et Beaujolais furent parfaitement élevés. Jamais, depuis le frère du grand roi, l'ancêtre, princes d'Orléans n'avaient eu l'esprit plus ouvert, l'intelligence plus souple, et aussi le cœur plus tendre, l'âme plus virile.

Education des princes. — Le duc de Chartres avait pour madame de Genlis une sorte de culte; les jeunes princes étaient, d'ailleurs, élevés démocratiquement, en hommes libres, à la « Rousseau ». Ainsi le père l'exigeait; la mère, comme toujours, courbait la tête, se lamentant. Ils visitaient les usines, apprenaient des métiers manuels — le futur roi Louis-Philippe excellait dans la menuiserie — fréquentaient chez les paysans et les ouvriers.

Philippe-Egalité en Angleterre. — Au début de l'automne 1789, le duc d'Orléans quittait la France, non point peut-être *sur l'ordre*, mais à la demande de Louis XVI, et, durant les huit mois qu'il passa en Angleterre, ses trois fils, dont l'aîné avait cependant seize ans bien comptés, furent confiés au « gouverneur », Madame de Genlis, munie des pleins pouvoirs du père; les

---

(1) *Philippe-Egalité avant la Révolution, par Amédée Britsch. Revue des Etudes historiques. (Sept.-oct. 1904.)*

(2) M^lle^ de St-Aubin, mariée en 1762 à Charles-Alexis Bruslart, marquis de Sillery, comte de Genlis, et connue sous le nom de Mme de Genlis, dame d'honneur de la duchesse d'Orléans. Sillery né en 1737, mourut sur l'échafaud en 1793. Il avait servi aux Indes et devint capitaine des gardes du duc d'Orléans et son confident.

jeunes gens, encore que le dernier, Beaujolais, n'eût que onze ans, — portaient démocratiquement l'uniforme de la garde nationale. C'est dans ce costume que le 9 février 1790, ils allèrent tous trois, prêter au district de Saint-Roch, le serment patrotique auquel ils n'étaient nullement obligés.

Louis-Philippe aux Jacobins. — Quand le duc d'Orléans rentra d'Angleterre, à la fin de 1790, son fils aîné fut présenté aux Jacobins : Mme de Genlis n'avait pas osé prendre d'elle-même la responsabilité de cette irrégulière affiliation : de ce coup-là, quelque patiente qu'elle fût, la douce maman du duc de Chartres fut révoltée : Oh ! une révolte si timide, si mollement manifestée, si tendre, si résignée d'avance à être vaincue, qu'elle équivalait à un simple gémissement.

Quoiqu'il en soit le duc d'Orléans n'en tint pas compte; le duc de Chartres fut présenté aux Jacobins. Il dut, assure Michelet, y subir un rude noviciat; on ne lui fit pas grâce d'un seul article de la règle : « C'était le règne de l'égalité. Il exerça donc, pendant un mois, les fonctions d'*appariteur* ou d'huissier, c'est-à-dire qu'il fut obligé d'ouvrir et de fermer les portes, d'introduire les membres de la société et de repousser les intrus, d'expulser les perturbateurs, de chasser les chiens, etc... Nous avons connu un homme de beaucoup d'esprit qui avait été son collègue *appariteur* et qui, trente ans plus tard, en riait encore de tout son cœur. »

En 1785, lorsque son père devint duc d'Orléans, le jeune prince, suivant l'usage de sa famille, reçut à son tour le titre de duc de Chartres et fut nommé colonel du régiment de dragons qui portait ce nom de Chartres depuis 1672.

En vertu d'un décret de juin 1791 qui obligeait tous les colonels propriétaires de régiment à rejoindre leur corps il alla tenir garnison à Vendôme où il fut reçu avec froideur. Toutefois le dîner qui réunit tous les officiers à l'auberge, après la parade de reconnaissance du nouveau colonel, le 16 juin, fit beaucoup pour dissiper ce sentiment.

Le duc de Chartres a noté au jour le jour ses impressions et l'incident suivant que nous extrayons de son journal montre à quel point les relations étaient tendues entre les royalistes et la famille d'Orléans.

20 juin. Ce matin à six heures, il pleuvait à verse. En sortant d'une écurie je rencontre M. de Lagondie (lieutenant-colonel) qui me dit : « Comment, Monsieur, vous allez aux écuries par le temps qu'il fait? — Monsieur, rien ne m'arrête quand je remplis mon devoir. — Mais vous ne devriez pas vous prodiguer autant; il vaudrait mieux que les dragons vous vissent moins fréquemment. — Je ne vois pas de raison pour cela. — Il est très dangereux de faire perdre aux dragons la crainte que leur inspire votre cordon bleu et la pensée que vous êtes un Bourbon. — Loin de croire qu'il est dangereux de faire perdre aux dragons la crainte dont vous parlez, je désire fort que ce soit ma personne qui soit respectée, et non pas toutes ces balivernes. »

Le 2 juillet, Chartres reçut l'ordre de faire prêter aux officiers le serment de fidélité à la Contitution; quatre officiers refusèrent, dont le lieutenant-colonel de Lagondie. « Il y en a un que je regrette beaucoup, écrit Chartres, c'est M. de Montureux, mais cela diminue fort la prévention favorable que j'avais conçu de lui, car je n'aime pas un homme qui préfère quelqu'un à sa patrie. » Le serment prêté, tous les dragons mettant leur casque au bout de leur sabre crièrent : Vive la nation !

Le 3 août, Chartres écrit encore : « Quelle heureuse journée ! J'ai sauvé la vie à un homme, ou plutôt j'ai contribué à la lui sauver; ce soir j'avais été me baigner; je me séchais lorsque j'entends crier : — Au secours, je me noie ! — J'y cours aussitôt : j'arrive le premier, on ne voyait plus que le bout de ses doigts; je prends cette main qui saisit la mienne avec une force inexprimable et par la manière dont il me pressait, il m'aurait fait noyer si Edouard n'était arrivé et ne lui eût pris une jambe... Nous l'avons ainsi ramené à bord. »

A la fin de 1791, le duc de Chartres reçut l'ordre de partir avec son régiment pour Valenciennes (1). Il partit en poste de Paris, emmenant son frère, le duc de Montpensier, alors lieutenant-colonel, et laissant à Bellechasse (maison située dans l'enclos du couvent de Bellechasse, à Paris, entre les rues de Solférino et Saint-Dominique), avec Mme de Genlis, le comte de Beaujolais et sa sœur, Mlle d'Orléans. Le « gouverneur » et la jeune princesse étaient sur le point d'émigrer.

Dès que la guerre fut déclarée à l'Autriche (avril 1792), Chartres fut promu maréchal de camp à l'ancienneté; il est vrai qu'il avait commencé sa carrière militaire à douze ans et par le grade de colonel. Son frère, Montpensier, devint aide de camp : tous deux concoururent à la prise de Courtrai, passèrent quelque temps à Metz, sous les ordres du général d'Harville, prirent part à la bataille de Valmy, contribuèrent par leur courage et leur ardeur à la victoire de Jemappes.

Le jeune duc de Chartres, devenu le *général Egalité*, du nom dont s'était affublé son père, montra à Neerwinden de la valeur et du sang-froid; après la défaite, il organisa la retraite.

A cette époque le duc de Montpensier quitta l'armée du Nord pour l'armée des Alpes; en revanche, Mlle d'Orléans et « sa gouverneur », revenant d'Angleterre où elles avaient passé quelques mois (Madame de Genlis s'y était donné le titre d'émigrée jacobine), jugeant peu sûr le séjour de Paris), s'établirent à Tournai, dans le voisinage du camp du jeune général Egalité fils (2).

---

(1) D'après le journal de Grace Dalrymple Elliott, amie de Philippe-Egalité, le duc alla rejoindre l'armée du Nord, que commandait le vieux comte de Rochambeau.

« Il avait avec lui ses trois fils, ou, en tous cas, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais; car, je crois bien que le duc de Chartres se trouvait alors plus avant en Flandre avec Dumouriez; mais il m'est impossible de me rappeler ces détails militaires. C'est après la défaite de Biron que le duc d'Orléans partit pour rejoindre l'armée à Courtrai et emmena avec lui son plus jeune fils, le comte de Beaujolais. »

On lit aussi dans la Grande Encyclopédie Larousse que, à la suite d'une scène avec Louis XVI et la Reine, survenue en janvier 1792, le duc d'Orléans se rendit à l'armée du Nord où ses deux fils, Chartres et Montpensier, faisaient partie de l'état-major de Dumouriez; mais la Cour, redoutant qu'il ne se fît un parti dans l'armée, lui intima bientôt un ordre de rappel.

(2) Mlle d'Orléans prenait les eaux de Bath lorsqu'elle se trouva comprise dans le décret du 9 octobre 1792, qui condamnait à mort les émigrés; son père essaya vainement de la faire rayer de la liste fatale; néanmoins, il la fit revenir à Paris. C'est alors que Chartres, craignant pour sa sœur, l'envoya avec Mme de Genlis à Tournai.

C'est là que le vit le baron Thiébault, et voici le récit de ce séjour à Tournai d'après les mémoires du général. Il contient bien des détails pittoresques.

Séjour à Tournai

En arrivant à Tournai (fin janvier 1793), nous descendîmes à l'abbaye Saint-Martin, où notre logement avait été fait. Le lieutenant général O'Moran, commandant le Tournésis et les deux Flandres, avait son quartier général dans le même bâtiment, dont il occupait le premier étage et dont nous occupâmes le rez-de-chaussée.

Le général O'Moran était un digne et vénérable vieillard, plein de bonnes manières, d'aménité même; il nous reçut à merveille, et, apprenant par mon père que trois mois plus tôt j'étais sous ses ordres comme sergent de grenadiers au bataillon de la Butte des Moulins, il voulut bien se rappeler ma conduite au combat de Blaton. Mais si nous fûmes très contents de lui, il fut enchanté de nous; il n'avait pu manquer de redouter le choix des membres de la Commission de Tournai. Or mon père dépassait par lui-même tout ce qu'on pouvait espérer de mieux; de plus, il devint un frein pour son collègue. Aussi, cédant aux sentiments que mon père commandait à tant de titres, le général voulut que nous n'eussions d'autre table que la sienne, dont le pays au reste faisait les frais, et pour moi il poussa la bonté au point de mettre à ma disposition pour mes promenades ses quatre chevaux de selle qui provenaient de la Petite-Ecurie et étaient du nombre des plus beaux chevaux de chasse qu'ait eus Louis XVI... Le général avait deux aides de camp, l'un insignifiant dont le nom qui m'est échappé importe peu; l'autre, trop loin de l'être, que son nom de Jouy désigne assez et avec lequel, pour mon malheur, je ne tardai pas à me lier de la manière la plus intime. C'était en effet un jeune homme d'une figure chiffonnée, vif, pétillant d'esprit, d'une imagination au dernier point romanesque et bruyante, qui au prestige de ses campagnes de l'Inde joignait la célébrité de vingt roueries et qui, à ce moment, faisait encore retentir les échos de Tournai d'une aventure dont l'héroïne était cette charmante et belle Mme Lenormand d'Etiolles. Nous avions trouvé à Tournai Mme de Sillery (la comtesse de Genlis) et avec elle sa nièce, Mlle Henriette de Sercey, puis Mlle d'Orléans ou la citoyenne Egalité, comme on l'appelait alors (1). Ces dames revenant d'Angleterre, il y avait quelques mois, n'avaient pu obtenir la permission soit de rentrer, soit plutôt de rester en France, où je crois qu'elles avaient débarqué. D'autre part, repoussées par l'émigration, il leur était à peu

---

(1) *Thiers. Histoire de la Révolution française*, t. IV. p. 117, 3e édit. dit : La sœur du duc d'Orléans et Mme Sillery fuyant les proscriptions... étaient à Ath. Ce n'était pas la sœur, mais la fille de duc d'Orléans; sœur, elle l'était du duc de Chartres d'alors, du roi Louis-Philippe plus tard, de même qu'elle est devenue Mme Adélaïde. De plus, ces dames étaient à Tournai et non à Ath... Une autre erreur doit être signalée page 112 du même volume : « Ses deux fils (au duc d'Orléans)... occupaient le premier rang dans l'armée de Belgique... » Le duc de Chartres seul était à cette armée, le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais étaient à l'armée des Alpes. *(P. Thiébault.)*

près impossible de quitter les pays occupés par nos armées, et, dans cette situation, continuant à solliciter une rentrée que par bonheur pour elles demandèrent en vain, elles arrêtèrent de s'établir dans une des villes les plus voisines de nos frontières, et qui fût en même temps occupée par l'armée de Dumouriez, dont le duc de Chartres commandait le centre. Là elles attendraient que l'on prononçât sur leur sort. »

Paul Thiébault et son père, le général O'Moran lui-même, ne faisaient pas faute de fréquenter chez la princesse, qui recevait persque tous les soirs à huit heures.

« Parfois je fus même admis à l'honneur de déjeuner avec elles, raconte Thiébault, et alors j'arrivais à neuf heures du matin. Quand elles avaient des promenades à faire, j'étais leur cavalier unique ou, comme elles m'appelaient, leur « fidèle chevalier ». Lorsqu'elles se promenaient avant dîner, je restais pour dîner avec elles et avec Mme de Sillery, qu'on ne voyait jamais avant l'heure de ce repas. Lorsqu'elles ne se promenaient pas le matin et que je n'avais pas dîné avec elles, elles venaient me prendre en sortant de table (trois heures et demie du soir) dans leur voiture; nous nous promenions jusqu'à la nuit et habituellement dans un vaste jardin fermé, dont je m'étais fait remettre la clef. Lorsque Mme de Sillery ne recevait pas, elle nous renvoyait vers sept heures du soir pour travailler alors je passais chez ces demoiselles, où je n'ai jamais vu d'autre homme que moi, si ce n'est Jouy une ou deux fois, et quoique nos entretiens ne fussent pas fort gais, attendu que les événements en étaient trop souvent l'inévitable sujet, il était parfois une heure du matin lorsque je quittais. Enfin je recevais, le plus souvent avant neuf heures du matin, un billet de Mlle de Sercey, billet de la plus jolie écriture, tourné avec une grâce charmante, et qui contenait l'arrangement de notre journée. Mlle de Sercey peignait fort bien et voulut faire et fit de moi un portrait, que j'ai encore avec la bonbonnière d'écaille blonde sur laquelle elle le fit mettre. Eh bien, pendant une de ces séances, Mlle (d'Orléans), sachant ma passion pour la musique et jouant admirablement de la harpe (1), eut l'inconcevable bonté d'exécuter quelques morceaux, « afin, disait-elle, que je ne m'ennuyasse pas »; ce fait achève de révéler à quel point cette princesse était faite sur le plus aimable modèle...

Il est impossible de rien imaginer de plus calme et pourtant de plus énivrant que ces journées, qui pour moi s'écoulèrent trop vite...

Vers la fin du mois de février (2), le général O'Moran fut appelé au com-

---

(1) Un jour que je vantais son talent à Mme de Sillery, celle-ci répondit : « N'ayant pu lui donner de l'esprit, je lui ai donné des talents... » D'une part, on n'a pas de grands talents sans esprit; de l'autre, pour punir Mme de Sillery de cette impertinence dont je fus scandalisé, je voudrais qu'elle pût juger ce que cette princesse est devenue sous le rapport de la capacité et de l'esprit. Que serait-ce encore si elle assistait au règne de Louis-Philippe, dont elle disait : « Il est plein de bonnes qualités, mais il n'aura jamais aucune de celles qui sont nécessaires à un roi... » (*P. Thiébault.*)

(2) Nous passons la nomination de Thiébault comme capitaine au régiment belge de Tournai et l'émeute qui éclata dans cette ville. Nous en avons parlé ailleurs.

mandement d'un camp qui se formait à Cassel. Son départ de Tournai fut un deuil...

Son successeur fut le lieutenant général de Canolle, homme de bonne maison, mais modèle accompli de sottise. Informé qu'il allait être complimenté par les poissardes, il composa et leur débita, avec une emphase digne du reste, ce discours qui devint célèbre :

LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE OU LA MORT.

» Mesdames, Citoyennes, Sœurs et Amies,

» La reconnaissance est un devoir prépondérant pour tout cœur qui s'en » est fait un besoin. Au reste, vous n'en ignorez pas et je connaissais assez le » physique de la chose, pour croire que l'impulsion des accessoires vous fera » toujours chérir l'humanité dans la personne de nos cœurs. Vive la Répu- » blique ! »

C'est encore lui qui disait à un agent des vivres : « Je prétends que le sol de ma division soit toujours couvert de comestibles »; et à des soldats : « Camarades, quand vous n'aurez pas de pain, j'irai manger la soupe avec vous. » A quoi un grenadier répliqua : « Belle manière d'augmenter nos rations. »

On pourrait citer de lui mille traits de ce genre. Il fit procéder à l'arrestation d'une dame de Calonne, récemment accouchée et qui habitait avec deux servantes une campagne isolée, à la tête de 50 cavaliers, 200 fantassins et une pièce de canon, fit enfoncer la porte, croiser la baïonnette et battre la charge, et entra le premier, l'épée à la main, dans la chambre de cette pauvre femme.

Après le désastre de Neerwinden, le général Valence vint loger à Tournai chez sa belle-mère, Mme de Sillery et offrit à Thiébault d'en faire son aide de camp, et de le faire nommer capitaine dans les hussards de Chamborant.

« Je ne sais ce que je répondis, dit Thiébault, mais certainement mes paroles furent ce qu'il y a de moins significatif dans mes actions de grâces. En effet, à vingt-trois ans et capitaine non confirmé d'un corps que les événemnts pouvaient dissoudre avant qu'il fût reconnu (le régiment de Tournai), me trouver brusquement capitaine dans un régiment de hussards dont la réputation était immense, être choisi comme aide de camp par un général en chef d'une réputation et d'un beau nom, gendre de Mme de Sillery et appartenant à la maison d'Orléans auprès de laquelle je me trouvais avoir tant de garanties de bonté, tout cela dépassait tellement mes espérances que je croyais rêver.

Le pauvre Thiébault n'allait pas tarder d'apprendre à son détriment la vérité du proverbe : « Il y a loin de la coupe aux lèvres. »

Arrêté à Bapaume où on l'avait pris pour le duc de Chartres déguisé, relâché, puis arrêté de nouveau à cause d'une lettre interceptée que lui envoyait ce prince (1), à ce moment hors la loi comme Dumouriez, conduit à l'Abbaye,

---

(1) Lettre interceptée à Lille : A Paul Thiébault, aide de camp, chez M. Hamilton, à Lille. Arrivez bien vite, mon cher Paul ! Nous avons besoin de vous pour une affaire importante et précise...

Saint-Amand, 3 avril, 1 h. 1/2 du matin.

(Signé) Le général de division,
PHILIPPE-EGALITE.

il ne dut son salut qu'à Grouvelle, envoyé plénipotentiaire de la République à Copenhague, et très influent, qui l'engagea comme secrétaire et le fit relâcher (1).

Bientôt les opérations de la guerre obligèrent Mme de Genlis et son élève à reculer jusqu'aux environs de Valenciennes. Le duc de Chartres restait à l'état-major de Dumouriez; chacun sait comment celui-ci passa à l'ennemi; le duc de Chartres le suivit jusqu'à Mons, quartier général des Autrichiens, puis il gagna la Suisse avec sa sœur et Mme de Genlis qui l'avaient rejoint sur le territoire étranger.

Le 4 avril 1793, le citoyen Bernazais, aide de camp de Dumouriez, un des plus fougueux orateurs de la Société patriotique de Liége, se présente à la barre de la Convention et fait part à l'Assemblée de l'arrestation de ses commissaires, Lamarque, Camus, Bancal, Quinette et du ministre de la guerre Beurnonville, tous cinq livrés à l'ennemi par le vainqueur de Jemappes. Le premier mouvement des conventionnels ne fut pas heureux : ils décrétèrent par représailles que « la femme et les enfants du général Valence, la citoyenne Montesson et la citoyenne femme Egalité seraient mis sur le champ en arrestation. »

C'était maladroitement se venger sur des femmes et des enfants. Le décret ajoutait, il est vrai, que les citoyens Brulart-Sillery et Egalité, membres de la Convention seraient gardés à vue, avec liberté d'aller où ils jugeront à propos ». Le 6 avril, la Convention se reprend : elle rend un nouveau décret, « tous les individus de la famille des Bourbons seront mis en arrestation. Ils seront transférés et gardés dans une ville de l'intérieur. Le Comité de Salut public sera tenu de fixer le lieu de leur détention. Les individus de la famille royale continueront d'être renfermés au Temple ». C'était la détention pour Philippe-Egalité et pour ses fils, du moins pour Montpensier, alors employé à l'armée d'Italie, et son jeune frère Beaujolais qui achevait au Palais-Royal son éducation. L'aîné, le ci-devant duc de Chartres, étant passé à l'étranger, restait hors d'atteinte (2) : le décret visait également la douce et nonchalante

---

(1) Grouvelle reconnut toutefois que Thiébault n'avait que la vocation militaire et le dégagea de sa parole de le suivre en Danemark.

(2) « Le duc de Chartres, que l'on aurait été bien plus heureux de tenir, avait fui avec Dumouriez; il avait été, comme son frère, l'objet d'un mandat d'arrêt le 2 avril (Moniteur du 5). Dans la séance du 4, on lut à la Convention cette lettre qu'il avait écrite à son père, à la veille de la défection de Dumouriez, et qui avait été interceptée :

« Tournai, 30 mars 1793.

« Je vous ai écrit de Louvain, cher papa, le 21; c'est le premier instant dont j'ai pu disposer après la malheureuse bataille de Neerwinde; je vous ai encore écrit de Bruxelles et d'Enghien; ainsi vous voyez qu'il n'y a pas de ma faute. Mais on n'a pas d'idée de la promptitude avec laquelle les administrations de la poste font la retraite; j'ai été dix jours sans lettres et sans papiers publics et il y a, dans ces bureaux-là, comme dans tout le reste, un désordre admirable.

« Mon couleur de rose est à présent bien passé et il est changé dans le noir le plus profond. Je vois la liberté perdue; je vois la Convention nationale

duchesse d'Orléans (Citoyenne Egalité), sa belle-sœur, la duchesse de Bourbon, et aussi le cousin germain de Philippe-Egalité, Louis-François-Joseph, prince de Conti, un pauvre homme « très faible, très pusillanime, et d'une nullité absolue ». Le ci-devant prince de Conti touchait à la soixantaine : il se figurait être mieux avec la Révolution. « Il lui avait donné, pensait-il, des gages indiscutables, en laissant la princesse de Conti, sa femme, émigrer seule, en suivant assidûment les réunions de son district, et en offrant des prises de tabac aux sans-culottes qu'il y rencontrait. Ce fut donc avec une surprise effarée et un cruel désenchantement qu'il se vit conduire à l'Abbaye, le 7 avril, trois jours après le décret de la Convention (1) ».

Quant à Philippe-Egalité, il apprit le mandat dont il était l'objet, au Palais-Royal, étant à table avec Monville, l'homme d'esprit qui vivait dans son intimité. Ce fut Merlin de Douai qui apporta la nouvelle.

— Grand Dieu, s'écria le prince en se frappant le front, est-il possible! Après les preuves de patriotisme que j'ai données, après tous les sacrifices que j'ai faits, me frapper d'un pareil décret! Quelle ingratitude! Quelle horreur! Qu'en dites-vous, Monville?...

Philippe-Egalité, dit l'auteur qui a recueilli l'anecdote, dépouillait et assaisonnait une sole, il exprimait le jus d'un citron.

Monville répond au prince sans se déranger le moins du monde : « C'est épouvantable, Monseigneur, mais que voulez-vous? Ils ont eu de Votre Altesse tout ce qu'ils en pouvaient avoir, elle ne peut plus leur servir à quelque chose et ils font de Votre Altesse ce que je fais de ce citron dont le jus est exprimé. » Et Monville jette dans la cheminée les deux moitiés du citron, en faisant observer au prince que la sole doit être mangée chaude (2).

---

perdre tout à fait la France, par oubli de tous les principes; je vois la guerre civile allumée; je vois des armées innombrables fondre de tous côtés sur notre malheureuse patrie et je ne vois pas d'armée à lui opposer. Nos troupes de ligne sont presque détruites; les bataillons les plus forts sont de quatre cents hommes. Le brave régiment de Deux-Ponts est de cent cinquante hommes et il ne leur vient plus de recrues; tout va dans les volontaires et dans les nouveaux corps; en outre, le décret qui a assimilé les troupes de ligne aux volontaires les a animés les uns contre les autres. Les volontaires désertent et fuient de toutes parts; on ne peut pas les arrêter. Et la Convention croit qu'avec de tels soldats elle peut faire la guerre à toute l'Europe. Je vous assure que, pour peu que ceci dure, elle en sera bientôt détrompée. Dans quel abîme elle a précipité la France!

» Ma sœur ne se rendra pas à Lille, où on pourrait l'inquiéter sur son émigration; je préfère qu'elle aille habiter un village aux environs de Saint Amand.

» (Signé) EGALITE (*).

(1) Devenu suspect, comme prince, il fut enfermé au fort Saint-Jean à Marseille, avec les membres de la famille d'Orléans. Il revit la liberté en 1795, mais dut sortir de France, après le 18 fructidor, par ordre du Directoire.

(2) *Montgaillard. H. Walon. G. Lenôtre.*

(*) *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris. H. Walon, Paris, Hachette, 1881.*

Conduit à la mairie, Egalité proteste contre l'application du décret : il n'y était pas compris nominativement et son titre de député semblait l'en exclure; mais l'Assemblée passa à l'ordre du jour; on l'envoya à l'Abbaye. On avait d'abord songé à l'écrouer, avec sa famille, au donjon de Vincennes ou au Château de Dijon; mais le Conseil exécutif provisoire décida le 8 avril, qu'il serait interné à Marseille; le lendemain les citoyens Laugier, Cailleux et Naigeon étaient nommés commissaires civils pour la conduite des Bourbons captifs (1).

La duchesse d'Orléans, arguant de son état de santé, obtint de rester auprès de son père, le duc de Penthièvre, à Bizy près de Vernon; mais on écroua à l'Abbaye, le prince de Conti et à la Force, la duchesse de Bourbon, sœur d'Egalité.

La déportation

A peine l'aîné des fils d'Egalité, le duc de Chartres eut-il passé à l'étranger, avec Dumouriez, qu'il fut obligé de se séparer de son général : celui-ci, en effet, avait cru devoir publier dans divers journaux d'Angleterre et d'Allemagne, une profession de foi politique où le ci-devant duc d'Orléans était malmené. « Je ne l'ai jamais estimé, disait Dumouriez, et, depuis l'époque funeste où il a déchiré les liens du sang et manqué à toutes les lois connues, en votant criminellement la mort de l'infortuné Louis XVI sur lequel il a prononcé son jugement avec une impudence atroce, mon mépris pour lui s'est changé en une aversion légitime qui ne me laisse que le désir de le savoir livré à la sévérité des lois. »

Dumouriez ajoutait, il est vrai : « Quant à ses enfants, je les crois doués d'autant de vertus qu'il a de vices; ils ont parfaitement servi leur patrie dans les armées que je commandais, sans jamais montrer d'ambition. J'ai une grande amitié pour l'aîné, fondée sur l'estime la mieux méritée. Je crois être sûr que, bien loin d'aspirer jamais à monter sur le trône de France, il fuirait au bout de l'univers plutôt que de s'y voir forcé... »

La prédiction, appliquée à celui qui devait être le roi des Français, montrait de la part de Dumouriez, peu de clairvoyance : mais qui pouvait prévoir l'étonnant roman de la France? Quoi qu'il en soit le duc de Chartres quitta ses compagnons d'émigration : il se dirigea seul, à pied, sous un faux nom, vers la Suisse, en suivant la rive droite du Rhin.. En Suisse, il retrouva sa sœur, M^lle^ d'Orléans et M^me^ de Genlis, qui, fuyant comme lui, sous de faux noms, n'avaient pas moins de craintes d'être reconnues. Ils trouvaient là quelques amis de leur famille, entre autres le général Montesquiou qui, après avoir commandé l'armée des Alpes, était aussi exilé et fugitif.

---

(1) Le 3 octobre, sur la proposition de Billaud-Varennes, le duc d'Orléans fut ramené à Paris et traduit devant le tribunal révolutionnaire, comme ayant aspiré à monter sur le trône et conspiré avec Dumouriez. Condamné à mort, il demanda à être exécuté sur-le-champ et le jour même (6 novembre) son vœu fut exaucé. Il marcha à la mort avec une fermeté qu'on ne lui aurait pas soupçonné et montra jusqu'au dernier moment un imperturbable sang-froid.

Chartres, sous le nom de *Corb* devint le secrétaire de Montesquiou; puis à bout de ressources, il se fit admettre au concours comme professeur dans le collège de Reichenau (1) près de Coire. Sa sœur et Mme de Genlis, obligées de quitter le couvent de Bremgarten où elles s'étaient réfugiées, se dirigèrent vers Fribourg, espérant trouver un asile chez la princesse de Conti. Quant au duc de Chartres, après quelques mois de professorat, voyant son incognito dévoilé, il erra de nouveau, sans argent, accompagné d'un seul domestique, Baudouin, qui le suivait par dévouement. Il se dirigea vers les rives de l'Elbe et arriva au commencement de mars 1795 à Hambourg.

La mère des trois jeunes princes, la duchesse d'Orléans avait obtenu, comme on l'a dit, de ne pas suivre en prison son mari et ses enfants : elle se fixa à Vernon, chez son père, le duc de Penthièvre, dont les vertus et la bienfaisance étaient d'un si éclatant renom, que, seul de la famille des Bourbons, il ne fut pas inquiété et mourut dans son château, entouré de tous ses serviteurs, au plus fort de la Terreur.

Ce n'est qu'après son décès que la duchesse d'Orléans fut mise en état d'arrestation; on l'écroua à la prison du Luxembourg, d'où elle fut transférée bientôt à la maison Belhomme, dans le faubourg de Charonne, où la détention était insupportable. Elle y resta trois ans : le 12 septembre 1797 elle était expulsée et partait pour l'Espagne, accompagnée de Mmes de la Charce, de la Tour du Pin, de Chastellux, de M. Gueydan, son médecin et de quelques fidèles serviteurs. *(Journal de la vie de S. et R. Mme la duchesse d'Orléans douairière, par E. Delille, son secrétaire intime, 1822.)*

Mais avant de prendre, elle aussi, la route de l'exil, la veuve de Philippe Egalité avait eu à s'occuper de ses fils, Montpensier et Beaujolais. Ceux-ci languissaient encore dans les prisons de Marseille : au mois d'avril 1796, ils avaient adressé au Directoire, une supplique tendant à obtenir leur mise en liberté. Ils y disaient entre autres : « Le poids de la captivité sous laquelle nous gémissons depuis trois ans révolus, nous devient de jour en jour plus lourd et plus insupportable. La vie ne peut avoir aucun prix pour nous sans la liberté. Nous n'avons jamais mérité de perdre ni l'une ni l'autre. Accordez-nous-là, de grâce, accordez-nous-là ! Jamais vous n'aurez lieu de vous repentir de cet acte de justice et d'humanité ! »

Le Directoire ne se refusait pas à « briser les fers » des jeunes princes : mais il exigea, pour prix de leur liberté, que leur frère aîné, devenu duc d'Orléans, depuis l'exécution du père, s'éloignât de l'Europe : une vieille tradition d'avant 1789, représentait encore comme menaçante, l'ambition de cette maison d'Orléans, aujourd'hui dispersée sur tous les points de l'Europe.

Ce fut la duchesse d'Orléans, si heureuse de remplir son rôle de mère de famille, qui se chargea de la négociation; elle expédia au Directoire la lettre qu'elle écrivit à son fils aîné; mais elle ignorait où il se trouvait; depuis de

---

(1) La chambre qu'il y occupa est devenue, par les soins de la Reine Amélie, une sorte de musée intime que les touristes visitent en grand nombre. « Le château, bâti par les évêques de Coire, appartient maintenant au docteur Alfred de Planta. Louis-Philippe d'Orléans, plus tard Roi des Français, y trouva un refuge en 1794, comme professeur, sous le nom de Chabot (Chabaud-Latour). On y montre sa chambre, conservée telle qu'elle était alors, avec des souvenirs de lui.

longs mois elle n'en avait reçu aucune nouvelle; on savait — et très vaguement — qu'après avoir séjourné quelque temps à Hambourg, Louis-Philippe d'Orléans avait visité une partie de l'Allemagne, le Danemark, la Suède, la Norwège, la Laponie, le cap Nord...

Il fut enfin retrouvé à Vaudsbeck, bourg danois à deux lieues de Hambourg; il s'embarqua presque aussitôt, à bord du vaisseau America, mais les vents le retinrent quelque peu. Le vaisseau America mit en mer le 24 septembre 1796, par un vent le plus favorable...

C'est au prix de cet exil que le duc de Montpensier et le comte de Beaujolais obtinrent leur liberté; ils s'embarquèrent à Marseille, pour aller rejoindre leur frère; la traversée fut longue et pénible. Le vent contraire les retint vingt-trois jours dans la Méditerranée. Ils n'arrivèrent en Amérique qu'en février 1797 et se réunirent au duc d'Orléans; après avoir été séparés si longtemps, les trois frères sentaient le besoin de ne plus se quitter. Ils voyagèrent ensemble dans l'intérieur des Etats-Unis; après leur retour à Philadelphie, en juillet 1797, la fièvre jaune se déclara dans cette ville : les fils du plus riche prince de l'Europe ne purent, faute d'argent, quitter le foyer de l'épidémie; leur mère, au mois de septembre suivant, leur expédia quelque secours; dès qu'ils apprirent qu'elle avait été déportée en Espagne, ils résolurent de l'y rejoindre; mais les ressources manquaient pour un si long voyage; ce n'est qu'en février 1800 qu'ils purent atteindre Londres.

C'est là que le duc de Montpensier mourut, au mois de mai 1807 ; il fut enterré à Westminster : son frère Beaujolais, très affaibli, encore qu'il n'eût que vingt-sept ans, s'embarqua pour Malte dont il croyait le climat favorable; il y mourut dans les premiers jours de 1808. Des trois fils de Philippe Egalité, un seul survivait : une existence d'éclatantes aventures lui était réservée... (1)

La jeunesse de Louis-Philippe. — Victor Hugo
Choses vues 1844

Septembre 1844. Le roi Louis-Philippe me disait l'autre jour : — Je n'ai jamais été amoureux qu'une fois dans ma vie. — Et de qui, Sire? — De M^me^ de Genlis. — Bah! mais elle était votre précepteur. — Le roi se mit à rire et reprit : Comme vous dites. Et un rude précepteur, je vous jure. Elle nous

---

(1) Extrait des « Mémoires et Souvenirs sur la Révolution et l'Empire », publiés avec des documents inédits : *Les Fils de Philippe-Egalité pendant la Terreur*, par G. Lenôtre (Théodore Gosselin); le pseudonyme qu'a pris Th. Gosselin est le nom de sa grand'mère, dernière descendante du dessinateur des jardins de Louis XIV. Né au château de Pepinville, près de Metz, en 1857, il débuta au *Figaro* en 1880, donna des articles à la *Revue des Deux-Mondes* et collabora régulièrement au *Monde Illustré* depuis 1882 et au *Temps* depuis 1898. Le prix Berger de l'Académie française a récompensé en 1902 l'ensemble des études où Lenôtre fait revivre avec beaucoup de charme les héros illustres ou obscurs de la période révolutionnaire. Nous remplissons un devoir de gratitude vis-à-vis de l'intéressant historien, en citant parmi les remarquables études : *Paris révolutionnaire*, *Vieilles Maisons*, *Vieux Papiers*, et, *la Captivité et la Mort de Marie-Antoinette.*

avait élevés avec férocité, ma sœur et moi. Levés à six heures du matin, hiver comme été, nourris de lait, de viandes rôties et de pain; jamais une friandise, jamais une sucrerie; force travail, pas de plaisir. C'est elle qui m'a habitué à coucher sur des planches. Elle m'a fait apprendre une foule de choses manuelles; je sais, grâce à elle, un peu faire tous les métiers, y compris le métier de frater. Je saigne mon homme comme Figaro. Je suis menuisier, palefrenier, maçon, forgeron. Elle était systématique et sévère. Tout petit, j'en avais peur; j'était un garçon faible, paresseux et poltron; j'avais peur des souris! elle fit de moi un homme assez hardi et qui a du cœur. En grandissant, je m'aperçus qu'elle était fort jolie. Je ne savais pas ce que j'avais près d'elle. J'étais amoureux, mais je ne m'en doutais pas. Elle, qui s'y connaissait, comprit et devina tout de suite. Elle me traita fort mal. Elle me disait à chaque instant : — Mais, Monsieur de Chartres, grand dadais que vous êtes, qu'avez-vous donc à vous fourrer toujours dans mes jupons! Elle avait trente-six ans, j'en avais dix-sept. Le roi, qui vit que cela m'intéressait, continua : — On a beaucoup parlé de Mme de Genlis, on l'a peu connue. On lui a attribué des enfants qu'elle n'avait point faits, Paméla, Casimir. Voici : elle aimait ce qui était beau et joli, elle avait le goût des gracieux visages autour d'elle. Paméla était une orpheline qu'elle recueillit à cause de sa beauté (1); Casimir était le fils de son portier. Elle trouvait cet enfant charmant; le père battait le fils : « Donnez-le moi, dit-elle un jour ». Le portier consentit, et cela lui fit Casimir. En peu de temps, Casimir devint le maître de la maison. Elle était vieille, alors. Paméla est de sa jeunesse, de notre temps à nous. Mme de Genlis adorait Paméla. Quand il fallut émigrer, Mme de Genlis partit pour Londres avec ma sœur et une somme de cent louis. Elle emmena Paméla à Londres. Ces dames étaient misérables et vivaient chichement en hôtel garni. C'était l'hiver. Vraiment, Monsieur Hugo, on ne dînait pas tous les jours. Les bons morceaux étaient pour Paméla. Ma pauvre sœur soupirait, et était le souffre-douleurs, la Cendrillon. C'est comme je vous le dis. Ma sœur et Paméla, pour économiser les malheureux cent louis, couchaient dans la même chambre. Il y avait deux lits, mais rien qu'une couverture de laine. Ma sœur l'eut d'abord; mais un soir Mme de Genlis lui dit : « Vous êtes robuste et de bonne santé; Paméla a bien froid; j'ai mis la couverture à son lit. » Ma sœur fut outrée mais n'osa s'insurger; elle se contenta de grelotter toutes les nuits. Du reste, ma sœur et moi nous aimions Mme de Genlis.

Mme de Genlis mourut trois mois après la révolution de juillet. Elle eut juste le temps de voir son élève roi. Louis-Philippe était vraiment bien un peu son ouvrage; elle avait fait cette éducation comme un homme et non comme une femme. Elle n'avait absolument pas voulu compléter son œuvre par la suprême éducation de l'amour. Chose bizarre dans cette femme si peu scrupuleuse, qu'elle ait ébauché le cœur et qu'elle ait dédaigné de l'achever! Quand elle vit le duc d'Orléans roi, elle se borna à dire: « J'en suis bien aise ».

Ses dernières années furent pauvres et presque misérables. Il est vrai qu'elle n'avait aucun ordre et semait l'argent sur les pavés. Le roi la venait

---

(1) Paméla, que les méchantes langues attribuent aux relations de Mme de Genlis avec Philippe-Egalité, épousa lord Edward Fitzgerald, pair d'Irlande (1763-1798).

voir souvent; il la visita jusqu'aux derniers jours de sa vie. Sa sœur, Mme Adélaïde, et lui ne cessèrent de témoigner à Mme de Genlis toute sorte de respect et de déférence.

Mme de Genlis se plaignait seulement un peu de ce qu'elle appelait la ladrerie du roi. Elle disait : *Il était prince, j'en ai fait un homme; il était lourd, j'en ai fait un homme habile; il était ennuyeux, j'en ai fait un homme amusant; il était poltron, j'en ai fait un homme brave; il était ladre, je n'ai pu en faire un homme généreux. Libéral, tant qu'on voudra; généreux, non.*

Louis-Philippe. — Victor Hugo. — Les Misérables

Louis-Philippe était un homme rare, Fils d'un père auquel l'histoire accordera certainement les circonstances atténuantes, mais aussi digne d'estime que ce père avait été digne de blâme; ayant toutes les vertus privées et plusieurs des vertus publiques; soigneux de sa santé, de sa fortune, de sa personne, de ses affaires, connaissant le prix d'une minute et pas toujours le prix d'une année; sobre, serein, paisible, patient; bonhomme et bon prince; couchant avec sa femme, et ayant dans son palais des laquais chargés de faire voir le lit conjugal aux bourgeois, ostentation d'alcôve régulière devenue utile après les anciens étalages illégitimes de la branche aînée; sachant toutes les langues de l'Europe et, ce qui est plus rare, tous les langages de tous les intérêts, et les parlant; admirable représentant de « la classe moyenne », mais la dépassant, et de toutes les façons plus grand qu'elle; ayant l'excellent esprit, tout en appréciant le sang dont il sortait, de se compter surtout pour sa valeur intrinsèque, et, sur la question même de sa race, très particulier, se déclarant Orléans et non Bourbon; très premier prince du sang tant qu'il n'avait été qu'Altesse Sérénissime, mais franc bourgeois le jour où il fut majesté; diffus en public, concis dans l'intimité; avare signalé, mais non prouvé; au fond, un de ces économes aisément prodigues pour leur fantaisie ou leur devoir, lettré et peu sensible aux lettres; gentilhomme, mais non chevalier; simple, calme et fort; adoré de sa famille et de sa maison; causeur séduisant, homme d'Etat désabusé, intérieurement froid, dominé par l'intérêt immédiat, gouvernant toujours au plus près, incapable de rancune et de reconnaissance, usant sans pitié les supériorités sur les médiocrités, habile à faire donner tort par les majorités parlementaires à ces unanimités mystérieuses qui grondent sous les trônes; expansif, parfois imprudent dans son expansion, mais d'une merveilleuse adresse dans cette imprudence; fertile en expédients, en visages, en masques, faisant peur à la France de l'Europe et à l'Europe de la France; aimant incontestablement son pays, mais préférant sa famille; prisant plus la domination que l'autorité et l'autorité que la dignité, disposition qui a cela de funeste que, tournant tout au succès, elle admet la ruse et ne répudie pas absolument la bassesse, mais qui a cela de profitable qu'elle préserve la politique des chocs violents, l'Etat des fractures et la société des catastrophes; minutieux, correct, vigilant, attentif, sagace, infatigable; se contredisant quelquefois, et se démentant; hardi contre l'Autriche à Ancône, opiniâtre contre l'Angleterre en Espagne, bombardant Anvers et payant Pritchard; chantant avec conviction la Marseillaise; inaccessible à l'abattement, aux lassitudes, au goût du beau et de l'idéal, aux générosités téméraires, à l'utopie, à la chimère, à la colère, à la

vanité, à la crainte; ayant toutes les formes de l'intrépidité personnelle; général à Valmy, soldat à Jemappes; tâté huit fois par le régicide (1) et toujours souriant; brave comme un grenadier, courageux comme un penseur; inquiet seulement devant les chances d'un ébranlement européen, et impropre aux grandes aventures politiques; toujours prêt à risquer sa vie, jamais son œuvre; déguisant sa volonté en influence afin d'être plutôt obéi comme intelligence que comme roi; doué d'observation et non de divination; peu attentif aux esprits, mais se connaissant en hommes, c'est-à-dire ayant besoin de voir pour juger; bon sens prompt et pénétrant, sagesse pratique, parole facile, mémoire prodigieuse; puisant sans cesse dans cette mémoire, son unique point de ressemblance avec César, Alexandre et Napoléon; sachant les faits, les détails, les noms propres, les dates, ignorant les tendances, les passions, les génies divers de la foule, les aspirations intérieures, les soulèvements cachés et obscurs des âmes, en un mot, tout ce qu'on pourrait appeler les courants invisibles des consciences; accepté par la surface, mais peu d'accord avec la France de dessous, s'en tirant par la finesse; goûvernant trop et ne régnant pas assez; son premier ministre à lui-même; excellent à faire de la petitesse des réalités un obstacle à l'immensité des idées; mêlant à une vraie faculté créatrice de civilisation, d'ordre et d'organisation, on ne sait quel esprit de procédure et de chicane; fondateur et procureur d'une dynastie, ayant quelque chose de Charlemagne et quelque chose d'un avoué; en somme, figure haute et originale, prince qui sut faire du pouvoir malgré l'inquiétude de la France, et de la puissance, malgré la jalousie de l'Europe. Louis-Philippe sera classé parmi les hommes éminents de son siècle, et serait rangé parmi les gouvernants les plus illustres de l'histoire, s'il eût un peu aimé la gloire et s'il eût eu le sentiment de ce qui est grand au même degré que le sentiment de ce qui est utile.

Louis-Philippe avait été beau et, vieilli, était resté gracieux; pas toujours agréé de la nation, il l'était toujours de la foule; il plaisait. Il avait ce don, le charme. La majesté lui faisait défaut; il ne portait ni la couronne, quoique roi, ni les cheveux blancs, quoique vieillard. Ses manières étaient du vieux régime et ses habitudes du nouveau, mélange du noble et du bourgeois qui convenait à 1830; Louis-Philippe était la transition régnante; il avait conservé l'ancienne prononciation et l'ancienne orthographe qu'il mettait au service des opinions modernes; il aimait la Pologne et la Hongrie, mais il écrivait *les Polonois* et prononçait *les Hongrais*. Il portait l'habit de la garde nationale comme Charles X et le cordon de la Légion d'honneur comme Napoléon (2).

Il allait peu à la chapelle, point à la chasse, jamais à l'Opéra. Incorruptible aux sacristains, aux valets de chiens et aux danseuses; cela entrait dans

---

(1) Parmi ces attentats, le plus célèbre est celui du Corse Giuseppe Gueffi dit Fieschi, qui coûta la vie au maréchal Mortier, au général Lachasse de Vérigny, aux colonels Raffé et Rieussec et à quarante autres personnes. (28 juillet 1835.)

(2) Le Roi, chez lui, le soir, ne porte habituellement aucune décoration. Il est vêtu d'un habit marron, d'un pantalon noir et d'un gilet de satin noir ou de piqué blanc. Il a une cravate blanche, des bas de soie à jour et des souliers vernis. Il porte un toupet gris, peu dissimulé et coiffé à la mode de la Restauration. Points de gants. *(V. Hugo. Choses vues, 1844.)*

sa popularité bourgeoise. Il n'avait point de cour. Il sortait avec son parapluie sous son bras, et ce parapluie a longtemps fait partie de son auréole. Il était un peu maçon, un peu jardinier et un peu médecin; il saignait un postillon tombé de cheval; Louis-Philippe n'allait pas plus sans sa lancette que Henri III sans son poignard. Les royalistes raillaient ce roi ridicule, le premier qui ait versé le sang pour guérir...

Si l'on fait abstraction des devoirs publics, qui veulent être remplis les premiers, cette profonde tendresse de Louis-Philippe pour sa famille, sa famille la méritait. Ce groupe domestique était admirable. Les vertus y coudoyaient les talents. Une des filles de Louis-Philippe, Marie d'Orléans, mettait le nom de sa race parmi les artistes comme Charles d'Orléans l'avait mis parmi les poètes. Elle avait fait de son âme un marbre qu'elle avait nommé Jeanne d'Arc. Deux des fils de Louis-Philippe avaient arraché à Metternich cet éloge démagogique : « Ce sont des jeunes gens comme on n'en voit guère et des princes comme on n'en voit pas. »

Voilà, sans rien dissimuler, mais aussi sans aggraver, le vrai sur Louis-Philippe.

Il avait pour lui cette grande désignation au trône, l'exil. Il avait été proscrit, errant, pauvre. Il avait vécu de son travail. En Suisse, cet apanagiste des plus riches domaines princiers de France avait vendu un vieux cheval pour manger. A Reichenau, il avait donné des leçons de mathématiques pendant que sa sœur Adélaïde faisait de la broderie et cousait. Ces souvenirs mêlés à un roi enthousiasmaient la bourgeoisie. Il avait démoli de ses propres mains la dernière cage de fer du Mont-Saint-Michel, bâtie par Louis XI et utilisée par Louis XV. C'était le compagnon de Dumouriez, c'était l'ami de Lafayette; il avait été du club des Jacobins; Mirabeau lui avait frappé sur l'épaule; Danton lui avait dit : « Jeune homme! ». A vingt-quatre ans, en 93, étant M. de Chartres, du fond d'une logette obscure de la Convention, il avait assisté au procès de Louis XVI, si bien nommé « ce pauvre tyran »...

La trace que la Révolution avait laissée en lui était prodigieuse. Son souvenir était comme une empreinte vivante de ces grandes années minute par minute. Un jour, devant un témoin dont il nous est impossible de douter, il rectifia de mémoire toute la lettre A de la liste alphabétique de l'Assemblée constituante.

Louis-Philippe a été un roi de plein jour. Lui régnant, la presse a été libre, la tribune a été libre, la conscience et la parole ont été libres... Pris en lui-même, et au point de vue de la bonté humaine, Louis-Philippe demeurera, pour nous servir du vieux langage de la vieille histoire, un des meilleurs princes qui aient passé sur un trône. Il était bon, parfois jusqu'à être admirable. Souvent, au milieu des plus graves soucis, après une journée de lutte contre toute la diplomatie du continent, il rentrait le soir dans son appartement, et là, épuisé de fatigue, accablé de sommeil, que faisait-il? Il prenait un dossier, et il passait sa nuit à reviser un procès criminel, trouvant que c'était quelque chose de tenir tête à l'Europe, mais que c'était une plus grande affaire encore d'arracher un homme au bourreau.

Voici d'autre part comment M. F. Corréard résume dans son *Histoire Contemporaine* le règne ou plutôt l'œuvre du roi Louis-Philippe:

Les erreurs du roi Louis-Philippe et de ses ministres, dit-il, ne doivent pas empêcher de reconnaître le bien dont la France leur est redevable. Au dehors,

la paix européenne maintenue par la volonté arrêtée de ne pas exposer la France aux aventures guerrières; l'Algérie conquise; les possessions françaises étendues dans l'Océan Indien et dans l'Océanie; au-dedans, le régime parlementaire pratiqué pendant dix-huit ans; l'armée fortement recrutée, organisée et disciplinée; l'instruction primaire véritablement fondée; l'instruction supérieure enrichie et développée; la liberté introduite dans l'administration communale et départementale; la pénalité adoucie; le système pénitentiaire réformé; les monuments publics multipliés; Paris fortifié; les routes et les chemins de fer étendant leur réseau sur la France, grâce à la collaboration de l'Etat, des Compagnies et des départements; l'agriculture et l'industrie encouragées et prenant un rapide essor; la richesse générale accrue; la fortune publique sagement administrée; les lettres, les arts et les sciences continuant l'éclatante floraison commencée sous la Restauration; enfin, le roi et sa famille donnant sur le trône l'exemple des vertus privées.

Nos lecteurs savent que notre Roi bien-aimé descend, par sa grand-mère paternelle, la pieuse reine Louise-Marie d'Orléans, du bon roi Louis-Philippe. Louise-Marie, gracieuse et bonne, était la fille aînée du roi des Français. Elle mourut en 1850, pleurée par tous les Belges. L'exemple de ses vertus est noblement suivi par notre Reine Elisabeth, si douce, si charitable et si tendrement aimée de tout son peuple.

Louis-Philippe et les souvenirs de 1792

Lorsque Charles X se rendit à Reims pour son sacre, en passant par la Champagne, il dit au duc d'Orléans : « Nous nous sommes vus autrefois dans ces plaines? » — « Oui, Sire, mais ce n'était pas sous les mêmes drapeaux. » « Je n'ai jamais bien su, ajouta le roi, si Brunswick avait ou non reçu de l'argent ou des ordres pour se retirer. » — « Sire, le courage de l'armée française a tout fait, et je ne suis pas surpris qu'après la bataille de Valmy, le duc de Brunswick n'ait pas été d'humeur à marcher sur Paris. » (1).

Louis-Philippe était très fier d'avoir participé aux événements de 1792, et en particulier à la bataille de Jemappes. Bien que le général Stettenhofen l'eût nommé un enfant dans une lettre du 7 avril 1793, sa conduite avait été au-dessus de tout éloge; il fit preuve de bravoure et de sangfroid lors de la déroute de la brigade Drouet et de la mort du brave Dubouzet, colonel du 104e régiment d'infanterie. Il sut rassembler les fuyards qui se dérobaient, à la recherche de leurs bataillons et les incorpora de force, dans le « bataillon de Mons », pour les ruer ensuite, baïonnette au clair sur les rangs autrichiens.

Dans ses mémoires, (tome I, page 88), Belliard relate qu'Egalité (on nommait ainsi le duc de Chartres) se distingua et rendit des services importants.

---

(1) Un autre épisode se rattache aux souvenirs de la campagne de l'Argonne. Louis-Philippe voulut revoir, en 1831, le village de Dammartin-la-Planchette, chez le maire duquel il avait logé en 1792. Ce fonctionnaire vivait encore et administrait toujours le village. Il parut devant le Roi revêtu d'un habit prêté à son hôte princier, trempé de pluie et n'ayant pas de quoi changer. L'habit, soigneusement renfermé depuis cette époque, n'avait revu le jour que pour cette occasion solennelle. (*Moniteur du 11 juin 1833.*)

Lorsque ce bon prince, le modèle des rois constitutionnels, et le plus honnête homme de France fut monté sur le trône en 1830, aux cris mille fois répétés: « Le duc d'Orléans était à Jemappes ! », il ne renia rien de sa jeunesse si accidentée; orgueilleux de son glorieux passé, il lui arriva fréquemment de faire allusion aux souvenirs de la campagne de Belgique.

Au mois de juin 1837, eut lieu à Versailles la remise du drapeau aux élèves de l'Ecole de Saint-Cyr. Louis-Philippe passa la revue de l'Ecole, puis se plaçant devant le centre du bataillon, il prit le drapeau, et avant de le donner au major de la première division, il prononça une allocution toute vibrante de patriotisme, se terminant par ces paroles : « Vous saurez soutenir l'honneur du drapeau tricolore comme l'ont fait vos devanciers, et si jamais vous deviez le porter au combat, la France entendrait de nouveau retentir dans vos rangs ce cri des contemporains de ma jeunesse, en 1792 :

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus;
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus.
Bien moins jaloux de leur survivre
Que de partager leur cercueil,
Nous aurons le sublime orgueil,
De les venger ou de les suivre.

Les élèves répondirent à ces nobles paroles par les cris mille fois répétés de « Vive le Roi ! »

II. — Philippe de Vaux, Adjudant général de Dumouriez

On pouvait lire dans le *Moniteur Universel* du 27 mai 1793, sous la rubrique « Tribunal Criminel Révolutionnaire » :

« Philippe Devaux, âgé de 32 ans, natif de Bruxelles, colonel adjudant général des armées de la République, a été condamné à mort sur la déclaration du jury portant : 1° Que le 4 avril dernier il avait reçu de Dumouriez aux bains de Saint-Amand, l'ordre de se transporter au camp sous Lille à l'effet de prendre le commandement des troupes qui étaient auparavant aux ordres de Miaczynski et de les faire partir sur le champ; 2° Qu'il savait alors que Dumouriez avait fait arrêter les commissaires de la Convention nationale et le ministre de la Guerre; 3° Qu'il était venu le 4 avril au camp de la Magdeleine suivant les ordres de Dumouriez; 4° Qu'il avait eu des intentions criminelles et contre-révolutionnaires.

Nota. — Philippe Devaux était fils naturel du feu prince Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bays et grand-oncle de l'empereur actuel. Devaux était proscrit par les Autrichiens, aussi a-t-il dit dans le cours de son procès que s'il avait désobéi à Dumouriez, celui-ci l'aurait livré aux Autrichiens qui l'auraient pendu.

Il est mort avec beaucoup de fermeté.

***

S'il est, comme on l'a dit, des morts qu'il faut tuer, il y en a aussi qu'il est bon de ressusciter. Cent dix-sept ans sont écoulés depuis le procès de l'infortuné de Vaux, et jamais jusqu'à présent, on n'a tiré de l'ombre cette émouvante et sympathique figure. De temps en temps on trouve le nom de Philippe de Vaux mêlé au récit de la défection de Dumouriez, et c'est tout. Des antécédents de ce brillant officier, de sa jeunesse, des détails mêmes de son procès et de sa mort, on ne connaît rien, ou presque rien. Grâce à l'aimable érudition de M. le baron Casimir de Vaux-Tassilon, du Ministère de l'intérieur à Paris, grâce aussi à nos recherches personnelles, nous sommes à même de combler aujourd'hui cette lacune dans la biographie nationale belge.

Documents généalogiques. — *Louis-Marie de Vaux* (1), contrôleur de la maison de Lorraine, Empire d'Autriche, fils d'un officier des gardes du duc Léopold de Lorraine, né à Nancy vers 1690, épousa en 1720, Jeanne-Marie de Maugee, quitta la Lorraine en 1735, avec les princes de cette maison dépossédés de leur état au profit du roi Stanislas de Pologne, beau-père de la reine Marie Leckzinska, femme de Louis XV. Louis de Vaux fut anobli en 1749 et mourut en 1756 à Vienne. Il laissa deux fils, Louis et Nicolas de Vaux.

Armoiries. — Il portait d'argent au chevron de gueules accompagné de trois trèfles de sinople, deux en chef et un en pointe, au chef cousu d'azur semé de billettes d'or. L'écu timbré de son casque morné, orné de son bourrelet et lambrequins, aux métaux et couleurs de l'écu et pour cimier un levrier issant au naturel.

Filiation. — Louis de Vaux, conseiller-secrétaire du duc Charles de Lorraine (lettres patentes de 1751), lieutenant-grand-fauconnier, commandant la vénérie et les chasses royales dans les Pays-Bays Autrichiens (lettres patentes de 1757 et 1772), né à Lunéville en 1721, décédé à Bruxelles le 27 octobre 1877 « demeurant à la maison *Charles-Quint au Parcq.* »

Il épousa en 1750, *Marie-Elisabeth de Tassilon*, fille du baron *de Tassilon*, libre seigneur de *Ter Linden*, issu d'une ancienne famille espagnole, et de Marie-Jeanne *de Sempy*, décédée en 1783 à Bruxelles.

Les ancêtres de cette dernière ont possédé les 17 villages engloutis par le débordement de la mer du Nord, qui a formé le golfe du Zuiderzee.

De ce mariage, quatre fils, Charles-Alexandre, Charles, Charles-Philippe et Patrice-Louis.

Charles-Philippe de Vaux, né à Bruxelles le 8 août 1760, décapité à Paris sur la place de la Révolution le 23 mai 1793, fils de Louis et de Elisabeth

---

(1) Renseignements particuliers du *baron Casimir de Vaux-Tassilon*, inspecteur général retraité au Ministère de l'Intérieur. 1890-1891. *A. Aulard*, Paris, 19 décembre 1890. *Affaire de Vaux.* Inscrit aux renseignements. Salle du public. 27 avril 1891. 51 pièces; le n° 1 est double. Devaux. Ministère de la Justice. Pièces contre Philippe Devaux, adjudant-général dans l'armée de Dumouriez, prévenu de *complicité dans la trahison de Dumouriez.* Jugement du 22 may 1793. Cinquante pièces, y compris sept dans une liasse. (Communication de feu *M^tre^ Rodolphe de Bailliencourt dit Courcol*, en son vivant notaire à Saint-Omer.)

Tassilon de Terlinden, fut tenu sur les fonts baptismaux par Son Excellence le comte Charles de Cobenzl, ministre plénipotentiaire de l'impératrice-reine Marie-Thérère et la princesse de Stolberg-Wernigerode, née de Hornes (1).

A l'âge de dix ans, il fut mis en pension à Bruges, puis à Bornhem, où il demeura jusqu'au jour où il atteignit sa quinzième année, enfin il fut placé à Liége, au collège des Jésuites anglais, jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

D'après les lettres de sa première jeunesse, il professait un véritable culte pour sa mère, l'une des plus jolies femmes de la Cour archiducale de Bruxelles.

Les premiers écrits de Philippe de Vaux justifient ce que Dumouriez dit de lui dans ses mémoires : « Il avait de l'esprit et un grand courage, une âme fière et sensible, et toutes les qualités nécessaires pour devenir un jour un citoyen remarquable.

Charles-Philippe ou plutôt Philippe, ainsi qu'on le nommait d'ordinaire, entra au service I. et R. le 8 avril 1778, comme cadet, puis enseigne au célèbre régiment des dragons de Latour, qui portait alors le nom du comte de Saint-Ignon, son propriétaire de 1759 à 1779, et dont le colonel était à cette époque le comte de Bucquoy (1776-1779). De Vaux fit avec ce régiment la campagne de 1778-1779 (Guerre de la Succession de Bavière), sous les ordres du maréchal comte de Laudon.

Au commencement de l'année 1779, il passa dans le corps d'armée du feld-maréchal lieutenant baron Ellrichshausen, en Moravie, et le 28 février il prit part à l'expédition de Wallis contre Neustadt, en Silésie.

A la paix de Tesschen, conclue le 13 mars 1779, Philippe de Vaux rentra aux Pays-Bas et passa en 1783, avec le grade de sous-lieutenant, au régiment d'infanterie wallon de Kaunitz n° 38, devenu en 1785 régiment de Wurtemberg (colonel en 1783 comte de Daun). Il quitta le service de l'Autriche vers la fin de 1794, pour des motifs de convenance personnelle ainsi que le constent les deux pièces suivantes :

Je soussigné, major au régiment de Kaunitz, au service de Sa Majesté

---

(1) Il y eut plusieurs frères de Vaux : 1° *Charles-Alexandre*, recommandé au baron de Greechtler et au marquis de Montecuculli; il entra comme cadet au régiment de dragons de Saint-Ignon et quitta le service impérial en 1780 pour se marier à Crémone avec dame Anne-Marie Faccini. Il devint intendant général des beaux-arts dans les Pays-Bas.

2° *Charles de Vaux*, cadet au régiment prince de Ligne en 1773; cadet au régiment Charles de Lorraine en 1775, enseigne en 1778, il devint en 1784 capitaine au corps franc de Donckier de Donceel, à la condition de recruter et d'équiper 200 hommes. Ces troupes furent levées à Cologne et conduites à Luxembourg. Au mois d'avril 1785, il passa à Namur et eut le malheur de tuer sur place, dans un duel, le capitaine Humbracht; Charles de Vaux fut obligé de fuir pour se soustraire aux lois sévères de Joseph II contre le duel et bien lui en prit, car il fut condamné à mort, ses biens confisqués et ses services suspendus. (Baron de Vaux-Tassilon, lettres du 17 février 1891.)

3° *Patrice-Louis de Vaux*, qui émigra en Autriche en 1793 et qui laissa nombreuse lignée en Belgique. Charles-Philippe et Charles-Alexandre de Vaux étaient filleuls du prince de Lorraine et de la princesse Anne-Caroline, abbesse de Remiremont.

l'Empereur et Roi, etc., etc., certifie par cette, que M. le lieutenant *De Vaux De Vautray*, ayant, pour ses affaires de famille, demandé et obtenu sa démission et a rempli pendant tout le tems qu'il a été au régiment sous mes ordres, tous ses devoirs avec tout le zèle possible; de sorte qu'il s'est en tous tems concilié l'estime et la bienveillance de tous ses supérieurs, dont il mérite les plus justes éloges et recommandations.

En foy de quoi, j'ai signé la présente, munie du cachet ordinaire de mes armes. Donné au quartier de l'état-major, à Luxembourg, le 1er août 1789.

DIRIX, major.

Je m'empresse avec plaisir, mon cher *Devaux*, de vous envoyer l'attestation que vous me demandez. J'espère que vous en serez content et je désire du fond du cœur qu'elle puisse vous servir à contribuer à votre bien, etc. J'apprendrais avec autant de satisfaction que j'en ai de pouvoir vous être bon à quelque chose et de vous affirmer en même temps des sentiments distingués de l'amitié parfaite avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

DIRIX, major (1).

Pendant les années 1783 à 1785, Philippe Devaux qui avait quitté le service impérial à la suite de la condamnation de son frère Charles, cherche sa voie et voyage; il était fiancé à Mlle Catherine Mechtler, « demeurant sur la chancellerie » (sic), fille de Paul Mechtler et de Marie-Madeleine Moreau, petite fille de Monsieur de Tournelle; il l'épousa le 22 août 1785, dans l'église de Sainte-Gudule, à Bruxelles.

Voici, à titre documentaire, quelques extraits de lettres intimes qu'il adressait à sa fiancée au cours de ses pérégrinations. Le 18 avril 1784, il séjourne à Paris, à l'hôtel de *Valois, rue de Richelieu;* il a passé par Valenciennes, Péronne, Cuvillier; les soupers, en ce temps-là, coûtaient six à sept livres douze sols; la servante, qui priait qu'on ne l'oubliât point, recevait six sols. On connaissait déjà les « pourboire ».

« A Paris, on dînait chez le restaurateur, et non point à l'hôtel. Le faubourg Saint-Germain, où il allait rendre visite à *M. de la Sonde* (2), était aussi beau que Paris lui-même, mais les rues étaient sales et mal pavées. On manquait d'y être écrasé dix fois, par les voitures innombrables qui se croisent continuellement. La cohue est surprenante; il faut regarder devant, derrière, et de tous les côtés à la fois; enfin, on n'est jamais en sûreté.

» Je vis, chemin faisant, des maisons magnifiques, dont les fenêtres étaient garnies de femmes si richement mises et si belles que je les aurais prises pour des femmes de la première distinction, si je ne m'étais aperçu qu'elles me souriaient.

» A six heures, j'allais à la Comédie française; la salle est de toute beauté;

---

(1) Pièce cotée cinq. Certificat délivré au lieutenant Devaux de Vautray par M. Dirix, major au régiment de Kaunitz, au service de Sa Majesté l'Empereur et Roy.

(2) Tort de la Sonde, ami intime et confident de Dumouriez.

notre théâtre de Bruxelles lui servirait tout au plus de magasin, les acteurs sont excellents, tous les rôles étant bien remplis; le spectateur a tout lieu de s'y amuser; les femmes y étaient bien mises et presque toutes en chapeau au balcon; je reconnus les mêmes filles que j'avais vues à Saint-Germain, briller dans les premières loges.

» Après la Comédie, j'allais souper au Palais-Royal; on y mange délicieusement, en bonne compagnie, et dans des chambres meublées en glaces; chacun mange particulièrement à une petite table, qui est placée devant ur beau trumeau.

» Je suis logé au second étage, dans un petit appartement meublé (rue de Richelieu), moyennant quatre louis d'or par mois.

Il va aux Tuileries, au Louvre, au Luxembourg; le soir, à l'Opéra, où on donne *Chimène*, grand opéra de *M. Sacchini*. On parle déjà des ballons de *M. de Montgolfier*.

27 avril 1784. Il fallait quatre grandes journées pour qu'une lettre écrite à Bruxelles parvint à Paris; à la Comédie française, on donnait « Nanine », de Monsieur de Voltaire.

« Cette pièce charmante me fit éprouver des émotions singulières; j'y vis mon portrait, j'y vis le tien qui était charmant. La beauté, la candeur, la modestie, la jeunesse, en un mot, tu avais tout en partage; juge quel amour violent cet objet devait inspirer au héros de la pièce; je me suis mis à sa place vingt fois, et vingt fois je le trouvais d'accord avec mon cœur. Il fut heureux, il épousa sa chère Nanine; ne pouvant finir aussi heureusement que lui, je gagnai le *spleen* et m'éloignai... »

« Le Bois de Boulogne, endroit ravissant, semble avoir été formé à plaisir par les mains de la nature; les allées sont d'une longueur énorme et inaccessibles aux rayons du soleil; je n'exagère pas en disant qu'il n'y a rien de comparable à cela dans le monde. Toute la noblesse de Paris vient s'y promener à cheval, en voiture et à pied; il y a de distance en distance des cabinets de plaisance où l'on mange très proprement; on y loue des chevaux anglais de très bonne mine... »

Son frère Charles, condamné à mort par contumace, est avec lui... « Monsieur de Tournelle, grand-père de Catherine Mechtler, avart fait remarquer à Philippe, que chaque fois que l'on passe sur le Pont-Neuf, on y trouve un moine, une fille et un cheval blanc » (sic).

« Le 23 juin 1784, il est à Ostende et annonce son départ pour Londres; à Ostende, une maudite cloche l'appelle à une table d'hôte flamande; on lui fatigue les oreilles de commerce; la conversation ne roule que sur le drap, la toile et le tabac. Ils crient tous au plus fort; Devaux s'échappe et va se promener au port... »

« Le 26 septembre de la même année, il est à Cologne; il parle de Madame de *Bratbernon*, de Bruxelles, et de Monsieur de *Saint-Herrye*. « Encore rien de décidé sur mes affaires; je n'ose point me flatter de voler à la tête de ma compagnie contre les Hollandais (1), qui semblent vouloir faire la paix, depuis

---

(1) Philippe, qui avait quitté le service impérial, commençait à regretter

que j'ai envie de servir. » Il se plaint de son peu d'avancement et se demande s'il ne ferait pas mieux de revenir à Bruxelles, au lieu de tenter la fortune ailleurs ? »

Le 21 novembre 1784, il est de retour à Paris et semble très affairé, pour quel genre de négociations, nous l'ignorons ? il dîne avec M. de Bourdiau et *Tort de la Sonde*, l'ami de Dumouriez; il est allé le matin chez le ministre *de Francklin*. Devaux ne sait pas s'il sera envoyé vers l'Orient ou à Londres. M. de Francklin lui a promis des lettres de recommandations.

« Son entrée chez lui a été malheureuse et aurai donné de l'humeur à tout autre qu'à *un Américain de son calibre* (sic).

» Il était à déjeûner avec une dame et plusieurs messieurs, lorsque je fus introduit chez lui; m'avançant vers lui, il se leva pour aller au devant de moi et en roulant de sa chaise, il poussa si rudement la table, que la bouilloire renversée, brisa en mille pièces un assortiment de porcelaines très fines et très rares; jugez quelle devait être ma confusion et ce que je devais augurer de ma visite. Je fus cependant rassuré par l'honnêteté de ces dames et de ces messieurs. Quant à *M. de Francklin*, je fus fort étonné de le voir se lever avec beaucoup de flegme, sans même regarder derrière lui; il me mena à l'autre bout de la chambre en me faisant asseoir dans un fauteuil; il me dit les choses les plus agréables et tout ce qui pouvait me faire espérer le plus grand succès. Je l'ai remercié et ai souhaité de voir se réaliser ses prédictions (probablement républicaines) ? »

Le 22 novembre 1784, il a été derechef chez M. de Francklin; ses lettres sont charmantes et jusqu'à présent, il n'a qu'à se louer de son entreprise (?); il a dîné de nouveau avec M. de Bourdieu, homme respectable, qui s'intéresse infiniment à lui.

En décembre, il est à Mons, après avoir été faire ses adieux à sa fiancée; il écrit ses impressions de voyage, « en compagnie de six bavardes qui ont le talent de l'énerver jusqu'au désespoir ! »

Le 16 décembre, il est à Saint-Trond; il écrit de ce relai, à sa fiancée; il passera par Liége et s'arrêtera à Cologne, où il loge à *l'hôtel de la ville de Prague*.

Enfin, par une lettre datée de Namur, 30 mai 1785, il annonce « qu'il va retourner à Bruxelles, et prie sa fiancée de venir à sa rencontre jusqu'à Waterloo, de faire préparer une collation au « *Vert Chasseur* » et de tâcher d'arriver à l'heure fixée pour la rencontre, avec sa mère et son frère, au cas où le père Mechtler et M. Laur (ami de la famille), retenus à Bruxelles par leur désir d'assister à la Comédie, ne pourraient pas les accompagner. »

---

la décision qu'il avait prise un peu légèrement; il se serait peut-être enrôlé dans la Légion de Maillebois, qui prit parti contre le Stathouder, lors de la Révolution des Pays-Bas de 1787; là débutèrent sous le général Rosières, les Macdonald, les Dupont, les Boudet, les Willot, Desprez de Crassier et tant d'autres jeunes Français, qui allaient s'illustrer pendant les guerrse de la Révolution.

Ici se termine la correspondance intime de Philippe Devaux; ainsi que nous l'avons déjà rapporté, il se maria à Sainte-Gudule en août 1785.

***

De Vaux n'était pas installé à Bruxelles depuis longtemps quand éclatèrent les premières démonstrations de mécontentement contre les édits de Joseph II. Mais tout se bornait encore à des menaces. Les patriotes disaient qu'il fallait se compter : le 3 juin 1787 on commença à porter des cocardes en signe de ralliement. Les populations des provinces parlaient de venir à Bruxelles pour obtenir par une démonstration unanime le redressement de tous les griefs. On déploya des étendards, des corps de volontaires se formèrent, qui prirent l'uniforme.

A l'aide de souscriptions et de subsides qui lui étaient alloués par les Etats, Van der Noot organisa, tant bien que mal, un corps de volontaires, infanterie et cavalerie, qu'on laissa attaché ou, comme on disait, agrégé aux Serments de Bruxelles. Ces troupes faisaient journellement la parade sur les places publiques; elles montaient la garde par compagnies entières; les jardins des couvents leur servaient de plaine d'exercice. Leur organisation laissait sans doute beaucoup à désirer sous le rapport militaire, mais, pour l'usage auquel on les destinait, il suffisait qu'elles eussent des armes, des uniformes et des cocardes. Des démonstrations plus ou moins guerrières, mais surtout bruyantes, étaient tout ce qu'on attendait d'elles (1).

Philippe de Vaux et son frère Patrice offrirent leurs services, qui furent agréés. Philippe commanda le 2e bataillon des Volontaires agrégés aux cinq Serments, Patrice, les volontaires de Saint-Michel.

L'un et l'autre méritèrent par leur diligence et leur dévouement la reconnaissance des Bruxellois.

Lettre imprimée adressée à *Philippe Devaux* par les *syndics des Nations.*

Bruxelles, le 1er octobre 1787.

Monsieur,

Dans le tems que la nation portait au pied du Trône, par l'entremise de ses représentants, ses premières réclamations sur les atteintes diverses portées à sa constitution et à ses loix fondamentales, dans le moment que les innovations qui formaient le sujet de nos plaintes paraissaient avoir excité dans quelques esprits un violent retentissement contre ceux qu'ils croyaient les auteurs des malheurs publics et une effervescence, qui devaient justement faire craindre qu'on ne veut peut-être, à porter les choses à des excès toujours répréhensibles, quoique la Nation n'en eût pu être responsable, il était devenu impossible que les membres des *cinq serments* de cette ville pussent seuls y maintenir le calme et le bon ordre.

Dans cette perplexité, il fut résolu, afin de pourvoir plus efficacement à la sûreté publique, d'adjoindre à ces corps légaux et constitutionnels un

---

(1) *Gérard. Rapedius de Berg. T. I.*

nombre d'agrégés assez considérable et qu'ils pussent successivement suffire à la police journalière de la ville.

A la première invitation, des citoyens de tous les ordres, de toutes les conditions, animés, réunis par l'intérêt général et le désir du bien public, s'empressèrent à l'envie de concourir à l'exécution de ce généreux dessein.

Vous fûtes un des premiers, Monsieur, dans cette délicate et importante conjoncture, à signaler votre zèle et votre dévouement.

L'amour de l'ordre et de la patrie furent les motifs nobles et puissants qui vous portèrent à sacrifier, avec un désintéressement sans exemple, à la sécurité de vos concitoyens, non seulement le temps que vous pouviez dérober à vos délassements et à votre repos, mais encore les instants précieux à vos occupations privées les plus indispensables.

Vous avez procuré la tranquillité publique aux dépens de la vôtre, aux dépens de vos loisirs, de vos intérêts particuliers, de votre santée et même aux risques de vos jours.

La constance, l'exactitude, la régularité, la fermeté et la prudence avec lesquels vous avez acquitté jusqu'au dernier moment la tâche pénible que vous vous étiez imposée, vous seront dans tous les temps un honneur infini. Les efforts et les peines que vous vous étiez donnés pour prévenir toute espèce de désordre, ont été suivis d'un succès qui fera toujours l'éloge le plus magnifique de votre conduite et de celle de tous vos associés. Elle vous a concilié à jamais l'attachement, l'estime et la reconnaissance de tout ce qu'il y a de bons citoyens.

Il n'est personne, et le Gouvernement même vous rendra cette justice, que c'est à vos veilles assidues, à vos soucis infatigables que cette ville est redevable d'avoir été préservée des accidents funestes qu'on n'a pas pu prévenir dans quelques autres, et que des mal intentionnés n'auraient peut être pas été fâchés de voir naître et de favoriser, afin d'en tirer l'occasion de nuire autant qu'ils pourraient, à la réussite de la plus belle cause, à laquelle ils pressentaient bien que la justice et la bienfaisance du Monarque éclairé, qui nous gouverne, ne pourraient qu'être favorables.

La sagesse de votre comportement a rendu vaines d'aussi noires manœuvres et n'a pas peu contribué au salut de la patrie, en écartant loin de nous les horreurs qui eussent pu en être la suite.

Agréez, Monsieur, ainsi que votre corps, de notre part et de celle de nos constituans représentant toute la bourgeoisie de cette ville, les assurances sincères d'une gratitude sans bornes.

Soiez persuadé que jamais nous ne perdrons le souvenir des services que vous avez rendus à la chose publique. Puissent nos annales en perpétuer longtemps la mémoire. Que n'est-il en notre pouvoir, Monsieur, de reconnaître tant d'obligations d'une manière proportionnée à leur importance, mais vous en avez déjà recueilli la plus belle récompense.

L'honneur que vous vous êtes acquis, la douce satisfaction que vous éprouvez intérieurement, et l'affection de tous vos concitoyens en font le prix le plus flatteur, le plus digne de vous, et celui qui doit être le plus cher à vos cœurs. (1)

---

(1) *Cotée huit. Lettre imprimée adressée par les syndics des Nations. Bruxelles le 1er octobre 1787.*

Nous sommes, avec ces sentiments les plus distingués, Monsieur,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs.

Bruxelles, le 1er octobre 1787 *Les syndics des nations.*

Jean Joseph Jagermand; A. Vanderstricht; J. S. T. Brackmann; Henricus De Buijt; E. Adan; J. B. van Laer; J. F. van Campenhout; J. C. Schruers; J. B. van den Sande.

* * *

Vers récités à M. le capitaine *Philippe Devaux*, par un enfant sous l'habit de Mercure, en lui présentant une épée et une branche d'olivier à la fête que lui ont donnée les volontaires de la compagnie le *24 octobre 1787*.

Tous les Dieux ont fixé sur l'empire Belgique
Leurs regards les plus satisfaits;
Le courage patriotique
Excita toujours leurs bienfaits.
Brave Devaux, de la part de Minerve
Je vous apporte l'olivier
C'est le gage flatteur que sa bonté réserve
A la sagesse du guerrier.
Charmée aussi de votre vigilance
Elle veut que ce glaive en vos mains soit remis
Mais vous n'avez point d'ennemis.
Qu'il soit votre ornement et votre récompense. (1)

...ais en dépit de ces témoignages de sympathie, et peut-être même à cause de ces témoignages, de Vaux, qui, on doit s'en souvenir, avait porté l'uniforme autrichien, ne jugea pas prudent de demeurer plus longtemps dans les Pays-Bas. Après un court séjour à Paris, il alla se fixer à Nantes avec sa famille. C'est dans cette ville qu'il fit la connaissance de Dumouriez, alors maréchal de camp et commandant de Cherbourg. Quand éclata la Révolution, de Vaux suivit le général à Paris.

Mémoire relatif à la Révolution Belgique (collection de M. Mouton-Duvernet, petit-fils du général), *communiqué par le baron de Vaux-Tassilon.*

Le général Lavalette, ci-devant marquis, « qui s'exerçait déjà à ce rôle de dénonciateur dont il usa si bien, pour faire envoyer, après Devaux, le général La Marlière à l'échafaud, en attendant qu'il y montât lui-même en compagnie de Robespierre (2), le général Lavalette avait affirmé au cours du procès à Paris, devant le tribunal criminel extraordinaire, que l'hiver dernier, commandant dans la Belgique en 1788, le dit Devaux, ayant été employé par le parti

---

(1) *Pièce cotée sept. Imprimé.*

(2) *Premiers actes du tribunal révolutionnaire (22 mai 1793), page 104. Archives W. 271. Dossier 35, pièce 48; Bulletin, p. 163. (Communiqué par feu M. Rodolphe de Bailliencourt dit Courcol, St Omer 1891).*

patriotique, il l'a trahi d'une manière si indigne que lorsqu'il fut à Bruxelles, avec les armées de la République, on voulait le pendre... !

Philippe de Vaux qui, le 1er octobre 1787, avait reçu des syndics des nations à Bruxelles, les témoignages les plus flatteurs sur sa conduite, auquel des enfants avaient présenté, avec des vers de circonstance, une épée et une branche d'olivier, à la fête que lui donnèrent le 24 octobre 1787, les Volontaires de sa compagnie, publia un mémoire justificatif sur les mouvements préliminaires de 1788-1789.

On sait qu'ancien officier du régiment de Kaunitz, ancien major aux volontaires de Bruxelles (1787), major de la première Armée Belgique, il commanda la colonne qui s'empara de Lokeren, Saint-Nicolas et Gand. Il publia des notes sur cette incroyable aventure et se réfugia en France lors de l'arrestation du général Van der Mersch. De Vaux avait auprès de lui un certain Lafont, qui avait servi en 1787 dans les Volontaires agrégés au serment de Saint-Sébastien. Venu de Paris, en 1789, avec le major Philippe de Vaux, dont il devait être l'adjudant, il abandonna les patriotes à Saint-Nicolas, après le passage de l'Escaut (1).

Philippe de Vaux vivait donc paisiblement vers la fin de 1789, à Paris, avec sa chère femme Catherine Mechtler, qu'il aimait à l'adoration; leur jeune garçon, Charles Edouard, venait d'avoir trois ans. Son frère Charles, ex-capitaine au S. I. et R., qui avait eu le malheur de tuer en duel le capitaine Humbracht, obligé de se soustraire, par la fuite, aux lois sévères de Joseph II, contre le duel, condamné à mort, s'était réfugié à Paris et vivait dans leur intimité.

Le 19 octobre, Philippe reçoit de Hollande, une lettre ainsi conçue : « Venez vous joindre à vos braves compatriotes; nous avons vingt mille hommes armés, cent cinquante pièces de canon, une provision immense de munitions. L'armée se prépare à fondre sur les Pays-Bas Autrichiens, pour y reprendre les droits et privilèges dont l'Empereur nous a dépouillés. » Cette lettre émanait du comité insurrectionnel belge établi à Bréda, à proximité des frontières septentrionales (2).

---

(1) *Rapedius de Berg, par Gérard.*

(2) Les Français se faisaient de singulières illusions sur la portée de la Révolution Brabançonne. Camille Desmoulins, dans un élan d'enthousiasme pour les premiers succès de la Révolution en Brabant, avait accolé dans son journal, le nom de la France et celui du Brabant sous la même rubrique. Il s'était bien vite aperçu qu'il avait fait fausse route et il avait rayé de ses périodiques le nom de la Belgique, en déclarant que ces populations avaient une autre mentalité que la France révolutionnaire et n'étaient pas mûres pour la « liberté. »

L'Empereur Joseph II, en s'éteignant à Schoenbrünn, disait que l'insurrection des Belges était la cause de sa mort, qu'il ne comprenait pas que les Belges n'avaient pas saisi ses intentions, alors qu'il leur accordait spontanément des droits et des innovations pour la réussite desquels on s'égorgeait dans un pays voisin !

Dumouriez était déjà venu en Belgique à l'époque des premiers soulèvements contre le pouvoir autrichien et après un examen sérieux, il avait dû conclure qu'il n'y avait pas grand chose à faire dans les Pays-Bas Autrichiens, sinon « les engager à tâcher de s'entendre avec leurs anciens souverains ».

Séduit par ces alléchantes promesses, Philippe de Vaux quitte Paris et arrive à Bréda le 22 octibre, à 11 heures du matin; il a une entrevue avec Van der Noot, est présenté au Comité, prête le serment de fidélité exigé par les circonstances et reçoit le grade de major, pour servir sous le colonel *Spanoghe* et le lieutenant-colonel *Ransonnet!*

Etat de l'armée. — Malheureusement, il fallut déchanter dès les premiers instants. De Vaux s'attendait à arriver au milieu d'un corps respectable : l'immense armée, tant prônée, se décomposait comme suit : 200 jeunes gens au-dessous de l'âge de 15 ans; 300 soldats attirés par la promesse d'une haute paye, dont, d'après de Vaux, on les a souvent frustrés; 300 citoyens honnêtes, dupes de leur patriotisme et de leur crédulité. Il y avait là, au milieu de cette milice improvisée, 2 officiers et 4 sous-officiers qui avaient peu servi; l'armement se composait d'environ 500 fusils, dont 89 sans chiens, sans platines et 200 tellement rouillés qu'on n'en pouvait tirer aucun service. Cinq cartouches par homme et pas une seule pièce d'artillerie. Et c'est avec ces tristes moyens qu'on allait affronter l'excellente armée autrichienne, la meilleure de l'Europe, en ces moments critiques.

Le lieutenant-colonel Ransonnet fut bien vite hors cause; il se mit en marche avec 400 hommes armés tant bien que mal, s'empara de Lillo, contrairement à la volonté du Comité insurrectionnel; on s'en débarrassa en l'envoyant à Liége chargé « d'une mission importante »; le colonel Spanoghe, réduit à ses propres ressources, se découragea et abandonna également la partie, en laissant patauger les volontaires et leur chef Devaux à Santvliet, qu'ils occupèrent à diverses reprises; il est inutile de nous étendre sur la situation désespérante dans laquelle ces malheureux durent se débattre, par un temps affreux, aux environs d'un vieux fort abandonné, celui de Frédéric-Henri, sans feu, sans asile, sans paille, sans vivres, sans objets de couchage; enfin, au lieu de trente navires que l'on avait pompeusement annoncés, on passe l'Escaut sur dix petits bateaux ramenés de force par quelques volontaires avisés et on aborde en Flandre où l'on devait certainement recevoir le secours de 20,000 volontaires flamands, qui attendaient avec impatience leurs soi-disant libérateurs; ici nous laissons la parole à Philippe de Vaux.

Entrée en Flandre. — En abordant en Flandre, j'oubliai tout ce qu'il m'en avait coûté pour y arriver et quand je descendis sur le rivage, je crus faire le premier pas vers la victoire. A la nouvelle de mon arrivée, je m'attendais à voir une foule de patriotes et de frères. Je me mets donc en marche, mais de tous côtés, je n'aperçois que des hommes découragés et des visages consternés; la plupart, il est vrai, criaient à notre passage : *Vivent les Patriotes!* mais tout leur secours se bornait à ces vaines acclamations; dès que nous leurs proposions de prendre les armes, ils s'enfermaient chez eux et s'y tenaient cachés de peur d'être enrôlés de force. Et c'était là le zèle et le patriotisme que le Comité de Bréda m'avait promis! »

Marche vers Gand. — « Gand est le but de notre expédition. Gand, capitale de la Flandre, peuplée de soixante mille habitants et défendue par neuf cents hommes bien disciplinés. Le sort de la Révolution est attaché à la prise de cette ville : pour m'en emparer, je marche à la tête de huit cents volontaires, que l'on connaît déjà, mais que l'on va mieux connaître encore.

» Déjà nous approchions de Gand et durant la nuit nous poursuivions paisiblement notre marche; tout à coup, un cheval blanc, qui paissait librement dans une prairie, traverse la chaussée devant nous. A la vue de ce fantôme, deux cents de mes volontaires prennent la fuite, en jetant armes et bagages, pour échapper le plus promptement aux ennemis dont leur imagination les environne. Deux heures me suffirent à peine pour ramasser les armes et rallier les fuyards. Et c'était avec ces hommes que j'allais attaquer Gand!

» Cette terreur panique dérangea mon plan d'attaque. Je devais surprendre la ville au point du jour; il fallut renoncer à cet avantage dont on sent assez que j'avais grand besoin. A un quart de lieue de la ville, je dispose ma troupe pour former en même temps l'attaque des portes du Sas et de Bruges, et je détache trois cents hommes pour faire une fausse attaque à la porte d'Anvers.

» J'envoie en avant vingt-quatre hommes pour forcer la porte de Bruges, défendue par quinze Impériaux, sous les ordres d'un caporal. Au premier feu de mes vingt-quatre soldats, cinquante de mes volontaires sortent de leurs rangs, courent en désordre se joindre aux assaillants et commencent à tirer. Je vole à eux pour modérer ce zèle inconsidéré et mettre un peu d'ordre dans leur attaque. Mais qu'on se figure, s'il est possible, mon étonnement, lorsque j'aperçus derrière moi le reste de ma troupe qui, effrayée du feu de son avant-garde, se débandait et s'enfuyait en faisant feu sur nous! Ces fuyards courant à perte d'haleine, tiraient en détournant les yeux, les uns en l'air, les autres par terre, et la plupart sur leurs malheureux compagnons; six de ces derniers furent criblés de balles à mes côtés; et tandis que, me tournant vers mes soldats fugitifs, je m'efforçais par mes gestes et par mes cris de les rendre à l'honneur et à la raison, deux de leurs balles vinrent percer le pan de mon habit.

» Bientôt les premiers assiégeants se voyant placés entre le feu des ennemis et celui de leurs frères, se sauvent en désordre. Un pont très étroit, placé sur un canal que nous venions de traverser, nous séparait des fuyards; chacun se pousse et se heurte pour passer ce pont; la frayeur augmente la presse sur cet étroit passage, la foule renverse mon cheval, mes soldats me passent sur le corps, se culbutent les uns sur les autres, s'amoncèlent et,dans cette situation, continuent de recevoir le feu de leurs frères, tellement aveuglés par la crainte, qu'ils n'aperçoivent pas leurs malheureuses victimes.

» A la porte du Sas, l'attaque fut accompagnée du même désordre et suivie du même succès.

Prise de Gand. — « Cependant, comme les Impériaux s'étaient heureusement retirés après notre première décharge, mes vingt-quatre hommes d'avant-garde s'emparèrent de la porte, entrèrent dans la ville et furent suivis du petit nombre de ceux qui, en se débarrassant de la foule du pont, n'avaient pas pris la fuite.

» Peu après, plusieurs fuyards ayant appris notre entrée à Gand y revinrent un à un et se dispersèrent tellement dans tous les quartiers, qu'il me fut impossible de les rassembler. Plusieurs, disait-on, s'étant emparés des maisons voisines de la place, faisaient feu, par les fenêtres, sur les soldats de la garde; d'autres s'étaient postés aux croisées qui donnaient sur le Marché aux grains où il n'y avait pas d'ennemis; quelques-uns coururent sur la montagne de Saint-Pierre, où les Impériaux, qui occupaient le sommet, en tuèrent cinq ou

six; mais la plupart allèrent tranquillement se mettre en garnison chez leurs parents et chez leurs amis.

» Ainsi, au milieu d'une ville prise par un miracle inconcevable, je n'avais pas un soldat à mes ordres; pas un seul poste occupé, de sorte qu'il eût été difficile de décider si la ville était tombée en mon pouvoir ou si j'étais tombé au pouvoir de la ville.

» Je faisais cependant les derniers efforts pour rassembler ma troupe, afin de me fortifier dans un poste avantageux et de m'y préparer à une vigoureuse résistance, en attendant les secours que les Gantois m'avaient promis. Mais tous ces secours se réduisaient à quelques groupes de citoyens qui couraient par la ville sans ordre et sans but, et à quelques enfants qui dépavaient les rues. De mes huit cents hommes, la moitié avait pris la fuite à l'attaque des portes; l'autre était dispersée et confondue dans une population de soixante mille habitants. Il ne me restait, pour tous compagnons, que deux ou trois officiers. Telles étaient mes forces pour combattre neuf cents hommes postés avantageusement et bien disciplinés.

» Après le premier moment de confusion, j'espérais que le calme se rétablirait peu à peu, me ramènerait au moins une partie de ma troupe. Dans cette espérance, je cours au Marché aux grains, et n'y trouve qu'une foule de gens consternés dont les voix confuses m'adressent des plaintes amères sur le désordre auquel ils ne peuvent remédier. Seul, au milieu de cette multitude, j'écoute tout, je réponds à tout. Accablé de détails importants, j'ai mille ordres à donner et pas un seul homme pour les exécuter. Je vais, je viens, je me multiplie, je suis tout à la fois major, adjudant, caporal et soldat. Pour rassembler les débris de ma troupe, je fais sonner le tocsin et battre la générale. Je vole à la rencontre de tous les volontaires que j'aperçois; mais chacun d'eux répond à mes exhortations : « Nous en avons assez fait, que les Gantois » fassent le reste ». Et les Gantois ne faisaient rien et le désordre augmentait à chaque instant.

» Tandis qu'une partie des patriotes, se croyant au bout de leurs travaux et enivrés d'une joie qui ne pouvait que leur devenir fatale, consumaient imprudemment leurs cartouches en signe de réjouissance, les autres, se précipitant dans les maisons proscrites par les partisans de la cause publique, y portaient l'incendie et le pillage. Ces excès, qui convenaient plutôt à une populace effrénée qu'à une troupe de patriotes, portèrent le désordre à son comble et la consternation devint générale. Indigné de cette affreuse licence, à laquelle il m'était impossible de remédier, j'avais encore la douleur de m'entendre accuser, par quelques habitants, du désastre de leur ville. Au milieu de ce bouleversement général, je tentai un dernier effort pour rallier mes volontaires; mais, voyant qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient se réunir et n'ayant plus de corps à commander, je prévis dès lors la nécessité prochaine d'abandonner un poste que je n'avais accepté que pour y acquérir de la gloire et qui ne m'offrait plus désormais qu'une perspective déshonorante.

» Certes l'on n'attribuera pas ma retraite à la crainte du danger; il ne s'est présenté qu'une fois, c'était à l'attaque de la porte de Bruges; là j'ai paru à la tête de ma troupe et je la prends à témoin de la contenance que j'y ai faite. Une fois entré dans la ville, le péril n'était plus rien. Cent maisons m'ont été ouvertes; j'aurais pu, comme mes soldats, profiter de ces offres mais cette conduite ne pouvait convenir à un commandant responsable de l'honneur

de son corps; j'aimais mieux, durant tout le jour que je passai à Gand, parcourir tous les quartiers de la ville, dans l'espoir de rassembler ma troupe. Les Gantois peuvent attester qu'ils m'ont entendu crier vingt fois que si l'on pouvait réunir cinquante volontaires, j'irais à leur tête attaquer sur-le-champ les casernes de Saint-Pierre, où les Impériaux s'étaient retirés. Un chanoine (1) entre autres, me dit qu'il osait se flatter de mes les amener. Je lui indiquai l'endroit où j'allais l'attendre; mais une heure après, il revint seul, consterné du désordre universel. »

Retraite de Philippe de Vaux. — « Ne voulant pas être responsable des égarements d'un corps qui, n'écoutant plus la voix de son chef, n'existait plus pour moi, je crus enfin que l'honneur m'ordonnait de me retirer.

» En quittant la ville de Gand, j'avais pris le chemin de Breda; à peine pouvais-je trouver à me loger sur la route; toutes les auberges du Sas, de Gand, de Hulst et de Berg-op-Zoom regorgeaient de mes fuyards, qui, le matin s'étaient sauvés au bruit de l'attaque. Plusieurs de ces déserteurs, pour excuser leur fuite, eurent l'impudence de publier qu'ils n'avaient quitté Gand que parce que le commandant l'avait abandonné, tandis qu'il est publiquement notoire qu'ils avaient fui devant l'attaque, et que je ne suis sorti que huit heures après la prise de cette place.»

Arrivée à Bréda. — « En arrivant à Bréda, je me présente au Congrès qui était alors assemblé. On me fait répondre qu'on ne veut point m'entendre et qu'on n'a rien à me dire! Je fais dire au Comité que j'ai les choses les plus importantes à lui communiquer. J'en reçois la même réponse. Aussitôt je marche vers l'Assemblée. Les honorables membres qui, par les fenêtres du jardin, me voient approcher, ferment la porte et la barricadent de leurs genoux et de leurs épaules pour m'en interdire l'entrée. J'enfonce la porte et fait reculer les défenseurs. Le regard assuré, le front calme et tranquille, au milieu de tous ces visages étonnés, je fais le rapport détaillé de mon expédition; je le remets, écrit de ma main, à M. Van der Noot, tel que je le présente aujourd'hui; puis, me tournant vers cette Assemblée coupable, qui lisait dans mes yeux sa condamnation : « Je vous l'avais prédit, m'écriai-je; vous manquez la » Révolution par votre inexpérience et par votre mauvaise foi; mais vous me » répondrez un jour de la conduite étrange que vous avez tenue à mon égard. »

» Je pourrais leur dire aujourd'hui, et qu'auraient-ils à me répondre? : « Vous êtes responsables envers vos malheureux concitoyens de toutes les libertés ravies, de toutes les fortunes détruites, de toutes les réputations déchirées, de tout le sang répandu: heureux encore si vous ne l'êtes pas de la perte du pays! »

» Aussitôt je les quittai, en leur donnant la démissoin d'une place dans laquelle ils m'avaient trop longtemps compromis, et je partis de Breda pour revenir à Paris. »

Hélas! de nouvelles et cruelles épreuves l'y guettaient (2).

---

(1) Il parait étonnant de voir un militaire s'adresser à un ecclésiastique et lui confier le soin de rassembler des soldats; mais ceux qui savent que la religion était un des premiers mobiles de la révolution, ne seront pas surpris de me voir employer un moyen qu'on aurait trouvé bon s'il m'avait réussi.

(2) De Vaux s'était, à notre avis, trop pressé de quitter Gand; il est obligé

De retour à Paris, de Vaux fréquenta les salons des Constitutionnels et s'ngagea dans la Garde Nationale. Voici son brevet, tiré des archives nationales.

BREVET DE GARDE NATIONALE

Département de Paris *5e Légion* *10e Bataillon de l'Oratoire*

Compagnie Martin

Nous soussignés, déclarons et attestons à qui il appartiendra que M. Philippe Devaux, natif de Bruxelles (Brabant), âgé de trente et un ans, de la taille de cinq pieds, quatre pouces — lignes, cheveux et sourcils bruns, visage long, front élevé, yeux bruns, nez aquilin, bouche moyenne, s'est fait enregistrer le premier juin Mil sept cent quatre vingt onze et sert en qualité de fusilier volontaire, dans la Garde nationale de Paris et qu'il a juré d'être fidèle à la Nation, à la Loi, au Roi, et de maintenir de tout son pouvoir la Constitution et les Décrets de l'Assemblée nationale sanctionnée et acceptée par le Roi.

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent brevet d'inscription pour lui servir et valoir ce que de raison.

A Paris, le vingt trois juillet 1792.

CARTIER
Capitaine de la dite Compagnie.

Vu par nous Commandant

FREVILLIERS
Commandant en chef.

L'ETANG
Adjudant-major du Bataillon.

(Archives nationales W. 1. b. 271).

Il est permis de supposer que de Vaux attendait avec impatience le moment où il serait appelé sur un terrain plus digne de sa valeur.

Dumouriez ne l'avait pas perdu de vue, et dès qu'il fut nommé à l'armée du Nord, le général s'empressa d'appeler auprès de lui, pour lui servir d'aide de camp, le jeune officier dans lequel il avait su reconnaître du premier coup de brillantes qualités.

---

de l'avouer au cours de son récit, dans sa brochure justificative. « Ma retraite fut suivie, dit-il, deux jours après, d'une révolution inattendue; elle fut le fruit du désespoir des Gantois, poussés à bout par la garnison autrichienne et secourus de tous côtés par des renforts de patriotes. Par quelle fatalité, à la veille de la réunion générale, ai-je été privé des plus légers secours? Si, dès le premier instant, je les eusse trouvé chez les Gantois, j'aurais épargné tout le sang qu'ils ont versé pour affranchir leur patrie; je n'aurais pas été frustré de la gloire que j'avais si chèrement acquise dans cette expédition; et le comité de Bréda ne m'eut pas vu paraître au milieu de lui, pour le confondre par des reproches qu'il n'avait que trop mérités. » *Mémoires justificatif de Ph. de Vaux).*

Les états de service (1) de Philippe de Vaux en font foi, ainsi que les lettres qu'on va lire.

Anvers, le 20 février 1793, l'an 1er de la République Française.

Le Général Dumouriez au citoyen Beurnonville
Ministre de la guerre,

J'apprends, citoyen ministre, que vous avez adressé une lettre circulaire à tous les régiments avec ordre aux chefs de vous envoyer la liste de tous les officiers supérieurs avec les motifs de leur absence.

Ne soyez pas surpris, si vous apprenez que le citoyen Devaux, lieutenant colonel au 17e régiment ne s'y trouve point.

J'ai jugé nécessaire au bien du service de le tirer de son régiment pendant la campagne de la Belgique, pour l'attacher à mon état major qui était très incomplet. Il a fait le service d'adjudant général d'une manière très pénible pendant toute la campagne, et le ministre Pache à qui j'avais demandé pour lui un brevet de colonel adjudant général, m'avait promis de lui conférer ce grade.

Aujourd'hui que mon état major est réduit à un seul adjudant général et que je manque absolument d'officiers qui puissent me seconder dans mon entreprise en Hollande, le citoyen Devaux m'est devenu plus néecssaire, et je vous prie de m'envoyer pour lui, le brevet de colonel adjudant général.

Le Général en chef
(Signé) DUMOURIEZ.

Du 13 décembre 1912, l'an 1er de la République.

Demandes rappelées au Ministre par le maréchal de camp Thouvenot.

1°) Les grâces demandées pour les officiers qui se sont bien conduits à Jemmappes.

2°) Un brevet de lieutenant colonel dans la cavalerie ou les dragons pour le citoyen Beaucard capitaine des guides de l'armée de Belgique, ce citoyen est le seul des gardes du corps du ci devant Monsieur qui soit resté fidèle, il a, par ses campagnes de guerre, près de 47 ans de services. Je demande pour lui les bontés du Ministre.

3°) Je rappelerai au Ministre qu'il y a peu d'adjudants généraux à l'armée de la Belgique; que le citoyen Vaupeland vient de passer à l'armée de Biron et que le brevet de colonel adjudant général a été demandé pour les citoyens Devaux et Barrois. Je les demande de même au Ministre.

(Signé) THOUVENOT (1).

---

(1) *Devaux (Philippe)* (sans autres indications).

Détail des services. Adjoint à l'état-major du général en chef Dumouriez (sans date). — 2e lieutenant colonel du 17e régiment d'infanterie le 26 octobre 1792 et détaché à l'état-major du Général Dumouriez, où il remplit les fonctions d'adjudant général, — Mis en état d'arrestation, le 5 avril 1793. — Condamné à mort et exécuté, le 26 mai 1793.

Campagnes : 1792 et 1793, armées du Nord et de Belgique.

(*Ministère de la Guerre de la République Française. Archives administratives.*)

(2) *République Française. Arch. guerre.*

L'Arrestation

On a vu comment le général Miaczynski s'était laissé prendre à Lille. Cette place perdue pour lui, Dumouriez tenta du moins de rappeler à lui les 5,000 hommes qui campaient sur les glacis. Il confia l'entreprise à Philippe de Vaux, qu'il nomma maréchal de camp. de Vaux quitta Saint-Amand le 4 avril de grand matin, gagna sans obstacle le faubourg de la Madeleine et ordonna au colonel du 6e dragons de se tenir prêt à partir pendant la nuit. Macdonald était à Lille, mais de Vaux comptait sur lui; ils avaient fait côte à côte la campagne de l'Argonne et s'étaient liés d'une étroite amitié. de Vaux, fatigué, se rendit au logement de Macdonald, se jeta tout habillé sur le lit et s'endormit profondément. A huit heures du soir, la porte s'ouvre, il s'éveille, voit entrer Macdonald et se jette dans ses bras, mais Macdonald le repousse doucement: « Mon ami, lui dit-il, je ne sais ce qu'on te veut, mais j'ai ordre de t'arrêter. »

Le général de brigade Lavalette, qui commandait à Lille, avait été prévenu de l'arrivée de de Vaux et avait envoyé à sa recherche pour l'arrêter, un détachement du 13e chasseurs à cheval, commandé par le capitaine Colin, qui rentra bredouille. Lavalette chargea Macdonald d'appréhender de Vaux. Il suspectait le civisme du colonel de Picardie : « Vous parlez, lui dit-il, de votre patriotisme; je veux bien vous croire, mais ce soir même vous irez en personne vous saisir de de Vaux ». Macdonald partit vers 9 heures et fit conduire de Vaux à Lille sous la garde d'un peloton du 6e dragons (1).

L'aide de camp de Dumouriez fut conduit à l'Hôtel de Ville, interrogé et fouillé. On trouva sur lui l'ordre du général. Connaissiez-vous sa trahison? lui demanda Lavalette. « Non, répondit de Vaux, je suis officier et je ne sais qu'obéir aux ordres de mon chef. »

Le 9, les commissaires de la Convention près des Armées du Nord et des Ardennes, le firent conduire à Paris où il fut écroué à l'Abbaye. Voici la lettre qui perdit de Vaux.

Dumouriez à Philippe de Vaux,

Il est ordonné à toutes les troupes qui étaient sous le commandement du général Miaczynski, et qui sont actuellement sous Lille, d'en partir sur le champ pour se rendre aux ordres du maréchal de camp Philippe de Vaux.

A St-Amand, le 4 avril 1793.

Le général en chef de l'armée,
(Signé) DUMOURIEZ.

---

(1) Dans ses Mémoires, Macdonald a passé sous silence ce douloureux épisode. Les ordres dont il était porteur étaient ainsi conçus :

Les autorités civiles et militaires de la ville de Lille ordonnent au colonel Macdonald d'arrêter le colonel Devaux. Le conseil général, sûr des sentiments patriotiques du colonel Macdonald et de la troupe qui est à ses ordres, est bien convaincu que le colonel prendra tous les moyens possibles pour faire arrêter le colonel Devaux et que, dans aucun cas, il n'adhérera point aux propositions ni aux ordres qui pourraient lui être donnés de la part du général Dumouriez. 4 avril 1793.

Procés-verbal de saisie et d'inspection d'effets

Ce jourd'huy sept mars (avril) mil sept cent quatre-vingt treize, deuxième de la République française, nous, *Charles Hallette*, juge de paix, officier de police du premier arrondissement de Lille, accompagné du citoyen *Racine*, gendarme de Lille, et du citoyen *Lecacheur*, domestique du lieutenant général *De Vaux*, détenu au petit hôtel, remis par nous au concierge de cette maison, nous sommes transportés au faubourg des malades où, après cinq heures d'attente, nous avons, au nom de la loy, requis *Rewalz*, mestre au septième régiment de dragons, de nous ouvrir son caisson et de nous remettre les meubles et effets à lui confiés par le citoyen *Martin*, lieutenant au 7e régiment de dragons, ce à quoi il a enfin obtempéré et en ayant requis au nom de la loy, nous a remis une selle anglaise, trois porte-manteaux, une couverture de cheval, dont nous lui avons délivré récépissé; en présence du dit Lecacheur, et procédant à l'inventaire des meubles, effets et objets suspects contenus en iceux, n'avons dans le premier trouvé que des objets de corps et dans un écritoir de cuir noir six pièces écrites que nous avons numérotées et cotées depuis le nº 1 jusques à et compris le nº 6. Procédant ensuite à l'ouverture du second porte-manteau, n'y avons rien trouvé qui nous parut indiquer les traces de la perfidie, le porte-manteau étant rempli d'objets nécessaires au corps.

Avons ensuite vu et examiné le troisième porte-manteau que le dit citoyen *Lecacheur* nous a déclaré lui appartenir, n'y avons trouvé que des hardes et effets appartenant au corps du dit *Lecacheur*, excepté un paquet de papiers renfermant six pièces imprimées ou écrites que nous avons numérotées et paraphées depuis le nº 1 jusqu'à y compris le nº 6 cotées. Ayant ensuite procédé aux autres effets n'y avons rien trouvé.

Fait le présent procès-verbal au secrétariat du district les jour, mois et an ci-dessus.

Signé *C. Hallette.*

Avons à l'instant, en présence des citoyens *Racine*, *Lecacheur*, mis les dites douces pièces cotées et paraphées sous une enveloppe cachetée du cachet du Procureur sindic n'ayant pas le nôtre dans le moment et ont après lecture signé avec nous les dits *Racine* et *Lecacheur.*

Signé. *Lecacheur*, *Racine*, *Ch. Hallette.*

Décret

La Convention nationale décrète que l'adjudant-général *Devaux*, détenu à Lille, sera traduit par devant le tribunal criminel extraordinaire.

Visé par l'inspecteur,
(Signé) DELALOY.

Collationné par nous, président et secrétaires de la Convention nationale, à Paris, le neuf avril, mil sept cent quatre-vingt treize.

Signé : *G. Romme*, président; *J.-Ph. Garran*, *L.-M. La Réveillère-Lepeaux*, *G.-B. Boyer-Fonfréde*, secrétaires.

Au nom de la République, le conseil exécutif provisoire mande et ordonne à tous les corps administratifs et tribunaux que la présente loi, ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher et exécuter dans leurs départements et ressorts respectifs.

En foi de quoi nous y avons apposé notre signature et le sceau de la République.

A Paris, le neuvième jour du mois d'avril mil sept cent quatre-vingt treize, l'an second de la République française.

Signé, *Gohier*, président du conseil exécutif provisoire; contre-signé, Gohier, et scellé du sceau de la République, certifié conforme à l'original. Signé, *Gohier*.

Lue et publiée à l'audience publique du tribunal criminel extraordinaire et consignée dans le registre le dix avril mil sept cent quatre-vingt treize, l'an second de la République française.

Pour copie conforme,
N. G. FABRICIUS, greffier.

A Lille le 9 Avril 1793, l'an second de la République

Les représentants de la nation, députés de la Convention nationale aux armées du Nord et des Ardennes.

Nous requérons le commandant de la ville de Lille de faire traduire dans les prisons de Paris le colonel *Devaux*, adjudant, à présent dans la ville de Lille, comme fauteur de la trahison de Dumouriez et envoyé par lui pour prendre le commandement de la division de Maziensky (sic).

Signé : P.-J. DUHEM et GASPARIN.
Pour copie conforme à l'original,
Le commandant temporaire de Lille,
J. CHEVALLEAU-BOISWAGON.

Lille le 9 Avril 1793, l'an 2e de la République

Le commandant temporaire de la place de Lille au président de la Convention nationale.

Citoyen Président,

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'en vertu de la réquisition des citoyens Duhem et Gasparin, représentants de la nation, députés de la Convention nationale aux armées du Nord et des Ardennes, j'ai fait partir aujourd'hui, à onze heures du soir, le citoyen *Philippe Devaux*, colonel-adjudant-général, sous l'escorte d'un brigadier et deux gendarmes nationaux, pour être conduit dans les prisons de l'abbaye à Paris et y être mis au secret.

Le brigadier de la gendarmerie nationale a ordre de remettre à la Convention un paquet cacheté contenant les papiers qui ont été saisis sur lui et dans ses effets.

J. CHEVALLEAU-BOISWAGON.

Renvoyé au Comité de Salut public, séance du 11 avril, l'an 2.
G. ROMME.

Bureau des Décrets du Département de la justice

Exécution des décrets d'accusation et mandats d'arrestation.

Du 23 avril 1793, l'an second de la République française.

Je vous adresse, citoyen accusateur public, l'état des pièces relatives à l'*adjudant-général Devaux*, dont je vous prie de m'accuser la réception au bas de l'extrait du registre des arrêtés du Comité de Salut public, qui contient l'état de ces papiers.

Le Ministre de la Justice,
GOHIER.

ETAT DES PAPIERS

Lettre du commandant temporaire de Lille, du 9 avril.

Copie certifiée par le dit commandant, de la réquisition des Représentants de la Nation, députés aux Armées du Nord et des Ardennes, du 9 avril.

Le procès-verbal, dressé par le citoyen Hallette, juge de paix de Lille, de l'ouverture des porte-manteaux du dit *Philippe Devaux* et les pièces jointes au nombre de douze, en deux séries cotées et paraphées. Le dit procès-verbal daté par erreur du 7 mars au lieu du 7 avril.

Une lettre datée de Lille, du 29 mars, commençant par ces mots : « Brave Général, et finissant par une apostille, signée le Général de Division: Duval. »

Un ordre du général en chef Dumouriez du 4 avril, pour mettre les troupes qui étaient commandées par Miaczynski, aux ordres de *Philippe Devaux*.

Ces deux dernières pièces paraphées par le président du Comité, comme trouvées sous la même enveloppe que le procès-verbal.

Enfin un paquet contenant un portefeuille de maroquin rouge, dans lequel sont renfermés divers papiers et effets appartenant au dit *Philippe Devaux*. lequel paquet, après avoir été décacheté, a été couvert d'une enveloppe sous le cachet du comité.

Acte d'accusation

Antoine-Quentin *Fouquier-Tinville*, accusateur public au tribunal criminel extraordinaire et révolutionnaire, établi à Paris par décret de la Convention nationale du 10 mars 1793, l'an deuxième de la République, sans aucun recours au tribunal de cassation, en vertu du pouvoir à lui donné par l'article deux d'un autre décret de la Convention du 5 avril suivant portant que l'accusateur public du dit tribunal est autorisé à faire arrêter, poursuivre et juger sur la dénonciation des autorités constituées ou des citoyens,

Expose : Que, le 4 avril dernier, *Philippe Devaux*, colonel adjudant général de l'Armée du Nord, s'est chargé d'un ordre de Dumouriez ci-devant général en chef de la dite armée portant : *Il est ordonné à toutes les troupes qui étaient sous le commandement du général Miaczynski et qui sont actuellement sous Lille d'en partir sur le champ pour se rendre aux ordres du maréchal de camp Philippe Devaux;* le dit ordre daté de Saint-Amand, le dit jour, quatre avril. Signé : *le général en chef de l'armée, Dumouriez.* »

Qu'il s'est rendu au camp de la Madeleine sous Lille, où étaient les troupes ci-devant commandées par Miaczynski, pour en prendre le commandement, conformément à l'ordre dont il était porteur; que le commandant de la ville de Lille, ayant été prévenu de la délivrance de l'ordre et de l'intention où était le dit *Devaux* de l'exécuter, il commanda un détachement de cavalerie pour se transporter au faubourg de Lille, dit des « Malades », à l'effet de se saisir de la personne du dit *Devaux;* que le commandant du détachement ayant rapporté à celui de la ville de Lille qu'il n'avait point trouvé le dit *Devaux* au faubourg des « Malades », ce commandant chargea le colonel du deuxième régiment d'infanterie, commandant alors le camp de la Madeleine (1), qui se trouvait alors à Lille, de faire l'arrestation du dit *Devaux;* que le colonel partit de Lille vers huit ou neuf heures du soir et se rendit à son camp, où il trouva le dit *Devaux*, qui était arrivé vers les quatre heures, l'arrêta et le conduisit à Lille vers le minuit et, après avoir été interrogé, fut conduit dans une maison d'arrêt de la dite ville.

Que le neuf avril dernier les commissaires de la Convention près les armées du Nord et des Ardennes ont requis le commandant de la ville de Lille de faire traduire dans la prison de Paris le dit *Devaux*, comme *fauteur de la trahison de Dumouriez et envoyé par lui pour prendre le commandement de la division de Miaczynski.*

Que le même jour de cette réquisition le commandant de Lille a fait conduire à Paris le dit *Devaux*, où il a été mis dans la maison d'arrêt dite « L'Abbaye » et renvoyé par devant le tribunal par décret de la Convention du sept avril dernier; et les pièces concernant ce prévenu ont été envoyées par le Ministre de la Justice à l'accusateur public le vingt-trois avril dernier; que le dit *Devaux* a été interrogé par un des juges du tribunal et qu'il a été reçu par l'un des dits juges différentes déclarations de témoins.

Qu'examen fait par l'accusateur public de toutes les dites pièces, il en résulte que lorsque les commissaires de la Convention, porteurs du décret qui mandait Dumouriez à la barre, arrivèrent aux bains Saint-Amand, ils firent ordonner à tous les officiers de l'état-major de se transporter chez Dumouriez, où les commissaires étaient ainsi que le Ministre; qu'aussitôt les officiers rassemblés, au nombre desquels était le dit *Devaux*, les dits commissaires notifièrent à Dumouriez le dit décret; que le dit *Devaux* a su l'arrestation qu'a fait faire Dumouriez des commissaires de la Convention et du Ministre de la Guerre, qui a eu lieu le premier avril dernier et que tout indique même que *Devaux* a concouru à cette arrestation, puisqu'il faisait partie des officiers de l'"état-major, qui étaient avec Dumouriez au moment qu'il a fait le signe de faire cette arrestation; que, depuis cette arrestation, il est resté constamment près le dit Dumouriez, quoique ce dernier ne fût plus général des troupes de la République dont il avait trahi les plus chers intérêts, ainsi qu'il en eut connaissance par la notification qui a été faite en sa présence au dit Dumouriez par les commissaires de la Convention du décret qui le mandait à la barre et lui ôtait le commandement; et, enfin, a reçu de cet ex-général un ordre qu'il a exécuté, en se rendant au camp de la Madeleine sous Lille, pour y prendre le commandement des troupes qu'avait ci-devant Miaczynski, dont le dit *Devaux* savait l'arrestation et les causes qui l'avaient déterminée; que, rendu au camp et sans avoir notifié l'ordre

---

(1) *Macdonald*, plus tard duc de Tarente et maréchal de l'Empire.

dont il était porteur au commandant par intérim, il commanda des dragons de se tenir prêts à faire un mouvement dans la nuit, lesquels se mettaient en mesure pour exécuter ce commandement, lorsque le commandant en chef par interim est arrivé; que le but de Dumouriez en donnant cet ordre à *Devaux* était de faire retirer les troupes du camp de la Madeleine, où il savait qu'il ne pouvait plus en tirer parti pour l'exécution de ses projets perfides et de les rapprocher de lui pour tâcher d'engager ces braves troupes dans son parti; qu'au moment où *Devaux* s'est chargé de cet ordre il savait que Dumouriez n'avait plus de caractère pour en délivrer de semblables, en supposant que les circonstances dans lesquelles il se trouvait, étant près de Dumouriez, l'ayant forcé à s'en charger, rien ne le contraignait à exécuter le dit ordre, toutes les voies possibles lui étaient ouvertes pour s'en dispenser; mais, au lieu de chercher à s'en dispenser, il s'est empressé de se rendre au camp de la Madeleine, et, sitôt arrivé, il commande les troupes pour décamper dès la nuit même, ce qui ne permet plus de douter que le dit *Devaux* fût complice de la trahison de Dumouriez et qu'il cherchait à favoriser les projets de ce dernier par tous les moyens qui étaient en son pouvoir.

D'après l'exposé ci-dessus, l'accusateur public a dressé la présente accusation contre *Philippe Devaux*, colonel adjudant général de l'armée du Nord, pour avoir méchamment, et à dessein, coopéré à la trahison de Dumouriez, approuvé sa rébellion et ses principes anti-républicains, en se chargeant et mettant à exécution les ordres de ce traître; ce qui est contraire à *la loi du quatre avril dernier* et aux *articles quatre*, *section première*, et *cinq*, *section deux*, *du titre premier* du Code pénal; en conséquence, l'accusateur public requiert qu'il lui soit donné acte de l'accusation par lui portée contre le dit *Philippe Devaux*; qu'il soit ordonné qu'à sa diligence, et par un huissier du tribunal porteur de l'ordonnance à intervenir, le dit *Devaux* soit pris au corps et transféré sous bonne et sûre garde de la maison d'arrêt dite de l'Abbaye, où il est actuellement détenu, en celle de justice de la conciergerie du Palais à Paris, où il sera écroué sur les registres d'icelle, comme aussi que la dite ordonnance sera notifiée à la Municipalité de Paris.

Fait au cabinet de l'accusateur public le dix-huit mai mil sept cent quatre-vingt treize, l'an second de la République.

FOUQUIER-TINVILLE.

Le tribunal, faisant droit sur le réquisitoire de l'accusateur public, lui donne acte de l'accusation par lui portée contre *Philippe Devaux;* en conséquence, ordonne qu'à la diligence du requérant et par un huissier du tribunal porteur de la présente ordonnance, le dit *Devaux* sera pris au corps et transféré, sous bonne et sûre garde, de la maison d'arrêt dite de l'Abbaye, où il est actuellement détenu, en celle de la justice de la conciergerie du Palais à Paris, où il sera écroué; comme aussi que la présente ordonnance sera notifiée à la Municipalité de Paris.

Fait et jugé au tribunal, le dix-huit mai mil sept cent quatre-vingt treize, l'an second de la République, par les citoyens Jacques-Bernard-Marie Montané, *président*, Etienne Foucault, Etienne-François-Christophe Dufriche de la Madeleine et Christophe Roussillon, juges du tribunal qui ont signé.

MONTANE, FOUCAULT,
DUFRICHE DE LA MADELEINE,
ROUSSILLON, N.-G. FABRICIUS.

L'adjudant général *Philippe Devaux* à *Fouquet-Stainville* (sic), accusateur public.

J'ai l'honneur de vous adresser, citoyen, les noms des personnes que je désire être appellées à ma décharge.

Je voudrais que toute l'armée fût à Paris, pour rendre témoignage de ma conduite militaire pendant la pénible campagne que nous venons de faire, mais je suis forcé de m'en tenir à ceux qui sont ici.

Salut et fraternité,

PHILIPPE DE VAUX.

Témoins au procès *Philippe Devaux*, adjudant général à l'Armée du Nord, prévenu de complicité dans la défection du général en chef Dumouriez :

A charge : Bonnaire, Louis, lieutenant au 6e régiment de chasseurs à cheval, commandant temporaire du poste de Pont-à-Marcq, ayant élu domicile à Paris, au Ministère de la Guerre, âgé de 48 ans.

Macdonald, colonel du 2e régiment d'infanterie, commandant par intérim sous Lille, ayant élu domicile à Paris, au Ministère de la Guerre.

Lavalette, Louis-Jean-Baptiste, général de brigade, commandant de Lille, demeurant à Lille, de présent à Paris, rue Saint-Honoré, n° 320, vis-à-vis des piliers des Halles, section des gardes françaises, 40 ans.

Des Toudy, Jean-François, officiel municipal, demeurant à Paris, rue des Bons-Enfants, Hôtel d'Angleterre, âgé de 58 ans.

Van Touron (ou *Van Thourout)*, Félix-Joseph, administrateur du district de Lille, y demeurant, de présent à Paris, rue des Bons Enfants, Hôtel d'Angleterre, âgé de 39 ans.

Collin, Claude-Antoine, capitaine au 13e régiment de chasseurs à cheval, demeurant à Lille, place de la Liberté, Hôtel d'Orléans, âgé de 38 ans.

Saint-Georges, Joseph, colonel au 13e régiment de chasseurs, demeurant à l'armée et à Paris, rue des Filles Saint-Thomas, âgé de 46 ans.

Duval, Blaise, général de division, demeurant à Arras, âgé de 53 ans.

Témoins à décharge : Miranda, général de division, demeurant à Paris, rue du Colombier, Hôtel de Saxe.

Harville, Auguste, général de division, 44 ans, demeurant rue Saint-Dominique.

Stengel, Henri, général de brigade, 46 ans, détenu à la conciergerie du Palais.

Blondeau, Nicolas, tenancier hôtel garni, 49 ans, rue Croix des Petits Champs, Hôtel D'Auphine.

Girolle, Jean-Antoine, marchand tablettier, 54 ans, rue du Coq Saint-Honoré, maison du grand balcon.

Jacques, Pierre, chirurgien de la garde nationale, 33 ans, rue du Coq Saint-Honoré, maison du grand balcon.

Quentin, Jean-François-Joseph, secrétaire de l'état-major de l'armée du Nord, à l'armée.

Drouet, Jean-Baptiste, 30 ans, député à la Convention nationale, à Sainte-Menehould, à Paris, rue Faronne, Hôtel Caramée (?).

Convocation du juré de jugement

Nous Pierre-Urbain Deguigné, huissier-audiencier au tribunal, demeurant quai de la République, section de la Fraternité, avons signifié, en vertu de l'ordonnance du citoyen président du tribunal criminel extraordinaire et révolutionnaire, établi au Palais à Paris, par la loi du 10 mars 1793, sans aucun recours au tribunal de cassation,

1° Au citoyen *Dumont*, demeurant à Paris, rue Cloche Perche, n° 13.
2° Au citoyen *Copin*, demeurant à Paris, rue du Monceau-St-Gervais.
3° Au citoyen *Jourdeuil*, demeurant à Paris, rue de la Harpe, n° 157.
4° Au citoyen *Follot*, demeurant à Paris, rue Saint-Thomas du Louvre, n° 28.
5° Au citoyen *Ganney*, demeurant à Paris, rue Geoffroy Lamsil (?).
6° Au citoyen *Hottinguer*, demeurant à Paris, rue Jean Pain Mollet n° 12.
7° Au citoyen *Brochet*, demeurant à Paris, rue St-André des Arts, n° 43.
8° Au citoyen *Chrétien*, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Marc.
9° Au citoyen *Duplaix*, demeurant à Paris, Cour du Commerce.
10° Au citoyen *Samtex* (?), demeurant à Paris, rue de Grenelle St-André.
11° Au citoyen *Gaudin*, demeurant à Paris, rue de la Harpe.

Les citoyens susnommés composant le tableau de juré de jugement, qui doivent donner leur déclaration sur l'acte d'accusation dressé par le citoyen accusateur public contre le général *Devaux;* en conséquence, ils ayent à se trouver mardy prochain, vingt-un du présent mois, huit heures du matin, dans le lieu à ce destiné au dit tribunal séant au Palais ou siégeait ci-devant le tribunal de cassation.

Vu à Paris, le 18 may 1793.

DEGUIGNE.

BULLETIN DU TRIBUNAL CRIMINEL REVOLUTIONNAIRE

Etabli au Palais, à Paris, par la loi du 10 mars 1793, pour juger, sans appel, les conspirateurs.

Audience du mercredi 22 mai 1793.

Affaire Devaux

Interrogé de ses noms, surnoms, âge, qualité, lieu de naissance et de demeure, a répondu se nommer *Philippe Devaux*, âgé de 32 ans, colonel adjudant général des armées de la République, natif de Bruxelles, demeurant ordinairement à *Nantes.*

Il résulte de la lecture de l'acte d'accusation dressé par Antoine-Quentin *Fouquier-Tinville*, accusateur public, que, le 4 avril dernier, *Philippe Devaux*, colonel adjudant général de l'armée du Nord, s'est chargé d'un ordre de Dumouriez, ci-devant général en chef de la dite armée, portant : « *Il est ordonné à toutes les troupes qui étaient sous le commandement du*

général Miaczynski, et qui sont actuellement sous Lille, d'en partir sur le champ pour se rendre aux ordres du maréchal de camp, Philippe Devaux. Le dit ordre date de Saint-Amand, le dit jour, 4 avril, signé le général en chef de l'armée, Dumouriez. »

Qu'il s'est rendu au camp de la *Madeleine*, sous Lille, où étaient les troupes ci-devant commandées par *Miaczynski*, pour en prendre le commandement, conformément à l'ordre dont il était porteur; que le commandant de la ville de Lille, ayant été prévenu de la délivrance de l'ordre et de l'intention où était le dit Devaux de l'exécuter, commanda un détachement de cavalerie, qui se transportera au faubourg des Malades, à l'effet de se saisir de la *personne du dit Devaux*, ce à quoi il ne put réussir. Que le commandant chargea le *colonel du 2e régiment d'infanterie, Macdonald, commandant alors le camp de la Madeleine*, qui se trouvait à Lille, de faire l'arrestation du dit Devaux; que ce colonel partit de Lille, vers les 8 ou 9 heures du soir et se rendit au camp où il trouva le dit Devaux, qui était arrivé vers les 4 heures, l'arrêta et le conduisit à Lille vers les minuit, où, après avoir été interrogé, il fut conduit dans une maison d'arrêt de la dite ville. Que le 9 avril dernier les commissaires de la Convention nationale, près les armées du Nord et des Ardennes, ont requis le commandant de la ville de Lille de faire traduire dans les prisons de Paris le dit *Devaux*, comme fauteur de la trahison de *Dumouriez*, et envoyé par lui pour prendre le commandement de la division de Miaczynski; que le même jour de cette réquisition le commandant de la ville de Lille a fait conduire à Paris le dit *Devaux*, où il a été mis dans la maison d'arrêt de *l'Abbaye*, et renvoyé par devant le tribunal, par décret de la Convention *du 7 avril dernier* et dont les pièces ont été envoyées à l'accusateur public, par le Ministre de la Justice, le 23 avril dernier; qu'examen fait par l'accusateur public de toutes les pièces, il en résulte que les commissaires de la Convention, ainsi que le Ministre de la Guerre, envoyés à l'armée de Dumouriez, pour le mander à la barre, furent arrêtés par ordre de ce général et conduits sur le territoire autrichien, accompagnés des officiers-majors de son armée; que *Philippe Devaux* fut instruit de cette arrestation et fit partie des dits officiers, que même, depuis cette arrestation, il est resté près de *Dumouriez*, quoique ce dernier ne fût plus général des troupes de la République. Enfin, qu'il a exécuté l'ordre du général en se rendant au camp de la Madeleine, sous Lille, quoiqu'il n'y fût pas contraint.

De tous lesquels faits il résulte qu'il a méchamment et à dessein *coopéré à la trahison de Dumouriez*, approuvé sa rébellion et ses principes anti-républicains, en se chargeant et mettant à exécution les ordres de ce traître, ce qui est contraire à la loi du 4 avril dernier et aux articles 3 et 4 du titre premier de la seconde partie du Code pénal.

On procède à l'audition des témoins.

Louis Bonnaire, lieutenant du 6e régiment de chasseurs à cheval, dépose que le 4 avril dernier, entre 7 et 8 heures du soir, il vit passer l'accusé au poste de Pont-à-Marcq, où lui, déposant, était chargé de surveiller exactement les papiers de ceux qui passaient, lui ayant demandé à voir les siens, il tira de sa poche l'ordre de *Dumouriez*, pour aller prendre le commandement des troupes qui étaient sous les murs de la ville de Lille.

Le déposant observe que, n'étant pas instruit de la destitution de Dumouriez, il le laissa passer.

Le président interpelle l'accusé de déclarer s'il a quelques observations à faire sur la déposition du témoin.

R. — Il est vrai que Dumouriez m'a chargé de cet ordre, mais je ne l'ai reçu que dans le dessein de m'échapper des mains de ce traître; le témoin pourra dire que je n'avais pas l'intention de l'exécuter, d'après la conversation que j'ai eue avec lui sur Dumouriez.

Le Président au témoin. — Quelle a été la conversation que vous avez eue avec l'accusé?

R. — Devaux, dans cette conversation, ne m'a point dit que Dumouriez fût un traître, mais il m'a donné à connaître qu'il n'était pas un galant homme.

Le Président à l'accusé. — N'étiez-vous pas porteur de quelques ordres particuliers.

R. — Non.

Le Président. — A quelle heure êtes-vous arrivé à Lille?

R. — Vers les quatre heures du soir, c'est-à-dire au quartier général du camp de la Madeleine.

D. — Je ne vous parle pas du camp, mais bien de Lille?

R. — Vers minuit, mais alors j'étais arrêté.

Le président observe au témoin qu'il n'aurait pas dû laisser passer *Devaux*, attendu qu'il devait être instruit que Dumouriez avait fait arrêter les commissaires de la Convention et le Ministre de la Guerre.

R. — Je ne l'ai su que quelques jours après.

D. — L'accusé vous a-t-il dit qu'il allait prendre le commandement du camp de la Madeleine, pour ramener cette armée au camp d'Orchies et qu'il partait pour aller exécuter l'ordre de *Dumouriez?*

R. — Non.

L'accusé observe que le témoin ne s'explique pas clairement; en conséquence, il prie le citoyen président de vouloir bien l'interpeller de nouveau de déclarer s'il est vrai qu'il lui a dit qu'il était dans l'intention d'exécuter les ordres de Dumouriez?

L'interpellation faite, le témoin répond qu'il lui était impossible de juger de ses intentions, ne lui ayant rien dit à cet égard.

Le Président à l'accusé. — N'aviez-vous pas reçu des instructions verbales de Dumouriez, sur la destination des troupes que vous alliez commander?

R. — Dumouriez me dit qu'il fallait *ramener les troupes qui étaient à Lille à la trouée d'Orchies et préparer l'artillerie pour prévenir une attaque et empêcher l'ennemi de pénétrer sur le territoire de la République.* Il importait à ma vie de l'écouter et de lui obéir; car si je m'y étais refusé, il m'aurait livré, comme il l'a fait de *Pile, mon confrère*, entre les mains des Autrichiens et assurément, si j'avais été livré, j'étais perdu, ayant, depuis la *Révolution du Brabant, été proscrit de la domination autrichienne.* Je me suis retiré en France; je me suis dévoué à ses plus chers intérêts et je l'ai servi en bon républicain. Je n'ai pas plus fait de cas de l'instruction de Dumouriez que de l'ordre qu'il m'avait donné.

D. — Arrivé au camp de la Madeleine, n'avez-vous pas donné des ordres à l'armée de faire un mouvement pendant la nuit?

R. — Aucun.

On procède à l'audition d'un autre témoin.

Louis-Guillaume Lavalette, général de brigade et *commandant tempo-*

raire de la ville de Lille, dépose avoir été averti le 4 avril dernier qu'un adjudant-général était arrivé au faubourg de Lille, dit des Malades, escorté d'un détachement de cavalerie et ne s'y était point fait reconnaître; il avait donné l'ordre au capitaine *Collin* de monter à cheval avec un détachement de sa compagnie et d'arrêter cet adjudant; que le dit Collin, après avoir pris dans le faubourg tous les renseignements que le cas comportait, lui rapporte qu'il n'avait pu rencontrer cet adjudant, mais que différents citoyens lui avaient dit qu'ils avaient vu passer *un officier avec deux épaulettes en or*, accompagné de quelques cavaliers qui avaient pris le chemin de la Madeleine. Que le déposant, d'après cette instruction, fut en faire part aux autorités constituées; que lui déposant et les corps constitués donnèrent l'ordre au commandant du camp de la Madeleine, nommé *Macdonald*, qui se trouvait alors à Lille, de se transporter dans son camp, pour s'informer si cet officier n'y était pas et dans le cas qu'il y fût, de l'arrêter; que *Macdonald* partit avec cet ordre, vers les neuf heures du soir et, une demi-heure après, il écrivit qu'il avait mis à exécution l'ordre que nous lui avions donné, qu'il allait le faire conduire sous bonne et sûre garde à Lille. En effet, le dit adjudant fut emmené à la commune vers minuit; que là il fut traduit devant les autorités constituées, par devant lesquelles il subit un interrogatoire; que lui ayant demandé par quels ordres il s'était transporté au camp de la Madeleine, il répondit : *Par l'ordre de Dumouriez.* — S'il savait l'arrestation des commissaires de la Convention? — Oui. — Pourquoi, sachant les ordres tyranniques du traître Dumouriez, il avait pu se charger d'un pareil ordre? — Qu'il était officier et ne savait qu'obéir. — S'il savait l'arrestation de Miaczynski? — Non. — D'après de telles réponses, il a été mis en état d'arrestation.

Le Président à l'accusé. — Avez-vous quelque chose à dire contre la déposition du témoin?

R. — Je n'ai point subi d'interrogatoire à Lille, à moins qu'on ne veuille qualifier de ce nom quelques questions vagues auxquelles je ne mis pas grande attention à répondre.

Le Président au témoin. — Avez-vous connaissance que l'accusé ait donné des ordres à l'armée de faire un mouvement dans la nuit?

R. — J'ai su de différents dragons du 6e régiment que l'accusé avait donné l'ordre de se tenir prêt pour marcher pendant la nuit.

On entend un autre témoin.

Alexandre Macdonald, colonel du 2e régiment d'infanterie, dépose que le 4 avril dernier, étant à Lille, sur les 9 heures du soir, prêt à retourner au camp de la Madeleine, il reçut un ordre des autorités constituées pour aller arrêter l'accusé; que, sur sa route, il rencontra le colonel *Madelon*, qui lui fit part que l'accusé était chez lui, déposant, qu'il était porteur d'un ordre pour prendre le commandement de l'armée, qu'il avait même donné des ordres au 6e régiment de dragons de se tenir prêt. Alors, lui, déposant, ordonne au colonel *Madelon* d'aller avec calme, et sans bruit, éveiller quelques soldats de son régiment, pour conduire le dit adjudant à Lille, attendu qu'il était porteur d'un ordre des autorités pour l'arrêter; que le colonel le quitta; qu'étant arrivé chez lui, il rencontra l'accusé dans la cour, qui lui sauta au col et l'embrassa, en l'assurant qu'il avait bien des choses à lui communiquer en particulier; l'ayant fait monter dans sa chambre, il lui signifia l'ordre dont il était porteur et lui ordonna de remettre ses armes,

ce qu'il fit sans difficulté. Après s'être hâté d'écrire à Lille, il l'a fait conduire dans cette ville sous une escorte de cavalerie.

L'accusé observe que s'il avait eu de mauvaises intentions, il ne serait pas resté pendant 4 heures à reposer sur le lit du témoin, ce qui prouve, ajouta-t-il, son innocence. Je persiste à dire que mes sentiments étaient purs. Je suis allé chez le commandant du camp parce qu'il était un de mes camarades; c'était pour lui faire part de ce qui se passait et lui demander son avis sur les circonstances où nous nous trouvions. Je prie qu'on interpelle le témoin de déclarer si je lui ai manifesté l'intention d'exécuter les ordres de Dumouriez?

Le témoin répond : Je ne lui ai entendu tenir aucun propos; il m'a dit seulement qu'il voulait me parler en particulier.

Le Président à l'accusé. — Mais je vous observe que, puisque vous dites que vous n'avez point de mauvaises intentions, bien loin d'aller au camp de la Madeleine, vous auriez dû aller à Lille faire votre déclaration aux autorités constituées.

R. — L'idée ne m'est pas venue d'aller à Lille; je ne croyais pas même cette démarche nécessaire, n'étant porteur d'aucun ordre criminel.

L'accusateur public à l'accusé. — Il est étonnant que vous n'ayez pas su l'importance de la nature de cet ordre, sachant que votre commettant avait violé la représentation nationale et trahi les intérêts de la République?

R. — Quand Dumouriez me donna l'ordre ci-dessus désigné, je savais que l'armée qui était au camp de la Madeleine avait prêté serment à la République.

D. — A quelle époque l'avez-vous su?

R. — Le 3 avril, au camp de Saint-Amand.

D. — Comment est-il possible que vous eussiez pu savoir le 3 que cette armée eût prêté serment, puisqu'il est constant qu'elle ne l'a prêté que le 4, à 4 heures du soir?

R. — Ce bruit s'était répandu dans le camp de Saint-Amand.

Le Président à l'accusé. — Il parait d'autant plus certain que vous étiez dans l'intention d'exécuter les ordres de Dumouriez que, les ayant reçus le 4, vous êtes arrivé le même jour au camp, vers les 9 heures du soir.

R. — De Saint-Amand au camp de la Madeleine, il n'y a que 9 lieues.

On procède à l'audition d'un autre témoin.

Jean-François Détourdy, administrateur du district de Lille, dépose que le 4 avril, étant de service au comité de surveillance, il vit arriver vers minuit l'accusé, auquel le commandant Lavalette demanda s'il savait pourquoi il était arrêté. Je l'ignore, répondit-il. — D'où venez-vous? — Des bains de Saint-Amand. — Que venez-vous faire ici? — Je viens, avec un ordre, pour prendre le commandement des troupes campées sous les murs de Lille. — Savez-vous l'arrestation de Miaczynski? — Non. — Mais pourquoi avez-vous obéi à de pareils ordres, sachant que Dumouriez avait commis une trahison insigne, en faisant arrêter les quatre commissaires de la Convention nationale et le ministre Beurnonville? — Je ne sais qu'obéir aux ordres supérieurs.

Voilà quelles furent les demandes que l'on lui fit et auxquelles il a fait les réponses ci-dessus rapportées.

Le Président à l'accusé. — Qu'avez-vous à répondre?

R. — Je m'en réfère à mes précédentes réponses.

Le Président. — Mais qu'avez-vous fait pour ne pas exécuter l'ordre dont vous étiez porteur ?

R. — J'ai constamment dormi et n'ai fait aucune démarche.

On entend un autre témoin.

Blaise Duval, général divisionnaire des armées de la République, dépose qu'il était malade au moment de l'arrivée de Devaux au camp de la Madeleine, et n'a, par conséquent, aucune connaissance des faits contenus en l'acte d'accusation.

L'accusé demande que le témoin soit interpellé de déclarer quels sont les sentiments qu'il lui a connus à l'armée ?

R. — Je dois à la vérité de dire que j'ai toujours connu *Devaux* pour un bon officier; il sait plusieurs langues et est expérimenté; lors *de l'attaque de Tournai*, je me suis concerté avec lui, sur les moyens à employer pour nous en rendre maître.

Le témoin *Mac Donald* lui rend le même témoignage.

Un autre témoin est entendu.

Collin, capitaine du 13e rég. de chasseurs, dépose avoir été chargé par le commandant Lavalette de se transporter au faubourg des Malades, de la était pas, il est revenu rendre compte de sa mission.

D. — Vous avait-on donné son signalement ?

R. — Oui, *habit bleu, avec deux épaulettes en or.*

Le président à l'accusé. — Quel habit portiez-vous ce jour-là ?

R. — Le même que je porte aujourd'hui.

On procède à l'audition des témoins justificatifs.

M. Hauteville, général divisionnaire des armées de la République, dépose avoir toujours connu *Devaux* pour un courageux officier, qu'il s'est toujours bien battu contre les ennemis de la République.

M. Stengel, général de brigade des armées de la République, dépose des mêmes faits que le témoin précédent.

D. — N'avez-vous point fait un voyage en Angleterre ?

R. — Non.

D. — Vous n'y avez point été envoyé par *Dumouriez?* Qu'êtes-vous devenu depuis le 4 janvier dernier jusqu'au 22 février suivant ?

R. — J'ai été à *Nantes* voir ma femme et mes enfants.

D. — Avez-vous demandé un certificat de résidence dans cette ville ?

R. — Non, j'étais officier, et ma présence à l'armée marquait assez ma résidence dans le territoire de la République.

L'un des citoyens-jurés observe qu'il est dit dans un journal qu'il tient à la main, que Miaczynski a déclaré qu'il croyait que *l'adjudant-général Devaux* avait été envoyé par *Dumouriez* en Angleterre pour négocier avec Pitt.

R. — Ce fait-là est absolument faux; je demanderais que l'on me mît à même de me justifier, si ce fait laisse quelques soupçons contre moi.

On entend un autre témoin.

M. Quentin, secrétaire de Dumouriez, dépose avoir écrit le 4 avril dernier, au camp de St-Amand, sous la dictée de *Dumouriez*, l'ordre pour *l'adj. gén. Devaux*, se rappelle avoir omis le mot Orchies.

Le Président au témoin. — Lorsque vous avez écrit cet ordre, l'accusé était-il présent ?

R. — Il était dans la chambre voisine.

D. — Etiez-vous présent lorsque Dumouriez a fait arrêter les quatre commissaires de la Convention?

R. — Oui.

D. — *Devaux y était-il?*

R. — Oui, dans les appartements voisins.

D. — Personne n'ignorait sans doute dans l'appartement ce qui se passait?

R. — Certainement.

D. — *Devaux* resta-t-il jusqu'au 4 avril dans la maison?

R. — Je le crois.

D. — N'avez-vous pas eu depuis votre arrestation des conférences avec *Devaux* ou avec ses conseils?

R. — Non.

D. — Vous dites avoir oublié le mot Orchies dans l'ordre, mais un général ne signe pas un ordre sans le lire.

R. — Eh bien, je peux assurer qu'il n'a point lu celui-là.

L'accusé observe que s'il avait eu de mauvaises intentions, il serait resté à Orchies, et aurait donné des ordres au commandant du camp de la Madeleine de se transporter avec sa troupe à Orchies, et en cas de refus, il serait retourné à St Amand auprès de *Dumouriez* et l'aurait suivi dans sa fuite.

Plusieurs autres témoins ont été entendus; ils n'ont déposé d'aucuns faits contenus dans l'acte d'accusation.

L'accusé à cet égard dit : J'ai fait assigner deux fois *Miranda;* il aurait plus qu'un autre été dans le cas de donner des renseignements sur ma conduite à l'armée; je suis étonné de ne pas le voir paraître.

Citoyens, j'ai partagé la gloire et les dangers de Dumouriez, mais je n'ai jamais partagé ses trahisons ni ses projets liberticides; je n'aurais pu devenir de bon républicain tout d'un coup un traître et un conspirateur.

L'accusateur public observe que le général *Miranda* a été assigné et qu'il est assez étonnant qu'il n'ait point paru, n'étant qu'à une lieue de Paris, à la campagne; mais qu'au surplus, son témoignage ne pourrait porter que sur la conduite antérieure de l'accusé, et non sur les faits contenus en l'acte d'accusation puisque lui-même à l'époque du 4 avril il était en état d'arrestation.

L'accusé sentant la justesse de cette observation n'insiste pas sur le témoignage de *Miranda*.

Tribunal Révolutionnaire

L'audience du 22 fut consacrée au procès du colonel adjudant général *Philippe Devaux*, qui fut condamné à mort et exécuté le 23. Nous transcrivons du Bulletin du tribunal révolutionnaire, n° XLII, le discours que *Fleuriot Lescot*, substitut de l'accusateur public, prononça avant de résumer les débats.

Nous transcrivons également les questions posées aux jurés et leur verdict.

AFFAIRE DEVAUX. — Discours de l'accusateur public.

« Citoyens jurés, lorsqu'un grand conspirateur veut opprimer la liberté de son pays, il commence par capter la confiance publique, en y employant tous

les moyens qui résultent de l'autorité que le peuple est obligé de remettre entre ses mains pour sa défense.

Tout, jusqu'au prestige des talents, du courage et de l'enthousiasme, dont une nation grande et généreuse est si facilement susceptible, tout est employé jusqu'au masque du patriotisme, pour usurper cette confiance; celle des soldats surtout est nécessaire à un conspirateur.

Placé à la tête des armées, il les flatte, il les séduit par des actions d'éclat, pour intéresser en quelque sorte, leur honneur même à soutenir ses projets, qu'il paraît toujours vouloir diriger vers la défense de la patrie, mais il met principalement tous ses soins à s'asurer des chefs dont il est entouré, pour être secondé dans ses projets ambitieux et criminels. Telle a été la marche perfide du traître Dumouriez.

Le 1er avril dernier, cet insolent conspirateur jette le masque, il ne connaît plus de frein; il marche à grands pas dans le chemin de la trahison. Il fait arrêter les représentants du peuple qui étaient chargés de lui annoncer sa volonté souveraine. Mais cela ne suffit pas à cet audacieux; il fallait bien remplir les conditions du traité arrêté entre lui et les satellites des despotes ligués contre notre liberté; il leur livra les représentants du peuple.

D'un côté, il donne des ordres pour faire arrêter les commissaires de la Convention qui étaient à Valenciennes; de l'autre, il charge Miaczynski, l'un de ses satellites affiliés, de marcher sur Lille, de s'emparer de cette forteresse, de lui envoyer les représentants du peuple qu'il croyait dans cette ville, de marcher ensuite sur Douay, Cambray et Péronne, de mettre garnison dans ces places fortes, afin d'assurer la marche des ennemis sur Paris, ce foyer brûlant de patriotisme, dont la destruction a toujours été le but de tous les contre-révolutionnaires.

Mais il est une providence qui veille sur notre révolution, et qui n'a pas permis le succès de ce projet liberticide. Grâces vous soient rendues, braves habitants de Lille; vous avez encore une fois sauvé la République en déjouant cet affreux complot, par l'arrestation du traître *Miaczynski*, que la loi a frappé de son glaive redoutable.

« C'est ici, citoyens jurés, que commence le second acte de cette partie de la trahison de Dumouriez; c'est ici que commence le délit qui a motivé l'acte d'accusation dirigé contre *Philippe Devaux*, colonel-adjudant-général de l'armée du Nord.

« Dumouriez apprend que Miaczynski a échoué dans le projet de s'emparer de Lille; qu'il a été mis en état d'arrestation par les autorités constituées de cette ville; que cependant son armée était campée sous le canon de la place : en habile conspirateur, il forme aussitôt le projet de rappeler auprès de lui cette partie de l'armée que d'heureuses circonstances avaient préservée de la trahison de Miaczynski, il charge l'un de ses affiliés, l'un de ses confidents intimes, son *adjudant général Devaux*, de voler sur les murs de Lille, et de lui ramener la partie de l'armée restée sans chef par l'arrestation du traître Miaczynski.

« Je vais, citoyens jurés, vous tracer rapidement la marche qu'a suivie l'accusé *Devaux*, pour obéir aux ordres de son maître, le traître Dumouriez. »

Ici l'accusateur public entre dans les détails des faits qui font le sujet du procès-verbal.

Tronçon-Ducoudray, défenseur officieux de l'accusé, est entendu en sa plaidoirie.

Le président résume les délits imputés à l'accusé, en quatre questions sur lesquelles les jurés, après en avoir délibéré, ont fait la déclaration suivante, portant :

» 1° Qu'il est constant que, le 4 avril 1793, *Philippe Devaux*, originaire de Bruxelles et habitant Nantes, colonel adjudant-général des armées de la République, a reçu aux bains de Saint-Amand, l'ordre de Dumouriez de se transporter au camp sous Lille, à l'effet d'y prendre le commandement des troupes ci-devant commandées par Miaczynski, et de les faire partir sur le champ.

» 2° Que *Philippe Devaux* savait alors que Dumouriez avait fait arrêter les commisaires de la Convention nationale et le ministre de la guerre.

» 3° Que *Devaux* est venu, le 4 avril dernier au camp de la Magdeleine, en exécution des ordres de Dumouriez.

» 4° Que *Philippe Devaux* l'a fait avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires.

» Le tribunal, après avoir entendu l'accusateur public, sur l'application de la loi, condamne ledit *Philippe Devaux* à la peine de mort, conformément à l'article IV du titre premier de la seconde partie du Code pénal.

» Ordonne que, conformément à l'article 2 du titre II de la loi du 10 mars dernier, les biens appartenant audit *Philippe Devaux*, si aucuns il a, seront confisqués au profit de la République, et que le présent jugement sera, à la diligence de l'accusateur public, exécuté sur la *place de la Révolution* de cette ville. »

Après le prononcé, Devaux a dit :

« Citoyens, juges et jurés, vous venez d'envoyer froidement à la mort un innocent contre lequel il n'y a que de légers soupçons.

» Telle est votre volonté; j'y marcherai avec sang-froid et avec courage.

» J'ai vécu en homme de bien, et je saurai mourir de même.

(Se tournant vers l'auditoire).

« *Et vous, peuple, mon sang a coulé pour vous dans les combats; il aurait dû y couler encore, et ne pas être répandu sur l'échafaud.* »

Signification au concierge du jugement qui condamne à mort
23 Mai 1793

L'an mil sept cent quatre vingt treize, deuxième de la République française, le vingt trois May. A la requête du citoyen accusateur près le Tribunal Criminel extraordinaire et Révolutionnaire, établi à Paris par la loi du 10 Mars 1793, séant au Palais, qui fait élection de domicile au greffe du dit Tribunal;

Nous, Nicolas Tirrart, huissier audiencier au dit tribunal, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, vis-à-vis celle de (?), sous-section des gardes françaises, soussigné, avons signifié et laissé copie au citoyen *Richard*, concierge de la maison de justice du dit tribunal, y demeurant et parlant à sa personne trouvé en son greffe du jugement rendu par le dit tribunal ce jourdhuy vingt deux May, lequel condamne le nommé *Philippe Devaux* à la peine de mort; à ce que le dit citoyen concierge n'en ignore, nous lui avons pour lui servir de décharge, laissé copie du dit jugement et du présent.

TIRRART.

Enrégistré gratis à Paris le 24 May 1793. (Beuve).

Testament de *Philippe de Vaux*, page sublime écrite dans la prison de l'Abbaye, le *matin de son exécution.* (L'original de ce testament est entre les mains de Casimir de Vaux.)

J'invoque la justice et l'humanité des hommes en faveur de ma femme. Je demande pour grâce dernière, avant de mourir, qu'on la mette sur le champ en liberté et qu'on laisse cette vertueuse créature jouir en paix de ses vertus et de son innocence.

Q'on délivre aussi mes chers enfants, qu'on les rende à leur mère! Quel crime peuvent-ils avoir commis, si ce n'est celui d'accuser un père malheureux de leur avoir donné le jour.

Je recommande tous ces êtres infortunés aux soins de quelques amis sensibles que je crois avoir..... Je les nomme dans le fond de mon âme..... Ils m'entendent, ils m'écouteront.

Ils connaissent la pureté de mon cœur, ils savent si jamais le crime a pu le souiller; qu'ils réunissent leurs affections sur ma triste famille.

Je supplie ma femme, après qu'elle aura payé le funeste tribut qu'on doit à la nature, d'oublier son malheureux époux.

Je la conjure, au nom de la tendresse qu'elle doit à ses enfants de ne pas rester fidèle à mon ombre! Que sa jeunesse, sa beauté et les belles qualités de son âme ne soient pas perdues pour le mortel qui sera digne de les posséder. Si je savais qu'elle promet d'exaucer ce dernier vœu (et sa tendresse maternelle lui en impose le devoir) je mourrais content.

Adieu, compagne chérie et vous, mes chers enfants; que ne puis-je vous presser encore une fois sur mon cœur, au moins je mourrais de joie.

Adieu, mes bons amis et vous Ag... et Jul... (Agathe et Julie de Walsch), amis sensibles avec qui j'ai souvent respiré le plaisir pur de l'amitié, de la vertu, de la bienfaisance; adieu, je ne vous verrai plus; versez une larme sur ma tombe; je vais mourir avec le calme de l'innocence; je mourrai digne de vous et de moi.

Sans vous, je ne regretterais pas la vie. Quelle vie, grand Dieu! que celle qu'on trouve au milieu d'hommes injustes et barbares!

Je réclame de l'humanité de celui qui tranchera mes jours, s'il a des droits à ma dépouille sanglante, qu'il veuille bien me laisser ma bague et le portrait de ma femme qui est attachée à ma poitrine avec un mouchoir qui m'est cher. Je veux entrer dans le tombeau avec ces précieux souvenirs de l'amour et de l'amitié.

(Signé) *Philippe de Vaux.*

Procès-verbal d'exécution de mort. (23 Mai 1793)

L'an Mil sept cent quatre vingt treize, deuxième de la République française, le vingt trois mai, à la requête du citoyen accusateur public près le Tribunal criminel extraordinaire et révolutionnaire établi à Paris par la loi du 10 Mars 1793 sans aucun recours au Tribunal de cassation lequel fait élection de domicile au Greffe du dit Tribunal séant au Palais.

Nous Nicolas Tirrart et Pierre Urbain Deguignée, huissiers audienciers au dit tribunal, demeurant à Paris, rue Saint Honoré et quai de la République, section des Gardes françaises et de la fraternité, soussignés, nous nous sommes transportés en la maison de justice du dit Tribunal, pour

l'exécution du jugement rendu par le Tribunal Criminel Extraordinaire (1) contre *Philippe Devaux*, qui le condamne à la peine de mort, pour les causes énoncées au dit jugement et de suite l'avons remis à l'exécuteur des jugements criminels et à la gendarmerie qui l'ont conduit sur la place de la Révolution de cette ville, où sur un échaffaud dressé sur la dite place, a, en notre présence, subi la peine de mort, et de tout ce que dessus avons fait et rédigé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, dont acte. (1)

(Le dit jugement en date du jour d'hier vingt deux du présent mois.)

TIRRART, DEGUIGNE.

Une autre signature illisible.

Enrégistré gratis à Paris, le 24 May.

Tribunal criminel révolutionnaire établi à Paris, au Palais, par la loi du 10 Mars 1793 l'an 2 de la République

Greffier du Tribunal,

Je vous adresse, citoyen, l'extrait de jugement qui condamne à mort le nommé *Philippe Devaux* et le procès-verbal *d'exécution de ce jugement*, que je vous prie de faire constater et d'accuser la réception.

Ce 24 May 1793, 2e de la République.

WOLFF, Commis greffier.

Reçu l'état de procès-verbaux de jugement et d'exécution ci-dessus indiqués.

LEHOIR, officier public.

---

(1) L'exécution eut lieu le jeudi 23 mai. « Il est mort, dit le Moniteur, avec beaucoup de fermeté! » L'auteur du « Glaive vengeur » est désarmé lui-même par le mâle courage du jeune colonel. Oubliant sa précédente théorie et visant celle d'un docteur étranger, il écrit : « Il n'est pas possible, dit le docteur Broocks, médecin anglais, d'aller à la mort sans éprouver une sorte d'effroi qui fait pâlir et décompose les traits. *Philippe Devaux* a prouvé en allant au supplice que le docteur Broocks se trompait, puisque, du moment qu'il est sorti de la Conciergerie jusqu'à l'échafaud, son visage n'a pas souffert la moindre altération · il demanda à y aller à pied; cela lui fut refusé. » (*)

(*) *Le Glaive Vengeur*, *p*. 77.

Epilogue

Conformément au décret du 4 avril 1793, portant que les parents des officiers de Dumouriez seraient gardés à vue comme otages par les municipalités, *Catherine Devaux* qui habitait Nantes fut enfermée dans la prison du Bouffay. Quelques mois après, elle s'évada, grâce à M. de Saint-Aignan; accompagnée d'une amie fidèle et dévouée M^lle^ Morin, elle, alla à Chartres, puis à Paris et émigra en Hollande, en Styrie et en Italie. Elle rentra en France sous l'Empire et *mourut à Paris en 1812.*

Marie-Françoise-Adélaïde Morin, fille de Jean-Baptiste-Pierre Morin et d'Anne Aubert, est décédée à Saint-Sébastien-lez-Nantes le 10 août 1843. Elle devint alliée à la famille de Vaux par le mariage d'*Aimée Morin*, sa sœur, avec Joseph-Etienne *Berret*, frère de Rose-Pauline Berret, mariée le 7 février 1816, à *Charles-Edouard de Vaux.*

Philippe de Vaux, au moment de sa mort tragique, laissait deux enfants en bas âge; le petit *Charles-Edouard*, qui avait six ans et demi; *Adèle-Anne-Pauline*, qui en avait près de deux; il eut aussi un fils posthume *François-Gaston*, qui naquit trois mois après l'exécution de son père.

Charles-Edouard (1786-1824), vice-consul d'Angleterre à Nantes, chevalier de Saint-Louis, servit d'abord dans la marine française, puis au régiment des princes qu'on venait de former à Malte (1803), et ensuite aux Chasseurs Britanniques. Enseigne en février 1807, lieutenant en avril 1810, il fut licencié en 1814. Il fit les campagnes de Naples sous sir James Creng, celle de Calabre sous sir John Stuart, celle d'Egypte sous le général Mackenzie Frazer.

Pendant la guerre d'Espagne, il combattit aux batailles de Fuentès de Oñoro, de Salamanque, de Vitoria, de Pampelune, à la prise des lignes de Santa-Fé, aux affaires du Val de Morisco, d'Holmos, d'Echalar, aux sièges de Badajoz et de Burgos.

Vers la fin de cette campagne, il fit partie de l'état-major général du duc de Wellington, dont il fut détaché pour commander la place de Saint-Jean de Luz; il occupa cette position pendant six mois, jusqu'au licenciement de son régiment à Souillac, après la bataille de Toulouse. A la Restauration, il reçut un brevet de capitaine dans la Garde royale, à dater du 31 décembre 1810, avec huit ans neuf mois cinq jours de service dans le grade y compris cinq campagnes. Il quitta l'armée le 8 septembre 1816, pour entrer dans la carrière consulaire.

Adèle-Anne-Pauline de Vaux, née à Bruxelles le 1er juillet 1791, mariée le 13 mai 1816 à son oncle *Charles de Vaux*, décédée à Paris le 9 janvier 1874, fut mère de Casimir, Louise et Henry de Vaux.

Quant à ce fils posthume, *François-Gaston de Vaux*, né à Nantes le 31 août 1793, élève à l'école spéciale militaire en 1810, sous-lieutenant en 1812, il servit successivement aux 11e, 127e, 105e de ligne, fut aide de camp des généraux de Villiers, Desargues, Solignac, Chatry-Lafosse, chef d'escadrons d'état-major, chevalier et officier de la Légion d'honneur, décoré de la croix du Lys et fut retraité le 11 octobre 1851.

Il fit les campagnes de Russie en 1812, de Saxe en 1813 et de France en 1814; il fut blessé d'un coup de sabre à l'œil gauche au siège de Wezel et *d'un coup de feu à Waterloo*. (Campagne de 1815 en Belgique) (1792-1870).

Il épousa en 1822 *Clémentine-Marie Bruneau le Gouz* et mourut sans postérité à la Flèche le 27 octobre 1865.

Sources

P. A. F. Gérard. — Ferdinand Rapédius de Berg. Mémoires et documents.

Ad. Borgnet. — Histoire de la Révolution Liégeoise de 1789. Liége 1865.

G. Lenôtre. — Paris révolutionnaire. Ouvrage couronné par l'Académie française. Paris. Perrin et Cie 1909.

Ministère de la Guerre de la République Française. — Archives administratives.

Ministère de la Guerre de la République Française. — Archives historiques.

Ministère de la Guerre de la République Française. — Revue militaire, 1899. Paris. R. Chapelot et Cie.

Ministère de la Guerre de la République Française. — Historiques des Corps de Troupe de l'Armée Française.

Ad. Thiers. — Histoire de la Révolution française, 15e éd. Bruxelles. Ad. Wahlen et Cie, 1840.

F. Corréard. — Histoire contemporaine de l'Europe et de la France. Paris. Masson et Cie, 1901.

Général Dumouriez. — (Mémoires du) écrits par lui-même. A Londres, et se trouve à Paris chez les marchands de nouveauté. 1794.

Royaume de Belgique. — Archives générales. — Cabinet des Estampes de la Bibliothèque Royale.

N... — Epoques et Faits mémorables de l'Histoire des Pays-Bas. Bruxelles, chez J. B. Dupon, près du poids de la ville. 1828.

Th. Juste. — Histoire de Belgique. 3e édit. Bruxelles Al. Jamar.

C. de la Jonquière. (Capitaine breveté d'artillerie). — La Bataille de Jemappes. Paris. R. Chapelot et Cie. 1902.

L. Navez. — Les Champs de bataille historiques de la Belgique. Depuis la bataille de Courtrai jusqu'à la campagne de 1815. Bruxelles. J. Lebègue et Cie. 1902.

J. Richard. — L'Armée Française; illustr. d'Edouard Detaille. Paris. Boussod, Valadon et Cie, 1885.

Thiébault (Général baron). — Mémoires, publiées sous les auspices de sa fille Mlle Claire Thiébault, d'après le manuscrit original par Fernand Calmettes. Paris. Librairie Plon. 1893.

H. Bonhomme. — Correspondance inédite de Mlle Théophile de Fernig, aide de camp du général Dumouriez, avec introduction et notes par, Paris. F. Didot. 1873.

E. Poswick. — Histoire des Troupes liégeoises pendant le 18e Siècle. Liége. 1893.

Jomini. — Histoire critique et militaire des Guerres de la Révolution par le lieutenant-général Jomini. Paris. 1819.

N... — National Oesterreichische Encyclopädie. Wien. 1834.

E. Fieffé. — Histoire des Troupes étrangères au service de la France. Paris. 1854.

F. Bernaert (général). — Fastes militaires des Belges au service de la France (1789-1815). Bruxelles. Lamertin. 1898.

H. Boulanger. — L'Affaire des Belges et Liégeois unis. Revue du Nord, publiée sous les auspices de l'Université de Lille (1910-1911).

Arthur Chuquet. — Les Guerres de la Révolution. 4e édit. Paris. Plon et Nourrit.

Macdonald (Maréchal, duc de Tarente). — Souvenirs. Introduction de M. C. Rousset, de l'Académie Française, Paris. Plon, Nourrit et Cie. 1892.

A. Henne et A. Wauters. — Histoire de la Ville de Bruxelles. Dédié à S. A. le Prince de Ligne. Bruxelles. 1854.

Guillaume (Général H. L. G. baron). — Histoire des Régiments nationaux des Pays-Bas au service de l'Autriche. Bruxelles. Librairie européenne C. Muquardt, Merzbach et Falck. 1877.

N... — Victoires et Conquêtes des Français; Tables du Temple de la Gloire. De 1792 à 1815, par une Société de Militaires et de Gens de Lettres. Paris. C. L. F. Panckoucke. 1817.

H. Vigneron. — La Belgique Militaire. Bruxelles, E. Renier et Paris, Dumaine, 1855.

La Sabretache. — (Carnet de). Directeur M. E. Martin. Paris, J. Leroy, édit.

N... — Calendrier de la Cour. (A Bruxelles, chez J. Vanden Berghen). Pour l'An de Grâce 1789.

N... — Almanach de la Cour de Bruxelles, de 1725 à 1840. Bruxelles. E. Guyot.

F. Masson. — 1792-1809. Aventures de Guerre, Souvenirs et récits de soldats. Recueillis et publiés par Frédéric Masson. Paris, Boussot, Valadon et Cie. Un Volontaire de 1792, d'après les Mémoires de J. F. Godard, soldat au 7e bataillon des Fédérés nationaux.

G. Lenôtre. — Paris Révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux papiers. Paris. Perrin et Cie, 1908. (4 vol.)

A. Nougarède de Fayet. — Le Duc d'Enghien. Introd. et notes de M. Vitrac et A. Galopin. Paris. La Librairie Mondiale.

H. Walon. — Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris. Paris. Hachette et Cie 1881.

N. Lacolle (Capitaine). — Histoire des Gardes Françaises. Paris. Henri Charles Lavauzelle.

N... — La Giberne. Public. militaire mensuelle. Paris.

Eugène Cruyplants (Major). — La Belgique sous la domination française (1792-1815). Les Conscrits de 1813 dans les ci-devants Pays-Bas Autrichiens. Bruxelles. 1901. — Histoire de la Cavalerie Belge au service d'Autriche, de France, des Pays-Bas et pendant les premières années de notre nationalité. Bruxelles. 1883. Spineux et Cie.— Histoire illustrée d'un Corps belge au service de la République et de l'Empire. La 112e Demi-Brigade. Bruxelles. Spineux. 1902. Ouvrage couronné par l'Académie française.

Th. Juste. — Histoire de la Révolution belge de 1790. Bruxelles. A. Jamar. 1846.

Lahure. — Souvenirs militaires du général baron Lahure. Publiés par son petit fils, le baron P. Lahure. Paris. 1895.

Ad. Borgnet. — Lettres sur la Révolution brabançonne. Bruxelles. 1834.

E. J. Dinne. — Mémoire historique et Pièces justificatives pour M. Van der Mersch. Lille. 1791.

N... — Mémoires militaires sur la Campagne de l'armée Belgique dans les Pays-Bas Autrichiens pendant la Révolution de 1790, par un officier de l'armée. Londres. 1791.

A. Dufour. — Précis de Tactique. Bruxelles.

W. Porth. — Schlacht bei Neerwinden. Mitth. d. Kriegs Archivs. Wien. 1877.

E. F. C. A. Henckens. — Mémoires du lieutenant Henckens. La Haye. 1910.

etc., etc.

Croquis du champ de bataille de Neerwinden, d'après la Carte de Belgique au 1/40,000e, de l'Institut Cartographique Militaire et le plan annexé à l'étude du capitaine Wenzel Porth (Mittheil. des Kriegs-Archivs).

Position des troupes autrichiennes au moment du mouvement en avant des colonnes françaises. Du N. au S. les régiments et corps se trouvent dans l'ordre suivant:

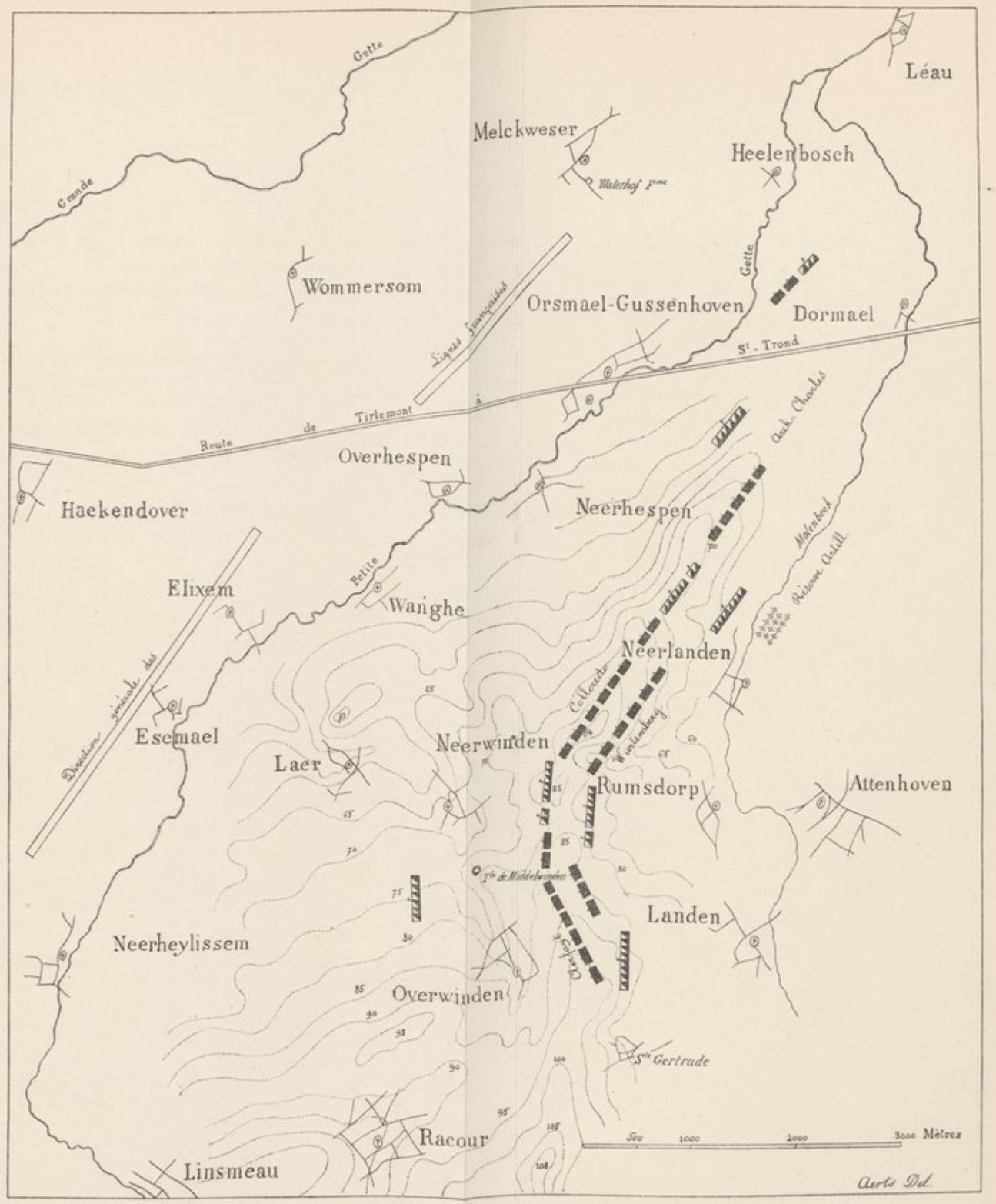
Aile droite, formée par l'avant-garde sous le prince Charles: au N.-E. d'Orsmael le détachement du prince de Schwarzenberg: 3 esc. de ulans et 2 bons des tyroliens et du corps franc O'Donnell. Au S. de la route 6 esc. des hussards Estherazy, 2 bons du régiment Szataray et 3 bons de grenadiers (Pückler, Barthodeisky et Briey).

Centre, Ire ligne, sous Colloredo: 2 esc. des Carabiniers de l'empereur, 6 esc. des cuirassiers Kavanagh, 2 bons du régiment de Brentano, 2 de Wartensleben, 2 de Kheul, 1 de Jordis et 1 de l'arch. Charles, puis, face à Neerwinden, 6 esc. des cuirassiers de Nassau et 2 des carab. Duc Albert.

2me ligne, sous le pr. de Wurtemberg et le F. M. L. Benjowski: 8 esc. des dragons de Cobourg, 1 bon du régiment Jos. Colloredo, 1 d'Alton, 2 de Brechainville et 2 de Callenberg, 6 esc. des Cuirassiers Zeschwitz et 2 des chev. lég. Karaiczay.

Aile gauche, formée par la réserve, sous Clerfayt et Alvinczy: en 1re ligne: 2 bons du régiment Anton Estherazy, puis, face à Overwinden, 2 de Wurtemberg, 2 de Ligne, 1 de Murray et 1 de Vierset. — En 2e ligne: 3 bons de grenadiers (Rousseau, Löwen et Morzin) et 8 esc. des dragons de Latour. — En avant de l'aile gauche: 6 esc. des hussards Blankenstein.

L'artillerie de réserve près de Neerlanden.



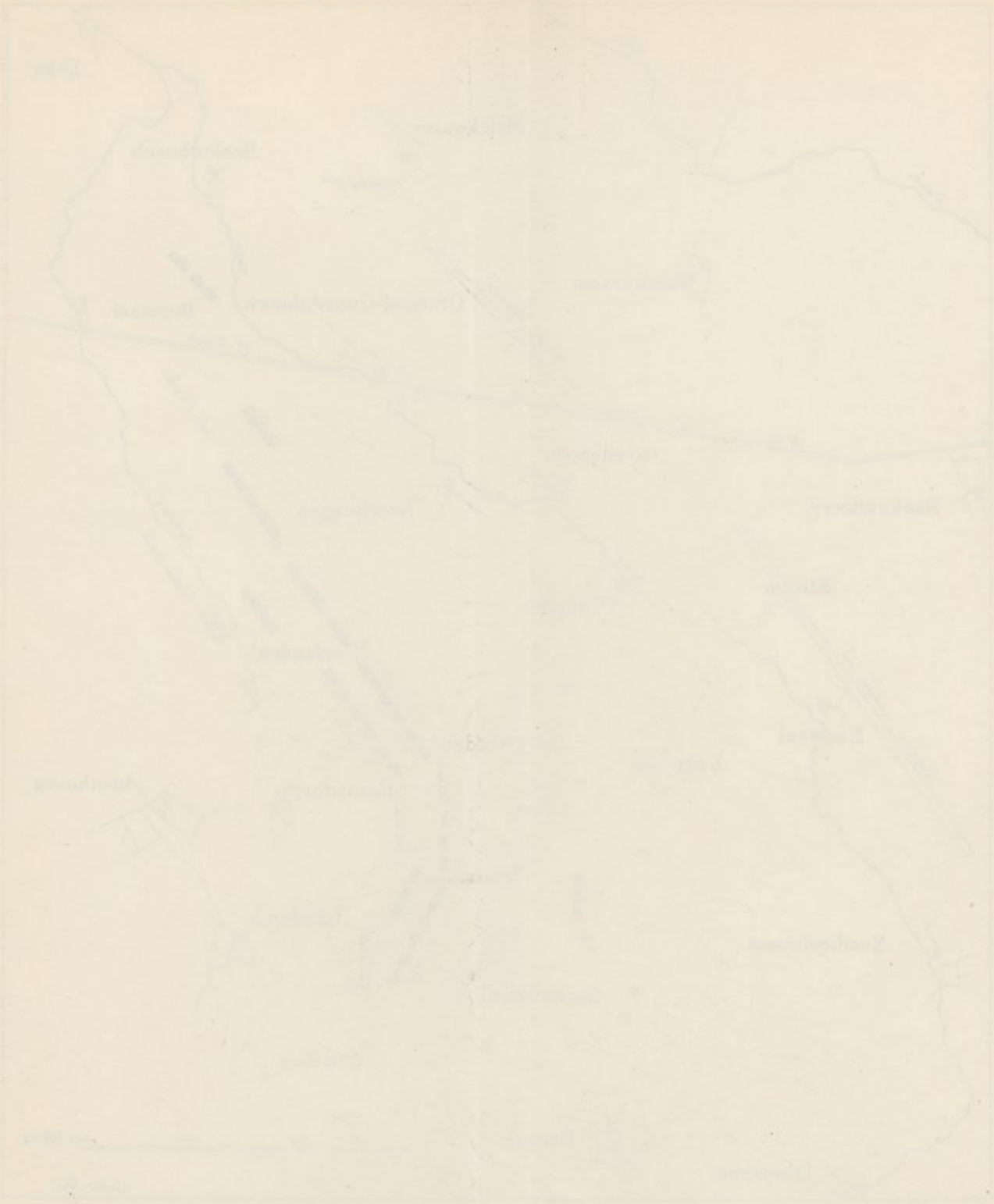


Table des Matières

PREMIER VOLUME

AVANT-PROPOS I

AVERTISSEMENT IX

CHAPITRE I

L'Armée autrichienne

L'armée autrichienne. — Appréciations. — Organisation en 1792. — Troupes réunies dans les Pays-Bas au moment de la bataille de Jemappes. — Les généraux. — Les régiments nationaux des Pays-Bas. 1

CHAPITRE II

L'Armée française

L'armée royale. — La Révolution. — La garde nationale. — Les transformations apportées dans l'armée. — Les corps francs. — Les volontaires de 1791. — Les volontaires de 1792. — Les fédérés. — Les généraux de la révolution. — Tableau des corps de troupe composant l'armée française au début de la Révolution 29

CHAPITRE III

Les Réfugiés

La révolution brabançonne. — Les troupes de la révolution brabançonne. — La défaite des patriotes. — Les réfugiés. — Attitude de la France. — Dumouriez en Belgique. — La révolution liégeoise. — Les quatre rassemblements liégeois. — Les rassemblements de Lille et de Douai. — Les Belges et Liégeois unis. — Le comité de Lille. — Les légions belges et liégeoises. — Les Ransonnets . . . 71

CHAPITRE IV

Les débuts de la campagne de 1792

Désorganisation de la France. — L'armée du Nord à l'ouverture des hostilités. — L'état-major de l'armée du Nord. — Considérations générales sur les débuts de la campagne de 1792. — Le plan de guerre de Dumouriez. — Ouverture des hostilités. — Combats de Quiévrain et de Marquain. — Combats de Bavai, de Rumegies et de Hemptinnes-Florennes. — Changements dans le commandement. — Combat de la Glisuelle (Grisoelle). — Opérations de Luckner. — Prise de Menin et de Courtrai. — Retraite de Luckner. — Incendie des faubourgs de Courtrai. — Dumouriez. — Dumouriez à l'armée du Nord. — Le combat d'Orchies. — L'insurrection du 10 août. — La défection de Lafayette. — Situation des armées au 10 août. — Le camp de Maulde. — Dumouriez général en chef. — Les nominations de Dumouriez 147

CHAPITRE V

La campagne de l'Argonne et le siège de Lille

1re partie : La campagne de l'Argonne.

2e partie : Le siège de Lille. — Offensive des Autrichiens. — Investissement de Lille. — Les premières opérations du siège. — Combat de Fives. — Combat de Quesnoy-sur-Deule. — Réponses des Lillois aux sommations. — Le bombardement. — Arrivée de secours. — Levée du siège. 257

CHAPITRE VI

La bataille de Jemappes et la conquête de la Belgique

Projets de Dumouriez. — Dumouriez à Paris. — Dumouriez aux Jacobins. — Dumouriez et Marat. — Situation des Autrichiens en Belgique. — Quartiers d'hiver de l'armée autrichienne. — Combats de Mouveaux et Hasnon. — Dumouriez à la frontière. — Le plan d'invasion. — Dumouriez annonce son projet au ministre. — L'armée française. — Mouvements et prise du contact. — Combats de Croix, Bon-Secours, Péruwelz, Linselles, le Blaton, Baisieux, Blaton, Marquain, Quiévrain. — L'entrée en Belgique. — Combat de Bon-Secours. — Occupation de Lannoy. — Situation des Autrichiens. à la veille de Jemappes. — Le champ de bataille de Jemappes. — Dispositions des Autrichiens. — Combats de Thulin et Boussu, Quaregnon et Frameries. — La bataille de Jemappes. — Entrée à Mons des Français. — Conclusion. — Les héros de Jemappes. — Suite des

opérations de l'armée du Nord. — Combats de Rousbrugge. — Combat de Pont-Rouge-Comines-Warneton. — Retraite des Autrichiens. — La Bourdonnaye à Tournai. — La marche sur Bruxelles. — Combat d'Anderlecht. — L'entrée à Bruxelles. — Prise de Liége. — Conquête de la Flandre. — Prise d'Anvers. — Prise de Namur. — Conclusion. — L'occupation militaire de la Belgique. — Etat de l'armée. — Le ministère de Pache. — L'affaire Malus-Petitjean-d'Espagnac 285

DEUXIÈME VOLUME

CHAPITRE VII

La Réunion

1re partie: Premières intentions de la France. — L'agence française. — Le Club des Jacobins. — Les administrations provisoires. — La majorité des Belges hostile aux idées républicaines. — Les Français traitent la Belgique en pays conquis. — Le décret du 15 décembre. — Tentatives pour franciser la Belgique. — Dumouriez hostile au décret. — Son départ pour Paris. — Dumouriez à Paris. — L'exécution du roi. — Le décret du 15 décembre. — Le comité des achats. — Le plan de campagne. — L'expédition de Hollande. — Les négociations. — Echec des négociations. — Plan de campagne. — Préparatifs d'invasion. — Beurnonville ministre de la guerre. — L'armée expéditionnaire. — L'expédition. — Prise de Breda. — Prise de Klundert. — Prise de Geertruidenberg. — Préparatifs de passage du Moerdyk. — Départ de Dumouriez à la nouvelle de l'échec du 1er mars.

2e partie : Projet d'une convention belgique. — Le club de Bruxelles. — La légion des Sans-Culottes. — Les clubs votent l'annexion à la France, qui se contente de faire appliquer le décret. — La fin de l'assemblée. — Les généraux. — Les représentants et les commissaires nationaux. — L'application du décret. — La réunion. — Exaspération des Belges. — Pillage des églises. — Soulèvements partiels. — Retour de Dumouriez. — Ses mesures envers les commissaires nationaux. — Proclamations. — Apaisement des Belges. — Entrevue de Louvain. — La lettre du 12 mars 421

CHAPITRE VIII

L'Armée belge. 1792-1794

L'armée belge. — Le comité bruxellois. — Les généraux et les chefs de brigade. — Nomination des officiers. — Recrutement. — Solde. — Equipement. — Les régiments et bataillons d'infanterie. — La cavalerie. — L'artillerie. — Le corps de génie 499

CHAPITRE IX

Aix-La-Chapelle et Neerwinden

Projets des alliés. — Disposition des Français. — L'armée autrichienne au 1er mars. — Echec du 1er mars. — Retraite des Français. — Combat de Tongres. — Abandon de Liége. — Concentration à Louvain. — Etat de l'armée française. — Projets de Dumouriez et de Cobourg. — Combat de Tirlemont. — Journée du 17 mars. — L'armée autrichienne au 14 mars. — Environs de Neerwinden. — La bataille de Neerwinden. — Version autrichienne. — Retraite du 19 mars. — Combat d'Orsmael-Gussenhoven. — Journées des 20 et 21 mars. — Combat sur la Velp. — Abandon de Diest. — Arrivée des commissaires Danton et Lacroix. — Le combat de Pellenberg. — Premiers pourparlers avec les Autrichiens. — Retraite sur Bruxelles. — Sentiments des Belges. — Abandon de Namur. . . 565

CHAPITRE X

La défection de Dumouriez

Nouveaux pourparlers avec les Autrichiens. — Dumouriez à Tournai. — Arrivée de trois députés des Jacobins. — Retraite des troupes françaises. — Dumouriez à Saint-Amand. — Dumouriez mandé à la barre de la Convention. — Départ de quatre commissaires et de Beurnonville. — La soirée du 1er avril. — Les conventionnels prisonniers de Dumouriez. — Proclamations de Dumouriez. — Echec des plans de Dumouriez. — Esprit des généraux. — Revue des troupes du camp de Bruille. — Soirée du 2 avril chez Mme de Genlis. — Dumouriez à Maulde. — La journée du 4 avril. — Proclamation de Cobourg. — Le départ de l'artillerie. — Conséquences du départ de l'artillerie. — Dumouriez à Mons. — Etablissement des Français à Leuze. — Congrès d'Anvers. — Seconde proclamation de Cobourg. — Départ du général Dumouriez pour Bruxelles. — Epilogue . . 625

CHAPITRE XI

Le Tribunal révolutionnaire et la Terreur

Conséquences de la défection du général en chef de l'armée du Nord. — Mesures prises par la Convention. — Généraux, lieutenants de Dumouriez, Stengel, Lanoue et Miranda, acquittés. — Miaczynski, de Vaux et Lescuyer, condamnés. — André Chénier. — L'hécatombe d'un régiment.

Exécution en Belgique et de citoyens belges à l'étranger. — La grande Terreur. — L'expiation (Robespierre, Carrier, Fouquier-Tinville). — Conclusion 685

CHAPITRE XII

L'odyssée des soldats belges de l'an II. 741

CONCLUSION 795

APPENDICES. — I. Les premières armes du duc de Chartres (Louis-Philippe, roi des Français) 815

II. Philippe de Vaux, adjudant général de Dumouriez. 832

SOURCES 868

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Errata

Page	1, ligne 18	lire Mesemacre	au lieu de Mesemaere
»	20, » 20	» Kinski	» kinski
»	24, note (1)	» Mesemacre	» Mesemaere
»	62, ligne 21	» hacheront	» hâcheront
»	145, » 17	» Ligny-en-Barrois	» Ligny en Barrois
»	150, note 3 de la page précédente	» Torgau	» Torgan
»	155, ligne 2	» De Carles	» De Carle
»	203, » 21	» apparat	» apparât
»	204, note 2	» anoblir	» annoblir
»	208, ligne 13	» Dumouriez	» Dumuoriez
»	257, sommaire	» siège	» siége
»	273, note 1	» siège	» siége
»	291, » 1	» Marie-Christine	» Marie-Thérèse
»	297, ligne 18	» abatis	» abattis
»	305, » 2	» gendarmerie	» gandermerie
»	310, » 19	» Wervick	» Werwick
»	327, les notes (2), (3), (4) doivent porter les nos (1), (2), (3)		
»	328, Titre	lire 5 novembre	au lieu de 15 novembre
»	343, ligne 16	» eût	» eut
»	522, » 20	» parut	» parût
»	534, » 1	» sous-lieutenant	» sou-lieutenant
»	550, » 4	» 1er régiment	» Ir régiment
»	588, » 25	» 2me Carabiniers	» 2me Chasseurs
»	674, » 30	» Autriche	» Aurtiche
»	776, » 23	» laissés	» délaissés
»	» » 27	» parut	» parût
»	» » 32	» due	» dûe
»	783, note 2	» l'arme	» l'armée

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 00796397 9

Table des Matières

PREMIER VOLUME

AVANT-PROPOS

AVERTISSEMENT

CHAPITRE I

L'armée autrichienne. - Appréciations. - Organisation en 1792. - Troupes réunies dans les au moment de la bataille de Jemappes. - Les généraux. - Les régiments nationaux des

CHAPITRE II

L'armée royale. - La Révolution. - La garde nationale. - Les transformations apportées dans l'armée. - Les corps francs. - Les volontaires de 1791. - Les volontaires de 1792. - Les fédérés. - Les généraux de la révolution. - Tableau des corps de troupe composant l'armée française au début de la Révolution

CHAPITRE III

La révolution brabançonne. - Les troupes de la révolution brabançonne. - La défaite des patriotes. - Les réfugiés. - Attitude de la . - Dumouriez en . - La révolution liégeoise. - Les quatre rassemblements liégeois. - Les rassemblements de et de . - Les Belges et Liégeois unis. - Le comité de . - Les légions belges et liégeoises. - Les Ransonnets

CHAPITRE IV

Désorganisation de la . - L'armée du Nord à l'ouverture des hostilités. L'état-major de l'armée du Nord. - Considérations générales sur les débuts de la campagne de 1792. - Le plan de guerre de Dumouriez. - Ouverture des hostilités. - Combats de Quiévrain et de Marquain. - Combats de Bavai, de Rumegies et de Hemptinnes-Florennes. - Changements dans le commandement. - Combat de la Glisuelle (Grisoelle). - Opérations de Luckner. - Prise de Menin et de Courtrai. - Retraite de Luckner. - Incendie des faubourgs de Courtrai. - Dumouriez. - Dumouriez à l'armée du Nord. - Le combat d'Orchies. - L'insurrection du 10 août. - La défection de Lafayette. - Situation des armées au 10 août. - Le camp de Maulde. - Dumouriez général en chef. - Les nominations de Dumouriez

CHAPITRE V

1re partie: La campagne de l'Argonne.

2e partie: Le siège de . - Offensive des Autrichiens. - Investissement de . - Les premières opérations du siège. - Combat de Fives. - Combat de Quesnoy-sur-Deule. - Réponses des Lillois aux sommations. - Le bombardement. - Arrivée de secours. - Levée du siège

CHAPITRE VI

Projets de Dumouriez. - Dumouriez à . - Dumouriez aux Jacobins. - Dumouriez et Marat. - Situation des Autrichiens en . - Quartiers d'hiver de l'armée autrichienne. - Combats de Mouveaux et Hasnon. - Dumouriez à la frontière. - Le plan d'invasion. - Dumouriez annonce son projet au ministre. - L'armée française. - Mouvements et prise du contact. - Combats de Croix, Bon-Secours, Péruwelz, Linselles, le Blaton, Baisieux, Biaton, Marquain, Quiévrain. - L'entrée en . - Combat de Bon-Secours. - Occupation de Lannoy. - Situation des Autrichiens. à la veille de Jemappes. - Le champ de bataille de Jemappes. Dispositions des Autrichiens. - Combats de Thulin et Boussu, Quaregnon et Frameries. - La bataille de Jemappes. Entrée à Mons des Français. - Conclusion. - Les héros de Jemappes. Suite des opérations de l'armée du Nord. - Combats de Rousbrugge. Combat de Pont-Rouge-Comines-Warneton. - Retraite des Autrichiens. - La Bourdonnaye à Tournai. - La marche sur . - Combat d'Anderlecht. - L'entrée à . - Prise de Liège. - Conquête de la Flandre. - Prise d'Anvers. - Prise de Namur. - Conclusion. - L'occupation militaire de la . - Etat de l'armée. - Le ministère de Pache. - L'affaire Malus-Petitjean-d'Espagnac

DEUXIÈME VOLUME

CHAPITRE VII

1re partie: Premières intentions de la France. - L'agence française. - Le Club des Jacobins. - Les administrations provisoires. - La majorité des Belges hostile aux idées républicaines. - Les Français traitent la Belgique en pays conquis. - Le décret du 15 décembre. - Tentatives pour franciser la Belgique. - Dumouriez hostile au décret. - Son départ pour Paris. - Dumouriez à Paris. - L'exécution du roi. - Le décret du 15 décembre. - Le comité dies achats. - Le plan de campagne. - L'expédition de Hollande. - Les négociations. - Echec des négociations. - Plan de campagne. - Préparatifs d'invasion. - Beurnonville ministre de la guerre. - L'armée expéditionnaire. - L'expédition. - Prise de Breda. - Prise de Klundert. - Prise de Geertruidenberg. - Préparatifs de passage du Moerdyk. - Départ de Dumouriez à la nouvelle de l'échec du 1er mars.

2e partie: Projet d'une convention . - Le club de . - La légion des Sans-Culottes. - Les clubs votent l'annexion à la , qui se contente de faire appliquer le décret. - La fin de l'assemblée. - Les généraux. - Les représentants et les commissaires nationaux. - L'application du décret. - La réunion. - Exaspération des Belges. - Pillage des'églises. - Soulèvements partiels. - Retour de Dumouriez. - Ses mesures envers les commissaires nationaux. - Proclamations. - Apaisement des Belges. - Entrevue de Louvain. - La lettre du 12 mars

CHAPITRE VIII

L'armée belge. - Le comité bruxellois. - Les généraux et les chefs de brigade. - Nomination des officiers. - Recrutement. - Solde. - Equipement. - Les régiments et bataillons d'infanterie. - La cavalerie. - L'artillerie. - Le corps de génie

CHAPITRE IX

Projets des alliés. - Disposition des Français. - L'armée autrichienne au 1er mars. - Echec du 1er mars. - Retraite des Français. - Combat de Tongres. - Abandon de Liége. - Concentration à Louvain. - Etat de l'armée française. - Projets de Dumouriez et de Cobourg. - Combat de Tirlemont. - Journée du 17 mars. - L'armée autrichienne au 14 mars. - Environs de Neerwinden. - La bataille de Neerwinden. - Version autrichienne. - Retraite du 19 mars. - Combat d'Orsmael-Gussenhoven. - Journées des 20 et 21 mars. - Combat sur la Velp. - Abandon de Diest. - Arrivée des commissaires Danton et Lacroix. - Le combat de Pellenberg. - Premiers pourparlers avec les Autrichiens. - Retraite sur . - Sentiments des Belges. - Abandon de Namur

CHAPITRE X

Nouveaux pourparlers avec les Autrichiens. - Dumouriez à . - Arrivée de trois députés des Jacobins. - Retraite des troupes françaises. - Dumouriez à Saint-Amand. - Dumouriez mandé à la barre de la Convention. - Départ de quatre commissaires et de Beurnonville. - La soirée du 1er avril. - Les conventionnels prisonniers de Dumouriez. - Proclamations de Dumouriez. - Echec des plans de Dumouriez. - Esprit des généraux. - Revue des troupes du camp de Bruille. - Soirée du 2 avril chez Mme de Genlis. - Dumouriez à Maulde. - La journée du 4 avril. - Proclamation de Cobourg. - Le départ de l'artillerie. - Conséquences du départ de l'artillerie. - Dumouriez à . - Etablissement des Français à Leuze. - Congrès d'Anvers. - Seconde proclamation de Cobourg. - Départ du général Dumouriez pour . - Epilogue

CHAPITRE XI

Conséquences de la défection du général en chef de l'armée du Nord. - Mesures prises par la Convention. - Généraux, lieutenants de Dumouriez, Stengel, Lanoue et Miranda, acquittés. - Miaczynski, de Vaux et Lescuyer, condamnés. - André Chénier. - L'hécatombe d'un régiment. Exécution en et de citoyens belges à l'étranger. La grande Terreur. - L'expiation (Robespierre, Carrier, Fouquier-Tinville). - Conclusion

CHAPITRE XII

L'odyssée des soldats belges de l'an II

CONCLUSION

APPENDICES. - I. Les premières armes du duc de Chartres (Louis-Philippe, roi des Français)

APPENDICES. - II. Philippe de Vaux, adjudant général de Dumouriez

SOURCES